

Doing Business 2008

© 2007 Banque internationale pour la reconstruction et le développement / Banque mondiale
1818 H Street NW
Washington, D.C. 20433, États-Unis
Téléphone : +1 202-473-1000
Site Web : www.worldbank.org
Courriel : feedback@worldbank.org

Tous droits réservés.

1 2 3 4 5 09 08 07 06

Une co-publication de la Banque mondiale et de la Société Financière Internationale

Ce document a été réalisé par le personnel du Groupe de la Banque mondiale. Les conclusions, interprétations et remarques qui y figurent ne reflètent pas nécessairement les vues des directeurs exécutifs de la Banque mondiale ou des gouvernements qu'ils représentent. Le Groupe de la Banque mondiale ne garantit pas l'exactitude des informations figurant dans cet ouvrage.

Droits et autorisations

Les informations figurant dans ce document sont protégées par des droits d'auteur. Copier et/ou transmettre cet ouvrage en partie ou en totalité sans autorisation pourrait constituer une infraction au droit applicable. Le Groupe de la Banque mondiale encourage la dissémination de son travail et accorde généralement rapidement une autorisation de reproduire des portions de ses ouvrages.

L'ouvrage original a été publié en anglais par la Banque mondiale sous le titre *Doing Business 2008*. En cas de divergence, la langue originale prime.

Pour obtenir l'autorisation de photocopier ou de reproduire une quelconque portion de cet ouvrage, veuillez soumettre votre demande accompagnée d'informations détaillées à :

Copyright Clearance Center Inc., 222 Rosewood Drive, Danvers, MA 01923, États-Unis ;
téléphone : +1 978-750-8400 ; télécopieur : +1 978-750-4470 ; site Web : www.copyright.com.

Toutes les autres demandes d'obtention de droits et de licences, y compris de droits subsidiaires, doivent être adressées à : Office of the Publisher, The World Bank, 1818 H Street NW, Washington, DC 20433, États-Unis ;
télécopieur : +1 202-522-2422 ; courriel : pubrights@worldbank.org.

Pour acheter des copies supplémentaires de *Doing Business 2008*, *Doing Business 2007 : Comment réformer*, *Doing Business en 2006 : Créer des emplois*, et *Doing Business en 2005 : Éliminer les obstacles à la croissance*, veuillez consulter le site : www.doingbusiness.org.

Table des matières

Doing Business 2008 est le cinquième rapport d'une série de rapports annuels étudiant les réglementations qui favorisent l'activité économique et celles qui la limitent. *Doing Business* présente des indicateurs quantitatifs en matière de réglementation des affaires et de protection des droits de propriété qui peuvent être comparés entre 178 économies, de l'Afghanistan au Zimbabwe, et à travers le temps.

Les réglementations affectant 10 étapes de la vie d'une entreprise sont évaluées : création d'entreprise, octroi de licences, embauche des travailleurs, transfert de propriété, obtention de prêts, protection des investisseurs, paiement des taxes et impôts, commerce transfrontalier, exécution des contrats et fermeture d'entreprise. Les données figurant dans *Doing Business 2008* sont valables au 1er juin 2007. Les indicateurs sont utilisés pour analyser les résultats économiques et identifier quelles réformes ont marché, où et pourquoi.

La méthodologie de *Doing Business* a ses limites. D'autres thèmes importants pour les affaires, tels que la proximité du pays aux grands marchés, la qualité de ses infrastructures (autres que celles liées au commerce transfrontalier), la sécurité des biens par rapport au vol et au pillage, la transparence de la passation des marchés publics, la situation macroéconomique et la solidité sous-jacente des institutions, ne sont pas étudiés directement par *Doing Business*. Pour que les données soient comparables entre les pays, les indicateurs font référence à un type d'entreprise particulière, en général une société à responsabilité limitée, exerçant ses activités dans le principal centre économique du pays.

La méthodologie adoptée pour 3 des thèmes de *Doing Business* a changé pour *Doing Business 2008* : octroi de licences, embauche de travailleurs et exécution de contrats. Plus de détails sont illustrés dans les Notes statistiques. Trois nouveaux thèmes sont en cours d'élaboration : transparence, opportunités pour les femmes et infrastructure. L'analyse est décrite dans 'Quelle est la suite'.

Présentation générale	1
Création d'entreprise	9
Octroi de licences	15
Embauche des travailleurs	21
Transfert de propriété	26
Obtention de prêts	31
Protection des investisseurs	36
Paiement des taxes et impôts	42
Commerce transfrontalier	48
Exécution des contrats	54
Fermeture d'entreprise	59
Quelle est la suite	64
Références	68
Notes statistiques	71
Facilité de faire des affaires	88
Indicateurs de Doing Business	92
Tableaux par pays	108
Remerciements	168

Doing Business

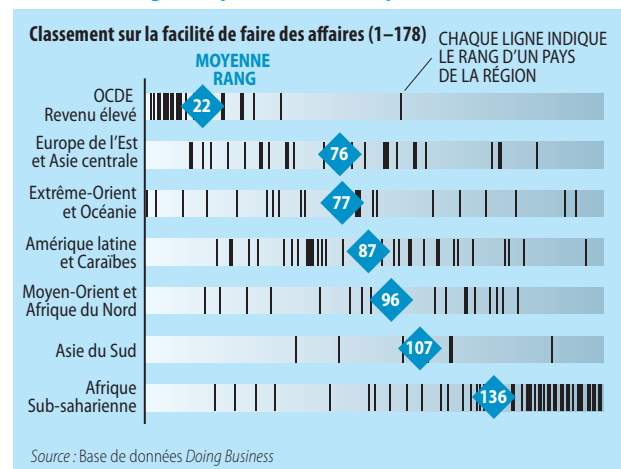
Présentation générale

Cette année, l'Europe de l'Est et l'ex Union soviétique ont dépassé l'Extrême-Orient en termes de facilité de faire des affaires (figure 1.1). Plusieurs pays de la région sont même allés plus loin, surpassant plusieurs économies d'Europe de l'Ouest. L'Estonie, le pays le plus accueillant pour les affaires de l'ancien bloc socialiste, se classe dix-septième en termes de facilité de faire des affaires. La Géorgie et la Lettonie sont classées également parmi les 25 premiers.

Le résultat est une explosion du nombre de nouvelles entreprises. La Géorgie compte désormais 15 sociétés immatriculées pour 100 personnes (de même que la Malaisie). La République tchèque et la Slovaquie en comptent 13 (comme Singapour). L'Estonie et la Pologne en comptent 12 (comme Hong Kong, Chine). Certaines de ces nouvelles entreprises sont devenues leaders mondiaux dans leur secteur, comme c'est le cas par exemple de la société de logiciels Skype, née en Estonie, et le fabriquant automobile tchèque Skoda.

FIGURE 1.1

Quelle est la région la plus accueillante pour les affaires en 2007?



Comme les années précédentes, les pays d'Europe de l'Est dominent la liste des plus grands réformateurs en 2006/07, avec la Croatie, la Macédoine, la Géorgie et la Bulgarie ayant réformé le plus. La Croatie fait partie des premiers réformateurs pour la deuxième année consécutive, la Géorgie pour la troisième.

De nombreux autres pays réforment aussi. Deux cent réformes - dans 98 économies - ont été adoptées entre avril 2006 et juin 2007. Les réformateurs ont simplifié la réglementation des affaires, renforcé les droits de la propriété, allégé la charge fiscale, amélioré l'accès au crédit et réduit les coûts à l'export et à l'import.

Parmi les régions, l'Europe de l'Est et l'Asie centrale ont réformé le plus, suivies de l'Asie du Sud et des pays riches (figure 1.2). C'est l'Amérique latine qui a le moins réformé. La reprise en Asie du Sud a été menée par l'Inde, qui a progressé de 12 places en matière de facilité de faire des affaires. Le

FIGURE 1.2

La plupart des réformes, en Europe de l'Est et en Asie centrale – encore une fois

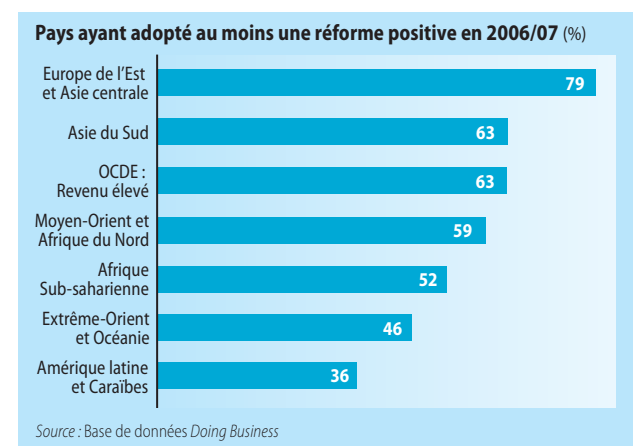


TABLEAU 1.1

Les 10 premiers pays réformateurs en 2006/07

Economie	Création d'entreprise	Octroi de licences	Embauche des travailleurs	Transfert de propriété	Obtention de prêts	Protection des investisseurs	Paiement des taxes et impôts	Commerce transfrontalier	Exécution des contrats	Fermeture d'entreprise
Egypte	✓	✓		✓	✓			✓		
Croatie	✓			✓	✓					✓
Ghana	✓			✓	✓			✓	✓	
Macédoine	✓	✓					✓			
Géorgie	✓	✓		✓	✓	✓				✓
Colombie						✓	✓	✓		
Arabie saoudite	✓				✓			✓		
Kenya	✓	✓		✓	✓					
Chine		✓			✓					✓
Bulgarie		✓					✓		✓	

Remarque: Les pays sont classés en fonction du nombre et de l'impact de leurs réformes. Doing Business commence par sélectionner les pays ayant effectué des réformes dans un minimum de trois des domaines couverts par le rapport. Ensuite, les pays sont classés en fonction de l'amélioration de leur rang pour « la facilité de faire des affaires » par rapport à l'année précédente. Plus cette amélioration est significative, et meilleur est le classement du pays réformateur concerné.

Source: Base de données Doing Business.

ralentissement en Amérique latine pourrait être le résultat d'une année électorale chargée: 13 pays ont vu de nouveaux gouvernements prêter serment. Une analyse antérieure laisse penser que la région pourrait vivre un boom des réformes l'année prochaine, étant donné que près de 85% des réformes sont conduites au cours des 15 premiers mois d'un nouveau gouvernement.¹

L'Égypte est le premier pays réformateur en 2006/07, progressant dans 5 des 10 domaines étudiés par *Doing Business* (tableau 1.1). En Égypte, les réformes ont été profondes. Elles ont facilité la création d'entreprise, en réduisant considérablement le capital minimum obligatoire à verser de 50 000 à 1 000 livres égyptiennes, et en diminuant de moitié les temps et coûts de création d'entreprise. Les frais de transfert de propriété ont été réduits, passant de 3% de la valeur de la propriété à un droit fixe peu élevé. Avec plus de propriétés transférées et moins d'évasion, les revenus tirés des transferts de titres ont augmenté de 39% au cours des

six mois suivant la réforme. De nouveaux guichets uniques ont été mis en place dans les ports pour les importateurs et exportateurs, réduisant ainsi le délai à l'import de 7 jours, et le délai à l'export de 5 jours. Le premier registre privé d'information sur le crédit a été créé. De plus, les constructeurs font désormais face à moins de bureaucratie pour obtenir des permis de construire.

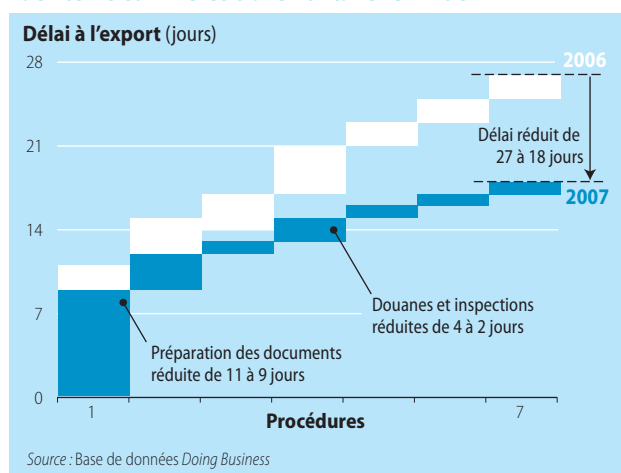
La Croatie se classe deuxième, avec des réformes dans 4 des domaines étudiés par *Doing Business*. Il y a deux ans, un transfert de propriété nécessitait 956 jours en Croatie. Il en faut maintenant 174. La Croatie a également accéléré la création d'entreprise, en regroupant les procédures au sein d'un guichet unique et en permettant les inscriptions en ligne aux services de retraite et de santé. Le processus comprend désormais deux procédures de moins et le temps a été réduit de 5 jours. L'accès au crédit a été facilité : un nouveau registre privé sur le crédit a vu le jour, et un registre unifié conserve dans un même endroit toutes les sûretés sur les valeurs mobilières. Pendant les 2 premiers mois, 1,4 milliards d'euros de crédit ont été enregistrés. Pour finir, les amendements à la loi croate sur l'insolvabilité ont établi des exigences professionnelles pour les syndicats de faillite et écourté les délais.

Les grandes économies émergentes—des réformateurs rapides

La Chine, l'Égypte, l'Inde, l'Indonésie, la Turquie et le Vietnam se sont tous améliorés en matière de facilité de faire des affaires.

En Chine, une nouvelle loi sur la propriété a mis les droits de propriété privée au même niveau que les droits de propriété publique. La loi a aussi étendu l'éventail des biens pouvant être utilisés comme garanties, qui comprend désormais les stocks et les créances. La Chine a également adopté

FIGURE 1.3

Faciliter le commerce transfrontalier en Inde

une nouvelle loi sur les faillites. La loi donne la priorité aux créanciers privilégiés sur le produit des biens affectés en garantie. La construction a été facilitée grâce au traitement électronique des permis de construire, réduisant les délais de deux semaines.

L'Inde a rivalisé avec ce rythme de réformes. Les importateurs peuvent désormais soumettre leurs déclarations de douane et s'acquitter des droits de douane en ligne, avant que la marchandise arrive dans le port. Il faut 18 jours pour s'acquitter de toutes les formalités administratives à l'export, contre 27 jours en 2006 (figure 1.3). Le registre sur le crédit s'est développé en incluant l'historique des dettes des entreprises aussi bien que des particuliers. Aussi, les réformateurs ont mis en place un registre électronique des biens accordés en garantie par les sociétés.

D'autres grands marchés émergents ont également procédé à d'importantes réformes. La Russie a mis en place un nouveau registre privé sur le crédit. L'Indonésie a renforcé la protection des investisseurs et accru l'information sur le crédit en supprimant le seuil minimum pour inclure les prêts dans le registre public sur le crédit.

Le Vietnam a aussi renforcé la protection des investisseurs, grâce à une nouvelle loi sur les entreprises et une loi sur les valeurs mobilières. Un décret portant sur les transactions sécurisées permet aux entreprises d'utiliser un éventail plus large de biens affectés en garantie, facilitant ainsi l'accès au crédit. Le Nigeria a mis en place des procédures électroniques au registre du commerce et a accéléré le temps de création d'une entreprise de 9 jours. Aussi, des réformes ont réduit le temps nécessaire pour obtenir des permis de construire de 90 à 30 jours. La Turquie a réduit l'impôt sur les sociétés de 30% à 20% et a mis en place des procédures électroniques pour les douanes, réduisant ainsi les délais à l'export de 6 jours et les délais à l'import de 10 jours.

Les investisseurs prennent note. Ils recherchent un potentiel de hausse, et ils le trouvent dans les économies qui réforment, quelle que soit leur situation de départ. Le rendement du capital investi est en effet plus élevé dans les pays qui réforment le plus (figure 1.4). Etant donné que les marchés émergents améliorent activement leur réglementation des affaires, il y a difficilement eu un meilleur moment pour investir.

Réformes en Afrique—inégales

Certains pays africains ont réformé, avec en tête le Ghana et le Kenya, qui font tous deux partie des dix premiers pays réformateurs. En Afrique australe, plusieurs pays ont réformé, en tête desquels le Madagascar, l'Île Maurice et le Mozambique (figure 1.5). L'Île Maurice occupe maintenant la 27^{ème} place en matière de facilité de faire des affaires, le rang le plus élevé parmi les pays africains. En Afrique de l'ouest et en Afrique centrale cependant, peu de réformes ont été faites en dehors du Burkina Faso et du Ghana.

Faciliter la création d'entreprise—la réforme la plus populaire

Les réformes ayant pour but de faciliter la création de nouvelles entreprises ont été les plus populaires en 2006/07 (figure 1.6). Dans trente-neuf pays, la création d'entreprise est désormais plus simple, plus rapide et moins onéreuse. Le deuxième type de réformes les plus populaires concerne celles visant à diminuer les taxes et à simplifier leur gestion. Certaines réformes sont plus difficiles, nécessitant une nouvelle loi et les concessions politiques qui vont avec. Seuls 10 pays ont révisé leurs lois sur les faillites. Et le moins de réformes positives ont été réalisées dans le domaine de l'embauche des travailleurs. Huit pays ont accru la flexibilité de la législation du travail ; quatre l'ont rendue plus rigide.

FIGURE 1.4

Les actionnaires bénéficient des réformes

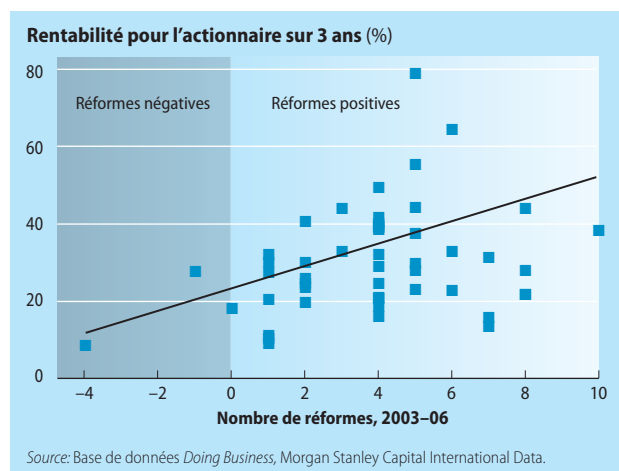


FIGURE 1.5

Qui a le plus réformé en Afrique en 2006/07?

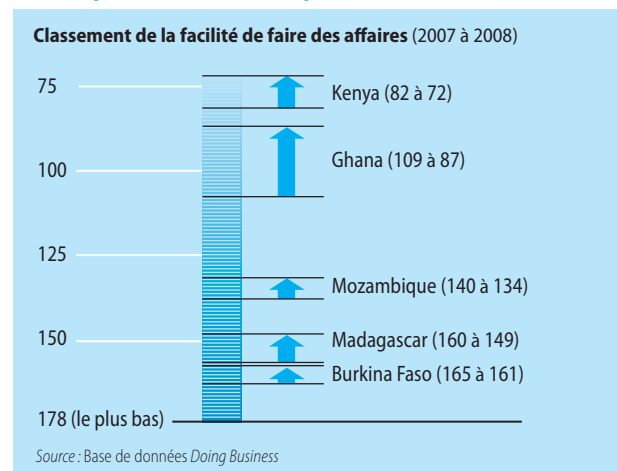
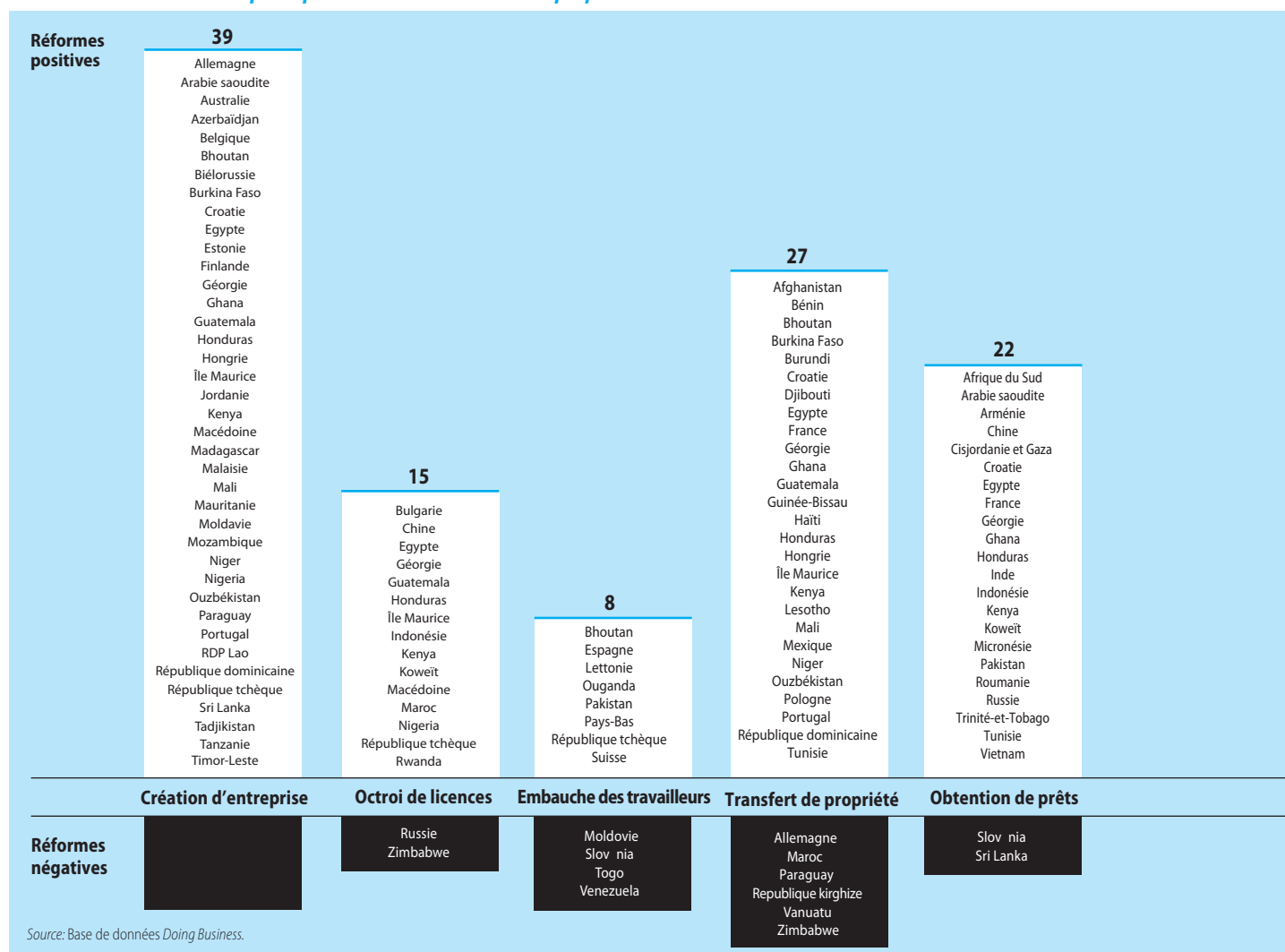


FIGURE 1.6

200 réformes facilitent la pratique des affaires – 27 la compliquent

Source: Base de données Doing Business.

Les 3 réformes les plus audacieuses, entraînant les plus grandes améliorations des indicateurs de *Doing Business* :

- La facilitation de la création d'entreprise en Arabie saoudite
- Le renforcement de la protection des investisseurs en Géorgie
- L'ouverture d'un nouveau registre sur le crédit en Russie

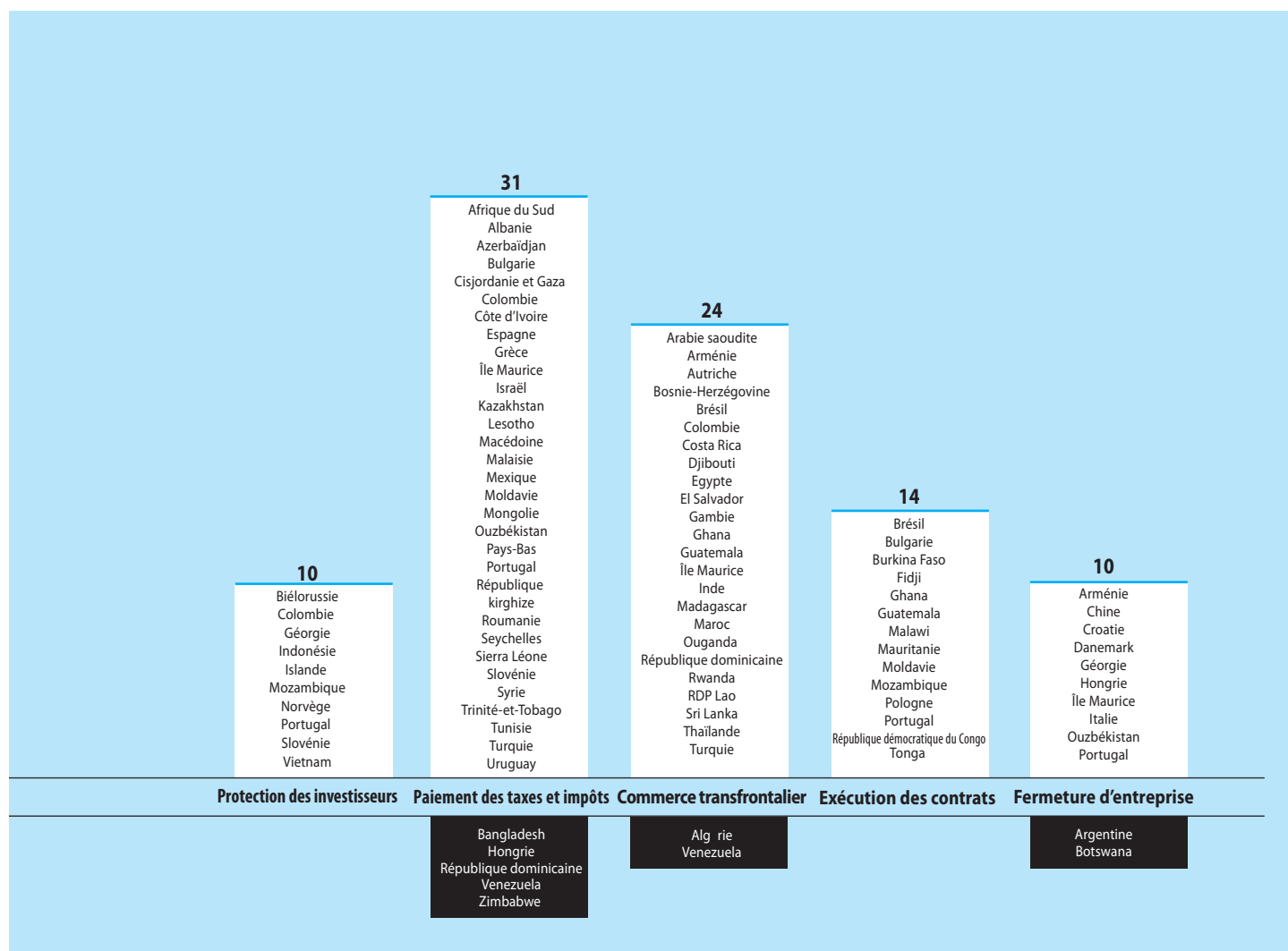
L'Arabie saoudite a éliminé beaucoup de formalités administratives qui en faisaient auparavant un des pays les plus contraignants pour créer une entreprise. Les réformes ont permis de supprimer 6 procédures pour former une nouvelle société - en accélérant les opérations au ministère du Commerce, en fusionnant les obligations de publication et en permettant de s'inscrire en ligne à la sécurité sociale. Le délai de création d'une entreprise est descendu de 39 à 15 jours.

Le plus spectaculaire fut la suppression par l'Arabie saoudite du capital minimum obligatoire à verser. Les entrepreneurs saoudiens devaient auparavant mettre en réserve

un montant de 124 464\$, le cinquième montant le plus élevé au monde en termes de capital minimum obligatoire à verser. Ce n'est plus le cas. Les nouveaux dirigeants d'entreprises peuvent désormais utiliser ce capital pour travailler immédiatement, i.e. embaucher du personnel, louer des bureaux et commercialiser de nouveaux produits.

La Géorgie a rendu les investissements plus sûrs. Les amendements à sa loi sur les valeurs mobilières suppriment les lacunes de la législation qui permettaient aux personnes bien placées dans la société d'exproprier les investisseurs minoritaires. Les réformateurs ont accru les obligations de déclaration d'information concernant les conflits d'intérêt des administrateurs, détaillé de façon précise les devoirs des administrateurs envers la société, et augmenté les sanctions en cas d'abus de biens sociaux.

Le premier registre sur le crédit de Russie a ouvert ses portes en 2006 et en juillet 2007 avait étendu sa couverture à plus de 6 millions de personnes. Auparavant, les banques ne disposaient d'aucune base de données centralisée à consulter



pour évaluer la capacité de remboursement d'un client. Maintenant, elles peuvent se tourner vers le nouveau registre pour obtenir des données à la fois sur les sociétés et les individus et pour des informations aussi bien positives que négatives (comme par exemple sur l'historique de paiements et le nombre et la fréquence des paiements en retard).

Certains pays ont fait marche arrière. Le Venezuela affiche le plus grand nombre de réformes négatives. Y faire des affaires était déjà difficile. En 2006-07, ça l'est devenu encore plus. Les exportateurs doivent désormais présenter une autorisation différente pour chaque transaction. Pour obtenir cette autorisation, ils doivent justifier de leur identité ou de leur solvabilité, avec des documents qui doivent eux-mêmes être renouvelés fréquemment. Le délai à l'export s'est étendu à 45 jours, à peine plus rapide qu'au Burundi, un pays enclavé. Mais les employés de bureau lents n'ont pas à s'inquiéter de perdre leur emploi : le Venezuela a également étendu son interdiction de renvoyer des employés à toute personne gagnant moins de trois fois le salaire minimum.

Singapour—une fois de plus numéro 1

Pour la deuxième année consécutive, Singapour est en tête du classement en matière de facilité de faire des affaires (tableau 1.2). La Nouvelle-Zélande, les États-Unis et Hong Kong (Chine) suivent de près. Le Danemark vient après, prouvant qu'un pays peut être accueillant pour les affaires et offrir de fortes protections sociales.

La Géorgie et l'Arabie saoudite sont entrées dans le groupe des 25 premiers pays. De nombreux pays dont les réglementations des affaires sont les plus favorables continuent de réformer, comme c'est le cas de l'Australie, du Danemark, des Pays-Bas, de la Norvège et de la Suisse. Certains se sont arrêtés de réformer, et descendent dans le classement. Le message est le suivant : si vous ne réformez pas, un autre pays vous devancera.

Les classements dans la facilité de faire des affaires ne rendent pas pleinement compte de tous les facteurs. La portée de l'indicateur est limitée : il ne couvre que la réglementation

TABLEAU 1.2

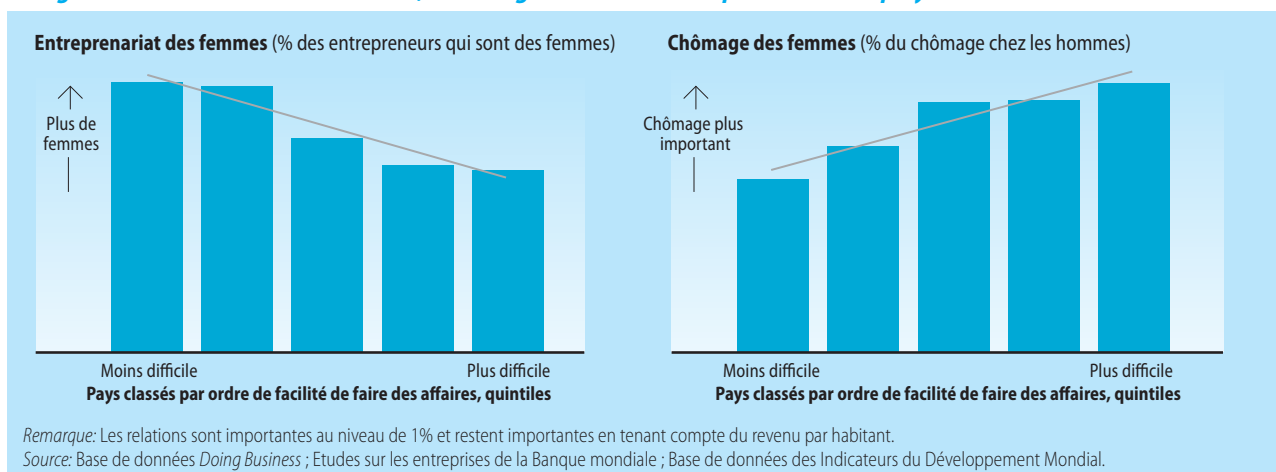
Classement des pays sur la « Facilité de faire des affaires »

2008 rang	Economie	2008 rang	Economie	2008 rang	Economie
1	Singapour	61	Samoa	121	Honduras
2	Nouvelle-Zélande	62	Vanuatu	122	Brésil
3	Etats-Unis	63	Jamaïque	123	Indonésie
4	Hong Kong, Chine	64	Saint-Kitts-et-Nevis	124	Lesotho
5	Danemark	65	Panama	125	Algérie
6	Royaume-Uni	66	Colombie	126	Egypte
7	Canada	67	Trinité-et-Tobago	127	Malawi
8	Irlande	68	Emirats arabes unis	128	Equateur
9	Australie	69	El Salvador	129	Maroc
10	Islande	70	Grenade	130	Tanzanie
11	Norvège	71	Kazakhstan	131	Gambie
12	Japon	72	Kenya	132	Cap-Vert
13	Finlande	73	Kiribati	133	Philippines
14	Suède	74	Pologne	134	Mozambique
15	Thaïlande	75	Macédoine	135	Iran
16	Suisse	76	Pakistan	136	Albanie
17	Estonie	77	Dominique	137	Syrie
18	Géorgie	78	Brunei	138	Ouzbékistan
19	Belgique	79	Îles Salomon	139	Ukraine
20	Allemagne	80	Jordanie	140	Bolivie
21	Pays-Bas	81	Monténégro	141	Irak
22	Lettonie	82	Palau	142	Surinam
23	Arabie saoudite	83	Chine	143	Soudan
24	Malaisie	84	Papouasie-nouvelle-Guinée	144	Gabon
25	Autriche	85	Liban	145	Cambodge
26	Lituanie	86	Serbie	146	Djibouti
27	Île Maurice	87	Ghana	147	Comores
28	Porto Rico	88	Tunisie	148	Haïti
29	Israël	89	Îles Marshall	149	Madagascar
30	Corée	90	Seychelles	150	Rwanda
31	France	91	Vietnam	151	Bénin
32	Slovaquie	92	Moldavie	152	Zimbabwe
33	Chili	93	Nicaragua	153	Tadjikistan
34	Sainte Lucie	94	République kirghize	154	Cameroun
35	Afrique du Sud	95	Swaziland	155	Côte d'Ivoire
36	Fidji	96	Azerbaïdjan	156	Togo
37	Portugal	97	Croatie	157	Mauritanie
38	Espagne	98	Uruguay	158	Mali
39	Arménie	99	République dominicaine	159	Afghanistan
40	Koweït	100	Grèce	160	Sierra Leone
41	Antigua-et-Barbuda	101	Sri Lanka	161	Burkina Faso
42	Luxembourg	102	Ethiopie	162	Sénégal
43	Namibie	103	Paraguay	163	Sao-Tomé-et-Principe
44	Mexique	104	Guyane	164	RDP Lao
45	Hongrie	105	Bosnie-Herzégovine	165	Guinée équatoriale
46	Bulgarie	106	Russie	166	Guinée
47	Tonga	107	Bangladesh	167	Angola
48	Roumanie	108	Nigeria	168	Timor-Leste
49	Oman	109	Argentine	169	Niger
50	Taiwan, Chine	110	Biélorussie	170	Liberia
51	Botswana	111	Népal	171	Erythrée
52	Mongolie	112	Micronésie	172	Venezuela
53	Italie	113	Yémen	173	Tchad
54	Saint-Vincent-et-les-Grenadines	114	Guatemala	174	Burundi
55	Slovénie	115	Costa Rica	175	République du Congo
56	République tchèque	116	Zambie	176	Guinée-Bissau
57	Turquie	117	Cisjordanie et Gaza	177	République centrafricaine
58	Pérou	118	Ouganda	178	République démocratique du Congo
59	Belize	119	Bhoutan		
60	Maldives	120	Inde		

Remarque: Le classement de l'ensemble des pays résulte d'une comparaison en date de juin 2007 et est reproduit dans les Tableaux par pays. Le classement sur la « Facilité de faire des affaires » est la moyenne des classements des pays dans les 10 catégories couvertes par *Doing Business 2008*. Pour des informations plus détaillées, voir « Facilité de faire des affaires ».

Source: Base de données *Doing Business*.

FIGURE 1.7

Plus grande facilité de faire des affaires, davantage de femmes entrepreneurs et employées

des affaires. Il ne tient pas compte de la proximité d'un pays à de grands marchés, de la qualité de ses infrastructures (autres que celles liées au commerce transfrontalier), de la sécurité des biens par rapport au vol et au pillage, de la transparence dans les achats gouvernementaux, de la situation macro-économique ou de la solidité sous-jacente des institutions.

Pourtant, un classement élevé en matière de facilité de faire des affaires signifie que le gouvernement a créé un environnement réglementaire propice à la gestion d'entreprises.

Perspectives pour les femmes

Les réformes peuvent offrir de grands bénéfices. De meilleurs classements en termes de facilité de faire des affaires sont associés à davantage de croissance, plus d'emplois et une part moins importante de l'économie dans le secteur informel.² Prenons le Mexique, où les réformes ont raccourci les délais de création d'entreprise de 58 à 27 jours. Une étude récente a montré les avantages suivants : le nombre de sociétés immatriculées a augmenté de près de 6%, l'emploi a augmenté de 2,6% et les prix ont chuté de 1% grâce à la concurrence due aux nouvelles entreprises sur le marché.³

Les avantages sont particulièrement importants pour les femmes. Les pays les mieux classés en matière de facilité de faire des affaires ont une plus grande proportion de femmes parmi les entrepreneurs et les employés (figure 1.7). Prenons l'exemple de l'Ouganda. Une réglementation complexe de la création d'entreprise engendrait davantage de contacts entre les entrepreneurs et les fonctionnaires - favorisant ainsi les pots-de-vin. Les femmes étaient considérées comme des cibles faciles: 43% des femmes entrepreneurs ont fait état de harcèlement de la part des fonctionnaires, contre 25% pour l'ensemble des entrepreneurs. Lorsque les réformateurs ont simplifié le processus de création des entreprises, les immatriculations de sociétés sont montées en flèche. L'aug-

mentation du nombre de propriétaires d'entreprise (étant propriétaires pour la première fois) était supérieure de 33% pour les femmes par rapport aux hommes.

Dans certains pays, le caractère explicitement discriminatoire de certaines lois exacerbe les effets de réglementations complexes. Dans les Emirats arabes unis et au Yémen, il est interdit aux femmes de travailler la nuit. C'est désormais également le cas des femmes au Koweït, grâce à une nouvelle loi passée en juin 2007. Au Zimbabwe, les femmes mariées doivent obtenir la permission de leur mari avant de transférer des biens fonciers. En République démocratique du Congo, elles doivent avoir le consentement de leur mari pour créer une entreprise. Les femmes ne dirigent que 18% des petites entreprises dans ce pays. Dans le pays voisin, au Rwanda, qui ne dispose pas d'une telle réglementation, les femmes dirigent plus de 41% des petites entreprises.⁴

L'idée qui se cache derrière certaines de ces réglementa-

TABLEAU 1.3
Premiers réformateurs en 2006/07 par type d'indicateur

Création d'entreprise	Arabie saoudite
Octroi de licences	Géorgie
Embauche des travailleurs	République tchèque
Transfert de propriété	Ghana
Obtention de prêts	Croatie
Protection des investisseurs	Géorgie
Paiement des taxes et impôts	Bulgarie
Commerce transfrontalier	Inde
Exécution des contrats	Tonga
Fermeture d'entreprise	Chine

Source: Base de données *Doing Business*

tions pourrait être de protéger les femmes. Mais elles ont un effet boomerang, enlevant du travail aux travailleurs motivés et des opportunités d'affaires aux entrepreneurs. Les femmes se retrouvent dans l'économie parallèle : elles ont trois fois plus de chances que les hommes d'être employées de manière informelle dans la plupart des pays en voie de développement. En occupant ces emplois, elles ne perçoivent aucune prestation sociale. Et si leur employeur leur inflige de mauvais traitements, elles n'ont que des recours légaux limités.

Certains pays prennent des mesures. Le Lesotho a passé une loi en novembre 2006 autorisant les femmes mariées à détenir et transférer des biens et à passer des actes juridiques sans la signature de leur mari. Avant cette réforme, les femmes étaient considérées comme mineures aux yeux de la loi.

Ce qui se mesure se fait

La publication de données comparatives sur la facilité de faire des affaires incite les gouvernements à réformer. Depuis son lancement en octobre 2003, le projet *Doing Business* a inspiré ou servi de base à 113 réformes dans le monde. En 2006, la Géorgie tentait de se classer parmi les 25 premiers de la liste et utilisait les indicateurs de *Doing Business* comme point de référence quant aux progrès réalisés. Elle se classe maintenant 18^{ème} en termes de facilité de faire des affaires, et le gouvernement a fixé un objectif encore plus ambitieux. L'Arabie saoudite et l'Île Maurice visent les dix premières places. Toutes deux ont réalisé des progrès considérables : l'Arabie saoudite se classe maintenant 23^{ème}, et l'Île Maurice 27^{ème}.

Le Mozambique réforme plusieurs aspects de son environnement d'affaires, avec comme objectif d'atteindre le haut du classement pour l'Afrique australe en matière de facilité de faire des affaires. Résultat : il a gagné 6 places dans le classement.

Les comparaisons entre des villes d'un même pays sont des éléments moteurs encore plus forts pour produire des réformes. Le temps nécessaire pour obtenir une licence d'exploitation en Inde va de 159 jours à Bhubaneswar à 522 jours à Ranchi. Le délai de transfert de propriété va de 35 jours à Hyderabad à 155 jours à Calcutta. Une ville indienne hypothétique, enregistrant les meilleurs performances du pays pour chacun des indicateurs de *Doing Business*, se classerait 55 places plus haut que Mumbai en matière de facilité de faire des affaires. Le gouvernement indien passe à l'action.

Cette année, l'Inde est le premier réformateur en matière de commerce transfrontalier (tableau 1.3).

Les réformes vont au-delà des solutions qui améliorent le classement *Doing Business*. Lorsque les Philippines ont émis un décret pour baisser les frais administratifs, celui-ci s'appliquait à tous types de licences et permis, non seulement à ceux mesurés dans *Doing Business*. Au Malawi et au Rwanda, les réformateurs utilisent les indicateurs pour encourager à procéder à des simplifications au sein de tous les organismes publics. Le Kenya réforme tous les permis d'exploitation.

Afin d'aider les réformateurs, le projet *Doing Business* a publié cette année un ouvrage contenant 11 études de cas de réformes fructueuses.⁵ Celles-ci portent sur l'ensemble du monde, du Salvador à la Serbie, et d'Égypte au Nigeria, et montrent ce qu'il faut pour réussir. En collaboration avec l'Agence des États-Unis pour le Développement international, *Doing Business* a également créé un prix récompensant les meilleurs réformateurs. Le premier a été remis à Zurab Nogaideli, le Premier Ministre géorgien.⁶ Depuis, plusieurs gouvernements réformateurs, tels que ceux d'Azerbaïdjan, du Guatemala et du Mozambique, ont étudié l'expérience de la Géorgie en matière de réformes afin de se faire une idée de comment réformer.

Remarques

1. Banque mondiale (2006b, p.5).
2. Djankov, McLiesh et Ramalho (2006) et Banque mondiale (2005a).
3. Bruhn (2007).
4. Les pourcentages d'entreprises dirigées par des femmes proviennent des enquêtes de 2006 de la Banque mondiale sur les entreprises, disponibles sur <http://www.enterprisesurveys.org>.
5. Banque mondiale (2007a).
6. Pour plus d'informations sur les pays reconnus comme les premiers réformateurs, consultez <http://www.reformersclub.org>.

Doing Business

Création d'entreprise

Créer une entreprise en République démocratique du Congo n'est pas une tâche facile. Cela nécessite 13 procédures et prend 155 jours (et coûte 5 fois le revenu annuel par habitant). Cela est pire pour les femmes: elles doivent obtenir le consentement de leur mari. Si vous êtes une femme célibataire ou si votre mari refuse de vous donner son consentement ou souffre de troubles mentaux, un juge décide si vous pouvez devenir une femme d'affaires. Résultat: seulement 18% des petites entreprises sont dirigées par des femmes. Dans le pays voisin, au Rwanda où il n'existe pas de telles lois, plus de 41% le sont.¹

Trente-neuf pays ont facilité la création de nouvelles entreprises pour les entrepreneurs en 2006/07. Dix-huit d'entre eux ont procédé à des réformes pour la deuxième année consécutive, notamment le Burkina Faso, l'Égypte, le Guatemala et Madagascar. L'Europe de l'Est et l'Asie centrale

comptent 11 réformes à leur actif. Tout comme l'Afrique qui augmente son rythme de réforme. L'Île Maurice et la Géorgie sont entrées dans le groupe des 10 premiers pays en matière de facilité de création d'entreprise (tableau 2.1).

Les réformes paient. En 2005, le Mexique faisait partie des premiers pays réformateurs en matière de simplification des procédures pour la création d'une entreprise. Il a réduit le temps nécessaire à la constitution d'une entreprise de 58 à 27 jours. Une étude récente montre les résultats suivants: le nombre d'entreprises immatriculées a augmenté de près de 6%, l'emploi a également augmenté de 2,6% et les prix ont baissé de 1% dû à la concurrence des nouvelles entreprises qui sont arrivées sur le marché.² Selon une autre étude, la taille du secteur informel au Pérou passerait de 60% de l'économie à 37% si la législation en matière de création d'entreprise était aussi simple que celle en vigueur aux États-Unis.³

TABLEAU 2.1

Où est-il facile/difficile de créer une entreprise?

Le plus facile	Classement	Le plus difficile	Classement
Australie	1	Syrie	169
Canada	2	Haïti	170
Nouvelle-Zélande	3	Guinée	171
États-Unis	4	Guinée équatoriale	172
Irlande	5	Angola	173
Royaume-Uni	6	Erythrée	174
Porto Rico	7	Yémen	175
Île Maurice	8	Togo	176
Singapour	9	Tchad	177
Géorgie	10	Guinée-Bissau	178

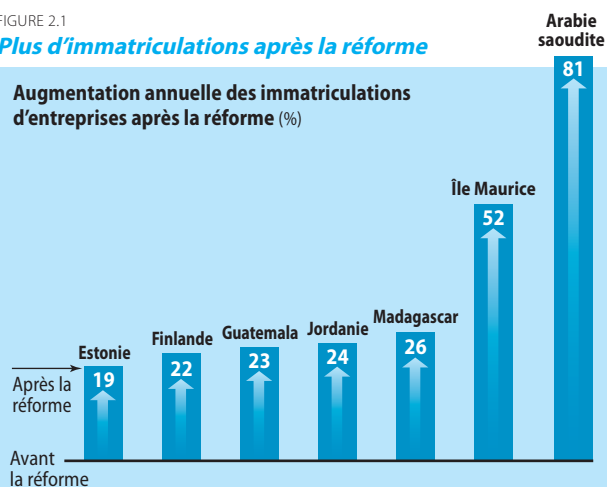
Remarque : Le classement correspond à la moyenne des classements du pays en matière de procédures, délai, coût, et capital minimum à verser pour créer une entreprise. Voir les Notes statistiques pour plus de détails.

Source : Base de données Doing Business.

FIGURE 2.1

Plus d'immatriculations après la réforme

Augmentation annuelle des immatriculations d'entreprises après la réforme (%)



Source : Base de données Doing Business.

Il reste encore beaucoup à faire: créer une entreprise prend moins d'une semaine à New York, mais 72 jours à Lima.

Des procédures de création d'entreprise contraignantes empêchent les gens de sortir de la pauvreté. Quelques entrepreneurs continuent tout de même à créer des entreprises, mais seulement dans le secteur informel. Ne pouvant avoir accès aux tribunaux et au crédit et craignant constamment de faire l'objet d'inspections, ces entreprises informelles restent de taille réduite. Une étude menée en Guinée-Bissau montre que, en tenant compte du secteur d'activité, les entreprises officielles emploient 4 fois plus de travailleurs et ont un rendement 4 fois plus élevé que les entreprises informelles.⁴ C'est la raison pour laquelle de nombreuses entreprises informelles

sont les premières dans la file d'attente lorsque des réformes facilitent la régularisation des entreprises, entraînant ainsi une hausse rapide des immatriculations (figure 2.1).

Une fois qu'un grand nombre d'entreprises informelles légalisent leurs activités, il n'est plus rentable de demeurer informel.⁵ La plupart des clients demandent des reçus, sinon ils ne bénéficient pas des remises de TVA et autres avantages fiscaux. En l'espace de peu de temps, les entreprises informelles cessent d'être un problème. En Slovaquie, moins de 2% des entreprises considèrent aujourd'hui la concurrence des entreprises informelles comme un problème, contre un tiers en 1999. Depuis, la Slovaquie a réduit considérablement le temps nécessaire pour créer une entreprise de 103 à 25 jours.

Qui réforme?

L'Arabie saoudite a été le premier réformateur en matière de création d'entreprise en 2006/07 (figure 2.2). L'année dernière, elle avait le cinquième capital minimum à verser le plus élevé: 124 464\$. En juin 2007, le pays a supprimé cette règle. Il a également combiné les obligations de publication, ainsi que plusieurs procédures du ministère du Commerce, et lancé un système d'immatriculation en ligne pour la sécurité sociale. Cela a réduit le nombre de procédures de 13 à 7, les délais de 39 à 15 jours et les coûts de 59% à 32% du revenu par habitant.

Quatre des 10 premiers pays réformateurs sont des pays d'Europe de l'Est et d'Asie centrale. La Macédoine, grand réformateur à nouveau, a aboli le capital minimum obligatoire à verser. La Géorgie en a fait de même. La Biélorussie a mis en place un guichet unique qui a permis d'éliminer 6 procédures et de raccourcir de 3 semaines le temps nécessaire à la création d'une entreprise. L'Estonie a réduit de 35 à 7 jours les délais de création d'entreprise en adoptant des statuts standards disponibles sur le site Internet du registre. Le recours à

un notaire est désormais facultatif; les frais d'enregistrement sont devenus fixes et ne correspondent plus à un pourcentage du capital. Ces changements ont permis de réduire de moitié les coûts de création d'entreprise.

Sept autres pays d'Europe de l'Est et d'Asie centrale ont entrepris d'importantes réformes. Parmi eux, la Hongrie a établi des documents standards. La Croatie a rendu plus efficaces les procédures au guichet unique. Le Tadjikistan a simplifié la délivrance des autorisations, faisant ainsi gagner plus de deux semaines aux entrepreneurs. Depuis le lancement de *Doing Business* en 2003, 24 des 28 pays de la région ont simplifié les démarches de création d'entreprise. Après 5 années de réformes, le temps moyen requis pour créer une entreprise est maintenant de 26 jours, se rapprochant de celui des pays de l'OCDE à revenu élevé (figure 2.3).

Cependant, il est de plus en plus difficile de rattraper le retard par rapport aux pays riches car, eux aussi, réforment. En 2006/07, le Portugal a éliminé de vieilles formalités de création d'entreprise telles que l'enregistrement des livres

FIGURE 2.2

10 premiers réformateurs en matière de création d'entreprise

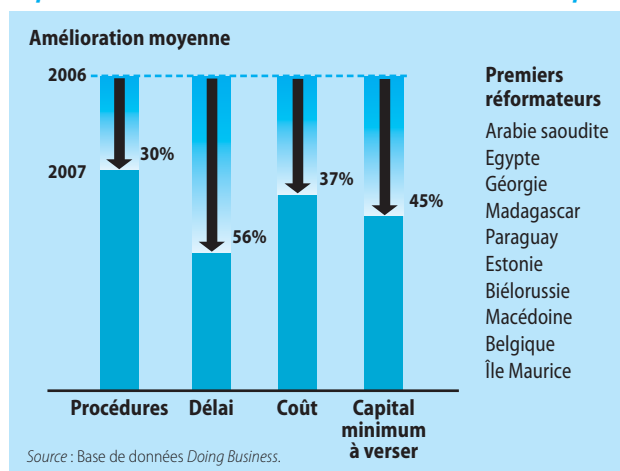


FIGURE 2.3

Améliorations les plus importantes en Europe de l'Est et en Asie centrale

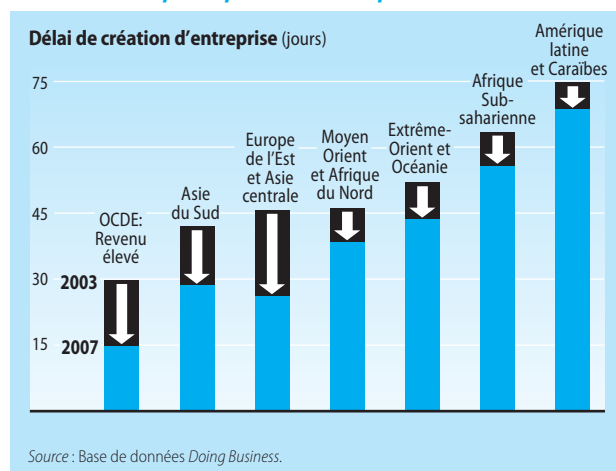


TABLEAU 2.2

Qui réglemente le plus/le moins la création d'entreprise?**Procédures (nombre)**

Le moins		Le plus	
Australie	2	Bolivie	15
Canada	2	Monténégro	15
Nouvelle-Zélande	2	Philippines	15
Belgique	3	Venezuela	16
Finlande	3	Guinée-Bissau	17
Suède	3	Brésil	18
Afghanistan	4	Brunei	18
Danemark	4	Ouganda	18
Irlande	4	Tchad	19
Tonga	4	Guinée équatoriale	20

Délai (jours)

Le moins		Le plus	
Australie	2	Brunei	116
Canada	3	Angola	119
Belgique	4	Guinée équatoriale	136
Islande	5	Venezuela	141
Singapour	5	Sao-Tomé-et-Principe	144
Danemark	6	Brésil	152
Turquie	6	Rép. démocratique du Congo	155
Etats-Unis	6	Haïti	202
France	7	Guinée-Bissau	233
Madagascar	7	Surinam	694

Coût (% du revenu par habitant)

Le moins		Le plus	
Danemark	0,0	Djibouti	206,6
Nouvelle-Zélande	0,1	Togo	245,7
Irlande	0,3	Burundi	251,0
Suède	0,6	Guinée-Bissau	255,5
Etats-Unis	0,7	Gambie	279,0
Porto Rico	0,8	Cisjordanie et Gaza	280,4
Royaume-Uni	0,8	Angola	343,7
Singapour	0,8	Rép. démocratique du Congo	487,2
Australie	0,8	Liberia	493,3
Canada	0,9	Sierra Leone	1 075,2

Capital minimum à verser

Le plus	% du revenu par habitant	US\$
République centrafricaine	531	1 912
Oman	542	51 947
Togo	546	1 912
Timor-Leste	595	5 000
Niger	736	1 912
Jordanie	795	21 157
Ethiopie	960	1 728
Guinée-Bissau	1 007	1 912
Yémen	2 003	15 225
Syrie	3 673	57 670

Remarque: Soixante-cinq pays ne demandent pas le versement d'un capital minimum.

Source : Base de données Doing Business.

TABLEAU 2.3

Guichets uniques: réforme la plus populaire en 2006/07**Création ou amélioration du guichet unique**

Biélorussie, Burkina Faso, Croatie, Egypte, Guatemala, Jordanie, Madagascar, Île Maurice, Paraguay, Ouzbékistan

Accélération des immatriculations grâce à des réformes administratives

Bhoutan, République dominicaine, Malaisie, Mali, Moldavie, Mozambique, Nigéria, Arabie saoudite, Sri Lanka, Timor-Leste

Simplification ou suppression des procédures de délivrance des licences

Bhoutan, Ghana, Honduras, Kenya, RDP Lao, Île Maurice, Tadjikistan, Tanzanie

Simplification et standardisation des documents demandés au registre

Burkina Faso, Estonie, Finlande, Hongrie, Portugal, Ouzbékistan

Suppression ou réduction du capital minimum obligatoire à verser

Egypte, Finlande, Georgie, Macédoine, Arabie saoudite

Mise en place de procédures en ligne

Belgique, Estonie, Allemagne, Hongrie, Île Maurice

Suppression ou simplification des publications

Egypte, Allemagne, Mozambique, Portugal, Arabie saoudite

Réduction des coûts, taxes et impôts

Australie, Mauritanie, Mozambique, Niger

Réforme de l'obligation de sceau d'entreprise

Azerbaïdjan, Sri Lanka, Tanzanie

Adoption de délais limités pour les immatriculations

République tchèque, Ouzbékistan

Source : Base de données Doing Business.

commerciaux et comptables de l'entreprise. La Belgique, un autre pays à nouveau parmi les 10 premiers pays réformateurs, et l'Allemagne ont mis en place des systèmes d'immatriculation et de publication électroniques. La Finlande a réduit le montant du capital minimum obligatoire de près de 70%. L'Australie a diminué de moitié ses frais d'enregistrement. Ses procédures de création d'entreprise sont parmi les moins contraignantes (tableau. 2.2).

La plupart des pays africains se sont attelés à améliorer la technologie des registres du commerce. L'Île Maurice a lancé un guichet unique virtuel reliant le registre du commerce et les autorités fiscales et locales grâce à une base de données électronique centrale. Nécessitant 6 procédures et 7 jours, la création d'entreprise à l'Île Maurice est aussi simple qu'au Royaume-Uni. Le Nigeria a eu recours à l'informatisation pour accélérer davantage la vérification et l'enregistrement des dénominations sociales des entreprises. L'informatisation du registre au Ghana accélère la recherche de dénominations sociales et le traitement des demandes. Grâce à cela et aux réformes des modalités de délivrance des autorisations, les délais ont été réduits de 39 jours. La Tanzanie procède également à l'informatisation de son registre. Elle a aussi baissé les frais de création de 92% à 47% du revenu annuel. Le Kenya a rendu plus efficaces les procédures à son registre du commerce, faisant ainsi gagner 10 jours aux entrepreneurs.

D'autres pays africains ont éliminé les procédures inutiles (tableau 2.3). Le Burkina Faso a simplifié les documents

à fournir. Madagascar, de nouveau parmi les premiers pays réformateurs, a modifié les formalités de publication et éliminé la validation des signatures par le bureau du maire. Cela a réduit le nombre de procédures de 10 à 5 et les délais de 3 à une semaine. Le Mozambique a révisé son code commercial de 1888 et réformé le registre du commerce. Ainsi, les entrepreneurs n'ont plus à attendre 3 mois avant de publier leurs statuts dans le journal officiel; le registre publie des extraits en ligne. Par ailleurs, le recours à un notaire est désormais facultatif. Le coût de création d'une entreprise a diminué de deux tiers et les délais de 113 à 29 jours. Toutes les nouvelles ne sont pas bonnes pour les entreprises au Mozambique: le capital minimum obligatoire à verser a été multiplié par dix et équivalait actuellement au revenu annuel moyen.

En Amérique latine et dans les Caraïbes, la République dominicaine, le Guatemala et le Honduras ont engagé des réformes pour la seconde année consécutive, avec le Paraguay. Mais il faut faire plus. Les entrepreneurs latino-américains qui créent une entreprise doivent suivre 10 procédures en moyenne, contre 6 dans les pays de l'OCDE à revenus élevés. Plus de la moitié des procédures font suite à l'immatriculation de l'entreprise, dont notamment les autorisations et les inspections municipales. En 2006/07, le Honduras a réformé les autorisations municipales et réduit les délais nécessaires à la création d'une entreprise de trois semaines. Le Paraguay a adopté une approche différente: il a créé un guichet unique, fusionnant ainsi 7 procédures et réduisant les délais de moitié, qui atteignent désormais 35 jours.

L'Égypte a été le deuxième meilleur pays réformateur au monde. Ils ont réduit considérablement le montant du capital minimum obligatoire à verser, qui est passé de 50 000 à 1 000

livres égyptiennes. Un guichet unique se charge de l'enregistrement auprès des services fiscaux, de la publication et de l'affiliation à la chambre de commerce. Ces réformes ont réduit les coûts et délais de création d'une entreprise de plus de moitié, et réduit le nombre de procédures de 10 à 7. Ailleurs au Moyen-Orient, la Jordanie a amélioré le fonctionnement de son guichet unique mais n'est pas parvenue à réduire le capital minimum obligatoire à verser. Ce dernier s'élevant à huit fois le revenu annuel, peu de Jordaniens peuvent se le permettre.

Le Sri Lanka affiche les avancées les plus spectaculaires d'Asie du Sud. Une nouvelle loi commerciale a éliminé les autorisations contraignantes et mis en place des frais d'enregistrement fixes. L'obtention de sceaux d'entreprise et le recours à des notaires sont désormais facultatifs. Le nombre de procédures a été réduit de 8 à 5 et les délais de création d'entreprise de 50 à 39 jours. Le Bhoutan a supprimé deux procédures et accéléré les immatriculations. Le Pakistan a simplifié l'enregistrement auprès des services fiscaux. L'Inde met en place un système d'enregistrement électronique.

C'est en Extrême Orient que l'on compte le moins de réformes en 2006/07. La Malaisie a accéléré la vérification et l'enregistrement des dénominations sociales, réduisant ainsi les délais d'une semaine. Le Timor-Leste a mis fin aux autorisations du ministère de l'Aménagement du Territoire. L'Indonésie a fait marche arrière en allongeant les délais d'une semaine en raison d'autorisations supplémentaires devant être obtenues au niveau régional. C'est maintenant le pays dans lequel le temps de création d'entreprise est le plus long parmi les économies asiatiques.

Que réformer?

Depuis 2003, 93 pays ont simplifié les procédures de création d'entreprise par le biais de 146 réformes. Voici les 5 réformes les plus efficaces :

- Réduire le montant du capital minimum obligatoire à verser.
- Mettre en place un guichet unique.
- Standardiser les documents de constitution d'entreprise.
- Supprimer les formalités archaïques.
- Permettre la création d'entreprise en ligne.

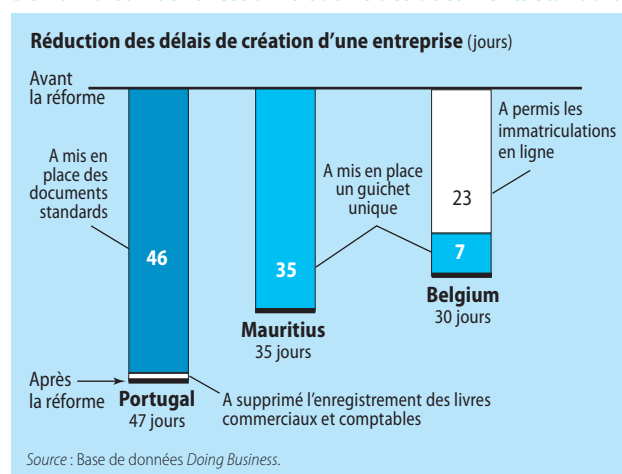
Réduire le montant du capital minimum obligatoire à verser

La réforme la plus simple pour faciliter la création d'entreprise, réforme qui peut être faite d'un simple trait de crayon, consiste à réduire le montant du capital minimum obligatoire à verser. Certains pays justifient cette obligation pour protéger

les créanciers, protéger l'entreprise de toute insolvabilité et protéger les consommateurs contre de mauvais produits. Mais cela ne fait que peu de sens. Les prêteurs basent leurs décisions sur le risque commercial et non sur le fait qu'une entreprise satisfasse ou non à l'obligation de verser un capital minimum imposé par le gouvernement. Dans de nombreux pays, le capital minimum peut être payé en nature ou prélevé immédiatement après l'immatriculation (donc guère utile en cas d'insolvabilité). Le taux de recouvrement en cas de faillite n'est pas plus élevé dans les pays dans lesquels un capital minimum doit être versé que dans ceux où ce n'est pas le cas.

Dans quelque 20 économies, le versement d'un capital minimum constitue encore un obstacle majeur à la création d'entreprise. Dans ces pays, un entrepreneur doit déboursier au moins 3 fois le revenu annuel moyen pour faire immatriculer son entreprise, et souvent bien plus. A part le Timor-Leste, tous se situent en Afrique et au Moyen-Orient. C'est en Syrie

FIGURE 2.4

De nombreux bénéfices à introduire des documents standard

que le montant du capital minimum à verser reste le plus élevé, égal à 37 fois le revenu annuel par habitant (voir tableau 2.2). Le Yémen vient après, exigeant l'équivalent de 20 fois le revenu annuel moyen. Peu de Yéménites ont les moyens de diriger une entreprise légalement. En conséquence, un grand nombre d'entreprises demeurent informelles, nombre qui se veut le plus élevé de la région.

Voici une question pour les autorités de la Syrie, du Yémen, de Guinée-Bissau, d'Éthiopie, de Jordanie, du Niger, du Timor-Leste, du Togo, d'Oman, de République centrafricaine, de Djibouti, de Mauritanie, d'Erythrée, de Guinée, du Mali, du Burkina Faso, du Tchad, de Madagascar et des Emirats arabes unis: si le versement d'un capital minimum obligatoire est bénéfique, pourquoi cela n'existe-t-il pas dans aucun pays riche?

Mettre en place un guichet unique

La mise en place de guichets uniques a été la réforme du processus de création d'entreprise la plus communément adoptée; 24 pays en ont créé un depuis 2003. Cela a permis de supprimer en moyenne 5 procédures du processus de création d'entreprise et de diminuer de plus de moitié les délais. Les guichets uniques peuvent montrer des résultats rapidement. Le Maroc en a créé un en l'espace de 6 mois; le Caire et Alexandrie, en Égypte, en ont fait de même en moins d'un an.

Les pays réformateurs ont choisi de fusionner leurs procédures de différentes manières. En Europe de l'Est et en Asie centrale, la plupart des pays, dont la Biélorussie, la Géorgie, la Hongrie, le Kazakhstan, la Lituanie, la Macédoine et la Russie ont délégué des formalités telles que l'enregistrement fiscal ou statistique au registre du commerce. En Amérique latine, les guichets uniques rassemblent en un lieu unique des agents de différentes agences gouvernementales; c'est le cas par exemple d'El Salvador, du Guatemala, du Nicaragua et du Paraguay. De tels arrangements fonctionnent lorsque ces employés sont

dotés d'un pouvoir de décision. Cela n'est pas toujours le cas: au Nicaragua, le guichet unique doit transférer des demandes à d'autres agences et attendre d'obtenir leur accord. Les délais d'attente ont à peine changé.

Les pays réformateurs peuvent utiliser les guichets uniques pour stimuler des réformes plus importantes. Le Portugal a mis en place son premier guichet unique en 1998, mais la réduction des délais la plus conséquente n'a été observée qu'en 2005, lorsque le pays a adopté des documents de création d'entreprise standards (figure 2.4). Auparavant, le traitement des demandes de création d'entreprise prenait encore 3 semaines.

Standardiser les documents de constitution d'entreprise

A El Salvador, 70% des demandes de création de nouvelles entreprises sont rejetées pour cause de documents erronés ou insuffisants. Au Kazakhstan, 65%. En revanche, le taux de rejet est de seulement 3% au Canada, 8% au Royaume-Uni et 10% à l'Île Maurice.

Quelle est la raison d'une telle différence? Les documents de création d'entreprise standard. Grâce à eux, les entrepreneurs se mettent en conformité avec la loi sans devoir se rendre chez un notaire ou faire appel à un avocat. De plus, la charge de travail du registre s'allège, prévenant ainsi toute erreur et accélérant le traitement des demandes. Quand l'Estonie a introduit des documents standards, le temps de traitement au registre a diminué de 15 à 1 seul jour. Les entrepreneurs ont gagné deux semaines de plus en évitant de recourir à un notaire. 64 autres pays utilisent des formulaires standards, dont la Chine, l'Égypte, la Malaisie, Oman, la Slovaquie et l'Afrique du Sud.

Supprimer les formalités archaïques

Certaines dispositions sont les vestiges d'une époque révolue. Elles doivent être supprimées. C'est le cas par exemple de l'obligation pour une entreprise d'avoir un sceau ou un tampon—encore dans les lois de 81 pays. Dans 7 de ces derniers, les entrepreneurs doivent obtenir une autorisation officielle pour fabriquer un sceau. En RDP Lao, le ministère de l'Industrie et du Commerce conçoit le sceau, tandis que le ministère de la Sécurité publique délivre à l'entrepreneur l'autorisation de le fabriquer et de l'enregistrer.

Aux siècles précédents, le sceau symbolisait l'identité légale d'une entreprise et authentifiait tous ses contrats. Maintenant, la plupart des documents sont envoyés par voie électronique. Dans plus de 100 pays, la législation autorise les signatures électroniques. Cela ne coûte rien et elles sont plus difficiles à contrefaire.

Permettre les créations d'entreprise en ligne

Au Danemark, un entrepreneur peut créer une entreprise sans sortir de chez lui. Grâce à Internet, l'entrepreneur peut obtenir une signature numérique, se faire immatriculer au registre du commerce et auprès des services fiscaux et soumettre les documents de création d'entreprise. Toutes les données sont validées automatiquement sans l'intervention d'un fonctionnaire. L'entrepreneur reçoit un numéro d'identification professionnelle en ligne et pareillement, l'avis de constitution de société est publié en ligne.

Pouvoir faire immatriculer son entreprise en ligne est l'un des moyens les plus efficaces d'accélérer les procédures de création d'entreprise. Depuis 2003, 13 pays ont adopté l'immatriculation électronique, dont notamment la Belgique, l'Irlande, l'Île Maurice et la Norvège. Cela a réduit le temps moyen de création d'entreprise dans ces pays de 40 à 17 jours. Etant donné qu'il n'existe pas un contact entre l'entrepreneur et le fonctionnaire, aucun pot-de-vin ne peut être versé.

La création d'entreprise en ligne fonctionne mieux dans les pays à haute pénétration de l'Internet et dont les lois autorisent les signatures électroniques. Pour commencer, les pays peuvent mettre en place un système électronique de recherche des dénominations sociales et de publication ou informatiser les registres d'immatriculation. Depuis 2005,

en Allemagne, en Macédoine, au Mozambique et en Serbie, les avis de création d'entreprise peuvent être effectués par voie électronique, ce qui permet de gagner jusqu'à trois mois sur les délais d'attente. La vérification des dénominations sociales en ligne est dorénavant possible en Croatie, en Moldavie, au Nigeria et au Vietnam. De telles réformes peuvent s'avérer peu coûteuses. Lorsque le Guatemala a mis son registre en ligne, cela a nécessité 5 mois pour scanner près de 2 millions de dossiers, le tout pour un coût de 100 000\$.

Remarques

1. Le pourcentage des entreprises dirigées par des femmes provient des enquêtes sur les entreprises de la Banque mondiale réalisées en 2006 (<http://www.entreprisesurveys.org>).
2. Bruhn (2007).
3. Antunes et Cavalcanti (2007).
4. Ces chiffres sont calculés sur la base des données des enquêtes sur les entreprises de 2006, réalisées par la Banque mondiale pour l'Afrique (<http://www.entreprisesurveys.org>).
5. Masatlioglu et Rigolini (2006).

Octroi de licences

Sextus Julius Frontinus, membre de la commission des eaux à Rome en 97 apr. J.-C., a rédigé la première réglementation en matière d'entretien du réseau d'eau de la ville. Celle-ci commence ainsi : "Toute personne souhaitant tirer de l'eau pour son usage personnel doit en faire la demande officielle et remettre en personne une autorisation écrite par l'empereur au membre de la commission."¹ La réglementation est la conséquence de forages sur les aqueducs—des raccordements illégaux au réseau d'eau. Malheureusement, elle n'a pas pu être appliquée. Avec plus d'un million de citoyens vivant dans la Rome antique, l'empereur aurait passé la plupart de son temps à examiner les demandes liées à l'approvisionnement en eau.

Les nouvelles règles d'inspection des constructions à Harare auraient fait la fierté de Frontinus. Pour tenter d'empêcher les constructions illégales, l'inspecteur en chef des constructions ou son adjoint effectuent des inspections de

tous les bâtiments. L'inconvénient, c'est une augmentation des dossiers en attente, dans une ville où il faut déjà 952 jours et 38 347\$ pour obtenir tous les permis de construire. Le secteur officiel de la construction a reculé à 2% du PIB et le gouvernement fait détruire périodiquement les maisons construites illégalement pour montrer sa fermeté. Le Zimbabwe se classe 172^{ème} en matière de facilité d'octroi de licences (tableau 3.1).

La situation de la Géorgie était similaire à celle du Zimbabwe. Il y a seulement 3 ans, l'obtention d'un permis de construire à Tbilissi pour un entrepôt commercial nécessitait 29 procédures différentes. Avant même de déposer une demande de permis de construire, le constructeur devait demander l'autorisation à des services aussi différents que le Centre d'Archéologie de l'Académie des Sciences et l'Inspecteur de la santé publique. Les constructions illégales étaient largement répandues. En 2004, moins de 45% des projets de construction en cours à Tbilissi disposaient de permis.

Les choses ont changé. La Géorgie était l'un des premiers réformateurs en matière d'octroi des licences commerciales au cours de ces trois dernières années, en réduisant de 909 à 159 les catégories d'activités sujettes à une licence. Dans le secteur de la construction (que *Doing Business* étudie comme exemple en matière d'octroi de licences), la Géorgie a supprimé plusieurs autorisations nécessaires pour obtenir un permis de construire et a introduit un guichet unique pour la délivrance des permis, la règle du consentement "tacite", ainsi que des limites statutaires des délais, tout en maintenant les procédures réglementaires nécessaires dans l'intérêt du public. Le nombre de procédures requises pour construire un entrepôt a été réduit à 12. Les délais ont été raccourcis de presque 3 mois. Le processus d'approbation pour construire un entrepôt en Géorgie est maintenant plus efficace que dans

TABLEAU 3.1

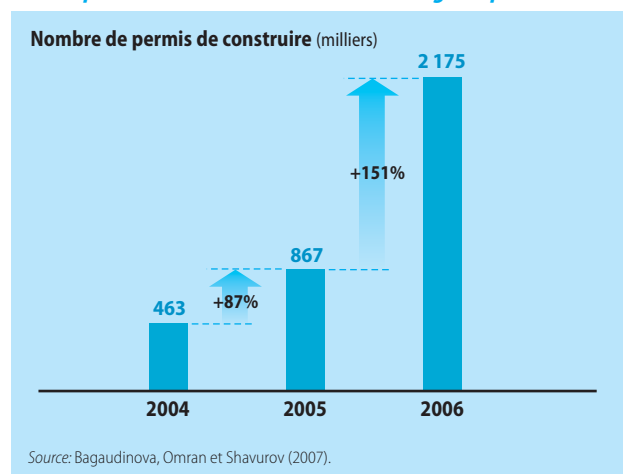
Où l'octroi de licences est-il le plus facile?

Le plus facile	Classement	Le plus difficile	Classement
Saint-Vincent-et-les-Grenadines	1	Burkina Faso	169
Nouvelle-Zélande	2	Tanzanie	170
Belize	3	Burundi	171
Îles Marshall	4	Zimbabwe	172
Singapour	5	Kazakhstan	173
Danemark	6	Ukraine	174
Saint-Kitts-et-Nevis	7	Chine	175
Maldives	8	Liberia	176
Kenya	9	Russie	177
Micronésie	10	Erythrée	178

Remarque : Le classement repose sur la moyenne des classements de chaque pays en matière de procédures, délais et coûts nécessaires pour construire un entrepôt. Voir les notes statistiques pour plus de détails.

Source : Base de données *Doing Business*.

FIGURE 3.1

Plus de permis de construire délivrés en Géorgie depuis la réforme

l'ensemble des pays de l'Union européenne, excepté le Danemark. Résultat : en 2006, le nombre de permis de construire délivrés en Géorgie était supérieur de 151% par rapport à

Qui réforme?

Quinze pays ont assoupli leurs règles de mise en conformité avec la législation en matière de construction en 2006/07. C'est l'Europe de l'Est qui affiche le plus de réformes à son actif, en Bulgarie, en République tchèque, en Géorgie et en Macédoine. L'Afrique vient ensuite, des réformes ayant été opérées au Kenya, à l'Île Maurice, au Nigeria et au Rwanda. Le Moyen-Orient et l'Afrique du Nord sont les suivants, avec des réformes entreprises en Egypte, au Koweït et au Maroc. Trois pays, à savoir la Géorgie, le Guatemala et le Kenya, ont réformé pour la seconde année consécutive.

Certains pays ont réexaminé toutes les licences commerciales exigées et ont supprimé certaines licences inutiles. Le

2005 et de 370% par rapport à 2004 (figure 3.1). Le secteur du bâtiment s'est développé, passant de 6,4% de l'économie géorgienne en 2003 à plus de 9% en 2006.

Le passage à des constructions légales ne s'est pas fait sans douleur. Le 20 juillet 2007, les habitants du centre ville de Tbilissi se sont réveillés au son des sirènes. Les pompiers avaient commencé à démolir un immeuble de 13 étages qui avait été édifié avant le passage de la réforme et qui menaçait désormais de s'effondrer à cause de défauts d'ingénierie. Aucune licence de projet ni aucune autorisation d'exploitation n'avait été obtenue pour ce bâtiment, qui n'apparaissait même pas sur les plans de la ville. Il dominait pourtant toutes les maisons aux alentours et de simples poutres d'acier l'empêchaient de s'écrouler. Pour contourner toutes ces procédures d'approbation, la société de construction avait simplement soudoyé le maire. Qui est perdant dans cette histoire ? Les personnes qui avaient acheté des appartements et doivent maintenant se trouver un autre endroit pour vivre.²

Kazakhstan a revu à la baisse le nombre d'activités soumises à licence, celles-ci étant désormais au nombre de 100, contre 426 auparavant. L'Ouzbékistan a étendu la durée minimum d'une licence commerciale de 1 à 5 ans. Treize activités commerciales peuvent désormais bénéficier de licences à durée indéterminée, dont notamment le tourisme, l'audit, les services de courtage et les opérations sur les marchés boursiers. Le Kenya a supprimé 110 licences et en a simplifié 8 autres. Le gouvernement a prévu de supprimer 314 autres licences et d'en simplifier 599 de plus.

"J'ai récemment reçu un appel de la part du conseil mu-

FIGURE 3.2

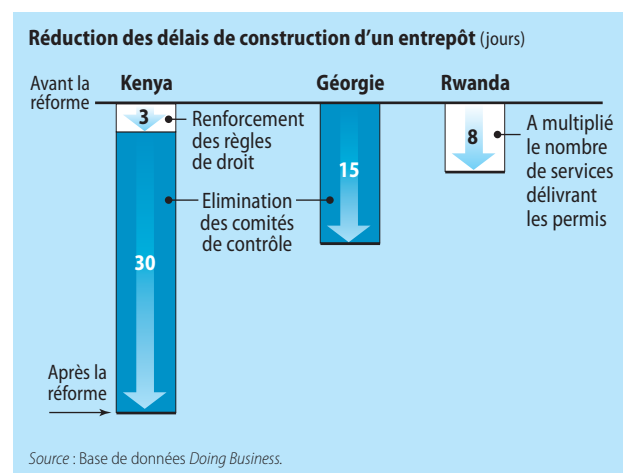
Réduction des délais d'obtention de licences

TABLEAU 3.2

Simplification des procédures d'obtention des licences - la réforme la plus populaire en 2006/07**Simplification des procédures d'obtention de licences et d'inspection**

Bulgarie, République tchèque, Géorgie, Guatemala, Indonésie, Kenya, Île Maurice, Rwanda

Introduction de délais légaux pour l'octroi de licences

Macédoine, Île Maurice, Nigeria

Introduction du traitement électronique des demandes

Chine, Honduras, Koweït, Maroc

Adoption d'un nouveau code de la construction

République tchèque, Nigeria

Introduction de procédures accélérées

République tchèque, Géorgie

Mise en place d'inspections privées

République tchèque

Réduction des frais

Egypte

Source : Base de données Doing Business.

TABLEAU 3.3

Qui réglemente le moins, et le plus, l'octroi de licences?**Procédures (nombre)**

Le moins		Le plus	
Danemark	6	Brunei	32
Nouvelle-Zélande	7	Burkina Faso	32
Vanuatu	7	Guinée	32
Suède	8	Tadjikistan	32
Tchad	9	El Salvador	34
Grenade	9	République tchèque	36
Maldives	9	Chine	37
Sainte Lucie	9	Kazakhstan	38
Jamaïque	10	Sierra Leone	47
Kenya	10	Russie	54

Délais (jours)

Le moins		Le plus	
Corée	34	Ukraine	429
Finlande	38	Surinam	431
Etats-Unis	40	Bosnie-Herzégovine	467
Vanuatu	51	Lesotho	601
Îles Marshall	55	Côte d'Ivoire	628
Îles Salomon	62	Iran	670
Nouvelle-Zélande	65	Russie	704
Belize	66	Cambodge	709
Danemark	69	Zimbabwe	952
Saint-Kitts-et-Nevis	72	Haïti	1,179

Coût (% du revenu par habitant)

Le moins		Le plus	
Emirats arabes unis	1,5	Kazakhstan	2 130
Brunei	5,2	Tanzanie	2 366
Trinité-et-Tobago	5,9	Guinée-Bissau	2 607
Palau	6,1	Serbie	2 713
Saint-Vincent-et-les Grenadines	9,2	Niger	2 824
Malaisie	10,0	Russie	3 788
Hongrie	10,4	Burundi	9 939
Thaïlande	10,7	Zimbabwe	11 799
Australie	13,2	Afghanistan	21 231
Etats-Unis	13,4	Liberia	61 049

Source : Base de données Doing Business.

nicipal, me demandant d'assurer le suivi des plans que j'avais soumis, une première," commente un architecte kenyan. De tels services sont de plus en plus fréquents depuis que le ministre du logement et des terres a lancé une initiative de réponse rapide en novembre 2006. Pour obtenir un permis de construire, il fallait 80 jours, obtenir des autorisations auprès de 6 services et faire examiner le permis par un comité ministériel. Cette nouvelle initiative a supprimé l'examen des demandes par le comité, raccourcissant ainsi de 30 jours le délai d'obtention d'un permis (figure 3.2).

La simplification des procédures a été la réforme la plus populaire en matière de délivrance de permis de construire en 2006/07 (tableau 3.2). L'Île Maurice a combiné ses permis

d'aménagement régional et de construire pour n'en faire plus qu'un. Ce double permis est désormais délivré en deux semaines, réduisant ainsi de 55 jours le temps nécessaire pour s'acquitter de ces formalités. Au Guatemala, le ministère de l'Environnement a éliminé les procédures en double en plaçant du personnel du ministère dans les services municipaux et au ministère de la Santé, ce qui a permis de réduire les délais de 60 jours. La Russie a supprimé le permis de notification (indépendant du permis de construire) nécessaire pour démarrer une construction, faisant ainsi gagner 20 jours aux entrepreneurs. Mais il reste encore beaucoup à faire dans ce pays où le processus de délivrance des autorisations prend encore presque deux ans.

D'autres pays se sont concentrés sur la réduction des délais. La République tchèque a allégé les dispositions de son nouveau code de la construction, accélérant ainsi les autorisations de construction de 50 jours. Les constructeurs peuvent maintenant demander 2 permis en même temps, et une simple notification a remplacé le permis d'occupation. L'Indonésie a mis en place un processus simplifié et de nouveaux permis temporaires qui permettent de débiter la construction pendant que le permis complet est en cours de validation, d'où une diminution du délai d'obtention des permis de construire, qui est passé de 49 à 21 jours. En Macédoine, il faut désormais une journée pour obtenir un certificat de propriété, c'est-à-dire 59 jours de moins qu'en 2006. Le Rwanda a accéléré la délivrance des permis de construire et d'occupation de 24 jours suite au transfert d'autorité de la préfecture à la municipalité. Au Nigeria, les autorisations sont délivrées par les autorités locales, dont le personnel a été doté d'ordinateurs et bénéficie de formations, ce qui a entraîné une réduction du délai de délivrance des permis de construire, qui est passé de 90 à 42 jours.

L'introduction du traitement électronique des demandes fait aussi partie des réformes populaires. Le Honduras a lancé le traitement électronique des demandes de lignes de téléphone fixe et ainsi réduit à une semaine le délai d'approbation, qui était auparavant de 2 semaines. Le Koweït a mis en place un nouveau système automatique dans toutes les agences chargées de délivrer des agréments techniques. Le délai d'obtention des autorisations pour installer une ligne téléphonique est passé de 30 à 20 jours, de deux semaines à une pour l'électricité et de 14 à 5 jours pour les raccordements d'eau. En Chine, Pékin et Shanghai traitent désormais les demandes de permis de construire par voie électronique et autorisent les entreprises du bâtiment à faire leurs demandes de certificat de sécurité en ligne, réduisant ainsi les délais de deux semaines. Mais il faut aller encore plus loin : il faut s'acquitter de 37 procédures et attendre 336 jours pour mener à bien toutes les formalités nécessaires à l'obtention des permis

de construire en Chine (tableau 3.3).

Le Maroc a mis en place fin 2006 un guichet unique pour les permis de construire, réduisant ainsi les délais d'obtention de ces permis, passés de 30 à 20 jours. On peut aller plus loin

encore. La commission qui délivre les autorisations examine les projets par arrondissement. Deux semaines peuvent donc passer avant que ce ne soit le tour de votre arrondissement de passer devant la commission.

Que réformer?

Au cours de ces trois dernières années, 42 pays ont réformé leur législation en matière de délivrance des permis de construire. Voici les 5 réformes qui se sont avérées les plus fructueuses:

- Assouplir les conditions d'octroi des licences.
- Rendre les informations facilement accessibles.
- Mettre en place un système de demande de licences en ligne.
- Limiter les inspections.
- Regrouper les autorisations liées aux projets.

Assouplir les conditions d'octroi des licences

L'assouplissement des conditions d'octroi de licences requiert la participation de nombreux ministères. Voici deux manières d'y parvenir. Tout d'abord, faire en sorte que le ministère des Finances ou les services du Premier Ministre soient responsables de leur mise en œuvre, étant donné que les autres ministères répondent mieux lorsque leurs budgets en dépendent. Deuxièmement, engager une réduction ciblée des coûts administratifs liés à la délivrance et à la régulation des licences et mettre en place un système de mesure pour s'assurer que l'objectif est atteint. Cela permet de responsabiliser les autorités de contrôle.

Les Pays-Bas, avec la meilleure réforme en la matière, sont parvenus à faire les deux. Le gouvernement s'est fixé l'objectif de réduire la charge administrative de 25% d'ici 2007. C'est au ministre des Finances qu'incombait la tâche d'atteindre cet objectif et de rendre des comptes à cet égard au Parlement tous les 6 mois. Les ministères non-coopératifs auraient pu avoir leur budget réduit. Un organisme indépendant, le conseil consultatif pour les questions de charges administratives, a été créé pour surveiller les avancées et faire connaître ses conclusions. Ce programme vise à économiser 4 milliards d'euros. Les économies réalisées à partir de la seule simplification des dispositions fiscales sont estimées à 600 millions d'euros. De plus, les entrepreneurs néerlandais ont économisé 11,3 millions d'euros grâce à la simplification des permis de construire.³ Le conseil consultatif examine également de nouvelles propositions de réglementation avant qu'elles ne soient étudiées par le parlement, afin d'éviter que les mêmes lois ne repassent plusieurs fois par le parlement,

un problème fréquent.

D'autres pays européens commencent à tirer profit de cette expérience, du fait que les réformateurs néerlandais interviennent auprès de l'Union européenne afin que celle-ci fixe des objectifs similaires. Plusieurs gouvernements, en République tchèque, au Danemark et au Royaume-Uni, s'y sont déjà employés. La Commission européenne a annoncé récemment son objectif de réduire la charge administrative de 25%, comme aux Pays-Bas. Étant donné que les réglementations de l'Union européenne comptent pour 40% de l'ensemble des réglementations commerciales qui s'appliquent dans les 27 pays membres, il y a gros à gagner.⁴ Les réformes d'ensemble comme celles-ci ne valent pas uniquement pour les grands pays. Avec son projet déjà bien avancé de supprimer 424 licences inutiles, le Kenya est le premier pays africain à montrer que les pays pauvres peuvent aussi progresser.

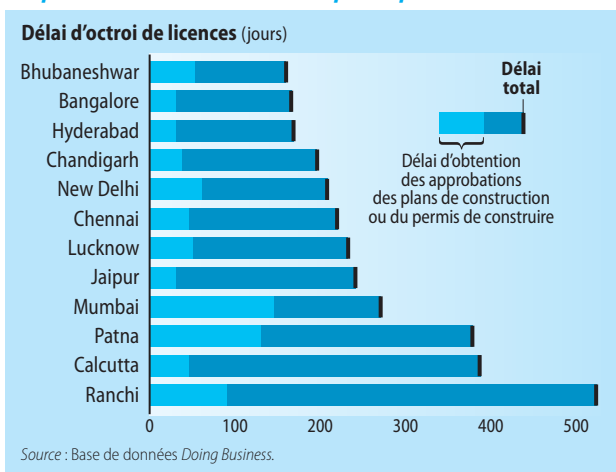
Rendre les informations facilement accessibles

En Chine, les services publics sont maintenant tenus de publier en ligne les tarifs qu'ils appliquent, les délais de délivrance des autorisations, et comment il est possible de porter réclamation. Autre manière de faire gagner du temps aux entrepreneurs : les aider à naviguer dans le processus d'obtention d'un permis de construire en mettant à leur disposition dans les services municipaux tous les formulaires et les dispositions en la matière, y compris des tableaux décrivant étape par étape les procédures. Lorsque la Lettonie a procédé de la sorte, les délais de traitement ont été réduits de 2 mois. La Macédoine, dans le cadre des dernières réformes qu'elle a mises en œuvre, a distribué un kit électronique de délivrance des licences composé de documents et de manuels à 84 de ses municipalités, ainsi que des posters et des prospectus expliquant chacune des étapes aux demandeurs.

Mettre en place un système de demande de licences en ligne

A Singapour, les constructeurs soumettent toutes les demandes de permis par voie électronique. En Autriche, au Danemark, en Islande, en Malaisie, en Norvège et aux États-Unis, des développeurs déposent également des demandes en ligne. Certains pays en voie de développement disposant d'un taux de pénétration de l'Internet suffisant, tels qu'El Salvador, le Honduras et le Mexique, adoptent également des systèmes

FIGURE 3.3

Les permis de construire en Inde - plus rapides à Bhubaneswar

en ligne. Cette réforme fait gagner du temps aussi bien aux entrepreneurs qu'aux fonctionnaires. Elle met autant fin aux contacts qu'il y a entre eux et ainsi la possibilité de versement de pots-de-vin.

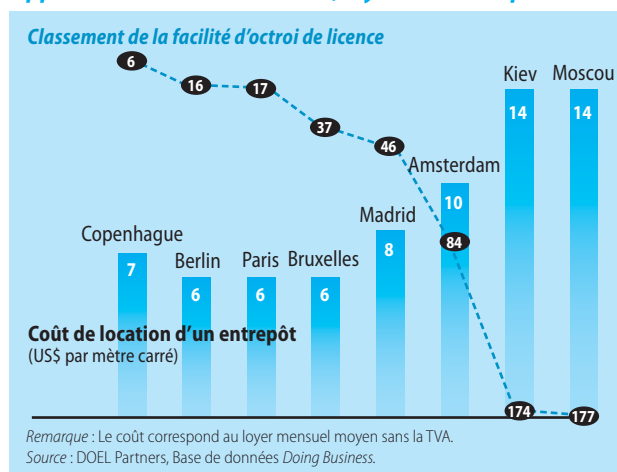
Limiter les inspections

Au Burkina Faso, les inspecteurs se rendent sur les chantiers toutes les deux semaines et font payer pour cela 240\$. Au Danemark et à Singapour, une seule inspection, gratuite, est effectuée. Mais personne n'osera avancer que les bâtiments de Copenhague et de Singapour sont plus dangereux que ceux de Ouagadougou.

Les inspections sont indispensables pour garantir la qualité des constructions. Mais dans nombre de pays, les frais d'inspection et les amendes sont considérés comme une importante source de revenu pour le gouvernement. Il faut que cela change. Des études récentes ont montré que la suppression des procédures inutiles et redondantes permettrait d'augmenter les recettes. Le Kenya a fait état d'une augmentation de ses revenus atteignant 33%, suite au remplacement des douzaines de permis locaux par une seule licence d'exploitation.⁵

Un moyen de rendre les inspections plus efficaces consiste à les privatiser. C'est ce que vient de faire la République tchèque en créant une nouvelle profession indépendante, les inspecteurs agréés. En embauchant des inspecteurs agréés, un entrepreneur peut accélérer le processus d'obtention d'un permis de construire dans des proportions pouvant aller jusqu'à 5 semaines. L'inspecteur délivre un certificat confirmant que les pièces justificatives afférentes au projet sont conformes au code de la construction et que le bâtiment peut être construit. La Finlande a introduit des inspections privées en 2004. Aux Etats-Unis, 25% des inspecteurs

FIGURE 3.4

Approbation des licences lente, loyers des entrepôts élevés

travaillent pour des cabinets d'architectes et des bureaux d'étude privés et effectuent des inspections sous contrat ou rétribuées à la mission. Un inspecteur des constructions et bâtiments sur dix travaille à son compte.

Regrouper les autorisations liées au projet

En Mauritanie, les demandeurs de permis de construire doivent faire un suivi au moins deux fois avec chacun des 7 services différents de la municipalité afin de s'assurer que leur demande est traitée et en cours d'approbation. Pourquoi ne pas centraliser toutes les autorisations dans un bureau unique de la municipalité? C'est ce qu'a fait l'Italie, et le processus est beaucoup plus rapide maintenant que les développeurs n'ont plus à se déplacer dans chacun des services incendie, sécurité des travailleurs, eau, assainissement, santé, conception de projet et fisc. Trente-quatre autres pays, de l'Arménie au Panama en passant par le Canada, ont regroupé les autorisations pour en simplifier le processus de délivrance.

Regrouper les autorisations de projet nécessite une réforme au niveau des instances municipales. En Inde, par exemple, l'approbation des permis de construire nécessite environ 5 mois dans la municipalité de Mumbai, contre seulement un mois pour les villes de Hyderabad et Jaipur (figure 3.3). Afin de réduire les délais à Mumbai, les autorités de l'Etat de Maharastra ont mis en place un guichet unique pour la délivrance des autorisations.

De telles réformes incitent à investir dans la promotion immobilière. Cela réduit les coûts pour l'utilisateur final. A Kiev, où l'obtention d'un permis de construire demande 429 jours, le coût mensuel de la location d'un entrepôt est d'en moyenne 14\$ le mètre carré. Cela équivaut à deux fois ce que paie un entrepreneur à Copenhague, où il ne faut que 69 jours pour se faire délivrer une autorisation, ou à Paris, où il

faut 137 jours (figure 3.4). Mais ces réformes sont aussi rentables pour les gouvernements. Une étude récente menée aux Etats-Unis a montré qu'une accélération de 3 mois des délais d'approbation des licences pour un projet de 22 mois pourrait permettre d'accroître les revenus issus des impôts fonciers de 16,5% et les dépenses de construction pour les autorités locales de 5,7%.⁶

Remarques

1. Sextus Julius Frontinus, "On the Water Management of the City of Rome" (Sur la gestion de l'eau dans la ville de Rome), traduit par R. H. Rodgers, Université du Vermont, Burlington, 2003 (<http://www.uvm.edu/~rrogers/Frontinus.html>).
2. La municipalité de Tbilissi a offert des dédommagements aux habitants pour qu'ils puissent acquérir des appartements ailleurs.
3. Conseil consultatif pour les questions de charges administratives (2007).
4. Ladegaard, Djankov et McLiesh (2007).
5. Devas et Kelly (2001).
6. PricewaterhouseCoopers (2005).

Doing Business

Embauche des travailleurs

Dans les années 1970, les orchestres symphoniques aux Etats-Unis ont commencé à faire passer des auditions “à l’aveuglette”, c’est-à-dire que les artistes jouaient derrière un écran, de sorte que le jury pouvait entendre la musique mais ne voyait pas la personne. Résultat : la proportion des femmes dans les nouvelles embauches a augmenté de 75%.¹

Dans certains pays, il existe encore des préjugés vis-à-vis de l’embauche et la promotion des femmes. Dans quelques-uns d’entre eux, ils figurent explicitement dans la réglementation. En République démocratique du Congo, aux Emirats arabes unis et au Yémen, il est interdit aux femmes de travailler la nuit. En RDP Lao, les femmes ne sont pas autorisées à pratiquer certains types de travaux manuels. Dans d’autres, les préjugés sont tout simplement la pratique dominante. L’exemple des embauches dans les orchestres symphoniques est révélateur – rien dans les règles n’était discriminatoire envers les femmes.

Pour protéger les travailleurs de toute discrimination et autres pratiques injustes de recrutement, les pays ont recours à la réglementation. L’Organisation Internationale du Travail a établi un ensemble de principes et droits fondamentaux relatifs au droit de négociation collective, à l’élimination du travail forcé, à l’abolition du travail des enfants et à l’élimination des discriminations à l’embauche et dans l’exercice d’une activité professionnelle.²

Au-delà de ces règles et principes, les pouvoirs publics s’emploient à trouver un juste équilibre entre flexibilité du marché du travail et stabilité de l’emploi. De nombreux pays privilégient une rigidité excessive, au détriment des entreprises comme des travailleurs. En Sierra Leone, par exemple, cela coûte à un employeur 189 semaines d’indemnités de licenciement pour renvoyer un employé. Selon les lois vénézuéliennes, il est interdit de licencier les travailleurs peu rémunérés. Ces pays font partie de ceux dont la réglementation du travail est la plus rigide.

Dans ces pays et dans d’autres, les lois adoptées pour protéger les travailleurs leur portent souvent préjudice, en particulier aux femmes, aux jeunes et aux travailleurs non-qualifiés. Leurs perspectives d’emploi disparaissent (figure 4.1). Ils finissent par se retrouver dans l’économie informelle. Les femmes ont trois fois plus de chances que les hommes d’être employées au noir. Dans ces postes, elles ne bénéficient d’aucune couverture sociale. Et si leur employeur porte atteinte à leurs droits, elles ne disposent d’aucune voie de recours.

Une législation du travail plus flexible stimule la création d’emplois, et sans pour autant aller à l’encontre des protections. La Géorgie dispose de l’une des réglementations du travail les plus flexibles au monde. Elle a ratifié tous les principes fondamentaux du droit du travail conformément aux directi-

TABEAU 4.1

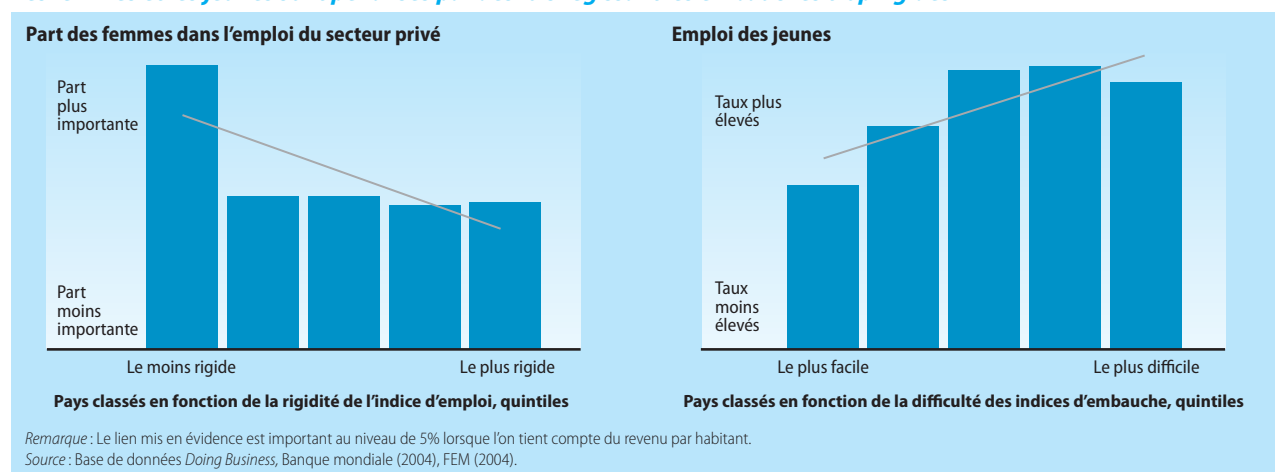
Où est-il facile/difficile d’embaucher des travailleurs?

Le plus facile	Classement	Le plus difficile	Classement
Etats-Unis	1	Sierra Leone	169
Singapour	2	Panama	170
Îles Marshall	3	Rép. démocratique du Congo	171
Georgie	4	Angola	172
Brunei	5	Paraguay	173
Tonga	6	Guinée-Bissau	174
Maldives	7	Guinée équatoriale	175
Australie	8	Sao-Tomé-et-Principe	176
Palau	9	Bolivie	177
Danemark	10	Venezuela	178

Remarque : Le classement correspond à la moyenne des classements du pays d’après les indices de difficulté de recruter, de rigidité des horaires, de difficulté de licencier et du coût de licenciement. Voir les Notes statistiques pour plus d’informations.

Source : Base de données Doing Business.

FIGURE 4.1

Les femmes et les jeunes sont pénalisés par des lois régissant les embauches trop rigides

ves de l'Organisation Internationale du Travail. Peu de personnes peuvent soutenir que les travailleurs sont exploités au Danemark, un autre pays classé parmi les 10 premiers pays sur la facilité de l'embauche des travailleurs. Dans ces pays, les travailleurs bénéficient de la meilleure protection – une réglementation flexible du travail qui permet d'obtenir un emploi dans le secteur formel et un passage facile d'un emploi à un autre.

Le développement d'une banque de données sur la flexibilité de la réglementation du travail a incité de nombreuses recherches : 112 études ont utilisé les données de *Doing Business*. Selon un ensemble d'études, une réglementation rigide du travail diminue la quantité d'emplois. Dans l'Etat indien de Maharastra, par exemple, une étude a révélé une baisse de 15% des emplois créés dans le secteur de la distribution due à un droit du travail rigide. En conséquence, les propriétaires de magasins s'équipent de matériels informatiques onéreux afin

de pouvoir conduire leur activité avec moins d'employés.³

Une seconde série d'études analyse les effets que l'ouverture au commerce international a sur une économie marquée par une réglementation du travail flexible. Une étude conduite dans 90 pays en voie de développement montre que les entreprises exportatrices se développaient plus rapidement lorsque la réglementation du travail était flexible.⁴ Une autre étude montre que cette croissance est en partie due à la capacité de ces exportateurs à exercer leurs activités dans des secteurs où la demande est très volatile. Par exemple, les exportateurs de textiles, dont l'activité est déterminée par les changements de mode, prospèrent dans des pays où la réglementation est flexible.⁵ Une troisième étude estime que dans les économies ouvertes au commerce international, une réglementation du travail flexible peut entraîner une augmentation de la croissance annuelle pouvant aller jusqu'à 1,5%.⁶

Qui réforme?

Douze pays ont apporté des changements significatifs à leur réglementation du travail en 2006/07. Huit ont accru leur flexibilité et 4 ont adopté une réglementation plus rigide. C'est en Europe de l'Est et en Asie centrale que l'on compte le plus grand nombre de réformes positives, suivies de l'Europe de l'ouest et de l'Afrique (tableau 4.2).

La République tchèque est le pays ayant le plus réformé, en adoptant un nouveau code du travail qui a remplacé le code de 1965. La nouvelle loi prévoit davantage de flexibilité du temps de travail. Elle assouplit également les restrictions qui s'appliquent aux renvois. Avant la réforme, un employeur pouvait renvoyer un employé pour des motifs économiques uniquement si l'employé ne pouvait être réaffecté à un autre poste ou reconverti. La nouvelle loi supprime cette condition. Elle réduit aussi les périodes de préavis de trois à deux mois

en cas de renvoi. Les coûts de licenciement demeurent les mêmes cependant car les indemnités de licenciement ont augmenté d'un mois.

TABLEAU 4.2

Des horaires de travail plus flexibles – une réforme populaire en 2006/07

Ont assoupli les horaires de travail

République tchèque, Pays-Bas, Pakistan, Suisse, Ouganda

Ont étendu les limites pour le travail temporaire

Bhutan, Lettonie, Togo

Ont encouragé l'embauche des travailleurs temporaires de manière permanente

Espagne

Ont rendu les licenciements plus difficiles

Bhutan, République tchèque, Lettonie, Moldavie, Venezuela

Ont augmenté les restrictions sur les emplois à temps partiel

Slovénie, Togo

Source : Base de données *Doing Business*.

TABLEAU 4.3

Qui réglemente l'emploi le moins/le plus?**Indice de rigidité de l'emploi** (0–100)

Le moins		Le plus	
Hong Kong, Chine	0	Guinée équatoriale	66
Etats-Unis	0	Guinée-Bissau	66
Singapour	0	Roumanie	66
Maldives	0	Angola	69
Îles Marshall	0	République du Congo.	69
Australie	3	Panama	69
Ouganda	3	Niger	70
Canada	4	Rép. démocratique du Congo	74
Jamaïque	4	Bolivie	79
Palau	4	Venezuela	79

Coût de licenciement (semaines de salaire)

Le moins		Le plus	
Danemark	0	Equateur	135
Nouvelle-Zélande	0	Argentine	139
Etats-Unis	0	Mozambique	143
Porto Rico	0	Sri Lanka	169
Afghanistan	0	Ghana	178
Irak	0	Zambie	178
Îles Marshall	0	Sierra Leone	189
Micronésie	0	Zimbabwe	446
Palau	0	Bolivie	impossible
Tonga	0	Venezuela	impossible

Coût du travail non-salarial (% du salaire)

Le moins		Le plus	
13, dont		Hongrie	34
Bangladesh	0	République tchèque	35
Botswana	0	Slovaquie	35
Cambodge	0	Brésil	37
Comores	0	Italie	37
Erythrée	0	Ukraine	38
Ethiopie	0	Biélorussie	39
Lesotho	0	Chine	44
Maldives	0	France	47
Cisjordanie et Gaza	0	Belgique	55

Remarque : « impossible » indique une interdiction totale de licencier les travailleurs faiblement rémunérés pour des raisons économiques.

Source : Base de données Doing Business.

La Lettonie a allongé la durée maximum des contrats à durée déterminée de deux à trois ans, ce qui permet d'embaucher plus facilement de nouveaux travailleurs lorsque la demande est élevée, sans imposer d'importants coûts de licenciement si la demande baisse.

Le droit du travail dans les pays riches, déjà parmi les plus flexibles, continue d'évoluer (tableau 4.3). La Suisse et les Pays-Bas ont flexibilisé les horaires du travail. La Suisse a assoupli les restrictions qui s'appliquent au travail pendant le week-end. Une nouvelle loi aux Pays-Bas a augmenté le nombre d'heures supplémentaires autorisées et étendu la période pour atteindre cette moyenne.

Les réformes en Espagne permettent de convertir plus facilement les contrats de travail à durée déterminée en contrats à durée indéterminée. Les réformes ont diminué les coûts du travail non-salariaux et certains types d'indemnités de licenciement, et créé des mesures incitatives pour que les travailleurs temporaires obtiennent un poste permanent. Les entreprises et les travailleurs ont accueilli favorablement ces mesures plus flexibles : 126 901 reconversions ont eu lieu entre juillet et août 2006, soit une augmentation de 204% par rapport à la même période l'année dernière.

En Afrique, l'Ouganda et le Togo ont adopté de nouveaux codes du travail. La loi sur le travail en Ouganda a supprimé les restrictions au travail pendant le week-end. Les employeurs et les employés sont libres de fixer la journée de repos légale comme ils le souhaitent. Et il n'y a aucune prime obligatoire accordée pour le travail effectué un jour de repos, sauf pour les heures supplémentaires. Mais la loi impose également aux employeurs qu'ils avertissent les syndicats et membres de la commission du travail avant de renvoyer 10 travailleurs ou plus en sureffectif. Au Togo, la nouvelle loi augmente la durée maximum des contrats à durée déterminée de 24 à 48 mois. Mais elle limite les contrats à durée déterminée à des tâches temporaires, réduisant ainsi d'une manière générale les facilités d'embauche.

En Asie du sud, le Pakistan a augmenté le plafond des heures supplémentaires pour les salariés dans le secteur distribution, qui est passé de 150 à 624 heures par an. Le Bhoutan est allé encore plus loin en adoptant son premier code du travail. La loi supprime la limite de 12 mois des contrats à durée déterminée, assouplit les restrictions sur le travail de nuit et supprime le versement obligatoire de primes pour les heures supplémentaires effectuées durant la journée.

La loi Bhoutanaise adopte les premières protections fondamentales des travailleurs du pays. Elle interdit le travail forcé, les discriminations, le harcèlement sexuel et le travail des enfants. Elle remplace les protections qui nuisent aux travailleurs, par d'autres qui ont plus de sens. Par exemple, avant la réforme, il était illégal pour une femme enceinte de travailler après 21h, même pour une femme enceinte d'un mois seulement. Maintenant une femme enceinte peut travailler après 21h si elle en décide ainsi. Plus important encore, la nouvelle loi interdit clairement de licencier une femme à cause de sa grossesse.

Certains pays ont rendu leur réglementation du travail plus rigide. Le Venezuela a étendu l'interdiction de licenciement aux travailleurs gagnant jusqu'à trois fois le salaire minimum. La Moldavie a augmenté les indemnités de licenciement, qui sont passées de 20 à 28,7 semaines. La Slovaquie a réduit à 24 mois la durée maximum des contrats à durée déterminée.

Que reformer?

Depuis 2004, 35 pays ont assoupli leur droit du travail (figure 4.2), 15 autres l'ont rendu plus rigide. Voici les 4 réformes les plus efficaces en matière de création d'emploi, en particulier pour les femmes, les jeunes et les travailleurs non-qualifiés, en facilitant le fonctionnement des entreprises :

- Assouplir le temps du travail.
- Instaurer un salaire pour les apprentis.
- Diminuer les coûts de licenciement.
- Relever et uniformiser l'âge légal du départ à la retraite.

Assouplir le temps de travail

En Ukraine, les heures supplémentaires ne sont autorisées que dans des circonstances exceptionnelles, par exemple pour faire face à une catastrophe naturelle ou éviter une destruction de propriété. En Côte d'Ivoire, les employés ne peuvent effectuer plus de 75 heures supplémentaires par an, même s'ils le souhaitent. Au Panama, seules les entreprises spécifiquement désignées peuvent fonctionner le dimanche. En Algérie, une femme ne peut travailler la nuit que si elle dispose d'une dérogation spéciale accordée par un inspecteur du travail. Ces lois créées pour protéger les employés, ont souvent l'effet inverse, et retirent un emploi à une personne désireuse de travailler.

Les entreprises ont parfois besoin de semaines de travail plus longues afin de répondre à une augmentation saisonnière de la demande. En République tchèque et en Serbie, les réformateurs ont réagi en permettant aux entreprises de modifier leurs horaires de travail en cas d'augmentation de la demande. La moyenne des heures travaillées peut être établie sur une période de 6 mois (d'un an en République tchèque),

si une convention collective en dispose ainsi. La nouvelle loi sur la main-d'œuvre et l'emploi du Bhoutan prévoit davantage de flexibilité des horaires du travail de nuit en supprimant l'ancien plafond de 7 heures pour les équipes de nuit et en le remplaçant par un supplément de rémunération pour les heures supplémentaires effectuées la nuit.

Soixante-quinze pays autorisent une certaine flexibilité du travail de nuit et autorisent les employés à travailler jusqu'à 50 heures par semaine deux mois par an, afin de répondre à une augmentation saisonnière de la demande, par exemple pour travailler comme sauveteur sur les plages l'été ou pour vendre des sapins de Noël l'hiver.

Instaurer un salaire pour les apprentis

Les contrats d'apprentissage existent dans la quasi-totalité des pays riches et 25 autres pays, parmi lesquels le Burkina Faso, le Chili, Madagascar, la Thaïlande et la Tunisie. Cela permet aux entreprises d'embaucher des travailleurs débutants pour seulement une partie du salaire minimum légal, en général 75%, et cela pour une courte période. Cela permet aux personnes ainsi employées d'être formées et constitue une bonne opportunité de décrocher un emploi, et incite les entreprises à conserver ces employés, après avoir investi dans leur formation. C'est une réforme facile à entreprendre : il est peu probable qu'elle fasse l'objet d'une opposition politique, en particulier dans les pays qui enregistrent un fort taux de chômage parmi les jeunes.

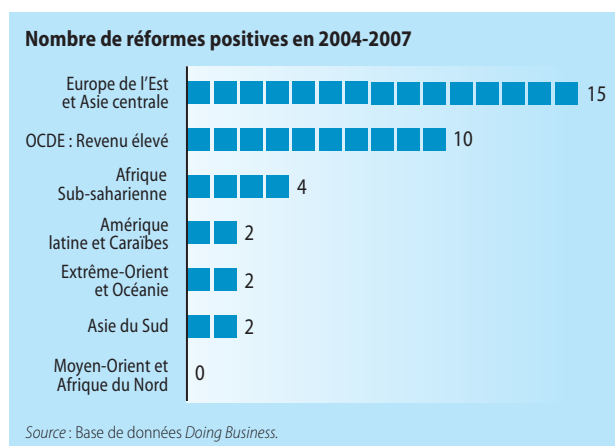
Diminuer les coûts de licenciement

En République du Congo, un employeur qui souhaite licencier du personnel excédentaire doit dans un premier temps écrire aux représentants du personnel pour qu'ils lui indiquent la marche à suivre. Ensuite l'employeur doit obtenir l'autorisation d'une commission présidée par l'inspecteur du travail. Si le licenciement est approuvé, l'employeur doit décider qui licencier, conformément à l'ordre établi par la loi, en tenant compte de l'ancienneté et d'autres facteurs. Par ailleurs, les employés peuvent décider de faire appel de la décision auprès du ministre du Travail.

En Zambie, il n'existe pas d'obligation de notification d'un tiers. Mais un employé ayant 20 ans d'ancienneté a droit à des indemnités de licenciement s'élevant à 40 mois. Au Sri Lanka, la loi prescrit 39 mois d'indemnités de licenciement lorsque le licenciement est dû à un ralentissement de l'activité économique. Ces règles frappent les entreprises au pire moment possible, à savoir lorsque les licenciements économiques sont nécessaires en raison d'une chute de la demande de leurs produits.

FIGURE 4.2

Davantage de réformes du droit du travail en Europe de l'Est et en Asie centrale



Certaines de ces dispositions ont été créées avec des bonnes intentions. Mais des coûts de licenciement élevés dissuadent les employeurs de créer des emplois. Les plus affectés sont les femmes et les jeunes. Une étude a montré qu'une réglementation plus stricte des licenciements au Chili avait augmenté l'emploi relatif des hommes d'âge moyen, aux dépens des femmes, des jeunes et des travailleurs peu qualifiés.⁷ Au Pérou, une réduction des coûts de licenciement dans les années 90 a amené davantage de femmes vers le secteur formel, de plus, les salaires des femmes ont augmenté par rapport à ceux des hommes.⁸

Une autre manière de baisser les coûts de licenciement consiste à offrir une assurance chômage plutôt que des indemnités de licenciement. C'est une réforme qui est viable dans les pays à revenus intermédiaires et riches. En Autriche, les employeurs cotisent à un fonds dans lequel ils peuvent prélever si un employé est licencié après trois ans de travail. A Saint-Kitts-et-Nevis, les indemnités de licenciement sont constituées par un fonds public, auquel contribuent les employeurs au fil du temps. En Italie, les employeurs déposent une partie du salaire de chaque employé dans un fonds déterminé durant toute la durée de la relation de travail. Dans ces pays, les employeurs n'ont pas à payer d'indemnités de licenciement lorsqu'ils licencient des travailleurs en sureffectif.

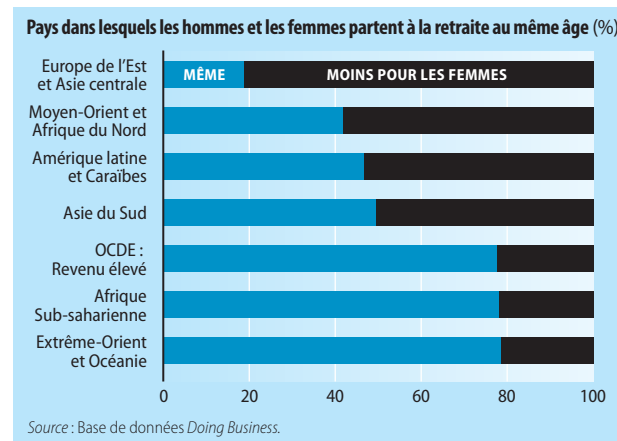
Relever et uniformiser l'âge légal du départ à la retraite

Chaque pays dont la population est vieillissante doit faire un choix : relever l'âge légal du départ à la retraite ou assister à l'effondrement du système de retraite. Les systèmes de retraite n'ont pas suivi le rythme des changements démographiques. La plupart des pays d'Europe de l'ouest ont fixé à 65 ans l'âge légal du départ à la retraite avant la Seconde Guerre mondiale. L'espérance de vie a depuis augmenté d'une décennie, mais l'âge de départ à la retraite reste, lui, inchangé. Imposer de travailler plus longtemps diminuerait la charge qui pèse sur la sécurité sociale et les gouvernements pourraient plus facilement réduire les taxes sur les entreprises.

En relevant les âges de départ à la retraite, les réformateurs peuvent saisir la chance de les uniformiser. En Russie, les femmes vivent en moyenne 12 années de plus que les hommes. Mais elles doivent prendre leur retraite à 55 ans, tandis que les hommes partent à la retraite à 60 ans. Dans le monde entier, les femmes vivent en moyenne 4 ans de plus que les hommes. Mais la moitié des pays contraignent les femmes à prendre leur retraite plus tôt que les hommes. L'écart d'âge du départ à la retraite est plus important en Europe de l'est et en Asie centrale (figure 4.3). Cette idée aurait du bénéficier aux femmes, mais au contraire, un départ prématuré à la retraite

FIGURE 4.3

Egalité de l'âge de départ à la retraite—plus faible en Europe de l'Est



diminue la pension qu'elles perçoivent et leurs perspectives de carrière.

L'Union européenne a obligé ses membres à adopter des âges de départ à la retraite identiques. L'Allemagne vient de réformer son droit du travail : à partir de 2029, les hommes comme les femmes partiront à la retraite à 67 ans. D'autres pays devraient suivre. Les femmes recevront une pension de retraite plus élevée. Et les entreprises pourront conserver des employés productifs pendant plus longtemps.

Remarques

1. Goldin et Rouse (2000).
2. OIT (1998).
3. Amin (2007).
4. López-Córdova (2007).
5. Cunat et Melitz (2007).
6. Freund et Bolaky (2007).
7. Montenegro et Pagés (2003).
8. Saavedra (1998).

Transfert de propriété

“La procédure est lente pour tout le monde, mais plus particulièrement pour les femmes. L'année dernière, je voulais vendre notre boutique, mais étant donné que mon mari était à l'étranger, j'ai dû attendre deux mois pour qu'il revienne et signe. Quand il a signé les papiers pour moi, la transaction a eu lieu - après trois autres mois supplémentaires de paperasseries administratives,” relate Catherine du Lesotho. Cela vient de changer. Une loi adoptée en novembre 2006 permet aux femmes mariées au Lesotho de procéder à un transfert de propriété sans la signature de leur mari.

Faciliter les transferts de propriété est bon pour les entrepreneurs. La terre et le bâtiment constituent entre la moitié et les trois quarts des richesses de la plupart des économies.¹ De plus, avec des titres de propriété officiels, les entrepreneurs peuvent hypothéquer leurs terres ou maisons afin de démarrer des entreprises. Les banques préfèrent obtenir en garantie des terres et des bâtiments parce qu'ils sont impossibles à déplacer ou cacher. En Zambie, 95% des crédits octroyés aux entreprises par les banques commerciales sont garantis par des terres ; en Indonésie 80%, et en Ouganda 75%.²

Mais une grande partie des titres fonciers dans les pays en voie de développement ne sont pas formellement enregistrés. En 2000, l'économiste péruvien Hernando de Soto avait estimé leur valeur à 9 300 milliards de dollars, les appelant « capital mort ».³ Les titres de propriété non enregistrés limitent les possibilités de financement pour la création des nouvelles entreprises et pour l'extension de celles déjà existantes. En Éthiopie, 57% des entreprises citent l'accès à la propriété foncière comme le principal obstacle rencontré, tout comme 35% au Bangladesh et 25% au Kenya et en Tanzanie.⁴ Conscients de ces engorgements, certains gouvernements ont lancé de vastes programmes de délivrance de titres de

propriété. D'autres se sont employés à rendre les transferts de propriété moins onéreux et plus rapides.

Les 10 pays qui ont le système d'enregistrement de titres fonciers le plus simple sont les mêmes que l'année dernière, avec la Nouvelle-Zélande en tête une fois encore (tableau 5.1). Mais le bas de classement a changé. L'Ouzbékistan a progressé de 53 places après avoir baissé ses frais. En réduisant les taxes sur le transfert de propriété de 8% de la valeur, la Guinée-Bissau est sortie du bas du classement.

Davantage de titres de propriétés sont officiellement enregistrés dans les pays où les formalités sont simples, rapides et peu onéreuses. Cela offre un plus grand accès au financement et de meilleures opportunités d'investissement.⁵ L'expérience de certains pays montre les avantages de la régularisation des titres de propriété. Le programme de réforme de la propriété foncière de la Thaïlande a délivré plus de 8,5 millions de titres de propriété et a créé l'un des systèmes d'enregistrement les

TABLEAU 5.1
Où le transfert de propriété est-il facile et où ne l'est-il pas?

Le plus facile	Classement	Le plus difficile	Classement
Nouvelle-Zélande	1	Afghanistan	169
Arménie	2	Burkina Faso	170
Arabie saoudite	3	Bangladesh	171
Lituanie	4	Sierra Leone	172
Slovaquie	5	Nigeria	173
Norvège	6	Brunei	174
Suède	7	Maldives	175
Islande	8	Îles Marshall	176
Emirats arabes unis	9	Micronésie	177
Etats-Unis	10	Timor-Leste	178

Remarque : Le classement correspond à la moyenne des classements du pays en matière de procédures, délais et coûts pour enregistrer un titre de propriété. Voir les Notes statistiques pour les détails.

Source : Base de données Doing Business.

plus efficaces au monde. Pour les personnes ayant reçu des titres officiels, la valeur des terres et les investissements en décaoulant ont pratiquement doublé, et l'accès au crédit a triplé.⁶

L'expérience du Pérou est tout aussi remarquable. Depuis la fin des années 1990, le temps nécessaire pour régulariser une propriété est passé de 6 ans à 33 jours. Plus de 1,3 millions de titres ont été délivrés et deux tiers de ceux accordés

à des particuliers l'ont été à des femmes. Les bénéfices d'un titre de propriété sûr sont particulièrement importants pour les femmes. Des études conduites en Inde, au Honduras et au Nicaragua montrent que l'accès à la propriété par les femmes pauvres est associé à plus d'investissement au sein du ménage, en particulier dans la santé et l'éducation des enfants.⁷

Qui réforme?

Vingt-six pays ont facilité l'enregistrement des titres de propriété en 2006/07. La plupart ont accéléré les procédures grâce à des réformes administratives. Quelques-uns l'ont simplifié. La baisse des coûts d'enregistrement compte parmi les avancées les plus importantes. En moyenne, les dix premiers pays réformateurs ont réduit les délais et coûts de presque un tiers (figure 5.1).

Le Ghana a enregistré le progrès le plus important. Une directive ministérielle a éliminé l'obligation de faire enregistrer les actes de vente auprès de la Commission foncière. Avant, les entrepreneurs devaient attendre 135 jours pour que la Commission leur délivre un numéro d'enregistrement. Ils devaient ensuite compléter l'enregistrement auprès du registre des titres de propriété. D'un trait de plume, cet engorgement et les retards associés ont disparu (figure 5.2).

Pour la seconde année consécutive, c'est l'Afrique qui a mené le plus de réformes. Le Kenya a libéralisé la profession d'expert foncier. Avec davantage de personnes en mesure d'exercer, les délais d'attente pour les évaluations sont passés de 34 à 7 jours. Le Mali a réduit les délais d'attente grâce à des services plus rapides d'enregistrement des propriétés auprès des services fiscaux. Mais la tendance la plus répandue a été la réduction considérable des coûts (tableau 5.2). Le Burundi a supprimé les frais d'enregistrement des titres de propriété,

qui s'élevaient à 7%. Ces mêmes frais ont également été réduits dans d'autres pays, passant de 12% à 8% de la valeur de la propriété au Bénin, de 15% à 10% au Burkina Faso, de 10% à 2% en Guinée-Bissau, et de 10% à 5% en Ile Maurice et au Niger.

Mais il faut aller plus loin. L'Afrique compte 9 des 10 pays dans lesquels les coûts d'enregistrement sont les plus élevés. Et même avec les réformes qui ont été entreprises, ces coûts demeurent excessifs. En incluant tous les frais, l'enregistrement au Burkina Faso coûte toujours 12,2% de la valeur de la propriété. Au Burundi, le coût s'élève à 11,5%, et au Niger, à 9%.

L'Europe de l'Est et l'Asie Centrale ont effectué 5 réformes. L'Ouzbékistan a réduit les frais de notaire de 10% de la valeur de la propriété à des frais variant selon la superficie. Le coût d'enregistrement du titre de propriété est passé de 10,5% à 1,4% de la valeur. La Pologne a converti ses frais d'enregistrement équivalents à un pourcentage en frais fixes, réduisant le coût à 0,5% seulement de la valeur de la propriété. En Hongrie, un deuxième registre situé à Budapest a réduit le nombre de dossiers en attente et les délais de 78 à 63 jours. L'informatisation du registre foncier en Croatie a permis d'écourter les délais de 399 à 174 jours. La Géorgie a aboli la nécessité de recourir à un notaire pour enregistrer un titre de propriété.

En Amérique latine et dans les Caraïbes, les réformes ont visé à réduire les délais. La République dominicaine a entrepris la réforme la plus importante de la région, passant 6 lois

FIGURE 5.1

Les dix premiers pays réformateurs en matière de transfert de propriété

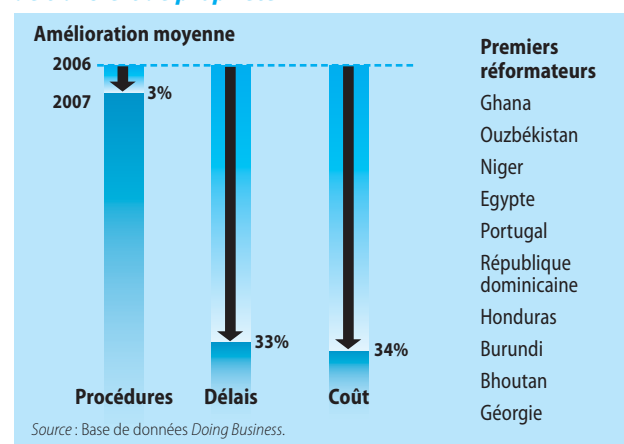


FIGURE 5.2

Faciliter le transfert du titre de propriété au Ghana

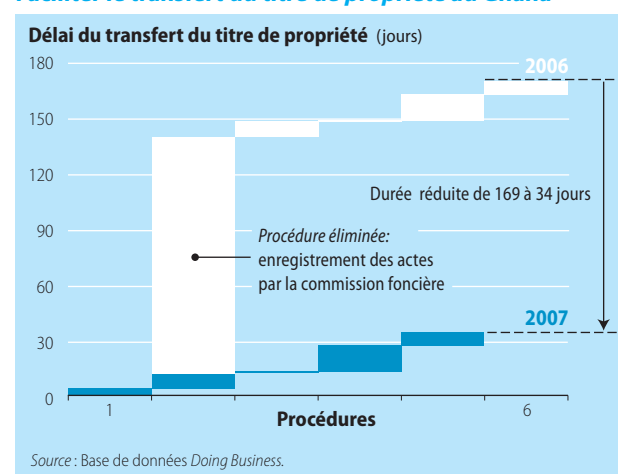


TABLEAU 5.2

Réduction du coût de l'enregistrement — une réforme populaire en 2006/07**Réduction des impôts ou des frais**

Bénin, Burkina Faso, Burundi, Egypte, Guinée-Bissau, Île Maurice, Mexique, Niger, Pologne, Ouzbékistan

Accélération des procédures d'enregistrement au registre

Croatie, Djibouti, République dominicaine, Haïti, Honduras, Hongrie, Lesotho, Mali, Niger, Tunisie

Informatisation de procédures, mise en ligne des procédures

France, Guatemala, Portugal

Consolidation et suppression de procédures

Afghanistan, Géorgie, Ghana

Accélération des procédures dans les tribunaux

Bhoutan

Autorisation des évaluations par des experts fonciers privés

Kenya

Source : Base de données Doing Business.

au cours de l'année dernière pour restructurer les procédures d'enregistrement, réduisant les délais de 107 à 60 jours. Le Guatemala permet désormais aux responsables du registre de signer les documents par voie électronique, accélérant ainsi d'une semaine la procédure au niveau du registre. Le Honduras a réduit les retards en imposant des délais et en publiant davantage de renseignements en ligne. Quant à l'administration fiscale en Haïti, elle a employé 60 stagiaires de l'université pour réduire le retard accumulé dans les enregistrements. La durée de traitement est passée de 683 à 405 jours, ce qui constitue encore une longue attente.

L'Égypte a été le premier pays réformateur du Moyen-Orient et d'Afrique du Nord. Les frais sont passés de 3% de la valeur de la propriété à des frais fixes s'élevant à 2000 livres égyptiennes (350\$). Le coût total pour procéder à un enregistrement a chuté de 5,9% à 1%. Djibouti a réorganisé les procédures au sein du registre afin de réduire les délais de 49 à 40 jours. La Tunisie a numérisé les registres fonciers, permettant ainsi aux notaires de vérifier les dossiers de manière plus efficace.

En Asie du Sud, l'Afghanistan a facilité les enregistrements en supprimant deux autorisations officielles et en simplifiant les formulaires. A Bhoutan où les enregistrements se font au tribunal, deux nouveaux juges ont été nommés pour traiter les affaires plus rapidement. Le délai de la procédure a diminué d'un mois.

Les pays riches continuent de faire appel aux nouvelles technologies pour accélérer les enregistrements de titres de propriété. Le Portugal a numérisé les fichiers du registre, réduisant de la sorte les délais de 81 à 42 jours. En France, les notaires peuvent désormais travailler en ligne, pour vérifier les servitudes et les hypothèques, envoyer les contrats de propriété au registre et recevoir les numéros de confirmation, le tout par voie électronique.

TABLEAU 5.3

Qui réglemente l'enregistrement de la propriété le moins et qui le plus?**Procédures (nombre)**

Le moins		Le plus	
Norvège	1	Swaziland	11
Suède	1	Erythrée	12
Pays-Bas	2	Grèce	12
Nouvelle-Zélande	2	Ouzbékistan	12
Oman	2	Ethiopie	13
Thaïlande	2	Liberia	13
Royaume-Uni	2	Ouganda	13
Vanuatu	2	Algérie	14
Arménie	3	Brésil	14
Lituanie	3	Nigeria	14

Délai (jours)

Le moins		Le plus	
Nouvelle-Zélande	2	Togo	295
Suède	2	Îles Salomon	297
Thaïlande	2	Bosnie-Herzégovine	331
Lituanie	3	Angola	334
Norvège	3	Gambie	371
Arménie	4	Rwanda	371
Islande	4	Slovénie	391
République kirghize	4	Haïti	405
Arabie saoudite	4	Bangladesh	425
Pays-Bas	5	Kiribati	513

Coût (% de la valeur de la propriété)

Le moins		Le plus	
Arabie saoudite	0,0	Côte d'Ivoire	16,9
Bhoutan	0,0	Cameroun	17,8
Biélorussie	0,1	Sénégal	19,5
Kiribati	0,1	Comores	20,8
Slovaquie	0,1	Tchad	21,2
Nouvelle-Zélande	0,1	Mali	21,2
Géorgie	0,1	Nigeria	22,2
Azerbaïdjan	0,2	Zimbabwe	25,0
Russie	0,3	République du Congo	27,3
Suisse	0,4	Syrie	28,1

Source : Base de données Doing Business.

Les pays d'Extrême-Orient et d'Océanie se distinguent en n'effectuant aucune amélioration pour la deuxième année consécutive. Ce n'est pas faute de besoin. La région se classe quatrième en matière de facilité d'enregistrer des titres de propriété, après les pays de l'OCDE, l'Europe de l'Est et l'Asie centrale, et le Moyen-Orient et l'Afrique du Nord. Plusieurs pays d'Océanie ne disposent pas de registre foncier fonctionnel. Et le seul pays de la région qui a entrepris des réformes en 2006/07 a reculé dans le classement. A Vanuatu, les frais d'enregistrement sont passés de 7% à 11% de la valeur du bien.

Cinq autres pays ont compliqué les enregistrements de titres de propriété. Les coûts d'enregistrements en République kirghize ont plus que doublé après l'augmentation des frais

notariés. Avec moins de la moitié des titres des propriétés rurales enregistrés, ce changement risque de favoriser l'informalité. Le Maroc demande maintenant aux entrepreneurs de se rendre auprès de trois administrations fiscales pour obtenir

une attestation confirmant la régularité de leur situation fiscale. L'Allemagne, le Paraguay et le Zimbabwe ont augmenté leurs frais d'enregistrement. Au Zimbabwe, ces derniers s'élèvent à 25% de la valeur de la propriété (tableau 5.3.).

Que réformer?

Depuis 2004, *Doing Business* a recensé 87 réformes dans 64 pays, qui ont facilité l'enregistrement des titres de propriété. Certains pays ont mené des réformes pendant plusieurs années consécutives, à savoir l'Australie, la Croatie, la République dominicaine, l'Équateur, l'Égypte, El Salvador, la Géorgie, le Ghana, le Honduras, le Mali, la Pologne et la Tanzanie. Voici les cinq réformes les plus effectives:

- Simplifier et réduire les frais.
- Mettre en place des procédures accélérées.
- Informatiser le registre.
- Éliminer la participation des tribunaux dans la procédure d'enregistrement.
- Rendre facultatif le recours à un notaire.

Simplifier et réduire les frais

Réduire les frais est le moyen le plus simple de faciliter l'enregistrement d'un titre de propriété. Une réforme plus importante encore est l'introduction de frais fixes. Dix-sept pays appliquent des frais fixes, dont notamment l'Arménie, l'Estonie, l'Italie et la Nouvelle-Zélande, tout comme des pays réformateurs tels que l'Égypte, la Pologne et l'Ouzbékistan. Imposer des frais calculés sur la base d'un pourcentage encourage les déclarations frauduleuses de la valeur des biens. Pour mettre fin aux fraudes fiscales, de nombreux gouvernements renforcent leur réglementation et ainsi, rendent les procédures plus complexes à cause d'inspections physiques

ou de contrôles des dossiers auprès du cadastre. Les retards et pots-de-vin augmentent. L'application de frais fixes permet d'éviter tout cela.

Les réformateurs moins radicaux peuvent simplement décider de baisser les taux appliqués. Quarante-quatre pays ont procédé ainsi depuis 2004. Cela ne signifie pas diminuer les revenus. Lorsque l'Inde a réduit ses droits de timbre de 10% à 5% de la valeur du bien, ses recettes ont augmenté de 20%. Au Burkina Faso, les enregistrements ont augmenté de 27% au cours des cinq mois suivant la réduction des taxes sur le transfert introduite cette année. En Égypte, les recettes perçues grâce à l'enregistrement des titres ont augmenté de 40% entre les six mois précédant la réforme et les six mois suivants (figure 5.3). Un coût plus abordable signifie en général plus d'enregistrements et moins de fraude. Les registres fonciers seront mieux informés sur la valeur des biens et qui détient quoi. Et cela favorise la collecte des plus-values et des impôts fonciers.

Mettre en place des procédures accélérées

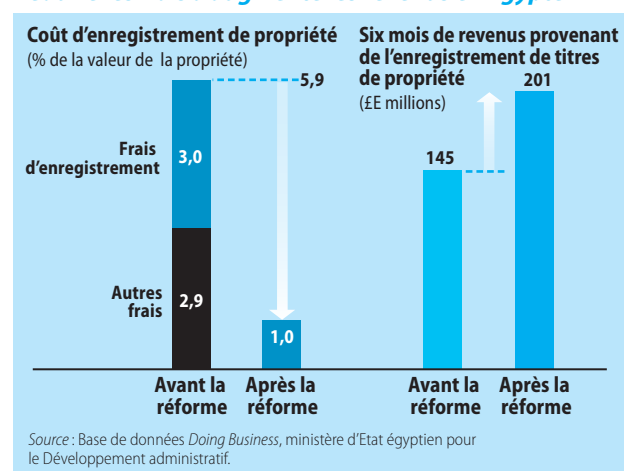
Pour faire enregistrer un titre de propriété en Lituanie, les entrepreneurs doivent obtenir un certificat d'exécution ainsi qu'une réévaluation des bâtiments et terrains. Cela prend neuf jours. Ensuite, ils demandent un titre de transfert auprès du registre, ce qui requiert 20 jours supplémentaires. Mais s'ils décident de ne pas attendre, ils peuvent payer des frais officiels plus élevés et réduire les délais de 29 à 3 jours. "J'ai besoin du titre maintenant afin d'avoir les garanties me permettant d'agrandir mon entreprise. Si j'attends, je perds des clients," déclare un propriétaire.

Les procédures accélérées aident à prioriser le travail du registre et permettent aux entrepreneurs de se consacrer à leur entreprise. De telles procédures ont permis de gagner deux mois en Ukraine, 21 jours en Argentine, 20 en Russie, 15 au Kazakhstan et en Slovaquie et 10 en Mongolie.

Cinquante-six autres pays essaient d'accélérer les enregistrements en fixant des délais limite au registre. Cela fonctionne mieux lorsque les responsables de ce dernier sont évalués pour déterminer s'ils atteignent ou non les objectifs. Le Botswana en est un exemple. Le nombre de jours nécessaire pour faire enregistrer un titre de propriété à Gaborone a diminué de 25% en 2005, après que des délais ont été imposés et que le respect de ceux-ci dans les évaluations annuelles des performances du personnel a été contrôlé. L'Espagne est allée plus loin: si les responsables du registre ne respectent pas le délai de 15 jours, ils doivent diminuer les frais de 30%.

FIGURE 5.3

Réduire les frais a augmenté les revenus en Égypte



Informatiser le registre

“Il est quasiment impossible de trouver des traces d’anciennes transactions foncières. Tous les documents sont sur papier et le système d’archivage a disparu il y a longtemps. S’il y avait un incendie, nous n’aurions plus aucun dossier,” déclare un fonctionnaire rwandais. Il faut 371 jours pour enregistrer un titre de propriété à Kigali.

Les pays qui transfèrent leurs archives du format papier au format électronique bénéficient toujours de réductions de délais. Le passage au système électronique permet d’identifier plus facilement les erreurs et les chevauchements améliorant ainsi la sécurité des titres. La Croatie a numérisé les registres fonciers dans le cadre de sa vaste réforme foncière et réduit les délais d’enregistrement de plus de 70%. Le Guatemala a vu ses délais d’enregistrement écourtés de 69 à 30 jours depuis la mise en place d’un système électronique en 2005. El Salvador, la Géorgie, le Honduras, la Pologne, le Portugal et la Tunisie ont fait état d’avancées similaires.

L’étape suivante consiste à mettre les procédures en ligne. Cela fonctionne lorsque les personnes qui font appel aux services d’enregistrement (notaires, avocats, le public) ont accès à Internet. Les Pays-Bas et la Nouvelle-Zélande sont les leaders en matière d’enregistrement de propriété en ligne ; avec des taux de pénétration d’Internet supérieurs à 70%, leur utilisation est très importante.

Dans d’autres pays, c’est la mise en ligne de certaines procédures particulières plutôt que du système entier qui se révèle bénéfique. Le Costa Rica autorise le paiement en ligne des taxes sur le transfert de propriété. Au Brésil, les certificats judiciaires sont disponibles sur Internet. La Bosnie-Herzégovine a récemment permis de consulter les registres fonciers en ligne. Il en va de même en Lettonie depuis 2004.

Éliminer la participation des tribunaux dans la procédure d’enregistrement

En 2004, la République dominicaine a décidé que les procédures d’enregistrement de propriétés ne relevaient plus des tribunaux et étaient désormais d’ordre administratif. Le délai d’enregistrement d’une propriété a été réduit de 44%. Au Salvador, les enregistrements ne se font plus au tribunal depuis 1999, réduisant ainsi les délais de plusieurs mois. Le Honduras et la Serbie en font autant.

Dans les pays où les tribunaux interviennent dans l’enregistrement de titres de propriété, la durée de la procédure est en moyenne 70% plus longue. Les juges chargés des enregistrements ont moins de temps à consacrer à leur travail principal : résoudre des litiges. En retirant les activités d’enregistrement aux tribunaux, celles-ci peuvent être plus facilement reliées à l’organisme chargé du cadastre, comme l’a fait la Norvège. Par conséquent, il est plus facile de détecter

les titres se chevauchant ou en double, et ainsi d’améliorer la sécurité des droits de propriété.

Rendre facultatif le recours à un notaire

Au Sénégal, les entrepreneurs paient des frais de notaire atteignant 4,5% de la valeur de la propriété pour faire authentifier un acte de vente. Puis ils paient 15% supplémentaires lorsque le registre contrôle et authentifie de nouveau. Au Honduras, les frais de notaire pour vérifier le contrat sont de 4% et ceux du registre de 1,6%. Le Burundi, le Costa Rica, le Mali et plus de 40 autres pays exigent cette double vérification.

Voici deux manières de réduire les coûts et délais. Tout d’abord, fournissez des actes et des documents d’enregistrement standards. Cela réduit les délais en garantissant moins d’erreurs et en éliminant la nécessité d’examiner les documents en détail avant l’enregistrement. En Thaïlande, l’enregistrement se fait en deux étapes seulement, à savoir : se procurer les documents standards auprès du ministère du Commerce, puis se rendre au registre foncier pour faire enregistrer le transfert. L’enregistrement est effectué en deux jours. Deuxièmement, dans les pays où les lois exigent que les actes soient authentifiés-devant un notaire, comme au Rwanda, les réformateurs peuvent conférer les pouvoirs du notaire aux responsables du registre. Lorsque le Portugal en a fait ainsi, les frais de notaire ont diminué entre 28% et 60% en moins d’un an.

Les notaires ont des fonctions utiles. Mais leurs activités d’enregistrement de titres de propriété ne présentent souvent aucun intérêt dans les pays où les employés du registre remplissent ces mêmes fonctions. Et dans les pays où les notaires se chargent des enregistrements, les coûts sont 33% plus élevés que la moyenne. Trois pays sur quatre gèrent les enregistrements de titres de propriété sans ordonner le recours à des notaires. Les droits de propriété n’en sont pas moins garantis et les performances sont meilleures. Certains propriétaires font encore appel à des notaires, mais ils le font par choix.

Remarques

1. Fleisig, Safavian et de la Peña (2006).
2. Les données proviennent des enquêtes sur les entreprises de la Banque mondiale réalisées en 2006/07 (<http://www.enterprisesurveys.org>).
3. De Soto (2000).
4. Les données proviennent des enquêtes sur les entreprises de la Banque mondiale réalisées en 2006/07 (<http://www.enterprisesurveys.org>).
5. Field (2006).
6. Feder (2002).
7. Beegle et Strauss (1996) et Katz et Chamorro (2003).

Obtention de prêts

Il est désormais plus facile d'obtenir un prêt au Panama, grâce à une réforme ambitieuse de la loi régissant les registres sur le crédit approuvée début 2006. Avant cette réforme, nombre des 300 000 petites et moyennes entreprises panaméennes, qui emploient 68% des travailleurs du pays, se voyaient refuser l'accès aux prêts conventionnels. Telle est la situation dans laquelle se trouvait aussi plus de 40% de la population adulte panaméenne, pour la plupart les plus pauvres. Ils étaient ainsi contraints de se tourner vers les crédits municipaux et les usurers.

Et ce en dépit de marchés financiers développés. Avec plus de 80 banques nationales et étrangères, le Panama a l'un des taux de crédit intérieur rapporté au PIB les plus élevés d'Amérique Latine. Mais la loi de 2002 des registres sur le crédit interdisait que les informations relatives aux paiements soient recueillies auprès des entreprises de services publics. Il est de ce fait plus difficile pour les pauvres et les petites entre-

prises n'ayant jamais obtenu de prêt bancaire ou n'ayant pas de carte de crédit d'établir leur historique de crédit. De plus, le système était peu transparent pour les emprunteurs : ils ne pouvaient avoir accès aux informations conservées au registre sur le crédit uniquement qu'en le demandant personnellement au bureau central de Panama ou de la ville de David. "Nous étions perçus comme les « méchants » qui refusaient d'accorder des prêts à la population, rapporte German Espinosa, employé de la Asociación Panameña de Crédito.¹

Les prêteurs examinent l'historique de crédit des emprunteurs et décident s'ils octroient ou pas le prêt et quel taux d'intérêt appliquer.² Ils désirent également savoir s'ils pourront récupérer leur argent si les emprunteurs venaient à ne pas honorer leurs engagements. Le meilleur moyen de récupérer un prêt impayé est de prendre des garanties. Etant donné qu'elles confèrent aux créanciers des droits sur des actifs en cas de non-remboursement, les garanties ont aussi l'avantage de réduire les coûts de sélection des demandeurs de crédit par le prêteur.

Dans les pays où il n'existe pas de registres sur le crédit ni de lois en vigueur sur les garanties, comme c'est le cas dans la plupart des pays pauvres, les banques accordent moins de prêts.³ Les crédits accordés au secteur privé s'élèvent en moyenne à 8% du PIB dans les 10 économies occupant le bas du classement établissant dans quelle mesure les registres sur le crédit et les lois sur les garanties facilitent le marché du crédit (tableau 6.1). Dans les 10 premières économies, ils sont supérieurs à 130% du PIB.

TABEAU 6.1

Où l'obtention de prêts est-elle la plus facile et la plus difficile?

Le plus facile	Classement	Le plus difficile	Classement
Royaume-Uni	1	Ouganda	169
Hong Kong, Chine	2	Burundi	170
Australie	3	RDP Lao	171
Allemagne	4	Îles Marshall	172
Malaisie	5	Palau	173
Nouvelle-Zélande	6	Timor-Leste	174
Canada	7	Ouzbékistan	175
Israël	8	Madagascar	176
Singapour	9	Afghanistan	177
Etats-Unis	10	Cambodge	178

Remarque : Le classement repose sur la somme de l'indice de fiabilité des garanties et de l'indice d'étendue de l'information sur le crédit. Voir les Notes statistiques pour plus de détails.

Source : Base de données Doing Business.

Qui réforme ?

La Croatie était le premier réformateur en 2006/07, suite à une amélioration à la fois de sa réglementation sur les garanties et de la disponibilité de l'information sur le crédit. En septembre 2006, un nouveau registre des garanties a vu le jour, et les créanciers ont saisi l'occasion de recourir à cette nouvelle source d'information pour décider d'accorder ou non des prêts. En mai 2007, un nouveau registre privé sur le crédit a commencé à diffuser des informations. Le taux de couverture des emprunteurs enregistrés dans les systèmes d'information sur le crédit est passée de 0 à 72%. A ce rythme, il ne faudra pas longtemps avant que la Croatie ne se classe parmi les économies disposant du plus d'information (tableau 6.2).

Quinze autres économies ont amélioré leurs systèmes d'information sur le crédit en 2006/07. En Arménie et en Russie, de nouveaux registres privés sur le crédit ont vu le jour et les données sur le crédit sont accessibles en ligne dans chacun de ces deux pays. En Inde et en Arabie saoudite, les registres sur le crédit regroupent désormais des informations sur les entreprises et non uniquement sur les particuliers. Le premier registre privé sur le crédit d'Égypte va bientôt commencer à diffuser des informations aux clients.

La réforme la plus populaire concernant l'information sur le crédit a consisté à élargir la gamme des données disponibles sur les emprunteurs (tableau 6.3). La Géorgie a rajouté des informations sur les paiements provenant des compagnies d'électricité et de télécommunication. Le Kenya a incorporé des données obtenues auprès des commerçants et des compagnies de télécommunication. Le registre d'information sur le crédit du Koweït dispose maintenant d'informations qui lui ont été communiquées par les vendeurs d'ameublement, et ceux d'Arabie saoudite et de Trinité-et-Tobago d'informations venant des entreprises de téléphonie mobile. La

Bosnie-Herzégovine a augmenté le nombre de fournisseurs lui apportant des informations sur les entreprises et ainsi triplé la couverture. Le nombre de membres du registre de Colombie s'est considérablement accru, passant de 1 450 à 2 100 en l'espace d'un an, lorsque davantage de fournisseurs ont commencé à partager les données en leur possession. Au Brésil, les caisses de crédit mutuel et institutions de microfinance ont commencé à fournir des informations au registre public sur le crédit. Quant au Honduras, il a triplé la couverture des emprunteurs en faisant appel à nouveaux fournisseurs d'informations et en persuadant les anciens de communiquer toutes les données en leur possession.

Certains pays ont révisé leur réglementation en matière d'information sur le crédit. La banque centrale du Kenya a édicté de nouvelles règles imposant aux banques de transmettre au registre privé sur le crédit les informations dont elle dispose sur les défauts de paiement. Au Honduras, la Commission nationale des Banques et Assurances a homologué le registre privé sur le crédit, garantissant aux emprunteurs qu'ils pourront accéder aux informations les concernant gratuitement une fois par an. La Serbie exige désormais des prêteurs qu'ils demandent les antécédents de crédit avant d'accorder un prêt. L'Afrique du Sud fait obligation aux prêteurs de vérifier le niveau général d'endettement de leurs clients et garantit aux emprunteurs le droit d'accès à leurs antécédents de crédit et de les contester. Le registre public de Biélorussie a adopté des réglementations garantissant aux emprunteurs qu'ils peuvent consulter les données les concernant.

La plus grande reprise en matière de réforme a été enregistrée au Moyen-Orient et en Afrique du Nord (figure 6.1). En Tunisie, les registres sur le crédit recensent désormais tous les prêts et ont ainsi augmenté de 25% la couverture des emprunteurs. La Cisjordanie et Gaza ont triplé les données

TABLEAU 6.2

Qui a le plus et le moins d'information sur le crédit?

Emprunteurs couverts en tant que pourcentage de la population adulte

Le plus	%	Le moins	%
Argentine	100	Algérie	0,19
Australie	100	Mauritanie	0,18
Canada	100	Rwanda	0,17
Islande	100	Djibouti	0,16
Irlande	100	Tchad	0,15
Israël	100	Ethiopie	0,15
Nouvelle-Zélande	100	Madagascar	0,08
Norvège	100	Yémen	0,07
Suède	100	Nigéria	0,04
Etats-Unis	100	Guinée	0,02

Remarque : Le classement effectué dans le tableau ne prend en compte que les pays disposant de registres publics et privés sur le crédit (122 au total). Cinquante-six autres économies ne disposent pas de registre sur le crédit et n'ont donc pas de couverture.

Source : Base de données Doing Business.

TABLEAU 6.3

Accroître l'information sur le crédit – la réforme la plus populaire en 2006/07

Elargissement de l'éventail des informations rassemblées au registre sur le crédit

Géorgie, Honduras, Inde, Indonésie, Kenya, Koweït, Pakistan, Arabie saoudite, Trinité-et-Tobago, Tunisie, Cisjordanie et Gaza

Mise en place de nouveaux registres sur le crédit

Arménie, Croatie, Égypte, Russie

Révision de la réglementation relative à l'information sur le crédit

Honduras, Kenya, Afrique du Sud

Autorisation de l'exécution des garanties en dehors du système judiciaire

Ghana, Honduras, Roumanie, Vietnam

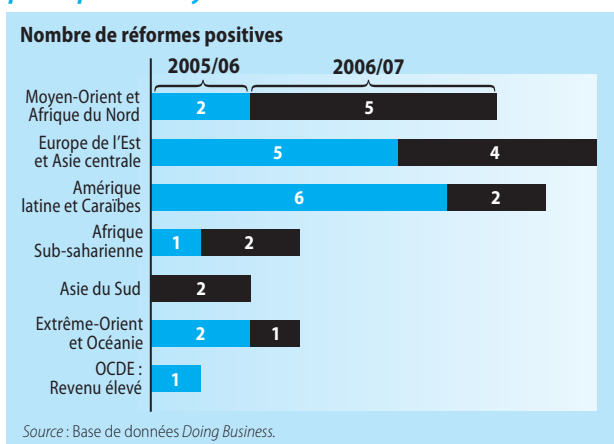
Mise en place d'un registre unique des garanties

Croatie, France, Inde, Micronésie

Elargissement de l'éventail des biens pouvant être utilisés comme garantie
China, Croatie, Vietnam

Source : Base de données Doing Business.

FIGURE 6.1

**Réforme de l'information sur le crédit—
plus rapide au Moyen-Orient**


recueillies grâce à une réforme du même ordre. En Arabie saoudite, le registre public a fermé suite à la multiplication par 60 de la quantité de données recueillies par le registre privé. Le Maroc dispose maintenant d'une législation lui permettant d'engager une procédure de présentation d'offres pour la création d'un ou plusieurs registres privés. En Egypte, le nouveau registre privé utilisera les systèmes d'échange d'information entre les banques commerciales et la banque centrale afin d'éviter les investissements en double dans les technologies de transmission des données.

Ailleurs, les registres publics ont augmenté la quantité de données qu'ils recueillent en abaissant ou en supprimant le seuil au-delà duquel les prêts sont pris en compte. Le registre public indonésien a supprimé le montant minimum des prêts à être recueillis de 50 millions de roupies (5 460\$), ce qui a entraîné une augmentation de la couverture de 150%. Le Pakistan a éliminé le seuil minimum des crédits, qui s'élevait à 500 000 roupies pakistanaïses (8 350\$) et ainsi vu la couverture multipliée par 20. L'Union monétaire d'Afrique centrale a informatisé son registre, ce qui lui permet désormais de fournir des informations sur tous les crédits d'un montant supérieur à 10 000 francs CFA (20\$) au lieu de 5 000 000 (10 400\$) comme c'était le cas auparavant.

Le Sri Lanka n'est pas allé dans le bon sens. Il a augmenté le seuil minimum pour inclure les prêts dans le registre, qui s'élève à 500 000 roupies sri lankaises (4 500\$) contre 100 000 roupies (900\$) auparavant et a limité à un an la disponibilité d'information sur incidents de paiement finalement remboursés.

Les réformes accroissent par ailleurs les recours juridiques des emprunteurs et des prêteurs. Neuf pays ont facilité la mise en place et l'exécution des garanties. C'est la Chine qui a réalisé l'avancée la plus spectaculaire en la matière, ce qui lui a permis de ne plus figurer parmi les dix derniers pays du classement en matière de fiabilité des garanties pour les emprunteurs et les prêteurs (tableau 6.4). Une nouvelle loi

TABLEAU 6.4

Dans quel pays y a-t-il le plus et le moins de recours juridiques pour les emprunteurs et les prêteurs?
Indice d'importance des recours juridiques (0–10)

Le plus		Le moins	
Hong Kong, Chine	10	Timor-Leste	2
Royaume-Uni	10	Tunisie	2
Albanie	9	Bolivie	1
Australie	9	Burundi	1
Nouvelle-Zélande	9	Equateur	1
Singapour	9	Egypte	1
Slovaquie	9	Madagascar	1
Danemark	8	Rwanda	1
Irlande	8	Afghanistan	0
Malaisie	8	Cambodge	0

Remarque : Voir les Notes statistiques pour plus de détails sur l'indice.

Source : Base de données Doing Business.

sur les faillites donne la priorité aux créanciers garantis pour recevoir le produit de la vente de leurs garanties si l'emprunteur venait à être insolvable. Par ailleurs, une nouvelle loi sur la propriété a augmenté le nombre d'actifs pouvant servir de garantie. Les stocks et les créances en font désormais partie. Avant la réforme, les entreprises chinoises détenaient plus de 2 000 milliards de dollars en "capital mort", c'est-à-dire des actifs ne pouvant servir de garantie à cause des restrictions faites par la loi. Grâce à cette nouvelle loi sur la propriété, certains de ces actifs peuvent être utilisés pour les emprunts contractés dans le but de développer l'entreprise.

Deux autres pays ont élargi l'éventail des actifs pouvant servir de garantie. Au Vietnam, les entreprises peuvent désormais utiliser tous types d'actifs et de dettes. La nouvelle loi adoptée en Croatie permet d'utiliser les stocks comme garantie, du moment qu'il est précisé où se trouvent les biens.

En matière de réforme des garanties, la tendance générale a été la création de registres des garanties. La France, premier pays réformateur en matière d'obtention de prêts en 2005/06, a annoncé la création d'un registre national en ligne des garanties mobilières. L'Inde a mis en place un registre électronique des droits de garantie accordés par les entreprises. La Micronésie a mis en vigueur sa première loi sur les transactions garanties et a également annoncé la création d'un registre des garanties en ligne. Le registre concerne tous les actifs et tous les types de créanciers et de débiteurs.

Rendre possible l'exécution des garanties par voie extrajudiciaire était une autre réforme populaire des lois sur les garanties. La nouvelle loi sur les faillites adoptée par le Ghana permet aux créanciers garantis de faire exécuter leurs garanties directement, sans attendre qu'un juge examine leurs demandes et ordonne l'exécution. Le Honduras autorise désormais les emprunteurs à se mettre d'accord avec les prêteurs sur une exécution directe par les notaires. Avant, lorsque l'on passait par les tribunaux cela prenait des années.

Que réformer ?

Depuis 2004, *Doing Business* a recensé 79 réformes en matière d'information sur le crédit dans 56 pays et 42 réformes des lois sur les garanties dans 32 pays (figure 6.2). L'expérience de ces pays fait apparaître 5 réformes qui facilitent l'accès au crédit des entrepreneurs :

- Elargir l'éventail des informations disponibles dans les registres d'information sur le crédit.
- Eliminer les obstacles légaux au partage des informations sur le crédit.
- Permettre que tous les types d'actifs puissent servir de garantie.
- Créer des registres pour toutes les garanties.
- Permettre l'exécution des garanties par voie extrajudiciaire.

Elargir l'éventail des informations disponibles dans les registres sur le crédit

Inclure les informations relatives au paiement des factures de téléphone et d'électricité aux antécédents de crédit. De cette manière, les personnes qui n'ont jamais contracté d'emprunt bancaire ou n'ont jamais eu de carte de crédit peuvent quand même disposer d'un historique de crédit. Et il faut aussi éviter d'imposer des limites au recueillement d'information. Le Panama permet que l'on utilise les informations provenant des entreprises de services publics, mais uniquement une fois que les consommateurs ont donné leur accord écrit ; il revient par conséquent cher de collecter des données relatives à ce type de paiements.

Les antécédents de crédit présentent un plus grand intérêt s'ils incluent à la fois des informations sur les défauts de paiement sur les cinq dernières années et des informations sur les paiements effectués dans le délai. Cela aide les prêteurs à évaluer la capacité d'endettement de leurs clients. Cela

permet aussi aux bons emprunteurs d'accéder à davantage de crédits, à un taux plus intéressant. Pour les banques, l'historique de paiement est le meilleur indicateur de ce que sera le comportement futur de paiement.

Eliminer les obstacles légaux au partage des informations sur le crédit

Vu la nature confidentielle des informations conservées par les registres sur le crédit, ils deviennent une cible facile pour les critiques. Le meilleur moyen de mettre fin à leurs inquiétudes serait d'adopter des lois protégeant les données personnelles des emprunteurs et d'encourager les registres à conserver des données de haute qualité. La législation peut garantir aux emprunteurs le droit à vérifier les données les concernant, obligeant ainsi le registre sur le crédit à leur envoyer gratuitement ce type de données une fois par an afin qu'ils les contrôlent. Ce type de loi est à l'étude dans 13 pays.

Dans beaucoup des pays, dont notamment la Bolivie, la République dominicaine, El Salvador et le Honduras, de telles lois sont en vigueur pour les registres privés sur le crédit, mais pas pour les registres publics. Le Costa Rica et la Malaisie autorisent les emprunteurs à contrôler leurs dossiers dans les registres publics, mais pas dans les registres privés. Rien ne justifie de telles différences de traitement.

Permettre que tous les types d'actifs puissent servir de garantie

Alejandro, un fournisseur d'accès à Internet du Guatemala, décrit ce par quoi il est passé pour obtenir un prêt : "J'ai pu utiliser les équipements et les fréquences de mon entreprise comme garantie. Mais on m'a demandé de fournir dans le contrat une description détaillée de chacune des plus de 6 000 pièces d'équipement, notamment leurs numéros de série, marque et modèle. Nous avons engagé un technicien pour nous aider. Le contrat faisait 127 pages ! Et si nous renouvelons notre équipement dans un an, il nous faudra renégocier le prêt."

Dans les pays où il est demandé une description précise des actifs dans le contrat de garantie, il devient impossible pour les emprunteurs d'utiliser comme garantie des ensembles d'actifs fluctuants (tels que des stocks ou des créances), les actifs futurs (tels que les récoltes) ou l'entreprise entière. Cela constitue un inconvénient surtout pour les petites entreprises, qui sont moins susceptibles de posséder de biens immobiliers et dépendent des créances et des valeurs mobilières pour constituer leurs garanties.

La meilleure chose à faire serait d'autoriser les descriptions générales dans les contrats de prêt et de permettre ainsi d'utiliser tous types d'actifs, actuels ou futurs, tangibles ou intangibles, comme garantie. C'est ce que font la Bosnie-Herzégovine

FIGURE 6.2

Réforme des garanties : l'Europe de l'Est et l'Asie centrale montrent la voie

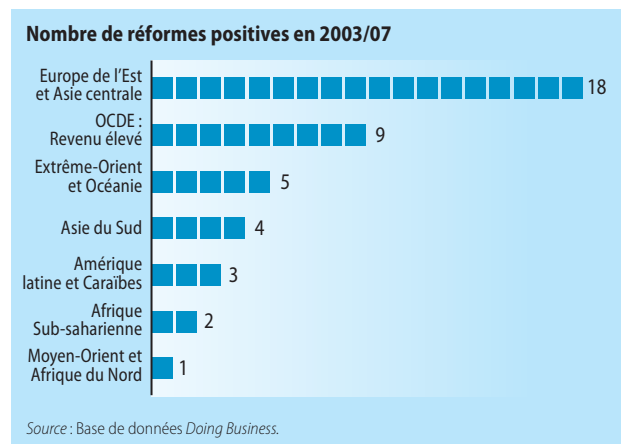
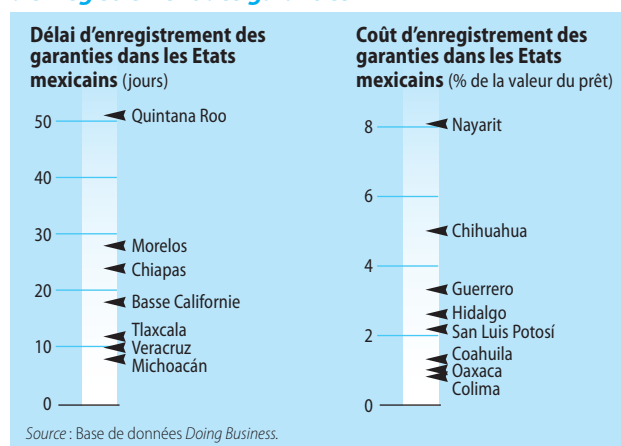


FIGURE 6.3

De grandes disparités de délai et de coût d'enregistrement des garanties



govine, le Danemark, la France, le Pérou, la Serbie, l'Ukraine et le Vietnam depuis 2004. Lorsqu'il a été possible de donner des descriptions générales en Slovaquie, les crédits accordés au secteur privé ont fait un bond de 10%. Plus de 70% des nouveaux crédits étaient garantis par des biens mobiliers et des créances. Même sans opérer de changement aussi radical, les réformateurs peuvent faciliter l'accès au crédit en élargissant la gamme d'actifs pouvant être affectés en garantie et y inclure des catégories d'actifs telles que les créances (comme l'a fait la Chine en 2007), les stocks (comme l'a décidé la Croatie en 2006) et les actifs futurs (comme l'a fait le Japon en 2005).

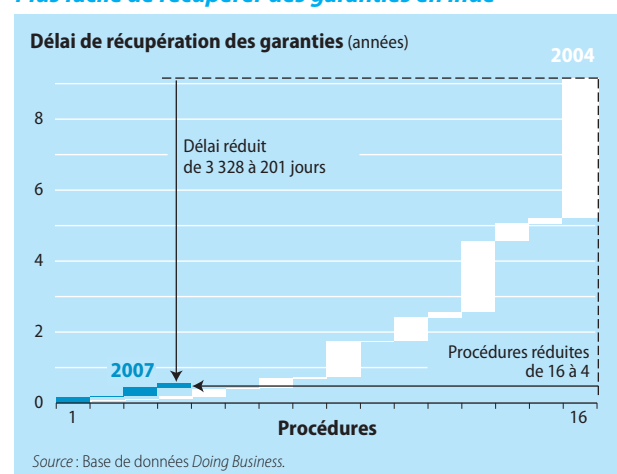
Créer des registres pour toutes les garanties

En Syrie, les sûretés sur les valeurs mobilières ne sont possibles que s'il existe un registre correspondant, comme cela est maintenant le cas pour les véhicules, les navires et la propriété intellectuelle. Le système est similaire en Turquie. La solution : autoriser que tous les types d'actifs puissent être affectés en garantie et créer un registre unique permettant aux créanciers d'avertir les autres de leurs créances. L'Europe de l'Est a montré la voie pour ce type de réforme : au cours de la dernière décennie, 12 des 15 pays de la région ont créé des registres uniques des sûretés sur les garanties mobilières. D'autres pays, allant du Népal au Vietnam, suivent le même exemple. Grâce à la baisse des coûts des technologies, il n'a jamais été aussi facile de mettre en place un registre unique.

Une fois créés, les registres les plus performants n'ont plus besoin que d'un contrôle administratif permettant de s'assurer que la demande est complète, au lieu d'une authentification légale qui retarde la procédure d'enregistrement. Les délais et coûts d'enregistrement peuvent également être un obstacle. Au Mexique par exemple, il faut 8 jours pour faire enregistrer une garantie à Michoacán mais 51 jours à Quintana Roo. Et cela coûte 0,8% de la valeur du prêt à Colima contre 8,1% à Nayarit (figure 6.3).

FIGURE 6.4

Plus facile de récupérer des garanties en Inde



Permettre l'exécution des garanties par voie extrajudiciaire

Autoriser les créanciers à faire exécuter leurs garanties par voie extrajudiciaire est l'une des réformes les plus difficiles, à laquelle s'opposent à la fois les emprunteurs et le système judiciaire. Mais nombreux sont les avantages. La réforme adoptée récemment au Pérou autorisant les exécutions extrajudiciaires a réduit le délai d'exécution à 3 mois, contre plus de 2 ans avant la réforme (plus long que la durée de vie économique de nombreux actifs). D'autres pays réformateurs, tels que l'Arménie, la République kirghize et la Slovaquie, ont connu des améliorations du même ordre. Ce sont les emprunteurs qui en tirent le plus grand bénéfice. Si les créanciers savent qu'ils peuvent faire exécuter leurs garanties en cas de non-remboursement par l'emprunteur, il y a davantage de chances qu'ils accordent tout de suite des crédits.

Les procédures simplifiées viennent à l'appui des exécutions extrajudiciaires qui pourraient se régler devant le tribunal si les débiteurs faisaient appel. Seulement deux preuves doivent être apportées devant le tribunal des référés : un contrat de garantie valable et une preuve du défaut de paiement. Dans les 56 pays qui recourent aux procédures simplifiées, l'exécution des garanties prend deux fois moins de temps que dans les pays qui s'en remettent à d'autres mesures judiciaires. Lorsque l'Inde a mis en place des procédures accélérées en 2004, le délai d'exécution des garanties est passé de plus de 9 ans à seulement 6 mois (figure 6.4).

Remarques

1. Bustelo (2007).
2. Djankov, McLiesh et Shleifer (2007).
3. Sorge et Zhang (2007).

Doing Business

Protection des investisseurs

L'année 2006 a été bonne pour les investisseurs mexicains. Une nouvelle loi sur les valeurs mobilières est entrée en vigueur, remplaçant une réglementation désuète et protégeant davantage les investisseurs.¹ Le marché boursier est monté en flèche: les prix des titres ont augmenté de 55% cette année-là. Cette bonne fortune s'est poursuivie en 2007. En juin, les tribunaux ont confirmé cette nouvelle loi contre l'appel de son opposant le plus féroce et l'un des hommes d'affaires les plus riches du pays. Le jugement a préservé les protections qu'offre la loi aux petits actionnaires.² Les prix des actions ont augmenté de plus belle.

Les réformes mexicaines ont aidé les petits investisseurs en assurant une large divulgation de l'information relative aux transactions effectuées avec des parties liées³, en fournissant aux dirigeants et gérants des sociétés des obligations claires et aux investisseurs lésés un accès plus facile aux tribunaux. Les économies qui réglementent les abus de biens sociaux – l'usage des actifs de la société pour des fins personnelles

– affichent des investissements en titres plus élevés et une concentration de la propriété plus basse.⁴ C'est exactement ce qu'a révélé une étude sur la Bulgarie: une protection renforcée des investisseurs grâce à une réforme d'une loi sur les valeurs mobilières datant de 2002 a mis fin à un processus accéléré d'entreprises arrêtant de coter en bourse et a conduit à une hausse de la valeur des actions.⁵

C'est la Nouvelle-Zélande qui offre la meilleure protection contre les abus de biens sociaux (tableau 7.1). Singapour se classe deuxième. Les abus de biens sociaux ne représentent que l'un des échecs en matière de gouvernance des entreprises, mais c'est l'échec qui demeure le plus important. D'autres formes de protections des investisseurs – telles que l'élection des dirigeants, la divulgation des rémunérations ou les règles relatives aux offres publiques d'achat – présentent avant tout un intérêt pour les pays plus riches qui sont en mesure de développer de grands marchés de valeurs mobilières.

TABLEAU 7.1

Où les investisseurs sont-ils protégés et où ne le sont-ils pas ?

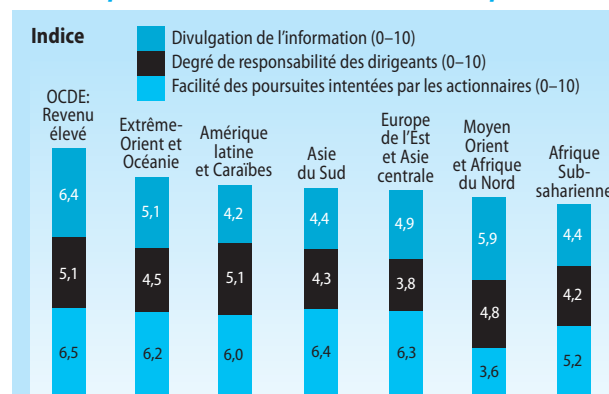
Le plus protégés	Classement	Le moins protégés	Classement
Nouvelle-Zélande	1	Guinée	169
Singapour	2	Micronésie	170
Hong Kong, Chine	3	Palau	171
Malaisie	4	Venezuela	172
Canada	5	Djibouti	173
Israël	6	Surinam	174
Etats-Unis	7	Swaziland	175
Irlande	8	RDP Lao	176
Afrique du Sud	9	Tadjikistan	177
Royaume-Uni	10	Afghanistan	178

Remarque : Les classements reposent sur l'indice de protection des investisseurs. Voir les Notes statistiques pour plus de détails.

Source : Base de données Doing Business.

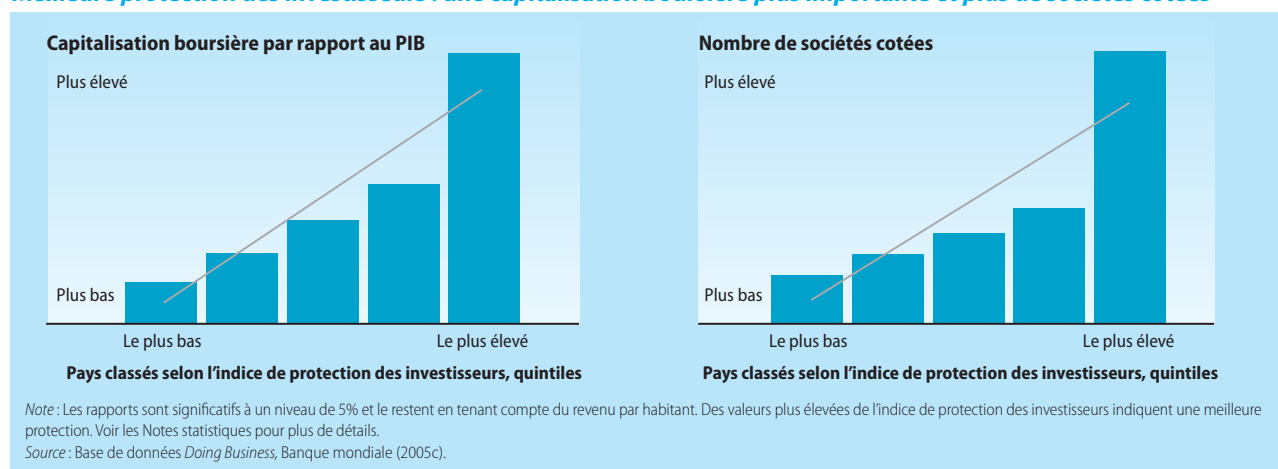
FIGURE 7.1

Moindre protection des investisseurs en Afrique



Source : Base de données Doing Business.

FIGURE 7.2

Meilleure protection des investisseurs : une capitalisation boursière plus importante et plus de sociétés cotées

Plusieurs pays en voie de développement protègent bien les investisseurs. L'Afrique du Sud figure parmi les 10 premiers et l'Île Maurice pointe à la 11^{ème} place. Mais, sur 178 économies, ce sont les plus riches qui règlent le plus les abus de biens sociaux (figure 7.1). Elles exigent une plus grande divulgation de l'information aux entreprises, imposent des devoirs plus importants aux dirigeants et facilitent l'accès aux tribunaux pour les investisseurs qui souhaitent s'opposer aux dirigeants négligents ou frauduleux.

Parmi les différentes régions, l'Amérique latine est celle qui exige le moins de divulgation quant aux transactions effectuées avec des parties liées. Les pays d'Europe de l'Est et d'Asie centrale ne réglementent les obligations des dirigeants que dans des proportions minimales, en imposant des obligations vagues qui ne peuvent pas aisément être contestées. Quant aux tribunaux du Moyen Orient et d'Afrique du Nord, ils empêchent les petits investisseurs de recueillir facilement des preuves. Les investisseurs syriens, par exemple,

ne peuvent pas accéder aux documents internes des sociétés lorsqu'ils portent plainte, si bien qu'il est simple pour les initiés de cacher leurs fautes de gestion.

C'est à la fois la divulgation d'informations et de larges conditions d'approbation et les droits d'action privés des actionnaires minoritaires qui sont importants pour permettre le développement de solides marchés du capital. Les pays qui offrent ces deux types de protections ont des marchés boursiers plus grands et plus actifs, des primes pour blocs de contrôle plus petits et des taux d'admission à la cote officielle plus importants (figure 7.2).⁶ Un exemple: deux mois après l'adoption de nouvelles règles sur les valeurs mobilières en Géorgie, le plus grand producteur de vin a déposé une demande pour être coté à la bourse de Tbilissi et quatre autres sociétés ont fait de même depuis. En outre, les réformes destinées à combattre les abus de biens sociaux sont associées à de plus forts retours sur actions. Les investisseurs sont à la recherche de potentiel de hausse et le trouvent dans les marchés qui réforment.

Qui réforme?

Dix économies ont renforcé la protection de leurs investisseurs en 2006/07 (tableau 7.2). La Géorgie a été le premier pays réformateur. Une loi révisée sur les valeurs mobilières limite les possibilités d'abus sociaux de plusieurs manières. La loi définit la notion de « parties intéressées » dans une transaction et exige l'approbation du conseil de surveillance ou des actionnaires pour les transactions effectuées avec des parties liées. Elle exige que les sociétés informent immédiatement la commission des valeurs mobilières de toute transaction effectuée avec une partie liée et qu'elles mettent en ligne, sur leur propre site Internet ou sur celui de la bourse de Géorgie, une notification relative à l'opération, ses conditions et le conflit d'intérêt. Les sociétés doivent également incorporer ces informations dans leur rapport annuel.

Les réformes géorgiennes permettent également aux investisseurs de porter les actions répréhensibles des dirigeants devant les tribunaux et de demander compensation, y compris un remboursement correspondant aux bénéfices personnels retirés par le dirigeant. Pour obtenir ces dommages et intérêts, les investisseurs doivent seulement prouver que la transaction aurait pu être effectuée dans de meilleurs termes et conditions. « Désormais, les dirigeants réfléchiront à deux fois avant d'effectuer des transactions avec des parties liées », explique un avocat géorgien spécialisé en droit des sociétés. Tout cela a un objectif clair: « Nous avons réformé, nous vous offrons la protection. C'est à votre tour maintenant d'investir en Géorgie », indique un membre du gouvernement.

Le Mozambique s'est placé deuxième en matière de réforme en adoptant un nouveau code du commerce qui a

TABLEAU 7.2

**Plus grande divulgation de l'information:
la réforme la plus populaire en 2006/07****Accroissement des exigences en matière de divulgation de l'information**
Biélorussie, Colombie, Géorgie, Islande, Indonésie, Vietnam**Définition des obligations des dirigeants et des actionnaires**
Géorgie, Mozambique, Portugal**Réglementation de l'approbation des transactions effectuées avec
des parties liées**
Norvège, Slovaquie**Vote d'une nouvelle loi sur les valeurs mobilières**
Vietnam

Source : Base de données Doing Business.

remplacé une législation datant de 1888. Le nouveau code permet de tenir les dirigeants et actionnaires contrôlants responsables de leurs fautes de gestion de quatre manières. D'abord, il permet à l'entreprise le recours par voie subrogatoire, c'est-à-dire des recours intentés au nom de la société par les investisseurs minoritaires contre les dirigeants de cette même société. Deuxièmement, il présente une liste détaillée des obligations du dirigeant envers sa compagnie. Le code précédent assignait aux dirigeants la vague charge d'« agir de bonne foi ». Troisièmement, le code introduit un type spécial de responsabilité concernant les actionnaires contrôlants, notamment pour ce qui est de l'approbation par le conseil d'administration des décisions pouvant nuire à la société. Ces lignes directrices adressées aux actionnaires contrôlants sont exigeantes – et uniques au monde. Enfin, le nouveau code donne aux investisseurs le droit d'examiner les documents de la société. Si les représentants de cette dernière refusent, les investisseurs peuvent se retourner vers des inspecteurs du gouvernement pour ouvrir une enquête.

La réforme a amélioré le score du Mozambique en ce qui concerne l'indice mesurant la responsabilité des dirigeants, qui est passé de 2 à 4, et celui relatif à l'indice de facilité des poursuites intentées par les actionnaires, monté de 6 à 9 et figurant parmi les plus élevés au monde (tableau 7.3). Comme le dit un avocat local: « Plus d'information, plus de chances de gagner au tribunal ».

Le Vietnam a adopté de nouvelles lois sur les valeurs mobilières et les sociétés. La première a mis en place un nouveau centre de commerce et d'échange de titres. La seconde implique une participation des investisseurs dans les principaux actes de la société, comme par exemple, dans le cas de transactions dépassant 35% de la valeur des actifs de la société. La loi permet également une plus grande divulgation d'informations relatives aux transactions effectuées avec les parties liées. De plus, elle introduit des obligations fiduciaires pour les dirigeants, mais ne parvient pas à fournir un moyen de faire appliquer ces devoirs. Aucun tribunal de commerce n'a en effet compétence, au Vietnam, sur les poursuites enga-

TABLEAU 7.3

**Où les protections des investisseurs sont-elles fortes et où
ne le sont-elles pas ?****Indice de divulgation de l'information (0–10)**

Le plus élevé		Le moins élevé	
Bulgarie	10	Afghanistan	0
Chine	10	Albanie	0
France	10	RDP Lao	0
Hong Kong, Chine	10	Maldives	0
Irlande	10	Micronésie	0
Malaisie	10	Palau	0
Nouvelle-Zélande	10	Soudan	0
Singapour	10	Swaziland	0
Thaïlande	10	Suisse	0
Royaume-Uni	10	Tadjikistan	0

Indice mesurant la responsabilité des dirigeants (0–10)

Le plus élevé		Le moins élevé	
Cambodge	9	Bulgarie	1
Canada	9	Chine	1
Israël	9	Afghanistan	0
Malaisie	9	République dominicaine	0
Nouvelle-Zélande	9	Îles Marshall	0
Singapour	9	Micronésie	0
Trinité-et-Tobago	9	Palau	0
Etats-Unis	9	Surinam	0
Hong Kong, Chine	8	Tadjikistan	0
Afrique du Sud	8	Vietnam	0

Indice de facilité des poursuites intentées par les actionnaires (0–10)

Le plus élevé		Le moins élevé	
Kenya	10	Afghanistan	2
Nouvelle-Zélande	10	Cambodge	2
Colombie	9	Syrie	2
Hong Kong, Chine	9	Venezuela	2
Irlande	9	Yémen	2
Israël	9	Guinée	1
Île Maurice	9	Maroc	1
Mozambique	9	Rwanda	1
Singapour	9	Djibouti	0
Etats-Unis	9	Iran	0

Source : Base de données Doing Business.

gées par les investisseurs contre les dirigeants.

L'année dernière, la Biélorussie faisait partie des pays les moins bien notés en matière de divulgation de l'information sur les transactions des sociétés. Cette année, le pays a gagné 22 places au classement en matière de protection des investisseurs. Une nouvelle loi exige une plus large divulgation de l'information, tous les ans, aux actionnaires et l'approbation des transactions effectuées avec des parties liées par des actionnaires désintéressés (ceux n'ayant pas d'intérêt personnel dans l'opération). Mais l'implication des actionnaires dans les décisions les plus importantes a un prix: les dirigeants ne peuvent être tenus responsables de dommages si les actionnaires ont approuvé la transaction. Par conséquent, si un dirigeant persuade une majorité d'actionnaires d'encourager la transaction et que l'affaire tourne mal, la minorité qui s'y

était opposée ne peut porter plainte devant un tribunal.

D'autres pays ont aussi amélioré la divulgation de l'information. L'Islande a étendu à toutes les entreprises publiques non-cotées des exigences relatives à la divulgation immédiate et annuelle, ce qui lui a permis de gagner 17 places au classement de la protection des investisseurs. L'Indonésie exige désormais que des informations plus détaillées sur les activités des sociétés apparaissent dans leur rapport annuel. La Colombie exige que les sociétés cotées, conformément au nouveau décret 3139, fassent état de plus d'informations auprès de leurs investisseurs. Avant la réforme, les sociétés cotées devaient rendre compte des seuls événements « pertinents » ou « extraordinaires » - critères subjectifs laissant le champ libre à des abus. Le nouveau décret conserve le vaste critère de « pertinence » mais établit une liste précise des événements devant être révélés aux autorités financières. Il requiert pareillement qu'une société fournisse des informations extensives avant d'entrer en bourse.

Les pays européens ont continué d'améliorer les protections. La Slovénie exige désormais que les conseils d'administration obtiennent l'aval des actionnaires dans les transactions affectant 25% ou plus des actifs de la société. La Norvège a élargi la définition d'affaires effectuées avec des parties liées devant être soumises à l'accord des actionnaires.

Que réformer?

D'abord, revenir aux fondamentaux. La protection des investisseurs n'est pas la première réforme à faire dans de nombreux pays. Les pays pauvres feraient mieux de commencer par faciliter la création d'entreprise, simplifier l'enregistrement des titres de propriétés et renforcer les lois annexes. Trop de pays font les choses à l'envers. Le Mozambique en est un exemple. La bourse de Maputo a été créée en 1999 avant que le pays n'ait réformé son droit commercial et ses lois sur l'investissement et les échanges. Seule une société du pays y est cotée (une brasserie, Cervejas de Moçambique), en plus d'une société internationale et de cinq obligations d'Etat. Cependant, une révision récente du droit de base des sociétés devrait probablement attirer de nouvelles cotations à la bourse.⁸

Une fois qu'un pays dispose des fondamentaux, il peut aider les investisseurs à se protéger des abus de biens sociaux. Dans ce sens, 43 réformes ont été mises en œuvre dans 34 économies depuis 2005 (tableau 7.4). Hong Kong (Chine) est le réformateur star, figurant chaque année parmi les 10 premiers. Voici les 3 réformes les plus efficaces :

Le Portugal a facilité les recours entrepris par les actionnaires par voie subrogatoire en abaissant le seuil de 5% à 2% du capital. La Finlande et l'Irlande ont mis en œuvre une directive de l'Union européenne destinée à rendre les marchés des capitaux plus transparents.⁷ Et la Commission européenne a engagé des consultations portant sur la création de guichets uniques pour les informations des sociétés (pour les circulaires, rapport annuel et pourcentages de propriété) dans les Etats membres. Grâce à ceux-ci, des investisseurs potentiels à Copenhague par exemple, pourront accéder à des informations portant sur une entreprise en Grèce. Des divergences sur l'harmonisation des formes de divulgation d'information ont retardé la mise en application.

Les marchés financiers les plus actifs se réforment en permanence. Le Japon et le Royaume-Uni disposent de lois sur les sociétés qui ont moins de deux ans. La Commission des Opérations de Bourse des Etats-Unis a émis plus de 50 règlements ou amendements durant les trois dernières années. Et Hong Kong (Chine), devenue une des premières destinations pour les entrées en bourse, a renforcé les exigences de divulgation de l'information durant chacune des 3 dernières années. Une remarque pour les régulateurs de marchés: si les lois de votre pays sur la protection des investisseurs n'ont pas changé au cours des 5 années passées, elles sont périmées.

- Ouvrir les activités de la société à la surveillance des investisseurs
- Exiger l'approbation des actionnaires désintéressés
- Là où les tribunaux sont puissants, aider les investisseurs à engager des poursuites

TABLEAU 7.4

Des solutions simples et où elles ont fonctionné

Augmentation de la divulgation des informations sur les opérations effectuées avec les parties liées

Biélorussie, Canada, Colombie, Géorgie, Islande, Indonésie, Israël, Italie, Mexique, Pakistan, Pérou, Pologne, Roumanie, Espagne, Suède, Thaïlande, Turquie, Royaume-Uni, Vietnam

Définition des obligations des dirigeants et des actionnaires contrôlants

Géorgie, Jamaïque, Mozambique, Namibie, Portugal, Espagne

Réglementation de l'approbation des transactions effectuées avec des parties liées

Israël, Jamaïque, Nouvelle-Zélande, Norvège, Thaïlande

Facilitation des recours intentés contre les dirigeants

Allemagne, Corée, Mexique, Tanzanie

Renforcement des comités de contrôle des comptes

Costa Rica, Inde, Indonésie, Thaïlande

Donner aux actionnaires l'accès aux documents de la société

Chine, Hong Kong (Chine), Mozambique

Alourdir les sanctions pour abus de biens sociaux

Malaisie, Pakistan

Source : Base de données Doing Business.

Ouvrir les activités de la société à la surveillance des investisseurs

La protection des investisseurs commence par la transparence des affaires de l'entreprise. Demander des rapports publics pour les transactions importantes qui impliquent les dirigeants, comme en Pologne. Impliquer davantage les investisseurs dans les décisions de l'entreprise, comme en Afrique du Sud. Et ouvrir les comptes de l'entreprise pour inspection, comme en Egypte. Les investisseurs ont besoin de savoir les intérêts qu'ont les dirigeants dans les affaires qu'ils proposent, afin de pouvoir empêcher les activités nuisibles – ou de les poursuivre en justice pour dommages et intérêts.

Il est possible d'obtenir une plus grande divulgation d'information, dans les pays riches comme dans les pays pauvres. Internet permet de diffuser, à peu de frais, des informations portant sur les finances et la propriété d'actions. La Malaisie et la Thaïlande, aux règles de révélation d'information qui comptent parmi les plus rigoureuses, exigent une large diffusion en ligne des transactions effectuées avec des parties liées, avant qu'elles ne fassent l'objet d'un vote par les actionnaires désintéressés de la société. Le Ghana exige des dirigeants qu'ils exposent aux autres membres du conseil d'administration leurs intérêts personnels dans les transactions proposées, en détaillant la nature et l'étendue de ceux-ci. Si la transaction est approuvée, le rapport annuel de la société doit présenter l'intégralité des conditions de l'accord et du conflit d'intérêt du dirigeant. En Suisse, au contraire, aucune divulgation publique d'information n'est exigée, pas même dans le rapport annuel.

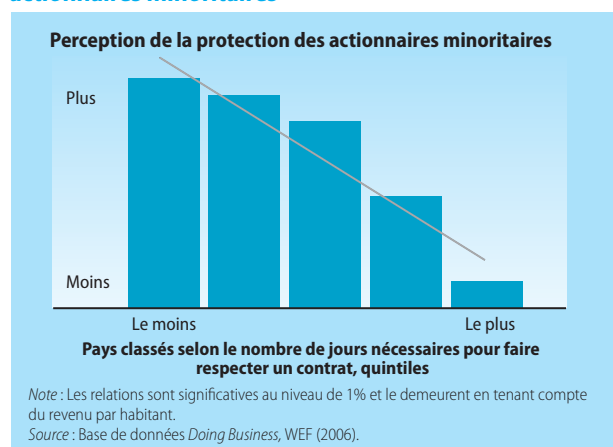
Exiger l'approbation des actionnaires désintéressés

En Colombie et dans deux autres douzaines de pays, les transactions effectuées avec les parties liées provoquent automatiquement un vote des actionnaires désintéressés de l'entreprise. Dans neuf de ces pays, un auditeur externe vérifie de façon exhaustive la transaction et présente un rapport aux actionnaires avant que le vote n'ait lieu. A titre de comparaison, en Equateur, des opérations importantes impliquant des initiés de la société ne nécessitent la signature que d'une personne: un gérant, un dirigeant, un président, ou toute personne désignée par la réglementation. C'est la porte ouverte aux abus.

L'approbation des actionnaires peut être cependant facilement sapée par certaines lacunes. Les investisseurs camerounais votent sur les transactions avec des parties liées des mois après que celles-ci ont été effectuées. Il est alors trop tard pour défaire une mauvaise opération. Les actionnaires minoritaires libanais votent lors de l'assemblée annuelle sur toutes les transactions avec des parties liées prévues pour l'année suivante: cela réduit l'implication des actionnaires à un coup de tampon dénué de sens. D'autres pays, tels que la Slovaquie,

FIGURE 7.3

Des tribunaux efficaces permettent de protéger les actionnaires minoritaires



continuent d'exonérer les transactions avec des parties liées de la surveillance des actionnaires tant que celles-ci font partie du « cours ordinaire des affaires ». Le problème est que le droit slovaque ne définit pas ce qui ne fait pas partie de ce « cours ordinaire des affaires ». Les sociétés se passent donc facilement de l'autorisation des actionnaires.

Là où les tribunaux sont puissants, aider les investisseurs à engager des poursuites

Beaucoup de pays limitent les recours privés intentés par les investisseurs, préférant s'en remettre aux inspecteurs du gouvernement pour surveiller les activités des entreprises. Cela présente deux inconvénients. Premièrement, aucun gouvernement n'est en mesure d'enquêter sur tous les crimes, notamment dans les pays pauvres. Deuxièmement, les sanctions pénales payées à l'Etat ne permettent en rien de rembourser les investisseurs de la perte de leur investissement. Lorsque ces investisseurs peuvent intenter des recours, les dommages et intérêts vont directement compenser leur perte ou celle de la société lésée.

Hong Kong (Chine) procède de la bonne manière. Une réglementation stricte de la divulgation des informations expose les décisions de la société aux investisseurs, aux régulateurs et à la presse quasi immédiatement. Les investisseurs mécontents peuvent poursuivre les dirigeants pour de multiples délits: notamment, enrichissement personnel inapproprié, oppression des intérêts des actionnaires minoritaires et négligence dans la gestion de l'entreprise. Une fois au tribunal, les investisseurs plaignants ont un accès complet aux documents de l'entreprise afin de trouver des preuves susceptibles de leur donner raison. Le Cambodge s'est arrêté à mi-chemin: il permet aux investisseurs de poursuivre les initiés de la société pour une variété de délits, mais les tribunaux empêchent les plaignants de recueillir les preuves nécessaires

pour obtenir gain de cause.⁹ Et le résultat? Aucun recours n'est intenté puisqu'apporter des preuves est presque impossible.

Même les meilleures règles sont inutiles si les tribunaux sont faibles. La Papouasie-Nouvelle-Guinée, les Maldives et la Slovénie offrent de fortes protections sur le papier, permettant ainsi aux investisseurs de porter plainte et d'amasser des preuves. Mais même de simples litiges commerciaux prennent du temps à être résolus: respectivement 591, 665 et 1350 jours. Moins d'abus sont exercés à l'encontre des investisseurs là où les tribunaux fonctionnent bien (figure 7.3).

Remarques

1. Voir Johns et Lobet (2007).
2. Jesus Aranda, "Niega la Corte a Tv Azteca amparo contra artículos de la ley del mercado de valores," La Jornada, 28 juin 2007, <http://www.jornada.unam.mx/2007/06/28/index.php?section=economia&article=025n1eco>.
3. Les transactions entre un dirigeant ou un actionnaire majoritaire et l'entreprise, comme dans l'exemple considéré par *Doing Business*.
4. Djankov et autres (à paraître).
5. Atanasov, Ciccotello et Gyoshev (2006).
6. Voir Djankov et autres (à paraître).
7. Directive de l'Union européenne 2004/109/CE.
8. Moss (2006).
9. Cigna et Enriques (2005).

Doing Business

Paieement des taxes et impôts

« En Suède, nous payons nos taxes et impôts en ligne. L'impôt sur les sociétés, la taxe sur la valeur ajoutée, les cotisations sociales et l'impôt foncier sont déclarés via un seul formulaire. Tout le monde ne fait-il pas pareil? », interroge Astrid, une patronne d'entreprise suédoise.

Pas encore. En Papouasie-Nouvelle-Guinée, en Syrie ou au Zimbabwe, les formulaires d'impôts sont présentés en personne à l'office des impôts et font l'objet d'une «discussion» avec un agent du fisc pour s'assurer que les calculs sont exacts. Pour respecter la réglementation sur les taxes et cotisations¹ de la République démocratique du Congo, une entreprise doit effectuer 89 paiements par an, y passer 106 jours et payer 65,4% de ses bénéfices. Entre-temps, l'entreprise doit remplir 50 pages de formulaires pour l'impôt sur le revenu des sociétés, 50 autres pour les charges et cotisations salariales et 36 pour les impôts sur la consommation. La Biélorussie et l'Ukraine sont

les seules à connaître un système fiscal plus contraignant.

La facilité de payer des impôts peut varier entre le remplissage d'un unique formulaire en ligne en Suède et le versement de 124 paiements par an en Biélorussie. Les investisseurs font leurs choix en fonction de cela. Les pays où plus de paiements sont requis, connaissent un nombre d'entreprises formelles par habitant moins élevé et des taux de création d'entreprise plus bas (figure 8.1).² Au Brésil, par exemple, le programme Simples qui atténue les obligations pour les petites entreprises en matière d'impôts, a permis d'augmenter de 13% le nombre d'entreprises inscrites dans le secteur du détail par rapport à l'année précédant le début du programme.³

Les pays qui facilitent le paiement des impôts et cotisations témoignent également d'une participation plus importante de la main d'œuvre et de taux de chômage plus bas parmi les femmes.⁴ La raison en est simple: un système

FIGURE 8.1

Plus de cotisations et d'impôts lourds, moins d'entreprises formelles

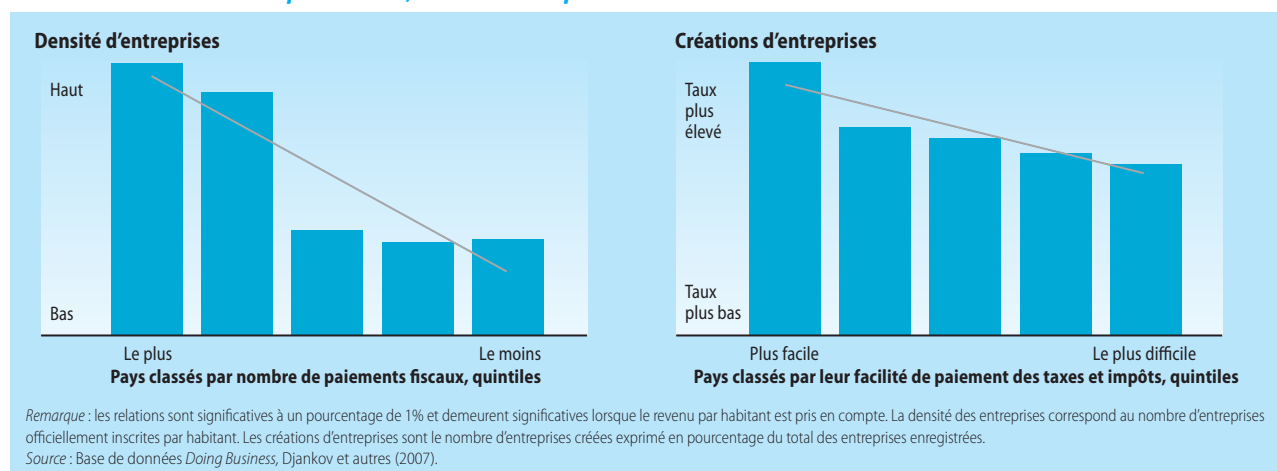


TABLEAU 8.1

Où est-il le plus facile de payer taxes et impôts ?

Le plus facile	Classement	Le plus difficile	Classement
Maldives	1	Panama	169
Singapour	2	Jamaïque	170
Hong Kong, Chine	3	Mauritanie	171
Emirats arabes unis	4	Bolivie	172
Oman	5	Gambie	173
Irlande	6	Venezuela	174
Arabie Saoudite	7	République centrafricaine	175
Koweït	8	République du Congo	176
Nouvelle-Zélande	9	Ukraine	177
Kiribati	10	Biélorussie	178

Remarque : Les classements sont la moyenne des classements de chaque pays en matière de procédures, délais et du total à payer. Voir les Notes statistiques pour plus de détails.

Source : Base de données Doing Business.

fiscal pesant nuit de façon disproportionnée aux entreprises plus petites, notamment dans le secteur des services où la plupart des femmes travaillent. En Colombie où le nombre de femmes au chômage est de deux fois plus élevé que celui des

hommes, les petites entreprises doivent payer 82,4% de leurs bénéfices commerciaux, effectuer 69 paiements d'impôts par an et y passer 47 jours afin de respecter toutes les obligations fiscales. Cela est en train de changer grâce à une nouvelle loi fiscale votée par le congrès fin 2006.

Il y a de bonnes nouvelles: payer des taxes et impôts est devenu plus facile, notamment en Europe de l'Est et en Asie centrale, régions qui ont connu le plus de réformes en 2006/07. Les rentrées fiscales ont également progressé. La République tchèque, par exemple, a assisté à une augmentation de ses revenus d'impôts de 2% après avoir réduit son impôt sur le revenu des sociétés entre 2004 et 2005.⁵ Cela correspond à une tendance mondiale sur le long terme: le fardeau fiscal pesant sur les entreprises a diminué tous les ans depuis 1985.⁶ Quelques régions, notamment une grande partie de l'Afrique, certains pays de l'ex Union soviétique et plusieurs d'Amérique latine, doivent encore rattraper leur retard (tableau 8.1).

Qui réforme?

Trente et une économies ont facilité le paiement des taxes et impôts en 2006/07. La réforme la plus populaire a été de réduire le taux de l'impôt sur le revenu des sociétés, réforme mise en vigueur dans 27 économies (tableau 8.2). La Moldavie, la Mongolie, la Sierra Leone, la Syrie, la Turquie et l'Uruguay ont procédé à de profondes modifications de leur code des impôts. La Colombie, Israël, la République kirghize, l'Afrique du Sud, l'Uruguay et l'Ouzbékistan ont diminué le nombre d'impôts payés par les entreprises en regroupant ou supprimant des taxes. L'Azerbaïdjan, la Bulgarie, la Colombie, le Lesotho, la Malaisie, les Pays-Bas, la Turquie et l'Ouzbékistan ont simplifié le processus de paiement d'impôts en introduisant ou en élargissant le recours aux procédures électroniques et en diminuant la fréquence des paiements.

Le Bangladesh, la République dominicaine, la Hongrie, le Venezuela et le Zimbabwe ont accentué la charge fiscale sur les entreprises. Le Bangladesh a augmenté son taux d'impôt sur le revenu des sociétés, qui est passé de 37,5% à 40% des bénéfices. Seuls les Comores et São Tomé-et-Principe ont des taux d'impôt sur le revenu des sociétés plus élevés. La République dominicaine a voté une loi forçant les sociétés à présenter des reçus tous les mois. La Hongrie a introduit un impôt temporaire de 4% sur les bénéfices (impôt de solidarité) et a augmenté les cotisations salariales des employeurs de 3,5% - les deux, dans le but de réduire le déficit budgétaire. Le Venezuela a introduit trois nouveaux impôts. Le Zimbabwe a augmenté l'impôt sur les routes et celui sur les transactions par chèque. Il a également introduit un nouveau formulaire d'impôt sur les sociétés qui devrait accompagner

chaque paiement trimestriel. Cela a augmenté de 40 heures par an le temps passé à s'assurer que les obligations fiscales ont été respectées.

La Bulgarie a été le premier pays réformateur en 2006/07: ils ont réduit l'impôt sur les sociétés de 15 à 10% et les charges salariales des employeurs de 7% (tableau 8.3). Et pour ce qui est de l'impôt sur le revenu des sociétés et les cotisations de sécurité sociale, les dépôts en ligne sont devenus communs.

La Turquie s'est placée deuxième en matière de réformes, en réduisant le taux maximum d'impôt sur le revenu des sociétés de 30% en 2005 à 20% en 2006 et lançant un nouveau code de l'impôt sur les sociétés. La Turquie a éga-

TABLEAU 8.2

Réduire les taux d'imposition : la réforme la plus courante en 2006/07**Réduction de l'impôt sur les bénéfices**

Azerbaïdjan, Bulgarie, Colombie, Côte d'Ivoire, Grèce, Israël, Kazakhstan, Rép. Kirghize, Lesotho, Macédoine, Malaisie, Île Maurice, Mexique, Moldavie, Mongolie, Pays-Bas, Portugal, Slovaquie, Afrique du Sud, Espagne, Syrie, Trinité-et-Tobago, Tunisie, Turquie, Uruguay, Ouzbékistan, Cisjordanie et Bande de Gaza

Réduction des taxes ou des cotisations salariales

Albanie, Bulgarie, Israël, République Kirghize, Mexique, Moldavie, Pays-Bas, Roumanie, Seychelles, Slovaquie, Afrique du Sud, Ouzbékistan

Simplification de la procédure de paiement des taxes et impôts

Azerbaïdjan, Bulgarie, Colombie, Lesotho, Malaisie, Pays-Bas, Turquie, Ouzbékistan

Révision du Code des impôts

Moldavie, Mongolie, Sierra Leone, Syrie, Turquie, Uruguay

Taxes ou impôts supprimés

Colombie, Israël, République Kirghize, Afrique du Sud, Uruguay, Ouzbékistan

Source : Base de données Doing Business.

TABLEAU 8.3

Principales baisses des impôts sur le revenu des sociétés en 2006/07

Région	Changement du taux d'impôt sur le revenu des sociétés (%)
Europe de l'Est et Asie centrale	Azerbaïdjan 24 à 22
	Bulgarie 15 à 10
	République Kirghize 20 à 10
	Macédoine 15 à 12
	Moldavie 18 à 15
	Slovénie 25 à 23
	Turquie 30 à 20
Afrique Sub-saharienne	Ouzbékistan 15 à 12
	Côte d'Ivoire 35 à 27
	Lesotho 35 à 25
	Île Maurice 25 à 22,5
Amérique latine et Caraïbes	Afrique du Sud 12,5 à 10 ^a
	Colombie 35 à 34
	Mexique 29 à 28
	Trinité-et-Tobago 30 à 25
OCDE : Revenu élevé	Uruguay 30 à 25
	Grèce 29 à 25
	Pays-Bas 29,6 à 25,5
	Portugal 27,5 à 26,5
Moyen Orient et Afrique du Nord	Espagne 35 à 32,5
	Israël 31 à 29
	Syrie 35 à 28
	Tunisie 35 à 30
Extrême-Orient et Océanie	Cisjordanie et Bande de Gaza 16 à 15
	Malaisie 28 à 27
	Mongolie 30 à 25

a. Données pour les taxes supplémentaires sur les sociétés, à payer en plus des impôts sur le revenu des sociétés.

Source : Base de données Doing Business.

lement diminué la taxe sur les intérêts de 18 à 15 % en 2006 et a simplifié d'autres impôts, tels que ceux sur la propriété et les transactions par chèque. Elle a de même amélioré la déclaration en ligne, diminuant ainsi de 31 heures le temps nécessaire aux entreprises pour s'assurer que les obligations fiscales ont été respectées.

Un tiers des réformes effectuées en 2006/07 peut être attribué à l'Europe de l'Est et l'Asie centrale. En plus de la Bulgarie, huit pays ont diminué l'impôt sur le revenu des sociétés et six les cotisations sociales payées par les employeurs. L'Ouzbékistan a diminué l'impôt sur les sociétés, qui est passé de 15% en 2005 à 12% en 2006 et 10% en 2007. Il a progressivement réduit les cotisations salariales de 33% en 2004 à 24% en 2007. Par ailleurs, il a étendu le régime de paiement unique des impôts pour les petites entreprises. C'est la Moldavie qui prend la mesure la plus ambitieuse: réduire l'impôt sur le revenu des sociétés de 15 à 0% en 2008, après une première baisse en 2006 d'un taux original de 18%. La Macédoine s'est engagée à réduire l'impôt sur le revenu des sociétés de 15% en 2006 à 12% en 2007 et 10% en 2008.

En Europe de l'Est, la principale source de motivation

TABLEAU 8.4

Qui simplifie le paiement des impôts et taxes ?**Paiements (nombre par année)**

Le moins		Le plus	
Maldives	1	Venezuela	70
Suède	2	Jamaïque	72
Hong Kong, Chine	4	République Dominicaine	74
Norvège	4	République Kirghize	75
Singapour	5	Montenegro	88
Afghanistan	6	République du Congo	89
Kiribati	7	Roumanie	96
Lettonie	7	Ukraine	99
Île Maurice	7	Ouzbékistan	118
Nouvelle-Zélande	8	Biélorussie	124

Délais (heures par année)

Le moins		Le plus	
Maldives	0	République Tchèque	930
Emirats arabes unis	12	Azerbaïdjan	952
Singapour	49	Vietnam	1 050
Luxembourg	58	Bolivie	1 080
Oman	62	Arménie	1 120
Suisse	63	Nigéria	1 120
Nouvelle-Zélande	70	Biélorussie	1 188
Ste. Lucie	71	Cameroun	1 400
Irlande	76	Ukraine	2 085
Seychelles	76	Brésil	2 600

Total à payer (% du bénéfice brut)

Le plus bas		Le plus haut	
Vanuatu	8,4	Erythrée	84,5
Maldives	9,1	Ouzbékistan	96,3
Emirats arabes unis	14,4	Mauritanie	107,5
Koweït	14,4	Argentine	112,9
Arabie Saoudite	14,5	Biélorussie	144,4
Zambie	16,1	République centrafricaine	203,8
Cisjordanie et Bande de Gaza	17,1	Rép. démocratique du Congo	229,8
Botswana	17,2	Sierra Leone	233,5
Samoa	19,8	Burundi	278,7
Lesotho	20,8	Gambie	286,7

Source : Base de données Doing Business.

pour simplifier les impôts est celle d'adhérer à l'Union Européenne et d'y être compétitif. Cela a pour effet d'exercer une pression sur les pays d'Europe occidentale afin de simplifier les impôts aussi. Les Pays-Bas ont réduit le taux maximal de leur impôt sur les sociétés, le faisant passer de 31,5% en 2005 à 29,6% en 2006 et 25,5% en 2007. Le pays a de même baissé trois de ses cotisations salariales. Il a enfin introduit le dépôt en ligne des déclarations pour les cotisations de sécurité sociale, facilitant ainsi de manière significative le processus de paiement des impôts.

Six pays ont procédé à des réformes en Afrique. La Sierra Leone a baissé une imposition en cascade de la taxe sur les ventes – une taxe spécifique aux matières premières qui ne peut pas être déduite lors de la vente du produit final - qui

est passée de 15 à 10%. Il est probable que le pays complète le processus l'année prochaine, en remplaçant cette taxe par une sur la valeur ajoutée. Quatre autres pays africains ont diminué leur impôt sur les bénéfices et deux les cotisations salariales. Mais l'Afrique reste la région aux taux d'imposition les plus élevés: la République centrafricaine, la République démocratique du Congo, la Sierra Leone, le Burundi et la Gambie exigent tous que les entreprises paient plus de 200% de leurs bénéfices (tableau 8.4).

En Amérique latine et dans les Caraïbes, Trinité-et-Tobago a procédé à la plus forte baisse du total à payer: 5% de l'impôt sur les bénéfices. L'Uruguay a voté une nouvelle loi fiscale qui supprime 15 impôts, simplifie les cotisations sociales et baisse l'imposition des bénéfices, l'impôt sur le revenu individuel et les taxes sur la valeur ajoutée. La Colombie a supprimé le système d'ajustement à l'inflation, facilitant de la sorte le calcul des impôts.

Quatre économies du Moyen Orient et d'Afrique du Nord ont rendu leurs lois fiscales plus accueillantes pour les affaires. Tandis que les réformes se concentraient principalement sur l'impôt sur les bénéfices, certains pays sont allés au-delà. Israël a supprimé les droits de timbre. La Syrie a élaboré une unité spécialisée pour les gros contribuables afin de simplifier le processus de paiement d'impôts pour les grandes entreprises.

Que réformer ?

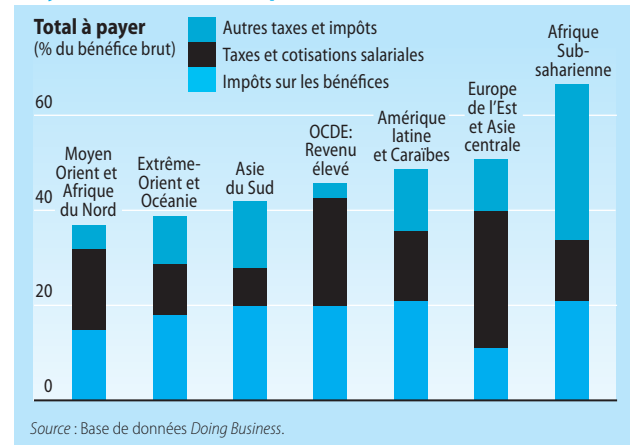
Les réformes des impôts sont généralement sujettes à controverse, provoquant des débats politiques intenses. Le choix est souvent perçu comme laissant l'alternative entre, d'une part, des taux plus bas et plus de votes mais potentiellement moins de rentrées fiscales pour le gouvernement et, d'autre part, des taux plus élevés et des électeurs insatisfaits mais des déficits fiscaux potentiellement réduits. En réalité, il n'y a, le plus souvent, pas de compromis à faire entre les rentrées fiscales et les votes. Depuis 2005, les 90 réformes effectuées à travers 65 économies ont fait apparaître 4 réformes comme ayant récolté le plus de succès :

- Introduire les procédures en ligne
- Combiner les taxes et impôts
- Simplifier l'administration fiscale
- Baisser les taux d'imposition et élargir l'assiette fiscale.

Sur ces 65 économies, 4 ont amélioré leur système fiscal chaque année : l'Albanie, la Bulgarie, le Mexique et la Moldavie. Dix-huit autres ont effectué des réformes par deux fois : la République tchèque, l'Estonie, le Ghana, la Grèce, la Hongrie, l'Inde, Israël, la Lettonie, le Lesotho, la Lituanie, le Maroc, les Pays-Bas, le Pakistan, le Sénégal, la Sierra Leone, l'Espagne, la Turquie et l'Ouzbékistan.

FIGURE 8.2

Les impôts et taxes sur les entreprises au plus bas au Moyen Orient et en Afrique du Nord



Seuls deux pays ont procédé à des réformes en Extrême Orient et en Océanie, région qui affiche le deuxième plus bas taux d'imposition (figure 8.2). La Mongolie a mis en oeuvre de nouvelles lois portant sur l'impôt sur le revenu des sociétés, la taxe sur la valeur ajoutée et l'impôt sur le revenu individuel, y compris un nouvel impôt à taux unique sur le revenu individuel. La Malaisie a baissé d'un point l'impôt sur les bénéfices (avec une réduction supplémentaire d'un point prévue pour 2008) et simplifié le dépôt en ligne des déclarations d'impôts.

Introduire les procédures en ligne

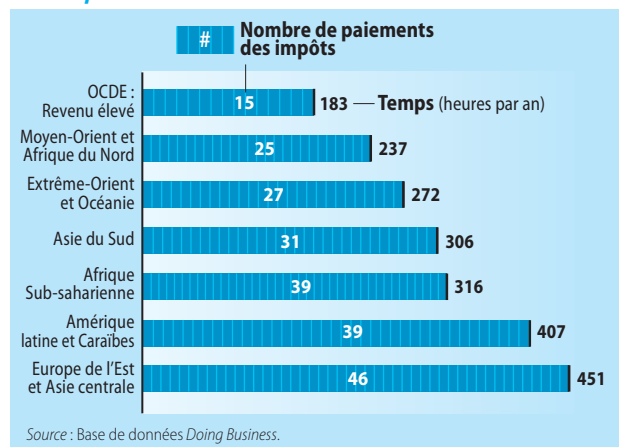
Un quart des pays du monde disposent de déclarations et de paiements en ligne des taxes sur les affaires. Cela signifie : pas besoin de formulaires papier – et pas besoin de contact personnel avec les agents des impôts. Un tiers des pays du monde utilisent désormais des moyens de paiement électroniques tels que les virements bancaires – et la moitié utilise le paiement par chèque. Au Mozambique, l'administration fiscale favorise les paiements par chèque en les traitant plus rapidement que les virements bancaires. Mais ce choix n'a pas été sans provoquer d'incident : certains chèques ont été déposés sur des comptes appartenant à des agents du fisc.

Combiner les taxes et impôts

Près de la moitié des pays ont plus d'un impôt ou d'une cotisation salariale, 27% ont plus d'un type d'impôt sur les bénéfices et 41% plus d'un type d'impôt sur la propriété. Si l'assiette est la même (les salaires, les bénéfices ou la valeur de la propriété), pourquoi ne pas tout simplement les combiner ? Un grand nombre de taxes et d'impôts alourdit le fardeau bureaucratique, pour le contribuable comme pour l'administration fiscale. La Pologne a les frais administratifs de collecte des impôts les plus élevés des pays de l'OCDE, soit 2,62% des rentrées fiscales.⁷ Pourquoi ? Parce qu'une entreprise doit

FIGURE 8.3

S'acquitter de ses obligations fiscales, plus pesant en Europe de l'Est et en Asie centrale



effectuer 41 paiements par an pour les impôts, dont quatre cotisations salariales différentes. De nombreux pays d'Europe de l'Est et d'Asie centrale affichent un fardeau similaire (figure 8.3). En Suède, au contraire, l'administration fiscale coûte seulement 0,59% des rentrées, étant donné que toutes les taxes pesant sur les entreprises peuvent être payées en ligne.

Plusieurs pays ont des paiements d'impôts combinés. La Bosnie-Herzégovine regroupe trois cotisations salariales – l'Uruguay, quatre – en un seul paiement mensuel. Au Portugal, les entreprises peuvent payer conjointement deux taxes sur les bénéfices.

Simplifier l'administration fiscale

Plus de la moitié des pays exigent des cahiers de compte spéciaux pour les impôts. Deux cinquièmes d'entre eux jouissent de plus d'une loi par type d'impôt ou de taxe. Les entreprises passent donc beaucoup de temps à s'acquitter de leurs obligations fiscales (figure 8.4). Complexifier la réglementation

FIGURE 8.4

Plus de complexité, plus d'impôts coûteux en temps

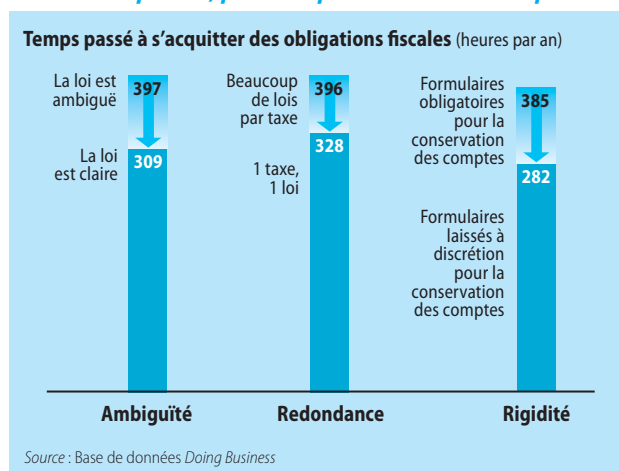
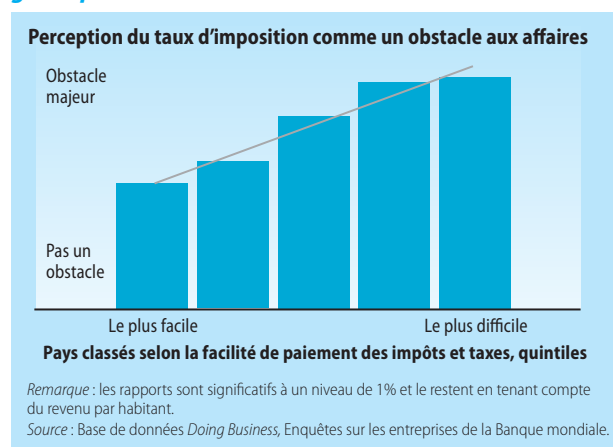


FIGURE 8.5

Un taux d'imposition plus élevé, un obstacle plus grand pour les affaires



fiscale pour les entreprises a peu de chances de rapporter plus de rentrées, bien au contraire. Les pays qui n'exigent pas de cahier de comptes spécifique récupèrent 10% de plus de rentrées fiscales (en pourcentage de PIB), en moyenne, que les pays qui le font. Enfin, disposer d'un droit fiscal clair permet d'augmenter ces rentrées fiscales de 6% en moyenne.⁸

La transparence sur les règles d'audit peut vraiment faire la différence. Alors qu'une large majorité de pays disposent d'un système d'auto-évaluation pour calculer les taxes et impôts, seuls 16% d'entre eux font usage d'une analyse des risques comme base de leurs contrôles des impôts. Cependant, les contrôles des impôts ouvrent potentiellement le champ à la corruption. Utiliser des règles claires (voire même une analyse statistique) pour déterminer qui procède à l'audit et comment elle est menée peut réduire ce risque et augmenter les rentrées fiscales. Effectivement, les pays dont les contrôles des comptes se basent sur une analyse des risques jouissent de rentrées fiscales plus élevées en pourcentage du PIB (18% de plus en moyenne) malgré des taux d'imposition plus faibles.

La raison, c'est que les entreprises ont moins intérêt à cacher leurs revenus. Un exemple : une étude des économies en transition de 2007 révèle que les entreprises qui reçoivent des contrôles fiscaux fréquents ont 17% de moins de chances d'emprunter aux banques. Elles préfèrent faire appel à des prêteurs informels. L'argent emprunté reste ainsi en dehors des livres de comptes destinés aux impôts.⁹

Réduire les taux d'imposition et élargir l'assiette

Des taux d'imposition élevés peuvent pousser les entreprises vers le secteur informel (figure 8.5). En République démocratique du Congo, où les taxes et impôts sont deux fois plus élevés que les bénéfices commerciaux pour une entreprise dont la marge de profit est de 20%, les entreprises ont largement intérêt à évader les impôts. Et effectivement, la moitié de

l'activité industrielle se situe dans le secteur informel.¹⁰ Des pays comme celui-ci peuvent augmenter leurs rentrées fiscales en diminuant les taux et en persuadant plus d'entreprises de respecter le nouveau système fiscal. Cette stratégie peut aussi s'avérer payante pour les pays connaissant un secteur informel moins important. La Grèce a vu ses rentrées fiscales venues des entreprises passer de 4 à 5% du PIB après avoir diminué son taux d'impôt sur les sociétés en 2005.

Remarques

1. *Doing Business* mesure les taxes, impôts et cotisations payés par une entreprise standard. L'indicateur comprend les impôts et taxes tels que définis par la comptabilité nationale (paiements obligatoires sans contrepartie versés aux administrations publiques) ainsi que les cotisations obligatoires telles que les paiements versés à la sécurité sociale des employés pour lesquels l'obligation pèse sur l'employeur. Voir les Notes statistiques pour plus de détails.
2. Djankov et autres (2007).
3. Monteiro et Assunção (2006).
4. Alesina et Ichino (2007) et Azmat, Guell et Manniig (2006).
5. Banque mondiale, Base de données *World Development Indicators*.
6. Slemrod (2004).
7. OCDE (2007).
8. Banque mondiale, Base de données *World Development Indicators*.
9. Safavian et Wimpey (2007).
10. Schneider (2005).

Doing Business

Commerce transfrontalier

Tarik, exportateur de poissons du Yémen, connaît les avantages à reformer : “Si j’exporte du thon frais en Allemagne, j’en obtiens 5,20\$ le kilo. Si j’exporte du thon congelé au Pakistan, je reçois 1,10\$ par kilo. J’aimerais que tous mes produits partent en Allemagne. Mais cela prend tellement de temps pour se soumettre aux procédures d’exportation que la qualité du thon frais devient mauvaise. C’est ainsi que seulement 15% du poisson est envoyé en Allemagne. Mon usine exporte 2 000 tonnes de thon par an. Faites le calcul.” Il en est ainsi : Tarik perd 7 millions de dollars par an car exporter depuis le Yémen prend en moyenne 33 jours.

Vingt-quatre pays ont facilité le commerce transfrontalier en 2006/07. Le Yémen n’en fait pas partie. La plupart des pays ont accéléré la délivrance des licences d’importation et d’exportation. Des réformes ont été opérées dans des pays riches comme l’Autriche, dans les grands marchés émergents

comme le Brésil, l’Inde et la Thaïlande et dans des pays pauvres comme Djibouti et l’Ouganda. L’Afrique est en tête, avec un tiers des réformes à son actif. A l’échelle mondiale, le temps nécessaire pour s’acquitter des formalités d’exportation a diminué pratiquement d’une journée (figure 9.1).

Pourtant, dans de nombreux pays, le commerce transfrontalier est plus compliqué qu’il devrait l’être. Il faut 57 jours aux exportateurs de République centrafricaine pour s’acquitter de toutes les formalités d’exportation. L’exportateur doit fournir 8 documents à un ensemble d’organismes publics et dépenser 4 581\$ avant que le conteneur ne quitte le port de Yaoundé, situé dans son pays voisin le Cameroun. Cela place la République centrafricaine à la 172^{ème} place du classement de la facilité du commerce transfrontalier (tableau 9.1). En Angola, un navire arrivant dans le port de Luanda doit attendre 8 jours avant d’amarrer. Pendant la saison des pluies, le

FIGURE 9.1

Accélérer le commerce transfrontalier, en particulier en Asie du Sud

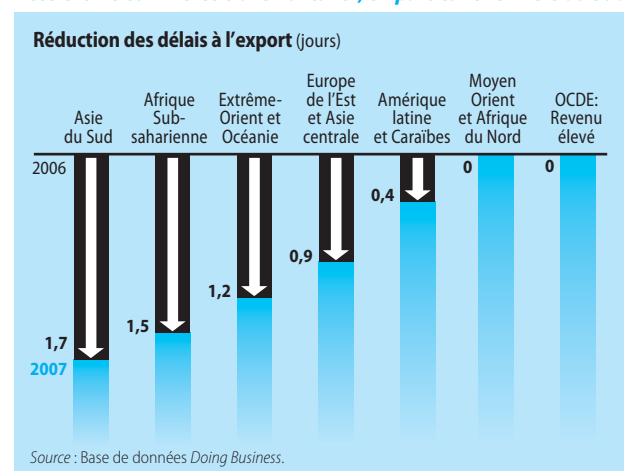


TABLEAU 9.1

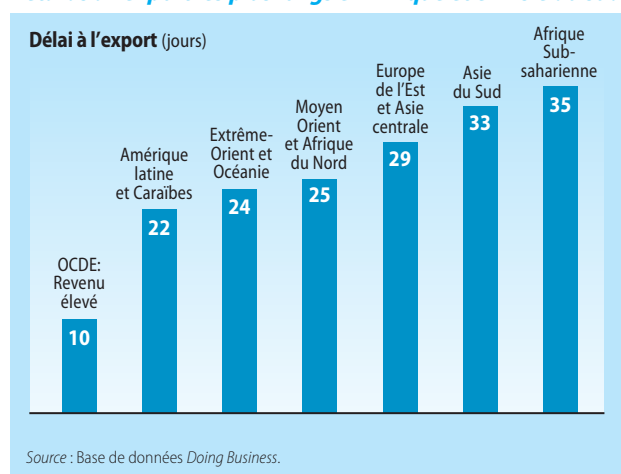
Dans quel pays le commerce transfrontalier est-il le plus facile et le plus difficile?

Le plus facile	Classement	Le plus difficile	Classement
Singapour	1	Zimbabwe	169
Danemark	2	Burkina Faso	170
Hong Kong, Chine	3	République du Congo	171
Norvège	4	République centrafricaine	172
Finlande	5	Azerbaïdjan	173
Suède	6	Afghanistan	174
Estonie	7	Irak	175
Israël	8	Tadjikistan	176
Panama	9	République kirghize	177
Allemagne	10	Kazakhstan	178

Remarque : Le classement est la moyenne des classements de chaque pays en matière de documents, délais et coûts à l’import et à l’export. Voir les notes statistiques pour plus de détails.

Source : Base de données Doing Business.

FIGURE 9.2

Retards à l'export les plus longs en Afrique et en Asie du sud

temps d'attente peut atteindre 14 jours.

Les retards d'import ou d'export sont à l'origine des pertes. Les retards les plus importants sont constatés en Afrique (figure 9.2). Chaque jour supplémentaire de retard pour un produit exporté réduit les exportations de plus de 1%. Pour les produits agricoles périssables, une réduction des

délais d'attente de 10% augmente les exportations de plus de 30%¹. Souvent, quelques jours de moins seulement pour les formalités d'exportation peuvent vous permettre d'accéder au marché. Demandez sinon à Tarik.

Il y a d'autres avantages à reformer. Dans une étude conduite auprès de grandes multinationales, 65% ont indiqué qu'elles feraient de nouveaux investissements en Afrique et au Moyen-Orient si le commerce transfrontalier était plus simple.² Au lieu de cela, nombre d'entre elles préfèrent s'implanter en Europe de l'Est, plus près de chez elles. Un exemple : en 2005, la Tunisie a perdu l'offre pour une nouvelle usine d'un fabricant automobile allemand ainsi que les 1 700 emplois qui auraient ainsi été créés. C'est la Roumanie qui a été choisie à la place.³

Faciliter le commerce transfrontalier peut permettre de diversifier l'export et stimuler l'emploi.⁴ Dans les pays en voie de développement, ce sont les femmes qui y trouvent le plus grand intérêt, étant donné que la main-d'œuvre féminine domine nombre d'industries tournées vers l'exportation. Au Kenya, par exemple, les femmes représentent 75% des travailleurs dans le secteur de la fleur coupée, le plus grand exportateur du pays.⁵

Qui réforme?

L'Inde a été le premier réformateur en matière de commerce transfrontalier en 2006/07. Elle a mis en place des déclarations en douane en ligne pour les importations et les exportations. Les navires qui arrivent soumettent désormais leur manifeste de cargaison par voie électronique, ce qui permet de commencer la procédure de dédouanement avant même que le navire arrive à quai. Ces réformes ont permis de raccourcir les délais pour les exportateurs et les importateurs de 7 jours. En moyenne, les dix premiers pays réformateurs ont réduit de 5 jours les délais à l'export.

En Bosnie-Herzégovine, les formalités de dédouanement se sont considérablement accélérées, grâce aux nouveaux systèmes en ligne. Les importateurs et exportateurs soumettent leurs déclarations en douane par voie électronique et obtiennent une réponse dans les 30 minutes. Avant, cela était effectué en face-à-face avec les agents des douanes, une procédure longue et une bonne occasion d'extorquer des pots-de-vin. Treize autres pays réformateurs ont mis en place ou amélioré les échanges électroniques d'informations entre les importateurs et exportateurs et les douanes (tableau 9.2).

Plusieurs pays africains ont engagé des réformes. L'Ouganda a étendu les déclarations en ligne pour les importateurs et les exportateurs à davantage de postes frontaliers et a relié son nouveau système à celui du Kenya. Cela accélérera le commerce de transit vers l'Ouganda par le port de Mom-

basa. Au Ghana, les délais d'attente au port de Tema ont été réduits de deux jours, grâce à la construction d'un nouveau terminal et la création d'un système qui n'autorise l'accès à la zone portuaire qu'aux camions prêts à charger ou décharger leurs chargements. Ces changements ont également réduit la durée des importations et exportations avec le Burkina Faso, un pays voisin sans littoral.

L'Île Maurice a mis en place un système informatisé de maîtrise des risques pour les dédouanements. Désormais,

TABLEAU 9.2

Echange de données électronique – la réforme la plus populaire en 2006/07

Introduction ou amélioration de systèmes d'échange de données électroniques

Arménie, Autriche, Bosnie-Herzégovine, Brésil, Costa Rica, Djibouti, Ghana, Guatemala, Inde, Madagascar, Rwanda, Sri Lanka, Thaïlande, Turquie et Ouganda

Réforme de l'administration des douanes

Colombie, Costa Rica, République dominicaine, Egypte, El Salvador, Guatemala, Inde, Île Maurice, Maroc et Turquie

Mise en place d'inspections en fonction des risques

Autriche, Bosnie-Herzégovine, Brésil, Egypte, Guatemala, Inde et Ouganda

Amélioration des procédures dans les ports

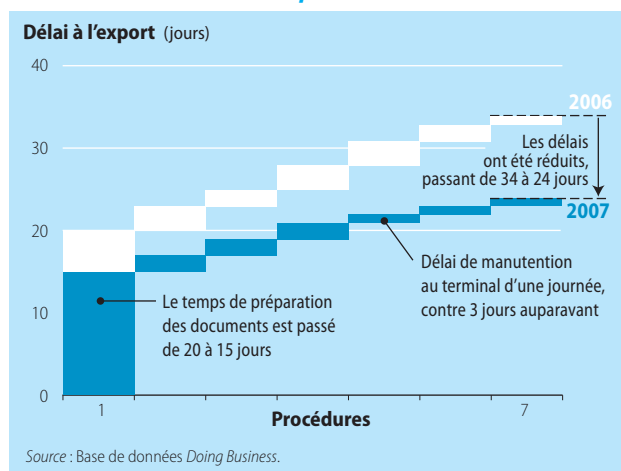
Colombie, Djibouti, Egypte, Gambie, Ghana, Madagascar, Arabie saoudite

Application des accords de coopération frontalière

Bosnie-Herzégovine, RDP Lao, Thaïlande, Turquie, Ouganda

Source : Base de données Doing Business.

FIGURE 9.3

La Colombie accélère les exportations

moins de 30% des marchandises sont soumises à des inspections physiques. Le Rwanda a partiellement privatisé l'entrepôt sous douane, où il revient désormais moins cher pour les importateurs et exportateurs de stocker des marchandises. Les entrepôts nouvellement construits étant plus compétitifs, les coûts de stockage ont diminué de 40% au total.

Des pays d'Europe de l'Est et d'Asie centrale ont poursuivi les réformes. L'Arménie a adopté un système de transmission électronique des documents d'importation et d'exportation, réduisant ainsi le temps nécessaire à la préparation et à la communication des documents aux douanes de trois jours. La Macédoine a éliminé les procédures douanières à double emploi, à ses frontières. Les temps d'attente ont baissé de 75%.

Certaines réductions des délais pour les exportateurs de la région ont une origine inhabituelle : la participation des banques étrangères. "Les services bancaires s'améliorent chaque jour. Les banques d'Allemagne ou de Grèce ouvrent des agences en Albanie, et le temps nécessaire pour obtenir une lettre de crédit est passé de 14 à 7 jours," déclare Murati, un exportateur albanais. Des avancées similaires ont été observées en Bulgarie et en Croatie.

La réforme des douanes, inspirée par la récente signature

des accords de libre-échange avec les Etats-Unis, s'est accélérée en Amérique centrale. Le Costa Rica a réduit les délais à l'import et à l'export de plus d'une semaine, en permettant aux importateurs et aux exportateurs de soumettre leurs déclarations par voie électronique. Le Guatemala a facilité le paiement des droits de douane, en instaurant les paiements en ligne. El Salvador a mis en place un guichet unique pour les importateurs, rassemblant les différents ministères et organismes publics impliqués dans la délivrance d'autorisations.

La République dominicaine a supprimé l'obligation de fournir une facture consulaire. Avant, tous les documents d'importation et d'exportation devaient être validés dans les consulats à l'étranger. Le Brésil a perfectionné son système de déclaration en ligne, réduisant ainsi les données à fournir de 50%. La Colombie a étendu les horaires de fonctionnement des ports, a refait le revêtement des routes menant aux ports et mis en place des inspections sélectives des chargements par les douanes. Tout cela a permis de réduire les délais à l'export de 10 jours (figure 9.3).

Au Moyen-Orient et en Afrique du nord, l'Arabie saoudite a supprimé l'obligation de fournir un certificat consulaire. La plupart des informations nécessaires au dédouanement peuvent maintenant être communiquées par voie électronique, réduisant ainsi de deux jours les délais à l'import et à l'export. A Djibouti, les douanes ont étendu leurs horaires de travail aux week-ends et jours fériés. Le terminal pour conteneurs, qui a maintenant un nouveau propriétaire, a été rénové. Le Maroc a appliqué la gestion des risques au dédouanement, réduisant ainsi de moitié la durée des formalités de dédouanement. L'Algérie a accéléré la validation des licences pour les commissionnaires en douane. Le nombre de commissionnaires s'est accru et les droits de douane ont diminué de 40%.

En Asie du sud, le Sri Lanka a adopté la transmission électronique des déclarations en douane, ce qui a permis de réduire les délais à l'import et à l'export de 7 jours. Le Pakistan a continué d'étendre son système de déclaration en ligne à d'autres régions du pays.

Que reformer?

Au cours de ces trois dernières années, 55 pays ont entrepris 68 réformes visant à accélérer les importations et exportations. Le Pakistan a réformé chaque année. L'Autriche, la Chine, l'Egypte, le Ghana, le Guatemala, l'Inde, la Jamaïque, l'Île Maurice, le Pakistan, le Rwanda et le Yémen ont réformé deux fois. Cinq réformes semblent particulièrement efficaces pour réduire les délais et accroître les possibilités d'exportation :

- Limiter les inspections physiques.
- Mettre les procédures en ligne.
- Raccourcir les délais à l'intérieur de l'Afrique.
- Evaluer les délais à la frontière.
- Passer d'une baisse des tarifs douaniers à une réduction des délais.

Limiter les inspections physiques

Importations et exportations doivent faire l'objet de plusieurs types d'inspections, pour des raisons fiscales, de sûreté, environnementales, de contrôle des frontières, de santé et de sécurité. Il n'y a aucune raison que cela ne puisse être fait en même temps. "Au port, 5 organismes publics bloquent votre chargement : contrôle de qualité, sécurité portuaire, police, sécurité de l'Etat, équipes de déminage. Tous exigent le versement de pots-de-vin," déclare Tunde, transitaire au Nigeria. Cela se passait de la sorte au Pakistan. Ce n'est plus le cas.

Le Pakistan a fait de l'évaluation des risques une priorité dans sa réforme du commerce transfrontalier. "Nos études ont montré que jusqu'à 80% des échanges commerciaux sont effectués par des entreprises sérieuses et légitimes et ne constituent aucune menace pour le pays ou son ministère des Finances," écrivent les douanes.⁶ Le Pakistan a ainsi limité ses inspections physiques aux cargaisons les plus risquées. Ces inspections ne concernent plus que 5% des cargaisons, contre 100% avant la réforme. 70% des marchandises sont maintenant dédouanées en une heure, contre une moyenne de 10 jours en 2004. Moins d'inspections ne signifie pas moins de revenus (les recettes des douanes ont progressé de 20%).

La réforme n'a pas été facile. Le Pakistan avait échoué auparavant.⁷ Cette fois-ci, les réformes des douanes ont commencé par de simples améliorations administratives. La réussite de celles-ci a permis d'obtenir du soutien pour d'autres réformes.

Les agences de contrôle des frontières peuvent allier leurs équipes pour réduire le poids des formalités pour les importateurs et les exportateurs. Selon une étude, en 2003, les exportations depuis la République kirghize vers la Russie par voie terrestre nécessitaient 208 heures et 60% de ce temps était dédié aux attentes aux frontières, en raison des multiples inspections des douanes, des agents phytosanitaires, des officiers de l'immigration et de la police des frontières.⁸ Il en était de même en Bosnie-Herzégovine. Il n'y a désormais plus qu'une seule inspection. "La procédure de dédouanement est bien organisée, plus aucune attente à moins que vous ne remplissiez le formulaire de manière incorrecte," déclare Sarko, un transitaire. Des réformes similaires ont été opérées au Salvador et en Géorgie.

Mettre les procédures en ligne

En 2005, le Kenya a mis en place un système électronique de traitement des déclarations de douane. En l'espace de deux ans, les délais de dédouanement ont été réduits de moitié. "Nous n'avons même pas commencé à exploiter le potentiel de nos systèmes informatiques," déclare Buyonge, employé de l'administration fiscale.

Les réformes n'ont pas démarré sans difficulté. Les importateurs et exportateurs ne disposaient pas d'accès à Internet dont ils ont besoin pour utiliser le nouveau système. Dans un premier temps, l'encombrement des ports s'est accru. L'Association internationale du fret et de l'entrepôtage (International Freight and Warehousing Association) a engagé une action en justice contre l'administration fiscale kenyane et a gagné. Le tribunal a jugé que le vieux système papier devait être rétabli. On est sorti de l'impasse qu'au moment où les réformateurs ont invité les principaux transitaires à une consultation. Les discussions ont conduit à davantage d'assistance technique pour faciliter l'utilisation du nouveau système. Désormais, la quasi-totalité des transactions transfrontalières est soumise en ligne.

Raccourcir les délais à l'intérieur de l'Afrique

Souvent, la livraison de marchandise est retardée à cause des nombreux contrôles routiers. Pour se rendre de Lagos à Abidjan (992 kilomètres), un camionneur rencontrera 69 postes de contrôles. D'Abidjan à Ouagadougou (1 122 kilomètres) il n'y en a "que" 37. La situation est plus ou moins similaire en République centrafricaine et au Tchad, s'ajoutant à des coûts d'importation et d'exportation déjà élevés (tableau 9.3).

Les réformes nécessitent souvent une coopération transfrontalière, élément important étant donné que la réglementation des transports impose souvent des restrictions telles que des quotas sur le nombre de camions autorisés en provenance des pays voisins. Des accords avec les pays voisins peuvent accélérer la libération des marchandises en transit.

Evaluer les délais aux frontières

En Tanzanie, l'administration fiscale effectue un exercice annuel de vérification aléatoire des postes-frontières. En août 2005, le temps moyen pour traiter les documents d'importation, depuis l'arrivée jusqu'à l'entrée dans le pays, était de 8 jours et 23 heures dans les ports maritimes ; 6 jours et 15 heures dans les aéroports ; et 3 jours et 9 heures aux postes-frontières terrestres. En août 2006, l'exercice a été répété pour contrôler le rythme des améliorations. En l'espace d'une année, grâce à cela et à d'autres efforts, les délais pour les importateurs ont été réduits d'un quart en moyenne.

Le bureau des douanes géorgien est même allé plus loin. Grâce à l'aide de l'agence des Etats-Unis pour le développement international (U.S. Agency for International Development), des évaluateurs ont été postés aux deux principaux postes-frontières (Sarphi et Red Bridge) suivant des horaires à chaque fois différents et aux quatre terminaux douaniers (Adlia, Opiza, Lasare et Barvil). Leur mission consistait à déterminer la vitesse à laquelle était traitée une cargaison à son

arrivée. Des différences intéressantes sont apparues : alors qu'il faut en moyenne 28 minutes pour s'occuper d'un camion au poste-frontière de Red Bridge, il faut 52 minutes à Sarphi. Des différences similaires ont été constatées aux terminaux douaniers.⁹ Les douanes mettent en place maintenant un système de primes pour récompenser les équipes de douaniers qui traitent les marchandises plus rapidement que leurs collègues. La prime est substantielle : deux mois de salaire pour chacun des douaniers de l'équipe gagnante.

Passer d'une baisse des tarifs douaniers à une réduction des délais

Ceux qui procèdent aux réformes du commerce transfrontalier se concentrent encore trop sur la baisse des tarifs douaniers et pas suffisamment sur la réduction des délais pour les exportateurs et les importateurs. L'attention est mal placée : une étude récente montre que dans chaque région, le coût des retards d'importation dépasse le coût des tarifs douaniers, tandis que le coût des retards d'exportation dépasse le coût des tarifs douaniers dans toutes les régions sauf en Extrême-Orient et en Europe de l'Ouest.¹⁰

Selon la même étude, en Afrique, le coût engendré par les retards est quatre fois supérieur aux tarifs douaniers dont les exportateurs africains doivent s'acquitter. Cela est corroboré par un chiffre frappant : en dépit des nombreuses préférences commerciales des Etats-Unis pour les exportateurs africains, en vertu de la Loi sur la croissance et les opportunités en Afrique (African Growth and Opportunity Act), l'Afrique ne représente que 0,23% des importations des Etats-Unis.¹¹ De même, seulement 8,6% des importations de l'Union européenne proviennent des pays d'Afrique, d'Océanie et des Caraïbes, tous bénéficiaires des tarifs préférentiels en vertu de l'Accord de Cotonou.

TABLEAU 9.3

Qui facilite ou complique les exportations?

Documents (nombre)

Le moins		Le plus	
Canada	3	Burkina Faso	11
Estonie	3	République du Congo	11
Micronésie	3	Mauritanie	11
Panama	3	Namibie	11
Danemark	4	Afghanistan	12
Finlande	4	Angola	12
France	4	Kazakhstan	12
Hong Kong, Chine	4	Malawi	12
Norvège	4	Fidji	13
Singapour	4	République kirghize	13

Délais (jours)

Le moins		Le plus	
Danemark	5	Erythrée	59
Estonie	5	Niger	59
Singapour	5	Angola	64
Hong Kong, Chine	6	République kirghize	64
Luxembourg	6	Afghanistan	67
Pays-Bas	6	Tchad	78
Etats-Unis	6	Ouzbékistan	80
Canada	7	Tadjikistan	82
Allemagne	7	Kazakhstan	89
Irlande	7	Irak	102

Coût (US\$ par conteneur)

Le moins		Le plus	
Chine	390	Ouzbékistan	2 550
Singapour	416	Azerbaïdjan	2 715
Finlande	420	Kazakhstan	2 730
Malaisie	432	Uganda	2 940
Emirats arabes unis	462	Niger	2 945
Islande	469	Rwanda	2 975
Brunei	515	Tadjikistan	3 000
Pakistan	515	Irak	3 400
Norvège	518	République centrafricaine	4 581
Hong Kong, Chine	525	Tchad	4 867

Source : Base de données Doing Business.

Qui facilite ou complique les importations?**Documents** (nombre)

Le moins		Le plus	
Danemark	3	Tadjikistan	11
Suède	3	République du Congo	12
Canada	4	Erythrée	13
Estonie	4	Fidji	13
Hong Kong, Chine	4	République kirghize	13
Irlande	4	Russie	13
Israël	4	Zimbabwe	13
Norvège	4	Azerbaïdjan	14
Panama	4	Kazakhstan	14
Singapour	4	République centrafricaine	18

Délais (jours)

Le moins		Le plus	
Singapour	3	Erythrée	69
Danemark	5	Rwanda	69
Estonie	5	Afghanistan	71
Hong Kong, Chine	5	Burundi	71
Etats-Unis	5	République kirghize	75
Luxembourg	6	Kazakhstan	76
Pays-Bas	6	Tadjikistan	83
Suède	6	Irak	101
Allemagne	7	Tchad	102
Norvège	7	Ouzbékistan	104

Coût (US\$ par conteneur)

Le moins		Le plus	
Singapour	367	Uganda	2 990
Malaisie	385	Mongolie	3 197
Finlande	420	Irak	3 400
Chine	430	Burkina Faso	3 522
Islande	443	Burundi	3 705
Emirats arabes unis	462	Ouzbékistan	4 050
Norvège	468	Tadjikistan	4 500
Hong Kong, Chine	525	République centrafricaine	4 534
Danemark	540	Rwanda	4 970
El Salvador	540	Tchad	5 520

Remarques

1. Djankov, Freund et Pham (2007).
2. ERT (2005).
3. Muller-Jentsch (2005).
4. Dennis et Shepherd (2007)
5. Banque mondiale (2005b).
6. Bureau des douanes du Pakistan, "PACCS Salient Features," <http://www.paccs.gov.pk/DesktopDefault.aspx?tabindex=0&tabid=8> (consulté le 17 mai 2007).
7. Dennis (2007).
8. ESCAP (2003).
9. USAID (2006).
10. Hummels (2007).
11. Bureau, Chakir et Gallezot (2006).

Exécution des contrats

Pourquoi tant d'Italiens vivent-ils avec leurs parents ? Selon une enquête récente, il est difficile de louer un appartement dans des pays où les tribunaux sont lents.¹ En Italie, résoudre un différend devant le tribunal prend en moyenne 1 210 jours, c'est la raison pour laquelle les propriétaires hésitent à louer à des jeunes.

Faire fonctionner des tribunaux performants est une tâche délicate pour de nombreux gouvernements, même dans des pays riches comme l'Italie et la Slovénie. En 2006, la Slovénie a adopté une loi obligeant le gouvernement à verser jusqu'à 5 000€ d'amende aux demandeurs pour chaque affaire ayant un retard déraisonnable. Ceci fait suite à une décision de la Cour européenne des Droits de l'Homme, accusant le gouvernement slovène de n'avoir pas pu résoudre les litiges dans des délais raisonnables. Les tribunaux slovènes surpassent ceux de Djibouti et de Guinée-Bissau dans la mise à l'épreuve de la patience des demandeurs, mettant en

moyenne 1 350 jours pour résoudre un litige.

Le nombre important de dossiers à traiter par les tribunaux est parfois à imputer aux gouvernements. En Bosnie-Herzégovine, les entreprises publiques de services collectifs déposent des quantités énormes de requêtes devant les tribunaux pour factures impayées. Cela représente 70% des dossiers en instance devant les tribunaux en 2006/07. En Inde, le gouvernement est le plus grand demandeur en justice, la plupart du temps pour des contentieux fiscaux. Ce pays a l'un des systèmes judiciaires les moins efficaces au monde (tableau 10.1).

Le principal rôle du pouvoir judiciaire est de promouvoir la justice, l'impartialité et l'équité. Mais les bons tribunaux font bien plus : ils contribuent à la croissance économique. Une étude récente montre que dans les pays ayant des tribunaux efficaces, comme en Lituanie, l'adoption de lois protégeant les créanciers augmente les prêts bancaires de 27% en moyenne. Mais ce type de loi fait peu de différence dans les pays où les tribunaux sont lents, comme en Serbie, n'augmentant les prêts bancaires que de 7%.²

Dans de nombreux pays, seuls les riches peuvent se permettre de résoudre un litige devant les tribunaux. Pour les autres, la justice est inaccessible. En Indonésie, recouvrer une créance impayée de 2 840\$ (le double du revenu annuel par habitant) coûte souvent plus en frais de justice et d'avocats que le montant réclamé. En Papouasie-Nouvelle-Guinée, le créancier doit payer pas moins de 1 700\$ pour recouvrer une créance de 1 540\$ (le double du revenu annuel par habitant). Au Mozambique aussi, les frais à payer pour recouvrer une dette de 680\$ peuvent être supérieurs au montant réclamé. Les entreprises ne sont pas encouragées à faire appel aux tribunaux.

TABLEAU 10.1

Où est-il facile/difficile d'exécuter les contrats?

Le plus facile	Classement	Le plus difficile	Classement
Hong Kong, Chine	1	République centrafricaine	169
Luxembourg	2	Belize	170
Lettonie	3	Syrie	171
Islande	4	Cameroun	172
Singapour	5	Rép. démocratique du Congo	173
Autriche	6	Surinam	174
Finlande	7	Bangladesh	175
Etats-Unis	8	Angola	176
Norvège	9	Inde	177
Corée du Sud	10	Timor-Leste	178

Remarque : Le classement correspond à la moyenne des classements du pays en matière de procédures, délais, et coûts pour résoudre un litige commercial devant le tribunal. Voir les Notes statistiques pour plus de détails.

Source : Base de données Doing Business.

Qui réforme?

En 2006/07, 14 pays ont réformé les procédures d'exécution des contrats. Presque la moitié de ces réformes ont eu lieu en Afrique, à savoir, au Burkina Faso, en République démocratique du Congo, au Ghana, au Malawi, en Mauritanie et au Mozambique. L'Afrique est suivie de l'Europe de l'est, avec des réformes en Bulgarie, en Moldavie et en Pologne. Pour la troisième année consécutive, aucune réforme n'a été entreprise en Asie du sud, la région avec les délais les plus longs (figure 10.1).

Tonga a été le premier pays réformateur, en réduisant le temps nécessaire pour faire exécuter un contrat de 510 à 350 jours. Le président de la cour suprême nouvellement nommé a introduit la gestion des dossiers judiciaires (le 'case management') en informatisant 90% de toutes les affaires criminelles, commerciales et foncières. Les affaires sont désormais suivies quotidiennement. Si elles restent inactives pendant trois mois, le juge convoque les parties et leur demande si elles prévoient de poursuivre le litige. 472 affaires en suspens depuis des années ont ainsi été mises à jour et abandonnées. Un calendrier strict a été fixé pour les autres.

Les réformes ont également permis de multiplier par cinq la valeur maximale du contentieux acceptable au niveau des tribunaux de première instance, atteignant désormais 10 000 pa'anga (5 230\$). Ceci a permis à davantage de personnes de profiter de procédures plus simples. Par ailleurs, de nouvelles règles de procédure adoptées à la Cour Suprême permettent pour la première fois de soumettre des cas d'affaires civiles à la médiation. Le personnel des tribunaux reçoit également une formation en Australie.

Ailleurs en Océanie, Fidji a aussi procédé à des réformes. Les juges se concentrent désormais exclusivement sur la résolution des litiges. Un magistrat a été nommé pour gérer les

autres affaires, comme par exemple évaluer le montant des dommages-intérêts une fois la responsabilité établie.

La grande tendance en Afrique a été de mettre en place des tribunaux de commerce spécialisés. C'est le cas des six pays réformateurs africains. Depuis octobre 2006, 4 juges au Burkina Faso ne s'occupent exclusivement que d'affaires commerciales à Bobo-Dioulasso et à Ouagadougou. Il n'a pas été facile d'en arriver là; la réforme était en chantier depuis 1990. La République démocratique du Congo a été plus rapide. En novembre 2006, quatre ans après leur conceptualisation, les tribunaux de commerce de Kinshasa ont commencé à fonc-

TABLEAU 10.2

Où l'exécution des contrats est-elle la meilleure/la moins bonne?

Procédures (nombre)

Le moins		Le plus	
Irlande	20	Guinée	50
Singapour	22	Koweït	50
Hong Kong, Chine	24	Emirats arabes unis	50
Rwanda	24	Belize	51
Pays-Bas	25	Irak	51
Autriche	26	Oman	51
Islande	26	Timor-Leste	51
Luxembourg	26	Soudan	53
Belgique	27	Syrie	55
République tchèque	27	Brunei	58

Délais (jours)

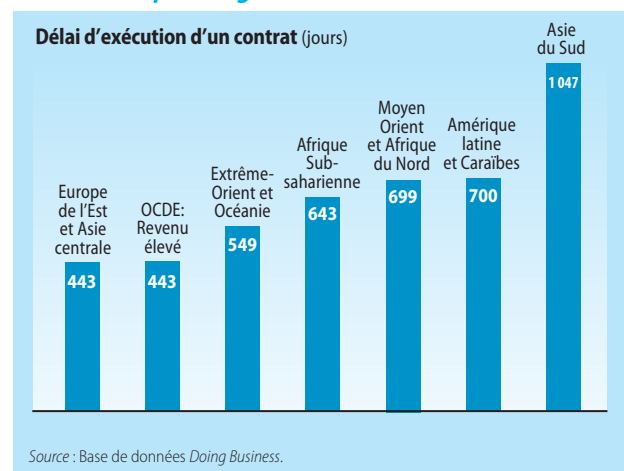
Le plus rapide		Le plus lent	
Singapour	120	Sri Lanka	1 318
République kirghize	177	Trinité-et-Tobago	1 340
Ouzbékistan	195	Colombie	1 346
Lituanie	210	Slovénie	1 350
Hong Kong, Chine	211	Inde	1 420
Nouvelle-Zélande	216	Bangladesh	1 442
Biélorussie	225	Guatemala	1 459
Kazakhstan	230	Afghanistan	1 642
Corée	230	Surinam	1 715
Finlande	235	Timor-Leste	1 800

Coût (% de la créance)

Le plus faible		Le plus élevé	
Bhoutan	0,1	Comores	89,4
Islande	6,1	Cambodge	102,7
Chine	8,8	Burkina Faso	107,4
Luxembourg	8,8	Papouasie-Nouvelle-Guinée	110,3
Etats-Unis	9,4	Indonésie	122,7
Norvège	9,9	Malawi	142,4
Pologne	10,0	Mozambique	142,5
Corée	10,3	Sierra Leone	149,5
Finlande	10,4	Rép. démocratique du Congo	151,8
Allemagne	11,8	Timor-Leste	163,2

FIGURE 10.1

Les délais les plus longs dans les tribunaux d'Asie du Sud



Source : Base de données Doing Business.

tionner. De nouvelles règles ont instauré des délais stricts dans ces tribunaux. Comme par exemple 8 jours pour faire appel à une décision. Le coût pour porter une affaire devant les tribunaux de commerce reste cependant parmi les plus élevés du monde (tableau 10.2).

Les tribunaux de commerce du Ghana, maintenant complètement opérationnels, ont réduit le temps nécessaire pour faire exécuter un contrat de 552 à 487 jours. En Mauritanie, des tribunaux de commerce indépendants ont remplacé les chambres commerciales des tribunaux de première instance. Finalement, en mars 2007, deux juges des affaires commerciales ont rejoint les trois juges qui géraient toutes les affaires civiles à Maputo, la capitale du Mozambique.

Plus récemment, en mai 2007, la chambre commerciale du tribunal de grande instance de Blantyre au Malawi a commencé des audiences pour les affaires d'un montant supérieur à 50 000 kwacha (350\$). Il était prévu que le tribunal commence plus tôt, mais les règles de passation des marchés publics de l'un des principaux donateurs ont retardé le déboursement des fonds nécessaires pour équiper le palais de justice.

Par ailleurs, en mai 2007, le Rwanda a adopté une loi remplaçant les 12 chambres commerciales des tribunaux de première instance par 3 cours spécialisées indépendantes, dont l'une sera à Kigali. Les nouveaux tribunaux ont leur propre budget et un règlement de la cour adapté à la résolution des litiges commerciaux. Cela fait suite à des réformes antérieures qui ont aboli l'obligation que 2 juges non professionnels assistent chaque juge professionnel pour instruire les affaires commerciales. Personne ne s'était porté volontaire pour travailler comme juge non professionnel, puisque cela n'impliquait pas de rémunération, ce qui explique pourquoi aucune affaire commerciale n'avait été instruite entre mars 2004 et mars 2006.

Les pays réformateurs d'Europe de l'est, à savoir la Bulgarie, la Moldavie et la Pologne, se sont employés à améliorer l'exécution des jugements et à combattre la corruption parmi les juges.

La Bulgarie a mis en place des huissiers privés en 2006/07, réduisant ainsi les délais d'exécution des jugements de 150 à 125 jours. En Pologne, les jugements sont désormais exécutables immédiatement, sans recours à une autre procédure d'exécution. Pour ce qui est du recouvrement de créances, les créanciers peuvent maintenant choisir le meilleur huissier de chaque tribunal de première instance, car le nombre d'huissiers par tribunal de grande instance n'est plus limité à un. La Pologne a également modifié son code de procédure. Désormais, une nouvelle preuve ne peut être présentée que durant les deux premières semaines après

TABLEAU 10.3

Tribunaux de commerce spécialisés: une réforme populaire en 2006/07

Ont mis en place des tribunaux de commerce spécialisés
Burkina Faso, République démocratique du Congo, Ghana, Malawi, Mauritanie, Mozambique
Ont amélioré l'exécution des jugements et les ont rendus moins onéreux
Brésil, Bulgarie, Burkina Faso, Pologne
Ont élargi le domaine de compétence des tribunaux de premières instances ou adopté des règles simplifiées pour les petites créances
Guatemala, Portugal, Tonga
Ont organisé la gestion des dossiers judiciaires
Fidji, Tonga
S'efforcent de réduire la corruption judiciaire
Bulgarie, Moldavie
Ont limité les recours en appel
Brésil

Source : Base de données Doing Business.

le début du procès. Les juges peuvent condamner les parties et leurs avocats qui font ajourner les affaires en s'appuyant sur des éléments erronés, à payer une amende. Une autre tactique répandue pour retarder les procédures, à savoir présenter une demande reconventionnelle, a été limitée. Le temps moyen nécessaire pour qu'un jugement soit rendu est passé de 730 à 580 jours.

Afin de lutter contre la corruption, la Bulgarie et la Moldavie ont mis en place un système d'attribution au hasard des affaires aux juges et ont doublé les salaires des juges. La Bulgarie a par ailleurs rendu la sélection et la nomination des juges plus transparente.

En Amérique Latine, le Brésil a poursuivi ses efforts visant à faciliter les exécutions en permettant que des biens puissent être vendus à travers des ventes privées en plus des ventes publiques, permettant aux créanciers d'obtenir de meilleurs prix. Le Brésil oblige maintenant les débiteurs à déclarer à leurs créanciers où se trouvent leurs biens. Si les débiteurs ne coopèrent pas, ils risquent une amende équivalant à 20% du montant de la demande. Le Guatemala s'emploie à développer ses tribunaux chargés des petites créances; ils peuvent désormais traiter des affaires d'une valeur pouvant atteindre 7 850\$, au lieu de 2 000\$ comme auparavant.

Le Portugal a été le seul pays riche ayant entrepris des réformes (tableau 10.3). Depuis 2006, il expérimente 4 tribunaux pilotes, 2 à proximité de Lisbonne et 2 près de Porto. Les 4 tribunaux pilotes appliquent des règles simplifiées pour les affaires de recouvrement de dettes inférieures à 15 000€. Si elle s'avère fructueuse d'ici 2008, la réforme sera étendue au reste du pays. Cette réforme s'appuie sur le modèle adopté au Royaume-Uni, un pays qui continue d'inspirer des réformes du système judiciaire dans le monde entier.

Que réformer?

Doing Business a recensé 65 réformes de l'exécution des contrats depuis 2004. Certains pays, à savoir le Brésil, le Burundi, l'Allemagne, les Philippines, la Pologne, le Portugal, le Rwanda et la Serbie, ont réformé plus d'une fois. Cinq réformes ont eu le plus grand impact :

- Mettre en place des tribunaux de commerce spécialisés.
- Limiter les recours en appel.
- Rendre l'exécution des jugements plus rapide et moins onéreuse.
- Organiser la gestion des dossiers judiciaires (le 'case management').
- Développer des tribunaux informatisés et en ligne

Mettre en place des tribunaux de commerce spécialisés

En 2006/07, six des quatorze pays réformateurs ont mis en place des tribunaux spécialisés. D'autres pays, tels que l'Azerbaïdjan et l'Égypte, feront de même dans les mois à venir. Dans les pays où les tribunaux sont spécialisés, les litiges d'ordre commercial sont résolus en moyenne environ 30% plus rapidement que dans les pays où ils ne le sont pas (figure 10.2). De plus, si les utilisateurs sont satisfaits des réformes des tribunaux spécialisés, elles donnent aux gouvernements le courage d'entreprendre de plus vastes réformes.

Le succès rencontré par les tribunaux spécialisés peut également générer une demande excessive. C'est le cas par exemple du Pérou. Les tribunaux de commerce de Lima, en activité depuis avril 2005, ont fait la une des journaux en 2006 pour avoir décidé sur des affaires en moins d'un an. En février 2007, le Conseil Supérieur de la Justice a ordonné que 11 000 procédures d'exécution leur soient transférées, ce

qui représente environ 11 fois la quantité de dossiers qu'ils traitent habituellement, submergeant ainsi les tribunaux de commerce et augmentant les délais moyens.

Limiter les recours en appel

Un certain nombre de pays ont réformé les procédures d'appel, tout en respectant le droit fondamental de faire appel, limitant ainsi les abus. Un équilibre peut être atteint en excluant uniquement les affaires de moindre importance et en autorisant les cours supérieures à n'accepter que les nouvelles affaires ou les affaires d'une importance fondamentale pour le pays. En Suède, il est possible de faire appel dans des affaires commerciales, mais les cours d'appel décident désormais quelles affaires elles vont juger.

Au Brésil et au Danemark, la cour suprême décide désormais également quelles affaires elle va juger. Les juges sont pourtant débordés. La cour suprême du Brésil émet un avis sur 700 fois plus d'affaires qu'aux États-Unis.

Faire en sorte que l'exécution des jugements soit plus rapide et moins onéreuse

En moyenne, 30% du temps total dévolu à la résolution d'un litige commercial (le nombre de jours depuis le moment où la demande est introduite jusqu'au paiement de la partie qui a obtenu gain de cause) est consacré à l'exécution du jugement. Parfois les mesures d'exécution prennent des années. En Côte d'Ivoire, par exemple, l'exécution d'un jugement prend plus de la moitié du temps total nécessaire pour résoudre un litige. Obtenir une copie écrite du jugement et résoudre les disputes sur l'exécution constituent les sources principales d'engorgement (figure 10.3).

Plusieurs pays, à savoir le Brésil, la République tchèque, la Finlande, la Macédoine, la Pologne et la Roumanie, ont

FIGURE 10.2

Des tribunaux spécialisés permettent de réduire les délais

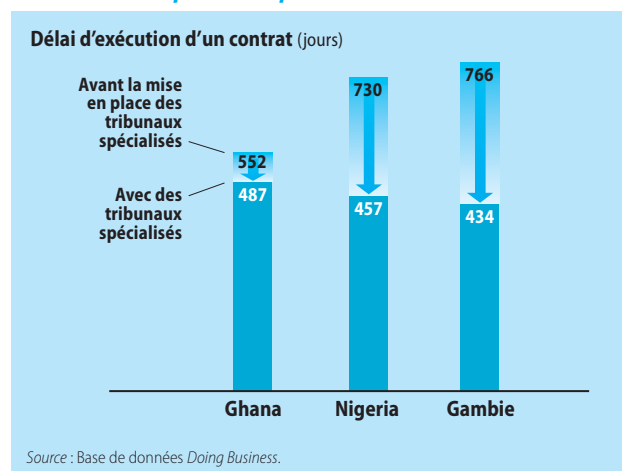
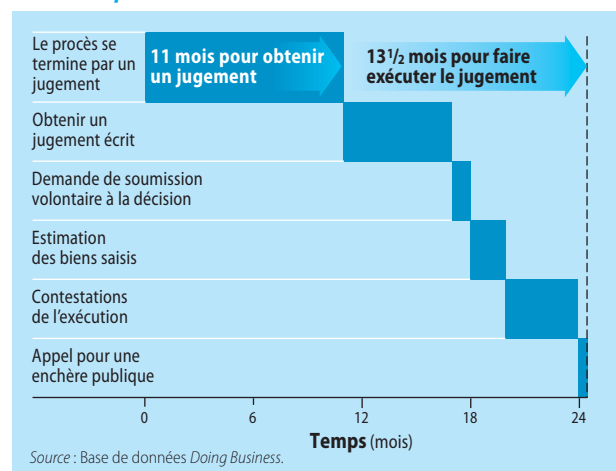


FIGURE 10.3

Retards importants dans l'exécution des contrats en Côte d'Ivoire



récemment réformé leurs lois relatives à l'exécution des jugements. En Pologne, les créanciers peuvent saisir les biens des débiteurs alors que le jugement est encore en appel. Si les débiteurs veulent rester en possession de leurs biens durant la procédure d'appel, ils doivent fournir à la place une garantie financière. Depuis l'année dernière, les tribunaux tchèques peuvent ordonner à toutes les institutions financières du pays de vérifier si le débiteur détient un compte chez eux et, le cas échéant, de payer automatiquement le jugement à partir de ce compte. Auparavant, les créanciers devaient eux-mêmes identifier les banques dans lesquelles les débiteurs détenaient un compte. En Roumanie, une nouvelle loi autorise les créanciers à saisir les soldes positifs et les comptes créditeurs. En Macédoine, des huissiers privés ont commencé à exercer, réduisant ainsi le temps moyen nécessaire pour faire exécuter un jugement de 90 à 60 jours.

Dans certains pays, les créanciers paient des frais d'enregistrement pour obtenir une copie originale du jugement. Sans cela, ils ne peuvent engager les procédures d'exécution. En République centrafricaine et en République démocratique du Congo, les créanciers paient 6% du montant du jugement à titre de frais d'enregistrement. Au Cameroun, en Guinée et au Niger l'administration perçoit une taxe de 5%. En 2006/07, le Burkina Faso a réduit ses frais d'enregistrement de 4% à 2%. La Côte d'Ivoire les a diminués de 5% à 2,5%.

Organisation de la gestion des dossiers judiciaires ('case management')

La gestion des dossiers judiciaires nécessite un suivi et une gestion des dossiers à partir du moment où l'action a été introduite en justice jusqu'au moment où la décision est finalement rendue. Une analyse de la charge de travail des tribunaux peut permettre de prévoir les tendances et de planifier stratégiquement.

La gestion des dossiers judiciaires se révèle fructueuse si les données de la cour sont informatisées simultanément et si les fonctions d'accompagnement telles que le suivi des procès, la gestion des documents, le suivi des délais et la programmation des audiences sont exécutées automatiquement. En 2006/07, les Philippines ont mis en place de telles procédures pour 60% des juridictions inférieures de Manille.

Grâce à la gestion des dossiers judiciaires, il est également possible de mesurer les performances des juges. Et mesurer les performances accroît les performances, même celles des juges. Si les juges paresseux ne sont pas sanctionnés et les juges laborieux ne sont pas récompensés ou promus, les performances en pâtissent.

Dans des pays comme le Nicaragua, les juges continuent d'être hostiles à la gestion des dossiers judiciaires et à l'évaluation des performances, déclarant que celles-ci compromet-

traient leur indépendance. Les motifs de cette opposition sont autres. Attribuer les affaires aux juges de manière aléatoire, en faisant appel à un logiciel de gestion des dossiers judiciaires, peut rendre plus complexe la recherche des juges les plus disposés à accepter des pots-de-vin. En 2006, la Macédoine a commencé à utiliser ce type de logiciel en vue de lutter contre la corruption judiciaire. En juillet 2007, le conseil supérieur de la magistrature du pays avait déjà engagé des poursuites pour corruption contre dix juges.

Développer des tribunaux informatisés et en ligne

A New York, les parties peuvent accéder depuis 2006, aux données relatives aux procès et aux pièces des dossiers via internet. Les avocats de Milan peuvent transférer les informations relatives aux affaires dans un code-barre que le personnel du tribunal scanne et transfère à une base de données de gestion des dossiers judiciaires. En 2006, Singapour a décidé d'utiliser les téléphones mobiles 3G pour effectuer des audiences virtuelles et a adopté un projet pilote permettant de réaliser des conférences préalables au procès par courrier électronique. L'Autriche, la Finlande, l'Allemagne, l'Irlande et le Royaume-Uni ont créé des systèmes en ligne avec des procédures simplifiées pour prendre en charge les demandes de moindre importance. Jusque-là, ces demandes occupaient la plupart du temps des tribunaux.

Dans des pays riches comme l'Australie, le Danemark, la Finlande, la Norvège, les Pays-Bas et le Portugal, les entreprises peuvent introduire une demande auprès du tribunal par voie électronique. Dans certains pays à revenu intermédiaire, tels que le Brésil, la République tchèque, la Slovaquie et la Turquie, il est désormais possible de saisir le tribunal par courrier électronique, en utilisant les signatures électroniques.

Les tribunaux dans certains pays en voie de développement utilisent aussi les technologies de pointe. En Inde par exemple, la cour suprême de nombreuses juridictions supérieures et même certains tribunaux de grande instance disposent de leurs propres sites Internet sur lesquels les entreprises peuvent télécharger les formulaires, consulter le calendrier journalier du tribunal, vérifier l'état d'avancement d'une affaire ou lire les ordonnances des juges. La cour suprême permet même d'engager les procédures par voie électronique. Cela fait gagner du temps et de l'argent aux avocats, car ils n'ont plus besoin de se rendre dans les palais de justice pour se procurer les formulaires ou recevoir l'ordonnance du juge.

Remarques

1. Casas-Arce et Saiz (2006).
2. Safavian et Sharma (à paraître).

Fermeture d'entreprise

Ahmed, ancien propriétaire d'un magasin de vêtements à Abou Dhabi, a pris de mauvaises décisions commerciales qui l'ont contraint à fermer sa boutique l'année dernière. Hésitant à se remettre une nouvelle fois à son compte, il a recherché un emploi, en vain. "Personne ne veut m'embaucher," se plaint-il. "Il y a un caractère honteux à avoir eu une entreprise qui a fait faillite." Cela était pire aux siècles précédents. La sanction encourue pour avoir fait faillite dans la Rome antique était l'esclavage ou d'être coupé en morceaux. Le choix était laissé au créancier. Au Moyen-âge, le traitement des débiteurs insolubles s'est adouci. Dans le nord de l'Italie, les débiteurs en faillite cagnaient à trois reprises leur dos nu contre une pierre devant une foule les huant, et criaient « Je déclare banqueroute ! ». En Angleterre, les débiteurs en faillite étaient souvent mis au pilori ou envoyés en prison, on leur coupait même parfois l'oreille.

L'attitude adoptée à l'égard des faillites constitue un obstacle majeur pour les réformateurs qui ébauchent des projets de loi sur la faillite. Mais il y a d'autres bonnes raisons pour lesquelles peu de réformes sur les faillites sont adoptées. Tout d'abord, les réformes sur la faillite sont complexes : elles impliquent en règle générale de procéder à des changements non seulement du code des faillites, mais aussi du code de procédure civile et de l'administration du système judiciaire. Cela peut prendre des années. Deuxièmement, dans les pays en voie de développement, une grande partie des entreprises se trouvent dans le secteur informel et les faillites ne sont pas une réforme prioritaire. Seules 10 économies ont entrepris des réformes significatives des faillites en 2006/07.

Cela ne signifie pas que les réformes ne sont pas nécessaires : dans de nombreux pays, les créanciers ne recouvrent presque rien (tableau 11.1). Et tout le monde s'accorde sur

les objectifs d'une bonne administration des faillites. Le premier objectif est de maximiser le produit total des liquidations pour les créanciers, les actionnaires, les employés et autres partenaires. Les entreprises devraient être redressées, vendues comme entreprises capables de poursuivre leurs activités, ou liquidées, selon l'option qui produit la valeur totale la plus importante. Le second consiste à redresser les entreprises viables et à liquider celles qui ne le sont pas. En d'autres termes, la loi sur les faillites ne devrait être ni contraignante pour les bonnes entreprises, ni indulgente envers les mauvaises. Le troisième est d'assurer une évolution en douceur et sans surprise des priorités des créances lorsqu'une entreprise passe d'un bon à un mauvais état financier—et ainsi de réduire les risques pour les investisseurs. Cet objectif est atteint en maintenant la priorité absolue des créances lors de faillites.

TABLEAU 11.1
Où est-il facile/difficile de fermer une entreprise?

Le plus facile	Taux de recouvrement	Le plus difficile	Taux de recouvrement
Japon	92,6	Libéria	7,8
Singapour	91,3	Mauritanie	7,8
Norvège	90,7	Surinam	7,4
Canada	88,8	Venezuela	6,6
Finlande	88,2	Philippines	4,2
Irlande	87,1	Haïti	3,1
Danemark	87,0	Micronésie	3,1
Pays-Bas	86,7	Rép. dém. du Congo	2,9
Belgique	85,5	Zimbabwe	0,1
Royaume-Uni	84,6	Rép. centrafricaine	0,0

Remarque : Le classement repose sur le taux de recouvrement : combien de cents par dollar les demandeurs (créanciers, fisc et employés) obtiennent-ils de l'entreprise insolvable. Voir les Notes statistiques pour les détails.

Source : Base de données Doing Business.

Pourquoi réformer le système des faillites? La réforme des procédures de faillite est moins prestigieuse et prend plus de temps que de mettre en place un guichet unique au registre du commerce. Mais c'est grâce à des lois efficaces à l'égard des entreprises en difficulté que l'on peut amener, au départ, les entrepreneurs au guichet unique. En simplifiant les fermetures d'entreprises, on facilite la création de nouvelles. Une étude montre que, grâce aux réformes qui encouragent à un nouveau départ, le taux de création de nouvelles entreprises

a augmenté de 8-9%.¹ La liberté de faire faillite, et cela par le biais d'un processus efficace, permet la meilleure utilisation des personnes et du capital. Résultat, des entreprises plus productives et plus d'emploi.

Ce n'est pas tout. Un système des faillites fonctionnel rassure les créanciers sur le fait que, si les choses se passent mal, ils ont une chance de récupérer leur argent. Ils sont ainsi plus enclins à accorder des crédits, et à demander moins de garanties qu'ils ne le feraient autrement.

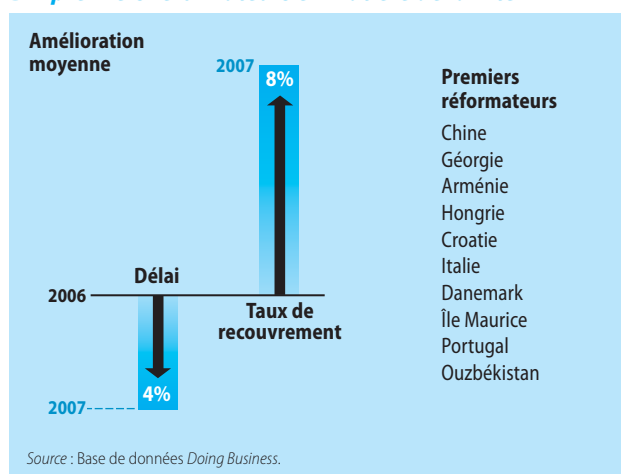
Qui réforme?

La Chine a été le premier réformateur en matière de faillite en 2006/07. Sa loi sur la faillite des entreprises, qui a nécessité 12 ans d'élaboration, est entrée en vigueur le 1er juin 2007. Cette loi, la première loi chinoise réglementant la faillite des entreprises privées depuis 1949, a renforcé de manière significative les droits des créanciers. Les créanciers garantis détenant des obligations constituées après l'adoption de la loi sont maintenant premiers dans l'ordre de priorité des paiements, avant même les créances fiscales et les nouvelles revendications salariales. Autre point pour lequel la Chine se classe première : une procédure de réorganisation pour restructurer des entreprises insolvable. La mise en place de réunions et commissions de créanciers donnent un droit de regard plus important aux créanciers. Pour finir, la nouvelle loi institue des administrateurs de faillite pour gérer les entreprises insolvable pendant les procédures de faillite.

Cinq pays d'Europe de l'Est et d'Asie centrale ont rejoint la Chine au rang des premiers réformateurs cette année (figure 11.1). La Géorgie, deuxième réformateur, a passé une nouvelle loi qui maximise la valeur des biens des emprunteurs, fixe des délais plus courts, réglemente les syndicats de faillite et renforce les droits des créanciers. A la place de la

FIGURE 11.1

Dix premiers réformateurs en matière de faillite



procédure de liquidation, qui dure en moyenne 3,5 ans, la loi institue des procédures de faillite qui prendraient moins d'un an en cas de restructuration et seulement 6 mois si l'entreprise est destinée à être liquidée. Cela permettrait à la Géorgie de se classer parmi les dix premiers pays en matière de vitesse de règlement des faillites (tableau 11.2).

L'Arménie a adopté une nouvelle loi qui intègre des limites de temps dans la procédure de restructuration. Les créanciers garantis ne votent plus pour un plan de restructuration à moins que le plan mette en cause leurs biens donnés en garantie. Mais la loi interdit également explicitement aux propriétaires de l'entreprise débitrice de voter, de sorte que les créanciers auront davantage leur mot à dire. La Hongrie

TABEAU 11.2

Où les procédures de faillite sont-elles le plus efficaces et le moins ?

Délai (années)

Le moins		Le plus	
Irlande	0,4	Equateur	5,3
Japon	0,6	Indonésie	5,5
Canada	0,8	Haïti	5,7
Singapour	0,8	Philippines	5,7
Belgique	0,9	Biélorussie	5,8
Finlande	0,9	Angola	6,2
Norvège	0,9	République tchèque	6,5
Belize	1,0	Maldives	6,7
Islande	1,0	Mauritanie	8,0
Espagne	1,0	Inde	10,0

Coût (% du patrimoine)

Le moins		Le plus	
Colombie	1,0	République dominicaine	38,0
Koweït	1,0	Îles Marshall	38,0
Norvège	1,0	Micronésie	38,0
Singapour	1,0	Philippines	38,0
Brunei	3,5	Îles Salomon	38,0
Finlande	3,5	Venezuela	38,0
Géorgie	3,5	Sierra Leone	42,0
Japon	3,5	Ukraine	42,0
Corée	3,5	Libéria	42,5
Oman	3,5	République centrafricaine	76,0

Source : Base de données Doing Business.

a adopté une loi qui, dans la plupart des cas, accorde aux créanciers garantis la priorité absolue sur le produit de la vente des biens garantis. La Croatie a imposé des exigences professionnelles et de formation pour les syndics de faillite et a raccourci les délais.

En avril 2007, l'Ouzbékistan a publié un décret portant sur la dissolution volontaire des entreprises, en dehors des procédures de faillite traditionnelles. Ce décret simplifie les procédures et dispose que si l'administration fiscale ne procède pas dans les délais à un contrôle fiscal, l'entreprise ne s'acquittera que des taxes et impôts qu'elle a évalués elle-même. Le décret exonère par ailleurs de l'impôt sur le revenu toute aide financière apportée à l'entreprise par ses propriétaires et définit la procédure de notification des créanciers de l'entreprise.

Trois économies riches ont amélioré leur système de faillite. L'Italie a réformé pour la deuxième année consécutive. Les syndics de faillite italiens disposent désormais d'une plus grande latitude pour maximiser le recouvrement pour les créanciers lors de ventes d'actifs. Cela est supposé générer davantage de ventes d'entreprises viables. Le Danemark a conféré aux tribunaux davantage de pouvoir pour surveiller les syndics de faillite et s'assurer qu'ils agissent de manière efficace, ce qui a déjà raccourci les procédures de faillite. Le Portugal a créé des procédures accélérées pour les liquidations volontaires d'entreprises. Un entrepreneur peut dorénavant dissoudre une entreprise au bureau de l'enregistrement. Ces changements, semblables aux dispositions de création d'entreprise accélérée, ont pour objectif de réduire le fardeau administratif en cas de fermeture volontaire d'entreprise.

L'Île Maurice a facilité le recouvrement des dettes en adoptant la loi de protection des emprunteurs de 2007 (*Borrower Protection Act 2007*). Auparavant, les ventes d'actifs se faisaient au cours d'une longue procédure de « vente à la barre » qui ne parvenait pas à atteindre la valeur marchande des biens. La nouvelle loi autorise la vente de terres et bâtiments au cours de ventes aux enchères privées (tableau 11.3).

TABLEAU 11.3

Accroître les droits des créanciers – une réforme populaire en 2006/07

Priorité aux créanciers garantis

Chine, Hongrie, Ouzbékistan

Introduction ou réduction des délais des procédures de faillite

Arménie, Géorgie

Mise en place de procédures de restructuration

Chine, Géorgie

Mise en place d'un guichet unique pour les liquidations volontaires

Portugal, Ouzbékistan

Introduction de règles professionnelles pour les syndics de faillite

Croatie, Géorgie

Renforcement du rôle des syndics de faillite

Danemark, Italie

Autorisation de la vente au cours d'enchères privées

Île Maurice

Source : Base de données *Doing Business*.

L'Île Maurice a été le seul réformateur d'Afrique. Trois régions, l'Amérique latine, le Moyen-Orient et l'Afrique du Nord et l'Asie du Sud, n'ont procédé à aucune réforme.

Deux pays ont compliqué les faillites en 2006/07. Le Botswana a amendé sa loi sur les faillites pour donner la priorité aux créances salariales sur les obligations des créanciers garantis. Cela pourrait réduire l'intérêt qu'ont les créanciers à accorder des crédits. En parallèle, l'Argentine a retiré aux juges de faillite leurs compétences en matière de droit du travail et a exonéré ce type de créances des sursis automatiques applicables aux créances. Désormais, les requêtes liées aux relations du travail doivent être tranchées devant le tribunal du travail avant d'être présentées au tribunal des faillites pour vérification. L'Argentine a par ailleurs accru le droit des employés à exiger le paiement des revendications salariales avec les actifs des entreprises en difficulté. Une entreprise doit mettre en réserve 1% de son chiffre d'affaires brut pour satisfaire aux revendications salariales, même si elle ne réalise pas de bénéfices.

Que réformer?

Quarante pays ont réformé leur système des faillites depuis 2003 (figure 11.2). Nombre de ces réformes étaient attendues de longue date. Cela est particulièrement le cas pour les pays pauvres et à revenu intermédiaire, où les lois sur les faillites datent d'il y a en moyenne 40 ans. En revanche, les pays riches sont munis de lois datant de 5 ans en moyenne. A l'heure actuelle, les plus grandes économies émergentes, telles que le Brésil, la Chine, l'Inde, l'Indonésie, la Thaïlande et le Vietnam, ont toutes réformé en profondeur le système des faillites. Huit types de réformes se sont montrés plus efficaces:

- Réduire au minimum la dépendance envers les tribunaux.
- Mettre en place des tribunaux spécialisés.
- Accorder davantage de droits aux créanciers.
- Restreindre les possibilités d'appel.
- Instaurer des délais.
- Utiliser Internet pour diffuser les décisions et informer le public de la tenue d'enchères.
- Introduire les charges flottantes.
- Développer la profession de syndic de faillite.

Réduire au minimum la dépendance envers les tribunaux

Dans nombre de pays, améliorer les faillites revient à améliorer les tribunaux. La raison pour cela est que liquider ou restructurer une entreprise dépend souvent du système judiciaire, les tribunaux et les syndics nommés par la cour dirigeant les procédures. Treize des 25 premières économies en matière de facilité de fermer une entreprise se classent également parmi les 25 premières en matière de facilité d'exécuter des contrats.

Une des solutions consiste à réduire autant que possible le rôle des juges. Dans certaines économies où les procédures de faillite sont bien organisées, les tribunaux ne jouent, le cas échéant, qu'un rôle limité. En Australie, à Hong Kong (Chine), à Singapour et au Royaume-Uni, les créanciers garantis peuvent nommer un administrateur pour prendre en main une société en difficulté. Cela se fait sans aucune intervention du tribunal. L'administrateur gère ensuite l'entreprise en vue de la vente de ses actifs. La plupart du temps, l'entreprise est vendue comme un tout. Les récentes réformes adoptées en Géorgie et à l'Île Maurice reposent sur la même idée. Dans d'autres pays, tels que le Portugal et l'Ouzbékistan en 2006/07, les liquidations volontaires sont désormais des procédures administratives.

Mettre en place des tribunaux spécialisés

D'autres économies, dont notamment la République dominicaine, la Géorgie, la Moldavie, la Tanzanie, la Thaïlande et l'Ouganda, ont facilité l'examen des affaires de faillite en créant des tribunaux de commerce, voire même des tribunaux de faillite spécialisés. La spécialisation améliore l'efficacité.² Les juges peuvent plus facilement acquérir une expertise dans le domaine des faillites et seront mieux armés pour aborder les questions d'entreprises insolvables. La Bosnie-Herzégovine et le Ghana ont créé des sections de faillite au sein des tribunaux de commerce, avec des juges spécialement formés et des systèmes de gestion novateurs, pour s'attaquer aux retards des tribunaux.

Accorder davantage de droits aux créanciers

De nombreuses économies ont modifié les rôles et les responsabilités des parties prenantes dans les procédures de faillite. Parmi celles qui ont renforcé les pouvoirs des créanciers, on compte la Chine, la France, l'Indonésie, la Corée, la Macédoine, la Pologne, Porto Rico, la Roumanie, la Serbie, la Slovaquie, les États-Unis et le Vietnam. En Pologne, la commission des créanciers décide désormais si une entreprise doit être restructurée ou liquidée. En France, en Corée et en Slovaquie, la commission des créanciers vote sur les plans de restructuration. Avant, c'était au tribunal que revenait la décision finale.

FIGURE 11.2

Peu de réformes en Asie du Sud, aucune au Moyen-Orient



En renforçant les droits des créanciers, par exemple en créant des commissions de créanciers, on accroît leur confiance dans les procédures de faillite. Dans les pays qui autorisent les créanciers à nommer ou à remplacer un administrateur et à avoir accès au rapport de l'administrateur, il est probable que l'entreprise originelle survive à la procédure de faillite. Au contraire, les entreprises ne parviennent à poursuivre leurs activités que dans 34% des pays qui n'accordent pas de tels droits aux créanciers.

Plusieurs économies ont donné la priorité aux créanciers en cas de faillite. La Bosnie-Herzégovine, la Chine, la Finlande, la Macédoine et le Vietnam ont donné une meilleure place dans l'ordre de priorité aux créanciers garantis. La France a accordé une position « super garantie » aux créanciers qui prêtent de l'argent aux entreprises en difficulté, ce qui permet ainsi à ces entreprises d'obtenir de nouveaux crédits plus facilement et de poursuivre leurs activités.

Restreindre les possibilités d'appel

Une autre solution consiste à limiter les appels de procédures. Au Salvador, le délai d'attente pour qu'un tribunal de première instance rende sa décision dans une affaire d'acquittement de dette peut atteindre jusqu'à 3 ans. Les appels peuvent faire traîner la procédure judiciaire pendant une année supplémentaire ou plus. Au Salvador comme en Slovaquie, où il est possible de faire appel du jugement initial auprès de deux degrés supérieurs de juridiction, la limitation à un seul appel accélérerait les procédures de faillite. En Espagne, les appels ne suspendent désormais plus le recouvrement de la dette.

Limiter le nombre d'appels, ou permettre le recouvrement de la dette même lorsqu'il y a appel, est un moyen simple de rendre les procédures de faillite plus efficaces.³ Lorsqu'ils servent à jouer la montre, les appels réduisent le taux de recouvrement, qui dépend de la vitesse à laquelle l'entreprise ou ses actifs sont vendus.

Instaurer des délais

La Macédoine, la Pologne, le Portugal, la Serbie, la Slovaquie, l'Espagne et les États-Unis ont soit introduit soit raccourci les délais obligatoires pour les procédures de faillite. En imposant des délais, on rend les procédures de faillite moins onéreuses : les réformes opérées en Bulgarie, en Estonie et au Royaume-Uni ont permis de diviser de moitié les coûts des faillites. Mais certains pays n'ont pas suivi la tendance. La Thaïlande a supprimé une réglementation de 1999 limitant les possibilités d'appel, ce qui permet désormais aux débiteurs d'abuser des procédures d'appel et de prolonger la faillite.

Utiliser Internet pour diffuser les décisions et informer le public de la tenue d'enchères

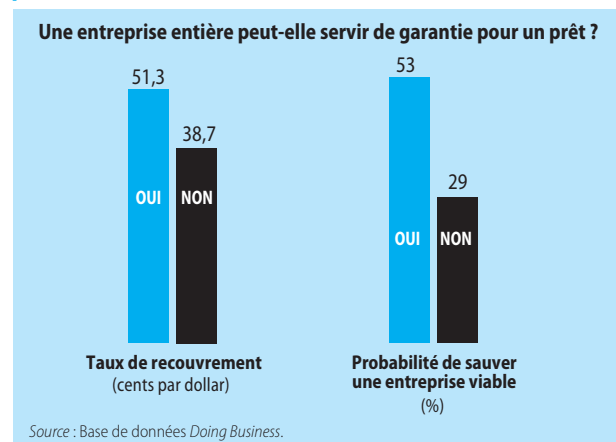
Lorsqu'une réforme des tribunaux est difficile, les réformateurs peuvent tirer parti d'Internet. La Croatie a lancé un site Internet, appelé "Judges Web," sur lequel le tribunal diffuse des informations sur les jugements rendus dans des affaires de faillite et annonce les ventes d'actifs. Les actifs ont davantage de chance d'atteindre un prix plus élevé, car des descriptions détaillées, voire même des photographies, peuvent être diffusées pendant de longues périodes. Auparavant, les ventes attiraient en général peu d'acquéreurs car elles n'étaient annoncées qu'un certain jour et dans certains journaux. La Macédoine et la Serbie prévoient de créer des sites Internet similaires.

Introduire les charges flottantes

Les pays réformateurs ne doivent pas se concentrer sur la seule loi des faillites. Au cours de la dernière décennie, le Danemark et plusieurs pays d'Europe de l'Est ont introduit des charges flottantes (ou autres charges d'entreprises similaires). Il s'agit d'instruments grâce auxquels les entreprises donnent en garantie l'ensemble de l'entreprise (même les futurs actifs). Grâce à de tels instruments, les entreprises viables ont davantage de chance de poursuivre leur activité suite à leur vente dans le cadre de procédures de liquidation et de saisie, étant donné que la charge empêche les créanciers de prétendre à différents actifs de l'entreprise. Les créanciers gagnent un maximum de souplesse en faisant respecter leur sûreté. Elles permettent également de recouvrer davantage : le taux de recouvrement est plus élevé dans les pays qui acceptent les charges flottantes que dans ceux qui ne les acceptent pas (figure 11.3).

FIGURE 11.3

Les charges flottantes améliorent les résultats des procédures de faillite



Développer la profession de syndic de faillite

Pour finir, plusieurs pays à revenu moyen ont pris des mesures visant à développer la profession et le rôle des syndics de faillite, qui jouent un rôle important dans les restructurations. L'Argentine, le Chili, la Serbie et la Slovaquie exigent des syndics une certaine formation, certaines qualifications professionnelles et qu'ils passent un examen. La Serbie a mis en place un organisme spécialement chargé de superviser la profession et d'édicter un code éthique que tous les administrateurs sont tenus de respecter.⁴ Le Chili a arrêté de verser aux syndics un salaire mensuel fixe et leur salaire dépend du produit de la vente des actifs réalisé. Cela encourage les syndics à maximiser les gains retirés en vendant rapidement les actifs des sociétés en difficulté et ne les encourage plus à faire traîner en longueur les procédures de faillite.

Remarques

1. Armour et Cumming (2006).
2. Banque mondiale (2005a).
3. Djankov et autres (2006).
4. Yap (2007).

Quelle est la suite

Doing Business 2009 fera la mise à jour des 10 ensembles d'indicateurs présentés dans l'édition de cette année. Il pourrait également incorporer quelques autres améliorations de la méthodologie.

Au-delà de cela, *Doing Business 2009* rendra compte des recherches effectuées sur 3 nouveaux sujets: transparence, perspectives pour les femmes et infrastructures (à commencer par l'électricité). Il présentera les conclusions sous forme d'une nouvelle analyse des avantages des réformes ou sous forme de séries d'indicateurs, nouvelles ou approfondies. Que l'analyse et les indicateurs fassent régulièrement partie de *Doing Business* dépendra de la qualité des recherches et de la capacité à maintenir les nouveaux indicateurs. La qualité sera évaluée par des pairs universitaires à travers le processus d'examen des publications. La durabilité des indicateurs sera mesurée en fonction de leur coût de production annuel.

Le choix de ces sujets de recherche est logique. Les études effectuées pour élaborer des indicateurs sur la transparence et les infrastructures sont motivées par les indications sur les principaux obstacles auxquels sont confrontées les entreprises qui sont récoltées dans les enquêtes sur les entreprises de la Banque Mondiale.¹ La corruption et l'accès limité aux infrastructures figurent parmi les principaux obstacles à la croissance des compagnies dans la plupart des pays africains, dans de nombreux pays du Moyen-Orient et d'Asie du Sud et dans certains pays d'Amérique centrale (figure 12.1).

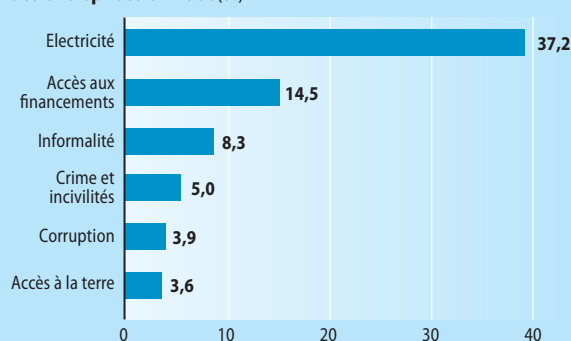
De précédentes éditions de *Doing Business* ont montré qu'une lourde réglementation des affaires nuit surtout aux femmes. Il est cependant nécessaire de conduire une analyse plus profonde des types de réformes qui bénéficient le plus aux femmes actives. Favoriser les perspectives d'emploi et d'affaires pour les femmes devrait avoir un impact important sur la croissance économique. L'ampleur précise de cet impact peut être mesurée si de nouvelles données sont collectées et analysées. C'est ce que l'équipe *Doing Business* est appelée à faire.

Ce chapitre décrit l'analyse jusqu'ici et le travail qui aura lieu l'année prochaine. Les recherches effectuées sur la transparence sont les plus avancées, suivies de l'analyse sur les perspectives pour les femmes et des travaux préliminaires sur les infrastructures.

FIGURE 12.1

Principaux obstacles pour les entreprises en Afrique

Classement par les entreprises des facteurs constituant le principal obstacle à la croissance et aux performances des entreprises en 2006(%)



Source : Enquêtes sur les entreprises de la Banque mondiale.

Transparence

En juin 2005, les médias des Etats-Unis ont rapporté que l'année précédente, un fournisseur de matériel de défense avait acheté la maison d'un membre du Congrès des Etats-Unis, Randy Cunningham, pour 1 675 000 dollars. Un mois plus tard, le fournisseur a remis la maison sur le marché, où elle a fini par être vendue pour 975 000 dollars. A l'époque, Cunningham était membre du comité de la défense. Peu après avoir acquis la maison, le fournisseur a commencé à recevoir des dizaines de millions de dollars en contrats de défense et de renseignements.

Cunningham a démissionné fin 2005, après avoir plaidé coupable d'avoir accepté au moins 2,4 millions de dollars en pots-de-vin et d'avoir sous-déclaré ses revenus l'année précédente. En mars 2006, il a été condamné à une peine de prison de 8 ans et 4 mois.

Il aurait fallu plus de temps pour résoudre cette affaire si Cunningham n'avait pas sous-déclaré ses revenus dans le formulaire de déclaration des revenus que tous les membres du Congrès doivent remplir chaque année. Le fait que les médias et les procureurs aient accès aux déclarations et puissent relever des incohérences a fait toute la différence.

Ceci est le sujet des recherches actuelles effectuées par l'équipe *Doing Business*: la possibilité pour les citoyens, les médias et les procureurs de contrôler si les actions des fonctionnaires sont dictées par des intérêts personnels.² Dans chaque pays, les textes de lois et réglementations importantes ont été rassemblés. Comme c'est le cas pour les thèmes de *Doing Business* déjà existants, les partenaires locaux sont identifiés comme les partenaires experts sur les règles concernant les marchés publics et les déclarations. Deux partenariats mondiaux, l'un avec PricewaterhouseCoopers Legal Services et l'autre avec les cabinets d'avocats Lex Mundi, aident également à vérifier les données.

Dans 80% des pays qui exigent des membres du parlement qu'ils communiquent leurs intérêts financiers ou d'affaires, l'obligation de déclaration s'applique également aux membres de l'exécutif. Dans les pays où les deux branches sont régies par des législations différentes, les deux sont recueillies.

Quelques exemples: les pays de l'OCDE à revenu élevé requièrent des déclarations détaillées des intérêts d'affaires des fonctionnaires. Tous sauf un seul demandent une déclaration publique annuelle d'éléments tels que les sources de revenu autres que le salaire du fonctionnaire, toutes les participations détenues et toutes les fonctions occupées dans les conseils d'administration d'entreprises, ainsi que la déclaration des intérêts des législateurs lorsqu'ils votent des lois ou des contrats qui peuvent avoir une incidence sur leur revenu

(par exemple, un contrat qui pourrait être accordé à une entreprise dont un fonctionnaire public détient une part). Un tiers seulement des pays d'Asie du Sud exigent que de telles déclarations soient faites.

Même lorsque les fonctionnaires sont tenus de faire de telles déclarations, il existe des différences. En Autriche, en Nouvelle-Zélande, en Suisse et au Royaume-Uni, les législateurs doivent déclarer les noms de toutes les entreprises dans lesquelles ils ont un intérêt d'affaires. Dans d'autres pays, ils ne doivent déclarer que la valeur des parts détenues et des autres investissements, sans nommer les entreprises dans lesquelles ils possèdent des actifs.

De nombreux pays interdisent aux législateurs de faire partie du conseil d'administration d'entreprises ou d'exercer des fonctions de direction dans une entreprise. Parmi ceux-ci, on compte la République tchèque, la Géorgie, Israël, la Russie et le Vietnam. D'autres, comme la Lituanie et la Slovaquie, vont plus loin en leur interdisant tout emploi en dehors du parlement.

En l'état actuel des recherches, 79% des pays exigent de faire une déclaration des intérêts. Parmi ceux-ci, plus de la moitié rendent obligatoire que ces déclarations soient disponibles au grand public. Une demi-douzaine de pays, pour la plupart en Amérique latine et dans les Caraïbes, autorisent le public à consulter les déclarations, mais uniquement sous certaines conditions.

L'accès physique aux déclarations est également variable. Au Royaume-Uni, les déclarations sont disponibles sur le site Internet de la Chambre des Communes. Au Pakistan, elles sont publiées chaque année au journal officiel. En Moldavie, le registre envoie les déclarations par e-mail sur demande. Dans plus d'une douzaine de pays, il faudra payer au registre un droit de consultation des déclarations. Dans certains, une demande devrait être adressée au comité du Parlement assurant la présidence, qui décidera si l'accès aux déclarations sera accordé ou non.

Dans tous les pays dans lesquels les déclarations publiques sont régies par la loi, l'équipe de recherche a demandé les dossiers des 5 premiers députés (par ordre alphabétique). La procédure d'obtention de ces déclarations a été consignée par écrit dans une analyse des tâches, similaire à celle effectuée pour les indicateurs de *Doing Business* existants. Les formulaires de déclaration reçus ont ensuite été étudiés pour évaluer l'importance et l'intégralité des informations communiquées.

Que reste-t-il à faire? L'analyse des données collectées a débuté, avec une première étude prévue pour novembre 2007. Les conclusions seront ensuite soumises à un examen par des pairs.

Une deuxième partie du travail consiste à comparer les nouveaux indicateurs avec les indicateurs existants. Trois initiatives précédentes ont éclairé le débat sur la transparence. La première, menée par Transparency International, repose sur un certain nombre d'enquêtes d'opinion. La seconde, par le World Bank Institute, repose sur des sources de données similaires, mais adopte une méthodologie d'agrégation plus

rigoureuse. La troisième et la plus récente, a été menée par Global Integrity.³ Tout comme les recherches conduites actuellement sur ce thème par *Doing Business*, elle porte sur l'accès du public aux informations. A la différence des recherches de *Doing Business*, sa source principale d'information provient d'experts locaux en obligation de déclaration, et non d'une analyse des textes de loi.

Perspectives pour les femmes

Le projet *Doing Business* s'engage dans un programme de recherche de deux ans sur les réformes favorisant l'emploi et les affaires pour les femmes. L'analyse sera développée dans trois directions.

Tout d'abord, elle visera à identifier les lois et réglementations discriminatoires envers les femmes. Par exemple, jusqu'à 2006, la loi au Lesotho empêchait les femmes de devenir propriétaires et de procéder à des actes juridiques tels que conclure des contrats. De même, 2 douzaines de pays sont régis par un droit du travail qui empêche les femmes de jouir de la même liberté de travail que les hommes. C'est le cas par exemple au Koweït qui, en juin 2007, a adopté une loi interdisant aux femmes de travailler entre 20 h. et 7 h. même si elles le souhaitent. Quelques pays considèrent les femmes légalement comme des mineurs et ne les autorisent pas à comparaître devant un tribunal. Au lieu de cela, une femme doit être représentée par son mari, son père ou son frère. De plus, plusieurs pays n'autorisent pas les femmes mariées à créer leur propre entreprise et exigent le consentement de leur mari.

Plusieurs autres domaines de réglementation, actuellement au-delà de la portée de *Doing Business*, réduisent également les chances pour les femmes de trouver un emploi et de créer une entreprise. C'est le cas par exemple de la loi sur les successions. Dans certaines régions, comme par exemple en Afrique de l'Est, les droits des femmes en matière de succession sont inférieurs à ceux des hommes, ce qui rend difficile de présenter des garanties à la banque pour démarrer une entreprise. Plus important encore, il est de ce fait parfois impossible pour les femmes de subvenir aux besoins de leurs enfants si leur mari les quitte ou décède. D'autres dispositions réglementaires, comme la nécessité d'obtenir le consentement de leur mari afin d'acquérir un passeport ou d'établir une entreprise dans des locaux commerciaux, peuvent également affecter indirectement la capacité des femmes à participer pleinement au monde des affaires. Les recherches étudieront les restrictions légales auxquelles les femmes font face dans ces domaines.

En second lieu, des analyses identifieront les réformes traditionnelles, telles que mises en évidence par les indicateurs de *Doing Business* existants, qui offrent le plus d'avantages aux femmes. Les réformes qui réduisent le travail informel bénéficient aux femmes de manière disproportionnée puisqu'elles constituent une partie importante de l'économie informelle. Le rapport de cette année documente le lien entre la facilité de faire des affaires et la part des employés et entrepreneurs que constituent les femmes (voir figure 1.7, page 7). Dans les deux années à venir, les recherches porteront sur les réformes qui contribuent le plus à l'augmentation de ces proportions. Ce travail fera appel aux enquêtes sur les entreprises de la Banque mondiale, qui comportent des données sur les femmes entrepreneurs et la proportion de femmes par rapport au nombre total d'employés depuis 2005.

Troisièmement, l'équipe *Doing Business* préparera des études de cas sur les femmes entrepreneurs et décrira les raisons de leur réussite, ainsi que les principaux obstacles auxquels elles sont confrontées lors du développement de leurs affaires. Ces études de cas pourraient identifier d'autres réformes que l'étude de lois et réglementations aurait manquées. En particulier, même après que l'Etat ait réformé, il faut du temps pour que les pratiques les plus répandues changent.

Dans des domaines comme ceux-là, les études de cas peuvent être à l'origine de campagnes de communication pour promouvoir l'intérêt de réformer. En Ouganda par exemple, des groupes de femmes ont formé une coalition pour faire pression en faveur de réformes du droit des affaires qui bénéficieraient particulièrement aux femmes. Résultat: une meilleure prise de conscience de la nécessité de réformer et d'adopter de nouveaux projets de loi préparés par le ministère des Finances, en attente de l'approbation du ministre de la Justice. Cela comprend notamment le projet de loi sur les entreprises, la loi sur le transfert de biens mobiliers et des lois sur les biens personnels et les sûretés.

Les conclusions faites sur ces trois thèmes de recherche seront présentées dans une publication indépendante sur les opportunités pour les femmes. Comme pour les indicateurs de *Doing Business* existants, toutes les recherches feront l'objet d'une révision externe dans des journaux académiques.

Infrastructures

Il existe un ensemble d'indicateurs divers sur les services d'infrastructure. Mais en règle générale, ceux-ci mesurent les résultats: kilomètres de route pavée, nombre de lignes téléphoniques, pourcentage de foyers raccordés à l'eau courante. Les indicateurs de ce type ont deux limites. Tout d'abord, étant donné que la construction d'infrastructure coûte cher, les comparaisons transnationales montrent une tendance évidente: les pays riches sont dotés de bonnes infrastructures et les pays pauvres ne le sont pas. Deuxièmement, si un pays réformiste veut faire sa marque en améliorant les services d'infrastructure, il n'y a pas grand-chose qu'il puisse faire pour améliorer ces indicateurs en un temps réduit. Des investissements lourds sont nécessaires.

Ce qu'un pays désireux de réformer peut faire, c'est adopter une réglementation facilitant le développement des services d'infrastructure. Un pays réformateur peut également simplifier les procédures de raccordement des nouvelles en-

treprises à ces services. Ce sont les deux aspects des services d'infrastructure sur lesquels l'équipe *Doing Business* élabore de nouveaux indicateurs.

Le premier groupe d'indicateurs s'appuie sur un cas particulier: une augmentation inattendue de la demande en électricité a créé un environnement favorable à l'expansion du réseau. L'étude de cas documente le processus que les services privés ou publics de services doivent suivre afin d'obtenir les éléments nécessaires pour élargir la grille de distribution d'électricité.

Le second groupe examine le processus de raccordement au réseau électrique, à l'eau et au téléphone dans le cas d'un bâtiment nouvellement construit. Le nombre de procédures à suivre pour obtenir ces services, ainsi que les coûts et délais associés, sont recensés. L'étude ne compare pas les prix de ces services une fois que le bâtiment est raccordé. Cela requerrait une connaissance détaillée des politiques de subvention, ce qui va au-delà de la portée de *Doing Business*.

Remarques

1. Les enquêtes sur les entreprises de la Banque mondiale rassemblent des informations sur les principales contraintes identifiées par les entreprises, ainsi que les données concrètes sur les délais et coûts pour se conformer aux réglementations spécifiques. Les enquêtes en Amérique Latine sont réalisées en coopération avec la Banque Interaméricaine de Développement. En Europe de l'Est et en ex-Union soviétique, elles sont effectuées avec le concours de la Banque européenne pour la Reconstruction et le Développement. Chaque année, plus de 30 enquêtes sont effectuées. Les données sont disponibles en ligne pour plus de 100 pays à l'adresse suivante: <http://www.enterprisesurveys.org>.
2. Les recherches sont effectuées conjointement avec des universitaires du Dartmouth College, de l'Université de Harvard et de l'Université de Nice.
3. Pour plus d'informations, veuillez vous rendre sur <http://www.globalintegrity.org/> et rechercher Global Integrity Index 2006.

Doing Business

Références

- Advisory Board on Administrative Burden. 2007. *Annual Report 2006*. The Hague.
- Alesina, Alberto, and Andrea Ichino. 2007. "Gender-Based Taxation." Harvard University, Department of Economics, Cambridge, Mass.
- Amin, Mohammad. 2007. "Labor Regulations and Technology in India's Retail Stores." Policy Research Working Paper 4274. World Bank, Washington, D.C.
- Antunes, Antonio, and Tiago Cavalcanti. 2007. "Start-Up Costs, Limited Enforcement and the Hidden Economy." *European Economic Review* 51 (1): 203–24.
- Armour, John, and Douglas Cumming. 2006. "The Legislative Road to Silicon Valley." *Oxford Economic Papers* 58: 596–635.
- Atanasov, Vladimir, Conrad Ciccotello and Stanley Gyoshev. 2006. "How Does Law Affect Finance? An Empirical Examination of Tunneling in an Emerging Market." Babson College, Finance Division, Babson Park, Mass.
- Azmat, Ghazala, Maia Guell and Alan Manning. 2006. "Gender Gaps in Unemployment Rates in OECD Countries." *Journal of Labor Economics* 24 (1): 1–38.
- Bagaudinova, Svetlana, Dana Omran and Umar Shavurov. 2007. "Licensing 159 Activities—Not 909." In World Bank, *Celebrating Reform*. Washington, D.C.: World Bank Group and U.S. Agency for International Development.
- Beegle, Kathleen, and John Strauss. 1996. "Intrahousehold Allocations: A Review of Theories, Empirical Evidence and Policy Issues." Michigan State University, Department of Agricultural Economics, East Lansing.
- Botero, Juan C., Simeon Djankov, Rafael La Porta, Florencio López-de-Silanes and Andrei Shleifer. 2004. "The Regulation of Labor." *Quarterly Journal of Economics* 119 (4): 1339–82.
- Bruhn, Miriam. 2007. "License to Sell: The Effect of Business Registration Reform on Entrepreneurial Activity in Mexico." Massachusetts Institute of Technology, Department of Economics, Cambridge, Mass.
- Bureau, Jean-Cristophe, Raja Chakir and Jacques Gallezot. 2006. "The Utilization of EU and U.S. Trade Preferences for Developing Countries in the Agri-Food Sector." IIIS Discussion Paper 193. Trinity College, Institute for International Integration Studies, Dublin.
- Bustelo, Frederic. 2007. "Reforming the Credit Bureau Law." In World Bank, *Celebrating Reform*. Washington, D.C.: World Bank Group and U.S. Agency for International Development.
- Casas-Arce, Pablo, and Albert Saiz. 2006. "Do Courts Matter? Rental Markets and the Law." Working Paper Series. University of Pennsylvania, Wharton School, Institute for the Study of Labor (IZA), Philadelphia.
- Cigna, Jean Piero, and Luca Enriques. 2005. *Assessing the Effectiveness of Corporate Governance Legislation: Disclosure and Redress in Related-Party Transactions*. EBRD Legal Indicator Survey 2005. London: European Bank for Reconstruction and Development. <http://www.ebrd.com/country/sector/law/articles/assess.pdf>.
- Cunat, Alejandro, and Marc Melitz. 2007. *Volatility, Labor Market Flexibility, and the Pattern of Comparative Advantage*. NBER Working Paper 13062. Cambridge, Mass.: National Bureau of Economic Research.
- Dennis, Allen. 2007. "Speeding Trade." In World Bank, *Celebrating Reform*. Washington, D.C.: World Bank Group and U.S. Agency for International Development.
- Dennis, Allen, and Ben Shepherd. 2007. "Trade Costs, Barriers to Entry, and Export Diversification in Developing Countries." World Bank, Washington, D.C.

- de Soto, Hernando. 2000. *The Mystery of Capital: Why Capitalism Triumphs in the West and Fails Everywhere Else*. New York: Basic Books.
- Devas, Nick, and Roy Kelly. 2001. "Regulation or Revenues? An Analysis of Local Business Licences, with a Case Study of the Single Business Permit Reform in Kenya." *Public Administration and Development* 21 (5): 381–91.
- Djankov, Simeon, Caroline Freund and Cong Pham. 2007. "Trading on Time." Policy Research Working Paper 3909. World Bank, Washington, D.C.
- Djankov, Simeon, Caralee McLiesh and Rita Ramalho. 2006. "Regulation and Growth." *Economics Letters* 92 (3): 395–401.
- Djankov, Simeon, Caralee McLiesh and Andrei Shleifer. 2007. "Private Credit in 129 Countries." *Journal of Financial Economics* 84 (2): 299–329.
- Djankov, Simeon, Oliver Hart, Caralee McLiesh and Andrei Shleifer. 2006. Debt Enforcement around the World. NBER Working Paper 12807. Cambridge, Mass.: National Bureau of Economic Research.
- Djankov, Simeon, Rafael La Porta, Florencio López-de-Silanes and Andrei Shleifer. 2002. "The Regulation of Entry." *Quarterly Journal of Economics* 117 (1): 1–37.
- . 2003. "Courts." *Quarterly Journal of Economics* 118 (2): 453–517.
- . Forthcoming. "The Law and Economics of Self-Dealing." *Journal of Financial Economics*.
- Djankov, Simeon, Darshini Manraj, Caralee McLiesh and Rita Ramalho. 2005. "Doing Business Indicators: Why Aggregate, and How to Do It." World Bank, Washington, D.C. http://www.doingbusiness.org/documents/how_to_aggregate.pdf.
- Djankov, Simeon, Caralee McLiesh, Rita Ramalho and Andrei Shleifer. 2007. "Taxation, Investment and Entrepreneurship." Harvard University, Department of Economics, Cambridge, Mass.
- ERT (European Round Table of Industrialists). 2005. *ERT Survey on Trade Facilitation*. Brussels. <http://www.ert.be>.
- ESCAP (United Nations Economic and Social Commission for Asia and the Pacific). 2003. *Transit Transport Issues in Landlocked and Transit Developing Countries*. Landlocked Developing Countries Series, no. 1. New York: United Nations.
- Feder, Gershon. 2002. "The Intricacies of Land Markets: Why the World Bank Succeeds in Economic Reform through Land Registration and Tenure Security." Paper presented at the Conference of the International Federation of Surveyors, Washington, D.C., April 19–26.
- Field, Erica. 2006. "Property Rights and Investment in Urban Slums." *Journal of the European Economic Association* 3 (2–3): 279–90.
- Fleisig, Heywood, Mehnaz Safavian and Nuria de la Peña. 2006. *Reforming Collateral Laws to Expand Access to Finance*. Washington, D.C.: World Bank.
- Freund, Caroline, and Bineswaree Bolaky. 2007. "When Does Trade Promote Growth?" Working paper. International Monetary Fund, Trade Department, Washington, D.C.
- Goldin, Claudia, and Cecilia Rouse. 2000. "Orchestrating Impartiality: The Impact of 'Blind' Auditions on Female Musicians." *American Economic Review* 90 (4): 715–41.
- Hummels, David. 2007. "Calculating Tariff Equivalents for Time in Trade." Purdue University, Department of Economics, West Lafayette, Ind.
- ILO (International Labour Organization). 1998. *ILO Declaration on Fundamental Principles and Rights at Work*. Geneva.
- Jacobs, Scott, and César Cordova. 2005. "Good Practices for Regulatory Inspections: Guidelines for Reformers." Report prepared for World Bank Group, Small and Medium Enterprise Department, Washington, D.C.
- Johns, Melissa, and Jean Michel Lobet. 2007. "Protecting Investors from Self-Dealing." In World Bank, *Celebrating Reform*. Washington, D.C.: World Bank Group and U.S. Agency for International Development.
- Katz, Elizabeth, and Juan Sebastian Chamorro. 2003. "Gender, Land Rights, and the Household Economy in Rural Nicaragua and Honduras." Paper presented at the annual conference of the Latin American and Caribbean Economics Association, Puebla, Mexico, October 9–11.
- Ladegaard, Peter, Simeon Djankov and Caralee McLiesh. 2007. "Review of the Dutch Administrative Burden Reduction Programme." World Bank, Investment Climate Department, Washington, D.C.
- López-Córdova, Ernesto. 2007. "Labor Regulation and the Allocative Efficiency of International Trade." World Bank, Enterprise Analysis Unit, Washington, D.C.
- Masatlioglu, Yusufcan, and Jamele Rigolini. 2006. "Informality Traps." University of Michigan, Department of Economics, Ann Arbor.
- Monteiro, Joana C. M., and Juliano J. Assunção. 2005. "Matching e determinação de contratos nas micro empresas no Brasil." Discussion Paper 499. Pontifícia Universidade Católica, Department of Economics, Rio de Janeiro.
- . 2006. "Outgoing the Shadows: Estimating the Impact of Bureaucracy Simplification and Tax Cut on Formality and Investment." Pontifícia Universidade Católica, Department of Economics, Rio de Janeiro.
- Montenegro, Claudio E., and Carmen Pagés. 2003. *Who Benefits from Labor Market Regulations? Chile 1960–1998*. NBER Working Paper 9850. Cambridge, Mass.: National Bureau of Economic Research. <http://www.nber.org/papers/w9850.pdf>.
- Moss, Todd. 2006. "Why Doesn't Africa Get More Equity Investment?" Center for Global Development, Washington, D.C.

- Muller-Jentsch, Daniel. 2005. *Deeper Integration and Trade in Services in the Euro-Mediterranean Region: Southern Dimensions of the European Neighborhood Policy*. Washington, D.C.: World Bank.
- OECD (Organisation for Economic Co-operation and Development). 2007. *Tax Administration in OECD and Selected Non-OECD Countries: Comparative Information Series (2006)*. Paris.
- PricewaterhouseCoopers. 2005. "The Economic Impact of Accelerating Permit Processes on Local Development and Government Revenues." Report prepared for American Institute of Architects, Washington, D.C.
- Saavedra, Jaime. 1998. "Crisis Real o Crisis de Expectativas: El Mercado Laboral Peruano Antes y Despues de la Reformas." Working Paper 388. Inter-American Development Bank, Washington, D.C.
- Saavedra, Jaime, and Máximo Torero. 2000. "Labor Market Reforms and Their Impact over Formal Labor Demand and Job Market Turnover: The Case of Peru." Research Network Working Paper R-394. Inter-American Development Bank, Washington, D.C.
- Safavian, Mehnaz, and Siddharth Sharma. Forthcoming. "When Do Creditor Rights Work?" *Journal of Comparative Economics*.
- Safavian, Mehnaz, and Joshua Wimpey. 2007. "When Do Enterprises Prefer Informal Credit?" World Bank, Enterprise Analysis Unit, Washington, D.C.
- Schneider, Friedrich. 2005. "Shadow Economies of 145 Countries All Over the World: What Do We Really Know?" CREMA Working Paper 2005-13. Center of Research in Economics, Management and the Arts, Zurich.
- Slemrod, Joel. 2004. "Are Corporate Tax Rates, or Countries, Converging?" *Journal of Public Economics* 88 (6): 1169–86.
- Sorge, Marco, and Chendi Zhang. 2007. "Credit Information Quality and Corporate Debt Maturity: Theory and Evidence." University of Sheffield, Department of Economics, Sheffield, England.
- USAID (U.S. Agency for International Development). 2006. "Time Measurement Related to Customs Clearance and Transit Procedures." Tbilisi.
- WEF (World Economic Forum). 2006. *Global Competitiveness Report 2006–2007*. New York: Palgrave Macmillan.
- World Bank. 2004. *Doing Business in 2005: Removing Obstacles to Growth*. Washington, D.C.: World Bank Group.
- . 2005a. *Doing Business in 2006: Creating Jobs*. Washington, D.C.: World Bank Group.
- . 2005b. "Kenya: Growth and Competitiveness." Report 31387-KE. Africa Region, Private Sector Unit, Washington, D.C.
- . 2005c. *World Development Indicators 2005*. Washington, D.C.
- . 2006a. *Doing Business in Mexico 2007: Comparing Regulation in the 31 States and Mexico City*. Washington, D.C.: World Bank Group.
- . 2006b. *Doing Business 2007: How to Reform*. Washington, D.C.: World Bank Group.
- . 2007a. *Celebrating Reform*. Washington, D.C.: World Bank Group and U.S. Agency for International Development.
- . 2007b. *World Development Indicators 2007*. Washington, D.C.
- Yap, Justin. 2007. "Faster, More Orderly Exit." In World Bank, *Celebrating Reform*. Washington, D.C.: World Bank Group and U.S. Agency for International Development.

Doing Business

Notes statistiques

Les indicateurs présentés et analysés dans *Doing Business* évaluent la réglementation des affaires et la protection des droits de propriété – ainsi que leurs effets sur les entreprises, plus particulièrement sur les petites et moyennes entreprises du pays. Tout d'abord, les indicateurs permettent de déterminer le degré de réglementation, par exemple le nombre de procédures nécessaires pour créer une entreprise ou pour enregistrer un titre de propriété commerciale. Deuxièmement, ils évaluent les conséquences de la réglementation, telles que les délais et coûts nécessaires pour exécuter un contrat, venir à bout d'une procédure de faillite ou importer et exporter des marchandises. Troisièmement, ces indicateurs mesurent l'étendue de protection légale de la propriété,

par exemple la protection des investisseurs contre les abus des dirigeants de la société ou encore le champ d'actifs pouvant servir de garantie en vertu des lois sur les transactions garanties. Quatrièmement, ils mesurent la flexibilité de la réglementation du travail. Enfin, un ensemble d'indicateurs permet d'évaluer la charge fiscale qui pèse sur les entreprises. Pour plus de détails sur l'élaboration du classement relatif à ces indicateurs, voir *Facilité de faire des affaires*, page 82.

Pour la totalité des indicateurs du rapport *Doing Business 2008*, les statistiques font référence à juin 2007. Trois nouveaux pays, Brunei, le Liberia et le Luxembourg, ont été ajoutés à l'étude qui porte désormais sur 178 économies.

Méthodologie

Les données utilisées dans l'analyse du rapport *Doing Business* sont recueillies selon un procédé standard. Pour commencer, l'équipe du rapport *Doing Business*, assistée de spécialistes académiques, conçoit un questionnaire. L'enquête repose sur une simple étude de cas, afin de garantir la comparabilité des données d'un pays à l'autre et au fil du temps – avec des hypothèses sur la forme juridique de l'entreprise, sa taille, son emplacement et la nature de ses activités. Les enquêtes sont menées par le biais de plus de 5 000 experts locaux, au rang desquels figurent des avocats, des conseillers en commerce, des experts-comptables, des transitaires, des fonctionnaires et d'autres professionnels spécialisés dans les questions juridiques et réglementaires (tableau 13.1). Ces experts ont plusieurs contacts avec l'équipe *Doing Business* (en général 4), en particulier à travers des conférences téléphoniques, une correspondance écrite et des visites en personne dans les pays. Pour rédiger le rapport *Doing Business 2008*, les membres de l'équipe se sont rendus dans 71 pays dans le but de vérifier les données et recruter des personnes à interroger. Les données recueillies dans le cadre de ces enquêtes font l'objet de plusieurs vérifications pour en déterminer la fiabilité, et sont ainsi sujettes à des révisions ou développements.

La méthodologie suivie par *Doing Business* présente plusieurs avantages. Elle est transparente, fait appel à des informations factuelles sur le contenu des lois et réglementations, et permet de nombreuses interactions avec des agents locaux, afin d'éviter toute erreur d'interprétation des éléments traités. Avoir un échantillon représentatif de personnes interrogées n'est pas un problème, puisque les textes de loi et réglementation en question sont rassemblés

TABEAU 13.1

Combien d'experts sont-ils consultés par Doing Business?

Ensemble d'indicateurs	Nombre de contributeurs
Création d'entreprise	970
Octroi de licences	495
Embauche des travailleurs	661
Transfert de propriété	753
Obtention de prêts	695
Protection des investisseurs	484
Paiement des taxes et impôts	701
Commerce transfrontalier	912
Exécution de contrats	676
Fermeture d'entreprise	659

Source : Base de données *Doing Business*.

et l'exactitude des réponses vérifiée. Cette méthodologie étant peu onéreuse et facilement reproductible, des données peuvent être recueillies dans un large échantillon d'économies. Les mêmes hypothèses étant retenues pour la collecte des données, les comparaisons et les références s'appliquent à l'ensemble des pays. Non seulement ces données mettent en évidence l'étendue des obstacles à la pratique des affaires, mais elles permettent aussi d'en identifier les origines et d'attirer l'attention sur les réformes à entreprendre.

Limites à ce qui est mesuré

Pour interpréter les données statistiques, il convient de tenir compte de 5 limites qui caractérisent la méthodologie de *Doing Business*. Premièrement, les statistiques collectées font référence aux entreprises de la ville la plus peuplée du pays en question et peuvent ne pas être représentatives de la réglementation dans d'autres régions de ce pays. Pour tenir compte de ces limites, des indicateurs régionaux de *Doing Business* ont été créés pour 5 économies en 2006/07 : Bangladesh, Brésil, Inde, Mexique et Pakistan. Huit autres études régionales sont en cours pour la Chine, la Colombie, l'Égypte, le Maroc, le Nigeria, les Philippines, la Russie et l'Ukraine. Certaines études existantes sont mises à jour chaque année, telles que celles sur le Mexique et les économies d'Asie du Sud. Ces études régionales mettent en exergue des différences majeures dans la vitesse de réforme et la facilité de faire des affaires entre des villes d'un même pays (figure 13.1).

Deuxièmement, ces statistiques se rapportent souvent à une forme spécifique d'entreprise, à savoir une société à responsabilité limitée de taille donnée, et peuvent ne pas être représentatives de la réglementation qui régit les autres entreprises, par exemple, les entreprises unipersonnelles. En troisième lieu, les transactions décrites dans une étude de cas standard font référence à des problématiques déterminées et peuvent ne pas être caractéristiques de l'ensemble des problèmes auxquels est confrontée une entreprise. Quatrièmement, les indicateurs relatifs aux délais impliquent une certaine part de jugement de la part des professionnels interrogés. Quand les sources indiquent des estimations différentes, les indicateurs de délai publiés dans *Doing Business* représentent la valeur médiane des diverses réponses données d'après les hypothèses formulées dans le cas-type.

Pour finir, le présupposé de cette méthodologie est que l'entreprise dispose de toutes les informations dont elle a besoin concernant les démarches à suivre et qu'elle complète les procédures

sans perdre de temps. En pratique, accomplir une procédure peut demander plus de temps si l'entreprise n'est pas en possession des informations nécessaires ou n'est pas capable de les exploiter rapidement. À l'inverse, l'entreprise peut choisir de ne pas tenir compte de certaines procédures lourdes. Pour ces deux raisons, les délais rapportés dans *Doing Business 2008* peuvent différer de la perception des entrepreneurs rapportée dans l'Étude sur les entreprises de la Banque mondiale ou autres enquêtes d'opinion.

Changements relatifs à ce qui est mesuré

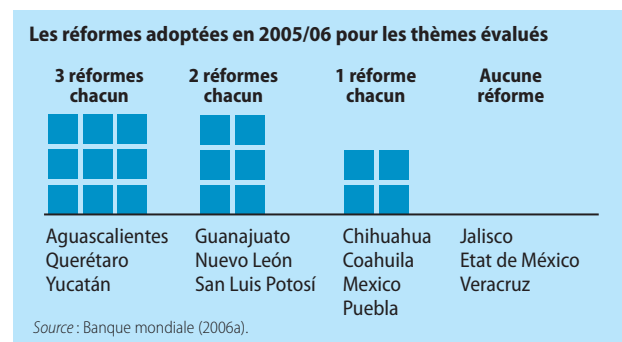
La méthodologie adoptée pour 3 des rubriques de *Doing Business*, à savoir l'octroi de licences, l'embauche de travailleurs et l'exécution de contrats, s'est améliorée cette année. Trois changements ont été opérés à l'octroi de licences. Tout d'abord, l'étude de cas s'applique désormais aux entrepreneurs titulaires de toutes les autorisations d'exercice et assurés au commencement du projet. Par conséquent, les procédures d'assurance ou d'obtention de l'autorisation d'exercice de construction ne sont plus prises en compte. Deuxièmement, les inspections sont désormais considérées comme s'étalant sur une journée, même si un laps de temps s'écoule entre la demande d'inspection et l'inspection elle-même. Ce changement a été effectué afin d'éliminer la latitude d'interprétation de la durée de l'inspection indiquée par les personnes interrogées. Troisièmement, les inspections effectuées avant le commencement de la construction ont été ajoutées à la liste de procédures; cela concerne principalement les pays de l'Ex Union soviétique. Les deux premières modifications réduisent le nombre de procédures et les délais associés à l'étude de cas; la troisième les accroît.

Concernant l'embauche de travailleurs, des améliorations ont été faites pour harmoniser la méthodologie employée par *Doing Business* avec les conventions de l'Organisation Internationale du Travail (OIT). Il est désormais possible pour une économie d'obtenir la note maximale en matière de facilité d'embaucher des travailleurs - ce qui indique la réglementation du travail la plus flexible - et d'être en conformité avec les 187 conventions de l'OIT. Deux variations majeures ont été opérées. Tout d'abord, le calcul des coûts de licenciement a été modifié, de sorte que la note 0 est attribuée lorsqu'un salaire de 8 semaines ou moins est versé, aux fins de calculer le classement en matière de facilité d'embaucher des travailleurs. Deuxièmement, les restrictions sur le travail de nuit, telles qu'une majoration des heures supplémentaires ou des limitations des horaires de travail, ne sont désormais plus codifiées comme manque de souplesse. Ces deux changements ont apporté davantage de flexibilité à la réglementation du travail, tel que codifié dans *Doing Business*.

Concernant l'exécution des contrats, la liste de procédures a été revue afin de s'adapter aux différences procédurales qui existent entre le droit civil et la common law (droit commun). Par exemple, dans les pays de droit civil, le juge nomme un expert indépendant, tandis qu'en common law, les parties du pays envoient au juge une liste d'experts qu'ils ont eux-mêmes choisis. Deux hypothèses ont été ajoutées sur la saisie des biens du défendeur avant le jugement et le recours à l'avis d'un expert. Pour indiquer l'efficacité générale des procédures judiciaires, une procédure est désormais enlevée pour les pays disposant de tribunaux de commerce spécialisés et

FIGURE 13.1

La vitesse de réforme diffère entre les États mexicains



Caractéristiques économiques

Revenu national brut (RNB) par habitant

Doing Business 2008 fait référence au revenu par habitant de 2006 tel qu'il figure dans la publication de la Banque mondiale, *Les Indicateurs du Développement dans le Monde* en 2007, et qui est calculé selon la méthode Atlas en dollars US courants. Pour les indicateurs de coût exprimés en pourcentage du revenu par habitant, on utilise comme dénominateur le RNB 2006 en monnaie locale. Les données du RNB de la République du Congo, de l'Irak, d'Oman, de Porto Rico, de l'Arabie saoudite, des Emirats arabes unis, de la Cisjordanie et de la Bande de Gaza, et du Zimbabwe n'ont pas pu être obtenues auprès de la Banque mondiale. Pour ces cas, on a fait appel au PIB ou PNB par habitant tiré des profils des pays établis en 2006 par l'Economist Intelligence Unit et en 2007 par le Département d'Etat des Etats-Unis.

Région et catégorie de revenu

Doing Business utilise les classifications des régions et des catégories de revenu de la Banque mondiale, disponibles à l'adresse suivante, <http://www.worldbank.org/data/countryclass>. Tout au long du présent rapport, le terme économies riches fait référence au groupe de pays à revenu élevé, le terme économies intermédiaires au groupe de pays à revenu moyen supérieur et le terme économies pauvres renvoie aux catégories de pays à revenu moyen inférieur et à revenu faible.

Population

Doing Business 2008 reprend les statistiques démographiques du milieu d'année 2006 telles que rapportées dans les *Indicateurs du Développement dans le Monde* de 2007.

une pour ceux qui autorisent l'introduction de demandes auprès d'un tribunal par voie électronique. Pour finir, l'indicateur de coût comprend dorénavant tous les frais d'exécution d'un jugement.

Correction de données

Les lois et règlements qui régissent les données publiées dans *Doing Business* peuvent être consultés sur le site Internet de *Doing Business* à l'adresse <http://www.doingbusiness.org>. Toutes les enquêtes et les détails associés aux indicateurs sont également publiés sur ce site Internet. Toute question relative à la méthodologie et à la contestation des données peut être soumise en utilisant la

fonction « Ask a Question ».

Doing Business publie 8 900 indicateurs chaque année. Pour élaborer ces indicateurs, l'équipe évalue plus de 52 000 points, chacun d'entre eux étant disponible sur le site Internet de *Doing Business*. Depuis la publication de *Doing Business 2007*, 20 économies ont contesté les données de l'année dernière. Dans plusieurs cas, le gouvernement a revu chacun des points de donnée mesurés. Ces révisions ont conduit à la correction de 47 points. Ces changements se reflètent dans l'indice de facilité de faire des affaires. Ils peuvent de même être retrouvés dans la base de données sur le site Internet.

Création d'entreprise

Doing Business recense toutes les procédures officiellement exigées d'un entrepreneur pour la création et la gestion officielle d'une entreprise industrielle ou commerciale. Il s'agit notamment d'obtenir toutes les licences et tous les permis nécessaires, ainsi que d'accomplir, auprès des autorités concernées, toute formalité demandée pour l'entreprise et les employés, y compris les notifications, vérifications ou inscriptions.

Après examen des lois, de la réglementation et de toute information disponible pour le public concernant l'arrivée sur le marché d'entreprises, une liste détaillée de procédures, de délais, de coûts nécessaires pour s'acquitter de ces procédures dans des circonstances normales et de montants minimums de capital à verser est établie. Par la suite, des juristes locaux experts en constitution de sociétés et des fonctionnaires complètent et vérifient les données.

Des informations concernant l'ordre des procédures à accomplir et la possibilité de le faire simultanément sont également rassemblées. On suppose que toutes les informations nécessaires sont immédiatement disponibles et qu'aucun des services impliqués dans le processus de création d'entreprise n'est corrompu. Lorsque les réponses des experts locaux divergent, les enquêtes se poursuivent jusqu'à ce qu'il y ait accord sur les données.

Pour que les données puissent être comparées d'un pays à l'autre, plusieurs hypothèses relatives à l'entreprise et aux procédures sont retenues.

Hypothèses relatives à l'entreprise

L'entreprise :

- Est une société à responsabilité limitée. Lorsqu'il existe plus d'un type de société à responsabilité limitée dans le pays concerné, la forme la plus courante de société locale est choisie. Les informations concernant cette forme de société sont obtenues auprès de juristes experts en constitution de sociétés ou de l'institut de statistiques.
- Exerce son activité dans la ville la plus peuplée du pays.
- Est détenue à 100% par des nationaux, au nombre de cinq, et dont aucun n'est une personne morale.
- Dispose d'un capital de départ équivalent à 10 fois le revenu par habitant fin 2006, versé en numéraire.
- Exerce des activités générales à caractère industriel ou commercial, telles que la production ou la vente de produits ou services destinés au public. Elle n'exerce pas d'affaires de commerce extérieur et son domaine d'activité ne couvre pas les produits soumis à un régime fiscal particulier, comme par exemple les alcools et le tabac. L'entreprise n'utilise pas de procédés de production particulièrement polluants.

- Loue les locaux, usine et bureaux qu'elle utilise pour des fins commerciales, et n'est pas propriétaire de biens immobiliers.
- Ne répond pas aux critères lui permettant de bénéficier de mesures d'encouragement à l'investissement ou d'autres avantages particuliers.
- Emploie au minimum 10 salariés et au plus 50 un mois après le début des activités, tous étant des nationaux.
- Son chiffre d'affaires représente au moins 100 fois le revenu par habitant.
- Ses statuts font 10 pages.

Procédures

Une procédure est définie comme toute interaction entre le fondateur de la société et les parties extérieures (par exemple des organismes publics, des avocats, des commissaires aux comptes, des notaires). Les interactions entre le fondateur ou un représentant de la société et le personnel ne sont pas considérées comme des procédures. Les procédures qui doivent être accomplies au sein d'un même bâtiment, mais dans des bureaux différents, sont comptées comme différentes. Si les fondateurs doivent se rendre dans le même bureau à plusieurs reprises pour diverses procédures d'affilée, chacune de celles-ci est comptée séparément. Les fondateurs sont censés accomplir toutes les procédures en personne, sans intermédiaires, médiateurs, experts-comptables ou avocats, sauf si le recours à ces tiers est exigé par la loi. Si les services de professionnels sont obligatoires, les procédures effectuées par ces derniers au nom de l'entreprise sont comptées séparément.

Les procédures officielles dont un entrepreneur est tenu de s'acquitter avant et après la constitution de la société, afin de pouvoir gérer officiellement son entreprise, sont comptabilisées (tableau 13.2).

Les procédures applicables à la correspondance officielle ou aux transactions avec des organismes publics sont aussi prises en compte. À titre d'exemple, si le sceau ou le tampon de l'entreprise doit être obligatoirement apposé pour les documents officiels tels que les déclarations fiscales, l'obtention de ces sceaux et tampons

est prise en considération. De même, si une entreprise doit ouvrir un compte bancaire avant d'être inscrite au registre de la taxe sur les ventes ou la taxe sur la valeur ajoutée, une telle transaction est comptée comme procédure. Les raccourcis sont pris en compte uniquement s'ils satisfont à quatre critères: ils doivent être légaux, accessibles au grand public, utilisés par la majorité des entreprises, et les éviter engendre d'importants retards.

Seules les procédures obligatoires pour toutes les entreprises sont concernées. Celles spécifiques à certains secteurs d'activité sont exclues. Par exemple, les procédures de mise en conformité avec les règles environnementales ne sont incluses que lorsqu'elles s'appliquent à toutes les entreprises menant des activités générales de nature commerciale ou industrielle. Les procédures effectuées par l'entreprise pour le raccordement au réseau d'alimentation en électricité, eau, gaz et d'évacuation des déchets ne sont pas incluses.

Délai

Les délais sont exprimés en jours calendaires. La mesure correspond à la durée médiane nécessaire pour accomplir une procédure, selon les juristes experts en constitution de sociétés, avec un minimum d'actions complémentaires auprès des organismes publics et aucun paiement supplémentaire. On considère que le temps minimum nécessaire à chaque procédure est d'une journée. Les procédures peuvent être accomplies simultanément, mais ne peuvent pas être initiées le même jour (c'est-à-dire que des procédures simultanées commencent des jours différents consécutifs). Une procédure est considérée accomplie une fois que l'entreprise a reçu le document final, à savoir le certificat d'enregistrement de l'entreprise ou son numéro fiscal. Lorsqu'une procédure peut être accélérée moyennant un coût supplémentaire, le procédé le plus rapide est retenu. On suppose que l'entrepreneur ne perd pas de temps et qu'il s'efforce d'accomplir toutes les procédures restantes sans attendre. Le temps que passe l'entrepreneur à recueillir des informations n'est pas compris. On suppose que l'entrepreneur connaît dès le début toutes les réglementations s'appliquant à la création d'entreprise et l'ordre dans lequel celles-ci doivent être observées, mais n'a eu de contact préalable avec aucun service administratif.

Coût

Le coût est exprimé en pourcentage du revenu par habitant du pays. Il comprend tous les frais officiels et ceux de justice ou afférents aux services de professionnels, si de tels services sont requis par la loi. Les frais d'acquisition et de certification des livres commerciaux et comptables de l'entreprise sont inclus si ces transactions sont exigées par la loi. Le calcul des coûts repose sur le droit des sociétés, le code du commerce, ainsi que des règlements et barèmes tarifaires spécifiques. Si les barèmes tarifaires ne sont pas disponibles, l'estimation d'un fonctionnaire sert de référence officielle. Si cette estimation n'est pas disponible, l'appréciation de juristes experts en constitution de sociétés est retenue. Si plusieurs juristes experts en constitution de sociétés fournissent des estimations différentes, la valeur médiane de celles-ci est retenue. Dans tous les cas, le coût ne comporte aucun pot-de-vin.

TABLEAU 13.2

Qu'évalue l'indicateur de création d'entreprise?

Procédures relatives à la création et l'exploitation légale d'une entreprise

- Pré-enregistrement (vérification de la dénomination sociale, authentification par-devant notaire)
- Enregistrement dans la ville la plus peuplée de l'économie
- Post-enregistrement (enregistrement à la sécurité sociale, sceau de l'entreprise)

Temps nécessaire pour s'acquitter de chaque procédure

- Ne comprend pas le temps passé à rassembler les informations
- Chaque procédure commence un jour différent
- La procédure est achevée une fois le document final reçu
- Aucun contact préliminaire avec les administrations

Coût nécessaire pour s'acquitter de chaque procédure

- Coûts officiels uniquement, pas de pot-de-vin
- Pas de frais professionnels sauf si ces services sont requis par la loi

Capital minimum à verser

- Déposé dans une banque ou chez un notaire avant le début de l'enregistrement

Source : Base de données Doing Business.

Versement obligatoire d'un montant minimum de capital

Le versement obligatoire d'un capital minimum correspond à la somme que l'entrepreneur doit déposer dans une banque ou chez un notaire avant d'entamer la procédure d'enregistrement de l'entreprise; et cela jusqu'à trois mois après la constitution en société, le montant étant enregistré sous forme d'un pourcentage du revenu par habitant du pays. Ce montant est fixé par le code du commerce ou le droit des sociétés. Plusieurs pays requièrent le versement d'un capital minimum, mais permettent aux entreprises de n'en verser qu'une partie avant l'enregistrement, le reste devant être versé après la première année d'activité. Par exemple, en Allemagne, en

juin 2007 le montant du capital minimum obligatoire à verser pour les sociétés à responsabilité limitée était de 25 000 €, dont au moins 12 500 € étaient payables avant l'enregistrement de l'entreprise. Le montant minimum de capital à verser retenu pour l'Allemagne est donc de 12 500 €, soit 42,8% du revenu par habitant. En Serbie, le montant minimum de capital était de 500 €, mais uniquement la moitié de ce montant était payable avant l'enregistrement de l'entreprise. Le montant minimum de capital retenu pour la Serbie est donc de 250 €, soit 8% du revenu par habitant.

Cette méthodologie a été mise au point dans Djankov et autres (2002) et a été adoptée ici avec des changements mineurs.

Octroi de licences

Doing Business recense toutes les procédures dont doit s'acquitter une entreprise du bâtiment souhaitant construire un entrepôt conforme aux normes en vigueur. Ces procédures comprennent le dépôt auprès des autorités compétentes de tous les documents requis pour ce projet précis (par exemple, les plans du bâtiment et les cartes du site); l'obtention de tous les permis, autorisations, licences et certificats demandés; la satisfaction à toutes les obligations de notification et d'inspection. *Doing Business* examine également les procédures de raccordement aux services publics. Les procédures nécessaires pour faire enregistrer une propriété, de sorte qu'elle puisse être utilisée comme garantie ou transférée, sont également comptées. L'enquête divise le processus de construction d'un entrepôt en procédures distinctes et calcule les délais et les coûts associés à la réalisation de chacune de ces procédures dans des circonstances normales.

Les informations sont recueillies auprès d'experts en permis de construire, notamment des architectes, des avocats spécialisés dans la construction, des entreprises de construction, des fournisseurs des services publics et des fonctionnaires chargés des questions de réglementation des constructions, notamment les autorisations et inspections. Pour garantir que les données puissent être comparées d'un pays à l'autre, plusieurs hypothèses concernant l'entreprise, le projet d'entrepôt et les procédures sont utilisées.

Hypothèses relatives à l'entreprise de construction

L'entreprise (BuildCo) :

- Est une société à responsabilité limitée.
- Exerce ses activités dans la ville la plus peuplée du pays.
- Est privée et détenue à 100% par des nationaux.
- A cinq propriétaires et aucun n'est une personne morale.
- Dispose de toutes autorisations d'exercice et est assurée pour exécuter des projets de construction, tels que la construction d'entrepôts.
- Emploie 20 ouvriers du bâtiment et autres, tous des nationaux. Ils possèdent la compétence technique et l'expérience professionnelle requise pour obtenir des permis de construire et des autorisations.
- Au moins un de ses employés est un architecte diplômé inscrit auprès de l'association des architectes locale.

- S'est acquittée de toutes les taxes et de tous les impôts et a contracté toutes les assurances nécessaires applicables à son activité commerciale (par exemple, une assurance contre les accidents pour les employés du bâtiment ou une assurance en responsabilité civile envers les tiers).
- Est propriétaire du terrain sur lequel est construit l'entrepôt.

Hypothèses relatives au projet d'entrepôt

L'entrepôt :

- Est construit sur deux niveaux et a une superficie totale d'environ 1 300,6 mètres carrés (14 000 pieds carrés). Chaque étage est haut de 3 mètres.
- A un accès à la route et se situe dans la zone périurbaine de la ville la plus peuplée du pays (c'est-à-dire à la périphérie de la ville, mais toujours dans ses limites officielles). Il ne se trouve pas dans une zone économique ou industrielle spéciale.
- Le terrain sur lequel il est situé est propriété exclusive de l'entreprise de construction. C'est une parcelle de 929 mètres carrés (10 000 pieds carrés) inscrite au cadastre et au registre foncier.
- C'est une construction neuve (il n'y avait antérieurement aucune construction sur le terrain).
- Tous les plans architecturaux et techniques ont été préparés par un architecte agréé.
- Sera raccordé aux réseaux d'électricité, d'eau courante et de tout-à-l'égout (tout-à-l'égout, fosse septique ou système équivalent). Une ligne de téléphone fixe y sera installée. La longueur de la connexion à chacun des réseaux de service public sera de 10 mètres.
- Une alimentation électrique de 10 ampères et 140 kilowatts sera requise.
- Jusqu'à 100 mètres cubes d'eau seront nécessaires chaque jour.
- Sera utilisé pour des activités générales de stockage, comme le stockage de livres ou de matériels et fournitures de papeterie. L'entrepôt ne sera pas utilisé pour des produits nécessitant des conditions particulières, comme de la nourriture, des produits chimiques ou pharmaceutiques.
- Sera pourvu de tous les équipements techniques nécessaires pour que l'entrepôt soit pleinement opérationnel.
- Demandra 30 semaines pour être construit (sans compter tous les retards imputables à des exigences administratives et réglementaires).

Procédures

Une procédure est définie comme toute interaction entre les employés ou les responsables d'une entreprise et des tiers extérieurs, notamment des organismes publics, des notaires, le bureau d'enregistrement des titres de propriété, le cadastre, les sociétés de raccordement aux services publics, les inspecteurs publics et privés et les experts techniques, à l'exception des architectes et des ingénieurs de l'entreprise. Les interactions entre les employés de l'entreprise, par exemple la réalisation des plans de l'entrepôt et les inspections menées par des employés, ne sont pas considérées comme des procédures. Les procédures engagées par l'entreprise pour le raccordement aux services d'alimentation en électricité et en eau, au tout-à-l'égout et au réseau téléphonique sont prises en compte. Toutes les procédures requises sur le plan juridique ou pratique pour la construction d'un entrepôt sont prises en compte, même si elles peuvent être évitées dans des cas exceptionnels.

Délai

Les délais sont exprimés en jours calendaires. La mesure correspond à la durée médiane nécessaire pour s'acquitter dans la pratique d'une procédure, selon les experts locaux. On suppose que la durée minimale requise pour chaque procédure est d'un jour. Lorsqu'une procédure peut être légalement accélérée moyennant un coût sup-

plémentaire, la procédure la plus rapide est choisie. On suppose que BuildCo ne perd pas de temps et qu'elle s'efforce d'accomplir toutes les procédures restantes sans attendre. Le temps passé par BuildCo à recueillir des informations n'est pas pris en compte. On suppose que BuildCo connaît dès le début toutes les exigences relatives à la construction et l'ordre dans lequel celles-ci doivent être satisfaites.

Coût

Le coût est exprimé sous forme d'un pourcentage du revenu par habitant du pays. Seuls les coûts officiels sont recensés. Tous les frais associés à la réalisation des procédures afférentes à la construction légale d'un entrepôt, y compris ceux liés à l'obtention des autorisations d'occupation des sols et à l'homologation des plans avant la construction; aux inspections avant, pendant et après la construction; au raccordement aux services publics et à l'enregistrement de l'entrepôt, sont pris en compte. Les taxes et impôts exceptionnels liés à la réalisation du projet d'entrepôt sont également pris en compte. Le code de la construction, les informations recueillies auprès des experts locaux, les réglementations spécifiques et la liste des frais sont utilisés comme sources d'évaluation des coûts. Si plusieurs partenaires locaux fournissent des estimations différentes, la valeur médiane est utilisée.

Embauche de travailleurs

Doing Business évalue la réglementation de l'emploi, plus particulièrement pour ce qui touche à l'embauche et au licenciement des travailleurs, ainsi qu'à la rigidité des horaires de travail. Les statistiques concernant l'embauche des travailleurs sont établies à partir d'une étude détaillée des réglementations relatives à l'emploi, réalisée par des avocats et fonctionnaires publics. Les lois et règlements en matière d'emploi, ainsi que les sources secondaires, sont révisés dans un souci d'exactitude.

Pour rendre les statistiques comparables d'un pays à l'autre, plusieurs hypothèses relatives au salarié et à l'entreprise ont été retenues.

Hypothèses relatives au travailleur

Le travailleur :

- Est un salarié de sexe masculin de 42 ans. Il est employé à plein temps et ne fait pas partie des cadres.
- Travaille dans la même entreprise depuis vingt ans.
- Touche, pendant toute la durée de son contrat de travail, un salaire, auquel s'ajoutent des avantages, égal au salaire moyen du pays.
- Est un citoyen légal de la même race et de la même religion que la majorité de la population du pays.
- Réside dans la ville la plus peuplée du pays.
- N'est pas syndiqué, sauf si l'affiliation à un syndicat est obligatoire.

Hypothèses relatives à l'entreprise

L'entreprise :

- Est une société à responsabilité limitée.
- Exerce son activité dans la ville la plus peuplée du pays.
- Est détenue à 100% par des nationaux.
- Exerce son activité dans le secteur de l'industrie manufacturière.
- Emploie 201 salariés.
- Est soumise aux conventions collectives dans les pays où ces conventions couvrent plus de la moitié du secteur industriel et s'appliquent même aux entreprises qui n'y sont pas parties.
- Se conforme à toutes les lois et réglementations mais n'accorde pas à ses salariés d'autres avantages que ceux qui sont obligatoires en vertu de la loi, de la réglementation en vigueur ou, le cas échéant, des conventions collectives.

Indice de rigidité de l'emploi

L'indice de rigidité de l'emploi est la moyenne de trois sous-indices : l'indice de difficulté de recruter, l'indice de rigidité des horaires et l'indice de difficulté de licencier. Chacun de ces sous-indices se compose de plusieurs éléments et est affecté d'une valeur entre 0 et 100 ; plus la valeur est élevée, plus la réglementation est rigide.

L'indice de difficulté de recruter mesure : (i) si les contrats à durée déterminée sont interdits pour les emplois permanents ; (ii) la durée maximum cumulée des contrats à durée déterminée ; (iii) le rapport entre le salaire minimum obligatoire pour un stagiaire ou un premier emploi et la valeur ajoutée moyenne par sala-

rié. Un pays obtient la note 1 si les contrats à durée déterminée sont interdits pour les emplois permanents et une note de 0 s'ils peuvent s'appliquer à n'importe quel emploi. On attribue la note 1 si la durée maximum du contrat à durée déterminée est inférieure à trois ans, 0,5 si sa durée est supérieure à 3 ans mais inférieure à 5 ans et 0 s'il peut se prolonger au-delà de cinq ans. Enfin, la note 1 est attribuée si le ratio entre le salaire minimum et la valeur moyenne ajoutée par salarié est supérieur à 0,75 ; 0,67 si ce ratio est supérieur à 0,50 mais inférieur à 0,75 ; 0,33 si le ratio se situe entre 0,25 et 0,50 ; et 0 si le ratio est inférieur à 0,25. En République centrafricaine, par exemple, les contrats à durée déterminée sont interdits pour les emplois permanents (d'où une note égale à 1) et leur durée est limitée à une période maximale de 4 ans (d'où une note égale à 0,5). Le rapport entre le salaire minimum obligatoire et la valeur ajoutée par salarié est de 0,64 (d'où une note égale à 0,67). En faisant la moyenne des 3 valeurs et en prenant comme base 100, on attribue à la République centrafricaine une note égale à 72.

L'indice de rigidité de l'horaire de travail se compose de 5 éléments : (i) le travail de nuit est ou non soumis à restriction ; (ii) le travail le week-end est ou non soumis à restriction ; (iii) la semaine de travail peut se composer de 5,5 jours ou non ; (iv) la semaine de travail peut atteindre 50 heures ou plus (heures supplémentaires comprises) pendant 2 mois par an pour répondre aux augmentations saisonnières de production ; et (v) les salariés bénéficient de 21 jours ou moins de congés payés annuels. Si la réponse à chacune de ces questions est non, la note 1 est attribuée au pays, autrement, la note attribuée est 0. Par exemple, la Serbie impose des restrictions sur le travail de nuit (d'où la note 1) et sur le travail le week-end (d'où la note 1). Elle autorise la semaine de travail de 6 jours (d'où la note 0), permet que la semaine de travail atteigne 50 heures pendant 2 mois par an (d'où la note 0) et impose des congés payés de 20 jours (d'où la note 0). En faisant la moyenne des notes et en les reportant sur une échelle de 100, on obtient finalement un indice de 40 pour la Serbie.

L'indice de difficulté de licencier comporte 8 éléments : (i) les sureffectifs sont considérés ou non comme un motif valable de licenciement ; (ii) l'employeur est obligé d'informer un tiers (tel qu'un organisme public) pour pouvoir licencier un salarié en sureffectif ; (iii) l'employeur est obligé ou non d'informer un tiers pour pouvoir licencier un groupe de 25 salariés ou plus en sureffectif ; (iv) l'employeur a ou non besoin d'une autorisation pour pouvoir licencier 1 salarié en sureffectif ; (v) l'employeur a ou non besoin d'une autorisation pour pouvoir licencier un groupe de 25 salariés en sureffectif ; (vi) la loi impose ou non de faire bénéficier au salarié d'une formation ou d'un reclassement avant de le licencier ; (vii) des règles de priorité s'appliquent ou non aux licenciements ; (viii) des règles de priorité s'appliquent ou non pour les reclassements. Pour la première question, si la réponse est oui pour les salariés de tous niveaux de revenu, la note 10 est attribuée et toutes

les autres questions ne s'appliquent pas. Pour la question (iv), si la réponse est oui, la note 2 est attribuée. Pour toutes les autres questions, si la réponse est oui, la note 1 est attribuée ; sinon, la note 0 est attribuée. Comme les éléments (i) et (iv) correspondent aux aspects les plus restrictifs de la réglementation, leur pondération est plus importante dans la construction de l'indice.

En Tunisie, par exemple, le sureffectif est considéré comme un motif valable de licenciement (la note 0 est attribuée). Un employeur doit à la fois informer (note 1) des tiers et obtenir leur accord (note 2) pour licencier un seul salarié en sureffectif ; de même, s'il s'agit d'un groupe de 25 salariés en sureffectif, il doit à la fois informer des tiers (note 1) et obtenir leur accord (note 1) pour les licencier. La loi impose à l'employeur de proposer un stage de recyclage ou de trouver un nouvel emploi avant tout licenciement (note 1). Des règles de priorité s'appliquent pour les licenciements (note 1) et pour les reclassements (note 1). On additionne les notes que l'on reporte sur une échelle de 100 pour obtenir un indice final de 80 pour la Tunisie.

Coût salarial indirect

L'indicateur du coût salarial indirect mesure toutes les prestations sociales (notamment le fonds de pension, l'assurance maladie, l'assurance maternité, les accidents du travail, les allocations familiales et autres cotisations obligatoires) ainsi que les charges salariales liées à l'embauche d'un employé pour l'exercice budgétaire 2006. Le coût est exprimé en pourcentage du salaire de l'employé. Au Honduras, par exemple, les cotisations sociales versées par l'employeur s'élèvent à 9,5 % du salaire de l'employé et se décomposent en 7 % pour l'assurance maladie, 1% pour la formation professionnelle et 1,5% pour les cotisations aux caisses de retraite

Coût du licenciement

L'indicateur du coût de licenciement mesure le coût des exigences en matière de préavis au licenciement, des indemnités de licenciement et des amendes dues en cas de licenciement pour sureffectif exprimé en salaires hebdomadaires. Si le coût de licenciement s'élève à 8 semaines de salaire ou moins, la note 0 est attribuée aux fins de calcul du classement général de la facilité de faire des affaires. Si le coût de licenciement s'élève à plus de 8 semaines de salaire, la note équivaut au nombre de semaines. Un mois est enregistré en tant que 4 semaines 1/3. Au Mozambique, par exemple, un employeur est contraint de donner un préavis de 90 jours avant tout licenciement pour sureffectif et les indemnités de licenciement versées à un salarié ayant 20 ans d'ancienneté s'élèvent à 30 mois de salaire. Aucune amende n'est infligée. Au total, un employeur paie l'équivalent de 143 semaines de salaire pour licencier un salarié.

Cette méthodologie a été mise au point par Botero et autres (2004) et a été adoptée ici avec des changements mineurs.

Transfert de propriété

Doing Business consigne l'ensemble des procédures nécessaires au transfert du titre de propriété du vendeur à l'acheteur lorsqu'une entreprise achète un terrain et un bâtiment, afin que l'acheteur puisse utiliser la propriété dans le cadre du développement de ses activités commerciales, en garantie pour l'obtention de nouveaux prêts ou, si nécessaire, en la vendant à une autre entreprise. Toutes les procédures obligatoires en vertu de la loi ou nécessaires dans la pratique sont prises en compte, qu'elles relèvent de la responsabilité du vendeur ou de l'acheteur ou encore qu'elles doivent être effectuées par un tiers agissant en leur nom. Les avocats locaux spécialisés en droit de la propriété, les notaires et les registres de propriété fournissent des informations sur les procédures à accomplir, ainsi que sur le délai et les coûts afférents à chacune.

Pour garantir que les données puissent être comparées d'un pays à l'autre, plusieurs hypothèses concernant les parties à la transaction, la propriété et les procédures sont utilisées.

Hypothèses relatives aux parties

Les parties (acquéreur et vendeur) :

- Sont des sociétés à responsabilité limitée
- Elles sont situées en zone périurbaine, autour de la ville la plus peuplée du pays.
- Elles sont entièrement privées et détenues à 100% par des nationaux
- Elles emploient chacune 50 salariés, tous des nationaux.
- Elles exercent des activités commerciales à caractère général.

Hypothèses relatives à la propriété

La propriété :

- A une valeur égale à 50 fois le revenu par habitant. Le prix de vente est égal à sa valeur.
- Est détenue à 100% par le vendeur.
- Ne fait l'objet d'aucune hypothèque et est détenue par le même propriétaire depuis 10 ans.
- Est inscrite au registre du cadastre, enregistrée au registre foncier, ou les deux, et ne fait l'objet d'aucun litige.
- Est située dans une zone commerciale périurbaine et ne nécessite pas de re-zonage.
- Comprend un terrain et un bâtiment. La superficie du terrain est de 557,4 mètres carrés. Un entrepôt à deux niveaux de 929 mètres carrés est implanté sur le terrain. L'entrepôt est vieux de dix ans, est en bon état et en conformité avec toutes les normes de sécurité et les codes de construction, ainsi qu'avec toutes les autres obligations légales. La propriété du terrain et du bâtiment sera transférée intégralement.
- Ne fera l'objet ni de rénovations, ni de nouvelles constructions à la suite de l'achat.
- Ne comporte pas d'arbres, de sources naturelles d'eau, de réserves naturelles ou de monuments historiques de quelque sorte que ce soit.
- Ne sera pas utilisée à des fins spéciales et aucun permis particulier, par exemple pour l'usage résidentiel, l'implantation

TABEAU 13.3

Qu'évalue l'indicateur de transfert de propriété?

Procédures permettant de transférer légalement les titres de propriété d'un bien immobilier

- Pré-enregistrement (vérification du titre, certification du contrat de vente)
- Enregistrement dans la ville la plus peuplée de l'économie
- Après l'enregistrement (paiement des taxes et impôts, dépôt du titre auprès de la municipalité)

Temps nécessaire pour s'acquitter de chaque procédure

- Ne tient pas compte du temps passé à rassembler les informations
- Chaque procédure commence un jour différent
- Procédure achevée une fois le document final est obtenu
- Aucun contact préalable avec les administrations

Coût pour s'acquitter de chacune des procédures

- Coût officiel uniquement, pas de pot-de-vin
- Taxes sur la valeur ajoutée et impôt sur les plus-values non comprises

Source : Base de données Doing Business.

d'une usine, le stockage de déchets ou certains types d'activités agricoles, n'est requis.

- N'a aucun occupant (légal ou illégal) et aucune autre partie ne détient de droit légal qui s'y applique.

Procédures

Par procédure, on entend toute interaction entre l'acquéreur ou le vendeur, leurs agents (si un agent est requis par la loi ou dans la pratique) ou la propriété avec des parties extérieures, qui peuvent être des organismes publics, des inspecteurs, des notaires et des juristes. Les interactions entre les dirigeants de la société et les salariés ne sont pas prises en compte. Toutes les procédures requises par la loi ou dans la pratique pour l'enregistrement de la propriété sont recensées, même s'il est possible de s'en dispenser dans des cas exceptionnels. On suppose que l'acquéreur choisit la solution légale la plus rapide et choisie par la majorité des propriétaires. Bien que l'acquéreur puisse faire appel à des juristes ou autres professionnels, si nécessaire, au cours du processus d'enregistrement, on suppose qu'il ne recourt pas à un intermédiaire extérieur, sauf si la loi ou les pratiques habituelles l'exigent (tableau 13.3).

Délai

Les délais sont exprimés en jours calendaires. Ce délai tient compte de la durée médiane indiquée par les avocats spécialisés en droit de la propriété, notaires ou par les agents du bureau de l'enregistrement comme étant nécessaire pour effectuer une procédure. On suppose que le temps minimum requis pour effectuer une procédure est de 1 jour. Bien que les procédures puissent être effectuées simultanément, elles ne peuvent commencer le même jour. On suppose que l'acquéreur ne perd pas de temps et s'emploie sans tarder à effectuer toutes les procédures restantes. Si une procédure peut être accélérée moyennant un coût supplémentaire, c'est la procédure la plus rapide et utilisée par la majorité des propriétaires qui est choisie. Si les procédures peuvent être effectuées simultanément, on suppose qu'elles le sont. On suppose que les parties concernées sont, depuis le début, au fait de toute la réglementation ainsi que de l'ordre de succession des opérations. Le temps passé à recueillir des informations n'est pas pris en compte.

Coût

Le coût est exprimé sous forme d'un pourcentage de la valeur de la propriété, que l'on considère comme équivalente à 50 fois le revenu par habitant. Seuls les coûts officiels sont comptabilisés. Ce sont les honoraires, les droits de transfert, les droits de timbre et autres versements à effectuer au registre de la propriété, aux notaires, aux organismes publics ou aux juristes. Les autres impôts ou taxes,

tels que l'impôt sur les plus-values ou la taxe sur la valeur ajoutée n'entrent pas en ligne de compte pour l'évaluation du coût. Les coûts supportés par l'acquéreur, comme ceux supportés par le vendeur, sont pris en compte. Lorsque les estimations de coût diffèrent selon les sources, c'est la valeur médiane qui est retenue.

Obtention de prêts

Doing Business établit des mesures des droits juridiques des emprunteurs et des prêteurs, ainsi que du partage des informations sur le crédit. La première série d'indicateurs décrit la mesure dans laquelle les lois sur le nantissement et la faillite facilitent l'obtention de prêts. La seconde série mesure la couverture, l'étendue, la qualité et l'accessibilité des informations sur le crédit qu'il est possible d'obtenir auprès des registres publics ou privés sur le crédit.

Les données relatives aux droits juridiques des emprunteurs et des prêteurs sont recueillies par le biais d'une enquête effectuée auprès de juristes spécialisés dans la finance et vérifiées par l'analyse des lois et règlements, ainsi qu'en s'appuyant sur des sources d'information publiques concernant les lois sur le nantissement et la faillite. Les données relatives au partage des informations sur le crédit sont établies en deux étapes. En premier lieu, les autorités de contrôle bancaire et les sources d'information publiques sont consultées pour confirmer qu'il existe des registres publics d'information sur le crédit et des registres privés d'information sur le crédit. En second lieu, le cas échéant, une enquête approfondie sur la structure du registre public ou privé sur le crédit, de la législation et des règles afférentes est effectuée. Les réponses à l'enquête sont vérifiées par le biais de plusieurs contacts de suivi avec les personnes interrogées, ainsi que de la consultation de tiers et de sources publiques. Les données de l'enquête sont corroborées par le biais de téléconférences ou de visites sur place dans tous les pays.

Indice de droit des créanciers et emprunteurs

Cet indice reflète les droits légaux des emprunteurs et des prêteurs et évalue dans quelle mesure les lois sur le nantissement et les faillites facilitent le prêt. Il est établi à partir de données fournies par une étude de la législation régissant le nantissement et l'insolvabilité et étayé par les réponses à une enquête portant sur les lois relatives aux transactions garanties. Il comprend 3 éléments relatifs aux droits légaux en cas de faillite et 7 éléments relatifs à la loi régissant le nantissement. La note 1 est attribuée pour chacun des aspects suivants de la législation :

- Dans les conventions de garantie, une description générale, plutôt que spécifique, des actifs est autorisée.
- Dans les conventions de garantie, une description générale, plutôt que spécifique, des dettes est autorisée.
- Toute personne morale ou physique peut accorder ou demander une garantie sur la propriété.
- Il existe un registre unifié qui recense les servitudes attachées aux valeurs mobilières.

- En dehors des situations de faillite, les créanciers garantis ont droit de priorité.
- Les créanciers garantis, et non pas les autres parties, telles que l'Etat ou les salariés, sont payés les premiers sur le produit de la liquidation de l'entreprise en faillite.
- Les créanciers garantis peuvent saisir les biens mis en garantie lorsqu'un débiteur est en redressement judiciaire. Les tribunaux n'imposent ni « sursis automatique » ni « gel des actifs ».
- Les dirigeants ne restent pas en place en cas de redressement judiciaire. La gestion de l'entreprise est confiée à un administrateur judiciaire pendant la durée du redressement judiciaire.
- Les parties peuvent convenir par contrat des procédures d'exécution sans passer par les tribunaux.
- Les créanciers peuvent légalement et sans accord contractuel à la fois saisir et vendre les biens garantis sans passer par les tribunaux.
- Les valeurs de l'indice sont comprises entre 0 et 10. Les valeurs élevées indiquent que les lois sur le nantissement et la faillite sont mieux adaptées au développement de l'accès au crédit.

Indice de qualité de l'information sur le crédit

Cet indice évalue les règles qui affectent l'étendue, l'accessibilité et la qualité de l'information sur le crédit qu'il est possible de trouver dans les registres publics ou privés d'information sur le crédit. La note 1 est attribuée pour chacun des 6 éléments suivants se rapportant au registre public et/ou privé sur le crédit :

- Les informations, aussi bien positives (comme par exemple le montant du crédit et les modalités de remboursement à l'échéance), que négatives (concernant par exemple les paiements en retard, le nombre et le montant des défauts de remboursement ou toute faillite) sont diffusées.
- Les données statistiques relatives aux entreprises, comme aux particuliers, sont diffusées.
- Les données statistiques provenant des détaillants, des fournisseurs ou des services publics ainsi que des institutions financières sont diffusées.
- Un historique des données sur plus de deux ans est diffusé. Les registres qui effacent les données statistiques relatives aux non-remboursements dès que le remboursement est effectué obtiennent la note 0 pour cet indicateur.
- Les données statistiques sur les prêts inférieurs à 1% du revenu par habitant sont diffusées. Un registre doit disposer d'une couverture minimale de 1% de la population adulte pour obtenir la note 1 pour cet indicateur.
- La loi autorise les emprunteurs à avoir accès aux données les concernant auprès du registre le plus important du pays.

Les valeurs de l'indice sont comprises entre 0 et 6. Les valeurs hautes indiquent que l'on dispose de plus d'information sur le crédit et donc que les décisions en matière de prêts sont facilitées si l'on consulte un registre public ou si l'on s'adresse à un registre privé. Si le registre n'est pas opérationnel ou si sa couverture est inférieure à 0,1% de la population adulte, la note obtenue pour l'indice de qualité de l'information sur le crédit est de 0.

En Turquie, par exemple, il existe à la fois un registre public et un registre privé. Tous deux diffusent des informations positives et négatives (d'où la note 1). Le registre privé ne diffuse que des informations sur les particuliers, tandis que le registre public diffuse à la fois des informations sur les entreprises et sur les particuliers (d'où la note 1). Les deux bureaux ne partagent leurs données qu'avec des institutions financières, et aucune donnée n'est collectée auprès des détaillants et des services publics (d'où la note 0). Le registre privé diffuse les données relatives à un historique de plus de deux ans (d'où la note 1). Le registre public ne collecte que les données relatives aux prêts supérieurs à 3 493\$ (soit 64% du revenu par habitant), tandis que le registre privé collecte l'information relative aux prêts de tous montants (note 1). Les emprunteurs disposent du droit d'accès aux données les concernant auprès des registres privé et public. Pour la Turquie, cela fait un score total de 5.

Couverture du registre public sur le crédit

L'indicateur de couverture représente le nombre de particuliers et d'entreprises recensés dans le registre public et pour lesquels on dispose d'informations à jour sur leur historique de remboursement, sur leurs dettes impayées ou leurs crédits en cours. Ce

nombre est exprimé en pourcentage de la population adulte. Le registre public sur le crédit est défini comme une base de données gérée par le secteur public, généralement par la banque centrale ou par le responsable du contrôle des banques, qui rassemble des informations sur la solvabilité des emprunteurs (particuliers ou entreprises) dans le cadre du système financier, et les institutions financières peuvent en disposer. S'il n'y a pas de registre public, la valeur de la couverture est égale à 0.

Couverture du registre privé sur le crédit

L'indicateur de couverture reflète le nombre de particuliers ou d'entreprises répertoriés par les registres privés sur le crédit et pour lesquels on dispose d'informations à jour sur leur historique de remboursement, sur leurs dettes impayées ou sur leurs crédits en cours. Ce nombre est exprimé en pourcentage de la population adulte. Le registre privé sur le crédit est défini comme une entreprise privée ou une organisation à but non lucratif qui gère une base de données sur la solvabilité des emprunteurs (particuliers ou entreprises) dans le cadre du système financier et qui facilite les échanges d'informations en matière de crédit entre les banques et les institutions financières. Les bureaux d'investigation sur le crédit et les sociétés d'information sur le crédit, qui ne facilitent pas directement les échanges d'informations entre les banques et autres institutions financières, ne sont pas pris en compte. S'il n'y a pas de registre privé, la valeur de la couverture est de 0.

Cette méthodologie a été mise au point par Djankov, McLiesh et Shleifer (2007) et a été adoptée ici avec des changements mineurs.

Protection des investisseurs

Doing Business évalue le niveau de protection des actionnaires minoritaires contre l'utilisation frauduleuse des actifs de la société par les administrateurs à des fins personnelles. Les indicateurs distinguent 3 aspects de la protection des investisseurs : la transparence des transactions entre parties intéressées (indice de divulgation de l'information), la responsabilité légale en cas d'abus de biens sociaux (portée de l'indice de responsabilité des dirigeants) et, la possibilité pour les actionnaires de poursuivre en justice les dirigeants et les administrateurs pour mauvaise gestion (indice de facilité des poursuites intentées par les actionnaires). Les données statistiques proviennent d'une enquête effectuée auprès des juristes spécialisés en droit des sociétés et reposent sur la réglementation boursière, le droit des sociétés, et les règles de preuve des tribunaux.

Pour que ces données soient comparables d'un pays à l'autre, plusieurs hypothèses relatives à l'entreprise et aux transactions ont été retenues.

Hypothèses relatives à la société

La société (Acheteur) :

- Est une société cotée en bourse, dans le marché boursier le plus important du pays. Si le nombre d'entreprises de ce type cotées dans ce marché est inférieur à 10, ou si le pays ne dispose pas de marché boursier, on suppose qu'Acheteur est une grande société privée avec de nombreux actionnaires.

- Est dirigée par un conseil d'administration et par un président directeur général (PDG) qui est légalement habilité à agir au nom d'Acheteur là où cela est permis, même si cela n'est pas spécifiquement exigé par la loi.
- Est dans l'industrie l'agro-alimentaire.
- Possède son propre réseau de distribution.

Hypothèses sur la transaction

- M. James est actionnaire majoritaire et siège au conseil d'administration d'Acheteur. Il détient 60% des parts d'Acheteur et a choisi 2 des 5 administrateurs du conseil d'administration.
- M. James détient également 90% des parts de la société Vendeur, qui gère une chaîne de quincaillerie de détail. Cette société a récemment fermé un certain nombre de ses magasins.
- M. James suggère à Acheteur d'acheter la flotte de camions inutilisés de Vendeur afin qu'elle développe la distribution de ses produits alimentaires. La Société Acheteur accepte. Le montant de la transaction s'élève à 10% du capital d'Acheteur, supérieur à la valeur marchande.
- La transaction proposée fait partie des activités normales d'une société et relève de son autorité.
- La Société Acheteur engage la transaction. Toutes les autorisations nécessaires ont été obtenues et toutes les déclarations requises ont été effectuées (ce qui signifie que la transaction n'est pas frauduleuse).

- Cette transaction n'est pas équitable pour Acheteur. Les actionnaires intentent une action en justice contre M. James et contre les autres parties qui ont approuvé la transaction.

Indice de divulgation de l'information

L'indice de divulgation est construit à partir des 5 éléments suivants :

- Quel organe de la société peut, aux yeux de la loi, donner une autorisation valable pour que la transaction puisse avoir lieu (la note 0 est attribuée si c'est le PDG ; 1 point si le conseil d'administration ou les actionnaires doivent voter, M. James étant autorisé à voter ; 2 points si le conseil d'administration doit voter, M. James n'y étant pas autorisé, 3 points si les actionnaires doivent voter, M. James n'y étant pas autorisé) ?
- La divulgation immédiate de la transaction au public, aux autorités de contrôle ou aux actionnaires, est obligatoire (0 points si elle n'est pas obligatoire ; 1 point si la divulgation des conditions de la transaction est obligatoire, mais pas celle du conflit d'intérêt de M. James ; 2 points si la divulgation des conditions de la transaction et du conflit d'intérêt avec M. James est obligatoire).
- La divulgation dans le rapport annuel est obligatoire (0 points si elle n'est pas obligatoire, 1 point si la divulgation des conditions de la transaction est obligatoire, mais pas celle du conflit d'intérêt de M. James, 2 points si la divulgation à la fois des conditions de la transaction et du conflit d'intérêt de M. James est obligatoire).
- M. James est tenu de divulguer son intérêt dans la transaction au conseil d'administration (0 points si la réponse est non, 1 point si la divulgation de l'existence d'un conflit d'intérêt est obligatoire, mais sans qu'il soit nécessaire d'apporter des précisions, 2 points si la divulgation doit être complète et préciser l'ensemble des éléments matériels liés à l'intérêt que M. James a dans la transaction entre la Société vendeuse et la Société acheteuse).
- Un organisme extérieur, par exemple un commissaire aux comptes extérieur, doit examiner la transaction avant qu'elle puisse avoir lieu (0 points si la réponse est non, 1 point si la réponse est oui).

Les valeurs de l'indice vont de 0 à 10 et plus elles sont élevées, plus la divulgation est importante. En Pologne, par exemple, l'approbation du conseil d'administration est exigée, et M. James n'a pas le droit de vote (2 points). La Société Acheteur est tenue de divulguer immédiatement toutes les informations relatives à la valeur des actions, y compris celles liées au conflit d'intérêt (2 points). Dans son rapport annuel, la Société Acheteur doit également divulguer les termes de la transaction ainsi que la participation de M. James dans la société Acheteur et dans la société Vendeur (2 points). Avant que la transaction ne débute, M. James est tenu de divulguer son conflit d'intérêt aux autres membres du conseil d'administration, mais il ne lui est pas fait obligation de donner des précisions (1 point). La Pologne n'exige pas qu'un organisme extérieur examine la transaction (0 points). La Pologne totalise un score de 7 pour l'indice de divulgation.

Indice d'étendue de la responsabilité des dirigeants

Cet indice est construit à partir des 7 éléments suivants :

- Possibilité pour l'actionnaire de poursuivre en justice M. James pour les dommages causés à la société du fait de la transaction (0 points si la responsabilité de M. James ne peut pas être engagée ou si elle ne peut l'être qu'en cas de fraude ou de mauvaise foi ; 1 point si la responsabilité de M. James peut être engagée uniquement s'il a influencé l'approbation de la transaction ou s'il a fait preuve de négligence ; la note 2 si la responsabilité de M. James peut être engagée lorsque la transaction n'est pas équitable ou lorsqu'elle porte préjudice aux autres actionnaires).
- Possibilité pour l'actionnaire de poursuivre en justice l'organe de la société qui a autorisé la transaction (PDG ou conseil d'administration) pour les dommages causés à la société du fait de la transaction (0 points si la responsabilité de cet organe ne peut pas être engagée ou si elle peut être qu'en cas de fraude ou de mauvaise foi ; 1 point si cet organe a fait preuve de négligence ; 2 points si la responsabilité de cet organe peut être engagée uniquement lorsque la transaction n'est pas équitable ou qu'elle porte préjudice aux autres actionnaires).
- Possibilité pour l'actionnaire de demander l'annulation de la transaction (0 points si l'annulation ne peut pas être obtenue ou si elle peut être obtenue uniquement en cas de fraude ou de mauvaise foi ; 1 point si l'annulation est possible lorsque la transaction est abusive ou porte préjudice aux autres actionnaires ; la note 2 si l'annulation est possible quand la transaction n'est pas équitable ou entraîne un conflit d'intérêt).
- M. James paie des dommages-intérêts du fait du préjudice subi par la société (0 points si la réponse est non, 1 point si la réponse est oui).
- M. James rembourse les bénéfices qu'il a dégagés de la transaction (0 points si la réponse est non, 1 point si la réponse est oui).
- M. James peut être condamné à payer une amende ou à une peine de prison (0 points si la réponse est non, 1 point si la réponse est oui) ?
- Possibilité pour les actionnaires d'intenter, directement ou indirectement, une action en justice en raison du préjudice subi par la société du fait de la transaction (0 points si les poursuites ne sont pas possibles ou si elles sont possibles uniquement pour les actionnaires détenant plus de 10% des actions de la société ; 1 si les poursuites sont possibles, directement ou indirectement, pour les actionnaires qui détiennent 10% ou moins des actions de la société).

Les valeurs de l'indice s'échelonnent de 0 à 10. Plus elles sont élevées, plus grande est la responsabilité des administrateurs. Au Panama, par exemple, pour que M. James soit responsable, il faut que le demandeur prouve que M. James a influencé l'organe qui a autorisé la transaction ou qu'il a fait preuve de négligence (1 point). Pour que la responsabilité des autres administrateurs soit engagée, le demandeur doit prouver qu'ils ont fait preuve de négligence (1 point). La transaction ne peut pas être annulée (0 points). Si M. James est responsable, il doit verser des dommages-intérêts (1 point) mais n'est pas tenu de rembourser les bénéfices qu'il a dégagés de la transaction (0 points). Ni amendes ni peines de prison ne peuvent être infligées à M. James (0 points). Des poursuites individuelles sont possibles pour les actionnaires détenant 10% ou moins du capital (1 point). Panama totalise un score de 4 sur l'indice de responsabilité des administrateurs.

Indice de facilité des poursuites par les actionnaires

Cet indice est construit à partir des 6 éléments suivants :

- L'ensemble des documents mis à la disposition du demandeur par le défendeur et les témoins pendant le procès (1 point est attribué à chacun des types de documents suivants : les éléments que le défendeur a déclaré avoir l'intention de fournir pour sa défense; les éléments qui constituent une preuve directe de certains faits mentionnés dans la requête du demandeur ; toute information ayant un rapport avec l'objet de la requête; et tout élément susceptible d'apporter des informations utiles).
- Le demandeur a la possibilité d'interroger directement le défendeur et les témoins au cours du procès (0 points si la réponse est non; 1 point si la réponse est oui et si l'accord préalable du juge sur les questions est nécessaire; 2 points si la réponse est oui et s'il n'y a pas accord préalable du juge).
- Le demandeur peut demander la communication de tout document par le défendeur sans préciser la nature (0 points si la réponse est non; 1 point si la réponse est oui).
- Les actionnaires qui détiennent 10% ou moins des actions de la société peuvent demander la nomination d'un inspecteur public pour enquêter sur les activités de la société Acheteur avant de déposer la plainte auprès d'un tribunal (0 points si la réponse est non; 1 point si la réponse est oui).
- Les actionnaires qui détiennent 10% ou moins des actions de la société ont le droit d'examiner les documents de la transaction avant de déposer plainte (0 points si la réponse est non; 1 point si la réponse est oui).
- L'étendue de la charge de la preuve est la même au civil qu'au pénal (0 points si la réponse est non ; 1 point si la réponse est oui).

Les valeurs de l'indice s'échelonnent de 0 à 10. Plus elles sont élevées, plus les actionnaires ont la possibilité de contester la transaction. En Grèce, par exemple, le demandeur peut avoir accès aux documents sur lesquels le défendeur a l'intention de fonder sa défense et qui constituent des preuves directes des faits qui figurent dans la réclamation du plaignant (2 points). Le plaignant peut interroger le défendeur et les témoins durant le procès, mais uniquement après accord du tribunal sur les questions (1 point). Le plaignant doit préciser la nature des documents qu'il veut consulter, comme par exemple la promesse de vente entre la société Vendeur et la société Acheteur du 15 juillet 2006). Il ne peut pas se contenter de demander des documents de manière générale (par exemple, tous les documents relatifs à la transaction) (0 points). Tout actionnaire détenant 5% des actions de la société Acheteur peut demander que les éléments établissant la mauvaise gestion de M. James et le PDG soient examinés par un inspecteur, sans nécessité d'intenter une action en justice (1 point). Tout actionnaire peut examiner les documents de la transaction avant de décider s'il porte ou non plainte (1 point). Les exigences en matière de preuve sont les mêmes au civil et au pénal (0 points). La Grèce totalise un score de 5 sur l'indice de facilité des poursuites par les actionnaires.

Indice de protection des investisseurs

L'indice de protection des investisseurs s'obtient en faisant la moyenne de l'indice de divulgation, de l'indice de responsabilité des administrateurs et de l'indice de facilité des poursuites en justice engagées par les actionnaires. Les valeurs de l'indice s'échelonnent de 0 à 10, et plus elles sont élevées, mieux est assurée la protection des investisseurs.

Cette méthodologie a été mise au point par Djankov et autres (à venir) et est adoptée avec des changements mineurs.

Païement des taxes et impôts

Doing Business recense les taxes, impôts et cotisations obligatoires qu'une entreprise moyenne doit payer ou qui lui sont retenues chaque année, de même qu'il évalue les démarches administratives nécessaires à leur paiement. Les taxes, impôts et cotisations recensés comprennent notamment : l'impôt sur les bénéfices ou sur le revenu des sociétés, les cotisations sociales et les charges patronales payées par l'employeur, les taxes foncières, droits de mutation, les impôts sur les dividendes, l'impôt sur les plus-values, la taxe sur les transactions financières, la taxe sur le ramassage des ordures et les taxes sur les véhicules à moteur et les taxes routières.

Doing Business évalue tous les impôts, taxes et cotisations prélevés par l'Etat (à tous niveaux, fédéral, régional ou local) qui s'appliquent aux entreprises type et ont des répercussions sur leurs déclarations de revenu. En agissant de la sorte, *Doing Business* va au-delà de la définition traditionnelle des taxes et impôts : les taxes et impôts, tels que définis par la comptabilité nationale, comprennent uniquement les paiements obligatoires sans contrepartie versés aux administrations publiques. *Doing Business* diffère de cette définition en tant qu'il mesure les impôts qui affectent les comptes de l'entreprise et non ceux de l'Etat. Les principales différences

concernent les charges salariales et la taxe sur la valeur ajoutée. La mesure effectuée par *Doing Business* prend en compte les cotisations obligatoires versées par l'employeur à un fonds de pension défini ou à une caisse d'assurance pour les employés. L'indicateur tient par exemple compte de la caisse de retraites et de l'assurance d'indemnisation des salariés en vigueur en Australie. Il exclut les taxes sur la valeur ajoutée car elles n'ont pas de répercussion sur bénéfices comptables des entreprises, c'est-à-dire qu'elles n'apparaissent pas sur leur compte de résultat.

Pour prendre la mesure des taxes et impôts payés par une entreprise-type et se faire une idée de la complexité de la fiscalité d'un pays, une étude de cas a été mise en place à partir d'une série de bilans financiers et d'hypothèses sur les transactions effectuées au cours de l'année. Dans chaque pays, des experts calculent, à partir des éléments de l'étude de cas, les taxes et impôts à payer dans leur juridiction. Les informations relatives à la fréquence des déclarations, aux audits et aux autres frais de mise en conformité sont également compilées. Le projet est conçu et réalisé en coopération avec PricewaterhouseCoopers.

Pour que les données statistiques soient comparables d'un pays à l'autre, plusieurs hypothèses relatives à l'entreprise et aux taxes, impôts et cotisations ont été retenues.

Hypothèses relatives à l'entreprise

L'entreprise :

- Est une société à responsabilité limitée imposable. S'il existe plus d'un type de société à responsabilité limitée dans le pays, la forme de limitation de la responsabilité la plus courante au sein des entreprises nationales est choisie. Les informations sur ce type de société sont obtenues auprès de juristes spécialistes du droit des sociétés ou auprès du bureau des statistiques.
- A commencé à exercer son activité le 1er janvier 2005. À cette date, elle possédait la totalité des actifs figurant dans son bilan et elle avait embauché tous ses salariés.
- Exerce ses activités dans la ville la plus peuplée du pays.
- Est détenue à 100 % par 5 propriétaires, tous des nationaux et des personnes physiques.
- Détient un capital de départ équivalent à 102 fois le revenu par habitant à la fin de l'année 2005.
- Exerce des activités industrielles ou commerciales de caractère général. Plus spécifiquement, elle produit des pots de fleurs en céramique et les vend au détail. Elle ne commerce pas avec l'étranger (ni importation, ni exportation) et elle ne distribue pas de produits soumis à un régime fiscal particulier tels que l'alcool et le tabac.
- Possède 2 parcelles de terrain, 1 bâtiment, des machines, des équipements de bureau, des ordinateurs et 1 camion. Elle loue un autre camion.
- Ne remplit pas les conditions requises pour bénéficier des incitations à l'investissement ou d'avantages particuliers, autres que ceux liés à l'âge et à la taille de l'entreprise.
- Emploie 60 salariés : 4 directeurs, 8 adjoints et 48 ouvriers. Ce sont tous des nationaux, et l'un des directeurs est également propriétaire.
- Son chiffre d'affaires équivaut à 1 050 fois le revenu par habitant.
- Enregistre des pertes dans sa première année d'exercice.
- Sa marge brute (avant impôts) est de 20% (ce qui signifie que les ventes s'élèvent à 120% du coût des marchandises vendues).
- Distribue aux propriétaires 50 % de ses bénéfices sous forme de dividendes à la fin de la seconde année.
- Vend avec bénéfice une parcelle de terrain au cours de la seconde année.
- Porte des frais de carburant pour ses camions équivalents à deux fois le revenu par habitant.
- Fait l'objet de toute une série d'hypothèses détaillées concernant les dépenses et les transactions afin de normaliser encore davantage ce cas de figure. Toutes les variables de l'état financier sont proportionnelles au revenu par habitant de 2005. Par exemple, le propriétaire, qui est aussi gérant, dépense 10% du revenu par habitant en déplacements pour le compte de l'entreprise (20% de ses dépenses sont uniquement d'ordre privé, 20% pour le divertissement des clients et 60% pour des voyages d'affaires).

Hypothèses relatives aux taxes, impôts et cotisations

- Tous les impôts, taxes et cotisations payés ou retenus durant la seconde année d'exercice (exercice 2006) sont comptabilisés. Les taxes, impôts et cotisations sont considérés comme différents s'ils portent un nom différent ou sont perçus par un

TABEAU 13.4

Qu'évalue l'indicateur de paiement des taxes et impôts?

Paiement des taxes et impôts pour une entreprise manufacturière en 2006

- Nombre total des taxes, impôts et cotisations payés, notamment les taxes sur la consommation (taxe sur la valeur ajoutée)
- Mode et fréquence de paiement

Temps nécessaire pour s'acquitter des 3 taxes principales

- Rassembler les informations pour évaluer les taxes à payer
- Compléter les formulaires de déclaration fiscale, faire ses déclarations auprès des organismes compétents
- Organiser les paiements ou prélèvements
- Tenir des livres comptables distincts

Taux d'imposition total

- Impôts sur les bénéfices ou sur le revenu des sociétés
- Cotisations sociales et cotisations salariales payées par l'employeur
- Taxes foncières et droits de mutation
- Impôts sur les dividendes, sur les plus-values et sur les transactions financières
- Ramassage des ordures et taxes sur les véhicules, routières et autres

Source : Base de données Doing Business.

organisme différent. S'ils portent le même nom et sont perçus par le même organisme, mais le taux d'imposition diffère en fonction de l'entreprise, ils sont comptabilisés comme étant les mêmes taxes, impôts ou cotisations (tableau 13.4).

- Le nombre de fois que la société paie ou retient des taxes, impôts ou cotisations durant un exercice est égal au nombre d'impôts, taxes ou cotisations différents, multiplié par la fréquence des paiements (ou prélèvements) de chaque taxe, impôt ou cotisation. On inclut dans le calcul de la fréquence des versements les paiements (ou prélèvements) anticipés, ainsi que les paiements (ou prélèvements) réguliers.

Paiement des taxes et impôts

L'indicateur de paiement des taxes et impôts indique le nombre total de taxes, impôts et cotisations payés, le mode de paiement, la fréquence des paiements et le nombre d'organismes concernés dans cette étude de cas standardisée au cours de la seconde année d'exercice. Il comprend les paiements effectués par l'entreprise au titre des taxes à la consommation, telles que les taxes sur le chiffre d'affaires et la TVA. Il s'agit des taxes habituellement retenues pour le compte du consommateur. Bien qu'elles n'aient pas de répercussions sur le compte de résultat de l'entreprise, elles s'ajoutent à la charge administrative que constitue la mise en conformité avec le système fiscal et sont de ce fait incluses dans la mesure des paiements de taxes et impôts.

Le nombre de paiements prend en compte les déclarations électroniques. Lorsque les déclarations électroniques sont autorisées et utilisées par la majorité des moyennes entreprises, la taxe ou l'impôt sont comptabilisés comme étant payés une fois par an même si le paiement s'effectue en plusieurs fois. Pour les taxes et impôts acquittés par des tiers, tels que la taxe sur les intérêts payée par les institutions financières ou la taxe sur les carburants payée par les distributeurs de carburant, un seul paiement est pris en compte, même si les paiements sont plus fréquents. Il s'agit des taxes prélevées à la source lorsque l'entreprise ne fait pas de déclaration.

Lorsque 2 taxes, impôts ou cotisations ou plus sont payés ensemble en utilisant le même formulaire, chacun de ces paiements combinés n'est compté qu'une fois. Par exemple, si les cotisations obligatoires pour l'assurance santé et les cotisations de retraite obligatoires sont déclarées et payées ensemble, une seulement de ces cotisations serait prise en compte dans le nombre de paiements.

Délais

Les délais sont exprimés en heures par exercice. L'indicateur évalue le temps nécessaire à la préparation, à la déclaration et au paiement (ou prélèvement) des trois principaux impôts, taxes et cotisations : l'impôt sur le revenu des sociétés, la taxe à la valeur ajoutée ou taxe sur les ventes, les cotisations salariales, notamment les taxes sur les salaires et la main-d'œuvre et les cotisations sociales. Le temps de préparation comprend le temps nécessaire à la collecte de l'ensemble des informations indispensables au calcul des taxes ou impôts à payer. Si des livres de compte distincts doivent être tenus à des fins fiscales, ou si des calculs distincts doivent être effectués à des fins fiscales, le temps nécessaire à ce travail est comptabilisé. Ce délai supplémentaire n'est pris en compte que si les activités comptables habituelles ne suffisent pas pour effectuer la comptabilité fiscale. Le délai de dépôt comprend le temps nécessaire pour remplir l'ensemble des déclarations fiscales et effectuer tous les calculs. Le délai de paiement est le nombre d'heures nécessaire pour effectuer le paiement en ligne ou au guichet de l'administration fiscale. Si les taxes ou impôts sont payés en personne, le délai comprend le temps d'attente.

Taux d'imposition total

Le taux d'imposition total évalue le montant des taxes, impôts et cotisations obligatoires dont l'entreprise doit s'acquitter au cours de la seconde année d'exercice, exprimé sous forme de part des bénéfices d'activité. *Doing Business 2008* indique le taux d'imposition de l'exercice 2006. Le montant total des taxes et impôts est la somme des diverses taxes, impôts et cotisations sociales à payer, déduction

faite des abattements et exonérations. Les taxes ou impôts prélevés (tels que la taxe à la vente ou TVA ou l'impôt sur le revenu des particuliers) mais non payés par la société ne sont pas comptabilisés. Les taxes et impôts pris en compte sont divisés en cinq catégories : l'impôt sur les bénéfices ou sur le revenu des sociétés, cotisations sociales et autres charges patronales payées par l'employeur (pour lesquelles toutes les cotisations obligatoires sont comprises, même si elles sont payées à un organisme privé tel qu'un fonds de pension mutualiste), impôts fonciers, taxes sur le chiffre d'affaires et autres taxes limitées (telles que les redevances municipales et les taxes sur le carburant et les véhicules).

Le terme « bénéfice commercial » désigne le chiffre d'affaires de la société moins le prix de revient des marchandises vendues, moins les salaires bruts, moins les charges administratives, moins des autres charges, moins les provisions, plus les plus-values (sur la cession de biens fonciers), moins les charges d'intérêt, plus le revenu d'intérêt et moins les amortissements. Pour calculer les amortissements, la méthode de l'amortissement constant est utilisée sur la base des taux suivants : 0 % pour le terrain, 5 % pour les bâtiments, 10 % pour les machines, 33 % pour les ordinateurs, 20 % pour les équipements de bureau, 20 % pour le camion et 10 % pour les charges de développement de la société. L'hypothèse sur les frais financiers a été modifiée cette année, réduisant ainsi la valeur de ces frais. Les bénéfices commerciaux ont de ce fait changé, passant de 57,8 à 59,4 fois le revenu par habitant.

Cette méthodologie est cohérente avec le calcul du total de l'impôt effectué par PricewaterhouseCoopers. Les contributions fiscales totales mesurent les taxes et impôts supportés par les entreprises et qui affectent leur compte de résultat, comme dans *Doing Business*. Cependant, PricewaterhouseCoopers a basé ses calculs sur les données recueillies auprès des plus grandes entreprises du pays, tandis que *Doing Business* se concentre sur une entreprise moyenne type.

Cette méthodologie a été mise au point par Djankov et autres (2007).

Commerce transfrontalier

Doing Business recense les règles de procédure à suivre pour l'exportation et l'importation d'une cargaison standard de marchandises par voie maritime. Toutes les procédures officielles d'exportation et d'importation sont recensées, depuis l'accord contractuel entre les deux parties jusqu'à la livraison des marchandises, ainsi que le temps et le coût nécessaires pour s'acquitter de ces procédures. Sont également comptabilisés tous les documents requis pour le dédouanement des marchandises à la frontière. En matière d'exportation, les procédures commencent lors du conditionnement des marchandises à l'usine et se terminent au moment de leur expédition depuis le port de départ. En matière d'importation, les procédures vont de l'arrivée du navire au port d'arrivée à la livraison des marchandises dans l'entrepôt de l'usine. Le paiement est effectué par lettre de crédit.

Les compagnies de transit locales, les compagnies maritimes, les commissaires en douane et les responsables du port fournissent

les informations relatives aux documents et coûts requis, ainsi qu'au temps nécessaire pour effectuer chaque procédure. Pour que les données puissent être comparées d'un pays à l'autre, plusieurs hypothèses relatives à l'entreprise et aux marchandises importées et exportées sont utilisées.

Hypothèses relatives à l'entreprise

L'entreprise :

- Emploie 100 salariés ou plus.
- Est située dans la ville la plus peuplée du pays.
- Est une société privée à responsabilité limitée. N'exerce pas ses activités dans une zone de traitement de produits d'exportation ou une zone industrielle jouissant de privilèges spéciaux à l'exportation ou à l'importation.
- Est détenue par des nationaux et aucun de ses propriétaires n'est étranger.
- Exporte plus de 10 % de ses ventes.

Hypothèses relatives aux marchandises importées et exportées

Les marchandises importées et exportées sont transportées par conteneurs à marchandises standards, de 6 mètres de long. Les marchandises transportées :

- Ne sont pas dangereuses et ne comprennent pas d'équipements militaires.
- Ne demandent ni réfrigération, ni un autre environnement particulier.
- Ne nécessitent pas de normes de sécurité phytosanitaires et environnementales particulières autres que celles reconnues au niveau international.

Documents

Tous les documents nécessaires à l'importation et à l'exportation de marchandises sont recensés. On suppose que les deux parties se sont déjà mises d'accord sur le contrat et qu'elles l'ont signé. Les documents en question se composent notamment de documents bancaires, des déclarations en douane et des certificats de dédouanement, des déclarations à effectuer au port, des licences d'importation et autres documents officiels échangés entre les parties concernées. Les documents soumis simultanément sont considérés comme des documents différents mais respectent le même calendrier.

Délais

Les délais sont exprimés en jours calendaires. La durée d'une procédure est calculée à partir du moment où elle débute jusqu'à son achèvement. Lorsqu'une procédure peut être accélérée moyennant un coût supplémentaire, la procédure légale la plus rapide est choisie. On suppose que ni l'exportateur, ni l'importateur ne perdent de temps et que chacun s'efforce d'accomplir toutes les procédures restantes sans attendre. Les procédures qui peuvent être effectuées en parallèle sont considérées comme simultanées. Le temps

TABLEAU 13.5

Qu'évalue l'indicateur de commerce transfrontalier?

Documents nécessaires à l'import et à l'export

- Documents bancaires
- Certificats de dédouanement
- Documents de manutention dans les ports et terminaux
- Documents de transport

Délais à l'import et à l'export

- Obtention de tous les documents
- Transport intérieur
- Dédouanement et inspections
- Manutention dans les ports et terminaux
- Ne comprend pas les temps de transport en mer

Coût à l'import et à l'export

- Obtention de tous les documents
- Transport intérieur
- Dédouanement et inspections
- Manutention dans les ports et terminaux
- Coûts officiels uniquement, pas de pot-de-vin

Source : Base de données Doing Business.

d'attente entre les procédures (par exemple, pendant le déchargement de la cargaison) est compris dans le calcul (tableau 13.5).

Coût

Le coût, exprimé en dollars US, correspond aux frais perçus pour un conteneur de 6 mètres de long. Tous les frais associés aux procédures d'exportation et d'importation des marchandises sont inclus. Cela comprend les coûts engagés pour les documents, les frais administratifs liés au dédouanement et aux contrôles techniques, les frais de manutention dans les terminaux et les frais de transport intérieur. L'indicateur de coût ne comprend pas les droits de douane et les taxes professionnelles. Seuls les coûts officiels sont recensés.

Cette méthodologie a été mise au point par Djankov, Freund et Pham (2007) et est adoptée avec des changements mineurs.

Exécution des contrats

Les indicateurs relatifs à l'exécution des contrats mesurent l'efficacité du système judiciaire en matière de résolution de litiges commerciaux. Les données sont établies en suivant, étape par étape, l'évolution d'un litige de paiement commercial devant les tribunaux locaux. Les données statistiques sont rassemblées à partir de l'étude des codes de procédure civile et autres réglementations judiciaires, ainsi qu'à partir d'enquêtes réalisées par des avocats locaux spécialisés en contentieux commercial (et, dans un pays sur quatre, également par des juges).

Hypothèses relatives au litige

- Le montant de la plainte s'élève à 200% du revenu par habitant.
- Le litige concerne une transaction légale entre deux entreprises (Acheteur et Vendeur) situées dans la ville la plus peuplée du pays. Vendeur vend à Acheteur des marchandises pour un montant équivalent à 200% du revenu par habitant du pays. Après que Vendeur ait livré les marchandises à Acheteur, Acheteur ne veut pas payer les marchandises parce qu'il

prétend que les marchandises livrées ne sont pas d'une qualité satisfaisante.

- Vendeur (le demandeur) assigne Acheteur en justice (le défendeur) pour recouvrir le montant dû en vertu du contrat de vente (c'est-à-dire 200% du revenu par habitant du pays). Acheteur rejette la demande de Vendeur, invoquant le fait que la qualité des marchandises n'était pas satisfaisante. La demande est contestée sur le fond.
- Un tribunal de la ville la plus peuplée du pays, compétent en matière de litiges commerciaux d'un montant équivalent à 200% du revenu par habitant, tranche le litige.
- Vendeur demande la saisie conservatoire des biens d'Acheteur avant que le jugement ne soit rendu car Vendeur craint que Acheteur devienne insolvable durant le procès.
- Des experts émettent un avis sur la qualité des marchandises livrées. S'il est habituel dans le pays pour les parties d'appeler des témoins ou de nommer des experts pour qu'ils donnent un avis sur la qualité des marchandises, chacune des parties appelle un témoin ou nomme un expert. S'il est habituel pour le juge de nommer un expert indépendant afin que celui-ci rende un avis sur la qualité des marchandises, le juge le fait.

Dans ce cas-là, le juge n'autorise pas que l'on s'oppose au témoignage d'experts.

- Le jugement est rendu à 100% en faveur de Vendeur : le juge décide que la qualité des marchandises est satisfaisante et que Acheteur doit payer le prix convenu.
- Acheteur ne fait pas appel de la décision. Le jugement devient définitif.
- Vendeur prend toutes les mesures nécessaires à une exécution rapide du jugement. La dette est recouverte sans difficulté grâce à la vente publique des biens meubles du défendeur (tels que des équipements de bureau).

Procédures

Le terme « procédure » est défini comme toute interaction entre les parties ou entre les parties et le juge ou un auxiliaire de justice. Cela inclut les procédures nécessaires pour introduire la demande, les procédures relatives au procès et au jugement et celles nécessaires pour faire exécuter le jugement. Cette année, l'enquête permet aux contributeurs d'indiquer toutes les procédures qui existent en droit civil mais pas dans les juridictions de common law, et vice versa. Par exemple, le juge peut nommer un expert indépendant dans les pays de droit civil, tandis que dans les pays de common law, les deux parties envoient une liste d'experts au tribunal. Pour indiquer la bonne organisation générale des procédures judiciaires, une pro-

cédure est désormais soustraite pour les pays qui disposent de tribunaux de commerce spécialisés et une l'est également pour les pays qui autorisent l'introduction de demandes par voie électronique.

Délais

Les délais sont exprimés en jours calendaires et s'étendent depuis le moment où le demandeur introduit une demande devant les tribunaux jusqu'au versement de la somme. Ce délai comprend à la fois les jours d'audience et les périodes d'attente entre les différentes phases du procès. Les contributeurs procèdent à des estimations séparées de la durée moyenne des différentes phases du règlement du litige : signification des actes (délai d'introduction de la demande), délivrance du jugement (durée du procès et délai d'obtention du jugement) et moment du versement (délai d'exécution).

Coût

Le coût est exprimé sous forme d'un pourcentage du montant de la demande, qu'on suppose égal à 200 % du revenu par habitant. Seuls les coûts officiels imposés par la loi sont comptabilisés, notamment les frais de justice et d'exécution, ainsi que les honoraires d'avocats moyens lorsque le recours à un avocat est obligatoire ou habituel.

Cette méthodologie a été mise au point par Djankov et autres (2003) et a été adaptée avec des changements mineurs.

Fermeture d'entreprise

Doing Business étudie les délais, le coût et le dénouement des procédures de mise en faillite des entreprises domestiques. Les données statistiques sont établies à partir des réponses aux enquêtes fournies par des avocats et des administrateurs fiduciaires et vérifiées par une étude des lois et réglementations en vigueur, ainsi que des informations accessibles au public concernant les systèmes de faillite.

Pour que les données puissent être comparées d'un pays à l'autre, plusieurs hypothèses relatives à l'entreprise et au cas étudié sont émises.

Hypothèses relatives à l'entreprise

L'entreprise :

- Est une société à responsabilité limitée.
- Exerce ses activités dans la ville la plus peuplée du pays.
- Est détenue à 100 % par des nationaux et à 51 % par son fondateur, qui est aussi le président de son conseil de surveillance (aucun autre actionnaire ne détient plus de 5 % des parts).
- Possède un bien immobilier en centre-ville, qui constitue son principal actif et qu'elle exploite en tant qu'hôtel.
- A un directeur général qualifié.
- A un chiffre d'affaires annuel moyen égal à 1 000 fois le revenu par habitant sur les 3 dernières années.
- Emploie 201 salariés, a 50 fournisseurs, et doit de l'argent à chacun d'eux pour la dernière livraison.

- A contracté il y a 5 ans un emprunt auprès d'une banque locale (le prêt a une échéance de 10 ans) et a acheté un bien immobilier (le bâtiment où se trouve l'hôtel) qu'elle a utilisé comme garantie pour obtenir le prêt bancaire.
- A jusqu'à présent respecté les échéances de paiement et toutes les autres conditions du prêt.
- La valeur du principal hypothéqué par l'entreprise est exactement égale à la valeur marchande de l'hôtel.

Hypothèses relatives à l'affaire

L'entreprise connaît des problèmes de liquidités. En raison des pertes enregistrées en 2006, sa valeur nette est devenue négative. Elle ne dispose pas de liquidités lui permettant de payer à la banque la totalité des intérêts ou du principal échus demain. L'entreprise est donc en cessation de paiement de son emprunt. Les dirigeants prévoient également des pertes en 2007 et en 2008.

La banque bénéficie d'une charge flottante sur l'hôtel dans les pays où les charges flottantes sont autorisées. Si la loi interdit les charges flottantes mais qu'une disposition du même ordre est habituellement prévue dans les contrats, cette disposition est spécifiée dans le contrat de prêt.

L'entreprise a trop de créanciers pour pouvoir renégocier ses dettes de manière officieuse en dehors des tribunaux. Elle a le choix entre les solutions suivantes : une procédure de redressement ou toute autre procédure qui permette de restructurer l'entreprise afin que son activité se poursuive ; une procédure de liquidation ; ou une procédure d'exécution de la dette ou de saisie du bien hypothéqué consistant à vendre l'hôtel (soit en activité, soit

sous forme d'actifs), par voie judiciaire (ou par le biais d'une autorité gouvernementale, par exemple un organisme de recouvrement de dettes), ou par voie extrajudiciaire (par exemple en nommant un administrateur).

Délais

Les délais sont exprimés en années calendaires. Les informations sont recueillies en se basant sur l'ordre de déroulement des procédures et sur la possibilité d'accomplir certaines procédures simultanément. Sont prises en compte les potentielles tactiques visant à retarder la procédure, auxquelles ont parfois recours les parties, comme les appels dilatoires ou des demandes de prorogation.

Coût

Le coût d'une procédure de faillite est exprimé sous forme de pourcentage de la valeur du patrimoine. Le coût est calculé à partir des réponses aux enquêtes des juristes spécialisés dans les questions de faillite et il comprend les frais de justice ainsi que les frais engagés pour payer les juristes spécialisés dans les affaires de faillite, les experts indépendants, les avocats et les comptables. Les personnes interrogées donnent des estimations de coût, en choisissant parmi les réponses suivantes : moins de 2 %, 2 à 5 %, 5 à 8 %, 8 à 11 %, 11 à 18 %, 18 à 25 %, 25 à 33 %, 33 à 50 %, 50 à 75 % et plus de 75 % de la valeur des biens de l'entreprise en faillite.

Taux de recouvrement

Le taux de recouvrement est exprimé en centimes par dollar recouvrés par les créanciers dans le cadre d'une procédure de faillite ou d'insolvabilité. Le calcul tient compte du fait que l'entreprise puisse ou non, à l'issue de la procédure, poursuivre ses activités, ainsi que des coûts et des pertes de valeur consécutifs au temps passé à la fermeture de l'entreprise. Si l'entreprise poursuit son activité, il n'y a pas de perte de valeur par rapport au montant initialement réclamé établi à 100 cents pour un dollar. Dans le cas contraire, le montant initial de 100 cents pour un dollar est réduit à 70 cents. Ensuite, on déduit les coûts officiels de la procédure d'insolvabilité (1 cent pour chaque pour cent de la valeur initiale). Enfin, la perte de valeur liée à la durée pendant laquelle les fonds sont restés bloqués pendant la procédure d'insolvabilité est prise en compte, y compris la perte de valeur due à la dépréciation du mobilier de l'hôtel. Par souci de cohérence avec les pratiques comptables internationales, on considère que le taux d'amortissement du mobilier de l'hôtel est de 20 %. Quant à la valeur des meubles, elle est supposée représenter le quart de la valeur totale des actifs. Le taux de recouvrement est la valeur actuelle du produit restant de la vente, calculée en fonction du montant des taux d'intérêt fin 2006 communiqué par Statistiques Financières Internationales du FMI, complétée par les données des banques centrales.

Cette méthodologie a été mise au point par Djankov et autres (2006).

Doing Business

Facilité de faire des affaires

L'indice de facilité de faire des affaires classe les économies de 1 à 178. L'indice indique le rang correspondant à la simple moyenne des rangs, en percentile, de chaque pays dans les 10 catégories couvertes par *Doing Business* 2008. Le classement dans chaque catégorie est la simple moyenne des classements en percentile des indicateurs qui le composent.

Lorsqu'une économie n'est dotée d'aucune loi et d'aucune réglementation dans un domaine spécifique (par exemple dans le domaine de la faillite), on lui attribue une note « aucun cas » ou « pas possible ». Pareillement, s'il existe une réglementation mais que celle-ci n'est jamais appliquée, ou si une réglementation concurrente interdit une telle pratique, l'économie concernée est notée « aucun cas » ou « pas possible ». Dans les deux cas, une telle note la place au dernier rang.

Voici un exemple de la manière dont le classement de la facilité de faire des affaires est établi. En Islande, créer une entreprise requiert 5 procédures différentes, 5 jours, et des frais équivalents à 3 % du revenu annuel par habitant. Le capital minimum requis s'élève à 16 % du revenu par habitant. Pour ces 4 indicateurs, l'Islande se classe aux 6^{ème}, 2^{ème}, 10^{ème} et 55^{ème} percentiles. Donc, en moyenne, l'Islande se classe au 18^{ème} percentile en termes de facilité de création de société. Elle se classe au 46^{ème} percentile en termes de protection des investisseurs, au 11^{ème} percentile en termes de commerce transfrontalier, au 8^{ème} percentile en termes de d'exécution des contrats, au 6^{ème} percentile en termes de fermeture d'entreprise, etc. Un rang plus élevé signifie que la réglementation est plus simple et que les droits de propriété sont mieux protégés. La simple moyenne des classements dans les différents percentiles de l'Islande dans toutes les catégories est de 19 %. Lorsque tous les pays sont classés selon leur rang moyen dans les percentiles, l'Islande termine à la 10^{ème} place.

Les méthodes plus complexes d'agrégation des composantes principales et de celles qui ne sont pas prises en compte conduisent à un classement quasiment identique¹. Le choix de la méthode d'agrégation a peu d'incidence sur le classement car les 10 ensembles d'indicateurs de *Doing Business* offrent une couverture suffisamment large des catégories. *Doing Business* recourt de ce fait à la méthode qui a le plus de

chance d'engendrer des réformes, à savoir la méthode la plus simple.

La portée de l'indice de facilité de faire des affaires est limitée. Il ne prend pas en compte la proximité des pays aux marchés importants, la qualité de leurs services d'infrastructure (autres que les services liés au commerce transfrontalier), la protection des biens contre le vol et le pillage, les conditions macroéconomiques et la solidité sous-jacente des institutions. Nombre de ces facteurs restent à étudier afin de déterminer en quoi la réglementation constitue un obstacle contraignant, quelle série de réformes s'avère la plus efficace et en quoi certaines questions sont conditionnées par le contexte du pays. Les indicateurs de *Doing Business* offrent un nouvel ensemble de données empiriques qui pourra peut-être permettre de mieux comprendre ces aspects.

Doing Business fait aussi appel à une méthode simple pour déterminer qui sont les premiers pays réformateurs (voir tableau 1.1). Tout d'abord, il sélectionne les économies qui ont réformé dans 3 des 10 thèmes étudiés par *Doing Business* (tableau 14.1). Cette année, 21 économies ont répondu à ce critère : l'Arménie, le Bhoutan, la Bulgarie, le Burkina Faso, la Chine, la Colombie, la Croatie, la République tchèque, l'Égypte, la Géorgie, le Ghana, le Guatemala, le Honduras, le Kenya, la Macédoine, l'Île Maurice, le Mozambique, le Portugal, l'Arabie saoudite, la Tunisie et l'Ouzbékistan. Deuxièmement, *Doing Business* classe ces économies en fonction de leur progression par rapport au classement de la facilité de faire des affaires de l'année précédente. Par exemple, la Croatie, le Honduras et le Kenya ont chacun réformé 4 aspects de la réglementation des affaires. La Croatie est passée de la 120^{ème} à la 97^{ème} place du classement, le Honduras de la 126^{ème} à la 121^{ème} place et le Kenya de la 82^{ème} à la 72^{ème} place. Ces changements constituent une progression de respectivement 23, 5 et 10 places dans le classement. La Croatie est de ce fait mieux classée que le Kenya dans la liste des 10 premiers réformateurs. Le Honduras ne fait pas partie de la liste.

Remarque

1. Voir Djankov et autres (2005).

TABLEAU 14.1

✓ Réformes positives
 ✗ Réformes négatives

Economie	RÉFORMES EN 2006/07									
	Création d'entreprise	Octroi de licences	Embauche des travailleurs	Transfert de propriété	Obtention de prêts	Protection des investisseurs	Paiement des taxes et impôts	Commerce transfrontalier	Exécution des contrats	Fermeture d'entreprise
Afghanistan				✓						
Afrique du Sud					✓		✓			
Albanie							✓			
Algérie								✗		
Allemagne	✓			✗						
Angola										
Antigua-et-Barbuda										
Arabie saoudite	✓				✓			✓		
Argentine										✗
Arménie					✓			✓		✓
Australie	✓									
Autriche								✓		
Azerbaïdjan	✓						✓			
Bangladesh	✗						✗			
Belgique	✓									
Belize										
Bénin				✓						
Bhoutan	✓		✓	✓						
Biélorussie	✓					✓				
Bolivie										
Bosnie-Herzégovine								✓		
Botswana										✗
Brésil								✓	✓	
Brunei										
Bulgarie		✓					✓		✓	
Burkina Faso	✓			✓					✓	
Burundi				✓						
Cambodge										
Cameroun										
Canada										
Cap-Vert										
Chili										
Chine		✓			✓					✓
Cisjordanie et Gaza					✓		✓			
Colombie						✓	✓	✓		
Comores										
Corée										
Costa Rica								✓		
Côte d'Ivoire							✓			
Croatie	✓			✓	✓					✓
Danemark										✓
Djibouti				✓				✓		
Dominique										
Egypte	✓	✓		✓	✓			✓		
El Salvador								✓		
Emirats arabes unis										
Equateur										
Erythrée										
Espagne			✓				✓			
Estonie	✓									
Etats-Unis										
Ethiopie										
Fidji									✓	
Finlande	✓									
France				✓	✓					
Gabon										
Gambie								✓		
Géorgie	✓	✓		✓	✓	✓				✓
Ghana	✓			✓	✓			✓	✓	

	RÉFORMES EN 2006/07									
	Création d'entreprise	Octroi de licences	Embauche des travailleurs	Transfert de propriété	Obtention de prêts	Protection des investisseurs	Paiement des taxes et impôts	Commerce transfrontalier	Exécution des contrats	Fermeture d'entreprise
✓ Réformes positives ✗ Réformes négatives										
Economie										
Grèce							✓			
Grenade										
Guatemala	✓	✓		✓				✓	✓	
Guinée										
Guinée équatoriale										
Guinée-Bissau				✓						
Guyane										
Haïti				✓						
Honduras	✓	✓		✓	✓					
Hong Kong, Chine										
Hongrie	✓			✓			✗			✓
Île Maurice	✓	✓		✓			✓	✓		✓
Îles Marshall										
Îles Salomon										
Inde					✓			✓		
Indonésie	✗	✓			✓	✓				
Irak										
Iran										
Irlande										
Islande						✓				
Israël							✓			
Italie										✓
Jamaïque										
Japon										
Jordanie	✓									
Kazakhstan							✓			
Kenya	✓	✓		✓	✓					
Kiribati										
Koweït		✓			✓					
Lesotho				✓			✓			
Lettonie			✓							
Liban										
Liberia										
Lituanie										
Luxembourg										
Macédoine	✓	✓					✓			
Madagascar	✓							✓		
Malaisie	✓						✓			
Malawi									✓	
Maldives										
Mali	✓			✓						
Maroc		✓		✗				✓		
Mauritanie	✓								✓	
Mexique				✓			✓			
Micronésie					✓					
Moldavie	✓		✗				✓		✓	
Mongolie							✓			
Monténégro										
Mozambique	✓					✓			✓	
Namibie										
Népal										
Nicaragua										
Niger	✓			✓						
Nigeria	✓	✓								
Norvège						✓				
Nouvelle-Zélande										
Oman										
Ouganda			✓					✓		
Ouzbékistan	✓			✓			✓			✓

	RÉFORMES EN 2006/07									
	Création d'entreprise	Octroi de licences	Embauche des travailleurs	Transfert de propriété	Obtention de prêts	Protection des investisseurs	Paiement des taxes et impôts	Commerce transfrontalier	Exécution des contrats	Fermeture d'entreprise
✓ Réformes positives ✗ Réformes négatives										
Economie										
Pakistan			✓		✓					
Palau										
Panama										
Papouasie-nouvelle-Guinée										
Paraguay	✓			✗						
Pays-Bas			✓				✓			
Pérou										
Philippines										
Pologne				✓					✓	
Porto Rico										
Portugal	✓			✓		✓	✓		✓	✓
RDP Lao	✓							✓		
République centrafricaine										
Rép. démocratique du Congo									✓	
République dominicaine	✓			✓			✗	✓		
République du Congo										
République kirghize				✗			✓			
République tchèque	✓	✓	✓				✓			
Roumanie	✗				✓		✓			
Royaume-Uni										
Russie		✗			✓					
Rwanda		✓						✓		
Saint-Kitts-et-Nevis										
Saint-Vincent-et-les-Grenadines										
Sainte Lucie										
Samoa										
Sao-Tomé-et-Principe										
Sénégal										
Serbie										
Seychelles							✓			
Sierra Leone							✓			
Singapour										
Slovaquie										
Slovénie			✗		✗	✓	✓			
Soudan										
Sri Lanka	✓				✗			✓		
Suède										
Suisse			✓							
Surinam										
Swaziland										
Syrie	✗						✓			
Tadjikistan	✓									
Taiwan, Chine										
Tanzanie	✓									
Tchad										
Thaïlande								✓		
Timor-Leste	✓									
Togo			✗							
Tonga									✓	
Trinité-et-Tobago					✓		✓			
Tunisie				✓	✓		✓			
Turquie							✓	✓		
Ukraine										
Uruguay							✓			
Vanuatu				✗						
Venezuela			✗				✗	✗		
Vietnam					✓	✓				
Yémen										
Zambie										
Zimbabwe		✗		✗			✗			

Doing Business

Tableaux des indicateurs

Indicateurs de Doing Business

Tableaux par pays

Économie	Création d'entreprise				Octroi de licences		
	Procédures (nombre)	Délai (jours)	Coût (% du revenu par habitant)	Capital minimum (% du revenu par habitant)	Procédures (nombre)	Délai (jours)	Coût (% du revenu par habitant)
Afghanistan	4	9	84.6	0.0	13	340	21,230.8
Afrique du Sud	8	31	7.1	0.0	17	174	30.4
Albanie	10	36	20.9	34.3	24	331	461.0
Algérie	14	24	13.2	45.2	22	240	57.8
Allemagne	9	18	5.7	42.8	12	100	63.1
Angola	12	119	343.7	50.5	14	337	1,109.7
Antigua-et-Barbuda	7	21	11.8	0.0	14	157	26.3
Arabie saoudite	7	15	32.3	0.0	18	125	94.5
Argentine	14	31	9.7	4.8	28	338	234.1
Arménie	9	18	4.8	3.1	19	116	411.3
Australie	2	2	0.8	0.0	16	221	13.2
Autriche	8	28	5.4	55.5	13	194	73.7
Azerbaïdjan	13	30	6.9	0.0	31	207	768.3
Bangladesh	8	74	46.2	0.0	14	252	751.0
Belgique	3	4	5.3	20.1	14	169	63.7
Belize	9	44	53.1	0.0	11	66	18.5
Bénin	7	31	195.0	354.2	15	332	316.6
Bhoutan	8	48	10.4	0.0	25	183	195.9
Biélorussie	10	48	8.8	29.7	17	350	60.9
Bolivie	15	50	134.1	3.4	17	249	198.6
Bosnie-Herzégovine	12	54	30.1	43.0	16	467	790.3
Botswana	11	108	9.9	0.0	24	167	322.3
Brésil	18	152	10.4	0.0	18	411	59.4
Bulgarie	9	32	8.4	56.3	22	131	499.9
Burkina Faso	6	18	82.1	415.7	32	226	701.2
Burundi	11	43	251.0	0.0	20	384	9,939.0
Brunei	18	116	9.0	0.0	32	167	5.2
Cambodge	10	86	190.3	50.8	23	709	74.3
Cameroun	13	37	129.2	177.1	15	426	1,202.9
Canada	2	3	0.9	0.0	14	75	125.4
Cap-Vert	12	52	40.1	53.4	18	120	718.3
Chili	9	27	8.6	0.0	18	155	128.1
Chine	13	35	8.4	190.2	37	336	840.2
Cisjordanie et Gaza	12	92	280.4	9.3	21	199	726.1
Colombie	11	42	19.3	0.0	14	146	602.8
Comores	11	23	188.4	280.3	18	164	77.8
Corée	10	17	16.9	296.0	13	34	170.2
Costa Rica	12	77	21.3	0.0	23	178	244.2
Côte d'Ivoire	10	40	135.8	219.8	21	628	247.7
Croatie	8	40	11.7	18.4	22	255	722.4
Danemark	4	6	0.0	40.7	6	69	61.8
Djibouti	11	37	206.6	530.8	14	195	1,010.6
Dominique	5	19	27.1	0.0	12	219	74.4
Égypte	7	9	28.6	12.9	28	249	474.9
El Salvador	9	26	73.1	112.5	34	155	197.9
Émirats arabes unis	11	62	36.9	312.4	21	125	1.5
Équateur	14	65	29.2	7.0	19	148	55.3
Érythrée	13	84	125.8	488.0	AUCUN CAS	AUCUN CAS	AUCUN CAS
Espagne	10	47	15.1	13.7	11	233	64.9
Estonie	5	7	2.0	28.1	13	117	28.1
États-Unis	6	6	0.7	0.0	19	40	13.4
Ethiopie	7	16	41.3	960.0	12	128	1,094.4
Fidji	8	46	25.3	0.0	16	114	40.8
Finlande	3	14	1.0	7.7	18	38	122.3
France	5	7	1.1	0.0	13	137	24.9
Gabon	9	58	164.0	38.2	14	210	48.3
Gambie	9	32	279.0	0.0	17	146	363.7
Géorgie	5	11	9.5	0.0	12	113	28.9
Ghana	11	42	41.4	20.9	18	220	1,498.3

Économie	Création d'entreprise				Octroi de licences		
	Procédures (nombre)	Délai (jours)	Coût (% du revenu par habitant)	Capital minimum (% du revenu par habitant)	Procédures (nombre)	Délai (jours)	Coût (% du revenu par habitant)
Grèce	15	38	23.3	104.1	15	169	61.7
Grenade	6	20	31.7	0.0	9	149	31.0
Guatemala	11	26	47.3	24.9	22	235	1,142.2
Guinée	13	41	138.3	466.5	32	255	237.7
Guinée équatoriale	20	136	105.1	23.2	18	201	239.9
Guinée-Bissau	17	233	255.5	1,006.6	15	167	2,607.0
Guyane	8	44	87.2	0.0	12	222	313.9
Haïti	12	202	133.9	32.2	11	1,179	817.8
Honduras	13	21	59.9	27.4	17	125	634.1
Hong Kong, Chine	5	11	3.1	0.0	23	155	21.3
Hongrie	6	16	17.7	65.1	31	211	10.4
Inde	13	33	74.6	0.0	20	224	519.4
Indonésie	12	105	80.0	38.4	19	196	286.8
Iran	8	47	5.3	1.3	19	670	653.4
Iraq	11	77	93.5	65.4	14	215	915.0
Irlande	4	13	0.3	0.0	11	185	19.8
Islande	5	5	2.7	14.1	18	76	13.9
Israël	5	34	4.4	0.0	20	235	115.5
Italie	9	13	18.7	9.8	14	257	138.2
Jamaïque	6	8	8.7	0.0	10	236	438.4
Japon	8	23	7.5	0.0	15	177	17.8
Jordanie	10	14	66.2	795.4	18	122	486.1
Kazakhstan	8	21	7.6	22.9	38	231	2,129.9
Kenya	12	44	46.1	0.0	10	100	58.8
Kiribati	6	21	56.6	30.6	14	160	629.3
Koweït	13	35	1.6	99.9	25	104	209.4
Lesotho	8	73	37.4	14.3	15	601	805.3
Lettonie	5	16	3.0	22.0	26	188	27.5
Liban	6	46	94.1	60.4	20	211	229.5
Liberia	12	99	493.3	0.0	25	398	61,049.3
Lituanie	7	26	3.0	46.2	17	156	133.1
Luxembourg	6	26	2.3	20.5	13	217	19.4
Macédoine	9	15	6.6	0.0	19	192	109.3
Madagascar	5	7	22.7	333.4	16	268	880.0
Malaysia	9	24	18.1	0.0	25	285	10.0
Malawi	10	37	188.7	0.0	21	213	189.2
Maldives	5	9	13.4	5.8	9	118	39.9
Mali	11	26	132.1	434.6	14	208	1,320.7
Maroc	6	12	11.5	59.8	19	163	334.7
Marshall (îles)	5	17	17.7	0.0	10	55	36.8
Maurice (île)	6	7	5.3	0.0	18	107	43.3
Mauritanie	11	65	56.2	503.1	25	201	565.5
Mexique	8	27	13.3	11.6	11	131	103.5
Micronésie	7	16	137.0	0.0	14	73	19.7
Moldavie	9	23	11.5	14.6	30	292	154.2
Mongolie	8	20	4.3	96.3	21	126	15.7
Montenegro	15	24	6.2	0.0	19	185	599.6
Mozambique	10	29	21.6	115.8	17	361	705.0
Namibie	10	99	22.3	0.0	12	139	156.7
Népal	7	31	73.9	0.0	15	424	304.7
Nicaragua	6	39	119.1	0.0	17	219	898.6
Niger	11	23	174.8	735.6	16	293	2,823.6
Nigéria	9	34	56.6	0.0	18	350	1,016.0
Norvège	6	10	2.3	23.4	14	252	46.2
Nouvelle-Zélande	2	12	0.1	0.0	7	65	25.0
Oman	9	34	4.3	541.8	16	242	847.6
Ouganda	18	28	92.0	0.0	16	143	811.8
Ouzbékistan	7	13	14.2	25.3	26	260	140.7
Pakistan	11	24	14.0	0.0	12	223	869.5

Économie	Création d'entreprise				Octroi de licences		
	Procédures (nombre)	Délai (jours)	Coût (% du revenu par habitant)	Capital minimum (% du revenu par habitant)	Procédures (nombre)	Délai (jours)	Coût (% du revenu par habitant)
Palau	8	28	4.7	12.5	25	118	6.1
Panama	7	19	22.0	0.0	25	149	143.9
Papouasie-Nouvelle-Guinée	8	56	26.4	0.0	24	217	106.3
Paraguay	7	35	77.6	0.0	13	291	439.0
Pays-Bas	6	10	6.0	52.9	18	230	76.0
Pérou	10	72	29.9	0.0	21	210	165.0
Philippines	15	58	26.8	6.9	21	177	75.9
Pologne	10	31	21.2	196.8	30	308	159.8
Porto Rico	7	7	0.8	0.0	22	209	550.8
Portugal	7	7	3.4	34.7	20	327	54.0
RDP Lao	8	103	16.5	0.0	24	172	202.4
République centrafricaine	10	14	205.4	531.2	21	239	288.3
Rép. démocratique du Congo	13	155	487.2	0.0	14	322	2,112.6
République dominicaine	9	22	31.1	0.0	17	214	116.1
République du Congo	10	37	150.1	206.3	14	169	565.9
République kirghize	8	21	8.8	0.5	20	291	555.4
République tchèque	10	17	10.6	34.9	36	180	18.5
Roumanie	6	14	4.7	1.5	17	243	124.3
Royaume-Unis	6	13	0.8	0.0	19	144	64.6
Russie	8	29	3.7	3.2	54	704	3,788.4
Rwanda	9	16	171.5	0.0	16	227	822.1
Saint-Kitts-et-Nevis	9	46	22.9	0.0	14	72	14.0
Saint-Vincent-et-les-Grenadines	8	12	29.2	0.0	11	74	9.2
Sainte Lucie	6	40	23.7	0.0	9	139	31.9
Salomon (Îles)	7	57	58.9	0.0	12	62	518.0
Samoa	9	35	41.3	0.0	18	88	95.4
São Tomé and Príncipe	10	144	94.5	0.0	13	255	825.9
Sénégal	10	58	107.0	255.0	14	217	176.9
Serbie	11	23	8.9	8.0	20	204	2,713.1
Seychelles	9	38	8.7	0.0	19	144	46.5
Sierra Leone	9	26	1,075.2	0.0	47	235	191.7
Singapour	5	5	0.8	0.0	11	102	22.9
Slovaquie	9	25	4.2	34.1	13	287	14.9
Slovénie	9	60	8.5	49.8	15	208	113.9
Soudan	10	39	57.9	0.0	19	271	296.0
Sri Lanka	5	39	8.5	0.0	22	214	1,929.0
Suède	3	15	0.6	31.1	8	116	106.4
Suisse	6	20	2.1	13.9	14	154	52.7
Surinam	13	694	141.8	1.1	14	431	158.0
Swaziland	13	61	38.7	0.6	13	93	94.0
Syrie	13	43	55.7	3,673.3	21	128	258.5
Tadjikistan	13	49	39.6	311.0	32	191	1,991.9
Taiwan, Chine	8	48	4.1	178.4	30	198	206.9
Tanzanie	12	29	47.1	0.0	21	308	2,365.5
Tchad	19	75	188.8	398.4	9	181	1,063.8
Thaïlande	8	33	5.6	0.0	11	156	10.7
Timor-Leste	9	82	11.9	595.2	22	208	113.1
Togo	13	53	245.7	546.4	15	277	1,366.3
Tonga	4	32	10.8	0.0	14	88	183.6
Trinité-et-Tobago	9	43	0.9	0.0	20	261	5.9
Tunisie	10	11	8.3	25.3	20	93	922.1
Turquie	6	6	20.7	16.2	25	188	369.9
Ukraine	10	27	7.8	203.1	29	429	668.5
Uruguay	11	44	46.0	180.6	30	234	135.5
Vanuatu	8	39	54.9	0.0	7	51	357.7
Venezuela	16	141	28.2	0.0	11	395	326.0
Vietnam	11	50	20.0	0.0	13	194	373.6
Yémen	12	63	178.8	2,003.2	13	107	239.2
Zambie	6	33	30.5	2.2	17	254	1,518.0
Zimbabwe	10	96	21.3	54.6	19	952	11,799.0

Économie	Embauche des travailleurs						Transfert de propriété		
	Indice de difficulté de recruter (0–100)	Indice de rigidité des horaires (0–100)	Indice de difficulté de licencier (0–100)	Indice de rigidité de l'emploi (0–100)	Coût des avantages extra-salariaux (% du salaire)	Coût de licenciement (semaines de salaire)	Procédures (nombre)	Délai (jours)	Coût (% valeur du bien)
Afghanistan	0	40	30	23	0	0	9	250	7.0
Afrique du Sud	56	40	30	42	4	24	6	24	8.8
Albanie	44	40	20	35	22	56	7	47	3.5
Algérie	44	60	40	48	27	17	14	51	7.5
Allemagne	33	60	40	44	19	69	4	40	5.2
Angola	78	60	70	69	8	58	7	334	11.1
Antigua-et-Barbuda	11	0	20	10	9	52	5	26	13.0
Arabie saoudite	0	40	0	13	11	80	4	4	0.0
Argentine	44	60	20	41	26	139	5	65	7.6
Arménie	33	40	20	31	19	13	3	4	0.4
Australie	0	0	10	3	20	4	5	5	4.9
Autriche	11	60	40	37	31	2	3	32	4.5
Azerbaïdjan	33	40	40	38	22	22	7	61	0.2
Bangladesh	44	20	40	35	0	104	8	425	10.3
Belgique	11	40	10	20	55	16	7	132	12.7
Belize	22	20	0	14	4	24	8	60	4.7
Bénin	39	40	40	40	29	36	3	118	11.4
Bhoutan	0	0	20	7	1	10	5	64	0.0
Biélorussie	0	40	40	27	39	22	7	231	0.1
Bolivie	78	60	100	79	14	PAS POSSIBLE	7	92	4.9
Bosnie-Herzégovine	67	40	30	46	15	31	7	331	5.0
Botswana	0	20	40	20	0	90	4	30	5.0
Brésil	78	60	0	46	37	37	14	45	2.8
Brunei	0	20	0	7	5	4	AUCUN CAS	AUCUN CAS	AUCUN CAS
Bulgarie	17	60	10	29	23	9	9	19	2.3
Burkina Faso	83	60	40	61	20	34	8	182	12.2
Burundi	33	60	30	41	7	26	5	94	11.5
Cambodge	44	60	30	45	0	39	7	56	4.4
Cameroun	28	40	70	46	16	33	5	93	17.8
Canada	11	0	0	4	13	28	6	17	1.8
Cap-Vert	33	40	60	44	17	91	6	83	7.8
Chili	33	20	20	24	3	52	6	31	1.3
Chine	11	20	40	24	44	91	4	29	3.6
Cisjordanie et Gaza	33	40	20	31	0	91	10	72	2.2
Colombie	22	40	20	27	29	59	9	23	2.5
Comores	39	60	40	46	0	100	5	24	20.8
Corée	11	60	40	37	13	91	7	11	6.3
Costa Rica	56	40	0	32	26	35	6	21	3.3
Côte d'Ivoire	33	60	20	38	18	49	7	62	16.9
Croatie	61	40	50	50	17	39	5	174	5.0
Danemark	0	20	10	10	1	0	6	42	0.6
Djibouti	67	40	30	46	16	56	7	40	13.2
Dominique	11	20	20	17	7	58	4	40	13.5
Égypte	0	20	60	27	25	132	7	193	1.0
El Salvador	33	40	0	24	15	86	5	31	3.6
Émirats arabes unis	0	60	0	20	13	84	3	6	2.0
Équateur	44	60	50	51	12	135	10	17	3.0
Érythrée	0	40	20	20	0	69	12	101	5.3
Espagne	78	60	30	56	33	56	4	18	7.1
Estonie	33	80	60	58	33	35	3	51	0.5
États-Unis	0	0	0	0	8	0	4	12	0.5
Ethiopie	33	40	30	34	0	40	13	43	7.5
Fidji	22	20	0	14	9	2	3	48	12.0
Finlande	44	60	40	48	26	26	3	14	4.0
France	67	60	40	56	47	32	9	123	6.1
Gabon	17	80	80	59	20	43	8	60	10.5
Gambie	0	40	30	23	11	9	5	371	7.6
Géorgie	0	20	0	7	20	4	5	5	0.1
Ghana	22	40	50	37	13	178	5	34	1.3

Économie	Embauche des travailleurs						Transfert de propriété		
	Indice de difficulté de recruter (0–100)	Indice de rigidité des horaires (0–100)	Indice de difficulté de licencier (0–100)	Indice de rigidité de l'emploi (0–100)	Coût des avantages extra-salariaux (% du salaire)	Coût de licenciement (semaines de salaire)	Procédures (nombre)	Délai (jours)	Coût (% valeur du bien)
Grèce	44	80	40	55	28	24	12	23	4.0
Grenade	44	20	0	21	5	29	8	77	7.4
Guatemala	44	40	0	28	13	101	5	30	1.0
Guinée	33	60	30	41	27	26	6	104	15.3
Guinée équatoriale	67	60	70	66	23	133	6	23	6.3
Guinée-Bissau	67	60	70	66	22	87	9	211	5.4
Guyane	33	20	20	24	8	56	6	34	4.5
Haïti	22	40	0	21	11	17	5	405	6.5
Honduras	89	40	0	43	10	74	7	24	5.8
Hong Kong, Chine	0	0	0	0	5	62	5	54	5.0
Hongrie	0	80	10	30	34	35	4	63	11.0
Inde	0	20	70	30	17	56	6	62	7.7
Indonésie	72	0	60	44	10	108	7	42	10.5
Iran	11	60	50	40	23	91	9	36	10.6
Iraq	33	60	20	38	12	0	5	8	6.3
Irlande	11	20	20	17	11	24	5	38	10.2
Islande	33	40	10	28	12	13	3	4	2.4
Israël	11	60	0	24	6	91	7	144	7.5
Italie	33	40	40	38	37	2	8	27	0.6
Jamaïque	11	0	0	4	12	61	5	54	13.5
Japon	0	20	30	17	13	4	6	14	5.0
Jordanie	11	20	60	30	11	4	8	22	10.0
Kazakhstan	0	40	20	20	14	9	8	52	0.9
Kenya	33	0	30	21	4	47	8	64	4.2
Kiribati	0	0	50	17	8	4	5	513	0.1
Koweït	0	40	0	13	11	78	8	55	0.5
Lesotho	22	40	10	24	0	44	6	101	8.2
Lettonie	50	40	40	43	24	17	8	54	2.0
Liban	44	0	30	25	22	17	8	25	5.9
Liberia	33	20	40	31	5	84	13	50	14.9
Lituanie	33	80	30	48	31	30	3	3	0.7
Luxembourg	67	80	40	62	13	39	8	29	10.2
Macédoine	61	60	30	50	33	26	6	98	3.5
Madagascar	89	60	40	63	18	30	8	134	11.6
Malaysia	0	0	30	10	15	75	5	144	2.4
Malawi	56	0	20	25	1	84	6	88	3.3
Maldives	0	0	0	0	0	9	AUCUN CAS	AUCUN CAS	AUCUN CAS
Mali	33	40	40	38	28	31	5	29	21.2
Maroc	100	40	50	63	19	85	8	47	4.9
Marshall (îles)	0	0	0	0	11	0	AUCUN CAS	AUCUN CAS	AUCUN CAS
Maurice (île)	0	20	50	23	6	35	6	210	10.8
Mauritanie	56	40	40	45	16	31	4	49	5.2
Mexique	33	40	70	48	21	52	5	74	4.7
Micronésie	22	0	0	7	6	0	AUCUN CAS	AUCUN CAS	AUCUN CAS
Moldavie	33	40	40	38	28	37	6	48	0.9
Mongolie	22	80	0	34	20	9	5	11	2.2
Montenegro	33	40	40	38	18	39	8	86	2.4
Mozambique	83	60	20	54	4	143	8	42	8.1
Namibie	0	40	20	20	0	24	9	23	9.9
Népal	67	20	70	52	10	90	3	5	6.4
Nicaragua	22	60	0	27	17	24	8	124	3.5
Niger	100	60	50	70	17	31	5	32	9.0
Nigéria	0	0	20	7	9	50	14	82	22.2
Norvège	61	40	40	47	14	13	1	3	2.5
Nouvelle-Zélande	11	0	10	7	1	0	2	2	0.1
Oman	33	40	0	24	11	4	2	16	3.0
Ouganda	0	0	10	3	10	13	13	227	4.6
Ouzbékistan	33	40	30	34	25	22	12	78	1.4
Pakistan	78	20	30	43	11	90	6	50	5.3

Économie	Embauche des travailleurs						Transfert de propriété		
	Indice de difficulté de recruter (0–100)	Indice de rigidité des horaires (0–100)	Indice de difficulté de licencier (0–100)	Indice de rigidité de l'emploi (0–100)	Coût des avantages extra-salariaux (% du salaire)	Coût de licenciement (semaines de salaire)	Procédures (nombre)	Délai (jours)	Coût (% valeur du bien)
Palau	11	0	0	4	6	0	5	14	0.4
Panama	78	60	70	69	19	44	7	44	2.4
Papouasie-Nouvelle-Guinée	11	20	0	10	10	39	4	72	5.1
Paraguay	56	60	60	59	17	113	6	46	3.5
Pays-Bas	17	40	70	42	18	17	2	5	6.2
Pérou	44	60	60	55	10	52	5	33	3.3
Philippines	56	20	30	35	7	91	8	33	4.2
Pologne	11	60	40	37	21	13	6	197	0.5
Porto Rico	44	0	20	21	13	0	8	194	1.4
Portugal	33	60	50	48	24	95	5	42	7.4
RDP Lao	11	40	60	37	5	19	9	135	4.2
République centrafricaine	72	60	50	61	18	22	3	69	11.7
Rép. démocratique du Congo	72	80	70	74	7	31	8	57	9.4
République dominicaine	56	40	0	32	14	88	7	60	5.1
République du Congo	78	60	70	69	29	33	7	137	27.3
République kirghize	33	40	40	38	21	17	4	4	4.1
République tchèque	33	40	20	31	35	22	4	123	3.0
Roumanie	78	80	40	66	31	8	8	150	2.8
Royaume-Unis	11	0	10	7	11	22	2	21	4.1
Russie	33	60	40	44	31	17	6	52	0.3
Rwanda	56	40	30	42	5	26	5	371	9.4
Saint-Kitts-et-Nevis	11	20	20	17	10	8	6	81	13.3
Saint-Vincent-et-les-Grenadines	11	20	20	17	4	54	6	37	11.9
Sainte Lucie	0	20	0	7	5	56	5	20	7.4
Salomon (Îles)	11	20	20	17	8	44	10	297	4.9
Samoa	11	20	0	10	6	9	5	147	1.8
São Tomé and Príncipe	50	80	60	63	6	91	7	62	12.6
Sénégal	72	60	50	61	21	38	6	114	19.5
Serbie	67	40	30	46	18	25	6	111	5.4
Seychelles	33	20	50	34	25	39	4	33	7.0
Sierra Leone	44	60	50	51	10	189	8	235	14.9
Singapour	0	0	0	0	13	4	3	9	2.8
Slovaquie	17	60	30	36	35	13	3	17	0.1
Slovénie	78	60	50	63	19	40	6	391	2.0
Soudan	39	20	50	36	17	118	6	9	3.2
Sri Lanka	0	20	60	27	15	169	8	83	5.1
Suède	17	60	40	39	32	26	1	2	3.0
Suisse	0	40	10	17	15	13	4	16	0.4
Surinam	0	20	50	23	0	26	4	193	13.7
Swaziland	11	20	20	17	2	53	11	46	7.1
Syrie	22	40	50	37	17	80	4	34	28.1
Tadjikistan	33	80	40	51	25	22	6	37	1.9
Taiwan, Chine	67	40	40	49	13	91	3	5	6.2
Tanzanie	89	40	60	63	16	32	10	119	5.3
Tchad	39	60	40	46	21	36	6	44	21.2
Thaïlande	33	20	0	18	6	54	2	2	6.3
Timor-Leste	33	20	50	34	0	17	AUCUN CAS	AUCUN CAS	AUCUN CAS
Togo	61	60	40	54	25	36	5	295	13.9
Tonga	0	20	0	7	0	0	4	108	10.2
Trinité-et-Tobago	0	0	20	7	3	67	8	162	7.0
Tunisie	28	40	80	49	22	17	5	49	6.1
Turquie	56	40	30	42	22	95	6	6	3.1
Ukraine	44	60	30	45	38	13	10	93	3.3
Uruguay	33	60	0	31	6	31	8	66	7.1
Vanuatu	22	40	10	24	4	56	2	188	11.0
Venezuela	78	60	100	79	16	PAS POSSIBLE	8	47	2.2
Vietnam	0	40	40	27	17	87	4	67	1.2
Yémen	0	60	40	33	9	17	6	21	3.9
Zambie	33	40	30	34	9	178	6	70	9.6
Zimbabwe	0	40	60	33	4	446	4	30	25.0

Économie	Obtention de prêts				Protection des investisseurs			
	Indice de fiabilité des garanties	Etendue de l'information sur le crédit	Couverture du registre public	Couverture du registre privé	Indice de divulgation de l'information	Indice de responsabilité des dirigeants	Facilité des poursuites par les actionnaires	Indice de protection des investisseurs
	(0–10)	(0–6)	(% des adultes)	(% des adultes)	(0–10)	(0–10)	(0–10)	(0–10)
Afghanistan	0	0	0.0	0.0	0	0	2	0.7
Afrique du Sud	5	6	0.0	52.1	8	8	8	8.0
Albanie	9	0	0.0	0.0	0	5	3	2.7
Algérie	3	2	0.2	0.0	6	6	4	5.3
Allemagne	8	6	0.7	98.1	5	5	5	5.0
Angola	3	4	2.3	0.0	5	6	6	5.7
Antigua-et-Barbuda	4	0	0.0	0.0	4	8	7	6.3
Arabie saoudite	3	6	0.0	23.5	7	7	3	5.7
Argentine	3	6	25.5	100.0	6	2	6	4.7
Arménie	5	5	2.8	13.5	5	2	8	5.0
Australie	9	5	0.0	100.0	8	2	7	5.7
Autriche	5	6	1.3	40.6	3	5	4	4.0
Azerbaïdjan	7	4	1.4	0.0	4	1	8	4.3
Bangladesh	7	2	0.7	0.0	6	7	7	6.7
Belgique	5	4	57.2	0.0	8	6	7	7.0
Belize	7	0	0.0	0.0	3	4	6	4.3
Bénin	4	1	7.8	0.0	6	1	3	3.3
Bhutan	3	0	0.0	0.0	5	3	4	4.0
Biélorussie	2	3	..	0.0	5	1	8	4.7
Bolivie	1	5	12.1	22.6	1	5	6	4.0
Bosnie-Herzégovine	7	5	0.0	63.7	3	6	6	5.0
Botswana	7	4	0.0	58.3	8	2	3	4.3
Brésil	2	5	17.1	46.4	6	7	3	5.3
Brunei	6	0	0.0	0.0	3	2	8	4.3
Bulgarie	6	6	25.4	3.0	10	1	7	6.0
Burkina Faso	4	1	2.1	0.0	6	1	4	3.7
Burundi	1	1	0.2	0.0	4	1	5	3.3
Cambodge	0	0	0.0	0.0	5	9	2	5.3
Cameroun	3	2	1.0	0.0	6	1	6	4.3
Canada	7	6	0.0	100.0	8	9	8	8.3
Cap-Vert	5	3	20.3	0.0	1	5	6	4.0
Chili	4	5	26.2	33.5	7	6	5	6.0
Chine	3	4	49.2	0.0	10	1	4	5.0
Cisjordanie et Gaza	5	3	1.8	0.0	6	5	7	6.0
Colombie	2	5	0.0	39.9	8	2	9	6.3
Comores	3	0	0.0	0.0	6	1	5	4.0
Corée	5	5	0.0	74.2	7	2	7	5.3
Costa Rica	4	5	6.1	52.7	2	5	2	3.0
Côte d'Ivoire	3	1	2.8	0.0	6	1	3	3.3
Croatie	6	3	0.0	72.4	1	5	6	4.0
Danemark	8	4	0.0	11.5	7	5	7	6.3
Djibouti	3	1	0.2	0.0	5	2	0	2.3
Dominique	6	0	0.0	0.0	4	8	7	6.3
Égypte	1	4	1.6	..	7	3	5	5.0
El Salvador	3	6	17.2	74.6	5	2	6	4.3
Émirats arabes unis	3	2	1.4	0.0	4	7	2	4.3
Équateur	1	5	37.9	44.1	1	5	6	4.0
Érythrée	3	0	0.0	0.0	4	5	5	4.7
Espagne	6	6	44.9	8.3	5	6	4	5.0
Estonie	4	5	0.0	19.7	8	4	6	6.0
États-Unis	7	6	0.0	100.0	7	9	9	8.3
Ethiopie	4	2	0.1	0.0	4	4	5	4.3
Fidji	5	4	0.0	41.2	3	8	7	6.0
Finlande	6	5	0.0	14.9	6	4	7	5.7
France	6	4	24.8	0.0	10	1	5	5.3
Gabon	3	2	2.4	0.0	6	1	3	3.3
Gambie	4	0	0.0	0.0	2	1	5	2.7
Géorgie	5	4	0.0	0.2	8	6	4	6.0
Ghana	5	0	0.0	0.0	7	5	6	6.0

Économie	Obtention de prêts				Protection des investisseurs			
	Indice de fiabilité des garanties	Etendue de l'information sur le crédit	Couverture du registre public	Couverture du registre privé	Indice de divulgence de l'information	Indice de responsabilité des dirigeants	Facilité des poursuites par les actionnaires	Indice de protection des investisseurs
	(0-10)	(0-6)	(% des adultes)	(% des adultes)	(0-10)	(0-10)	(0-10)	(0-10)
Grèce	3	4	0.0	38.7	1	3	5	3.0
Grenade	6	0	0.0	0.0	4	8	7	6.3
Guatemala	3	5	20.7	13.1	3	3	6	4.0
Guinée	4	0	0.0	0.0	6	1	1	2.7
Guinée équatoriale	2	2	1.9	0.0	6	1	4	3.7
Guinée-Bissau	3	1	0.9	0.0	6	1	5	4.0
Guyane	3	0	0.0	0.0	5	5	6	5.3
Haïti	3	2	0.7	0.0	2	3	4	3.0
Honduras	6	6	12.7	58.0	1	5	4	3.3
Hong Kong, Chine	10	5	0.0	64.7	10	8	9	9.0
Hongrie	6	5	0.0	6.9	2	4	7	4.3
Inde	6	4	0.0	10.8	7	4	7	6.0
Indonésie	5	3	20.5	0.2	9	5	3	5.7
Iran	5	3	22.2	0.0	5	4	0	3.0
Iraq	4	0	0.0	0.0	4	5	4	4.3
Irlande	8	5	0.0	100.0	10	6	9	8.3
Islande	7	5	0.0	100.0	5	5	6	5.3
Israël	8	5	0.0	91.6	7	9	9	8.3
Italie	3	5	11.0	71.5	7	4	6	5.7
Jamaïque	5	0	0.0	0.0	4	8	4	5.3
Japon	6	6	0.0	68.3	7	6	8	7.0
Jordanie	5	2	0.8	0.0	5	4	4	4.3
Kazakhstan	5	4	0.0	13.7	7	1	9	5.7
Kenya	8	4	0.0	1.5	3	2	10	5.0
Kiribati	3	0	0.0	0.0	6	5	7	6.0
Koweït	4	4	0.0	14.5	7	7	5	6.3
Lesotho	5	0	0.0	0.0	2	1	8	3.7
Lettonie	8	4	2.6	0.0	5	4	8	5.7
Liban	4	5	4.7	0.0	9	1	5	5.0
Liberia	4	0	0.0	0.0	4	1	6	3.7
Lituanie	4	6	6.6	7.3	5	4	6	5.0
Luxembourg	6	0	0.0	0.0	6	4	3	4.3
Macédoine	6	3	4.0	0.0	5	6	4	5.0
Madagascar	1	0	0.1	0.0	5	6	6	5.7
Malaisie	8	6	44.5	..	10	9	7	8.7
Malawi	7	0	0.0	0.0	4	7	5	5.3
Maldives	4	0	0.0	0.0	0	8	8	5.3
Mali	3	1	2.5	0.0	6	1	3	3.3
Maroc	3	1	2.3	0.0	6	2	1	3.0
Marshall (îles)	2	0	0.0	0.0	2	0	8	3.3
Maurice (île)	5	1	38.6	0.0	6	8	9	7.7
Mauritanie	4	1	0.2	0.0	5	3	3	3.7
Mexique	3	6	0.0	61.2	8	5	5	6.0
Micronésie	7	0	0.0	0.0	0	0	8	2.7
Moldavie	6	0	0.0	0.0	7	1	6	4.7
Mongolie	5	3	9.5	0.0	5	8	6	6.3
Montenegro	7	0	0.0	0.0	5	8	6	6.3
Mozambique	3	3	0.9	0.0	5	4	9	6.0
Namibie	5	5	0.0	59.9	5	5	6	5.3
Népal	4	2	0.0	0.2	6	1	9	5.3
Nicaragua	3	5	14.8	100.0	4	5	6	5.0
Niger	3	1	1.0	0.0	6	1	3	3.3
Nigéria	7	0	0.0	0.0	5	7	5	5.7
Norvège	6	4	0.0	100.0	7	6	7	6.7
Nouvelle-Zélande	9	5	0.0	100.0	10	9	10	9.7
Oman	4	2	12.4	0.0	8	5	3	5.3
Ouganda	3	0	0.0	0.0	2	5	5	4.0
Ouzbékistan	2	0	0.0	0.0	4	6	3	4.3
Pakistan	4	4	4.6	1.4	6	6	7	6.3

Économie	Obtention de prêts				Protection des investisseurs			
	Indice de fiabilité des garanties	Etendue de l'information sur le crédit	Couverture du registre public	Couverture du registre privé	Indice de divulgence de l'information	Indice de responsabilité des dirigeants	Facilité des poursuites par les actionnaires	Indice de protection des investisseurs
	(0–10)	(0–6)	(% des adultes)	(% des adultes)	(0–10)	(0–10)	(0–10)	(0–10)
Palau	2	0	0.0	0.0	0	0	8	2.7
Panama	6	6	0.0	41.6	1	4	9	4.7
Papouasie-Nouvelle-Guinée	5	0	0.0	0.0	5	5	8	6.0
Paraguay	3	6	11.0	48.7	6	5	6	5.7
Pays-Bas	7	5	0.0	78.1	4	4	6	4.7
Pérou	4	6	20.7	33.0	8	5	7	6.7
Philippines	3	3	0.0	5.5	1	2	8	3.7
Pologne	4	4	0.0	51.5	7	2	9	6.0
Porto Rico	6	5	0.0	62.0	7	6	8	7.0
Portugal	4	4	67.1	11.3	6	5	7	6.0
RDP Lao	2	0	0.0	0.0	0	3	2	1.7
République centrafricaine	3	2	1.4	0.0	6	1	5	4.0
Rép. démocratique du Congo	3	0	0.0	0.0	3	3	4	3.3
République dominicaine	4	6	13.3	35.4	5	0	7	4.0
République du Congo	3	2	2.4	0.0	6	1	3	3.3
République kirghize	5	3	0.0	1.6	8	1	9	6.0
République tchèque	6	5	4.2	53.0	2	5	8	5.0
Roumanie	7	5	4.1	10.9	9	5	4	6.0
Royaume-Unis	10	6	0.0	84.6	10	7	7	8.0
Russie	3	4	0.0	4.4	6	2	7	5.0
Rwanda	1	2	0.2	0.0	2	5	1	2.7
Saint-Kitts-et-Nevis	5	0	0.0	0.0	4	8	7	6.3
Saint-Vincent-et-les-Grenadines	7	0	0.0	0.0	4	8	7	6.3
Sainte Lucie	6	0	0.0	0.0	4	8	7	6.3
Salomon (Îles)	4	0	0.0	0.0	3	7	7	5.7
Samoa	4	0	0.0	0.0	5	6	8	6.3
São Tomé and Príncipe	5	0	0.0	0.0	5	1	6	4.0
Sénégal	3	1	4.0	0.0	6	1	2	3.0
Serbie	7	5	0.1	51.3	7	6	3	5.3
Seychelles	3	0	0.0	0.0	4	8	5	5.7
Sierra Leone	5	0	0.0	0.0	3	6	5	4.7
Singapour	9	4	0.0	42.7	10	9	9	9.3
Slovaquie	9	4	1.2	56.0	3	4	7	4.7
Slovénie	6	2	2.5	0.0	3	8	8	6.3
Soudan	4	0	0.0	0.0	0	6	5	3.7
Sri Lanka	3	3	0.0	2.9	4	5	7	5.3
Suède	6	4	0.0	100.0	6	4	7	5.7
Suisse	6	5	0.0	24.0	0	5	4	3.0
Surinam	4	0	0.0	0.0	2	0	5	2.3
Swaziland	5	5	0.0	37.6	0	1	5	2.0
Syrie	3	0	0.0	0.0	6	5	2	4.3
Tadjikistan	4	0	0.0	0.0	0	0	5	1.7
Taiwan, Chine	4	5	0.0	67.1	7	4	5	5.3
Tanzanie	5	0	0.0	0.0	3	4	8	5.0
Tchad	3	1	0.2	0.0	6	1	5	4.0
Thaïlande	5	5	0.0	27.9	10	2	6	6.0
Timor-Leste	2	0	0.0	0.0	3	4	5	4.0
Togo	3	1	2.7	0.0	6	1	4	3.7
Tonga	3	0	0.0	0.0	3	3	8	4.7
Trinité-et-Tobago	5	4	0.0	34.4	4	9	7	6.7
Tunisie	2	4	13.7	0.0	0	4	6	3.3
Turquie	3	5	10.3	2.7	8	4	4	5.3
Ukraine	8	0	0.0	0.0	1	3	7	3.7
Uruguay	5	6	14.1	93.8	3	4	8	5.0
Vanuatu	4	0	0.0	0.0	5	6	5	5.3
Venezuela	4	0	0.0	0.0	3	3	2	2.7
Vietnam	6	3	9.2	0.0	6	0	2	2.7
Yémen	3	0	0.0	0.0	6	4	2	4.0
Zambie	6	0	0.0	0.0	3	6	7	5.3
Zimbabwe	6	0	0.0	0.0	8	1	4	4.3

Économie	Paiement des taxes et impôts			Commerce transfrontalier					
	Paielements (nombre par année)	Délai (heures par année)	Total à payer (% du bénéfice brut)	Documents à l'export (nombre)	Délai à l'export (jours)	Coût à l'export (US\$ par conteneur)	Documents à l'import (nombre)	Délai à l'import (jours)	Coût à l'import (US\$ par conteneur)
Afghanistan	6	275	35.5	12	67	2,500	11	71	2,100
Afrique du Sud	11	350	37.1	8	30	1,087	9	35	1,195
Albanie	44	240	46.8	7	21	745	9	22	750
Algérie	33	451	72.6	8	17	1,198	9	23	1,378
Allemagne	16	196	50.8	4	7	740	5	7	765
Angola	31	272	53.2	12	64	1,850	9	58	2,325
Antigua-et-Barbuda	45	184	46.8	5	19	1,107	6	19	1,174
Arabie saoudite	14	79	14.5	5	19	1,008	5	20	758
Argentine	19	615	112.9	9	16	1,325	7	20	1,825
Arménie	50	1,120	36.6	7	30	1,165	8	24	1,335
Australie	12	107	50.6	6	9	930	6	12	1,120
Autriche	22	170	54.6	4	8	843	5	8	843
Azerbaïdjan	38	952	40.9	9	56	2,715	14	56	2,945
Bangladesh	17	400	39.5	7	28	844	9	32	1,148
Belgique	11	156	64.3	4	8	1,600	5	9	1,600
Belize	41	147	30.8	7	23	1,800	6	26	2,130
Bénin	55	270	73.3	7	34	1,167	7	41	1,202
Bhoutan	19	274	39.8	8	38	1,150	11	38	2,080
Biélorussie	124	1,188	144.4	8	24	1,672	8	29	1,672
Bolivie	41	1,080	78.1	8	24	1,110	7	36	1,230
Bosnie-Herzégovine	51	368	44.1	6	19	1,030	7	18	985
Botswana	19	140	17.2	6	33	2,328	9	43	2,595
Brésil	11	2,600	69.2	8	18	1,090	7	22	1,240
Brunei	15	144	37.4	6	28	515	6	19	590
Bulgarie	17	616	36.7	5	23	1,329	7	21	1,377
Burkina Faso	45	270	48.9	11	45	2,096	11	54	3,522
Burundi	32	140	278.7	9	47	2,147	10	71	3,705
Cambodge	27	137	22.6	11	37	722	11	46	852
Cameroun	41	1,400	51.9	9	27	907	8	33	1,529
Canada	9	119	45.9	3	7	1,385	4	11	1,425
Cap-Vert	57	100	54.0	5	21	1,024	5	21	1,024
Chili	10	316	25.9	6	21	645	7	21	685
Chine	35	872	73.9	7	21	390	6	24	430
Cisjordanie et Gaza	27	154	17.1	6	25	830	6	40	995
Colombie	69	268	82.4	6	24	1,440	8	20	1,440
Comores	20	100	48.8	10	30	971	10	21	974
Corée	48	290	34.9	4	11	745	6	10	745
Costa Rica	43	402	55.7	7	18	660	8	25	660
Côte d'Ivoire	66	270	45.4	10	23	1,653	8	43	2,457
Croatie	28	196	32.5	7	22	1,200	8	16	1,200
Danemark	9	135	33.3	4	5	540	3	5	540
Djibouti	35	114	38.7	8	22	960	6	18	960
Dominique	38	147	37.1	7	16	1,197	8	18	1,107
Égypte	36	711	47.9	6	15	714	7	18	729
El Salvador	66	224	33.8	8	21	540	11	18	540
Émirats arabes unis	14	12	14.4	7	13	462	8	13	462
Équateur	8	600	35.3	10	22	1,090	8	44	1,090
Érythrée	18	216	84.5	9	59	1,331	13	69	1,581
Espagne	8	298	62.0	6	9	1,000	8	10	1,000
Estonie	10	81	49.2	3	5	675	4	5	675
États-Unis	10	325	46.2	4	6	960	5	5	1,160
Ethiopie	20	198	31.1	8	46	1,617	8	42	2,793
Fidji	33	140	38.5	13	25	573	13	25	570
Finlande	20	269	47.8	4	8	420	5	8	420
France	23	132	66.3	4	11	1,028	5	12	1,148
Gabon	28	272	44.2	6	19	1,510	7	35	1,600
Gambie	50	376	286.7	7	23	809	8	23	869
Géorgie	29	387	38.6	8	12	1,105	7	14	1,105
Ghana	32	304	32.9	6	19	895	7	29	895

Économie	Paiement des taxes et impôts			Commerce transfrontalier					
	Paielements (nombre par année)	Délai (heures par année)	Total à payer (% du bénéfice brut)	Documents à l'export (nombre)	Délai à l'export (jours)	Coût à l'export (US\$ par conteneur)	Documents à l'import (nombre)	Délai à l'import (jours)	Coût à l'import (US\$ par conteneur)
Grèce	21	264	48.6	5	20	998	6	25	1,245
Grenade	30	140	45.3	6	19	820	5	23	1,178
Guatemala	39	344	37.5	11	19	1,052	11	18	1,177
Guinée	56	416	49.9	7	33	570	9	32	995
Guinée équatoriale	45	212	62.2	7	29	1,403	7	46	1,403
Guinée-Bissau	46	208	45.9	6	27	1,445	6	26	1,749
Guyane	34	288	39.0	7	30	850	8	35	856
Haïti	53	160	40.0	8	52	1,650	10	53	1,860
Honduras	47	424	51.4	7	20	1,065	11	23	975
Hong Kong, Chine	4	80	24.4	4	6	525	4	5	525
Hongrie	24	340	55.1	5	18	975	7	17	975
Inde	60	271	70.6	8	18	820	9	21	910
Indonésie	51	266	37.3	5	21	667	6	27	623
Iran	22	292	47.4	8	26	860	10	42	1,330
Iraq	13	312	24.7	10	102	3,400	10	101	3,400
Irlande	9	76	28.9	4	7	1,090	4	12	1,139
Islande	31	140	27.2	5	15	469	5	14	443
Israël	33	230	36.0	5	12	560	4	12	560
Italie	15	360	76.2	5	20	1,291	5	18	1,291
Jamaïque	72	414	51.3	6	21	1,750	6	22	1,350
Japon	13	350	52.0	4	10	989	5	11	1,047
Jordanie	26	101	31.1	7	19	680	7	22	1,065
Kazakhstan	9	271	36.7	12	89	2,730	14	76	2,780
Kenya	41	432	50.9	9	29	1,955	8	37	1,995
Kiribati	7	120	31.8	6	21	1,550	7	21	1,550
Koweït	14	118	14.4	8	20	935	11	20	935
Lesotho	22	342	20.8	6	44	1,188	8	49	1,210
Lettonie	7	219	32.6	6	13	800	6	12	800
Liban	19	180	35.4	5	27	1,027	7	38	810
Liberia	37	158	81.6	10	20	1,032	9	10	1,032
Lituanie	24	166	48.3	6	10	820	6	13	980
Luxembourg	22	58	35.3	5	6	1,250	4	6	1,250
Macédoine	52	96	49.8	7	19	1,130	7	17	1,130
Madagascar	26	238	46.5	4	28	1,182	10	49	1,282
Malaisie	35	166	36.0	7	18	432	7	14	385
Malawi	30	370	32.2	12	45	1,623	10	54	2,500
Maldives	1	0	9.1	8	21	1,200	9	20	1,200
Mali	58	270	51.4	9	44	1,752	11	65	2,680
Maroc	28	358	53.1	8	14	600	11	19	800
Marshall (îles)	21	128	64.9	5	21	765	5	33	765
Maurice (île)	7	161	21.7	5	17	728	6	16	673
Mauritanie	38	696	107.5	11	35	1,360	11	42	1,363
Mexique	27	552	51.2	5	17	1,302	5	23	2,411
Micronésie	21	128	58.7	3	30	1,145	6	30	1,145
Moldavie	49	218	44.0	6	32	1,425	7	35	1,545
Mongolie	42	204	38.4	10	58	1,807	10	59	3,197
Montenegro	88	372	31.6	9	18	1,580	7	19	1,780
Mozambique	37	230	34.3	8	27	1,155	10	38	1,185
Namibie	37	·	26.5	11	29	1,539	9	24	1,550
Népal	33	408	32.5	9	43	1,600	10	35	1,725
Nicaragua	64	240	63.2	5	36	1,021	5	38	1,054
Niger	42	270	42.4	8	59	2,945	10	68	2,946
Nigéria	35	1,120	29.9	10	26	1,026	9	46	1,047
Norvège	4	87	42.0	4	7	518	4	7	468
Nouvelle-Zélande	8	70	35.1	7	10	725	5	9	800
Oman	14	62	21.6	10	22	665	10	26	824
Ouganda	33	237	32.3	6	39	2,940	7	37	2,990
Ouzbékistan	118	196	96.3	7	80	2,550	11	104	4,050
Pakistan	47	560	40.7	9	24	515	8	19	1,336

Économie	Paiement des taxes et impôts			Commerce transfrontalier					
	Paiements (nombre par année)	Délai (heures par année)	Total à payer (% du bénéfice brut)	Documents à l'export (nombre)	Délai à l'export (jours)	Coût à l'export (US\$ par conteneur)	Documents à l'import (nombre)	Délai à l'import (jours)	Coût à l'import (US\$ par conteneur)
Palau	19	128	73.0	6	29	1,160	10	35	1,110
Panama	59	482	50.8	3	9	650	4	9	850
Papouasie-Nouvelle-Guinée	33	206	41.7	7	26	584	9	29	642
Paraguay	35	328	35.3	9	35	720	10	33	900
Pays-Bas	9	180	43.4	4	6	880	5	6	1,005
Pérou	9	424	41.5	7	24	590	8	31	670
Philippines	47	195	52.8	8	17	800	8	18	800
Pologne	41	418	38.4	5	17	834	5	27	834
Porto Rico	16	140	44.3	7	15	1,225	10	16	1,225
Portugal	8	328	44.8	6	16	580	7	16	994
RDP Lao	34	672	35.5	9	50	1,750	10	50	1,930
République centrafricaine	54	504	203.8	8	57	4,581	18	66	4,534
Rép. démocratique du Congo	32	308	229.8	8	46	2,307	9	66	2,183
République dominicaine	74	286	40.2	6	12	815	7	13	1,015
République du Congo	89	606	65.4	11	50	2,201	12	62	2,201
République kirghize	75	202	61.4	13	64	2,500	13	75	2,450
République tchèque	12	930	48.6	5	16	775	7	18	860
Roumanie	96	202	46.9	5	12	1,075	6	13	1,075
Royaume-Unis	8	105	35.7	4	13	940	4	13	1,267
Russie	22	448	51.4	8	36	2,050	13	36	2,050
Rwanda	34	168	33.8	9	47	2,975	9	69	4,970
Saint-Kitts-et-Nevis	24	172	52.6	6	15	750	6	17	756
Saint-Vincent-et-les-Grenadines	36	76	45.0	6	15	1,770	6	16	1,769
Sainte Lucie	32	71	36.9	5	18	1,375	8	21	1,420
Salomon (Îles)	33	80	32.6	7	24	1,056	4	21	1,238
Samoa	37	224	19.8	7	27	1,010	7	31	1,375
São Tomé and Príncipe	41	424	51.0	8	27	690	9	29	577
Sénégal	59	696	46.0	11	20	828	11	26	1,720
Serbie	66	279	35.8	6	12	1,240	6	14	1,440
Seychelles	16	76	48.4	6	17	1,839	5	19	1,839
Sierra Leone	22	399	233.5	8	31	1,282	7	34	1,242
Singapour	5	49	23.2	4	5	416	4	3	367
Slovaquie	31	344	50.5	6	25	1,015	8	25	1,050
Slovénie	22	260	39.2	6	20	971	8	21	1,019
Soudan	42	180	31.6	7	39	1,700	7	54	2,300
Sri Lanka	62	256	63.7	8	21	810	6	21	844
Suède	2	122	54.5	4	8	561	3	6	619
Suisse	24	63	29.1	4	8	1,238	5	9	1,333
Surinam	17	199	27.9	8	25	905	7	25	815
Swaziland	33	104	36.6	9	21	1,798	11	34	1,820
Syrie	21	336	46.7	8	19	1,300	9	23	1,900
Tadjikistan	54	224	82.2	10	82	3,000	11	83	4,500
Taiwan, Chine	23	340	40.6	7	13	747	7	12	747
Tanzanie	48	172	44.3	5	24	1,212	7	30	1,425
Tchad	54	122	63.7	6	78	4,867	9	102	5,520
Thaïlande	35	264	37.7	7	17	615	9	14	786
Timor-Leste	15	640	28.3	6	25	990	7	26	995
Togo	53	270	48.2	6	24	872	8	29	894
Tonga	23	164	25.0	7	19	545	6	25	620
Trinité-et-Tobago	40	114	33.1	5	14	693	7	26	1,100
Tunisie	46	268	61.0	5	17	540	7	22	810
Turquie	15	223	45.1	7	14	865	8	15	1,013
Ukraine	99	2,085	57.3	6	31	1,045	10	39	1,065
Uruguay	53	304	40.7	10	24	925	10	23	1,180
Vanuatu	31	120	8.4	7	26	1,815	9	30	2,225
Venezuela	70	864	53.3	8	45	2,400	9	65	2,400
Vietnam	32	1,050	41.1	6	24	669	8	23	881
Yémen	32	248	41.4	6	33	1,129	9	31	1,475
Zambie	37	132	16.1	8	53	2,098	11	64	2,840
Zimbabwe	52	256	53.0	9	52	1,879	13	67	2,420

Économie	Exécution des contrats			Fermeture d'entreprise		
	Procédures (nombre)	Délai (jours)	Coût (% de la créance)	Délai (années)	Coût (% de la valeur du patrimoine)	Taux de recouvrement (cents par dollar)
Afghanistan	47	1,642	25.0	AUCUN CAS	AUCUN CAS	0.0
Afrique du Sud	30	600	33.2	2.0	18	33.2
Albanie	39	390	31.8	AUCUN CAS	AUCUN CAS	0.0
Algérie	47	630	17.4	2.5	7	41.7
Allemagne	33	394	11.8	1.2	8	53.4
Angola	46	1,011	44.4	6.2	22	10.8
Antigua-et-Barbuda	45	351	22.7	3.0	7	35.7
Arabie saoudite	44	635	27.5	2.8	22	29.3
Argentine	36	590	16.5	2.8	12	34.4
Arménie	50	285	19.0	1.9	4	42.0
Australie	28	262	20.7	1.0	8	79.2
Autriche	26	397	12.7	1.1	18	72.4
Azerbaïdjan	39	267	18.5	2.7	8	31.5
Bangladesh	41	1,442	63.3	4.0	8	23.2
Belgique	27	505	16.6	0.9	4	85.5
Belize	51	892	27.5	1.0	23	63.5
Bénin	42	720	58.7	4.0	15	22.6
Bhoutan	47	275	0.1	AUCUN CAS	AUCUN CAS	0.0
Biélorussie	28	225	23.4	5.8	22	33.2
Bolivie	37	591	33.2	1.8	15	38.7
Bosnie-Herzégovine	38	595	38.4	3.3	9	35.0
Botswana	29	987	28.1	1.7	15	59.8
Brésil	45	616	16.5	4.0	12	14.6
Brunei	58	540	36.6	2.5	4	45.3
Bulgarie	40	564	22.2	3.3	9	32.4
Burkina Faso	37	446	107.4	4.0	9	25.6
Burundi	44	558	38.6	AUCUN CAS	AUCUN CAS	0.0
Cambodge	44	401	102.7	AUCUN CAS	AUCUN CAS	0.0
Cameroun	43	800	46.6	3.2	15	25.5
Canada	36	570	16.2	0.8	4	88.8
Cap-Vert	37	465	24.1	AUCUN CAS	AUCUN CAS	0.0
Chili	36	480	28.6	4.5	15	23.8
Chine	35	406	8.8	1.7	22	35.9
Cisjordanie et Gaza	44	700	21.2	AUCUN CAS	AUCUN CAS	0.0
Colombie	34	1,346	52.6	3.0	1	58.3
Comores	43	506	89.4	AUCUN CAS	AUCUN CAS	0.0
Corée	35	230	10.3	1.5	4	81.2
Costa Rica	40	877	24.3	3.5	15	23.1
Côte d'Ivoire	33	770	41.7	2.2	18	33.0
Croatie	38	561	13.8	3.1	15	30.2
Danemark	34	380	23.3	1.1	4	87.0
Djibouti	40	1,225	34.0	5.0	18	15.9
Dominique	47	681	36.0	AUCUN CAS	AUCUN CAS	0.0
Égypte	42	1,010	25.3	4.2	22	16.6
El Salvador	30	786	19.2	4.0	9	28.4
Émirats arabes unis	50	607	26.2	5.1	30	10.1
Équateur	39	498	20.8	5.3	18	16.9
Érythrée	39	405	22.6	AUCUN CAS	AUCUN CAS	0.0
Espagne	39	515	17.2	1.0	15	76.9
Estonie	36	425	17.3	3.0	9	39.1
États-Unis	32	300	9.4	1.5	7	75.9
Ethiopie	39	690	15.2	3.0	15	33.1
Fidji	34	397	38.9	1.8	38	20.2
Finlande	33	235	10.4	0.9	4	88.2
France	30	331	17.4	1.9	9	47.4
Gabon	38	1,070	34.3	5.0	15	15.2
Gambie	32	434	37.9	3.0	15	19.3
Géorgie	36	285	29.9	3.3	4	22.8
Ghana	36	487	23.0	1.9	22	24.0

Économie	Exécution des contrats			Fermeture d'entreprise		
	Procédures (nombre)	Délai (jours)	Coût (% de la créance)	Délai (années)	Coût (% de la valeur du patrimoine)	Taux de recouvrement (cents par dollar)
Grèce	39	819	14.4	2.0	9	44.8
Grenade	47	723	32.6	AUCUN CAS	AUCUN CAS	0.0
Guatemala	28	1,459	26.5	3.0	15	28.1
Guinée	50	276	45.0	3.8	8	20.4
Guinée équatoriale	40	553	18.5	AUCUN CAS	AUCUN CAS	0.0
Guinée-Bissau	41	1,140	25.0	AUCUN CAS	AUCUN CAS	0.0
Guyane	36	581	25.2	3.0	29	17.4
Haïti	35	508	42.6	5.7	30	3.1
Honduras	45	480	30.4	3.8	15	20.3
Hong Kong, Chine	24	211	14.5	1.1	9	79.0
Hongrie	33	335	13.0	2.0	15	38.4
Inde	46	1,420	39.6	10.0	9	11.6
Indonésie	39	570	122.7	5.5	18	12.6
Iran	39	520	17.0	4.5	9	19.0
Iraq	51	520	32.5	AUCUN CAS	AUCUN CAS	0.0
Irlande	20	515	26.9	0.4	9	87.1
Islande	26	393	6.1	1.0	4	80.3
Israël	35	890	25.3	4.0	23	43.6
Italie	41	1,210	29.9	1.8	22	61.8
Jamaïque	34	565	45.6	1.1	18	64.3
Japon	30	316	22.7	0.6	4	92.6
Jordanie	39	689	31.2	4.3	9	27.8
Kazakhstan	38	230	22.0	3.3	18	23.4
Kenya	44	465	26.7	4.5	22	31.0
Kiribati	32	660	25.8	AUCUN CAS	AUCUN CAS	0.0
Koweït	50	566	13.3	4.2	1	33.6
Lesotho	41	695	16.6	2.6	8	34.9
Lettonie	27	279	12.9	3.0	13	34.6
Liban	37	721	30.8	4.0	22	19.1
Liberia	41	1,280	35.0	3.0	43	7.8
Lituanie	30	210	23.6	1.7	7	49.2
Luxembourg	26	321	8.8	2.0	15	41.6
Macédoine	39	385	33.1	3.7	28	15.8
Madagascar	38	871	42.4	AUCUN CAS	AUCUN CAS	0.0
Malaisie	30	600	27.5	2.3	15	38.3
Malawi	42	432	142.4	2.6	30	13.2
Maldives	41	665	16.5	6.7	4	18.2
Mali	39	860	52.0	3.6	18	21.3
Maroc	40	615	25.2	1.8	18	35.3
Marshall (îles)	36	476	27.4	2.0	38	17.9
Maurice (île)	37	750	17.4	1.7	15	34.3
Mauritanie	46	400	23.2	8.0	9	7.8
Mexique	38	415	32.0	1.8	18	63.9
Micronésie	34	965	66.0	5.3	38	3.1
Moldavie	31	365	16.6	2.8	9	28.8
Mongolie	32	314	26.1	4.0	8	20.1
Montenegro	49	545	25.7	2.0	8	42.8
Mozambique	31	1,010	142.5	5.0	9	13.9
Namibie	33	270	29.9	1.5	15	41.3
Népal	39	735	26.8	5.0	9	24.5
Nicaragua	35	540	26.8	2.2	15	34.6
Niger	39	545	59.6	5.0	18	14.2
Nigéria	39	457	32.0	2.0	22	27.5
Norvège	33	310	9.9	0.9	1	90.7
Nouvelle-Zélande	30	216	22.0	1.3	4	77.1
Oman	51	598	13.5	4.0	4	35.5
Ouganda	38	535	44.9	2.2	30	41.0
Ouzbékistan	42	195	22.2	4.0	10	18.7
Pakistan	47	880	23.8	2.8	4	39.1

Économie	Exécution des contrats			Fermeture d'entreprise		
	Procédures (nombre)	Délai (jours)	Coût (% de la créance)	Délai (années)	Coût (% de la valeur du patrimoine)	Taux de recouvrement (cents par dollar)
Palau	38	885	35.3	1.0	23	38.2
Panama	31	686	50.0	2.5	18	32.3
Papouasie-Nouvelle-Guinée	43	591	110.3	3.0	23	23.9
Paraguay	38	591	30.0	3.9	9	14.6
Pays-Bas	25	514	24.4	1.1	4	86.7
Pérou	41	468	35.7	3.1	7	24.7
Philippines	37	842	26.0	5.7	38	4.2
Pologne	38	830	10.0	3.0	22	27.8
Porto Rico	41	620	16.4	3.8	8	54.1
Portugal	35	577	17.7	2.0	9	74.0
RDP Lao	42	443	31.6	AUCUN CAS	AUCUN CAS	0.0
République centrafricaine	43	660	82.0	4.8	76	0.0
Rép. démocratique du Congo	43	685	151.8	5.2	29	2.9
République dominicaine	34	460	40.9	3.5	38	8.4
République du Congo	44	560	53.2	3.0	24	20.4
République kirghize	39	177	22.0	4.0	15	15.6
République tchèque	27	820	33.0	6.5	15	21.3
Roumanie	32	537	19.9	3.3	9	28.9
Royaume-Unis	30	404	23.4	1.0	6	84.6
Russie	37	281	13.4	3.8	9	29.0
Rwanda	24	310	78.7	AUCUN CAS	AUCUN CAS	0.0
Saint-Kitts-et-Nevis	47	578	20.5	AUCUN CAS	AUCUN CAS	0.0
Saint-Vincent-et-les-Grenadines	45	394	30.3	AUCUN CAS	AUCUN CAS	0.0
Sainte Lucie	47	635	37.3	2.0	9	41.8
Salomon (Îles)	37	455	78.9	1.0	38	23.3
Samoa	44	455	19.7	2.5	38	15.2
São Tomé and Príncipe	43	405	34.8	AUCUN CAS	AUCUN CAS	0.0
Sénégal	44	780	26.5	3.0	7	32.4
Serbie	36	635	28.4	2.7	23	23.1
Seychelles	38	720	14.3	AUCUN CAS	AUCUN CAS	0.0
Sierra Leone	40	515	149.5	2.6	42	8.5
Singapour	22	120	17.8	0.8	1	91.3
Slovaquie	30	565	25.7	4.0	18	45.2
Slovénie	32	1,350	18.6	2.0	8	46.6
Soudan	53	810	19.8	AUCUN CAS	AUCUN CAS	0.0
Sri Lanka	40	1,318	22.8	1.7	5	44.6
Suède	30	508	31.3	2.0	9	74.7
Suisse	32	417	21.2	3.0	4	47.1
Surinam	44	1,715	37.1	5.0	30	7.4
Swaziland	40	972	23.1	2.0	15	36.0
Syrie	55	872	29.3	4.1	9	30.8
Tadjikistan	34	295	20.5	3.0	9	23.6
Taiwan, Chine	47	510	17.4	1.9	4	80.2
Tanzanie	38	462	14.3	3.0	22	20.5
Tchad	41	743	77.4	AUCUN CAS	AUCUN CAS	0.0
Thaïlande	35	479	14.3	2.7	36	41.8
Timor-Leste	51	1,800	163.2	AUCUN CAS	AUCUN CAS	0.0
Togo	41	588	47.5	3.0	15	26.3
Tonga	37	350	30.5	2.7	22	25.3
Trinité-et-Tobago	42	1,340	33.5	AUCUN CAS	AUCUN CAS	0.0
Tunisie	39	565	21.8	1.3	7	51.5
Turquie	36	420	18.8	3.3	15	20.3
Ukraine	30	354	41.5	2.9	42	9.1
Uruguay	40	720	16.2	2.1	7	44.8
Vanuatu	30	430	74.7	2.6	38	39.3
Venezuela	29	510	43.7	4.0	38	6.6
Vietnam	34	295	31.0	5.0	15	18.0
Yémen	37	520	16.5	3.0	8	28.6
Zambie	35	471	38.7	2.7	9	28.4
Zimbabwe	38	410	32.0	3.3	22	0.1

AFGHANISTAN		Asie du Sud		RNB par habitant (US\$)		260					
Facilité de faire des affaires (classement)		159		Revenu faible		Population (m)		30,9			
Création d'entreprise		24		Transfert de propriété (classement)		169		Commerce transfrontalier (classement)		174	
Procédures (nombre)		4		Procédures (nombre)		9		Documents à l'export (nombre)		12	
Délai (jours)		9		Délai (jours)		250		Délai à l'export (jours)		67	
Coût (% du revenu par habitant)		84,6		Coût (% valeur du bien)		7,0		Coût à l'export (US\$ par conteneur)		2 500	
Capital minimum (% du revenu par habitant)		0,0						Documents à l'import (nombre)		11	
				Obtention de prêts (classement)		177		Délai à l'import (jours)		71	
Octroi de licences (classement)		141		Indice de fiabilité des garanties (0–10)		0		Coût à l'import (US\$ par conteneur)		2 100	
Procédures (nombre)		13		Étendue de l'information sur le crédit (0–6)		0					
Délai (jours)		340		Couverture du registre public (% des adultes)		0,0		Exécution des contrats (classement)		160	
Coût (% du revenu par habitant)		21 230,8		Couverture du registre privé (% des adultes)		0,0		Procédures (nombre)		47	
								Délai (jours)		1 642	
Embauche des travailleurs (classement)		24		Protection des investisseurs (classement)		178		Coût (% de la créance)		25,0	
Indice de difficulté de recruter (0-100)		0		Indice de divulgation de l'information (0–10)		0					
Indice de rigidité des horaires (0-100)		40		Indice mesurant la responsabilité des dirigeants (0–10)		0		Fermeture d'entreprise (classement)		178	
Indice de difficulté de licencier (0-100)		30		Indice de facilité des poursuites intentées par les actionnaires (0–10)		2		Délai (années)		AUCUN CAS	
Indice de rigidité de l'emploi (0-100)		23		Indice de protection des investisseurs (0–10)		0,7		Coût (% de la valeur du patrimoine)		AUCUN CAS	
Coût des avantages extra-salariaux (% du salaire)		0						Taux de recouvrement (cents par dollar)		0,0	
Coût de licenciement (semaines de salaire)		0		Paiement des taxes et impôts (classement)		38					
				Paiements (nombre par année)		6					
				Délai (heures par année)		275					
				Total à payer (% du bénéfice brut)		35,5					
AFRIQUE DU SUD		Afrique Sub-saharienne		RNB par habitant (US\$)		5 390					
Facilité de faire des affaires (classement)		35		Revenu intermédiaire supérieur		Population (m)		47,4			
Création d'entreprise		53		Transfert de propriété (classement)		76		Commerce transfrontalier (classement)		134	
Procédures (nombre)		8		Procédures (nombre)		6		Documents à l'export (nombre)		8	
Délai (jours)		31		Délai (jours)		24		Délai à l'export (jours)		30	
Coût (% du revenu par habitant)		7,1		Coût (% valeur du bien)		8,8		Coût à l'export (US\$ par conteneur)		1 087	
Capital minimum (% du revenu par habitant)		0,0						Documents à l'import (nombre)		9	
				Obtention de prêts (classement)		26		Délai à l'import (jours)		35	
Octroi de licences (classement)		45		Indice de fiabilité des garanties (0–10)		5		Coût à l'import (US\$ par conteneur)		1 195	
Procédures (nombre)		17		Étendue de l'information sur le crédit (0–6)		6					
Délai (jours)		174		Couverture du registre public (% des adultes)		0,0		Exécution des contrats (classement)		85	
Coût (% du revenu par habitant)		30,4		Couverture du registre privé (% des adultes)		52,1		Procédures (nombre)		30	
								Délai (jours)		600	
Embauche des travailleurs (classement)		91		Protection des investisseurs (classement)		9		Coût (% de la créance)		33,2	
Indice de difficulté de recruter (0–100)		56		Indice de divulgation de l'information (0–10)		8					
Indice de rigidité des horaires (0–100)		40		Indice mesurant la responsabilité des dirigeants (0–10)		8		Fermeture d'entreprise (classement)		68	
Indice de difficulté de licencier (0–100)		30		Indice de facilité des poursuites intentées par les actionnaires (0–10)		8		Délai (années)		2,0	
Indice de rigidité de l'emploi (0–100)		42		Indice de protection des investisseurs (0–10)		8,0		Coût (% de la valeur du patrimoine)		18	
Coût des avantages extra-salariaux (% du salaire)		4						Taux de recouvrement (cents par dollar)		33,2	
Coût de licenciement (semaines de salaire)		24		Paiement des taxes et impôts (classement)		61					
				Paiements (nombre par année)		11					
				Délai (heures par année)		350					
				Total à payer (% du bénéfice brut)		37,1					
ALBANIE		Europe de l'Est et Asie centrale		RNB par habitant (US\$)		2 960					
Facilité de faire des affaires (classement)		136		Revenu intermédiaire inférieur		Population (m)		3,1			
Création d'entreprise		123		Transfert de propriété (classement)		82		Commerce transfrontalier (classement)		70	
Procédures (nombre)		10		Procédures (nombre)		7		Documents à l'export (nombre)		7	
Délai (jours)		36		Délai (jours)		47		Délai à l'export (jours)		21	
Coût (% du revenu par habitant)		20,9		Coût (% valeur du bien)		3,5		Coût à l'export (US\$ par conteneur)		745	
Capital minimum (% du revenu par habitant)		34,3						Documents à l'import (nombre)		9	
				Obtention de prêts (classement)		48		Délai à l'import (jours)		22	
Octroi de licences (classement)		168		Indice de fiabilité des garanties (0–10)		9		Coût à l'import (US\$ par conteneur)		750	
Procédures (nombre)		24		Étendue de l'information sur le crédit (0–6)		0					
Délai (jours)		331		Couverture du registre public (% des adultes)		0,0		Exécution des contrats (classement)		74	
Coût (% du revenu par habitant)		461,0		Couverture du registre privé (% des adultes)		0,0		Procédures (nombre)		39	
								Délai (jours)		390	
Embauche des travailleurs (classement)		109		Protection des investisseurs (classement)		165		Coût (% de la créance)		31,8	
Indice de difficulté de recruter (0-100)		44		Indice de divulgation de l'information (0–10)		0					
Indice de rigidité des horaires (0-100)		40		Indice mesurant la responsabilité des dirigeants (0–10)		5		Fermeture d'entreprise (classement)		178	
Indice de difficulté de licencier (0-100)		20		Indice de facilité des poursuites intentées par les actionnaires (0–10)		3		Délai (années)		AUCUN CAS	
Indice de rigidité de l'emploi (0-100)		35		Indice de protection des investisseurs (0–10)		2,7		Coût (% de la valeur du patrimoine)		AUCUN CAS	
Coût des avantages extra-salariaux (% du salaire)		22						Taux de recouvrement (cents par dollar)		0,0	
Coût de licenciement (semaines de salaire)		56		Paiement des taxes et impôts (classement)		118					
				Paiements (nombre par année)		44					
				Délai (heures par année)		240					
				Total à payer (% du bénéfice brut)		46,8					

ALGÉRIE		Moyen Orient et Afrique du Nord		RNB par habitant (US\$)		3 030		
Facilité de faire des affaires (classement)		125	Revenu intermédiaire inférieur		Population (m)		33,3	
Création d'entreprise		131	Transfert de propriété (classement)		156	Commerce transfrontalier (classement)		114
Procédures (nombre)		14	Procédures (nombre)		14	Documents à l'export (nombre)		8
Délai (jours)		24	Délai (jours)		51	Délai à l'export (jours)		17
Coût (% du revenu par habitant)		13,2	Coût (% valeur du bien)		7,5	Coût à l'export (US\$ par conteneur)		1 198
Capital minimum (% du revenu par habitant)		45,2				Documents à l'import (nombre)		9
			Obtention de prêts (classement)		115	Délai à l'import (jours)		23
Octroi de licences (classement)		108	Indice de fiabilité des garanties (0–10)		3	Coût à l'import (US\$ par conteneur)		1 378
Procédures (nombre)		22	Étendue de l'information sur le crédit (0–6)		2			
Délai (jours)		240	Couverture du registre public (% des adultes)		0,2	Exécution des contrats (classement)		117
Coût (% du revenu par habitant)		57,8	Couverture du registre privé (% des adultes)		0,0	Procédures (nombre)		47
						Délai (jours)		630
Embauche des travailleurs (classement)		118	Protection des investisseurs (classement)		64	Coût (% de la créance)		17,4
Indice de difficulté de recruter (0-100)		44	Indice de divulgation de l'information (0–10)		6			
Indice de rigidité des horaires (0-100)		60	Indice mesurant la responsabilité des dirigeants (0–10)		6	Fermeture d'entreprise (classement)		45
Indice de difficulté de licencier (0-100)		40	Indice de facilité des poursuites intentées par les actionnaires (0–10)		4	Délai (années)		2,5
Indice de rigidité de l'emploi (0-100)		48	Indice de protection des investisseurs (0–10)		5,3	Coût (% de la valeur du patrimoine)		7
Coût des avantages extra-salariaux (% du salaire)		27				Taux de recouvrement (cents par dollar)		41,7
Coût de licenciement (semaines de salaire)		17	Paiement des taxes et impôts (classement)		157			
			Paielements (nombre par année)		33			
			Délai (heures par année)		451			
			Total à payer (% du bénéfice brut)		72,6			
ALLEMAGNE		OCDE: Revenu élevé		RNB par habitant (US\$)		36 620		
Facilité de faire des affaires (classement)		20	Revenu élevé		Population (m)		82,4	
Création d'entreprise		71	Transfert de propriété (classement)		47	Commerce transfrontalier (classement)		10
Procédures (nombre)		9	Procédures (nombre)		4	Documents à l'export (nombre)		4
Délai (jours)		18	Délai (jours)		40	Délai à l'export (jours)		7
Coût (% du revenu par habitant)		5,7	Coût (% valeur du bien)		5,2	Coût à l'export (US\$ par conteneur)		740
Capital minimum (% du revenu par habitant)		42,8				Documents à l'import (nombre)		5
			Obtention de prêts (classement)		3	Délai à l'import (jours)		7
Octroi de licences (classement)		16	Indice de fiabilité des garanties (0–10)		8	Coût à l'import (US\$ par conteneur)		765
Procédures (nombre)		12	Étendue de l'information sur le crédit (0–6)		6			
Délai (jours)		100	Couverture du registre public (% des adultes)		0,7	Exécution des contrats (classement)		15
Coût (% du revenu par habitant)		63,1	Couverture du registre privé (% des adultes)		98,1	Procédures (nombre)		33
						Délai (jours)		394
Embauche des travailleurs (classement)		137	Protection des investisseurs (classement)		83	Coût (% de la créance)		11,8
Indice de difficulté de recruter (0-100)		33	Indice de divulgation de l'information (0–10)		5			
Indice de rigidité des horaires (0-100)		60	Indice mesurant la responsabilité des dirigeants (0–10)		5	Fermeture d'entreprise (classement)		29
Indice de difficulté de licencier (0-100)		40	Indice de facilité des poursuites intentées par les actionnaires (0–10)		5	Délai (années)		1,2
Indice de rigidité de l'emploi (0-100)		44	Indice de protection des investisseurs (0–10)		5,0	Coût (% de la valeur du patrimoine)		8
Coût des avantages extra-salariaux (% du salaire)		19				Taux de recouvrement (cents par dollar)		53,4
Coût de licenciement (semaines de salaire)		69	Paiement des taxes et impôts (classement)		67			
			Paielements (nombre par année)		16			
			Délai (heures par année)		196			
			Total à payer (% du bénéfice brut)		50,8			
ANGOLA		Afrique Sub-saharienne		RNB par habitant (US\$)		1 980		
Facilité de faire des affaires (classement)		167	Revenu intermédiaire inférieur		Population (m)		16,4	
Création d'entreprise		173	Transfert de propriété (classement)		166	Commerce transfrontalier (classement)		164
Procédures (nombre)		12	Procédures (nombre)		7	Documents à l'export (nombre)		12
Délai (jours)		119	Délai (jours)		334	Délai à l'export (jours)		64
Coût (% du revenu par habitant)		343,7	Coût (% valeur du bien)		11,1	Coût à l'export (US\$ par conteneur)		1 850
Capital minimum (% du revenu par habitant)		50,5				Documents à l'import (nombre)		9
			Obtention de prêts (classement)		84	Délai à l'import (jours)		58
Octroi de licences (classement)		136	Indice de fiabilité des garanties (0–10)		3	Coût à l'import (US\$ par conteneur)		2 325
Procédures (nombre)		14	Étendue de l'information sur le crédit (0–6)		4			
Délai (jours)		337	Couverture du registre public (% des adultes)		2,3	Exécution des contrats (classement)		176
Coût (% du revenu par habitant)		1 109,7	Couverture du registre privé (% des adultes)		0,0	Procédures (nombre)		46
						Délai (jours)		1 011
Embauche des travailleurs (classement)		172	Protection des investisseurs (classement)		51	Coût (% de la créance)		44,4
Indice de difficulté de recruter (0-100)		78	Indice de divulgation de l'information (0–10)		5			
Indice de rigidité des horaires (0-100)		60	Indice mesurant la responsabilité des dirigeants (0–10)		6	Fermeture d'entreprise (classement)		138
Indice de difficulté de licencier (0-100)		70	Indice de facilité des poursuites intentées par les actionnaires (0–10)		6	Délai (années)		6,2
Indice de rigidité de l'emploi (0-100)		69	Indice de protection des investisseurs (0–10)		5,7	Coût (% de la valeur du patrimoine)		22
Coût des avantages extra-salariaux (% du salaire)		8				Taux de recouvrement (cents par dollar)		10,8
Coût de licenciement (semaines de salaire)		58	Paiement des taxes et impôts (classement)		120			
			Paielements (nombre par année)		31			
			Délai (heures par année)		272			
			Total à payer (% du bénéfice brut)		53,2			

ANTIGUA-ET-BARBUDA		Amérique latine et Caraïbes	RNB par habitant (US\$)	11 210	
Facilité de faire des affaires (classement)	41	Revenu élevé	Population (m)	0,1	
Création d'entreprise	27	Transfert de propriété (classement)	75	Commerce transfrontalier (classement)	55
Procédures (nombre)	7	Procédures (nombre)	5	Documents à l'export (nombre)	5
Délai (jours)	21	Délai (jours)	26	Délai à l'export (jours)	19
Coût (% du revenu par habitant)	11,8	Coût (% valeur du bien)	13,0	Coût à l'export (US\$ par conteneur)	1 107
Capital minimum (% du revenu par habitant)	0,0			Documents à l'import (nombre)	6
		Obtention de prêts (classement)	135	Délai à l'import (jours)	19
Octroi de licences (classement)	26	Indice de fiabilité des garanties (0–10)	4	Coût à l'import (US\$ par conteneur)	1 174
Procédures (nombre)	14	Étendue de l'information sur le crédit (0–6)	0		
Délai (jours)	157	Couverture du registre public (% des adultes)	0,0	Exécution des contrats (classement)	74
Coût (% du revenu par habitant)	26,3	Couverture du registre privé (% des adultes)	0,0	Procédures (nombre)	45
				Délai (jours)	351
Embauche des travailleurs (classement)	41	Protection des investisseurs (classement)	19	Coût (% de la créance)	22,7
Indice de difficulté de recruter (0-100)	11	Indice de divulgation de l'information (0–10)	4		
Indice de rigidité des horaires (0-100)	0	Indice mesurant la responsabilité des dirigeants (0–10)	8	Fermeture d'entreprise (classement)	58
Indice de difficulté de licencier (0-100)	20	Indice de facilité des poursuites intentées par les actionnaires (0–10)	7	Délai (années)	3,0
Indice de rigidité de l'emploi (0-100)	10	Indice de protection des investisseurs (0–10)	6,3	Coût (% de la valeur du patrimoine)	7
Coût des avantages extra-salariaux (% du salaire)	9			Taux de recouvrement (cents par dollar)	35,7
Coût de licenciement (semaines de salaire)	52	Paiement des taxes et impôts (classement)	108		
		Paiements (nombre par année)	45		
		Délai (heures par année)	184		
		Total à payer (% du bénéfice brut)	46,8		
ARABIE SAOUDITE		Moyen Orient et Afrique du Nord	RNB par habitant (US\$)	12 464	
Facilité de faire des affaires (classement)	23	Revenu élevé	Population (m)	23,7	
Création d'entreprise	36	Transfert de propriété (classement)	3	Commerce transfrontalier (classement)	33
Procédures (nombre)	7	Procédures (nombre)	4	Documents à l'export (nombre)	5
Délai (jours)	15	Délai (jours)	4	Délai à l'export (jours)	19
Coût (% du revenu par habitant)	32,3	Coût (% valeur du bien)	0,0	Coût à l'export (US\$ par conteneur)	1 008
Capital minimum (% du revenu par habitant)	0,0			Documents à l'import (nombre)	5
		Obtention de prêts (classement)	48	Délai à l'import (jours)	20
Octroi de licences (classement)	47	Indice de fiabilité des garanties (0–10)	3	Coût à l'import (US\$ par conteneur)	758
Procédures (nombre)	18	Étendue de l'information sur le crédit (0–6)	6		
Délai (jours)	125	Couverture du registre public (% des adultes)	0,0	Exécution des contrats (classement)	136
Coût (% du revenu par habitant)	94,5	Couverture du registre privé (% des adultes)	23,5	Procédures (nombre)	44
				Délai (jours)	635
Embauche des travailleurs (classement)	40	Protection des investisseurs (classement)	50	Coût (% de la créance)	27,5
Indice de difficulté de recruter (0–100)	0	Indice de divulgation de l'information (0–10)	7		
Indice de rigidité des horaires (0–100)	40	Indice mesurant la responsabilité des dirigeants (0–10)	7	Fermeture d'entreprise (classement)	79
Indice de difficulté de licencier (0–100)	0	Indice de facilité des poursuites intentées par les actionnaires (0–10)	3	Délai (années)	2,8
Indice de rigidité de l'emploi (0–100)	13	Indice de protection des investisseurs (0–10)	5,7	Coût (% de la valeur du patrimoine)	22
Coût des avantages extra-salariaux (% du salaire)	11			Taux de recouvrement (cents par dollar)	29,3
Coût de licenciement (semaines de salaire)	80	Paiement des taxes et impôts (classement)	7		
		Paiements (nombre par année)	14		
		Délai (heures par année)	79		
		Total à payer (% du bénéfice brut)	14,5		
ARGENTINE		Amérique latine et Caraïbes	RNB par habitant (US\$)	5 150	
Facilité de faire des affaires (classement)	109	Revenu intermédiaire supérieur	Population (m)	39,1	
Création d'entreprise	114	Transfert de propriété (classement)	96	Commerce transfrontalier (classement)	107
Procédures (nombre)	14	Procédures (nombre)	5	Documents à l'export (nombre)	9
Délai (jours)	31	Délai (jours)	65	Délai à l'export (jours)	16
Coût (% du revenu par habitant)	9,7	Coût (% valeur du bien)	7,6	Coût à l'export (US\$ par conteneur)	1 325
Capital minimum (% du revenu par habitant)	4,8			Documents à l'import (nombre)	7
		Obtention de prêts (classement)	48	Délai à l'import (jours)	20
Octroi de licences (classement)	165	Indice de fiabilité des garanties (0–10)	3	Coût à l'import (US\$ par conteneur)	1 825
Procédures (nombre)	28	Étendue de l'information sur le crédit (0–6)	6		
Délai (jours)	338	Couverture du registre public (% des adultes)	25,5	Exécution des contrats (classement)	47
Coût (% du revenu par habitant)	234,1	Couverture du registre privé (% des adultes)	100,0	Procédures (nombre)	36
				Délai (jours)	590
Embauche des travailleurs (classement)	147	Protection des investisseurs (classement)	98	Coût (% de la créance)	16,5
Indice de difficulté de recruter (0-100)	44	Indice de divulgation de l'information (0–10)	6		
Indice de rigidité des horaires (0-100)	60	Indice mesurant la responsabilité des dirigeants (0–10)	2	Fermeture d'entreprise (classement)	65
Indice de difficulté de licencier (0-100)	20	Indice de facilité des poursuites intentées par les actionnaires (0–10)	6	Délai (années)	2,8
Indice de rigidité de l'emploi (0-100)	41	Indice de protection des investisseurs (0–10)	4,7	Coût (% de la valeur du patrimoine)	12
Coût des avantages extra-salariaux (% du salaire)	26			Taux de recouvrement (cents par dollar)	34,4
Coût de licenciement (semaines de salaire)	139	Paiement des taxes et impôts (classement)	147		
		Paiements (nombre par année)	19		
		Délai (heures par année)	615		
		Total à payer (% du bénéfice brut)	112,9		

ARMÉNIE

ARMÉNIE		Europe de l'Est et Asie centrale		RNB par habitant (US\$)		1 930					
Facilité de faire des affaires (classement)		39		Revenu intermédiaire inférieur		Population (m)		3,0			
Création d'entreprise		47		Transfert de propriété (classement)		2		Commerce transfrontalier (classement)		118	
Procédures (nombre)		9		Procédures (nombre)		3		Documents à l'export (nombre)		7	
Délai (jours)		18		Délai (jours)		4		Délai à l'export (jours)		30	
Coût (% du revenu par habitant)		4,8		Coût (% valeur du bien)		0,4		Coût à l'export (US\$ par conteneur)		1 165	
Capital minimum (% du revenu par habitant)		3,1						Documents à l'import (nombre)		8	
				Obtention de prêts (classement)		36		Délai à l'import (jours)		24	
Octroi de licences (classement)		73		Indice de fiabilité des garanties (0–10)		5		Coût à l'import (US\$ par conteneur)		1 335	
Procédures (nombre)		19		Étendue de l'information sur le crédit (0–6)		5					
Délai (jours)		116		Couverture du registre public (% des adultes)		2,8		Exécution des contrats (classement)		64	
Coût (% du revenu par habitant)		411,3		Couverture du registre privé (% des adultes)		13,5		Procédures (nombre)		50	
								Délai (jours)		285	
Embauche des travailleurs (classement)		48		Protection des investisseurs (classement)		83		Coût (% de la créance)		19,0	
Indice de difficulté de recruter (0-100)		33		Indice de divulgation de l'information (0–10)		5					
Indice de rigidité des horaires (0-100)		40		Indice mesurant la responsabilité des dirigeants (0–10)		2		Fermeture d'entreprise (classement)		42	
Indice de difficulté de licencier (0-100)		20		Indice de facilité des poursuites intentées par les actionnaires (0–10)		8		Délai (années)		1,9	
Indice de rigidité de l'emploi (0-100)		31		Indice de protection des investisseurs (0–10)		5,0		Coût (% de la valeur du patrimoine)		4	
Coût des avantages extra-salariaux (% du salaire)		19						Taux de recouvrement (cents par dollar)		42,0	
Coût de licenciement (semaines de salaire)		13		Paiement des taxes et impôts (classement)		143					
				Paiements (nombre par année)		50					
				Délai (heures par année)		1 120					
				Total à payer (% du bénéfice brut)		36,6					

AUSTRALIE

AUSTRALIE		OCDE: Revenu élevé		RNB par habitant (US\$)		35 990	
Facilité de faire des affaires (classement)		9	Revenu élevé		Population (m)		20,5
Création d'entreprise	1	Transfert de propriété (classement)		27	Commerce transfrontalier (classement)		34
Procédures (nombre)	2	Procédures (nombre)		5	Documents à l'export (nombre)		6
Délai (jours)	2	Délai (jours)		5	Délai à l'export (jours)		9
Coût (% du revenu par habitant)	0,8	Coût (% valeur du bien)		4,9	Coût à l'export (US\$ par conteneur)		930
Capital minimum (% du revenu par habitant)	0,0				Documents à l'import (nombre)		6
		Obtention de prêts (classement)		3	Délai à l'import (jours)		12
Octroi de licences (classement)	52	Indice de fiabilité des garanties (0–10)		9	Coût à l'import (US\$ par conteneur)		1 120
Procédures (nombre)	16	Étendue de l'information sur le crédit (0–6)		5			
Délai (jours)	221	Couverture du registre public (% des adultes)		0,0	Exécution des contrats (classement)		11
Coût (% du revenu par habitant)	13,2	Couverture du registre privé (% des adultes)		100,0	Procédures (nombre)		28
					Délai (jours)		262
Embauche des travailleurs (classement)	8	Protection des investisseurs (classement)		51	Coût (% de la créance)		20,7
Indice de difficulté de recruter (0-100)	0	Indice de divulgation de l'information (0–10)		8			
Indice de rigidité des horaires (0-100)	0	Indice mesurant la responsabilité des dirigeants (0–10)		2	Fermeture d'entreprise (classement)		14
Indice de difficulté de licencier (0-100)	10	Indice de facilité des poursuites intentées par les actionnaires (0–10)		7	Délai (années)		1,0
Indice de rigidité de l'emploi (0-100)	3	Indice de protection des investisseurs (0–10)		5,7	Coût (% de la valeur du patrimoine)		8
Coût des avantages extra-salariaux (% du salaire)	20				Taux de recouvrement (cents par dollar)		79,2
Coût de licenciement (semaines de salaire)	4	Paiement des taxes et impôts (classement)		41			
		Paiements (nombre par année)		12			
		Délai (heures par année)		107			
		Total à payer (% du bénéfice brut)		50,6			

AUTRICHE

AUTRICHE		OCDE: Revenu élevé		RNB par habitant (US\$)		39 590	
Facilité de faire des affaires (classement)		25	Revenu élevé		Population (m)		8,2
Création d'entreprise	83	Transfert de propriété (classement)	30	Commerce transfrontalier (classement)	12		
Procédures (nombre)	8	Procédures (nombre)	3	Documents à l'export (nombre)	4		
Délai (jours)	28	Délai (jours)	32	Délai à l'export (jours)	8		
Coût (% du revenu par habitant)	5,4	Coût (% valeur du bien)	4,5	Coût à l'export (US\$ par conteneur)	843		
Capital minimum (% du revenu par habitant)	55,5			Documents à l'import (nombre)	5		
		Obtention de prêts (classement)	26	Délai à l'import (jours)	8		
Octroi de licences (classement)	40	Indice de fiabilité des garanties (0–10)	5	Coût à l'import (US\$ par conteneur)	843		
Procédures (nombre)	13	Étendue de l'information sur le crédit (0–6)	6				
Délai (jours)	194	Couverture du registre public (% des adultes)	1,3	Exécution des contrats (classement)	6		
Coût (% du revenu par habitant)	73,7	Couverture du registre privé (% des adultes)	40,6	Procédures (nombre)	26		
				Délai (jours)	397		
Embauche des travailleurs (classement)	62	Protection des investisseurs (classement)	122	Coût (% de la créance)	12,7		
Indice de difficulté de recruter (0-100)	11	Indice de divulgation de l'information (0–10)	3				
Indice de rigidité des horaires (0-100)	60	Indice mesurant la responsabilité des dirigeants (0–10)	5	Fermeture d'entreprise (classement)	21		
Indice de difficulté de licencier (0-100)	40	Indice de facilité des poursuites intentées par les actionnaires (0–10)	4	Délai (années)	1,1		
Indice de rigidité de l'emploi (0-100)	37	Indice de protection des investisseurs (0–10)	4,0	Coût (% de la valeur du patrimoine)	18		
Coût des avantages extra-salariaux (% du salaire)	31			Taux de recouvrement (cents par dollar)	72,4		
Coût de licenciement (semaines de salaire)	2	Paiement des taxes et impôts (classement)	80				
		Paiements (nombre par année)	22				
		Délai (heures par année)	170				
		Total à payer (% du bénéfice brut)	54,6				

AZERBAÏDJAN		Europe de l'Est et Asie centrale		RNB par habitant (US\$)		1 850	
Facilité de faire des affaires (classement)		Revenu intermédiaire inférieur		Population (m)		8,5	
Création d'entreprise		64	Transfert de propriété (classement)	56	Commerce transfrontalier (classement)	173	
Procédures (nombre)		13	Procédures (nombre)	7	Documents à l'export (nombre)	9	
Délai (jours)		30	Délai (jours)	61	Délai à l'export (jours)	56	
Coût (% du revenu par habitant)		6,9	Coût (% valeur du bien)	0,2	Coût à l'export (US\$ par conteneur)	2 715	
Capital minimum (% du revenu par habitant)		0,0			Documents à l'import (nombre)	14	
			Obtention de prêts (classement)	26	Délai à l'import (jours)	56	
Octroi de licences (classement)		159	Indice de fiabilité des garanties (0–10)	7	Coût à l'import (US\$ par conteneur)	2 945	
Procédures (nombre)		31	Étendue de l'information sur le crédit (0–6)	4			
Délai (jours)		207	Couverture du registre public (% des adultes)	1,4	Exécution des contrats (classement)	30	
Coût (% du revenu par habitant)		768,3	Couverture du registre privé (% des adultes)	0,0	Procédures (nombre)	39	
					Délai (jours)	267	
Embauche des travailleurs (classement)		80	Protection des investisseurs (classement)	107	Coût (% de la créance)	18,5	
Indice de difficulté de recruter (0-100)		33	Indice de divulgation de l'information (0–10)	4			
Indice de rigidité des horaires (0-100)		40	Indice mesurant la responsabilité des dirigeants (0–10)	1	Fermeture d'entreprise (classement)	75	
Indice de difficulté de licencier (0-100)		40	Indice de facilité des poursuites intentées par les actionnaires (0–10)	8	Délai (années)	2,7	
Indice de rigidité de l'emploi (0-100)		38	Indice de protection des investisseurs (0–10)	4,3	Coût (% de la valeur du patrimoine)	8	
Coût des avantages extra-salariaux (% du salaire)		22			Taux de recouvrement (cents par dollar)	31,5	
Coût de licenciement (semaines de salaire)		22	Paiement des taxes et impôts (classement)	141			
			Paiements (nombre par année)	38			
			Délai (heures par année)	952			
			Total à payer (% du bénéfice brut)	40,9			
BANGLADESH		Asie du Sud		RNB par habitant (US\$)		480	
Facilité de faire des affaires (classement)		Revenu faible		Population (m)		144,3	
Création d'entreprise		92	Transfert de propriété (classement)	171	Commerce transfrontalier (classement)	112	
Procédures (nombre)		8	Procédures (nombre)	8	Documents à l'export (nombre)	7	
Délai (jours)		74	Délai (jours)	425	Délai à l'export (jours)	28	
Coût (% du revenu par habitant)		46,2	Coût (% valeur du bien)	10,3	Coût à l'export (US\$ par conteneur)	844	
Capital minimum (% du revenu par habitant)		0,0			Documents à l'import (nombre)	9	
			Obtention de prêts (classement)	48	Délai à l'import (jours)	32	
Octroi de licences (classement)		116	Indice de fiabilité des garanties (0–10)	7	Coût à l'import (US\$ par conteneur)	1 148	
Procédures (nombre)		14	Étendue de l'information sur le crédit (0–6)	2			
Délai (jours)		252	Couverture du registre public (% des adultes)	0,7	Exécution des contrats (classement)	175	
Coût (% du revenu par habitant)		751,0	Couverture du registre privé (% des adultes)	0,0	Procédures (nombre)	41	
					Délai (jours)	1 442	
Embauche des travailleurs (classement)		129	Protection des investisseurs (classement)	15	Coût (% de la créance)	63,3	
Indice de difficulté de recruter (0-100)		44	Indice de divulgation de l'information (0–10)	6			
Indice de rigidité des horaires (0-100)		20	Indice mesurant la responsabilité des dirigeants (0–10)	7	Fermeture d'entreprise (classement)	102	
Indice de difficulté de licencier (0-100)		40	Indice de facilité des poursuites intentées par les actionnaires (0–10)	7	Délai (années)	4,0	
Indice de rigidité de l'emploi (0-100)		35	Indice de protection des investisseurs (0–10)	6,7	Coût (% de la valeur du patrimoine)	8	
Coût des avantages extra-salariaux (% du salaire)		0			Taux de recouvrement (cents par dollar)	23,2	
Coût de licenciement (semaines de salaire)		104	Paiement des taxes et impôts (classement)	81			
			Paiements (nombre par année)	17			
			Délai (heures par année)	400			
			Total à payer (% du bénéfice brut)	39,5			
BELGIQUE		OCDE: Revenu élevé		RNB par habitant (US\$)		38 600	
Facilité de faire des affaires (classement)		Revenu élevé		Population (m)		10,5	
Création d'entreprise		19	Transfert de propriété (classement)	161	Commerce transfrontalier (classement)	48	
Procédures (nombre)		3	Procédures (nombre)	7	Documents à l'export (nombre)	4	
Délai (jours)		4	Délai (jours)	132	Délai à l'export (jours)	8	
Coût (% du revenu par habitant)		5,3	Coût (% valeur du bien)	12,7	Coût à l'export (US\$ par conteneur)	1 600	
Capital minimum (% du revenu par habitant)		20,1			Documents à l'import (nombre)	5	
			Obtention de prêts (classement)	48	Délai à l'import (jours)	9	
Octroi de licences (classement)		37	Indice de fiabilité des garanties (0–10)	5	Coût à l'import (US\$ par conteneur)	1 600	
Procédures (nombre)		14	Étendue de l'information sur le crédit (0–6)	4			
Délai (jours)		169	Couverture du registre public (% des adultes)	57,2	Exécution des contrats (classement)	22	
Coût (% du revenu par habitant)		63,7	Couverture du registre privé (% des adultes)	0,0	Procédures (nombre)	27	
					Délai (jours)	505	
Embauche des travailleurs (classement)		36	Protection des investisseurs (classement)	12	Coût (% de la créance)	16,6	
Indice de difficulté de recruter (0-100)		11	Indice de divulgation de l'information (0–10)	8			
Indice de rigidité des horaires (0-100)		40	Indice mesurant la responsabilité des dirigeants (0–10)	6	Fermeture d'entreprise (classement)	9	
Indice de difficulté de licencier (0-100)		10	Indice de facilité des poursuites intentées par les actionnaires (0–10)	7	Délai (années)	0,9	
Indice de rigidité de l'emploi (0-100)		20	Indice de protection des investisseurs (0–10)	7,0	Coût (% de la valeur du patrimoine)	4	
Coût des avantages extra-salariaux (% du salaire)		55			Taux de recouvrement (cents par dollar)	85,5	
Coût de licenciement (semaines de salaire)		16	Paiement des taxes et impôts (classement)	65			
			Paiements (nombre par année)	11			
			Délai (heures par année)	156			
			Total à payer (% du bénéfice brut)	64,3			

BELIZE		Amérique latine et Caraïbes		RNB par habitant (US\$)	3 650
Facilité de faire des affaires (classement)	59	Revenu intermédiaire supérieur		Population (m)	0,3
Création d'entreprise	116	Transfert de propriété (classement)	113	Commerce transfrontalier (classement)	116
Procédures (nombre)	9	Procédures (nombre)	8	Documents à l'export (nombre)	7
Délai (jours)	44	Délai (jours)	60	Délai à l'export (jours)	23
Coût (% du revenu par habitant)	53,1	Coût (% valeur du bien)	4,7	Coût à l'export (US\$ par conteneur)	1 800
Capital minimum (% du revenu par habitant)	0,0			Documents à l'import (nombre)	6
		Obtention de prêts (classement)	84	Délai à l'import (jours)	26
Octroi de licences (classement)	3	Indice de fiabilité des garanties (0–10)	7	Coût à l'import (US\$ par conteneur)	2 130
Procédures (nombre)	11	Étendue de l'information sur le crédit (0–6)	0		
Délai (jours)	66	Couverture du registre public (% des adultes)	0,0	Exécution des contrats (classement)	170
Coût (% du revenu par habitant)	18,5	Couverture du registre privé (% des adultes)	0,0	Procédures (nombre)	51
				Délai (jours)	892
Embauche des travailleurs (classement)	28	Protection des investisseurs (classement)	107	Coût (% de la créance)	27,5
Indice de difficulté de recruter (0-100)	22	Indice de divulgation de l'information (0–10)	3		
Indice de rigidité des horaires (0-100)	20	Indice mesurant la responsabilité des dirigeants (0–10)	4	Fermeture d'entreprise (classement)	24
Indice de difficulté de licencier (0-100)	0	Indice de facilité des poursuites intentées par les actionnaires (0–10)	6	Délai (années)	1,0
Indice de rigidité de l'emploi (0-100)	14	Indice de protection des investisseurs (0–10)	4,3	Coût (% de la valeur du patrimoine)	23
Coût des avantages extra-salariaux (% du salaire)	4			Taux de recouvrement (cents par dollar)	63,5
Coût de licenciement (semaines de salaire)	24	Paiement des taxes et impôts (classement)	47		
		Paiements (nombre par année)	41		
		Délai (heures par année)	147		
		Total à payer (% du bénéfice brut)	30,8		
BÉNIN		Afrique Sub-saharienne		RNB par habitant (US\$)	540
Facilité de faire des affaires (classement)	151	Revenu faible		Population (m)	8,7
Création d'entreprise	137	Transfert de propriété (classement)	105	Commerce transfrontalier (classement)	124
Procédures (nombre)	7	Procédures (nombre)	3	Documents à l'export (nombre)	7
Délai (jours)	31	Délai (jours)	118	Délai à l'export (jours)	34
Coût (% du revenu par habitant)	195,0	Coût (% valeur du bien)	11,4	Coût à l'export (US\$ par conteneur)	1 167
Capital minimum (% du revenu par habitant)	354,2			Documents à l'import (nombre)	7
		Obtention de prêts (classement)	115	Délai à l'import (jours)	41
Octroi de licences (classement)	123	Indice de fiabilité des garanties (0–10)	4	Coût à l'import (US\$ par conteneur)	1 202
Procédures (nombre)	15	Étendue de l'information sur le crédit (0–6)	1		
Délai (jours)	332	Couverture du registre public (% des adultes)	7,8	Exécution des contrats (classement)	166
Coût (% du revenu par habitant)	316,6	Couverture du registre privé (% des adultes)	0,0	Procédures (nombre)	42
				Délai (jours)	720
Embauche des travailleurs (classement)	115	Protection des investisseurs (classement)	147	Coût (% de la créance)	58,7
Indice de difficulté de recruter (0-100)	39	Indice de divulgation de l'information (0–10)	6		
Indice de rigidité des horaires (0-100)	40	Indice mesurant la responsabilité des dirigeants (0–10)	1	Fermeture d'entreprise (classement)	106
Indice de difficulté de licencier (0-100)	40	Indice de facilité des poursuites intentées par les actionnaires (0–10)	3	Délai (années)	4,0
Indice de rigidité de l'emploi (0-100)	40	Indice de protection des investisseurs (0–10)	3,3	Coût (% de la valeur du patrimoine)	15
Coût des avantages extra-salariaux (% du salaire)	29			Taux de recouvrement (cents par dollar)	22,6
Coût de licenciement (semaines de salaire)	36	Paiement des taxes et impôts (classement)	161		
		Paiements (nombre par année)	55		
		Délai (heures par année)	270		
		Total à payer (% du bénéfice brut)	73,3		
BHOUTAN		Asie du Sud		RNB par habitant (US\$)	1 410
Facilité de faire des affaires (classement)	119	Revenu faible		Population (m)	0,6
Création d'entreprise	52	Transfert de propriété (classement)	33	Commerce transfrontalier (classement)	149
Procédures (nombre)	8	Procédures (nombre)	5	Documents à l'export (nombre)	8
Délai (jours)	48	Délai (jours)	64	Délai à l'export (jours)	38
Coût (% du revenu par habitant)	10,4	Coût (% valeur du bien)	0,0	Coût à l'export (US\$ par conteneur)	1 150
Capital minimum (% du revenu par habitant)	0,0			Documents à l'import (nombre)	11
		Obtention de prêts (classement)	158	Délai à l'import (jours)	38
Octroi de licences (classement)	119	Indice de fiabilité des garanties (0–10)	3	Coût à l'import (US\$ par conteneur)	2 080
Procédures (nombre)	25	Étendue de l'information sur le crédit (0–6)	0		
Délai (jours)	183	Couverture du registre public (% des adultes)	0,0	Exécution des contrats (classement)	38
Coût (% du revenu par habitant)	195,9	Couverture du registre privé (% des adultes)	0,0	Procédures (nombre)	47
				Délai (jours)	275
Embauche des travailleurs (classement)	14	Protection des investisseurs (classement)	122	Coût (% de la créance)	0,1
Indice de difficulté de recruter (0-100)	0	Indice de divulgation de l'information (0–10)	5		
Indice de rigidité des horaires (0-100)	0	Indice mesurant la responsabilité des dirigeants (0–10)	3	Fermeture d'entreprise (classement)	178
Indice de difficulté de licencier (0-100)	20	Indice de facilité des poursuites intentées par les actionnaires (0–10)	4	Délai (années)	AUCUN CAS
Indice de rigidité de l'emploi (0-100)	7	Indice de protection des investisseurs (0–10)	4,0	Coût (% de la valeur du patrimoine)	AUCUN CAS
Coût des avantages extra-salariaux (% du salaire)	1			Taux de recouvrement (cents par dollar)	0,0
Coût de licenciement (semaines de salaire)	10	Paiement des taxes et impôts (classement)	68		
		Paiements (nombre par année)	19		
		Délai (heures par année)	274		
		Total à payer (% du bénéfice brut)	39,8		

BIÉLORUSSIE		Europe de l'Est et Asie centrale		RNB par habitant (US\$)		3 380		
Facilité de faire des affaires (classement)		110	Revenu intermédiaire inférieur		Population (m)		9,7	
Création d'entreprise		119	Transfert de propriété (classement)		94	Commerce transfrontalier (classement)		137
Procédures (nombre)		10	Procédures (nombre)		7	Documents à l'export (nombre)		8
Délai (jours)		48	Délai (jours)		231	Délai à l'export (jours)		24
Coût (% du revenu par habitant)		8,8	Coût (% valeur du bien)		0,1	Coût à l'export (US\$ par conteneur)		1 672
Capital minimum (% du revenu par habitant)		29,7				Documents à l'import (nombre)		8
			Obtention de prêts (classement)		115	Délai à l'import (jours)		29
Octroi de licences (classement)		94	Indice de fiabilité des garanties (0–10)		2	Coût à l'import (US\$ par conteneur)		1 672
Procédures (nombre)		17	Étendue de l'information sur le crédit (0–6)		3			
Délai (jours)		350	Couverture du registre public (% des adultes)		„	Exécution des contrats (classement)		16
Coût (% du revenu par habitant)		60,9	Couverture du registre privé (% des adultes)		0,0	Procédures (nombre)		28
						Délai (jours)		225
Embauche des travailleurs (classement)		43	Protection des investisseurs (classement)		98	Coût (% de la créance)		23,4
Indice de difficulté de recruter (0-100)		0	Indice de divulgation de l'information (0–10)		5			
Indice de rigidité des horaires (0-100)		40	Indice mesurant la responsabilité des dirigeants (0–10)		1	Fermeture d'entreprise (classement)		69
Indice de difficulté de licencier (0-100)		40	Indice de facilité des poursuites intentées par les actionnaires (0–10)		8	Délai (années)		5,8
Indice de rigidité de l'emploi (0-100)		27	Indice de protection des investisseurs (0–10)		4,7	Coût (% de la valeur du patrimoine)		22
Coût des avantages extra-salariaux (% du salaire)		39				Taux de recouvrement (cents par dollar)		33,2
Coût de licenciement (semaines de salaire)		22	Paiement des taxes et impôts (classement)		178			
			Paielements (nombre par année)		124			
			Délai (heures par année)		1 188			
			Total à payer (% du bénéfice brut)		144,4			

BOLIVIE		Amérique latine et Caraïbes		RNB par habitant (US\$)		1 100		
Facilité de faire des affaires (classement)		140	Revenu intermédiaire inférieur		Population (m)		9,3	
Création d'entreprise		157	Transfert de propriété (classement)		120	Commerce transfrontalier (classement)		115
Procédures (nombre)		15	Procédures (nombre)		7	Documents à l'export (nombre)		8
Délai (jours)		50	Délai (jours)		92	Délai à l'export (jours)		24
Coût (% du revenu par habitant)		134,1	Coût (% valeur du bien)		4,9	Coût à l'export (US\$ par conteneur)		1 110
Capital minimum (% du revenu par habitant)		3,4				Documents à l'import (nombre)		7
			Obtention de prêts (classement)		97	Délai à l'import (jours)		36
Octroi de licences (classement)		106	Indice de fiabilité des garanties (0–10)		1	Coût à l'import (US\$ par conteneur)		1 230
Procédures (nombre)		17	Étendue de l'information sur le crédit (0–6)		5			
Délai (jours)		249	Couverture du registre public (% des adultes)		12,1	Exécution des contrats (classement)		112
Coût (% du revenu par habitant)		198,6	Couverture du registre privé (% des adultes)		22,6	Procédures (nombre)		37
						Délai (jours)		591
Embauche des travailleurs (classement)		177	Protection des investisseurs (classement)		122	Coût (% de la créance)		33,2
Indice de difficulté de recruter (0-100)		78	Indice de divulgation de l'information (0–10)		1			
Indice de rigidité des horaires (0-100)		60	Indice mesurant la responsabilité des dirigeants (0–10)		5	Fermeture d'entreprise (classement)		52
Indice de difficulté de licencier (0-100)		100	Indice de facilité des poursuites intentées par les actionnaires (0–10)		6	Délai (années)		1,8
Indice de rigidité de l'emploi (0-100)		79	Indice de protection des investisseurs (0–10)		4,0	Coût (% de la valeur du patrimoine)		15
Coût des avantages extra-salariaux (% du salaire)		14				Taux de recouvrement (cents par dollar)		38,7
Coût de licenciement (semaines de salaire)		PAS POSSIBLE	Paiement des taxes et impôts (classement)		172			
			Paielements (nombre par année)		41			
			Délai (heures par année)		1 080			
			Total à payer (% du bénéfice brut)		78,1			

BOSNIE-HERZÉGOVINE		Europe de l'Est et Asie centrale		RNB par habitant (US\$)		2 980		
Facilité de faire des affaires (classement)		105	Revenu intermédiaire inférieur		Population (m)		3,9	
Création d'entreprise		150	Transfert de propriété (classement)		144	Commerce transfrontalier (classement)		53
Procédures (nombre)		12	Procédures (nombre)		7	Documents à l'export (nombre)		6
Délai (jours)		54	Délai (jours)		331	Délai à l'export (jours)		19
Coût (% du revenu par habitant)		30,1	Coût (% valeur du bien)		5,0	Coût à l'export (US\$ par conteneur)		1 030
Capital minimum (% du revenu par habitant)		43,0				Documents à l'import (nombre)		7
			Obtention de prêts (classement)		13	Délai à l'import (jours)		18
Octroi de licences (classement)		150	Indice de fiabilité des garanties (0–10)		7	Coût à l'import (US\$ par conteneur)		985
Procédures (nombre)		16	Étendue de l'information sur le crédit (0–6)		5			
Délai (jours)		467	Couverture du registre public (% des adultes)		0,0	Exécution des contrats (classement)		126
Coût (% du revenu par habitant)		790,3	Couverture du registre privé (% des adultes)		63,7	Procédures (nombre)		38
						Délai (jours)		595
Embauche des travailleurs (classement)		114	Protection des investisseurs (classement)		83	Coût (% de la créance)		38,4
Indice de difficulté de recruter (0-100)		67	Indice de divulgation de l'information (0–10)		3			
Indice de rigidité des horaires (0-100)		40	Indice mesurant la responsabilité des dirigeants (0–10)		6	Fermeture d'entreprise (classement)		61
Indice de difficulté de licencier (0-100)		30	Indice de facilité des poursuites intentées par les actionnaires (0–10)		6	Délai (années)		3,3
Indice de rigidité de l'emploi (0-100)		46	Indice de protection des investisseurs (0–10)		5,0	Coût (% de la valeur du patrimoine)		9
Coût des avantages extra-salariaux (% du salaire)		15				Taux de recouvrement (cents par dollar)		35,0
Coût de licenciement (semaines de salaire)		31	Paiement des taxes et impôts (classement)		142			
			Paielements (nombre par année)		51			
			Délai (heures par année)		368			
			Total à payer (% du bénéfice brut)		44,1			

BOTSWANA

Facilité de faire des affaires (classement)		Revenu intermédiaire supérieur		RNB par habitant (US\$)	5 900
				Population (m)	1,8
Création d'entreprise	99	Transfert de propriété (classement)	36	Commerce transfrontalier (classement)	145
Procédures (nombre)	11	Procédures (nombre)	4	Documents à l'export (nombre)	6
Délai (jours)	108	Délai (jours)	30	Délai à l'export (jours)	33
Coût (% du revenu par habitant)	9,9	Coût (% valeur du bien)	5,0	Coût à l'export (US\$ par conteneur)	2 328
Capital minimum (% du revenu par habitant)	0,0			Documents à l'import (nombre)	9
		Obtention de prêts (classement)	26	Délai à l'import (jours)	43
Octroi de licences (classement)	122	Indice de fiabilité des garanties (0–10)	7	Coût à l'import (US\$ par conteneur)	2 595
Procédures (nombre)	24	Étendue de l'information sur le crédit (0–6)	4		
Délai (jours)	167	Couverture du registre public (% des adultes)	0,0	Exécution des contrats (classement)	95
Coût (% du revenu par habitant)	322,3	Couverture du registre privé (% des adultes)	58,3	Procédures (nombre)	29
				Délai (jours)	987
Embauche des travailleurs (classement)	70	Protection des investisseurs (classement)	107	Coût (% de la créance)	28,1
Indice de difficulté de recruter (0-100)	0	Indice de divulgation de l'information (0–10)	8		
Indice de rigidité des horaires (0-100)	20	Indice mesurant la responsabilité des dirigeants (0–10)	2	Fermeture d'entreprise (classement)	26
Indice de difficulté de licencier (0-100)	40	Indice de facilité des poursuites intentées par les actionnaires (0–10)	3	Délai (années)	1,7
Indice de rigidité de l'emploi (0-100)	20	Indice de protection des investisseurs (0–10)	4,3	Coût (% de la valeur du patrimoine)	15
Coût des avantages extra-salariaux (% du salaire)	0			Taux de recouvrement (cents par dollar)	59,8
Coût de licenciement (semaines de salaire)	90	Paiement des taxes et impôts (classement)	14		
		Paiements (nombre par année)	19		
		Délai (heures par année)	140		
		Total à payer (% du bénéfice brut)	17,2		

BRÉSIL

Facilité de faire des affaires (classement)		Revenu intermédiaire inférieur		RNB par habitant (US\$)	4 730
				Population (m)	188,7
Création d'entreprise	122	Transfert de propriété (classement)	110	Commerce transfrontalier (classement)	93
Procédures (nombre)	18	Procédures (nombre)	14	Documents à l'export (nombre)	8
Délai (jours)	152	Délai (jours)	45	Délai à l'export (jours)	18
Coût (% du revenu par habitant)	10,4	Coût (% valeur du bien)	2,8	Coût à l'export (US\$ par conteneur)	1 090
Capital minimum (% du revenu par habitant)	0,0			Documents à l'import (nombre)	7
		Obtention de prêts (classement)	84	Délai à l'import (jours)	22
Octroi de licences (classement)	107	Indice de fiabilité des garanties (0–10)	2	Coût à l'import (US\$ par conteneur)	1 240
Procédures (nombre)	18	Étendue de l'information sur le crédit (0–6)	5		
Délai (jours)	411	Couverture du registre public (% des adultes)	17,1	Exécution des contrats (classement)	106
Coût (% du revenu par habitant)	59,4	Couverture du registre privé (% des adultes)	46,4	Procédures (nombre)	45
				Délai (jours)	616
Embauche des travailleurs (classement)	119	Protection des investisseurs (classement)	64	Coût (% de la créance)	16,5
Indice de difficulté de recruter (0-100)	78	Indice de divulgation de l'information (0–10)	6		
Indice de rigidité des horaires (0-100)	60	Indice mesurant la responsabilité des dirigeants (0–10)	7	Fermeture d'entreprise (classement)	131
Indice de difficulté de licencier (0-100)	0	Indice de facilité des poursuites intentées par les actionnaires (0–10)	3	Délai (années)	4,0
Indice de rigidité de l'emploi (0-100)	46	Indice de protection des investisseurs (0–10)	5,3	Coût (% de la valeur du patrimoine)	12
Coût des avantages extra-salariaux (% du salaire)	37			Taux de recouvrement (cents par dollar)	14,6
Coût de licenciement (semaines de salaire)	37	Paiement des taxes et impôts (classement)	137		
		Paiements (nombre par année)	11		
		Délai (heures par année)	2 600		
		Total à payer (% du bénéfice brut)	69,2		

BRUNEI

Facilité de faire des affaires (classement)		Revenu élevé		RNB par habitant (US\$)	36 216
				Population (m)	0,4
Création d'entreprise	117	Transfert de propriété (classement)	178	Commerce transfrontalier (classement)	36
Procédures (nombre)	18	Procédures (nombre)	AUCUN CAS	Documents à l'export (nombre)	6
Délai (jours)	116	Délai (jours)	AUCUN CAS	Délai à l'export (jours)	28
Coût (% du revenu par habitant)	9,0	Coût (% valeur du bien)	AUCUN CAS	Coût à l'export (US\$ par conteneur)	515
Capital minimum (% du revenu par habitant)	0,0			Documents à l'import (nombre)	6
		Obtention de prêts (classement)	97	Délai à l'import (jours)	19
Octroi de licences (classement)	66	Indice de fiabilité des garanties (0–10)	6	Coût à l'import (US\$ par conteneur)	590
Procédures (nombre)	32	Étendue de l'information sur le crédit (0–6)	0		
Délai (jours)	167	Couverture du registre public (% des adultes)	0,0	Exécution des contrats (classement)	158
Coût (% du revenu par habitant)	5,2	Couverture du registre privé (% des adultes)	0,0	Procédures (nombre)	58
				Délai (jours)	540
Embauche des travailleurs (classement)	4	Protection des investisseurs (classement)	121	Coût (% de la créance)	36,6
Indice de difficulté de recruter (0-100)	0	Indice de divulgation de l'information (0–10)	3		
Indice de rigidité des horaires (0-100)	20	Indice mesurant la responsabilité des dirigeants (0–10)	2	Fermeture d'entreprise (classement)	35
Indice de difficulté de licencier (0-100)	0	Indice de facilité des poursuites intentées par les actionnaires (0–10)	8	Délai (années)	2,5
Indice de rigidité de l'emploi (0-100)	7	Indice de protection des investisseurs (0–10)	4,3	Coût (% de la valeur du patrimoine)	4
Coût des avantages extra-salariaux (% du salaire)	5			Taux de recouvrement (cents par dollar)	45,3
Coût de licenciement (semaines de salaire)	4	Paiement des taxes et impôts (classement)	28		
		Paiements (nombre par année)	15		
		Délai (heures par année)	144		
		Total à payer (% du bénéfice brut)	37,4		

BULGARIE		Europe de l'Est et Asie centrale		RNB par habitant (US\$)		3 990		
Facilité de faire des affaires (classement)		46	Revenu intermédiaire inférieur		Population (m)		7,7	
Création d'entreprise		100	Transfert de propriété (classement)		62	Commerce transfrontalier (classement)		89
Procédures (nombre)		9	Procédures (nombre)		9	Documents à l'export (nombre)		5
Délai (jours)		32	Délai (jours)		19	Délai à l'export (jours)		23
Coût (% du revenu par habitant)		8,4	Coût (% valeur du bien)		2,3	Coût à l'export (US\$ par conteneur)		1 329
Capital minimum (% du revenu par habitant)		56,3				Documents à l'import (nombre)		7
			Obtention de prêts (classement)		13	Délai à l'import (jours)		21
Octroi de licences (classement)		103	Indice de fiabilité des garanties (0–10)		6	Coût à l'import (US\$ par conteneur)		1 377
Procédures (nombre)		22	Étendue de l'information sur le crédit (0–6)		6			
Délai (jours)		131	Couverture du registre public (% des adultes)		25,4	Exécution des contrats (classement)		90
Coût (% du revenu par habitant)		499,9	Couverture du registre privé (% des adultes)		3,0	Procédures (nombre)		40
						Délai (jours)		564
Embauche des travailleurs (classement)		57	Protection des investisseurs (classement)		33	Coût (% de la créance)		22,2
Indice de difficulté de recruter (0-100)		17	Indice de divulgation de l'information (0–10)		10			
Indice de rigidité des horaires (0-100)		60	Indice mesurant la responsabilité des dirigeants (0–10)		1	Fermeture d'entreprise (classement)		72
Indice de difficulté de licencier (0-100)		10	Indice de facilité des poursuites intentées par les actionnaires (0–10)		7	Délai (années)		3,3
Indice de rigidité de l'emploi (0-100)		29	Indice de protection des investisseurs (0–10)		6,0	Coût (% de la valeur du patrimoine)		9
Coût des avantages extra-salariaux (% du salaire)		23				Taux de recouvrement (cents par dollar)		32,4
Coût de licenciement (semaines de salaire)		9	Paiement des taxes et impôts (classement)		88			
			Paiements (nombre par année)		17			
			Délai (heures par année)		616			
			Total à payer (% du bénéfice brut)		36,7			

BURKINA FASO		Afrique Sub-saharienne		RNB par habitant (US\$)		460		
Facilité de faire des affaires (classement)		161	Revenu faible		Population (m)		13,6	
Création d'entreprise		105	Transfert de propriété (classement)		170	Commerce transfrontalier (classement)		170
Procédures (nombre)		6	Procédures (nombre)		8	Documents à l'export (nombre)		11
Délai (jours)		18	Délai (jours)		182	Délai à l'export (jours)		45
Coût (% du revenu par habitant)		82,1	Coût (% valeur du bien)		12,2	Coût à l'export (US\$ par conteneur)		2 096
Capital minimum (% du revenu par habitant)		415,7				Documents à l'import (nombre)		11
			Obtention de prêts (classement)		115	Délai à l'import (jours)		54
Octroi de licences (classement)		169	Indice de fiabilité des garanties (0–10)		4	Coût à l'import (US\$ par conteneur)		3 522
Procédures (nombre)		32	Étendue de l'information sur le crédit (0–6)		1			
Délai (jours)		226	Couverture du registre public (% des adultes)		2,1	Exécution des contrats (classement)		109
Coût (% du revenu par habitant)		701,2	Couverture du registre privé (% des adultes)		0,0	Procédures (nombre)		37
						Délai (jours)		446
Embauche des travailleurs (classement)		152	Protection des investisseurs (classement)		138	Coût (% de la créance)		107,4
Indice de difficulté de recruter (0-100)		83	Indice de divulgation de l'information (0–10)		6			
Indice de rigidité des horaires (0-100)		60	Indice mesurant la responsabilité des dirigeants (0–10)		1	Fermeture d'entreprise (classement)		91
Indice de difficulté de licencier (0-100)		40	Indice de facilité des poursuites intentées par les actionnaires (0–10)		4	Délai (années)		4,0
Indice de rigidité de l'emploi (0-100)		61	Indice de protection des investisseurs (0–10)		3,7	Coût (% de la valeur du patrimoine)		9
Coût des avantages extra-salariaux (% du salaire)		20				Taux de recouvrement (cents par dollar)		25,6
Coût de licenciement (semaines de salaire)		34	Paiement des taxes et impôts (classement)		133			
			Paiements (nombre par année)		45			
			Délai (heures par année)		270			
			Total à payer (% du bénéfice brut)		48,9			

BURUNDI		Afrique Sub-saharienne		RNB par habitant (US\$)		100		
Facilité de faire des affaires (classement)		174	Revenu faible		Population (m)		7,8	
Création d'entreprise		124	Transfert de propriété (classement)		122	Commerce transfrontalier (classement)		167
Procédures (nombre)		11	Procédures (nombre)		5	Documents à l'export (nombre)		9
Délai (jours)		43	Délai (jours)		94	Délai à l'export (jours)		47
Coût (% du revenu par habitant)		251,0	Coût (% valeur du bien)		11,5	Coût à l'export (US\$ par conteneur)		2 147
Capital minimum (% du revenu par habitant)		0,0				Documents à l'import (nombre)		10
			Obtention de prêts (classement)		170	Délai à l'import (jours)		71
Octroi de licences (classement)		171	Indice de fiabilité des garanties (0–10)		1	Coût à l'import (US\$ par conteneur)		3 705
Procédures (nombre)		20	Étendue de l'information sur le crédit (0–6)		1			
Délai (jours)		384	Couverture du registre public (% des adultes)		0,2	Exécution des contrats (classement)		148
Coût (% du revenu par habitant)		9 939,0	Couverture du registre privé (% des adultes)		0,0	Procédures (nombre)		44
						Délai (jours)		558
Embauche des travailleurs (classement)		99	Protection des investisseurs (classement)		147	Coût (% de la créance)		38,6
Indice de difficulté de recruter (0-100)		33	Indice de divulgation de l'information (0–10)		4			
Indice de rigidité des horaires (0-100)		60	Indice mesurant la responsabilité des dirigeants (0–10)		1	Fermeture d'entreprise (classement)		178
Indice de difficulté de licencier (0-100)		30	Indice de facilité des poursuites intentées par les actionnaires (0–10)		5	Délai (années)		AUCUN CAS
Indice de rigidité de l'emploi (0-100)		41	Indice de protection des investisseurs (0–10)		3,3	Coût (% de la valeur du patrimoine)		AUCUN CAS
Coût des avantages extra-salariaux (% du salaire)		7				Taux de recouvrement (cents par dollar)		0,0
Coût de licenciement (semaines de salaire)		26	Paiement des taxes et impôts (classement)		109			
			Paiements (nombre par année)		32			
			Délai (heures par année)		140			
			Total à payer (% du bénéfice brut)		278,7			

CAMBODGE		Extrême-Orient et Océanie	RNB par habitant (US\$)	480	
Facilité de faire des affaires (classement)	145	Revenu faible	Population (m)	14,4	
Création d'entreprise	162	Transfert de propriété (classement)	98	Commerce transfrontalier (classement)	139
Procédures (nombre)	10	Procédures (nombre)	7	Documents à l'export (nombre)	11
Délai (jours)	86	Délai (jours)	56	Délai à l'export (jours)	37
Coût (% du revenu par habitant)	190,3	Coût (% valeur du bien)	4,4	Coût à l'export (US\$ par conteneur)	722
Capital minimum (% du revenu par habitant)	50,8			Documents à l'import (nombre)	11
		Obtention de prêts (classement)	177	Délai à l'import (jours)	46
Octroi de licences (classement)	144	Indice de fiabilité des garanties (0–10)	0	Coût à l'import (US\$ par conteneur)	852
Procédures (nombre)	23	Étendue de l'information sur le crédit (0–6)	0		
Délai (jours)	709	Couverture du registre public (% des adultes)	0,0	Exécution des contrats (classement)	134
Coût (% du revenu par habitant)	74,3	Couverture du registre privé (% des adultes)	0,0	Procédures (nombre)	44
				Délai (jours)	401
Embauche des travailleurs (classement)	133	Protection des investisseurs (classement)	64	Coût (% de la créance)	102,7
Indice de difficulté de recruter (0-100)	44	Indice de divulgation de l'information (0–10)	5		
Indice de rigidité des horaires (0-100)	60	Indice mesurant la responsabilité des dirigeants (0–10)	9	Fermeture d'entreprise (classement)	178
Indice de difficulté de licencier (0-100)	30	Indice de facilité des poursuites intentées par les actionnaires (0–10)	2	Délai (années)	AUCUN CAS
Indice de rigidité de l'emploi (0-100)	45	Indice de protection des investisseurs (0–10)	5,3	Coût (% de la valeur du patrimoine)	AUCUN CAS
Coût des avantages extra-salariaux (% du salaire)	0			Taux de recouvrement (cents par dollar)	0,0
Coût de licenciement (semaines de salaire)	39	Paiement des taxes et impôts (classement)	21		
		Paiements (nombre par année)	27		
		Délai (heures par année)	137		
		Total à payer (% du bénéfice brut)	22,6		
CAMEROUN		Afrique Sub-saharienne	RNB par habitant (US\$)	1 080	
Facilité de faire des affaires (classement)	154	Revenu intermédiaire inférieur	Population (m)	16,7	
Création d'entreprise	160	Transfert de propriété (classement)	134	Commerce transfrontalier (classement)	132
Procédures (nombre)	13	Procédures (nombre)	5	Documents à l'export (nombre)	9
Délai (jours)	37	Délai (jours)	93	Délai à l'export (jours)	27
Coût (% du revenu par habitant)	129,2	Coût (% valeur du bien)	17,8	Coût à l'export (US\$ par conteneur)	907
Capital minimum (% du revenu par habitant)	177,1			Documents à l'import (nombre)	8
		Obtention de prêts (classement)	115	Délai à l'import (jours)	33
Octroi de licences (classement)	154	Indice de fiabilité des garanties (0–10)	3	Coût à l'import (US\$ par conteneur)	1 529
Procédures (nombre)	15	Étendue de l'information sur le crédit (0–6)	2		
Délai (jours)	426	Couverture du registre public (% des adultes)	1,0	Exécution des contrats (classement)	172
Coût (% du revenu par habitant)	1 202,9	Couverture du registre privé (% des adultes)	0,0	Procédures (nombre)	43
				Délai (jours)	800
Embauche des travailleurs (classement)	120	Protection des investisseurs (classement)	107	Coût (% de la créance)	46,6
Indice de difficulté de recruter (0-100)	28	Indice de divulgation de l'information (0–10)	6		
Indice de rigidité des horaires (0-100)	40	Indice mesurant la responsabilité des dirigeants (0–10)	1	Fermeture d'entreprise (classement)	92
Indice de difficulté de licencier (0-100)	70	Indice de facilité des poursuites intentées par les actionnaires (0–10)	6	Délai (années)	3,2
Indice de rigidité de l'emploi (0-100)	46	Indice de protection des investisseurs (0–10)	4,3	Coût (% de la valeur du patrimoine)	15
Coût des avantages extra-salariaux (% du salaire)	16			Taux de recouvrement (cents par dollar)	25,5
Coût de licenciement (semaines de salaire)	33	Paiement des taxes et impôts (classement)	166		
		Paiements (nombre par année)	41		
		Délai (heures par année)	1 400		
		Total à payer (% du bénéfice brut)	51,9		
CANADA		OCDE: Revenu élevé	RNB par habitant (US\$)	36 170	
Facilité de faire des affaires (classement)	7	Revenu élevé	Population (m)	32,6	
Création d'entreprise	2	Transfert de propriété (classement)	28	Commerce transfrontalier (classement)	39
Procédures (nombre)	2	Procédures (nombre)	6	Documents à l'export (nombre)	3
Délai (jours)	3	Délai (jours)	17	Délai à l'export (jours)	7
Coût (% du revenu par habitant)	0,9	Coût (% valeur du bien)	1,8	Coût à l'export (US\$ par conteneur)	1 385
Capital minimum (% du revenu par habitant)	0,0			Documents à l'import (nombre)	4
		Obtention de prêts (classement)	7	Délai à l'import (jours)	11
Octroi de licences (classement)	26	Indice de fiabilité des garanties (0–10)	7	Coût à l'import (US\$ par conteneur)	1 425
Procédures (nombre)	14	Étendue de l'information sur le crédit (0–6)	6		
Délai (jours)	75	Couverture du registre public (% des adultes)	0,0	Exécution des contrats (classement)	43
Coût (% du revenu par habitant)	125,4	Couverture du registre privé (% des adultes)	100,0	Procédures (nombre)	36
				Délai (jours)	570
Embauche des travailleurs (classement)	19	Protection des investisseurs (classement)	5	Coût (% de la créance)	16,2
Indice de difficulté de recruter (0-100)	11	Indice de divulgation de l'information (0–10)	8		
Indice de rigidité des horaires (0-100)	0	Indice mesurant la responsabilité des dirigeants (0–10)	9	Fermeture d'entreprise (classement)	4
Indice de difficulté de licencier (0-100)	0	Indice de facilité des poursuites intentées par les actionnaires (0–10)	8	Délai (années)	0,8
Indice de rigidité de l'emploi (0-100)	4	Indice de protection des investisseurs (0–10)	8,3	Coût (% de la valeur du patrimoine)	4
Coût des avantages extra-salariaux (% du salaire)	13			Taux de recouvrement (cents par dollar)	88,8
Coût de licenciement (semaines de salaire)	28	Paiement des taxes et impôts (classement)	25		
		Paiements (nombre par année)	9		
		Délai (heures par année)	119		
		Total à payer (% du bénéfice brut)	45,9		

CAP-VERT		Afrique Sub-saharienne		RNB par habitant (US\$)	2 130
Facilité de faire des affaires (classement)	132	Revenu intermédiaire inférieur		Population (m)	0,5
Création d'entreprise	156	Transfert de propriété (classement)	127	Commerce transfrontalier (classement)	51
Procédures (nombre)	12	Procédures (nombre)	6	Documents à l'export (nombre)	5
Délai (jours)	52	Délai (jours)	83	Délai à l'export (jours)	21
Coût (% du revenu par habitant)	40,1	Coût (% valeur du bien)	7,8	Coût à l'export (US\$ par conteneur)	1 024
Capital minimum (% du revenu par habitant)	53,4			Documents à l'import (nombre)	5
		Obtention de prêts (classement)	68	Délai à l'import (jours)	21
Octroi de licences (classement)	79	Indice de fiabilité des garanties (0-10)	5	Coût à l'import (US\$ par conteneur)	1 024
Procédures (nombre)	18	Étendue de l'information sur le crédit (0-6)	3		
Délai (jours)	120	Couverture du registre public (% des adultes)	20,3	Exécution des contrats (classement)	56
Coût (% du revenu par habitant)	718,3	Couverture du registre privé (% des adultes)	0,0	Procédures (nombre)	37
				Délai (jours)	465
Embauche des travailleurs (classement)	143	Protection des investisseurs (classement)	122	Coût (% de la créance)	24,1
Indice de difficulté de recruter (0-100)	33	Indice de divulgation de l'information (0-10)	1		
Indice de rigidité des horaires (0-100)	40	Indice mesurant la responsabilité des dirigeants (0-10)	5	Fermeture d'entreprise (classement)	178
Indice de difficulté de licencier (0-100)	60	Indice de facilité des poursuites intentées par les actionnaires (0-10)	6	Délai (années)	AUCUN CAS
Indice de rigidité de l'emploi (0-100)	44	Indice de protection des investisseurs (0-10)	4,0	Coût (% de la valeur du patrimoine)	AUCUN CAS
Coût des avantages extra-salariaux (% du salaire)	17			Taux de recouvrement (cents par dollar)	0,0
Coût de licenciement (semaines de salaire)	91	Paiement des taxes et impôts (classement)	117		
		Paiements (nombre par année)	57		
		Délai (heures par année)	100		
		Total à payer (% du bénéfice brut)	54,0		
CHILI		Amérique latine et Caraïbes		RNB par habitant (US\$)	6 980
Facilité de faire des affaires (classement)	33	Revenu intermédiaire supérieur		Population (m)	16,5
Création d'entreprise	39	Transfert de propriété (classement)	34	Commerce transfrontalier (classement)	43
Procédures (nombre)	9	Procédures (nombre)	6	Documents à l'export (nombre)	6
Délai (jours)	27	Délai (jours)	31	Délai à l'export (jours)	21
Coût (% du revenu par habitant)	8,6	Coût (% valeur du bien)	1,3	Coût à l'export (US\$ par conteneur)	645
Capital minimum (% du revenu par habitant)	0,0			Documents à l'import (nombre)	7
		Obtention de prêts (classement)	48	Délai à l'import (jours)	21
Octroi de licences (classement)	58	Indice de fiabilité des garanties (0-10)	4	Coût à l'import (US\$ par conteneur)	685
Procédures (nombre)	18	Étendue de l'information sur le crédit (0-6)	5		
Délai (jours)	155	Couverture du registre public (% des adultes)	26,2	Exécution des contrats (classement)	64
Coût (% du revenu par habitant)	128,1	Couverture du registre privé (% des adultes)	33,5	Procédures (nombre)	36
				Délai (jours)	480
Embauche des travailleurs (classement)	68	Protection des investisseurs (classement)	33	Coût (% de la créance)	28,6
Indice de difficulté de recruter (0-100)	33	Indice de divulgation de l'information (0-10)	7		
Indice de rigidité des horaires (0-100)	20	Indice mesurant la responsabilité des dirigeants (0-10)	6	Fermeture d'entreprise (classement)	98
Indice de difficulté de licencier (0-100)	20	Indice de facilité des poursuites intentées par les actionnaires (0-10)	5	Délai (années)	4,5
Indice de rigidité de l'emploi (0-100)	24	Indice de protection des investisseurs (0-10)	6,0	Coût (% de la valeur du patrimoine)	15
Coût des avantages extra-salariaux (% du salaire)	3			Taux de recouvrement (cents par dollar)	23,8
Coût de licenciement (semaines de salaire)	52	Paiement des taxes et impôts (classement)	34		
		Paiements (nombre par année)	10		
		Délai (heures par année)	316		
		Total à payer (% du bénéfice brut)	25,9		
CHINE		Extrême-Orient et Océanie		RNB par habitant (US\$)	2 010
Facilité de faire des affaires (classement)	83	Revenu intermédiaire inférieur		Population (m)	1 311,8
Création d'entreprise	135	Transfert de propriété (classement)	29	Commerce transfrontalier (classement)	42
Procédures (nombre)	13	Procédures (nombre)	4	Documents à l'export (nombre)	7
Délai (jours)	35	Délai (jours)	29	Délai à l'export (jours)	21
Coût (% du revenu par habitant)	8,4	Coût (% valeur du bien)	3,6	Coût à l'export (US\$ par conteneur)	390
Capital minimum (% du revenu par habitant)	190,2			Documents à l'import (nombre)	6
		Obtention de prêts (classement)	84	Délai à l'import (jours)	24
Octroi de licences (classement)	175	Indice de fiabilité des garanties (0-10)	3	Coût à l'import (US\$ par conteneur)	430
Procédures (nombre)	37	Étendue de l'information sur le crédit (0-6)	4		
Délai (jours)	336	Couverture du registre public (% des adultes)	49,2	Exécution des contrats (classement)	20
Coût (% du revenu par habitant)	840,2	Couverture du registre privé (% des adultes)	0,0	Procédures (nombre)	35
				Délai (jours)	406
Embauche des travailleurs (classement)	86	Protection des investisseurs (classement)	83	Coût (% de la créance)	8,8
Indice de difficulté de recruter (0-100)	11	Indice de divulgation de l'information (0-10)	10		
Indice de rigidité des horaires (0-100)	20	Indice mesurant la responsabilité des dirigeants (0-10)	1	Fermeture d'entreprise (classement)	57
Indice de difficulté de licencier (0-100)	40	Indice de facilité des poursuites intentées par les actionnaires (0-10)	4	Délai (années)	1,7
Indice de rigidité de l'emploi (0-100)	24	Indice de protection des investisseurs (0-10)	5,0	Coût (% de la valeur du patrimoine)	22
Coût des avantages extra-salariaux (% du salaire)	44			Taux de recouvrement (cents par dollar)	35,9
Coût de licenciement (semaines de salaire)	91	Paiement des taxes et impôts (classement)	168		
		Paiements (nombre par année)	35		
		Délai (heures par année)	872		
		Total à payer (% du bénéfice brut)	73,9		

CISJORDANIE ET BANDE DE GAZA		Moyen Orient et Afrique du Nord		RNB par habitant (US\$)		1 120		
Facilité de faire des affaires (classement)		117	Revenu intermédiaire inférieur		Population (m)		3,7	
Création d'entreprise		166	Transfert de propriété (classement)		118	Commerce transfrontalier (classement)		77
Procédures (nombre)		12	Procédures (nombre)		10	Documents à l'export (nombre)		6
Délai (jours)		92	Délai (jours)		72	Délai à l'export (jours)		25
Coût (% du revenu par habitant)		280,4	Coût (% valeur du bien)		2,2	Coût à l'export (US\$ par conteneur)		830
Capital minimum (% du revenu par habitant)		9,3				Documents à l'import (nombre)		6
			Obtention de prêts (classement)		68	Délai à l'import (jours)		40
Octroi de licences (classement)		132	Indice de fiabilité des garanties (0–10)		5	Coût à l'import (US\$ par conteneur)		995
Procédures (nombre)		21	Étendue de l'information sur le crédit (0–6)		3			
Délai (jours)		199	Couverture du registre public (% des adultes)		1,8	Exécution des contrats (classement)		125
Coût (% du revenu par habitant)		726,1	Couverture du registre privé (% des adultes)		0,0	Procédures (nombre)		44
						Délai (jours)		700
Embauche des travailleurs (classement)		103	Protection des investisseurs (classement)		33	Coût (% de la créance)		21,2
Indice de difficulté de recruter (0–100)		33	Indice de divulgation de l'information (0–10)		6			
Indice de rigidité des horaires (0–100)		40	Indice mesurant la responsabilité des dirigeants (0–10)		5	Fermeture d'entreprise (classement)		178
Indice de difficulté de licencier (0–100)		20	Indice de facilité des poursuites intentées par les actionnaires (0–10)		7	Délai (années)		AUCUN CAS
Indice de rigidité de l'emploi (0–100)		31	Indice de protection des investisseurs (0–10)		6,0	Coût (% de la valeur du patrimoine)		AUCUN CAS
Coût des avantages extra-salariaux (% du salaire)		0				Taux de recouvrement (cents par dollar)		0,0
Coût de licenciement (semaines de salaire)		91	Paiement des taxes et impôts (classement)		22			
			Paielements (nombre par année)		27			
			Délai (heures par année)		154			
			Total à payer (% du bénéfice brut)		17,1			
COLOMBIE		Amérique latine et Caraïbes		RNB par habitant (US\$)		2 740		
Facilité de faire des affaires (classement)		66	Revenu intermédiaire inférieur		Population (m)		45,6	
Création d'entreprise		88	Transfert de propriété (classement)		69	Commerce transfrontalier (classement)		105
Procédures (nombre)		11	Procédures (nombre)		9	Documents à l'export (nombre)		6
Délai (jours)		42	Délai (jours)		23	Délai à l'export (jours)		24
Coût (% du revenu par habitant)		19,3	Coût (% valeur du bien)		2,5	Coût à l'export (US\$ par conteneur)		1 440
Capital minimum (% du revenu par habitant)		0,0				Documents à l'import (nombre)		8
			Obtention de prêts (classement)		84	Délai à l'import (jours)		20
Octroi de licences (classement)		61	Indice de fiabilité des garanties (0–10)		2	Coût à l'import (US\$ par conteneur)		1 440
Procédures (nombre)		14	Étendue de l'information sur le crédit (0–6)		5			
Délai (jours)		146	Couverture du registre public (% des adultes)		0,0	Exécution des contrats (classement)		147
Coût (% du revenu par habitant)		602,8	Couverture du registre privé (% des adultes)		39,9	Procédures (nombre)		34
						Délai (jours)		1 346
Embauche des travailleurs (classement)		83	Protection des investisseurs (classement)		19	Coût (% de la créance)		52,6
Indice de difficulté de recruter (0-100)		22	Indice de divulgation de l'information (0–10)		8			
Indice de rigidité des horaires (0-100)		40	Indice mesurant la responsabilité des dirigeants (0–10)		2	Fermeture d'entreprise (classement)		27
Indice de difficulté de licencier (0-100)		20	Indice de facilité des poursuites intentées par les actionnaires (0–10)		9	Délai (années)		3,0
Indice de rigidité de l'emploi (0-100)		27	Indice de protection des investisseurs (0–10)		6,3	Coût (% de la valeur du patrimoine)		1
Coût des avantages extra-salariaux (% du salaire)		29				Taux de recouvrement (cents par dollar)		58,3
Coût de licenciement (semaines de salaire)		59	Paiement des taxes et impôts (classement)		167			
			Paielements (nombre par année)		69			
			Délai (heures par année)		268			
			Total à payer (% du bénéfice brut)		82,4			
COMORES		Afrique Sub-saharienne		RNB par habitant (US\$)		660		
Facilité de faire des affaires (classement)		147	Revenu faible		Population (m)		0,6	
Création d'entreprise		145	Transfert de propriété (classement)		84	Commerce transfrontalier (classement)		119
Procédures (nombre)		11	Procédures (nombre)		5	Documents à l'export (nombre)		10
Délai (jours)		23	Délai (jours)		24	Délai à l'export (jours)		30
Coût (% du revenu par habitant)		188,4	Coût (% valeur du bien)		20,8	Coût à l'export (US\$ par conteneur)		971
Capital minimum (% du revenu par habitant)		280,3				Documents à l'import (nombre)		10
			Obtention de prêts (classement)		158	Délai à l'import (jours)		21
Octroi de licences (classement)		56	Indice de fiabilité des garanties (0–10)		3	Coût à l'import (US\$ par conteneur)		974
Procédures (nombre)		18	Étendue de l'information sur le crédit (0–6)		0			
Délai (jours)		164	Couverture du registre public (% des adultes)		0,0	Exécution des contrats (classement)		152
Coût (% du revenu par habitant)		77,8	Couverture du registre privé (% des adultes)		0,0	Procédures (nombre)		43
						Délai (jours)		506
Embauche des travailleurs (classement)		158	Protection des investisseurs (classement)		122	Coût (% de la créance)		89,4
Indice de difficulté de recruter (0-100)		39	Indice de divulgation de l'information (0–10)		6			
Indice de rigidité des horaires (0-100)		60	Indice mesurant la responsabilité des dirigeants (0–10)		1	Fermeture d'entreprise (classement)		178
Indice de difficulté de licencier (0-100)		40	Indice de facilité des poursuites intentées par les actionnaires (0–10)		5	Délai (années)		AUCUN CAS
Indice de rigidité de l'emploi (0-100)		46	Indice de protection des investisseurs (0–10)		4,0	Coût (% de la valeur du patrimoine)		AUCUN CAS
Coût des avantages extra-salariaux (% du salaire)		0				Taux de recouvrement (cents par dollar)		0,0
Coût de licenciement (semaines de salaire)		100	Paiement des taxes et impôts (classement)		46			
			Paielements (nombre par année)		20			
			Délai (heures par année)		100			
			Total à payer (% du bénéfice brut)		48,8			

CORÉE		OCDE: Revenu élevé	RNB par habitant (US\$)	17 690	
Facilité de faire des affaires (classement)	30	Revenu élevé	Population (m)	48,4	
Création d'entreprise	110	Transfert de propriété (classement)	68	Commerce transfrontalier (classement)	13
Procédures (nombre)	10	Procédures (nombre)	7	Documents à l'export (nombre)	4
Délai (jours)	17	Délai (jours)	11	Délai à l'export (jours)	11
Coût (% du revenu par habitant)	16,9	Coût (% valeur du bien)	6,3	Coût à l'export (US\$ par conteneur)	745
Capital minimum (% du revenu par habitant)	296,0			Documents à l'import (nombre)	6
		Obtention de prêts (classement)	36	Délai à l'import (jours)	10
Octroi de licences (classement)	22	Indice de fiabilité des garanties (0–10)	5	Coût à l'import (US\$ par conteneur)	745
Procédures (nombre)	13	Étendue de l'information sur le crédit (0–6)	5		
Délai (jours)	34	Couverture du registre public (% des adultes)	0,0	Exécution des contrats (classement)	10
Coût (% du revenu par habitant)	170,2	Couverture du registre privé (% des adultes)	74,2	Procédures (nombre)	35
				Délai (jours)	230
Embauche des travailleurs (classement)	131	Protection des investisseurs (classement)	64	Coût (% de la créance)	10,3
Indice de difficulté de recruter (0-100)	11	Indice de divulgation de l'information (0–10)	7		
Indice de rigidité des horaires (0-100)	60	Indice mesurant la responsabilité des dirigeants (0–10)	2	Fermeture d'entreprise (classement)	11
Indice de difficulté de licencier (0-100)	40	Indice de facilité des poursuites intentées par les actionnaires (0–10)	7	Délai (années)	1,5
Indice de rigidité de l'emploi (0-100)	37	Indice de protection des investisseurs (0–10)	5,3	Coût (% de la valeur du patrimoine)	4
Coût des avantages extra-salariaux (% du salaire)	13			Taux de recouvrement (cents par dollar)	81,2
Coût de licenciement (semaines de salaire)	91	Paiement des taxes et impôts (classement)	106		
		Paiements (nombre par année)	48		
		Délai (heures par année)	290		
		Total à payer (% du bénéfice brut)	34,9		
COSTA RICA		Amérique latine et Caraïbes	RNB par habitant (US\$)	4 980	
Facilité de faire des affaires (classement)	115	Revenu intermédiaire supérieur	Population (m)	4,4	
Création d'entreprise	113	Transfert de propriété (classement)	41	Commerce transfrontalier (classement)	54
Procédures (nombre)	12	Procédures (nombre)	6	Documents à l'export (nombre)	7
Délai (jours)	77	Délai (jours)	21	Délai à l'export (jours)	18
Coût (% du revenu par habitant)	21,3	Coût (% valeur du bien)	3,3	Coût à l'export (US\$ par conteneur)	660
Capital minimum (% du revenu par habitant)	0,0			Documents à l'import (nombre)	8
		Obtention de prêts (classement)	48	Délai à l'import (jours)	25
Octroi de licences (classement)	120	Indice de fiabilité des garanties (0–10)	4	Coût à l'import (US\$ par conteneur)	660
Procédures (nombre)	23	Étendue de l'information sur le crédit (0–6)	5		
Délai (jours)	178	Couverture du registre public (% des adultes)	6,1	Exécution des contrats (classement)	130
Coût (% du revenu par habitant)	244,2	Couverture du registre privé (% des adultes)	52,7	Procédures (nombre)	40
				Délai (jours)	877
Embauche des travailleurs (classement)	79	Protection des investisseurs (classement)	158	Coût (% de la créance)	24,3
Indice de difficulté de recruter (0-100)	56	Indice de divulgation de l'information (0–10)	2		
Indice de rigidité des horaires (0-100)	40	Indice mesurant la responsabilité des dirigeants (0–10)	5	Fermeture d'entreprise (classement)	104
Indice de difficulté de licencier (0-100)	0	Indice de facilité des poursuites intentées par les actionnaires (0–10)	2	Délai (années)	3,5
Indice de rigidité de l'emploi (0-100)	32	Indice de protection des investisseurs (0–10)	3,0	Coût (% de la valeur du patrimoine)	15
Coût des avantages extra-salariaux (% du salaire)	26			Taux de recouvrement (cents par dollar)	23,1
Coût de licenciement (semaines de salaire)	35	Paiement des taxes et impôts (classement)	162		
		Paiements (nombre par année)	43		
		Délai (heures par année)	402		
		Total à payer (% du bénéfice brut)	55,7		
CÔTE D'IVOIRE		Afrique Sub-saharienne	RNB par habitant (US\$)	870	
Facilité de faire des affaires (classement)	155	Revenu faible	Population (m)	18,5	
Création d'entreprise	155	Transfert de propriété (classement)	153	Commerce transfrontalier (classement)	147
Procédures (nombre)	10	Procédures (nombre)	7	Documents à l'export (nombre)	10
Délai (jours)	40	Délai (jours)	62	Délai à l'export (jours)	23
Coût (% du revenu par habitant)	135,8	Coût (% valeur du bien)	16,9	Coût à l'export (US\$ par conteneur)	1 653
Capital minimum (% du revenu par habitant)	219,8			Documents à l'import (nombre)	8
		Obtention de prêts (classement)	135	Délai à l'import (jours)	43
Octroi de licences (classement)	157	Indice de fiabilité des garanties (0–10)	3	Coût à l'import (US\$ par conteneur)	2 457
Procédures (nombre)	21	Étendue de l'information sur le crédit (0–6)	1		
Délai (jours)	628	Couverture du registre public (% des adultes)	2,8	Exécution des contrats (classement)	122
Coût (% du revenu par habitant)	247,7	Couverture du registre privé (% des adultes)	0,0	Procédures (nombre)	33
				Délai (jours)	770
Embauche des travailleurs (classement)	112	Protection des investisseurs (classement)	147	Coût (% de la créance)	41,7
Indice de difficulté de recruter (0-100)	33	Indice de divulgation de l'information (0–10)	6		
Indice de rigidité des horaires (0-100)	60	Indice mesurant la responsabilité des dirigeants (0–10)	1	Fermeture d'entreprise (classement)	71
Indice de difficulté de licencier (0-100)	20	Indice de facilité des poursuites intentées par les actionnaires (0–10)	3	Délai (années)	2,2
Indice de rigidité de l'emploi (0-100)	38	Indice de protection des investisseurs (0–10)	3,3	Coût (% de la valeur du patrimoine)	18
Coût des avantages extra-salariaux (% du salaire)	18			Taux de recouvrement (cents par dollar)	33,0
Coût de licenciement (semaines de salaire)	49	Paiement des taxes et impôts (classement)	140		
		Paiements (nombre par année)	66		
		Délai (heures par année)	270		
		Total à payer (% du bénéfice brut)	45,4		

CROATIE		Europe de l'Est et Asie centrale		RNB par habitant (US\$)		9 330		
Facilité de faire des affaires (classement)		97	Revenu intermédiaire supérieur		Population (m)		4,4	
Création d'entreprise		93	Transfert de propriété (classement)		99	Commerce transfrontalier (classement)		96
Procédures (nombre)		8	Procédures (nombre)		5	Documents à l'export (nombre)		7
Délai (jours)		40	Délai (jours)		174	Délai à l'export (jours)		22
Coût (% du revenu par habitant)		11,7	Coût (% valeur du bien)		5,0	Coût à l'export (US\$ par conteneur)		1 200
Capital minimum (% du revenu par habitant)		18,4				Documents à l'import (nombre)		8
			Obtention de prêts (classement)		48	Délai à l'import (jours)		16
Octroi de licences (classement)		162	Indice de fiabilité des garanties (0–10)		6	Coût à l'import (US\$ par conteneur)		1 200
Procédures (nombre)		22	Étendue de l'information sur le crédit (0–6)		3			
Délai (jours)		255	Couverture du registre public (% des adultes)		0,0	Exécution des contrats (classement)		45
Coût (% du revenu par habitant)		722,4	Couverture du registre privé (% des adultes)		72,4	Procédures (nombre)		38
						Délai (jours)		561
Embauche des travailleurs (classement)		139	Protection des investisseurs (classement)		122	Coût (% de la créance)		13,8
Indice de difficulté de recruter (0-100)		61	Indice de divulgation de l'information (0–10)		1			
Indice de rigidité des horaires (0-100)		40	Indice mesurant la responsabilité des dirigeants (0–10)		5	Fermeture d'entreprise (classement)		78
Indice de difficulté de licencier (0-100)		50	Indice de facilité des poursuites intentées par les actionnaires (0–10)		6	Délai (années)		3,1
Indice de rigidité de l'emploi (0-100)		50	Indice de protection des investisseurs (0–10)		4,0	Coût (% de la valeur du patrimoine)		15
Coût des avantages extra-salariaux (% du salaire)		17				Taux de recouvrement (cents par dollar)		30,2
Coût de licenciement (semaines de salaire)		39	Paiement des taxes et impôts (classement)		43			
			Palements (nombre par année)		28			
			Délai (heures par année)		196			
			Total à payer (% du bénéfice brut)		32,5			
DANEMARK		OCDE: Revenu élevé		RNB par habitant (US\$)		51 700		
Facilité de faire des affaires (classement)		5	Revenu élevé		Population (m)		5,4	
Création d'entreprise		18	Transfert de propriété (classement)		39	Commerce transfrontalier (classement)		2
Procédures (nombre)		4	Procédures (nombre)		6	Documents à l'export (nombre)		4
Délai (jours)		6	Délai (jours)		42	Délai à l'export (jours)		5
Coût (% du revenu par habitant)		0,0	Coût (% valeur du bien)		0,6	Coût à l'export (US\$ par conteneur)		540
Capital minimum (% du revenu par habitant)		40,7				Documents à l'import (nombre)		3
			Obtention de prêts (classement)		13	Délai à l'import (jours)		5
Octroi de licences (classement)		6	Indice de fiabilité des garanties (0–10)		8	Coût à l'import (US\$ par conteneur)		540
Procédures (nombre)		6	Étendue de l'information sur le crédit (0–6)		4			
Délai (jours)		69	Couverture du registre public (% des adultes)		0,0	Exécution des contrats (classement)		30
Coût (% du revenu par habitant)		61,8	Couverture du registre privé (% des adultes)		11,5	Procédures (nombre)		34
						Délai (jours)		380
Embauche des travailleurs (classement)		10	Protection des investisseurs (classement)		19	Coût (% de la créance)		23,3
Indice de difficulté de recruter (0-100)		0	Indice de divulgation de l'information (0–10)		7			
Indice de rigidité des horaires (0-100)		20	Indice mesurant la responsabilité des dirigeants (0–10)		5	Fermeture d'entreprise (classement)		7
Indice de difficulté de licencier (0-100)		10	Indice de facilité des poursuites intentées par les actionnaires (0–10)		7	Délai (années)		1,1
Indice de rigidité de l'emploi (0-100)		10	Indice de protection des investisseurs (0–10)		6,3	Coût (% de la valeur du patrimoine)		4
Coût des avantages extra-salariaux (% du salaire)		1				Taux de recouvrement (cents par dollar)		87,0
Coût de licenciement (semaines de salaire)		0	Paiement des taxes et impôts (classement)		13			
			Palements (nombre par année)		9			
			Délai (heures par année)		135			
			Total à payer (% du bénéfice brut)		33,3			
DJIBOUTI		Moyen Orient et Afrique du Nord		RNB par habitant (US\$)		1 060		
Facilité de faire des affaires (classement)		146	Revenu intermédiaire inférieur		Population (m)		0,8	
Création d'entreprise		165	Transfert de propriété (classement)		131	Commerce transfrontalier (classement)		66
Procédures (nombre)		11	Procédures (nombre)		7	Documents à l'export (nombre)		8
Délai (jours)		37	Délai (jours)		40	Délai à l'export (jours)		22
Coût (% du revenu par habitant)		206,6	Coût (% valeur du bien)		13,2	Coût à l'export (US\$ par conteneur)		960
Capital minimum (% du revenu par habitant)		530,8				Documents à l'import (nombre)		6
			Obtention de prêts (classement)		135	Délai à l'import (jours)		18
Octroi de licences (classement)		92	Indice de fiabilité des garanties (0–10)		3	Coût à l'import (US\$ par conteneur)		960
Procédures (nombre)		14	Étendue de l'information sur le crédit (0–6)		1			
Délai (jours)		195	Couverture du registre public (% des adultes)		0,2	Exécution des contrats (classement)		159
Coût (% du revenu par habitant)		1 010,6	Couverture du registre privé (% des adultes)		0,0	Procédures (nombre)		40
						Délai (jours)		1 225
Embauche des travailleurs (classement)		130	Protection des investisseurs (classement)		173	Coût (% de la créance)		34,0
Indice de difficulté de recruter (0-100)		67	Indice de divulgation de l'information (0–10)		5			
Indice de rigidité des horaires (0-100)		40	Indice mesurant la responsabilité des dirigeants (0–10)		2	Fermeture d'entreprise (classement)		126
Indice de difficulté de licencier (0-100)		30	Indice de facilité des poursuites intentées par les actionnaires (0–10)		0	Délai (années)		5,0
Indice de rigidité de l'emploi (0-100)		46	Indice de protection des investisseurs (0–10)		2,3	Coût (% de la valeur du patrimoine)		18
Coût des avantages extra-salariaux (% du salaire)		16				Taux de recouvrement (cents par dollar)		15,9
Coût de licenciement (semaines de salaire)		56	Paiement des taxes et impôts (classement)		51			
			Palements (nombre par année)		35			
			Délai (heures par année)		114			
			Total à payer (% du bénéfice brut)		38,7			

DOMINIQUE		Amérique latine et Caraïbes		RNB par habitant (US\$)		3 960		
Facilité de faire des affaires (classement)		77	Revenu intermédiaire supérieur		Population (m)		0,1	
Création d'entreprise		23	Transfert de propriété (classement)		83	Commerce transfrontalier (classement)		80
Procédures (nombre)		5	Procédures (nombre)		4	Documents à l'export (nombre)		7
Délai (jours)		19	Délai (jours)		40	Délai à l'export (jours)		16
Coût (% du revenu par habitant)		27,1	Coût (% valeur du bien)		13,5	Coût à l'export (US\$ par conteneur)		1 197
Capital minimum (% du revenu par habitant)		0,0				Documents à l'import (nombre)		8
			Obtention de prêts (classement)		97	Délai à l'import (jours)		18
			Indice de fiabilité des garanties (0-10)		6	Coût à l'import (US\$ par conteneur)		1 107
Octroi de licences (classement)		47	Étendue de l'information sur le crédit (0-6)		0			
Procédures (nombre)		12	Couverture du registre public (% des adultes)		0,0	Exécution des contrats (classement)		164
Délai (jours)		219	Couverture du registre privé (% des adultes)		0,0	Procédures (nombre)		47
Coût (% du revenu par habitant)		74,4				Délai (jours)		681
			Protection des investisseurs (classement)		19	Coût (% de la créance)		36,0
Embauche des travailleurs (classement)		54	Indice de divulgation de l'information (0-10)		4			
Indice de difficulté de recruter (0-100)		11	Indice mesurant la responsabilité des dirigeants (0-10)		8	Fermeture d'entreprise (classement)		178
Indice de rigidité des horaires (0-100)		20	Indice de facilité des poursuites intentées par les actionnaires (0-10)		7	Délai (années)		AUCUN CAS
Indice de difficulté de licencier (0-100)		20	Indice de protection des investisseurs (0-10)		6,3	Coût (% de la valeur du patrimoine)		AUCUN CAS
Indice de rigidité de l'emploi (0-100)		17				Taux de recouvrement (cents par dollar)		0,0
Coût des avantages extra-salariaux (% du salaire)		7	Paiement des taxes et impôts (classement)		64			
Coût de licenciement (semaines de salaire)		58	Paiements (nombre par année)		38			
			Délai (heures par année)		147			
			Total à payer (% du bénéfice brut)		37,1			

ÉGYPTE		Moyen Orient et Afrique du Nord		RNB par habitant (US\$)		1 350		
Facilité de faire des affaires (classement)		126	Revenu intermédiaire inférieur		Population (m)		75,4	
Création d'entreprise		55	Transfert de propriété (classement)		101	Commerce transfrontalier (classement)		26
Procédures (nombre)		7	Procédures (nombre)		7	Documents à l'export (nombre)		6
Délai (jours)		9	Délai (jours)		193	Délai à l'export (jours)		15
Coût (% du revenu par habitant)		28,6	Coût (% valeur du bien)		1,0	Coût à l'export (US\$ par conteneur)		714
Capital minimum (% du revenu par habitant)		12,9				Documents à l'import (nombre)		7
			Obtention de prêts (classement)		115	Délai à l'import (jours)		18
			Indice de fiabilité des garanties (0-10)		1	Coût à l'import (US\$ par conteneur)		729
Octroi de licences (classement)		163	Étendue de l'information sur le crédit (0-6)		4			
Procédures (nombre)		28	Couverture du registre public (% des adultes)		1,6	Exécution des contrats (classement)		145
Délai (jours)		249	Couverture du registre privé (% des adultes)		„	Procédures (nombre)		42
Coût (% du revenu par habitant)		474,9				Délai (jours)		1 010
			Protection des investisseurs (classement)		83	Coût (% de la créance)		25,3
Embauche des travailleurs (classement)		108	Indice de divulgation de l'information (0-10)		7			
Indice de difficulté de recruter (0-100)		0	Indice mesurant la responsabilité des dirigeants (0-10)		3	Fermeture d'entreprise (classement)		125
Indice de rigidité des horaires (0-100)		20	Indice de facilité des poursuites intentées par les actionnaires (0-10)		5	Délai (années)		4,2
Indice de difficulté de licencier (0-100)		60	Indice de protection des investisseurs (0-10)		5,0	Coût (% de la valeur du patrimoine)		22
Indice de rigidité de l'emploi (0-100)		27				Taux de recouvrement (cents par dollar)		16,6
Coût des avantages extra-salariaux (% du salaire)		25	Paiement des taxes et impôts (classement)		150			
Coût de licenciement (semaines de salaire)		132	Paiements (nombre par année)		36			
			Délai (heures par année)		711			
			Total à payer (% du bénéfice brut)		47,9			

EL SALVADOR		Amérique latine et Caraïbes		RNB par habitant (US\$)		2 540		
Facilité de faire des affaires (classement)		69	Revenu intermédiaire inférieur		Population (m)		7,0	
Création d'entreprise		130	Transfert de propriété (classement)		37	Commerce transfrontalier (classement)		68
Procédures (nombre)		9	Procédures (nombre)		5	Documents à l'export (nombre)		8
Délai (jours)		26	Délai (jours)		31	Délai à l'export (jours)		21
Coût (% du revenu par habitant)		73,1	Coût (% valeur du bien)		3,6	Coût à l'export (US\$ par conteneur)		540
Capital minimum (% du revenu par habitant)		112,5				Documents à l'import (nombre)		11
			Obtention de prêts (classement)		48	Délai à l'import (jours)		18
			Indice de fiabilité des garanties (0-10)		3	Coût à l'import (US\$ par conteneur)		540
Octroi de licences (classement)		121	Étendue de l'information sur le crédit (0-6)		6			
Procédures (nombre)		34	Couverture du registre public (% des adultes)		17,2	Exécution des contrats (classement)		54
Délai (jours)		155	Couverture du registre privé (% des adultes)		74,6	Procédures (nombre)		30
Coût (% du revenu par habitant)		197,9				Délai (jours)		786
			Protection des investisseurs (classement)		107	Coût (% de la créance)		19,2
Embauche des travailleurs (classement)		76	Indice de divulgation de l'information (0-10)		5			
Indice de difficulté de recruter (0-100)		33	Indice mesurant la responsabilité des dirigeants (0-10)		2	Fermeture d'entreprise (classement)		85
Indice de rigidité des horaires (0-100)		40	Indice de facilité des poursuites intentées par les actionnaires (0-10)		6	Délai (années)		4,0
Indice de difficulté de licencier (0-100)		0	Indice de protection des investisseurs (0-10)		4,3	Coût (% de la valeur du patrimoine)		9
Indice de rigidité de l'emploi (0-100)		24				Taux de recouvrement (cents par dollar)		28,4
Coût des avantages extra-salariaux (% du salaire)		15	Paiement des taxes et impôts (classement)		101			
Coût de licenciement (semaines de salaire)		86	Paiements (nombre par année)		66			
			Délai (heures par année)		224			
			Total à payer (% du bénéfice brut)		33,8			

ÉMIRATS ARABES UNIS

ÉMIRATS ARABES UNIS		Moyen Orient et Afrique du Nord		RNB par habitant (US\$)		26 147					
Facilité de faire des affaires (classement)		68		Revenu élevé		Population (m)		4,6			
Création d'entreprise		158		Transfert de propriété (classement)		8		Commerce transfrontalier (classement)		24	
Procédures (nombre)		11		Procédures (nombre)		3		Documents à l'export (nombre)		7	
Délai (jours)		62		Délai (jours)		6		Délai à l'export (jours)		13	
Coût (% du revenu par habitant)		36,9		Coût (% valeur du bien)		2,0		Coût à l'export (US\$ par conteneur)		462	
Capital minimum (% du revenu par habitant)		312,4						Documents à l'import (nombre)		8	
				Obtention de prêts (classement)		115		Délai à l'import (jours)		13	
Octroi de licences (classement)		38		Indice de fiabilité des garanties (0–10)		3		Coût à l'import (US\$ par conteneur)		462	
Procédures (nombre)		21		Étendue de l'information sur le crédit (0–6)		2					
Délai (jours)		125		Couverture du registre public (% des adultes)		1,4		Exécution des contrats (classement)		144	
Coût (% du revenu par habitant)		1,5		Couverture du registre privé (% des adultes)		0,0		Procédures (nombre)		50	
								Délai (jours)		607	
Embauche des travailleurs (classement)		65		Protection des investisseurs (classement)		107		Coût (% de la créance)		26,2	
Indice de difficulté de recruter (0–100)		0		Indice de divulgation de l'information (0–10)		4					
Indice de rigidité des horaires (0–100)		60		Indice mesurant la responsabilité des dirigeants (0–10)		7		Fermeture d'entreprise (classement)		139	
Indice de difficulté de licencier (0–100)		0		Indice de facilité des poursuites intentées par les actionnaires (0–10)		2		Délai (années)		5,1	
Indice de rigidité de l'emploi (0–100)		20		Indice de protection des investisseurs (0–10)		4,3		Coût (% de la valeur du patrimoine)		30	
Coût des avantages extra-salariaux (% du salaire)		13						Taux de recouvrement (cents par dollar)		10,1	
Coût de licenciement (semaines de salaire)		84		Paiement des taxes et impôts (classement)		4					
				Paiements (nombre par année)		14					
				Délai (heures par année)		12					
				Total à payer (% du bénéfice brut)		14,4					

ÉQUATEUR

ÉQUATEUR		Amérique latine et Caraïbes		RNB par habitant (US\$)		2 840					
Facilité de faire des affaires (classement)		128		Revenu intermédiaire inférieur		Population (m)		13,4			
Création d'entreprise		148		Transfert de propriété (classement)		70		Commerce transfrontalier (classement)		131	
Procédures (nombre)		14		Procédures (nombre)		10		Documents à l'export (nombre)		10	
Délai (jours)		65		Délai (jours)		17		Délai à l'export (jours)		22	
Coût (% du revenu par habitant)		29,2		Coût (% valeur du bien)		3,0		Coût à l'export (US\$ par conteneur)		1 090	
Capital minimum (% du revenu par habitant)		7,0						Documents à l'import (nombre)		8	
				Obtention de prêts (classement)		97		Délai à l'import (jours)		44	
Octroi de licences (classement)		53		Indice de fiabilité des garanties (0–10)		1		Coût à l'import (US\$ par conteneur)		1 090	
Procédures (nombre)		19		Étendue de l'information sur le crédit (0–6)		5					
Délai (jours)		148		Couverture du registre public (% des adultes)		37,9		Exécution des contrats (classement)		59	
Coût (% du revenu par habitant)		55,3		Couverture du registre privé (% des adultes)		44,1		Procédures (nombre)		39	
								Délai (jours)		498	
Embauche des travailleurs (classement)		168		Protection des investisseurs (classement)		122		Coût (% de la créance)		20,8	
Indice de difficulté de recruter (0-100)		44		Indice de divulgation de l'information (0–10)		1					
Indice de rigidité des horaires (0-100)		60		Indice mesurant la responsabilité des dirigeants (0–10)		5		Fermeture d'entreprise (classement)		124	
Indice de difficulté de licencier (0-100)		50		Indice de facilité des poursuites intentées par les actionnaires (0–10)		6		Délai (années)		5,3	
Indice de rigidité de l'emploi (0-100)		51		Indice de protection des investisseurs (0–10)		4,0		Coût (% de la valeur du patrimoine)		18	
Coût des avantages extra-salariaux (% du salaire)		12						Taux de recouvrement (cents par dollar)		16,9	
Coût de licenciement (semaines de salaire)		135		Paiement des taxes et impôts (classement)		57					
				Paiements (nombre par année)		8					
				Délai (heures par année)		600					
				Total à payer (% du bénéfice brut)		35,3					

ÉRYTHRÉE

ÉRYTHRÉE		Afrique Sub-saharienne		RNB par habitant (US\$)		200	
Facilité de faire des affaires (classement)		171	Revenu faible		Population (m)		4,5
Création d'entreprise	174	Transfert de propriété (classement)	158	Commerce transfrontalier (classement)	159		
Procédures (nombre)	13	Procédures (nombre)	12	Documents à l'export (nombre)	9		
Délai (jours)	84	Délai (jours)	101	Délai à l'export (jours)	59		
Coût (% du revenu par habitant)	125,8	Coût (% valeur du bien)	5,3	Coût à l'export (US\$ par conteneur)	1 331		
Capital minimum (% du revenu par habitant)	488,0			Documents à l'import (nombre)	13		
		Obtention de prêts (classement)	158	Délai à l'import (jours)	69		
Octroi de licences (classement)	178	Indice de fiabilité des garanties (0–10)	3	Coût à l'import (US\$ par conteneur)	1 581		
Procédures (nombre)	AUCUN CAS	Étendue de l'information sur le crédit (0–6)	0				
Délai (jours)	AUCUN CAS	Couverture du registre public (% des adultes)	0,0	Exécution des contrats (classement)	52		
Coût (% du revenu par habitant)	AUCUN CAS	Couverture du registre privé (% des adultes)	0,0	Procédures (nombre)	39		
				Délai (jours)	405		
Embauche des travailleurs (classement)	58	Protection des investisseurs (classement)	98	Coût (% de la créance)	22,6		
Indice de difficulté de recruter (0-100)	0	Indice de divulgation de l'information (0–10)	4				
Indice de rigidité des horaires (0-100)	40	Indice mesurant la responsabilité des dirigeants (0–10)	5	Fermeture d'entreprise (classement)	178		
Indice de difficulté de licencier (0-100)	20	Indice de facilité des poursuites intentées par les actionnaires (0–10)	5	Délai (années)	AUCUN CAS		
Indice de rigidité de l'emploi (0-100)	20	Indice de protection des investisseurs (0–10)	4,7	Coût (% de la valeur du patrimoine)	AUCUN CAS		
Coût des avantages extra-salariaux (% du salaire)	0			Taux de recouvrement (cents par dollar)	0,0		
Coût de licenciement (semaines de salaire)	69	Paiement des taxes et impôts (classement)	103				
		Paiements (nombre par année)	18				
		Délai (heures par année)	216				
		Total à payer (% du bénéfice brut)	84,5				

ESPAGNE		OCDE: Revenu élevé	RNB par habitant (US\$)	27 570	
Facilité de faire des affaires (classement)	38	Revenu élevé	Population (m)	43,5	
Création d'entreprise	118	Transfert de propriété (classement)	42	Commerce transfrontalier (classement)	47
Procédures (nombre)	10	Procédures (nombre)	4	Documents à l'export (nombre)	6
Délai (jours)	47	Délai (jours)	18	Délai à l'export (jours)	9
Coût (% du revenu par habitant)	15,1	Coût (% valeur du bien)	7,1	Coût à l'export (US\$ par conteneur)	1 000
Capital minimum (% du revenu par habitant)	13,7			Documents à l'import (nombre)	8
		Obtention de prêts (classement)	13	Délai à l'import (jours)	10
Octroi de licences (classement)	46	Indice de fiabilité des garanties (0–10)	6	Coût à l'import (US\$ par conteneur)	1 000
Procédures (nombre)	11	Étendue de l'information sur le crédit (0–6)	6		
Délai (jours)	233	Couverture du registre public (% des adultes)	44,9	Exécution des contrats (classement)	55
Coût (% du revenu par habitant)	64,9	Couverture du registre privé (% des adultes)	8,3	Procédures (nombre)	39
				Délai (jours)	515
Embauche des travailleurs (classement)	154	Protection des investisseurs (classement)	83	Coût (% de la créance)	17,2
Indice de difficulté de recruter (0–100)	78	Indice de divulgation de l'information (0–10)	5		
Indice de rigidité des horaires (0–100)	60	Indice mesurant la responsabilité des dirigeants (0–10)	6	Fermeture d'entreprise (classement)	17
Indice de difficulté de licencier (0–100)	30	Indice de facilité des poursuites intentées par les actionnaires (0–10)	4	Délai (années)	1,0
Indice de rigidité de l'emploi (0–100)	56	Indice de protection des investisseurs (0–10)	5,0	Coût (% de la valeur du patrimoine)	15
Coût des avantages extra-salariaux (% du salaire)	33			Taux de recouvrement (cents par dollar)	76,9
Coût de licenciement (semaines de salaire)	56	Paiement des taxes et impôts (classement)	93		
		Paiements (nombre par année)	8		
		Délai (heures par année)	298		
		Total à payer (% du bénéfice brut)	62,0		
ESTONIE		Europe de l'Est et Asie centrale	RNB par habitant (US\$)	11 410	
Facilité de faire des affaires (classement)	17	Revenu intermédiaire supérieur	Population (m)	1,3	
Création d'entreprise	20	Transfert de propriété (classement)	21	Commerce transfrontalier (classement)	7
Procédures (nombre)	5	Procédures (nombre)	3	Documents à l'export (nombre)	3
Délai (jours)	7	Délai (jours)	51	Délai à l'export (jours)	5
Coût (% du revenu par habitant)	2,0	Coût (% valeur du bien)	0,5	Coût à l'export (US\$ par conteneur)	675
Capital minimum (% du revenu par habitant)	28,1			Documents à l'import (nombre)	4
		Obtention de prêts (classement)	48	Délai à l'import (jours)	5
Octroi de licences (classement)	14	Indice de fiabilité des garanties (0–10)	4	Coût à l'import (US\$ par conteneur)	675
Procédures (nombre)	13	Étendue de l'information sur le crédit (0–6)	5		
Délai (jours)	117	Couverture du registre public (% des adultes)	0,0	Exécution des contrats (classement)	29
Coût (% du revenu par habitant)	28,1	Couverture du registre privé (% des adultes)	19,7	Procédures (nombre)	36
				Délai (jours)	425
Embauche des travailleurs (classement)	156	Protection des investisseurs (classement)	33	Coût (% de la créance)	17,3
Indice de difficulté de recruter (0-100)	33	Indice de divulgation de l'information (0–10)	8		
Indice de rigidité des horaires (0-100)	80	Indice mesurant la responsabilité des dirigeants (0–10)	4	Fermeture d'entreprise (classement)	50
Indice de difficulté de licencier (0-100)	60	Indice de facilité des poursuites intentées par les actionnaires (0–10)	6	Délai (années)	3,0
Indice de rigidité de l'emploi (0-100)	58	Indice de protection des investisseurs (0–10)	6,0	Coût (% de la valeur du patrimoine)	9
Coût des avantages extra-salariaux (% du salaire)	33			Taux de recouvrement (cents par dollar)	39,1
Coût de licenciement (semaines de salaire)	35	Paiement des taxes et impôts (classement)	31		
		Paiements (nombre par année)	10		
		Délai (heures par année)	81		
		Total à payer (% du bénéfice brut)	49,2		
ÉTATS-UNIS		OCDE: Revenu élevé	RNB par habitant (US\$)	44 970	
Facilité de faire des affaires (classement)	3	Revenu élevé	Population (m)	299,0	
Création d'entreprise	4	Transfert de propriété (classement)	10	Commerce transfrontalier (classement)	15
Procédures (nombre)	6	Procédures (nombre)	4	Documents à l'export (nombre)	4
Délai (jours)	6	Délai (jours)	12	Délai à l'export (jours)	6
Coût (% du revenu par habitant)	0,7	Coût (% valeur du bien)	0,5	Coût à l'export (US\$ par conteneur)	960
Capital minimum (% du revenu par habitant)	0,0			Documents à l'import (nombre)	5
		Obtention de prêts (classement)	7	Délai à l'import (jours)	5
Octroi de licences (classement)	24	Indice de fiabilité des garanties (0–10)	7	Coût à l'import (US\$ par conteneur)	1 160
Procédures (nombre)	19	Étendue de l'information sur le crédit (0–6)	6		
Délai (jours)	40	Couverture du registre public (% des adultes)	0,0	Exécution des contrats (classement)	8
Coût (% du revenu par habitant)	13,4	Couverture du registre privé (% des adultes)	100,0	Procédures (nombre)	32
				Délai (jours)	300
Embauche des travailleurs (classement)	1	Protection des investisseurs (classement)	5	Coût (% de la créance)	9,4
Indice de difficulté de recruter (0–100)	0	Indice de divulgation de l'information (0–10)	7		
Indice de rigidité des horaires (0–100)	0	Indice mesurant la responsabilité des dirigeants (0–10)	9	Fermeture d'entreprise (classement)	18
Indice de difficulté de licencier (0–100)	0	Indice de facilité des poursuites intentées par les actionnaires (0–10)	9	Délai (années)	1,5
Indice de rigidité de l'emploi (0–100)	0	Indice de protection des investisseurs (0–10)	8,3	Coût (% de la valeur du patrimoine)	7
Coût des avantages extra-salariaux (% du salaire)	8			Taux de recouvrement (cents par dollar)	75,9
Coût de licenciement (semaines de salaire)	0	Paiement des taxes et impôts (classement)	76		
		Paiements (nombre par année)	10		
		Délai (heures par année)	325		
		Total à payer (% du bénéfice brut)	46,2		

ÉTHIOPIE

Facilité de faire des affaires (classement)		102	Afrique Sub-saharienne	RNB par habitant (US\$)	180
			Revenu faible	Population (m)	72,7
Création d'entreprise		106	Transfert de propriété (classement)		147
Procédures (nombre)		7	Procédures (nombre)		13
Délai (jours)		16	Délai (jours)		43
Coût (% du revenu par habitant)		41,3	Coût (% valeur du bien)		7,5
Capital minimum (% du revenu par habitant)		960,0			
			Obtention de prêts (classement)		97
Octroi de licences (classement)		58	Indice de fiabilité des garanties (0–10)		4
Procédures (nombre)		12	Étendue de l'information sur le crédit (0–6)		2
Délai (jours)		128	Couverture du registre public (% des adultes)		0,1
Coût (% du revenu par habitant)		1 094,4	Couverture du registre privé (% des adultes)		0,0
			Protection des investisseurs (classement)		107
Embauche des travailleurs (classement)		89	Indice de divulgation de l'information (0–10)		4
Indice de difficulté de recruter (0-100)		33	Indice mesurant la responsabilité des dirigeants (0–10)		4
Indice de rigidité des horaires (0-100)		40	Indice de facilité des poursuites intentées par les actionnaires (0–10)		5
Indice de difficulté de licencier (0-100)		30	Indice de protection des investisseurs (0–10)		4,3
Indice de rigidité de l'emploi (0-100)		34			
Coût des avantages extra-salariaux (% du salaire)		0	Paiement des taxes et impôts (classement)		29
Coût de licenciement (semaines de salaire)		40	Paiements (nombre par année)		20
			Délai (heures par année)		198
			Total à payer (% du bénéfice brut)		31,1

FIDJI

Facilité de faire des affaires (classement)		36	Extrême-Orient et Océanie	RNB par habitant (US\$)	3 300
			Revenu intermédiaire inférieur	Population (m)	0,9
Création d'entreprise		69	Transfert de propriété (classement)		77
Procédures (nombre)		8	Procédures (nombre)		3
Délai (jours)		46	Délai (jours)		48
Coût (% du revenu par habitant)		25,3	Coût (% valeur du bien)		12,0
Capital minimum (% du revenu par habitant)		0,0			
			Obtention de prêts (classement)		48
Octroi de licences (classement)		28	Indice de fiabilité des garanties (0–10)		5
Procédures (nombre)		16	Étendue de l'information sur le crédit (0–6)		4
Délai (jours)		114	Couverture du registre public (% des adultes)		0,0
Coût (% du revenu par habitant)		40,8	Couverture du registre privé (% des adultes)		41,2
			Protection des investisseurs (classement)		33
Embauche des travailleurs (classement)		16	Indice de divulgation de l'information (0–10)		3
Indice de difficulté de recruter (0-100)		22	Indice mesurant la responsabilité des dirigeants (0–10)		8
Indice de rigidité des horaires (0-100)		20	Indice de facilité des poursuites intentées par les actionnaires (0–10)		7
Indice de difficulté de licencier (0-100)		0	Indice de protection des investisseurs (0–10)		6,0
Indice de rigidité de l'emploi (0-100)		14			
Coût des avantages extra-salariaux (% du salaire)		9	Paiement des taxes et impôts (classement)		52
Coût de licenciement (semaines de salaire)		2	Paiements (nombre par année)		33
			Délai (heures par année)		140
			Total à payer (% du bénéfice brut)		38,5

FINLANDE

Facilité de faire des affaires (classement)		13	OCDE: Revenu élevé	RNB par habitant (US\$)	40 650
			Revenu élevé	Population (m)	5,3
Création d'entreprise		16	Transfert de propriété (classement)		17
Procédures (nombre)		3	Procédures (nombre)		3
Délai (jours)		14	Délai (jours)		14
Coût (% du revenu par habitant)		1,0	Coût (% valeur du bien)		4,0
Capital minimum (% du revenu par habitant)		7,7			
			Obtention de prêts (classement)		26
Octroi de licences (classement)		39	Indice de fiabilité des garanties (0–10)		6
Procédures (nombre)		18	Étendue de l'information sur le crédit (0–6)		5
Délai (jours)		38	Couverture du registre public (% des adultes)		0,0
Coût (% du revenu par habitant)		122,3	Couverture du registre privé (% des adultes)		14,9
			Protection des investisseurs (classement)		51
Embauche des travailleurs (classement)		127	Indice de divulgation de l'information (0–10)		6
Indice de difficulté de recruter (0-100)		44	Indice mesurant la responsabilité des dirigeants (0–10)		4
Indice de rigidité des horaires (0-100)		60	Indice de facilité des poursuites intentées par les actionnaires (0–10)		7
Indice de difficulté de licencier (0-100)		40	Indice de protection des investisseurs (0–10)		5,7
Indice de rigidité de l'emploi (0-100)		48			
Coût des avantages extra-salariaux (% du salaire)		26	Paiement des taxes et impôts (classement)		83
Coût de licenciement (semaines de salaire)		26	Paiements (nombre par année)		20
			Délai (heures par année)		269
			Total à payer (% du bénéfice brut)		47,8

Commerce transfrontalier (classement)		5
Documents à l'export (nombre)		4
Délai à l'export (jours)		8
Coût à l'export (US\$ par conteneur)		420
Documents à l'import (nombre)		5
Délai à l'import (jours)		8
Coût à l'import (US\$ par conteneur)		420
Exécution des contrats (classement)		7
Procédures (nombre)		33
Délai (jours)		235
Coût (% de la créance)		10,4
Fermeture d'entreprise (classement)		5
Délai (années)		0,9
Coût (% de la valeur du patrimoine)		4
Taux de recouvrement (cents par dollar)		88,2

FRANCE		OCDE: Revenu élevé	RNB par habitant (US\$)	36 550	
Facilité de faire des affaires (classement)	31	Revenu élevé	Population (m)	61,0	
Création d'entreprise	12	Transfert de propriété (classement)	159	Commerce transfrontalier (classement)	25
Procédures (nombre)	5	Procédures (nombre)	9	Documents à l'export (nombre)	4
Délai (jours)	7	Délai (jours)	123	Délai à l'export (jours)	11
Coût (% du revenu par habitant)	1,1	Coût (% valeur du bien)	6,1	Coût à l'export (US\$ par conteneur)	1 028
Capital minimum (% du revenu par habitant)	0,0			Documents à l'import (nombre)	5
		Obtention de prêts (classement)	36	Délai à l'import (jours)	12
Octroi de licences (classement)	17	Indice de fiabilité des garanties (0-10)	6	Coût à l'import (US\$ par conteneur)	1 148
Procédures (nombre)	13	Étendue de l'information sur le crédit (0-6)	4		
Délai (jours)	137	Couverture du registre public (% des adultes)	24,8	Exécution des contrats (classement)	14
Coût (% du revenu par habitant)	24,9	Couverture du registre privé (% des adultes)	0,0	Procédures (nombre)	30
				Délai (jours)	331
Embauche des travailleurs (classement)	144	Protection des investisseurs (classement)	64	Coût (% de la créance)	17,4
Indice de difficulté de recruter (0-100)	67	Indice de divulgation de l'information (0-10)	10		
Indice de rigidité des horaires (0-100)	60	Indice mesurant la responsabilité des dirigeants (0-10)	1	Fermeture d'entreprise (classement)	32
Indice de difficulté de licencier (0-100)	40	Indice de facilité des poursuites intentées par les actionnaires (0-10)	5	Délai (années)	1,9
Indice de rigidité de l'emploi (0-100)	56	Indice de protection des investisseurs (0-10)	5,3	Coût (% de la valeur du patrimoine)	9
Coût des avantages extra-salariaux (% du salaire)	47			Taux de recouvrement (cents par dollar)	47,4
Coût de licenciement (semaines de salaire)	32	Paiement des taxes et impôts (classement)	82		
		Paiements (nombre par année)	23		
		Délai (heures par année)	132		
		Total à payer (% du bénéfice brut)	66,3		
GABON		Afrique Sub-saharienne	RNB par habitant (US\$)	5 000	
Facilité de faire des affaires (classement)	144	Revenu intermédiaire supérieur	Population (m)	1,4	
Création d'entreprise	147	Transfert de propriété (classement)	148	Commerce transfrontalier (classement)	106
Procédures (nombre)	9	Procédures (nombre)	8	Documents à l'export (nombre)	6
Délai (jours)	58	Délai (jours)	60	Délai à l'export (jours)	19
Coût (% du revenu par habitant)	164,0	Coût (% valeur du bien)	10,5	Coût à l'export (US\$ par conteneur)	1 510
Capital minimum (% du revenu par habitant)	38,2			Documents à l'import (nombre)	7
		Obtention de prêts (classement)	115	Délai à l'import (jours)	35
Octroi de licences (classement)	44	Indice de fiabilité des garanties (0-10)	3	Coût à l'import (US\$ par conteneur)	1 600
Procédures (nombre)	14	Étendue de l'information sur le crédit (0-6)	2		
Délai (jours)	210	Couverture du registre public (% des adultes)	2,4	Exécution des contrats (classement)	145
Coût (% du revenu par habitant)	48,3	Couverture du registre privé (% des adultes)	0,0	Procédures (nombre)	38
				Délai (jours)	1 070
Embauche des travailleurs (classement)	163	Protection des investisseurs (classement)	147	Coût (% de la créance)	34,3
Indice de difficulté de recruter (0-100)	17	Indice de divulgation de l'information (0-10)	6		
Indice de rigidité des horaires (0-100)	80	Indice mesurant la responsabilité des dirigeants (0-10)	1	Fermeture d'entreprise (classement)	130
Indice de difficulté de licencier (0-100)	80	Indice de facilité des poursuites intentées par les actionnaires (0-10)	3	Délai (années)	5,0
Indice de rigidité de l'emploi (0-100)	59	Indice de protection des investisseurs (0-10)	3,3	Coût (% de la valeur du patrimoine)	15
Coût des avantages extra-salariaux (% du salaire)	20			Taux de recouvrement (cents par dollar)	15,2
Coût de licenciement (semaines de salaire)	43	Paiement des taxes et impôts (classement)	93		
		Paiements (nombre par année)	28		
		Délai (heures par année)	272		
		Total à payer (% du bénéfice brut)	44,2		
GAMBIE		Afrique Sub-saharienne	RNB par habitant (US\$)	310	
Facilité de faire des affaires (classement)	131	Revenu faible	Population (m)	1,6	
Création d'entreprise	94	Transfert de propriété (classement)	133	Commerce transfrontalier (classement)	73
Procédures (nombre)	9	Procédures (nombre)	5	Documents à l'export (nombre)	7
Délai (jours)	32	Délai (jours)	371	Délai à l'export (jours)	23
Coût (% du revenu par habitant)	279,0	Coût (% valeur du bien)	7,6	Coût à l'export (US\$ par conteneur)	809
Capital minimum (% du revenu par habitant)	0,0			Documents à l'import (nombre)	8
		Obtention de prêts (classement)	135	Délai à l'import (jours)	23
Octroi de licences (classement)	70	Indice de fiabilité des garanties (0-10)	4	Coût à l'import (US\$ par conteneur)	869
Procédures (nombre)	17	Étendue de l'information sur le crédit (0-6)	0		
Délai (jours)	146	Couverture du registre public (% des adultes)	0,0	Exécution des contrats (classement)	61
Coût (% du revenu par habitant)	363,7	Couverture du registre privé (% des adultes)	0,0	Procédures (nombre)	32
				Délai (jours)	434
Embauche des travailleurs (classement)	29	Protection des investisseurs (classement)	165	Coût (% de la créance)	37,9
Indice de difficulté de recruter (0-100)	0	Indice de divulgation de l'information (0-10)	2		
Indice de rigidité des horaires (0-100)	40	Indice mesurant la responsabilité des dirigeants (0-10)	1	Fermeture d'entreprise (classement)	116
Indice de difficulté de licencier (0-100)	30	Indice de facilité des poursuites intentées par les actionnaires (0-10)	5	Délai (années)	3,0
Indice de rigidité de l'emploi (0-100)	23	Indice de protection des investisseurs (0-10)	2,7	Coût (% de la valeur du patrimoine)	15
Coût des avantages extra-salariaux (% du salaire)	11			Taux de recouvrement (cents par dollar)	19,3
Coût de licenciement (semaines de salaire)	9	Paiement des taxes et impôts (classement)	173		
		Paiements (nombre par année)	50		
		Délai (heures par année)	376		
		Total à payer (% du bénéfice brut)	286,7		

GÉORGIE

GÉORGIE		Europe de l'Est et Asie centrale		RNB par habitant (US\$)		1 560					
Facilité de faire des affaires (classement)		18		Revenu intermédiaire inférieur		Population (m)		4,4			
Création d'entreprise		10		Transfert de propriété (classement)		11		Commerce transfrontalier (classement)		64	
Procédures (nombre)		5		Procédures (nombre)		5		Documents à l'export (nombre)		8	
Délai (jours)		11		Délai (jours)		5		Délai à l'export (jours)		12	
Coût (% du revenu par habitant)		9,5		Coût (% valeur du bien)		0,1		Coût à l'export (US\$ par conteneur)		1 105	
Capital minimum (% du revenu par habitant)		0,0						Documents à l'import (nombre)		7	
				Obtention de prêts (classement)		48		Délai à l'import (jours)		14	
Octroi de licences (classement)		11		Indice de fiabilité des garanties (0–10)		5		Coût à l'import (US\$ par conteneur)		1 105	
Procédures (nombre)		12		Étendue de l'information sur le crédit (0–6)		4					
Délai (jours)		113		Couverture du registre public (% des adultes)		0,0		Exécution des contrats (classement)		42	
Coût (% du revenu par habitant)		28,9		Couverture du registre privé (% des adultes)		0,2		Procédures (nombre)		36	
								Délai (jours)		285	
								Coût (% de la créance)		29,9	
Embauche des travailleurs (classement)		4		Protection des investisseurs (classement)		33					
Indice de difficulté de recruter (0-100)		0		Indice de divulgation de l'information (0–10)		8					
Indice de rigidité des horaires (0-100)		20		Indice mesurant la responsabilité des dirigeants (0–10)		6		Fermeture d'entreprise (classement)		105	
Indice de difficulté de licencier (0-100)		0		Indice de facilité des poursuites intentées par les actionnaires (0–10)		4		Délai (années)		3,3	
Indice de rigidité de l'emploi (0-100)		7		Indice de protection des investisseurs (0–10)		6,0		Coût (% de la valeur du patrimoine)		4	
Coût des avantages extra-salariaux (% du salaire)		20						Taux de recouvrement (cents par dollar)		22,8	
Coût de licenciement (semaines de salaire)		4		Paiement des taxes et impôts (classement)		102					
				Paiements (nombre par année)		29					
				Délai (heures par année)		387					
				Total à payer (% du bénéfice brut)		38,6					

GHANA

GHANA		Afrique Sub-saharienne		RNB par habitant (US\$)		520		
Facilité de faire des affaires (classement)		87	Revenu faible		Population (m)		22,5	
Création d'entreprise		138	Transfert de propriété (classement)		26	Commerce transfrontalier (classement)		61
Procédures (nombre)		11	Procédures (nombre)		5	Documents à l'export (nombre)		6
Délai (jours)		42	Délai (jours)		34	Délai à l'export (jours)		19
Coût (% du revenu par habitant)		41,4	Coût (% valeur du bien)		1,3	Coût à l'export (US\$ par conteneur)		895
Capital minimum (% du revenu par habitant)		20,9				Documents à l'import (nombre)		7
			Obtention de prêts (classement)		115	Délai à l'import (jours)		29
Octroi de licences (classement)		140	Indice de fiabilité des garanties (0–10)		5	Coût à l'import (US\$ par conteneur)		895
Procédures (nombre)		18	Étendue de l'information sur le crédit (0–6)		0			
Délai (jours)		220	Couverture du registre public (% des adultes)		0,0	Exécution des contrats (classement)		51
Coût (% du revenu par habitant)		1 498,3	Couverture du registre privé (% des adultes)		0,0	Procédures (nombre)		36
						Délai (jours)		487
Embauche des travailleurs (classement)		138	Protection des investisseurs (classement)		33	Coût (% de la créance)		23,0
Indice de difficulté de recruter (0-100)		22	Indice de divulgation de l'information (0–10)		7			
Indice de rigidité des horaires (0-100)		40	Indice mesurant la responsabilité des dirigeants (0–10)		5	Fermeture d'entreprise (classement)		96
Indice de difficulté de licencier (0-100)		50	Indice de facilité des poursuites intentées par les actionnaires (0–10)		6	Délai (années)		1,9
Indice de rigidité de l'emploi (0-100)		37	Indice de protection des investisseurs (0–10)		6,0	Coût (% de la valeur du patrimoine)		22
Coût des avantages extra-salariaux (% du salaire)		13				Taux de recouvrement (cents par dollar)		24,0
Coût de licenciement (semaines de salaire)		178	Paiement des taxes et impôts (classement)		75			
			Paiements (nombre par année)		32			
			Délai (heures par année)		304			
			Total à payer (% du bénéfice brut)		32,9			

GRÈCE

GRÈCE		OCDE: Revenu élevé		RNB par habitant (US\$)		21 690					
Facilité de faire des affaires (classement)		100		Revenu élevé		Population (m)		11,1			
Création d'entreprise		152		Transfert de propriété (classement)		93		Commerce transfrontalier (classement)		65	
Procédures (nombre)		15		Procédures (nombre)		12		Documents à l'export (nombre)		5	
Délai (jours)		38		Délai (jours)		23		Délai à l'export (jours)		20	
Coût (% du revenu par habitant)		23,3		Coût (% valeur du bien)		4,0		Coût à l'export (US\$ par conteneur)		998	
Capital minimum (% du revenu par habitant)		104,1						Documents à l'import (nombre)		6	
				Obtention de prêts (classement)		84		Délai à l'import (jours)		25	
Octroi de licences (classement)		42		Indice de fiabilité des garanties (0–10)		3		Coût à l'import (US\$ par conteneur)		1 245	
Procédures (nombre)		15		Étendue de l'information sur le crédit (0–6)		4					
Délai (jours)		169		Couverture du registre public (% des adultes)		0,0		Exécution des contrats (classement)		87	
Coût (% du revenu par habitant)		61,7		Couverture du registre privé (% des adultes)		38,7		Procédures (nombre)		39	
								Délai (jours)		819	
Embauche des travailleurs (classement)		142		Protection des investisseurs (classement)		158		Coût (% de la créance)		14,4	
Indice de difficulté de recruter (0-100)		44		Indice de divulgation de l'information (0–10)		1					
Indice de rigidité des horaires (0-100)		80		Indice mesurant la responsabilité des dirigeants (0–10)		3		Fermeture d'entreprise (classement)		38	
Indice de difficulté de licencier (0-100)		40		Indice de facilité des poursuites intentées par les actionnaires (0–10)		5		Délai (années)		2,0	
Indice de rigidité de l'emploi (0-100)		55		Indice de protection des investisseurs (0–10)		3,0		Coût (% de la valeur du patrimoine)		9	
Coût des avantages extra-salariaux (% du salaire)		28						Taux de recouvrement (cents par dollar)		44,8	
Coût de licenciement (semaines de salaire)		24		Paiement des taxes et impôts (classement)		86					
				Paiements (nombre par année)		21					
				Délai (heures par année)		264					
				Total à payer (% du bénéfice brut)		48,6					

GRENADE		Amérique latine et Caraïbes		RNB par habitant (US\$)		4 420		
Facilité de faire des affaires (classement)		70	Revenu intermédiaire supérieur		Population (m)		0,1	
Création d'entreprise		32	Transfert de propriété (classement)		145	Commerce transfrontalier (classement)		52
Procédures (nombre)		6	Procédures (nombre)		8	Documents à l'export (nombre)		6
Délai (jours)		20	Délai (jours)		77	Délai à l'export (jours)		19
Coût (% du revenu par habitant)		31,7	Coût (% valeur du bien)		7,4	Coût à l'export (US\$ par conteneur)		820
Capital minimum (% du revenu par habitant)		0,0				Documents à l'import (nombre)		5
			Obtention de prêts (classement)		97	Délai à l'import (jours)		23
Octroi de licences (classement)		15	Indice de fiabilité des garanties (0–10)		6	Coût à l'import (US\$ par conteneur)		1 178
Procédures (nombre)		9	Étendue de l'information sur le crédit (0–6)		0			
Délai (jours)		149	Couverture du registre public (% des adultes)		0,0	Exécution des contrats (classement)		163
Coût (% du revenu par habitant)		31,0	Couverture du registre privé (% des adultes)		0,0	Procédures (nombre)		47
						Délai (jours)		723
Embauche des travailleurs (classement)		46	Protection des investisseurs (classement)		19	Coût (% de la créance)		32,6
Indice de difficulté de recruter (0-100)		44	Indice de divulgation de l'information (0–10)		4			
Indice de rigidité des horaires (0-100)		20	Indice mesurant la responsabilité des dirigeants (0–10)		8	Fermeture d'entreprise (classement)		178
Indice de difficulté de licencier (0-100)		0	Indice de facilité des poursuites intentées par les actionnaires (0–10)		7	Délai (années)		AUCUN CAS
Indice de rigidité de l'emploi (0-100)		21	Indice de protection des investisseurs (0–10)		6,3	Coût (% de la valeur du patrimoine)		AUCUN CAS
Coût des avantages extra-salariaux (% du salaire)		5				Taux de recouvrement (cents par dollar)		0,0
Coût de licenciement (semaines de salaire)		29	Paiement des taxes et impôts (classement)		59			
			Paiements (nombre par année)		30			
			Délai (heures par année)		140			
			Total à payer (% du bénéfice brut)		45,3			
GUATEMALA		Amérique latine et Caraïbes		RNB par habitant (US\$)		2 640		
Facilité de faire des affaires (classement)		114	Revenu intermédiaire inférieur		Population (m)		12,9	
Création d'entreprise		128	Transfert de propriété (classement)		23	Commerce transfrontalier (classement)		116
Procédures (nombre)		11	Procédures (nombre)		5	Documents à l'export (nombre)		11
Délai (jours)		26	Délai (jours)		30	Délai à l'export (jours)		19
Coût (% du revenu par habitant)		47,3	Coût (% valeur du bien)		1,0	Coût à l'export (US\$ par conteneur)		1 052
Capital minimum (% du revenu par habitant)		24,9				Documents à l'import (nombre)		11
			Obtention de prêts (classement)		68	Délai à l'import (jours)		18
Octroi de licences (classement)		167	Indice de fiabilité des garanties (0–10)		3	Coût à l'import (US\$ par conteneur)		1 177
Procédures (nombre)		22	Étendue de l'information sur le crédit (0–6)		5			
Délai (jours)		235	Couverture du registre public (% des adultes)		20,7	Exécution des contrats (classement)		98
Coût (% du revenu par habitant)		1 142,2	Couverture du registre privé (% des adultes)		13,1	Procédures (nombre)		28
						Délai (jours)		1 459
Embauche des travailleurs (classement)		105	Protection des investisseurs (classement)		122	Coût (% de la créance)		26,5
Indice de difficulté de recruter (0-100)		44	Indice de divulgation de l'information (0–10)		3			
Indice de rigidité des horaires (0-100)		40	Indice mesurant la responsabilité des dirigeants (0–10)		3	Fermeture d'entreprise (classement)		86
Indice de difficulté de licencier (0-100)		0	Indice de facilité des poursuites intentées par les actionnaires (0–10)		6	Délai (années)		3,0
Indice de rigidité de l'emploi (0-100)		28	Indice de protection des investisseurs (0–10)		4,0	Coût (% de la valeur du patrimoine)		15
Coût des avantages extra-salariaux (% du salaire)		13				Taux de recouvrement (cents par dollar)		28,1
Coût de licenciement (semaines de salaire)		101	Paiement des taxes et impôts (classement)		116			
			Paiements (nombre par année)		39			
			Délai (heures par année)		344			
			Total à payer (% du bénéfice brut)		37,5			
GUINÉE		Afrique Sub-saharienne		RNB par habitant (US\$)		410		
Facilité de faire des affaires (classement)		166	Revenu faible		Population (m)		9,2	
Création d'entreprise		171	Transfert de propriété (classement)		151	Commerce transfrontalier (classement)		102
Procédures (nombre)		13	Procédures (nombre)		6	Documents à l'export (nombre)		7
Délai (jours)		41	Délai (jours)		104	Délai à l'export (jours)		33
Coût (% du revenu par habitant)		138,3	Coût (% valeur du bien)		15,3	Coût à l'export (US\$ par conteneur)		570
Capital minimum (% du revenu par habitant)		466,5				Documents à l'import (nombre)		9
			Obtention de prêts (classement)		135	Délai à l'import (jours)		32
Octroi de licences (classement)		158	Indice de fiabilité des garanties (0–10)		4	Coût à l'import (US\$ par conteneur)		995
Procédures (nombre)		32	Étendue de l'information sur le crédit (0–6)		0			
Délai (jours)		255	Couverture du registre public (% des adultes)		0,0	Exécution des contrats (classement)		127
Coût (% du revenu par habitant)		237,7	Couverture du registre privé (% des adultes)		0,0	Procédures (nombre)		50
						Délai (jours)		276
Embauche des travailleurs (classement)		99	Protection des investisseurs (classement)		165	Coût (% de la créance)		45,0
Indice de difficulté de recruter (0-100)		33	Indice de divulgation de l'information (0–10)		6			
Indice de rigidité des horaires (0-100)		60	Indice mesurant la responsabilité des dirigeants (0–10)		1	Fermeture d'entreprise (classement)		111
Indice de difficulté de licencier (0-100)		30	Indice de facilité des poursuites intentées par les actionnaires (0–10)		1	Délai (années)		3,8
Indice de rigidité de l'emploi (0-100)		41	Indice de protection des investisseurs (0–10)		2,7	Coût (% de la valeur du patrimoine)		8
Coût des avantages extra-salariaux (% du salaire)		27				Taux de recouvrement (cents par dollar)		20,4
Coût de licenciement (semaines de salaire)		26	Paiement des taxes et impôts (classement)		163			
			Paiements (nombre par année)		56			
			Délai (heures par année)		416			
			Total à payer (% du bénéfice brut)		49,9			

GUINÉE ÉQUATORIALE

Facilité de faire des affaires (classement)		165	Afrique Sub-saharienne		RNB par habitant (US\$)	8 250
			Revenu intermédiaire supérieur		Population (m)	0,5
Création d'entreprise		172	Transfert de propriété (classement)		Commerce transfrontalier (classement)	133
Procédures (nombre)		20	Procédures (nombre)		Documents à l'export (nombre)	7
Délai (jours)		136	Délai (jours)		Délai à l'export (jours)	29
Coût (% du revenu par habitant)		105,1	Coût (% valeur du bien)		Coût à l'export (US\$ par conteneur)	1 403
Capital minimum (% du revenu par habitant)		23,2			Documents à l'import (nombre)	7
			Obtention de prêts (classement)		Délai à l'import (jours)	46
Octroi de licences (classement)		90	Indice de fiabilité des garanties (0–10)		Coût à l'import (US\$ par conteneur)	1 403
Procédures (nombre)		18	Étendue de l'information sur le crédit (0–6)			
Délai (jours)		201	Couverture du registre public (% des adultes)		Exécution des contrats (classement)	72
Coût (% du revenu par habitant)		239,9	Couverture du registre privé (% des adultes)		Procédures (nombre)	40
					Délai (jours)	553
Embauche des travailleurs (classement)		175	Protection des investisseurs (classement)		Coût (% de la créance)	18,5
Indice de difficulté de recruter (0-100)		67	Indice de divulgation de l'information (0–10)			
Indice de rigidité des horaires (0-100)		60	Indice mesurant la responsabilité des dirigeants (0–10)		Fermeture d'entreprise (classement)	178
Indice de difficulté de licencier (0-100)		70	Indice de facilité des poursuites intentées par les actionnaires (0–10)		Délai (années)	AUCUN CAS
Indice de rigidité de l'emploi (0-100)		66	Indice de protection des investisseurs (0–10)		Coût (% de la valeur du patrimoine)	AUCUN CAS
Coût des avantages extra-salariaux (% du salaire)		23			Taux de recouvrement (cents par dollar)	0,0
Coût de licenciement (semaines de salaire)		133	Paiement des taxes et impôts (classement)			
			Paiements (nombre par année)			
			Délai (heures par année)			
			Total à payer (% du bénéfice brut)			

GUINÉE-BISSAU

Facilité de faire des affaires (classement)		176	Afrique Sub-saharienne		RNB par habitant (US\$)	190
			Revenu faible		Population (m)	1,6
Création d'entreprise		178	Transfert de propriété (classement)		Commerce transfrontalier (classement)	109
Procédures (nombre)		17	Procédures (nombre)		Documents à l'export (nombre)	6
Délai (jours)		233	Délai (jours)		Délai à l'export (jours)	27
Coût (% du revenu par habitant)		255,5	Coût (% valeur du bien)		Coût à l'export (US\$ par conteneur)	1 445
Capital minimum (% du revenu par habitant)		1 006,6			Documents à l'import (nombre)	6
			Obtention de prêts (classement)		Délai à l'import (jours)	26
Octroi de licences (classement)		101	Indice de fiabilité des garanties (0–10)		Coût à l'import (US\$ par conteneur)	1 749
Procédures (nombre)		15	Étendue de l'information sur le crédit (0–6)			
Délai (jours)		167	Couverture du registre public (% des adultes)		Exécution des contrats (classement)	137
Coût (% du revenu par habitant)		2 607,0	Couverture du registre privé (% des adultes)		Procédures (nombre)	41
					Délai (jours)	1 140
Embauche des travailleurs (classement)		174	Protection des investisseurs (classement)		Coût (% de la créance)	25,0
Indice de difficulté de recruter (0-100)		67	Indice de divulgation de l'information (0–10)			
Indice de rigidité des horaires (0-100)		60	Indice mesurant la responsabilité des dirigeants (0–10)		Fermeture d'entreprise (classement)	178
Indice de difficulté de licencier (0-100)		70	Indice de facilité des poursuites intentées par les actionnaires (0–10)		Délai (années)	AUCUN CAS
Indice de rigidité de l'emploi (0-100)		66	Indice de protection des investisseurs (0–10)		Coût (% de la valeur du patrimoine)	AUCUN CAS
Coût des avantages extra-salariaux (% du salaire)		22			Taux de recouvrement (cents par dollar)	0,0
Coût de licenciement (semaines de salaire)		87	Paiement des taxes et impôts (classement)			
			Paiements (nombre par année)			
			Délai (heures par année)			
			Total à payer (% du bénéfice brut)			

GUYANE

Facilité de faire des affaires (classement)		104	Amérique latine et Caraïbes		RNB par habitant (US\$)	1 130
			Revenu intermédiaire inférieur		Population (m)	0,8
Création d'entreprise		86	Transfert de propriété (classement)		Commerce transfrontalier (classement)	101
Procédures (nombre)		8	Procédures (nombre)		Documents à l'export (nombre)	7
Délai (jours)		44	Délai (jours)		Délai à l'export (jours)	30
Coût (% du revenu par habitant)		87,2	Coût (% valeur du bien)		Coût à l'export (US\$ par conteneur)	850
Capital minimum (% du revenu par habitant)		0,0			Documents à l'import (nombre)	8
			Obtention de prêts (classement)		Délai à l'import (jours)	35
Octroi de licences (classement)		69	Indice de fiabilité des garanties (0–10)		Coût à l'import (US\$ par conteneur)	856
Procédures (nombre)		12	Étendue de l'information sur le crédit (0–6)			
Délai (jours)		222	Couverture du registre public (% des adultes)		Exécution des contrats (classement)	73
Coût (% du revenu par habitant)		313,9	Couverture du registre privé (% des adultes)		Procédures (nombre)	36
					Délai (jours)	581
Embauche des travailleurs (classement)		71	Protection des investisseurs (classement)		Coût (% de la créance)	25,2
Indice de difficulté de recruter (0-100)		33	Indice de divulgation de l'information (0–10)			
Indice de rigidité des horaires (0-100)		20	Indice mesurant la responsabilité des dirigeants (0–10)		Fermeture d'entreprise (classement)	123
Indice de difficulté de licencier (0-100)		20	Indice de facilité des poursuites intentées par les actionnaires (0–10)		Délai (années)	3,0
Indice de rigidité de l'emploi (0-100)		24	Indice de protection des investisseurs (0–10)		Coût (% de la valeur du patrimoine)	29
Coût des avantages extra-salariaux (% du salaire)		8			Taux de recouvrement (cents par dollar)	17,4
Coût de licenciement (semaines de salaire)		56	Paiement des taxes et impôts (classement)			
			Paiements (nombre par année)			
			Délai (heures par année)			
			Total à payer (% du bénéfice brut)			

HAÏTI		Amérique latine et Caraïbes		RNB par habitant (US\$)		480		
Facilité de faire des affaires (classement)		148	Revenu faible		Population (m)		8,6	
Création d'entreprise		170	Transfert de propriété (classement)		128	Commerce transfrontalier (classement)		153
Procédures (nombre)		12	Procédures (nombre)		5	Documents à l'export (nombre)		8
Délai (jours)		202	Délai (jours)		405	Délai à l'export (jours)		52
Coût (% du revenu par habitant)		133,9	Coût (% valeur du bien)		6,5	Coût à l'export (US\$ par conteneur)		1 650
Capital minimum (% du revenu par habitant)		32,2				Documents à l'import (nombre)		10
			Obtention de prêts (classement)		115	Délai à l'import (jours)		53
Octroi de licences (classement)		126	Indice de fiabilité des garanties (0-10)		3	Coût à l'import (US\$ par conteneur)		1 860
Procédures (nombre)		11	Étendue de l'information sur le crédit (0-6)		2			
Délai (jours)		1 179	Couverture du registre public (% des adultes)		0,7	Exécution des contrats (classement)		95
Coût (% du revenu par habitant)		817,8	Couverture du registre privé (% des adultes)		0,0	Procédures (nombre)		35
						Délai (jours)		508
Embauche des travailleurs (classement)		35	Protection des investisseurs (classement)		158	Coût (% de la créance)		42,6
Indice de difficulté de recruter (0-100)		22	Indice de divulgation de l'information (0-10)		2			
Indice de rigidité des horaires (0-100)		40	Indice mesurant la responsabilité des dirigeants (0-10)		3	Fermeture d'entreprise (classement)		148
Indice de difficulté de licencier (0-100)		0	Indice de facilité des poursuites intentées par les actionnaires (0-10)		4	Délai (années)		5,7
Indice de rigidité de l'emploi (0-100)		21	Indice de protection des investisseurs (0-10)		3,0	Coût (% de la valeur du patrimoine)		30
Coût des avantages extra-salariaux (% du salaire)		11				Taux de recouvrement (cents par dollar)		3,1
Coût de licenciement (semaines de salaire)		17	Paiement des taxes et impôts (classement)		96			
			Paiements (nombre par année)		53			
			Délai (heures par année)		160			
			Total à payer (% du bénéfice brut)		40,0			

HONDURAS		Amérique latine et Caraïbes		RNB par habitant (US\$)		1 200		
Facilité de faire des affaires (classement)		121	Revenu intermédiaire inférieur		Population (m)		7,4	
Création d'entreprise		135	Transfert de propriété (classement)		78	Commerce transfrontalier (classement)		103
Procédures (nombre)		13	Procédures (nombre)		7	Documents à l'export (nombre)		7
Délai (jours)		21	Délai (jours)		24	Délai à l'export (jours)		20
Coût (% du revenu par habitant)		59,9	Coût (% valeur du bien)		5,8	Coût à l'export (US\$ par conteneur)		1 065
Capital minimum (% du revenu par habitant)		27,4				Documents à l'import (nombre)		11
			Obtention de prêts (classement)		13	Délai à l'import (jours)		23
Octroi de licences (classement)		72	Indice de fiabilité des garanties (0-10)		6	Coût à l'import (US\$ par conteneur)		975
Procédures (nombre)		17	Étendue de l'information sur le crédit (0-6)		6			
Délai (jours)		125	Couverture du registre public (% des adultes)		12,7	Exécution des contrats (classement)		124
Coût (% du revenu par habitant)		634,1	Couverture du registre privé (% des adultes)		58,0	Procédures (nombre)		45
						Délai (jours)		480
Embauche des travailleurs (classement)		116	Protection des investisseurs (classement)		147	Coût (% de la créance)		30,4
Indice de difficulté de recruter (0-100)		89	Indice de divulgation de l'information (0-10)		1			
Indice de rigidité des horaires (0-100)		40	Indice mesurant la responsabilité des dirigeants (0-10)		5	Fermeture d'entreprise (classement)		113
Indice de difficulté de licencier (0-100)		0	Indice de facilité des poursuites intentées par les actionnaires (0-10)		4	Délai (années)		3,8
Indice de rigidité de l'emploi (0-100)		43	Indice de protection des investisseurs (0-10)		3,3	Coût (% de la valeur du patrimoine)		15
Coût des avantages extra-salariaux (% du salaire)		10				Taux de recouvrement (cents par dollar)		20,3
Coût de licenciement (semaines de salaire)		74	Paiement des taxes et impôts (classement)		160			
			Paiements (nombre par année)		47			
			Délai (heures par année)		424			
			Total à payer (% du bénéfice brut)		51,4			

HONG KONG, CHINE		Extrême-Orient et Océanie		RNB par habitant (US\$)		28 460		
Facilité de faire des affaires (classement)		4	Revenu élevé		Population (m)		7,0	
Création d'entreprise		13	Transfert de propriété (classement)		58	Commerce transfrontalier (classement)		3
Procédures (nombre)		5	Procédures (nombre)		5	Documents à l'export (nombre)		4
Délai (jours)		11	Délai (jours)		54	Délai à l'export (jours)		6
Coût (% du revenu par habitant)		3,1	Coût (% valeur du bien)		5,0	Coût à l'export (US\$ par conteneur)		525
Capital minimum (% du revenu par habitant)		0,0				Documents à l'import (nombre)		4
			Obtention de prêts (classement)		2	Délai à l'import (jours)		5
Octroi de licences (classement)		60	Indice de fiabilité des garanties (0-10)		10	Coût à l'import (US\$ par conteneur)		525
Procédures (nombre)		23	Étendue de l'information sur le crédit (0-6)		5			
Délai (jours)		155	Couverture du registre public (% des adultes)		0,0	Exécution des contrats (classement)		1
Coût (% du revenu par habitant)		21,3	Couverture du registre privé (% des adultes)		64,7	Procédures (nombre)		24
						Délai (jours)		211
Embauche des travailleurs (classement)		23	Protection des investisseurs (classement)		3	Coût (% de la créance)		14,5
Indice de difficulté de recruter (0-100)		0	Indice de divulgation de l'information (0-10)		10			
Indice de rigidité des horaires (0-100)		0	Indice mesurant la responsabilité des dirigeants (0-10)		8	Fermeture d'entreprise (classement)		15
Indice de difficulté de licencier (0-100)		0	Indice de facilité des poursuites intentées par les actionnaires (0-10)		9	Délai (années)		1,1
Indice de rigidité de l'emploi (0-100)		0	Indice de protection des investisseurs (0-10)		9,0	Coût (% de la valeur du patrimoine)		9
Coût des avantages extra-salariaux (% du salaire)		5				Taux de recouvrement (cents par dollar)		79,0
Coût de licenciement (semaines de salaire)		62	Paiement des taxes et impôts (classement)		3			
			Paiements (nombre par année)		4			
			Délai (heures par année)		80			
			Total à payer (% du bénéfice brut)		24,4			

HONGRIE		Europe de l'Est et Asie centrale		RNB par habitant (US\$)		10 950		
Facilité de faire des affaires (classement)		45	Revenu intermédiaire supérieur		Population (m)		10,1	
Création d'entreprise		67	Transfert de propriété (classement)		96	Commerce transfrontalier (classement)		45
Procédures (nombre)		6	Procédures (nombre)		4	Documents à l'export (nombre)		5
Délai (jours)		16	Délai (jours)		63	Délai à l'export (jours)		18
Coût (% du revenu par habitant)		17,7	Coût (% valeur du bien)		11,0	Coût à l'export (US\$ par conteneur)		975
Capital minimum (% du revenu par habitant)		65,1				Documents à l'import (nombre)		7
			Obtention de prêts (classement)		26	Délai à l'import (jours)		17
Octroi de licences (classement)		87	Indice de fiabilité des garanties (0–10)		6	Coût à l'import (US\$ par conteneur)		975
Procédures (nombre)		31	Étendue de l'information sur le crédit (0–6)		5			
Délai (jours)		211	Couverture du registre public (% des adultes)		0,0	Exécution des contrats (classement)		12
Coût (% du revenu par habitant)		10,4	Couverture du registre privé (% des adultes)		6,9	Procédures (nombre)		33
						Délai (jours)		335
Embauche des travailleurs (classement)		81	Protection des investisseurs (classement)		107	Coût (% de la créance)		13,0
Indice de difficulté de recruter (0-100)		0	Indice de divulgation de l'information (0–10)		2			
Indice de rigidité des horaires (0-100)		80	Indice mesurant la responsabilité des dirigeants (0–10)		4	Fermeture d'entreprise (classement)		53
Indice de difficulté de licencier (0-100)		10	Indice de facilité des poursuites intentées par les actionnaires (0–10)		7	Délai (années)		2,0
Indice de rigidité de l'emploi (0-100)		30	Indice de protection des investisseurs (0–10)		4,3	Coût (% de la valeur du patrimoine)		15
Coût des avantages extra-salariaux (% du salaire)		34				Taux de recouvrement (cents par dollar)		38,4
Coût de licenciement (semaines de salaire)		35						
			Paiement des taxes et impôts (classement)		127			
			Paielements (nombre par année)		24			
			Délai (heures par année)		340			
			Total à payer (% du bénéfice brut)		55,1			
INDE		Asie du Sud		RNB par habitant (US\$)		820		
Facilité de faire des affaires (classement)		120	Revenu faible		Population (m)		1 109,8	
Création d'entreprise		111	Transfert de propriété (classement)		112	Commerce transfrontalier (classement)		79
Procédures (nombre)		13	Procédures (nombre)		6	Documents à l'export (nombre)		8
Délai (jours)		33	Délai (jours)		62	Délai à l'export (jours)		18
Coût (% du revenu par habitant)		74,6	Coût (% valeur du bien)		7,7	Coût à l'export (US\$ par conteneur)		820
Capital minimum (% du revenu par habitant)		0,0				Documents à l'import (nombre)		9
			Obtention de prêts (classement)		36	Délai à l'import (jours)		21
Octroi de licences (classement)		134	Indice de fiabilité des garanties (0–10)		6	Coût à l'import (US\$ par conteneur)		910
Procédures (nombre)		20	Étendue de l'information sur le crédit (0–6)		4			
Délai (jours)		224	Couverture du registre public (% des adultes)		0,0	Exécution des contrats (classement)		177
Coût (% du revenu par habitant)		519,4	Couverture du registre privé (% des adultes)		10,8	Procédures (nombre)		46
						Délai (jours)		1 420
Embauche des travailleurs (classement)		85	Protection des investisseurs (classement)		33	Coût (% de la créance)		39,6
Indice de difficulté de recruter (0-100)		0	Indice de divulgation de l'information (0–10)		7			
Indice de rigidité des horaires (0-100)		20	Indice mesurant la responsabilité des dirigeants (0–10)		4	Fermeture d'entreprise (classement)		137
Indice de difficulté de licencier (0-100)		70	Indice de facilité des poursuites intentées par les actionnaires (0–10)		7	Délai (années)		10,0
Indice de rigidité de l'emploi (0-100)		30	Indice de protection des investisseurs (0–10)		6,0	Coût (% de la valeur du patrimoine)		9
Coût des avantages extra-salariaux (% du salaire)		17				Taux de recouvrement (cents par dollar)		11,6
Coût de licenciement (semaines de salaire)		56						
			Paiement des taxes et impôts (classement)		165			
			Paielements (nombre par année)		60			
			Délai (heures par année)		271			
			Total à payer (% du bénéfice brut)		70,6			
INDONÉSIE		Extrême-Orient et Océanie		RNB par habitant (US\$)		1 420		
Facilité de faire des affaires (classement)		123	Revenu intermédiaire inférieur		Population (m)		223,0	
Création d'entreprise		168	Transfert de propriété (classement)		121	Commerce transfrontalier (classement)		41
Procédures (nombre)		12	Procédures (nombre)		7	Documents à l'export (nombre)		5
Délai (jours)		105	Délai (jours)		42	Délai à l'export (jours)		21
Coût (% du revenu par habitant)		80,0	Coût (% valeur du bien)		10,5	Coût à l'export (US\$ par conteneur)		667
Capital minimum (% du revenu par habitant)		38,4				Documents à l'import (nombre)		6
			Obtention de prêts (classement)		68	Délai à l'import (jours)		27
Octroi de licences (classement)		99	Indice de fiabilité des garanties (0–10)		5	Coût à l'import (US\$ par conteneur)		623
Procédures (nombre)		19	Étendue de l'information sur le crédit (0–6)		3			
Délai (jours)		196	Couverture du registre public (% des adultes)		20,5	Exécution des contrats (classement)		141
Coût (% du revenu par habitant)		286,8	Couverture du registre privé (% des adultes)		0,2	Procédures (nombre)		39
						Délai (jours)		570
Embauche des travailleurs (classement)		153	Protection des investisseurs (classement)		51	Coût (% de la créance)		122,7
Indice de difficulté de recruter (0-100)		72	Indice de divulgation de l'information (0–10)		9			
Indice de rigidité des horaires (0-100)		0	Indice mesurant la responsabilité des dirigeants (0–10)		5	Fermeture d'entreprise (classement)		136
Indice de difficulté de licencier (0-100)		60	Indice de facilité des poursuites intentées par les actionnaires (0–10)		3	Délai (années)		5,5
Indice de rigidité de l'emploi (0-100)		44	Indice de protection des investisseurs (0–10)		5,7	Coût (% de la valeur du patrimoine)		18
Coût des avantages extra-salariaux (% du salaire)		10				Taux de recouvrement (cents par dollar)		12,6
Coût de licenciement (semaines de salaire)		108						
			Paiement des taxes et impôts (classement)		110			
			Paielements (nombre par année)		51			
			Délai (heures par année)		266			
			Total à payer (% du bénéfice brut)		37,3			

IRAN		Moyen Orient et Afrique du Nord		RNB par habitant (US\$)		3 000		
Facilité de faire des affaires (classement)		135	Revenu intermédiaire inférieur		Population (m)		69,2	
Création d'entreprise		77	Transfert de propriété (classement)		143	Commerce transfrontalier (classement)		135
Procédures (nombre)		8	Procédures (nombre)		9	Documents à l'export (nombre)		8
Délai (jours)		47	Délai (jours)		36	Délai à l'export (jours)		26
Coût (% du revenu par habitant)		5,3	Coût (% valeur du bien)		10,6	Coût à l'export (US\$ par conteneur)		860
Capital minimum (% du revenu par habitant)		1,3				Documents à l'import (nombre)		10
			Obtention de prêts (classement)		68	Délai à l'import (jours)		42
Octroi de licences (classement)		164	Indice de fiabilité des garanties (0–10)		5	Coût à l'import (US\$ par conteneur)		1 330
Procédures (nombre)		19	Étendue de l'information sur le crédit (0–6)		3			
Délai (jours)		670	Couverture du registre public (% des adultes)		22,2	Exécution des contrats (classement)		57
Coût (% du revenu par habitant)		653,4	Couverture du registre privé (% des adultes)		0,0	Procédures (nombre)		39
						Délai (jours)		520
Embauche des travailleurs (classement)		141	Protection des investisseurs (classement)		158	Coût (% de la créance)		17,0
Indice de difficulté de recruter (0-100)		11	Indice de divulgation de l'information (0–10)		5			
Indice de rigidité des horaires (0-100)		60	Indice mesurant la responsabilité des dirigeants (0–10)		4	Fermeture d'entreprise (classement)		118
Indice de difficulté de licencier (0-100)		50	Indice de facilité des poursuites intentées par les actionnaires (0–10)		0	Délai (années)		4,5
Indice de rigidité de l'emploi (0-100)		40	Indice de protection des investisseurs (0–10)		3,0	Coût (% de la valeur du patrimoine)		9
Coût des avantages extra-salariaux (% du salaire)		23				Taux de recouvrement (cents par dollar)		19,0
Coût de licenciement (semaines de salaire)		91	Paiement des taxes et impôts (classement)		97			
			Paiements (nombre par année)		22			
			Délai (heures par année)		292			
			Total à payer (% du bénéfice brut)		47,4			
IRAK		Moyen Orient et Afrique du Nord		RNB par habitant (US\$)		1 224		
Facilité de faire des affaires (classement)		141	Revenu intermédiaire inférieur		Population (m)		28,5	
Création d'entreprise		164	Transfert de propriété (classement)		40	Commerce transfrontalier (classement)		175
Procédures (nombre)		11	Procédures (nombre)		5	Documents à l'export (nombre)		10
Délai (jours)		77	Délai (jours)		8	Délai à l'export (jours)		102
Coût (% du revenu par habitant)		93,5	Coût (% valeur du bien)		6,3	Coût à l'export (US\$ par conteneur)		3 400
Capital minimum (% du revenu par habitant)		65,4				Documents à l'import (nombre)		10
			Obtention de prêts (classement)		135	Délai à l'import (jours)		101
Octroi de licences (classement)		104	Indice de fiabilité des garanties (0–10)		4	Coût à l'import (US\$ par conteneur)		3 400
Procédures (nombre)		14	Étendue de l'information sur le crédit (0–6)		0			
Délai (jours)		215	Couverture du registre public (% des adultes)		0,0	Exécution des contrats (classement)		150
Coût (% du revenu par habitant)		915,0	Couverture du registre privé (% des adultes)		0,0	Procédures (nombre)		51
						Délai (jours)		520
Embauche des travailleurs (classement)		60	Protection des investisseurs (classement)		107	Coût (% de la créance)		32,5
Indice de difficulté de recruter (0-100)		33	Indice de divulgation de l'information (0–10)		4			
Indice de rigidité des horaires (0-100)		60	Indice mesurant la responsabilité des dirigeants (0–10)		5	Fermeture d'entreprise (classement)		178
Indice de difficulté de licencier (0-100)		20	Indice de facilité des poursuites intentées par les actionnaires (0–10)		4	Délai (années)		AUCUN CAS
Indice de rigidité de l'emploi (0-100)		38	Indice de protection des investisseurs (0–10)		4,3	Coût (% de la valeur du patrimoine)		AUCUN CAS
Coût des avantages extra-salariaux (% du salaire)		12				Taux de recouvrement (cents par dollar)		0,0
Coût de licenciement (semaines de salaire)		0	Paiement des taxes et impôts (classement)		37			
			Paiements (nombre par année)		13			
			Délai (heures par année)		312			
			Total à payer (% du bénéfice brut)		24,7			
IRLANDE		OCDE: Revenu élevé		RNB par habitant (US\$)		45 580		
Facilité de faire des affaires (classement)		8	Revenu élevé		Population (m)		4,2	
Création d'entreprise		5	Transfert de propriété (classement)		79	Commerce transfrontalier (classement)		20
Procédures (nombre)		4	Procédures (nombre)		5	Documents à l'export (nombre)		4
Délai (jours)		13	Délai (jours)		38	Délai à l'export (jours)		7
Coût (% du revenu par habitant)		0,3	Coût (% valeur du bien)		10,2	Coût à l'export (US\$ par conteneur)		1 090
Capital minimum (% du revenu par habitant)		0,0				Documents à l'import (nombre)		4
			Obtention de prêts (classement)		7	Délai à l'import (jours)		12
Octroi de licences (classement)		20	Indice de fiabilité des garanties (0–10)		8	Coût à l'import (US\$ par conteneur)		1 139
Procédures (nombre)		11	Étendue de l'information sur le crédit (0–6)		5			
Délai (jours)		185	Couverture du registre public (% des adultes)		0,0	Exécution des contrats (classement)		39
Coût (% du revenu par habitant)		19,8	Couverture du registre privé (% des adultes)		100,0	Procédures (nombre)		20
						Délai (jours)		515
Embauche des travailleurs (classement)		37	Protection des investisseurs (classement)		5	Coût (% de la créance)		26,9
Indice de difficulté de recruter (0-100)		11	Indice de divulgation de l'information (0–10)		10			
Indice de rigidité des horaires (0-100)		20	Indice mesurant la responsabilité des dirigeants (0–10)		6	Fermeture d'entreprise (classement)		6
Indice de difficulté de licencier (0-100)		20	Indice de facilité des poursuites intentées par les actionnaires (0–10)		9	Délai (années)		0,4
Indice de rigidité de l'emploi (0-100)		17	Indice de protection des investisseurs (0–10)		8,3	Coût (% de la valeur du patrimoine)		9
Coût des avantages extra-salariaux (% du salaire)		11				Taux de recouvrement (cents par dollar)		87,1
Coût de licenciement (semaines de salaire)		24	Paiement des taxes et impôts (classement)		6			
			Paiements (nombre par année)		9			
			Délai (heures par année)		76			
			Total à payer (% du bénéfice brut)		28,9			

ISLANDE

Facilité de faire des affaires (classement)		10	OCDE: Revenu élevé	RNB par habitant (US\$)	50 580
			Revenu élevé	Population (m)	0,3
Création d'entreprise		14	Transfert de propriété (classement)		8
Procédures (nombre)		5	Procédures (nombre)		3
Délai (jours)		5	Délai (jours)		4
Coût (% du revenu par habitant)		2,7	Coût (% valeur du bien)		2,4
Capital minimum (% du revenu par habitant)		14,1			
			Obtention de prêts (classement)		13
Octroi de licences (classement)		23	Indice de fiabilité des garanties (0–10)		7
Procédures (nombre)		18	Étendue de l'information sur le crédit (0–6)		5
Délai (jours)		76	Couverture du registre public (% des adultes)		0,0
Coût (% du revenu par habitant)		13,9	Couverture du registre privé (% des adultes)		100,0
			Protection des investisseurs (classement)		64
Embauche des travailleurs (classement)		42	Indice de divulgation de l'information (0–10)		5
Indice de difficulté de recruter (0-100)		33	Indice mesurant la responsabilité des dirigeants (0–10)		5
Indice de rigidité des horaires (0-100)		40	Indice de facilité des poursuites intentées par les actionnaires (0–10)		6
Indice de difficulté de licencier (0-100)		10	Indice de protection des investisseurs (0–10)		5,3
Indice de rigidité de l'emploi (0-100)		28			
Coût des avantages extra-salariaux (% du salaire)		12	Paiement des taxes et impôts (classement)		27
Coût de licenciement (semaines de salaire)		13	Paiements (nombre par année)		31
			Délai (heures par année)		140
			Total à payer (% du bénéfice brut)		27,2
				Commerce transfrontalier (classement)	11
				Documents à l'export (nombre)	5
				Délai à l'export (jours)	15
				Coût à l'export (US\$ par conteneur)	469
				Documents à l'import (nombre)	5
				Délai à l'import (jours)	14
				Coût à l'import (US\$ par conteneur)	443
				Exécution des contrats (classement)	4
				Procédures (nombre)	26
				Délai (jours)	393
				Coût (% de la créance)	6,1
				Fermeture d'entreprise (classement)	12
				Délai (années)	1,0
				Coût (% de la valeur du patrimoine)	4
				Taux de recouvrement (cents par dollar)	80,3

ISRAËL

Facilité de faire des affaires (classement)		29	Moyen Orient et Afrique du Nord	RNB par habitant (US\$)	18 280
			Revenu élevé	Population (m)	7,0
Création d'entreprise		17	Transfert de propriété (classement)		152
Procédures (nombre)		5	Procédures (nombre)		7
Délai (jours)		34	Délai (jours)		144
Coût (% du revenu par habitant)		4,4	Coût (% valeur du bien)		7,5
Capital minimum (% du revenu par habitant)		0,0			
			Obtention de prêts (classement)		7
Octroi de licences (classement)		109	Indice de fiabilité des garanties (0–10)		8
Procédures (nombre)		20	Étendue de l'information sur le crédit (0–6)		5
Délai (jours)		235	Couverture du registre public (% des adultes)		0,0
Coût (% du revenu par habitant)		115,5	Couverture du registre privé (% des adultes)		91,6
			Protection des investisseurs (classement)		5
Embauche des travailleurs (classement)		87	Indice de divulgation de l'information (0–10)		7
Indice de difficulté de recruter (0-100)		11	Indice mesurant la responsabilité des dirigeants (0–10)		9
Indice de rigidité des horaires (0-100)		60	Indice de facilité des poursuites intentées par les actionnaires (0–10)		9
Indice de difficulté de licencier (0-100)		0	Indice de protection des investisseurs (0–10)		8,3
Indice de rigidité de l'emploi (0-100)		24			
Coût des avantages extra-salariaux (% du salaire)		6	Paiement des taxes et impôts (classement)		69
Coût de licenciement (semaines de salaire)		91	Paiements (nombre par année)		33
			Délai (heures par année)		230
			Total à payer (% du bénéfice brut)		36,0
				Commerce transfrontalier (classement)	8
				Documents à l'export (nombre)	5
				Délai à l'export (jours)	12
				Coût à l'export (US\$ par conteneur)	560
				Documents à l'import (nombre)	4
				Délai à l'import (jours)	12
				Coût à l'import (US\$ par conteneur)	560
				Exécution des contrats (classement)	102
				Procédures (nombre)	35
				Délai (jours)	890
				Coût (% de la créance)	25,3
				Fermeture d'entreprise (classement)	40
				Délai (années)	4,0
				Coût (% de la valeur du patrimoine)	23
				Taux de recouvrement (cents par dollar)	43,6

ITALIE

Facilité de faire des affaires (classement)		53	OCDE: Revenu élevé	RNB par habitant (US\$)	32 020
			Revenu élevé	Population (m)	58,6
Création d'entreprise		65	Transfert de propriété (classement)		49
Procédures (nombre)		9	Procédures (nombre)		8
Délai (jours)		13	Délai (jours)		27
Coût (% du revenu par habitant)		18,7	Coût (% valeur du bien)		0,6
Capital minimum (% du revenu par habitant)		9,8			
			Obtention de prêts (classement)		68
Octroi de licences (classement)		78	Indice de fiabilité des garanties (0–10)		3
Procédures (nombre)		14	Étendue de l'information sur le crédit (0–6)		5
Délai (jours)		257	Couverture du registre public (% des adultes)		11,0
Coût (% du revenu par habitant)		138,2	Couverture du registre privé (% des adultes)		71,5
			Protection des investisseurs (classement)		51
Embauche des travailleurs (classement)		56	Indice de divulgation de l'information (0–10)		7
Indice de difficulté de recruter (0-100)		33	Indice mesurant la responsabilité des dirigeants (0–10)		4
Indice de rigidité des horaires (0-100)		40	Indice de facilité des poursuites intentées par les actionnaires (0–10)		6
Indice de difficulté de licencier (0-100)		40	Indice de protection des investisseurs (0–10)		5,7
Indice de rigidité de l'emploi (0-100)		38			
Coût des avantages extra-salariaux (% du salaire)		37	Paiement des taxes et impôts (classement)		122
Coût de licenciement (semaines de salaire)		2	Paiements (nombre par année)		15
			Délai (heures par année)		360
			Total à payer (% du bénéfice brut)		76,2
				Commerce transfrontalier (classement)	62
				Documents à l'export (nombre)	5
				Délai à l'export (jours)	20
				Coût à l'export (US\$ par conteneur)	1 291
				Documents à l'import (nombre)	5
				Délai à l'import (jours)	18
				Coût à l'import (US\$ par conteneur)	1 291
				Exécution des contrats (classement)	155
				Procédures (nombre)	41
				Délai (jours)	1 210
				Coût (% de la créance)	29,9
				Fermeture d'entreprise (classement)	25
				Délai (années)	1,8
				Coût (% de la valeur du patrimoine)	22
				Taux de recouvrement (cents par dollar)	61,8

JAMAÏQUE		Amérique latine et Caraïbes		RNB par habitant (US\$)	3 480
Facilité de faire des affaires (classement)	63	Revenu intermédiaire inférieur		Population (m)	2,7
Création d'entreprise	11	Transfert de propriété (classement)	108	Commerce transfrontalier (classement)	92
Procédures (nombre)	6	Procédures (nombre)	5	Documents à l'export (nombre)	6
Délai (jours)	8	Délai (jours)	54	Délai à l'export (jours)	21
Coût (% du revenu par habitant)	8,7	Coût (% valeur du bien)	13,5	Coût à l'export (US\$ par conteneur)	1 750
Capital minimum (% du revenu par habitant)	0,0			Documents à l'import (nombre)	6
		Obtention de prêts (classement)	115	Délai à l'import (jours)	22
Octroi de licences (classement)	74	Indice de fiabilité des garanties (0–10)	5	Coût à l'import (US\$ par conteneur)	1 350
Procédures (nombre)	10	Étendue de l'information sur le crédit (0–6)	0		
Délai (jours)	236	Couverture du registre public (% des adultes)	0,0	Exécution des contrats (classement)	103
Coût (% du revenu par habitant)	438,4	Couverture du registre privé (% des adultes)	0,0	Procédures (nombre)	34
				Délai (jours)	565
Embauche des travailleurs (classement)	33	Protection des investisseurs (classement)	64	Coût (% de la créance)	45,6
Indice de difficulté de recruter (0-100)	11	Indice de divulgation de l'information (0–10)	4		
Indice de rigidité des horaires (0-100)	0	Indice mesurant la responsabilité des dirigeants (0–10)	8	Fermeture d'entreprise (classement)	22
Indice de difficulté de licencier (0-100)	0	Indice de facilité des poursuites intentées par les actionnaires (0–10)	4	Délai (années)	1,1
Indice de rigidité de l'emploi (0-100)	4	Indice de protection des investisseurs (0–10)	5,3	Coût (% de la valeur du patrimoine)	18
Coût des avantages extra-salariaux (% du salaire)	12			Taux de recouvrement (cents par dollar)	64,3
Coût de licenciement (semaines de salaire)	61	Paiement des taxes et impôts (classement)	170		
		Paiements (nombre par année)	72		
		Délai (heures par année)	414		
		Total à payer (% du bénéfice brut)	51,3		
JAPON		OCDE: Revenu élevé		RNB par habitant (US\$)	38 410
Facilité de faire des affaires (classement)	12	Revenu élevé		Population (m)	127,6
Création d'entreprise	44	Transfert de propriété (classement)	48	Commerce transfrontalier (classement)	18
Procédures (nombre)	8	Procédures (nombre)	6	Documents à l'export (nombre)	4
Délai (jours)	23	Délai (jours)	14	Délai à l'export (jours)	10
Coût (% du revenu par habitant)	7,5	Coût (% valeur du bien)	5,0	Coût à l'export (US\$ par conteneur)	989
Capital minimum (% du revenu par habitant)	0,0			Documents à l'import (nombre)	5
		Obtention de prêts (classement)	13	Délai à l'import (jours)	11
Octroi de licences (classement)	32	Indice de fiabilité des garanties (0–10)	6	Coût à l'import (US\$ par conteneur)	1 047
Procédures (nombre)	15	Étendue de l'information sur le crédit (0–6)	6		
Délai (jours)	177	Couverture du registre public (% des adultes)	0,0	Exécution des contrats (classement)	21
Coût (% du revenu par habitant)	17,8	Couverture du registre privé (% des adultes)	68,3	Procédures (nombre)	30
				Délai (jours)	316
Embauche des travailleurs (classement)	17	Protection des investisseurs (classement)	12	Coût (% de la créance)	22,7
Indice de difficulté de recruter (0-100)	0	Indice de divulgation de l'information (0–10)	7		
Indice de rigidité des horaires (0-100)	20	Indice mesurant la responsabilité des dirigeants (0–10)	6	Fermeture d'entreprise (classement)	1
Indice de difficulté de licencier (0-100)	30	Indice de facilité des poursuites intentées par les actionnaires (0–10)	8	Délai (années)	0,6
Indice de rigidité de l'emploi (0-100)	17	Indice de protection des investisseurs (0–10)	7,0	Coût (% de la valeur du patrimoine)	4
Coût des avantages extra-salariaux (% du salaire)	13			Taux de recouvrement (cents par dollar)	92,6
Coût de licenciement (semaines de salaire)	4	Paiement des taxes et impôts (classement)	105		
		Paiements (nombre par année)	13		
		Délai (heures par année)	350		
		Total à payer (% du bénéfice brut)	52,0		
JORDANIE		Moyen Orient et Afrique du Nord		RNB par habitant (US\$)	2 660
Facilité de faire des affaires (classement)	80	Revenu intermédiaire inférieur		Population (m)	5,5
Création d'entreprise	133	Transfert de propriété (classement)	109	Commerce transfrontalier (classement)	59
Procédures (nombre)	10	Procédures (nombre)	8	Documents à l'export (nombre)	7
Délai (jours)	14	Délai (jours)	22	Délai à l'export (jours)	19
Coût (% du revenu par habitant)	66,2	Coût (% valeur du bien)	10,0	Coût à l'export (US\$ par conteneur)	680
Capital minimum (% du revenu par habitant)	795,4			Documents à l'import (nombre)	7
		Obtention de prêts (classement)	84	Délai à l'import (jours)	22
Octroi de licences (classement)	71	Indice de fiabilité des garanties (0–10)	5	Coût à l'import (US\$ par conteneur)	1 065
Procédures (nombre)	18	Étendue de l'information sur le crédit (0–6)	2		
Délai (jours)	122	Couverture du registre public (% des adultes)	0,8	Exécution des contrats (classement)	128
Coût (% du revenu par habitant)	486,1	Couverture du registre privé (% des adultes)	0,0	Procédures (nombre)	39
				Délai (jours)	689
Embauche des travailleurs (classement)	45	Protection des investisseurs (classement)	107	Coût (% de la créance)	31,2
Indice de difficulté de recruter (0-100)	11	Indice de divulgation de l'information (0–10)	5		
Indice de rigidité des horaires (0-100)	20	Indice mesurant la responsabilité des dirigeants (0–10)	4	Fermeture d'entreprise (classement)	87
Indice de difficulté de licencier (0-100)	60	Indice de facilité des poursuites intentées par les actionnaires (0–10)	4	Délai (années)	4,3
Indice de rigidité de l'emploi (0-100)	30	Indice de protection des investisseurs (0–10)	4,3	Coût (% de la valeur du patrimoine)	9
Coût des avantages extra-salariaux (% du salaire)	11			Taux de recouvrement (cents par dollar)	27,8
Coût de licenciement (semaines de salaire)	4	Paiement des taxes et impôts (classement)	19		
		Paiements (nombre par année)	26		
		Délai (heures par année)	101		
		Total à payer (% du bénéfice brut)	31,1		

Koweït		Moyen Orient et Afrique du Nord	RNB par habitant (US\$)	25 963	
Facilité de faire des affaires (classement)	40	Revenu élevé	Population (m)	2,6	
Création d'entreprise	121	Transfert de propriété (classement)	72	Commerce transfrontalier (classement)	99
Procédures (nombre)	13	Procédures (nombre)	8	Documents à l'export (nombre)	8
Délai (jours)	35	Délai (jours)	55	Délai à l'export (jours)	20
Coût (% du revenu par habitant)	1,6	Coût (% valeur du bien)	0,5	Coût à l'export (US\$ par conteneur)	935
Capital minimum (% du revenu par habitant)	99,9			Documents à l'import (nombre)	11
		Obtention de prêts (classement)	68	Délai à l'import (jours)	20
Octroi de licences (classement)	85	Indice de fiabilité des garanties (0–10)	4	Coût à l'import (US\$ par conteneur)	935
Procédures (nombre)	25	Étendue de l'information sur le crédit (0–6)	4		
Délai (jours)	104	Couverture du registre public (% des adultes)	0,0	Exécution des contrats (classement)	99
Coût (% du revenu par habitant)	209,4	Couverture du registre privé (% des adultes)	14,5	Procédures (nombre)	50
				Délai (jours)	566
Embauche des travailleurs (classement)	39	Protection des investisseurs (classement)	19	Coût (% de la créance)	13,3
Indice de difficulté de recruter (0-100)	0	Indice de divulgation de l'information (0–10)	7		
Indice de rigidité des horaires (0-100)	40	Indice mesurant la responsabilité des dirigeants (0–10)	7	Fermeture d'entreprise (classement)	67
Indice de difficulté de licencier (0-100)	0	Indice de facilité des poursuites intentées par les actionnaires (0–10)	5	Délai (années)	4,2
Indice de rigidité de l'emploi (0-100)	13	Indice de protection des investisseurs (0–10)	6,3	Coût (% de la valeur du patrimoine)	1
Coût des avantages extra-salariaux (% du salaire)	11			Taux de recouvrement (cents par dollar)	33,6
Coût de licenciement (semaines de salaire)	78	Paiement des taxes et impôts (classement)	8		
		Paiements (nombre par année)	14		
		Délai (heures par année)	118		
		Total à payer (% du bénéfice brut)	14,4		
LESOTHO		Afrique Sub-saharienne	RNB par habitant (US\$)	1 030	
Facilité de faire des affaires (classement)	124	Revenu intermédiaire inférieur	Population (m)	1,8	
Création d'entreprise	126	Transfert de propriété (classement)	132	Commerce transfrontalier (classement)	129
Procédures (nombre)	8	Procédures (nombre)	6	Documents à l'export (nombre)	6
Délai (jours)	73	Délai (jours)	101	Délai à l'export (jours)	44
Coût (% du revenu par habitant)	37,4	Coût (% valeur du bien)	8,2	Coût à l'export (US\$ par conteneur)	1 188
Capital minimum (% du revenu par habitant)	14,3			Documents à l'import (nombre)	8
		Obtention de prêts (classement)	115	Délai à l'import (jours)	49
Octroi de licences (classement)	146	Indice de fiabilité des garanties (0–10)	5	Coût à l'import (US\$ par conteneur)	1 210
Procédures (nombre)	15	Étendue de l'information sur le crédit (0–6)	0		
Délai (jours)	601	Couverture du registre public (% des adultes)	0,0	Exécution des contrats (classement)	99
Coût (% du revenu par habitant)	805,3	Couverture du registre privé (% des adultes)	0,0	Procédures (nombre)	41
				Délai (jours)	695
Embauche des travailleurs (classement)	69	Protection des investisseurs (classement)	141	Coût (% de la créance)	16,6
Indice de difficulté de recruter (0-100)	22	Indice de divulgation de l'information (0–10)	2		
Indice de rigidité des horaires (0-100)	40	Indice mesurant la responsabilité des dirigeants (0–10)	1	Fermeture d'entreprise (classement)	62
Indice de difficulté de licencier (0-100)	10	Indice de facilité des poursuites intentées par les actionnaires (0–10)	8	Délai (années)	2,6
Indice de rigidité de l'emploi (0-100)	24	Indice de protection des investisseurs (0–10)	3,7	Coût (% de la valeur du patrimoine)	8
Coût des avantages extra-salariaux (% du salaire)	0			Taux de recouvrement (cents par dollar)	34,9
Coût de licenciement (semaines de salaire)	44	Paiement des taxes et impôts (classement)	49		
		Paiements (nombre par année)	22		
		Délai (heures par année)	342		
		Total à payer (% du bénéfice brut)	20,8		
LETTONIE		Europe de l'Est et Asie centrale	RNB par habitant (US\$)	8 100	
Facilité de faire des affaires (classement)	22	Revenu intermédiaire supérieur	Population (m)	2,3	
Création d'entreprise	30	Transfert de propriété (classement)	85	Commerce transfrontalier (classement)	19
Procédures (nombre)	5	Procédures (nombre)	8	Documents à l'export (nombre)	6
Délai (jours)	16	Délai (jours)	54	Délai à l'export (jours)	13
Coût (% du revenu par habitant)	3,0	Coût (% valeur du bien)	2,0	Coût à l'export (US\$ par conteneur)	800
Capital minimum (% du revenu par habitant)	22,0			Documents à l'import (nombre)	6
		Obtention de prêts (classement)	13	Délai à l'import (jours)	12
Octroi de licences (classement)	82	Indice de fiabilité des garanties (0–10)	8	Coût à l'import (US\$ par conteneur)	800
Procédures (nombre)	26	Étendue de l'information sur le crédit (0–6)	4		
Délai (jours)	188	Couverture du registre public (% des adultes)	2,6	Exécution des contrats (classement)	3
Coût (% du revenu par habitant)	27,5	Couverture du registre privé (% des adultes)	0,0	Procédures (nombre)	27
				Délai (jours)	279
Embauche des travailleurs (classement)	96	Protection des investisseurs (classement)	51	Coût (% de la créance)	12,9
Indice de difficulté de recruter (0-100)	50	Indice de divulgation de l'information (0–10)	5		
Indice de rigidité des horaires (0-100)	40	Indice mesurant la responsabilité des dirigeants (0–10)	4	Fermeture d'entreprise (classement)	64
Indice de difficulté de licencier (0-100)	40	Indice de facilité des poursuites intentées par les actionnaires (0–10)	8	Délai (années)	3,0
Indice de rigidité de l'emploi (0-100)	43	Indice de protection des investisseurs (0–10)	5,7	Coût (% de la valeur du patrimoine)	13
Coût des avantages extra-salariaux (% du salaire)	24			Taux de recouvrement (cents par dollar)	34,6
Coût de licenciement (semaines de salaire)	17	Paiement des taxes et impôts (classement)	20		
		Paiements (nombre par année)	7		
		Délai (heures par année)	219		
		Total à payer (% du bénéfice brut)	32,6		

LIBAN		Moyen Orient et Afrique du Nord		RNB par habitant (US\$)		5 490		
Facilité de faire des affaires (classement)		85	Revenu intermédiaire supérieur		Population (m)		4,1	
Création d'entreprise		132	Transfert de propriété (classement)		92	Commerce transfrontalier (classement)		83
Procédures (nombre)		6	Procédures (nombre)		8	Documents à l'export (nombre)		5
Délai (jours)		46	Délai (jours)		25	Délai à l'export (jours)		27
Coût (% du revenu par habitant)		94,1	Coût (% valeur du bien)		5,9	Coût à l'export (US\$ par conteneur)		1 027
Capital minimum (% du revenu par habitant)		60,4				Documents à l'import (nombre)		7
			Obtention de prêts (classement)		48	Délai à l'import (jours)		38
Octroi de licences (classement)		113	Indice de fiabilité des garanties (0–10)		4	Coût à l'import (US\$ par conteneur)		810
Procédures (nombre)		20	Étendue de l'information sur le crédit (0–6)		5			
Délai (jours)		211	Couverture du registre public (% des adultes)		4,7	Exécution des contrats (classement)		121
Coût (% du revenu par habitant)		229,5	Couverture du registre privé (% des adultes)		0,0	Procédures (nombre)		3
						Délai (jours)		721
Embauche des travailleurs (classement)		53	Protection des investisseurs (classement)		83	Coût (% de la créance)		30,8
Indice de difficulté de recruter (0-100)		44	Indice de divulgation de l'information (0–10)		9			
Indice de rigidité des horaires (0-100)		0	Indice mesurant la responsabilité des dirigeants (0–10)		1	Fermeture d'entreprise (classement)		117
Indice de difficulté de licencier (0-100)		30	Indice de facilité des poursuites intentées par les actionnaires (0–10)		5	Délai (années)		4,0
Indice de rigidité de l'emploi (0-100)		25	Indice de protection des investisseurs (0–10)		5,0	Coût (% de la valeur du patrimoine)		22
Coût des avantages extra-salariaux (% du salaire)		22				Taux de recouvrement (cents par dollar)		19,1
Coût de licenciement (semaines de salaire)		17	Paiement des taxes et impôts (classement)		33			
			Palements (nombre par année)		19			
			Délai (heures par année)		180			
			Total à payer (% du bénéfice brut)		35,4			
LIBERIA		Afrique Sub-saharienne		RNB par habitant (US\$)		140		
Facilité de faire des affaires (classement)		170	Revenu faible		Population (m)		3,4	
Création d'entreprise		141	Transfert de propriété (classement)		167	Commerce transfrontalier (classement)		98
Procédures (nombre)		12	Procédures (nombre)		13	Documents à l'export (nombre)		10
Délai (jours)		99	Délai (jours)		50	Délai à l'export (jours)		20
Coût (% du revenu par habitant)		493,3	Coût (% valeur du bien)		14,9	Coût à l'export (US\$ par conteneur)		1 032
Capital minimum (% du revenu par habitant)		0,0				Documents à l'import (nombre)		9
			Obtention de prêts (classement)		135	Délai à l'import (jours)		10
Octroi de licences (classement)		176	Indice de fiabilité des garanties (0–10)		4	Coût à l'import (US\$ par conteneur)		1 032
Procédures (nombre)		25	Étendue de l'information sur le crédit (0–6)		0			
Délai (jours)		398	Couverture du registre public (% des adultes)		0,0	Exécution des contrats (classement)		165
Coût (% du revenu par habitant)		61 049,3	Couverture du registre privé (% des adultes)		0,0	Procédures (nombre)		41
						Délai (jours)		1 280
Embauche des travailleurs (classement)		103	Protection des investisseurs (classement)		138	Coût (% de la créance)		35,0
Indice de difficulté de recruter (0-100)		33	Indice de divulgation de l'information (0–10)		4			
Indice de rigidité des horaires (0-100)		20	Indice mesurant la responsabilité des dirigeants (0–10)		1	Fermeture d'entreprise (classement)		144
Indice de difficulté de licencier (0-100)		40	Indice de facilité des poursuites intentées par les actionnaires (0–10)		6	Délai (années)		3,0
Indice de rigidité de l'emploi (0-100)		31	Indice de protection des investisseurs (0–10)		3,7	Coût (% de la valeur du patrimoine)		43
Coût des avantages extra-salariaux (% du salaire)		5				Taux de recouvrement (cents par dollar)		7,8
Coût de licenciement (semaines de salaire)		84	Paiement des taxes et impôts (classement)		119			
			Palements (nombre par année)		37			
			Délai (heures par année)		158			
			Total à payer (% du bénéfice brut)		81,6			
LITUANIE		Europe de l'Est et Asie centrale		RNB par habitant (US\$)		7 870		
Facilité de faire des affaires (classement)		26	Revenu intermédiaire supérieur		Population (m)		3,4	
Création d'entreprise		57	Transfert de propriété (classement)		4	Commerce transfrontalier (classement)		23
Procédures (nombre)		7	Procédures (nombre)		3	Documents à l'export (nombre)		6
Délai (jours)		26	Délai (jours)		3	Délai à l'export (jours)		10
Coût (% du revenu par habitant)		3,0	Coût (% valeur du bien)		0,7	Coût à l'export (US\$ par conteneur)		820
Capital minimum (% du revenu par habitant)		46,2				Documents à l'import (nombre)		6
			Obtention de prêts (classement)		36	Délai à l'import (jours)		13
Octroi de licences (classement)		57	Indice de fiabilité des garanties (0–10)		4	Coût à l'import (US\$ par conteneur)		980
Procédures (nombre)		17	Étendue de l'information sur le crédit (0–6)		6			
Délai (jours)		156	Couverture du registre public (% des adultes)		6,6	Exécution des contrats (classement)		18
Coût (% du revenu par habitant)		133,1	Couverture du registre privé (% des adultes)		7,3	Procédures (nombre)		30
						Délai (jours)		210
Embauche des travailleurs (classement)		124	Protection des investisseurs (classement)		83	Coût (% de la créance)		23,6
Indice de difficulté de recruter (0-100)		33	Indice de divulgation de l'information (0–10)		5			
Indice de rigidité des horaires (0-100)		80	Indice mesurant la responsabilité des dirigeants (0–10)		4	Fermeture d'entreprise (classement)		31
Indice de difficulté de licencier (0-100)		30	Indice de facilité des poursuites intentées par les actionnaires (0–10)		6	Délai (années)		1,7
Indice de rigidité de l'emploi (0-100)		48	Indice de protection des investisseurs (0–10)		5,0	Coût (% de la valeur du patrimoine)		7
Coût des avantages extra-salariaux (% du salaire)		31				Taux de recouvrement (cents par dollar)		49,2
Coût de licenciement (semaines de salaire)		30	Paiement des taxes et impôts (classement)		71			
			Palements (nombre par année)		24			
			Délai (heures par année)		166			
			Total à payer (% du bénéfice brut)		48,3			

LUXEMBOURG		OCDE: Revenu élevé	RNB par habitant (US\$)	76 040	
Facilité de faire des affaires (classement)	42	Revenu élevé	Population (m)	0,5	
Création d'entreprise	41	Transfert de propriété (classement)	116	Commerce transfrontalier (classement)	32
Procédures (nombre)	6	Procédures (nombre)	8	Documents à l'export (nombre)	5
Délai (jours)	26	Délai (jours)	29	Délai à l'export (jours)	6
Coût (% du revenu par habitant)	2,3	Coût (% valeur du bien)	10,2	Coût à l'export (US\$ par conteneur)	1 250
Capital minimum (% du revenu par habitant)	20,5			Documents à l'import (nombre)	4
		Obtention de prêts (classement)	97	Délai à l'import (jours)	6
Octroi de licences (classement)	36	Indice de fiabilité des garanties (0–10)	6	Coût à l'import (US\$ par conteneur)	1 250
Procédures (nombre)	13	Étendue de l'information sur le crédit (0–6)	0		
Délai (jours)	217	Couverture du registre public (% des adultes)	0,0	Exécution des contrats (classement)	2
Coût (% du revenu par habitant)	19,4	Couverture du registre privé (% des adultes)	0,0	Procédures (nombre)	26
				Délai (jours)	321
Embauche des travailleurs (classement)	164	Protection des investisseurs (classement)	107	Coût (% de la créance)	8,8
Indice de difficulté de recruter (0-100)	67	Indice de divulgation de l'information (0–10)	6		
Indice de rigidité des horaires (0-100)	80	Indice mesurant la responsabilité des dirigeants (0–10)	4	Fermeture d'entreprise (classement)	46
Indice de difficulté de licencier (0-100)	40	Indice de facilité des poursuites intentées par les actionnaires (0–10)	3	Délai (années)	2,0
Indice de rigidité de l'emploi (0-100)	62	Indice de protection des investisseurs (0–10)	4,3	Coût (% de la valeur du patrimoine)	15
Coût des avantages extra-salariaux (% du salaire)	13			Taux de recouvrement (cents par dollar)	41,6
Coût de licenciement (semaines de salaire)	39	Paiement des taxes et impôts (classement)	17		
		Paiements (nombre par année)	22		
		Délai (heures par année)	58		
		Total à payer (% du bénéfice brut)	35,3		
MACÉDOINE		Europe de l'Est et Asie centrale	RNB par habitant (US\$)	3 060	
Facilité de faire des affaires (classement)	75	Revenu intermédiaire inférieur	Population (m)	2,0	
Création d'entreprise	21	Transfert de propriété (classement)	91	Commerce transfrontalier (classement)	72
Procédures (nombre)	9	Procédures (nombre)	6	Documents à l'export (nombre)	7
Délai (jours)	15	Délai (jours)	98	Délai à l'export (jours)	19
Coût (% du revenu par habitant)	6,6	Coût (% valeur du bien)	3,5	Coût à l'export (US\$ par conteneur)	1 130
Capital minimum (% du revenu par habitant)	0,0			Documents à l'import (nombre)	7
		Obtention de prêts (classement)	48	Délai à l'import (jours)	17
Octroi de licences (classement)	76	Indice de fiabilité des garanties (0–10)	6	Coût à l'import (US\$ par conteneur)	1 130
Procédures (nombre)	19	Étendue de l'information sur le crédit (0–6)	3		
Délai (jours)	192	Couverture du registre public (% des adultes)	4,0	Exécution des contrats (classement)	84
Coût (% du revenu par habitant)	109,3	Couverture du registre privé (% des adultes)	0,0	Procédures (nombre)	39
				Délai (jours)	385
Embauche des travailleurs (classement)	128	Protection des investisseurs (classement)	83	Coût (% de la créance)	33,1
Indice de difficulté de recruter (0-100)	61	Indice de divulgation de l'information (0–10)	5		
Indice de rigidité des horaires (0-100)	60	Indice mesurant la responsabilité des dirigeants (0–10)	6	Fermeture d'entreprise (classement)	127
Indice de difficulté de licencier (0-100)	30	Indice de facilité des poursuites intentées par les actionnaires (0–10)	4	Délai (années)	3,7
Indice de rigidité de l'emploi (0-100)	50	Indice de protection des investisseurs (0–10)	5,0	Coût (% de la valeur du patrimoine)	28
Coût des avantages extra-salariaux (% du salaire)	33			Taux de recouvrement (cents par dollar)	15,8
Coût de licenciement (semaines de salaire)	26	Paiement des taxes et impôts (classement)	99		
		Paiements (nombre par année)	52		
		Délai (heures par année)	96		
		Total à payer (% du bénéfice brut)	49,8		
MADAGASCAR		Afrique Sub-saharienne	RNB par habitant (US\$)	280	
Facilité de faire des affaires (classement)	149	Revenu faible	Population (m)	19,1	
Création d'entreprise	61	Transfert de propriété (classement)	165	Commerce transfrontalier (classement)	126
Procédures (nombre)	5	Procédures (nombre)	8	Documents à l'export (nombre)	4
Délai (jours)	7	Délai (jours)	134	Délai à l'export (jours)	28
Coût (% du revenu par habitant)	22,7	Coût (% valeur du bien)	11,6	Coût à l'export (US\$ par conteneur)	1 182
Capital minimum (% du revenu par habitant)	333,4			Documents à l'import (nombre)	10
		Obtention de prêts (classement)	176	Délai à l'import (jours)	49
Octroi de licences (classement)	139	Indice de fiabilité des garanties (0–10)	1	Coût à l'import (US\$ par conteneur)	1 282
Procédures (nombre)	16	Étendue de l'information sur le crédit (0–6)	0		
Délai (jours)	268	Couverture du registre public (% des adultes)	0,1	Exécution des contrats (classement)	151
Coût (% du revenu par habitant)	880,0	Couverture du registre privé (% des adultes)	0,0	Procédures (nombre)	38
				Délai (jours)	871
Embauche des travailleurs (classement)	150	Protection des investisseurs (classement)	51	Coût (% de la créance)	42,4
Indice de difficulté de recruter (0-100)	89	Indice de divulgation de l'information (0–10)	5		
Indice de rigidité des horaires (0-100)	60	Indice mesurant la responsabilité des dirigeants (0–10)	6	Fermeture d'entreprise (classement)	178
Indice de difficulté de licencier (0-100)	40	Indice de facilité des poursuites intentées par les actionnaires (0–10)	6	Délai (années)	AUCUN CAS
Indice de rigidité de l'emploi (0-100)	63	Indice de protection des investisseurs (0–10)	5,7	Coût (% de la valeur du patrimoine)	AUCUN CAS
Coût des avantages extra-salariaux (% du salaire)	18			Taux de recouvrement (cents par dollar)	0,0
Coût de licenciement (semaines de salaire)	30	Paiement des taxes et impôts (classement)	86		
		Paiements (nombre par année)	26		
		Délai (heures par année)	238		
		Total à payer (% du bénéfice brut)	46,5		

MALAISIE		Extrême-Orient et Océanie		RNB par habitant (US\$)		5 490		
Facilité de faire des affaires (classement)		24	Revenu intermédiaire supérieur		Population (m)		25,8	
Création d'entreprise		74	Transfert de propriété (classement)		67	Commerce transfrontalier (classement)		21
Procédures (nombre)		9	Procédures (nombre)		5	Documents à l'export (nombre)		7
Délai (jours)		24	Délai (jours)		144	Délai à l'export (jours)		18
Coût (% du revenu par habitant)		18,1	Coût (% valeur du bien)		2,4	Coût à l'export (US\$ par conteneur)		432
Capital minimum (% du revenu par habitant)		0,0				Documents à l'import (nombre)		7
			Obtention de prêts (classement)		3	Délai à l'import (jours)		14
Octroi de licences (classement)		105	Indice de fiabilité des garanties (0–10)		8	Coût à l'import (US\$ par conteneur)		385
Procédures (nombre)		25	Étendue de l'information sur le crédit (0–6)		6			
Délai (jours)		285	Couverture du registre public (% des adultes)		44,5	Exécution des contrats (classement)		63
Coût (% du revenu par habitant)		10,0	Couverture du registre privé (% des adultes)		„	Procédures (nombre)		30
						Délai (jours)		600
Embauche des travailleurs (classement)		43	Protection des investisseurs (classement)		4	Coût (% de la créance)		27,5
Indice de difficulté de recruter (0-100)		0	Indice de divulgation de l'information (0–10)		10			
Indice de rigidité des horaires (0-100)		0	Indice mesurant la responsabilité des dirigeants (0–10)		9	Fermeture d'entreprise (classement)		54
Indice de difficulté de licencier (0-100)		30	Indice de facilité des poursuites intentées par les actionnaires (0–10)		7	Délai (années)		2,3
Indice de rigidité de l'emploi (0-100)		10	Indice de protection des investisseurs (0–10)		8,7	Coût (% de la valeur du patrimoine)		15
Coût des avantages extra-salariaux (% du salaire)		15				Taux de recouvrement (cents par dollar)		38,3
Coût de licenciement (semaines de salaire)		75	Paiement des taxes et impôts (classement)		56			
			Palements (nombre par année)		35			
			Délai (heures par année)		166			
			Total à payer (% du bénéfice brut)		36,0			
MALAWI		Afrique Sub-saharienne		RNB par habitant (US\$)		170		
Facilité de faire des affaires (classement)		127	Revenu faible		Population (m)		13,2	
Création d'entreprise		108	Transfert de propriété (classement)		87	Commerce transfrontalier (classement)		161
Procédures (nombre)		10	Procédures (nombre)		6	Documents à l'export (nombre)		12
Délai (jours)		37	Délai (jours)		88	Délai à l'export (jours)		45
Coût (% du revenu par habitant)		188,7	Coût (% valeur du bien)		3,3	Coût à l'export (US\$ par conteneur)		1 623
Capital minimum (% du revenu par habitant)		0,0				Documents à l'import (nombre)		10
			Obtention de prêts (classement)		84	Délai à l'import (jours)		54
Octroi de licences (classement)		117	Indice de fiabilité des garanties (0–10)		7	Coût à l'import (US\$ par conteneur)		2 500
Procédures (nombre)		21	Étendue de l'information sur le crédit (0–6)		0			
Délai (jours)		213	Couverture du registre public (% des adultes)		0,0	Exécution des contrats (classement)		135
Coût (% du revenu par habitant)		189,2	Couverture du registre privé (% des adultes)		0,0	Procédures (nombre)		42
						Délai (jours)		432
Embauche des travailleurs (classement)		90	Protection des investisseurs (classement)		64	Coût (% de la créance)		142,4
Indice de difficulté de recruter (0-100)		56	Indice de divulgation de l'information (0–10)		4			
Indice de rigidité des horaires (0-100)		0	Indice mesurant la responsabilité des dirigeants (0–10)		7	Fermeture d'entreprise (classement)		135
Indice de difficulté de licencier (0-100)		20	Indice de facilité des poursuites intentées par les actionnaires (0–10)		5	Délai (années)		2,6
Indice de rigidité de l'emploi (0-100)		25	Indice de protection des investisseurs (0–10)		5,3	Coût (% de la valeur du patrimoine)		30
Coût des avantages extra-salariaux (% du salaire)		1				Taux de recouvrement (cents par dollar)		13,2
Coût de licenciement (semaines de salaire)		84	Paiement des taxes et impôts (classement)		78			
			Palements (nombre par année)		30			
			Délai (heures par année)		370			
			Total à payer (% du bénéfice brut)		32,2			
MALDIVES		Asie du Sud		RNB par habitant (US\$)		2 680		
Facilité de faire des affaires (classement)		60	Revenu intermédiaire inférieur		Population (m)		0,3	
Création d'entreprise		34	Transfert de propriété (classement)		178	Commerce transfrontalier (classement)		110
Procédures (nombre)		5	Procédures (nombre)		AUCUN CAS	Documents à l'export (nombre)		8
Délai (jours)		9	Délai (jours)		AUCUN CAS	Délai à l'export (jours)		21
Coût (% du revenu par habitant)		13,4	Coût (% valeur du bien)		AUCUN CAS	Coût à l'export (US\$ par conteneur)		1 200
Capital minimum (% du revenu par habitant)		5,8				Documents à l'import (nombre)		9
			Obtention de prêts (classement)		135	Délai à l'import (jours)		20
Octroi de licences (classement)		8	Indice de fiabilité des garanties (0–10)		4	Coût à l'import (US\$ par conteneur)		1 200
Procédures (nombre)		9	Étendue de l'information sur le crédit (0–6)		0			
Délai (jours)		118	Couverture du registre public (% des adultes)		0,0	Exécution des contrats (classement)		94
Coût (% du revenu par habitant)		39,9	Couverture du registre privé (% des adultes)		0,0	Procédures (nombre)		41
						Délai (jours)		665
Embauche des travailleurs (classement)		7	Protection des investisseurs (classement)		64	Coût (% de la créance)		16,5
Indice de difficulté de recruter (0-100)		0	Indice de divulgation de l'information (0–10)		0			
Indice de rigidité des horaires (0-100)		0	Indice mesurant la responsabilité des dirigeants (0–10)		8	Fermeture d'entreprise (classement)		120
Indice de difficulté de licencier (0-100)		0	Indice de facilité des poursuites intentées par les actionnaires (0–10)		8	Délai (années)		6,7
Indice de rigidité de l'emploi (0-100)		0	Indice de protection des investisseurs (0–10)		5,3	Coût (% de la valeur du patrimoine)		4
Coût des avantages extra-salariaux (% du salaire)		0				Taux de recouvrement (cents par dollar)		18,2
Coût de licenciement (semaines de salaire)		9	Paiement des taxes et impôts (classement)		1			
			Palements (nombre par année)		1			
			Délai (heures par année)		-			
			Total à payer (% du bénéfice brut)		9,1			

MALI		Afrique Sub-saharienne		RNB par habitant (US\$)	440
Facilité de faire des affaires (classement)	158	Revenu faible		Population (m)	13,9
Création d'entreprise	149	Transfert de propriété (classement)	90	Commerce transfrontalier (classement)	162
Procédures (nombre)	11	Procédures (nombre)	5	Documents à l'export (nombre)	9
Délai (jours)	26	Délai (jours)	29	Délai à l'export (jours)	44
Coût (% du revenu par habitant)	132,1	Coût (% valeur du bien)	21,2	Coût à l'export (US\$ par conteneur)	1 752
Capital minimum (% du revenu par habitant)	434,6			Documents à l'import (nombre)	11
		Obtention de prêts (classement)	135	Délai à l'import (jours)	65
Octroi de licences (classement)	101	Indice de fiabilité des garanties (0-10)	3	Coût à l'import (US\$ par conteneur)	2 680
Procédures (nombre)	14	Étendue de l'information sur le crédit (0-6)	1		
Délai (jours)	208	Couverture du registre public (% des adultes)	2,5	Exécution des contrats (classement)	157
Coût (% du revenu par habitant)	1 320,7	Couverture du registre privé (% des adultes)	0,0	Procédures (nombre)	39
				Délai (jours)	860
Embauche des travailleurs (classement)	88	Protection des investisseurs (classement)	147	Coût (% de la créance)	52,0
Indice de difficulté de recruter (0-100)	33	Indice de divulgation de l'information (0-10)	6		
Indice de rigidité des horaires (0-100)	40	Indice mesurant la responsabilité des dirigeants (0-10)	1	Fermeture d'entreprise (classement)	107
Indice de difficulté de licencier (0-100)	40	Indice de facilité des poursuites intentées par les actionnaires (0-10)	3	Délai (années)	3,6
Indice de rigidité de l'emploi (0-100)	38	Indice de protection des investisseurs (0-10)	3,3	Coût (% de la valeur du patrimoine)	18
Coût des avantages extra-salariaux (% du salaire)	28			Taux de recouvrement (cents par dollar)	21,3
Coût de licenciement (semaines de salaire)	31	Paiement des taxes et impôts (classement)	151		
		Paielements (nombre par année)	58		
		Délai (heures par année)	270		
		Total à payer (% du bénéfice brut)	51,4		
MAROC		Moyen Orient et Afrique du Nord		RNB par habitant (US\$)	1 900
Facilité de faire des affaires (classement)	129	Revenu intermédiaire inférieur		Population (m)	30,5
Création d'entreprise	51	Transfert de propriété (classement)	102	Commerce transfrontalier (classement)	67
Procédures (nombre)	6	Procédures (nombre)	8	Documents à l'export (nombre)	8
Délai (jours)	12	Délai (jours)	47	Délai à l'export (jours)	14
Coût (% du revenu par habitant)	11,5	Coût (% valeur du bien)	4,9	Coût à l'export (US\$ par conteneur)	600
Capital minimum (% du revenu par habitant)	59,8			Documents à l'import (nombre)	11
		Obtention de prêts (classement)	135	Délai à l'import (jours)	19
Octroi de licences (classement)	88	Indice de fiabilité des garanties (0-10)	3	Coût à l'import (US\$ par conteneur)	800
Procédures (nombre)	19	Étendue de l'information sur le crédit (0-6)	1		
Délai (jours)	163	Couverture du registre public (% des adultes)	2,3	Exécution des contrats (classement)	114
Coût (% du revenu par habitant)	334,7	Couverture du registre privé (% des adultes)	0,0	Procédures (nombre)	40
				Délai (jours)	615
Embauche des travailleurs (classement)	165	Protection des investisseurs (classement)	158	Coût (% de la créance)	25,2
Indice de difficulté de recruter (0-100)	100	Indice de divulgation de l'information (0-10)	6		
Indice de rigidité des horaires (0-100)	40	Indice mesurant la responsabilité des dirigeants (0-10)	2	Fermeture d'entreprise (classement)	60
Indice de difficulté de licencier (0-100)	50	Indice de facilité des poursuites intentées par les actionnaires (0-10)	1	Délai (années)	1,8
Indice de rigidité de l'emploi (0-100)	63	Indice de protection des investisseurs (0-10)	3,0	Coût (% de la valeur du patrimoine)	18
Coût des avantages extra-salariaux (% du salaire)	19			Taux de recouvrement (cents par dollar)	35,3
Coût de licenciement (semaines de salaire)	85	Paiement des taxes et impôts (classement)	132		
		Paielements (nombre par année)	28		
		Délai (heures par année)	358		
		Total à payer (% du bénéfice brut)	53,1		
MARSHALL (ÎLES)		Extrême-Orient et Océanie		RNB par habitant (US\$)	3 000
Facilité de faire des affaires (classement)	89	Revenu intermédiaire inférieur		Population (m)	0,1
Création d'entreprise	15	Transfert de propriété (classement)	178	Commerce transfrontalier (classement)	46
Procédures (nombre)	5	Procédures (nombre)	AUCUN CAS	Documents à l'export (nombre)	5
Délai (jours)	17	Délai (jours)	AUCUN CAS	Délai à l'export (jours)	21
Coût (% du revenu par habitant)	17,7	Coût (% valeur du bien)	AUCUN CAS	Coût à l'export (US\$ par conteneur)	765
Capital minimum (% du revenu par habitant)	0,0			Documents à l'import (nombre)	5
		Obtention de prêts (classement)	170	Délai à l'import (jours)	33
Octroi de licences (classement)	4	Indice de fiabilité des garanties (0-10)	2	Coût à l'import (US\$ par conteneur)	765
Procédures (nombre)	10	Étendue de l'information sur le crédit (0-6)	0		
Délai (jours)	55	Couverture du registre public (% des adultes)	0,0	Exécution des contrats (classement)	60
Coût (% du revenu par habitant)	36,8	Couverture du registre privé (% des adultes)	0,0	Procédures (nombre)	36
				Délai (jours)	476
Embauche des travailleurs (classement)	1	Protection des investisseurs (classement)	147	Coût (% de la créance)	27,4
Indice de difficulté de recruter (0-100)	0	Indice de divulgation de l'information (0-10)	2		
Indice de rigidité des horaires (0-100)	0	Indice mesurant la responsabilité des dirigeants (0-10)	0	Fermeture d'entreprise (classement)	122
Indice de difficulté de licencier (0-100)	0	Indice de facilité des poursuites intentées par les actionnaires (0-10)	8	Délai (années)	2,0
Indice de rigidité de l'emploi (0-100)	0	Indice de protection des investisseurs (0-10)	3,3	Coût (% de la valeur du patrimoine)	38
Coût des avantages extra-salariaux (% du salaire)	11			Taux de recouvrement (cents par dollar)	17,9
Coût de licenciement (semaines de salaire)	0	Paiement des taxes et impôts (classement)	74		
		Paielements (nombre par année)	21		
		Délai (heures par année)	128		
		Total à payer (% du bénéfice brut)	64,9		

MAURICE (ÎLE)

Facilité de faire des affaires (classement)		Revenu intermédiaire supérieur		RNB par habitant (US\$)	5 450
				Population (m)	1,3
Création d'entreprise	8	Transfert de propriété (classement)	153	Commerce transfrontalier (classement)	17
Procédures (nombre)	6	Procédures (nombre)	6	Documents à l'export (nombre)	5
Délai (jours)	7	Délai (jours)	210	Délai à l'export (jours)	17
Coût (% du revenu par habitant)	5,3	Coût (% valeur du bien)	10,8	Coût à l'export (US\$ par conteneur)	728
Capital minimum (% du revenu par habitant)	0,0			Documents à l'import (nombre)	6
		Obtention de prêts (classement)	97	Délai à l'import (jours)	16
Octroi de licences (classement)	33	Indice de fiabilité des garanties (0–10)	5	Coût à l'import (US\$ par conteneur)	673
Procédures (nombre)	18	Étendue de l'information sur le crédit (0–6)	1		
Délai (jours)	107	Couverture du registre public (% des adultes)	38,6	Exécution des contrats (classement)	78
Coût (% du revenu par habitant)	43,3	Couverture du registre privé (% des adultes)	0,0	Procédures (nombre)	37
				Délai (jours)	750
Embauche des travailleurs (classement)	61	Protection des investisseurs (classement)	11	Coût (% de la créance)	17,4
Indice de difficulté de recruter (0–100)	0	Indice de divulgation de l'information (0–10)	6		
Indice de rigidité des horaires (0–100)	20	Indice mesurant la responsabilité des dirigeants (0–10)	8	Fermeture d'entreprise (classement)	66
Indice de difficulté de licencier (0–100)	50	Indice de facilité des poursuites intentées par les actionnaires (0–10)	9	Délai (années)	1,7
Indice de rigidité de l'emploi (0–100)	23	Indice de protection des investisseurs (0–10)	7,7	Coût (% de la valeur du patrimoine)	15
Coût des avantages extra-salariaux (% du salaire)	6			Taux de recouvrement (cents par dollar)	34,3
Coût de licenciement (semaines de salaire)	35	Paiement des taxes et impôts (classement)	11		
		Paielements (nombre par année)	7		
		Délai (heures par année)	161		
		Total à payer (% du bénéfice brut)	21,7		

MAURITANIE

Facilité de faire des affaires (classement)		Revenu faible		RNB par habitant (US\$)	740
				Population (m)	3,2
Création d'entreprise	167	Transfert de propriété (classement)	52	Commerce transfrontalier (classement)	152
Procédures (nombre)	11	Procédures (nombre)	4	Documents à l'export (nombre)	11
Délai (jours)	65	Délai (jours)	49	Délai à l'export (jours)	35
Coût (% du revenu par habitant)	56,2	Coût (% valeur du bien)	5,2	Coût à l'export (US\$ par conteneur)	1 360
Capital minimum (% du revenu par habitant)	503,1			Documents à l'import (nombre)	11
		Obtention de prêts (classement)	115	Délai à l'import (jours)	42
Octroi de licences (classement)	142	Indice de fiabilité des garanties (0–10)	4	Coût à l'import (US\$ par conteneur)	1 363
Procédures (nombre)	25	Étendue de l'information sur le crédit (0–6)	1		
Délai (jours)	201	Couverture du registre public (% des adultes)	0,2	Exécution des contrats (classement)	89
Coût (% du revenu par habitant)	565,5	Couverture du registre privé (% des adultes)	0,0	Procédures (nombre)	46
				Délai (jours)	400
Embauche des travailleurs (classement)	117	Protection des investisseurs (classement)	141	Coût (% de la créance)	23,2
Indice de difficulté de recruter (0–100)	56	Indice de divulgation de l'information (0–10)	5		
Indice de rigidité des horaires (0–100)	40	Indice mesurant la responsabilité des dirigeants (0–10)	3	Fermeture d'entreprise (classement)	143
Indice de difficulté de licencier (0–100)	40	Indice de facilité des poursuites intentées par les actionnaires (0–10)	3	Délai (années)	8,0
Indice de rigidité de l'emploi (0–100)	45	Indice de protection des investisseurs (0–10)	3,7	Coût (% de la valeur du patrimoine)	9
Coût des avantages extra-salariaux (% du salaire)	16			Taux de recouvrement (cents par dollar)	7,8
Coût de licenciement (semaines de salaire)	31	Paiement des taxes et impôts (classement)	171		
		Paielements (nombre par année)	38		
		Délai (heures par année)	696		
		Total à payer (% du bénéfice brut)	107,5		

MEXIQUE

Facilité de faire des affaires (classement)		Revenu intermédiaire supérieur		RNB par habitant (US\$)	7 870
				Population (m)	104,2
Création d'entreprise	75	Transfert de propriété (classement)	71	Commerce transfrontalier (classement)	76
Procédures (nombre)	8	Procédures (nombre)	5	Documents à l'export (nombre)	5
Délai (jours)	27	Délai (jours)	74	Délai à l'export (jours)	17
Coût (% du revenu par habitant)	13,3	Coût (% valeur du bien)	4,7	Coût à l'export (US\$ par conteneur)	1 302
Capital minimum (% du revenu par habitant)	11,6			Documents à l'import (nombre)	5
		Obtention de prêts (classement)	48	Délai à l'import (jours)	23
Octroi de licences (classement)	21	Indice de fiabilité des garanties (0–10)	3	Coût à l'import (US\$ par conteneur)	2 411
Procédures (nombre)	11	Étendue de l'information sur le crédit (0–6)	6		
Délai (jours)	131	Couverture du registre public (% des adultes)	0,0	Exécution des contrats (classement)	83
Coût (% du revenu par habitant)	103,5	Couverture du registre privé (% des adultes)	61,2	Procédures (nombre)	38
				Délai (jours)	415
Embauche des travailleurs (classement)	134	Protection des investisseurs (classement)	33	Coût (% de la créance)	32,0
Indice de difficulté de recruter (0–100)	33	Indice de divulgation de l'information (0–10)	8		
Indice de rigidité des horaires (0–100)	40	Indice mesurant la responsabilité des dirigeants (0–10)	5	Fermeture d'entreprise (classement)	23
Indice de difficulté de licencier (0–100)	70	Indice de facilité des poursuites intentées par les actionnaires (0–10)	5	Délai (années)	1,8
Indice de rigidité de l'emploi (0–100)	48	Indice de protection des investisseurs (0–10)	6,0	Coût (% de la valeur du patrimoine)	18
Coût des avantages extra-salariaux (% du salaire)	21			Taux de recouvrement (cents par dollar)	63,9
Coût de licenciement (semaines de salaire)	52	Paiement des taxes et impôts (classement)	135		
		Paielements (nombre par année)	27		
		Délai (heures par année)	552		
		Total à payer (% du bénéfice brut)	51,2		

MICRONÉSIE		Extrême-Orient et Océanie		RNB par habitant (US\$)		2 380		
Facilité de faire des affaires (classement)		112	Revenu intermédiaire inférieur		Population (m)		0,1	
Création d'entreprise		46	Transfert de propriété (classement)		178	Commerce transfrontalier (classement)		85
Procédures (nombre)		7	Procédures (nombre)		AUCUN CAS	Documents à l'export (nombre)		3
Délai (jours)		16	Délai (jours)		AUCUN CAS	Délai à l'export (jours)		30
Coût (% du revenu par habitant)		137,0	Coût (% valeur du bien)		AUCUN CAS	Coût à l'export (US\$ par conteneur)		1 145
Capital minimum (% du revenu par habitant)		0,0				Documents à l'import (nombre)		6
			Obtention de prêts (classement)		84	Délai à l'import (jours)		30
Octroi de licences (classement)		9	Indice de fiabilité des garanties (0–10)		7	Coût à l'import (US\$ par conteneur)		1 145
Procédures (nombre)		14	Étendue de l'information sur le crédit (0–6)		0			
Délai (jours)		73	Couverture du registre public (% des adultes)		0,0	Exécution des contrats (classement)		139
Coût (% du revenu par habitant)		19,7	Couverture du registre privé (% des adultes)		0,0	Procédures (nombre)		34
						Délai (jours)		965
Embauche des travailleurs (classement)		12	Protection des investisseurs (classement)		165	Coût (% de la créance)		66,0
Indice de difficulté de recruter (0–100)		22	Indice de divulgation de l'information (0–10)		0			
Indice de rigidité des horaires (0–100)		0	Indice mesurant la responsabilité des dirigeants (0–10)		0	Fermeture d'entreprise (classement)		149
Indice de difficulté de licencier (0–100)		0	Indice de facilité des poursuites intentées par les actionnaires (0–10)		8	Délai (années)		5,3
Indice de rigidité de l'emploi (0–100)		7	Indice de protection des investisseurs (0–10)		2,7	Coût (% de la valeur du patrimoine)		38
Coût des avantages extra-salariaux (% du salaire)		6				Taux de recouvrement (cents par dollar)		3,1
Coût de licenciement (semaines de salaire)		0	Paiement des taxes et impôts (classement)		70			
			Paiements (nombre par année)		21			
			Délai (heures par année)		128			
			Total à payer (% du bénéfice brut)		58,7			

MOLDAVIE		Europe de l'Est et Asie centrale		RNB par habitant (US\$)		1 100		
Facilité de faire des affaires (classement)		92	Revenu intermédiaire inférieur		Population (m)		3,8	
Création d'entreprise		81	Transfert de propriété (classement)		46	Commerce transfrontalier (classement)		122
Procédures (nombre)		9	Procédures (nombre)		6	Documents à l'export (nombre)		6
Délai (jours)		23	Délai (jours)		48	Délai à l'export (jours)		32
Coût (% du revenu par habitant)		11,5	Coût (% valeur du bien)		0,9	Coût à l'export (US\$ par conteneur)		1 425
Capital minimum (% du revenu par habitant)		14,6				Documents à l'import (nombre)		7
			Obtention de prêts (classement)		97	Délai à l'import (jours)		35
Octroi de licences (classement)		153	Indice de fiabilité des garanties (0–10)		6	Coût à l'import (US\$ par conteneur)		1 545
Procédures (nombre)		30	Étendue de l'information sur le crédit (0–6)		0			
Délai (jours)		292	Couverture du registre public (% des adultes)		0,0	Exécution des contrats (classement)		17
Coût (% du revenu par habitant)		154,2	Couverture du registre privé (% des adultes)		0,0	Procédures (nombre)		31
						Délai (jours)		365
Embauche des travailleurs (classement)		93	Protection des investisseurs (classement)		98	Coût (% de la créance)		16,6
Indice de difficulté de recruter (0–100)		33	Indice de divulgation de l'information (0–10)		7			
Indice de rigidité des horaires (0–100)		40	Indice mesurant la responsabilité des dirigeants (0–10)		1	Fermeture d'entreprise (classement)		82
Indice de difficulté de licencier (0–100)		40	Indice de facilité des poursuites intentées par les actionnaires (0–10)		6	Délai (années)		2,8
Indice de rigidité de l'emploi (0–100)		38	Indice de protection des investisseurs (0–10)		4,7	Coût (% de la valeur du patrimoine)		9
Coût des avantages extra-salariaux (% du salaire)		28				Taux de recouvrement (cents par dollar)		28,8
Coût de licenciement (semaines de salaire)		37	Paiement des taxes et impôts (classement)		111			
			Paiements (nombre par année)		49			
			Délai (heures par année)		218			
			Total à payer (% du bénéfice brut)		44,0			

MONGOLIE		Extrême-Orient et Océanie		RNB par habitant (US\$)		880		
Facilité de faire des affaires (classement)		52	Revenu faible		Population (m)		2,6	
Création d'entreprise		62	Transfert de propriété (classement)		18	Commerce transfrontalier (classement)		168
Procédures (nombre)		8	Procédures (nombre)		5	Documents à l'export (nombre)		10
Délai (jours)		20	Délai (jours)		11	Délai à l'export (jours)		58
Coût (% du revenu par habitant)		4,3	Coût (% valeur du bien)		2,2	Coût à l'export (US\$ par conteneur)		1 807
Capital minimum (% du revenu par habitant)		96,3				Documents à l'import (nombre)		10
			Obtention de prêts (classement)		68	Délai à l'import (jours)		59
Octroi de licences (classement)		43	Indice de fiabilité des garanties (0–10)		5	Coût à l'import (US\$ par conteneur)		3 197
Procédures (nombre)		21	Étendue de l'information sur le crédit (0–6)		3			
Délai (jours)		126	Couverture du registre public (% des adultes)		9,5	Exécution des contrats (classement)		27
Coût (% du revenu par habitant)		15,7	Couverture du registre privé (% des adultes)		0,0	Procédures (nombre)		32
						Délai (jours)		314
Embauche des travailleurs (classement)		64	Protection des investisseurs (classement)		19	Coût (% de la créance)		26,1
Indice de difficulté de recruter (0–100)		22	Indice de divulgation de l'information (0–10)		5			
Indice de rigidité des horaires (0–100)		80	Indice mesurant la responsabilité des dirigeants (0–10)		8	Fermeture d'entreprise (classement)		115
Indice de difficulté de licencier (0–100)		0	Indice de facilité des poursuites intentées par les actionnaires (0–10)		6	Délai (années)		4,0
Indice de rigidité de l'emploi (0–100)		34	Indice de protection des investisseurs (0–10)		6,3	Coût (% de la valeur du patrimoine)		8
Coût des avantages extra-salariaux (% du salaire)		20				Taux de recouvrement (cents par dollar)		20,1
Coût de licenciement (semaines de salaire)		9	Paiement des taxes et impôts (classement)		90			
			Paiements (nombre par année)		42			
			Délai (heures par année)		204			
			Total à payer (% du bénéfice brut)		38,4			

MONTENEGRO

MONTENEGRO		Europe de l'Est et Asie centrale		RNB par habitant (US\$)		3 860					
Facilité de faire des affaires (classement)		81		Revenu intermédiaire inférieur		Population (m)		0,6			
Création d'entreprise		98		Transfert de propriété (classement)		103		Commerce transfrontalier (classement)		113	
Procédures (nombre)		15		Procédures (nombre)		8		Documents à l'export (nombre)		9	
Délai (jours)		24		Délai (jours)		86		Délai à l'export (jours)		18	
Coût (% du revenu par habitant)		6,2		Coût (% valeur du bien)		2,4		Coût à l'export (US\$ par conteneur)		1 580	
Capital minimum (% du revenu par habitant)		0,0						Documents à l'import (nombre)		7	
				Obtention de prêts (classement)		84		Délai à l'import (jours)		19	
Octroi de licences (classement)		113		Indice de fiabilité des garanties (0–10)		7		Coût à l'import (US\$ par conteneur)		1 780	
Procédures (nombre)		19		Étendue de l'information sur le crédit (0–6)		0					
Délai (jours)		185		Couverture du registre public (% des adultes)		0,0		Exécution des contrats (classement)		131	
Coût (% du revenu par habitant)		599,6		Couverture du registre privé (% des adultes)		0,0		Procédures (nombre)		49	
								Délai (jours)		545	
Embauche des travailleurs (classement)		98		Protection des investisseurs (classement)		19		Coût (% de la créance)		25,7	
Indice de difficulté de recruter (0–100)		33		Indice de divulgation de l'information (0–10)		5					
Indice de rigidité des horaires (0–100)		40		Indice mesurant la responsabilité des dirigeants (0–10)		8		Fermeture d'entreprise (classement)		41	
Indice de difficulté de licencier (0–100)		40		Indice de facilité des poursuites intentées par les actionnaires (0–10)		6		Délai (années)		2,0	
Indice de rigidité de l'emploi (0–100)		38		Indice de protection des investisseurs (0–10)		6,3		Coût (% de la valeur du patrimoine)		8	
Coût des avantages extra-salariaux (% du salaire)		18						Taux de recouvrement (cents par dollar)		42,8	
Coût de licenciement (semaines de salaire)		39		Paiement des taxes et impôts (classement)		129					
				Paiements (nombre par année)		88					
				Délai (heures par année)		372					
				Total à payer (% du bénéfice brut)		31,6					

MOZAMBIQUE

MOZAMBIQUE		Afrique Sub-saharienne		RNB par habitant (US\$)		340					
Facilité de faire des affaires (classement)		134		Revenu faible		Population (m)		20,1			
Création d'entreprise		125		Transfert de propriété (classement)		126		Commerce transfrontalier (classement)		140	
Procédures (nombre)		10		Procédures (nombre)		8		Documents à l'export (nombre)		8	
Délai (jours)		29		Délai (jours)		42		Délai à l'export (jours)		27	
Coût (% du revenu par habitant)		21,6		Coût (% valeur du bien)		8,1		Coût à l'export (US\$ par conteneur)		1 155	
Capital minimum (% du revenu par habitant)		115,8						Documents à l'import (nombre)		10	
				Obtention de prêts (classement)		97		Délai à l'import (jours)		38	
Octroi de licences (classement)		147		Indice de fiabilité des garanties (0–10)		3		Coût à l'import (US\$ par conteneur)		1 185	
Procédures (nombre)		17		Étendue de l'information sur le crédit (0–6)		3					
Délai (jours)		361		Couverture du registre public (% des adultes)		0,9		Exécution des contrats (classement)		138	
Coût (% du revenu par habitant)		705,0		Couverture du registre privé (% des adultes)		0,0		Procédures (nombre)		31	
								Délai (jours)		1 010	
Embauche des travailleurs (classement)		162		Protection des investisseurs (classement)		33		Coût (% de la créance)		142,5	
Indice de difficulté de recruter (0–100)		83		Indice de divulgation de l'information (0–10)		5					
Indice de rigidité des horaires (0–100)		60		Indice mesurant la responsabilité des dirigeants (0–10)		4		Fermeture d'entreprise (classement)		134	
Indice de difficulté de licencier (0–100)		20		Indice de facilité des poursuites intentées par les actionnaires (0–10)		9		Délai (années)		5,0	
Indice de rigidité de l'emploi (0–100)		54		Indice de protection des investisseurs (0–10)		6,0		Coût (% de la valeur du patrimoine)		9	
Coût des avantages extra-salariaux (% du salaire)		4						Taux de recouvrement (cents par dollar)		13,9	
Coût de licenciement (semaines de salaire)		143		Paiement des taxes et impôts (classement)		72					
				Paiements (nombre par année)		37					
				Délai (heures par année)		230					
				Total à payer (% du bénéfice brut)		34,3					

NAMIBIE

NAMIBIE		Afrique Sub-saharienne		RNB par habitant (US\$)		3 230	
Facilité de faire des affaires (classement)		43	Revenu intermédiaire inférieur		Population (m)		2,1
Création d'entreprise	101	Transfert de propriété (classement)	128	Commerce transfrontalier (classement)	144		
Procédures (nombre)	10	Procédures (nombre)	9	Documents à l'export (nombre)	11		
Délai (jours)	99	Délai (jours)	23	Délai à l'export (jours)	29		
Coût (% du revenu par habitant)	22,3	Coût (% valeur du bien)	9,9	Coût à l'export (US\$ par conteneur)	1 539		
Capital minimum (% du revenu par habitant)	0,0			Documents à l'import (nombre)	9		
		Obtention de prêts (classement)	36	Délai à l'import (jours)	24		
Octroi de licences (classement)	31	Indice de fiabilité des garanties (0–10)	5	Coût à l'import (US\$ par conteneur)	1 550		
Procédures (nombre)	12	Étendue de l'information sur le crédit (0–6)	5				
Délai (jours)	139	Couverture du registre public (% des adultes)	0,0	Exécution des contrats (classement)	33		
Coût (% du revenu par habitant)	156,7	Couverture du registre privé (% des adultes)	59,9	Procédures (nombre)	33		
				Délai (jours)	270		
Embauche des travailleurs (classement)	33	Protection des investisseurs (classement)	64	Coût (% de la créance)	29,9		
Indice de difficulté de recruter (0–100)	0	Indice de divulgation de l'information (0–10)	5				
Indice de rigidité des horaires (0–100)	40	Indice mesurant la responsabilité des dirigeants (0–10)	5	Fermeture d'entreprise (classement)	47		
Indice de difficulté de licencier (0–100)	20	Indice de facilité des poursuites intentées par les actionnaires (0–10)	6	Délai (années)	1,5		
Indice de rigidité de l'emploi (0–100)	20	Indice de protection des investisseurs (0–10)	5,3	Coût (% de la valeur du patrimoine)	15		
Coût des avantages extra-salariaux (% du salaire)	0			Taux de recouvrement (cents par dollar)	41,3		
Coût de licenciement (semaines de salaire)	24	Paiement des taxes et impôts (classement)	48				
		Paiements (nombre par année)	37				
		Délai (heures par année)	''				
		Total à payer (% du bénéfice brut)	26,5				

NÉPAL		Asie du Sud		RNB par habitant (US\$)		290		
Facilité de faire des affaires (classement)		111	Revenu faible		Population (m)		27,7	
Création d'entreprise		60	Transfert de propriété (classement)		25	Commerce transfrontalier (classement)		151
Procédures (nombre)		7	Procédures (nombre)		3	Documents à l'export (nombre)		9
Délai (jours)		31	Délai (jours)		5	Délai à l'export (jours)		43
Coût (% du revenu par habitant)		73,9	Coût (% valeur du bien)		6,4	Coût à l'export (US\$ par conteneur)		1 600
Capital minimum (% du revenu par habitant)		0,0				Documents à l'import (nombre)		10
			Obtention de prêts (classement)		97	Délai à l'import (jours)		35
Octroi de licences (classement)		125	Indice de fiabilité des garanties (0–10)		4	Coût à l'import (US\$ par conteneur)		1 725
Procédures (nombre)		15	Étendue de l'information sur le crédit (0–6)		2			
Délai (jours)		424	Couverture du registre public (% des adultes)		0,0	Exécution des contrats (classement)		123
Coût (% du revenu par habitant)		304,7	Couverture du registre privé (% des adultes)		0,2	Procédures (nombre)		39
						Délai (jours)		735
Embauche des travailleurs (classement)		155	Protection des investisseurs (classement)		64	Coût (% de la créance)		26,8
Indice de difficulté de recruter (0–100)		67	Indice de divulgation de l'information (0–10)		6			
Indice de rigidité des horaires (0–100)		20	Indice mesurant la responsabilité des dirigeants (0–10)		1	Fermeture d'entreprise (classement)		95
Indice de difficulté de licencier (0–100)		70	Indice de facilité des poursuites intentées par les actionnaires (0–10)		9	Délai (années)		5,0
Indice de rigidité de l'emploi (0–100)		52	Indice de protection des investisseurs (0–10)		5,3	Coût (% de la valeur du patrimoine)		9
Coût des avantages extra-salariaux (% du salaire)		10				Taux de recouvrement (cents par dollar)		24,5
Coût de licenciement (semaines de salaire)		90	Paiement des taxes et impôts (classement)		92			
			Palements (nombre par année)		33			
			Délai (heures par année)		408			
			Total à payer (% du bénéfice brut)		32,5			
NICARAGUA		Amérique latine et Caraïbes		RNB par habitant (US\$)		1 000		
Facilité de faire des affaires (classement)		93	Revenu intermédiaire inférieur		Population (m)		5,2	
Création d'entreprise		70	Transfert de propriété (classement)		130	Commerce transfrontalier (classement)		87
Procédures (nombre)		6	Procédures (nombre)		8	Documents à l'export (nombre)		5
Délai (jours)		39	Délai (jours)		124	Délai à l'export (jours)		36
Coût (% du revenu par habitant)		119,1	Coût (% valeur du bien)		3,5	Coût à l'export (US\$ par conteneur)		1 021
Capital minimum (% du revenu par habitant)		0,0				Documents à l'import (nombre)		5
			Obtention de prêts (classement)		68	Délai à l'import (jours)		38
Octroi de licences (classement)		127	Indice de fiabilité des garanties (0–10)		3	Coût à l'import (US\$ par conteneur)		1 054
Procédures (nombre)		17	Étendue de l'information sur le crédit (0–6)		5			
Délai (jours)		219	Couverture du registre public (% des adultes)		14,8	Exécution des contrats (classement)		69
Coût (% du revenu par habitant)		898,6	Couverture du registre privé (% des adultes)		100,0	Procédures (nombre)		35
						Délai (jours)		540
Embauche des travailleurs (classement)		59	Protection des investisseurs (classement)		83	Coût (% de la créance)		26,8
Indice de difficulté de recruter (0–100)		22	Indice de divulgation de l'information (0–10)		4			
Indice de rigidité des horaires (0–100)		60	Indice mesurant la responsabilité des dirigeants (0–10)		5	Fermeture d'entreprise (classement)		63
Indice de difficulté de licencier (0–100)		0	Indice de facilité des poursuites intentées par les actionnaires (0–10)		6	Délai (années)		2,2
Indice de rigidité de l'emploi (0–100)		27	Indice de protection des investisseurs (0–10)		5,0	Coût (% de la valeur du patrimoine)		15
Coût des avantages extra-salariaux (% du salaire)		17				Taux de recouvrement (cents par dollar)		34,6
Coût de licenciement (semaines de salaire)		24	Paiement des taxes et impôts (classement)		156			
			Palements (nombre par année)		64			
			Délai (heures par année)		240			
			Total à payer (% du bénéfice brut)		63,2			
NIGER		Afrique Sub-saharienne		RNB par habitant (US\$)		260		
Facilité de faire des affaires (classement)		169	Revenu faible		Population (m)		14,4	
Création d'entreprise (classement)		153	Transfert de propriété (classement)		63	Commerce transfrontalier (classement)		163
Procédures (nombre)		11	Procédures (nombre)		5	Documents à l'export (nombre)		8
Délai (jours)		23	Délai (jours)		32	Délai à l'export (jours)		59
Coût (% du revenu par habitant)		174,8	Coût (% valeur du bien)		9,0	Coût à l'export (US\$ par conteneur)		2 945
Capital minimum (% du revenu par habitant)		735,6				Documents à l'import (nombre)		10
			Obtention de prêts (classement)		135	Délai à l'import (jours)		68
Octroi de licences (classement)		155	Indice de fiabilité des garanties (0–10)		3	Coût à l'import (US\$ par conteneur)		2 946
Procédures (nombre)		16	Étendue de l'information sur le crédit (0–6)		1			
Délai (jours)		293	Couverture du registre public (% des adultes)		1,0	Exécution des contrats (classement)		132
Coût (% du revenu par habitant)		2 823,6	Couverture du registre privé (% des adultes)		0,0	Procédures (nombre)		39
						Délai (jours)		545
Embauche des travailleurs (classement)		161	Protection des investisseurs (classement)		147	Coût (% de la créance)		59,6
Indice de difficulté de recruter (0–100)		100	Indice de divulgation de l'information (0–10)		6			
Indice de rigidité des horaires (0–100)		60	Indice mesurant la responsabilité des dirigeants (0–10)		1	Fermeture d'entreprise (classement)		133
Indice de difficulté de licencier (0–100)		50	Indice de facilité des poursuites intentées par les actionnaires (0–10)		3	Délai (années)		5,0
Indice de rigidité de l'emploi (0–100)		70	Indice de protection des investisseurs (0–10)		3,3	Coût (% de la valeur du patrimoine)		18
Coût des avantages extra-salariaux (% du salaire)		17				Taux de recouvrement (cents par dollar)		14,2
Coût de licenciement (semaines de salaire)		31	Paiement des taxes et impôts (classement)		115			
			Palements (nombre par année)		42			
			Délai (heures par année)		270			
			Total à payer (% du bénéfice brut)		42,4			

NIGÉRIA		Afrique Sub-saharienne		RNB par habitant (US\$)		640		
Facilité de faire des affaires (classement)		108	Revenu faible		Population (m)		144,7	
Création d'entreprise		80	Transfert de propriété (classement)		173	Commerce transfrontalier (classement)		138
Procédures (nombre)		9	Procédures (nombre)		14	Documents à l'export (nombre)		10
Délai (jours)		34	Délai (jours)		82	Délai à l'export (jours)		26
Coût (% du revenu par habitant)		56,6	Coût (% valeur du bien)		22,2	Coût à l'export (US\$ par conteneur)		1 026
Capital minimum (% du revenu par habitant)		0,0				Documents à l'import (nombre)		9
			Obtention de prêts (classement)		84	Délai à l'import (jours)		46
Octroi de licences (classement)		161	Indice de fiabilité des garanties (0–10)		7	Coût à l'import (US\$ par conteneur)		1 047
Procédures (nombre)		18	Étendue de l'information sur le crédit (0–6)		0			
Délai (jours)		350	Couverture du registre public (% des adultes)		0,0	Exécution des contrats (classement)		93
Coût (% du revenu par habitant)		1 016,0	Couverture du registre privé (% des adultes)		0,0	Procédures (nombre)		39
						Délai (jours)		457
Embauche des travailleurs (classement)		30	Protection des investisseurs (classement)		51	Coût (% de la créance)		32,0
Indice de difficulté de recruter (0–100)		0	Indice de divulgation de l'information (0–10)		5			
Indice de rigidité des horaires (0–100)		0	Indice mesurant la responsabilité des dirigeants (0–10)		7	Fermeture d'entreprise (classement)		89
Indice de difficulté de licencier (0–100)		20	Indice de facilité des poursuites intentées par les actionnaires (0–10)		5	Délai (années)		2,0
Indice de rigidité de l'emploi (0–100)		7	Indice de protection des investisseurs (0–10)		5,7	Coût (% de la valeur du patrimoine)		22
Coût des avantages extra-salariaux (% du salaire)		9				Taux de recouvrement (cents par dollar)		27,5
Coût de licenciement (semaines de salaire)		50	Paiement des taxes et impôts (classement)		107			
			Paievements (nombre par année)		35			
			Délai (heures par année)		1 120			
			Total à payer (% du bénéfice brut)		29,9			
NORVÈGE		OCDE: Revenu élevé		RNB par habitant (US\$)		66 530		
Facilité de faire des affaires (classement)		11	Revenu élevé		Population (m)		4,6	
Création d'entreprise		28	Transfert de propriété (classement)		6	Commerce transfrontalier (classement)		4
Procédures (nombre)		6	Procédures (nombre)		1	Documents à l'export (nombre)		4
Délai (jours)		10	Délai (jours)		3	Délai à l'export (jours)		7
Coût (% du revenu par habitant)		2,3	Coût (% valeur du bien)		2,5	Coût à l'export (US\$ par conteneur)		518
Capital minimum (% du revenu par habitant)		23,4				Documents à l'import (nombre)		4
			Obtention de prêts (classement)		36	Délai à l'import (jours)		7
Octroi de licences (classement)		55	Indice de fiabilité des garanties (0–10)		6	Coût à l'import (US\$ par conteneur)		468
Procédures (nombre)		14	Étendue de l'information sur le crédit (0–6)		4			
Délai (jours)		252	Couverture du registre public (% des adultes)		0,0	Exécution des contrats (classement)		9
Coût (% du revenu par habitant)		46,2	Couverture du registre privé (% des adultes)		100,0	Procédures (nombre)		33
						Délai (jours)		310
Embauche des travailleurs (classement)		94	Protection des investisseurs (classement)		15	Coût (% de la créance)		9,9
Indice de difficulté de recruter (0–100)		61	Indice de divulgation de l'information (0–10)		7			
Indice de rigidité des horaires (0–100)		40	Indice mesurant la responsabilité des dirigeants (0–10)		6	Fermeture d'entreprise (classement)		3
Indice de difficulté de licencier (0–100)		40	Indice de facilité des poursuites intentées par les actionnaires (0–10)		7	Délai (années)		0,9
Indice de rigidité de l'emploi (0–100)		47	Indice de protection des investisseurs (0–10)		6,7	Coût (% de la valeur du patrimoine)		1
Coût des avantages extra-salariaux (% du salaire)		14				Taux de recouvrement (cents par dollar)		90,7
Coût de licenciement (semaines de salaire)		13	Paiement des taxes et impôts (classement)		16			
			Paievements (nombre par année)		4			
			Délai (heures par année)		87			
			Total à payer (% du bénéfice brut)		42,0			
NOUVELLE-ZÉLANDE		OCDE: Revenu élevé		RNB par habitant (US\$)		27 250		
Facilité de faire des affaires (classement)		2	Revenu élevé		Population (m)		4,1	
Création d'entreprise		3	Transfert de propriété (classement)		1	Commerce transfrontalier (classement)		16
Procédures (nombre)		2	Procédures (nombre)		2	Documents à l'export (nombre)		7
Délai (jours)		12	Délai (jours)		2	Délai à l'export (jours)		10
Coût (% du revenu par habitant)		0,1	Coût (% valeur du bien)		0,1	Coût à l'export (US\$ par conteneur)		725
Capital minimum (% du revenu par habitant)		0,0				Documents à l'import (nombre)		5
			Obtention de prêts (classement)		3	Délai à l'import (jours)		9
Octroi de licences (classement)		2	Indice de fiabilité des garanties (0–10)		9	Coût à l'import (US\$ par conteneur)		800
Procédures (nombre)		7	Étendue de l'information sur le crédit (0–6)		5			
Délai (jours)		65	Couverture du registre public (% des adultes)		0,0	Exécution des contrats (classement)		13
Coût (% du revenu par habitant)		25,0	Couverture du registre privé (% des adultes)		100,0	Procédures (nombre)		30
						Délai (jours)		216
Embauche des travailleurs (classement)		13	Protection des investisseurs (classement)		1	Coût (% de la créance)		22,0
Indice de difficulté de recruter (0–100)		11	Indice de divulgation de l'information (0–10)		10			
Indice de rigidité des horaires (0–100)		0	Indice mesurant la responsabilité des dirigeants (0–10)		9	Fermeture d'entreprise (classement)		16
Indice de difficulté de licencier (0–100)		10	Indice de facilité des poursuites intentées par les actionnaires (0–10)		10	Délai (années)		1,3
Indice de rigidité de l'emploi (0–100)		7	Indice de protection des investisseurs (0–10)		9,7	Coût (% de la valeur du patrimoine)		4
Coût des avantages extra-salariaux (% du salaire)		1				Taux de recouvrement (cents par dollar)		77,1
Coût de licenciement (semaines de salaire)		0	Paiement des taxes et impôts (classement)		9			
			Paievements (nombre par année)		8			
			Délai (heures par année)		70			
			Total à payer (% du bénéfice brut)		35,1			

OMAN		Moyen Orient et Afrique du Nord		RNB par habitant (US\$)		9 587		
Facilité de faire des affaires (classement)		49	Revenu intermédiaire supérieur		Population (m)		2,6	
Création d'entreprise		107	Transfert de propriété (classement)		15	Commerce transfrontalier (classement)		104
Procédures (nombre)		9	Procédures (nombre)		2	Documents à l'export (nombre)		10
Délai (jours)		34	Délai (jours)		16	Délai à l'export (jours)		22
Coût (% du revenu par habitant)		4,3	Coût (% valeur du bien)		3,0	Coût à l'export (US\$ par conteneur)		665
Capital minimum (% du revenu par habitant)		541,8				Documents à l'import (nombre)		10
			Obtention de prêts (classement)		97	Délai à l'import (jours)		26
Octroi de licences (classement)		130	Indice de fiabilité des garanties (0–10)		4	Coût à l'import (US\$ par conteneur)		824
Procédures (nombre)		16	Étendue de l'information sur le crédit (0–6)		2			
Délai (jours)		242	Couverture du registre public (% des adultes)		12,4	Exécution des contrats (classement)		110
Coût (% du revenu par habitant)		847,6	Couverture du registre privé (% des adultes)		0,0	Procédures (nombre)		5
						Délai (jours)		598
Embauche des travailleurs (classement)		26	Protection des investisseurs (classement)		64	Coût (% de la créance)		13,5
Indice de difficulté de recruter (0–100)		33	Indice de divulgation de l'information (0–10)		8			
Indice de rigidité des horaires (0–100)		40	Indice mesurant la responsabilité des dirigeants (0–10)		5	Fermeture d'entreprise (classement)		59
Indice de difficulté de licencier (0–100)		0	Indice de facilité des poursuites intentées par les actionnaires (0–10)		3	Délai (années)		4,0
Indice de rigidité de l'emploi (0–100)		24	Indice de protection des investisseurs (0–10)		5,3	Coût (% de la valeur du patrimoine)		4
Coût des avantages extra-salariaux (% du salaire)		11				Taux de recouvrement (cents par dollar)		35,5
Coût de licenciement (semaines de salaire)		4	Paiement des taxes et impôts (classement)		5			
			Paiements (nombre par année)		14			
			Délai (heures par année)		62			
			Total à payer (% du bénéfice brut)		21,6			
OUGANDA		Afrique Sub-saharienne		RNB par habitant (US\$)		300		
Facilité de faire des affaires (classement)		118	Revenu faible		Population (m)		29,9	
Création d'entreprise		114	Transfert de propriété (classement)		163	Commerce transfrontalier (classement)		141
Procédures (nombre)		18	Procédures (nombre)		13	Documents à l'export (nombre)		6
Délai (jours)		28	Délai (jours)		227	Délai à l'export (jours)		39
Coût (% du revenu par habitant)		92,0	Coût (% valeur du bien)		4,6	Coût à l'export (US\$ par conteneur)		2 940
Capital minimum (% du revenu par habitant)		0,0				Documents à l'import (nombre)		7
			Obtention de prêts (classement)		158	Délai à l'import (jours)		37
Octroi de licences (classement)		81	Indice de fiabilité des garanties (0–10)		3	Coût à l'import (US\$ par conteneur)		2 990
Procédures (nombre)		16	Étendue de l'information sur le crédit (0–6)		0			
Délai (jours)		143	Couverture du registre public (% des adultes)		0,0	Exécution des contrats (classement)		119
Coût (% du revenu par habitant)		811,8	Couverture du registre privé (% des adultes)		0,0	Procédures (nombre)		38
						Délai (jours)		535
Embauche des travailleurs (classement)		11	Protection des investisseurs (classement)		122	Coût (% de la créance)		44,9
Indice de difficulté de recruter (0–100)		0	Indice de divulgation de l'information (0–10)		2			
Indice de rigidité des horaires (0–100)		0	Indice mesurant la responsabilité des dirigeants (0–10)		5	Fermeture d'entreprise (classement)		48
Indice de difficulté de licencier (0–100)		10	Indice de facilité des poursuites intentées par les actionnaires (0–10)		5	Délai (années)		2,2
Indice de rigidité de l'emploi (0–100)		3	Indice de protection des investisseurs (0–10)		4,0	Coût (% de la valeur du patrimoine)		30
Coût des avantages extra-salariaux (% du salaire)		10				Taux de recouvrement (cents par dollar)		41,0
Coût de licenciement (semaines de salaire)		13	Paiement des taxes et impôts (classement)		55			
			Paiements (nombre par année)		33			
			Délai (heures par année)		237			
			Total à payer (% du bénéfice brut)		32,3			
OUBÉKISTAN		Europe de l'Est et Asie centrale		RNB par habitant (US\$)		610		
Facilité de faire des affaires (classement)		138	Revenu faible		Population (m)		26,5	
Création d'entreprise		54	Transfert de propriété (classement)		119	Commerce transfrontalier (classement)		165
Procédures (nombre)		7	Procédures (nombre)		12	Documents à l'export (nombre)		7
Délai (jours)		13	Délai (jours)		78	Délai à l'export (jours)		80
Coût (% du revenu par habitant)		14,2	Coût (% valeur du bien)		1,4	Coût à l'export (US\$ par conteneur)		2 550
Capital minimum (% du revenu par habitant)		25,3				Documents à l'import (nombre)		11
			Obtention de prêts (classement)		170	Délai à l'import (jours)		104
Octroi de licences (classement)		145	Indice de fiabilité des garanties (0–10)		2	Coût à l'import (US\$ par conteneur)		4 050
Procédures (nombre)		26	Étendue de l'information sur le crédit (0–6)		0			
Délai (jours)		260	Couverture du registre public (% des adultes)		0,0	Exécution des contrats (classement)		48
Coût (% du revenu par habitant)		140,7	Couverture du registre privé (% des adultes)		0,0	Procédures (nombre)		42
						Délai (jours)		195
Embauche des travailleurs (classement)		67	Protection des investisseurs (classement)		107	Coût (% de la créance)		22,2
Indice de difficulté de recruter (0–100)		33	Indice de divulgation de l'information (0–10)		4			
Indice de rigidité des horaires (0–100)		40	Indice mesurant la responsabilité des dirigeants (0–10)		6	Fermeture d'entreprise (classement)		119
Indice de difficulté de licencier (0–100)		30	Indice de facilité des poursuites intentées par les actionnaires (0–10)		3	Délai (années)		4,0
Indice de rigidité de l'emploi (0–100)		34	Indice de protection des investisseurs (0–10)		4,3	Coût (% de la valeur du patrimoine)		10
Coût des avantages extra-salariaux (% du salaire)		25				Taux de recouvrement (cents par dollar)		18,7
Coût de licenciement (semaines de salaire)		22	Paiement des taxes et impôts (classement)		159			
			Paiements (nombre par année)		118			
			Délai (heures par année)		196			
			Total à payer (% du bénéfice brut)		96,3			

PAKISTAN		Asie du Sud		RNB par habitant (US\$)		770	
Facilité de faire des affaires (classement)		Revenu faible		Population (m)		159,0	
Création d'entreprise	59	Transfert de propriété (classement)	88	Commerce transfrontalier (classement)	94		
Procédures (nombre)	11	Procédures (nombre)	6	Documents à l'export (nombre)	9		
Délai (jours)	24	Délai (jours)	50	Délai à l'export (jours)	24		
Coût (% du revenu par habitant)	14,0	Coût (% valeur du bien)	5,3	Coût à l'export (US\$ par conteneur)	515		
Capital minimum (% du revenu par habitant)	0,0			Documents à l'import (nombre)	8		
		Obtention de prêts (classement)	68	Délai à l'import (jours)	19		
Octroi de licences (classement)	93	Indice de fiabilité des garanties (0–10)	4	Coût à l'import (US\$ par conteneur)	1 336		
Procédures (nombre)	12	Étendue de l'information sur le crédit (0–6)	4				
Délai (jours)	223	Couverture du registre public (% des adultes)	4,6	Exécution des contrats (classement)	154		
Coût (% du revenu par habitant)	869,5	Couverture du registre privé (% des adultes)	1,4	Procédures (nombre)	47		
		Protection des investisseurs (classement)	19	Délai (jours)	880		
Embauche des travailleurs (classement)	132	Indice de divulgation de l'information (0–10)	6	Coût (% de la créance)	23,8		
Indice de difficulté de recruter (0–100)	78	Indice mesurant la responsabilité des dirigeants (0–10)	6				
Indice de rigidité des horaires (0–100)	20	Indice de facilité des poursuites intentées par les actionnaires (0–10)	7	Fermeture d'entreprise (classement)	51		
Indice de difficulté de licencier (0–100)	30	Indice de protection des investisseurs (0–10)	6,3	Délai (années)	2,8		
Indice de rigidité de l'emploi (0–100)	43			Coût (% de la valeur du patrimoine)	4		
Coût des avantages extra-salariaux (% du salaire)	11	Paiement des taxes et impôts (classement)	146	Taux de recouvrement (cents par dollar)	39,1		
Coût de licenciement (semaines de salaire)	90	Paievements (nombre par année)	47				
		Délai (heures par année)	560				
		Total à payer (% du bénéfice brut)	40,7				
PALAU		Extrême-Orient et Océanie		RNB par habitant (US\$)		7 990	
Facilité de faire des affaires (classement)		Revenu intermédiaire supérieur		Population (m)		0,0	
Création d'entreprise	56	Transfert de propriété (classement)	14	Commerce transfrontalier (classement)	121		
Procédures (nombre)	8	Procédures (nombre)	5	Documents à l'export (nombre)	6		
Délai (jours)	28	Délai (jours)	14	Délai à l'export (jours)	29		
Coût (% du revenu par habitant)	4,7	Coût (% valeur du bien)	0,4	Coût à l'export (US\$ par conteneur)	1 160		
Capital minimum (% du revenu par habitant)	12,5			Documents à l'import (nombre)	10		
		Obtention de prêts (classement)	170	Délai à l'import (jours)	35		
Octroi de licences (classement)	47	Indice de fiabilité des garanties (0–10)	2	Coût à l'import (US\$ par conteneur)	1 110		
Procédures (nombre)	25	Étendue de l'information sur le crédit (0–6)	0				
Délai (jours)	118	Couverture du registre public (% des adultes)	0,0	Exécution des contrats (classement)	142		
Coût (% du revenu par habitant)	6,1	Couverture du registre privé (% des adultes)	0,0	Procédures (nombre)	38		
		Protection des investisseurs (classement)	165	Délai (jours)	885		
Embauche des travailleurs (classement)	9	Indice de divulgation de l'information (0–10)	0	Coût (% de la créance)	35,3		
Indice de difficulté de recruter (0–100)	11	Indice mesurant la responsabilité des dirigeants (0–10)	0				
Indice de rigidité des horaires (0–100)	0	Indice de facilité des poursuites intentées par les actionnaires (0–10)	8	Fermeture d'entreprise (classement)	55		
Indice de difficulté de licencier (0–100)	0	Indice de protection des investisseurs (0–10)	2,7	Délai (années)	1,0		
Indice de rigidité de l'emploi (0–100)	4			Coût (% de la valeur du patrimoine)	23		
Coût des avantages extra-salariaux (% du salaire)	6	Paiement des taxes et impôts (classement)	73	Taux de recouvrement (cents par dollar)	38,2		
Coût de licenciement (semaines de salaire)	0	Paievements (nombre par année)	19				
		Délai (heures par année)	128				
		Total à payer (% du bénéfice brut)	73,0				
PANAMA		Amérique latine et Caraïbes		RNB par habitant (US\$)		4 890	
Facilité de faire des affaires (classement)		Revenu intermédiaire supérieur		Population (m)		3,3	
Création d'entreprise	31	Transfert de propriété (classement)	61	Commerce transfrontalier (classement)	9		
Procédures (nombre)	7	Procédures (nombre)	7	Documents à l'export (nombre)	3		
Délai (jours)	19	Délai (jours)	44	Délai à l'export (jours)	9		
Coût (% du revenu par habitant)	22,0	Coût (% valeur du bien)	2,4	Coût à l'export (US\$ par conteneur)	650		
Capital minimum (% du revenu par habitant)	0,0			Documents à l'import (nombre)	4		
		Obtention de prêts (classement)	13	Délai à l'import (jours)	9		
Octroi de licences (classement)	89	Indice de fiabilité des garanties (0–10)	6	Coût à l'import (US\$ par conteneur)	850		
Procédures (nombre)	25	Étendue de l'information sur le crédit (0–6)	6				
Délai (jours)	149	Couverture du registre public (% des adultes)	0,0	Exécution des contrats (classement)	116		
Coût (% du revenu par habitant)	143,9	Couverture du registre privé (% des adultes)	41,6	Procédures (nombre)	31		
		Protection des investisseurs (classement)	98	Délai (jours)	686		
Embauche des travailleurs (classement)	170	Indice de divulgation de l'information (0–10)	1	Coût (% de la créance)	50,0		
Indice de difficulté de recruter (0–100)	78	Indice mesurant la responsabilité des dirigeants (0–10)	4				
Indice de rigidité des horaires (0–100)	60	Indice de facilité des poursuites intentées par les actionnaires (0–10)	9	Fermeture d'entreprise (classement)	74		
Indice de difficulté de licencier (0–100)	70	Indice de protection des investisseurs (0–10)	4,7	Délai (années)	2,5		
Indice de rigidité de l'emploi (0–100)	69			Coût (% de la valeur du patrimoine)	18		
Coût des avantages extra-salariaux (% du salaire)	19	Paiement des taxes et impôts (classement)	169	Taux de recouvrement (cents par dollar)	32,3		
Coût de licenciement (semaines de salaire)	44	Paievements (nombre par année)	59				
		Délai (heures par année)	482				
		Total à payer (% du bénéfice brut)	50,8				

PAPOUASIE-NOUVELLE-GUINÉE		Extrême-Orient et Océanie	RNB par habitant (US\$)	770	
Facilité de faire des affaires (classement)	84	Revenu faible	Population (m)	6,0	
Création d'entreprise	76	Transfert de propriété (classement)	64	Commerce transfrontalier (classement)	82
Procédures (nombre)	8	Procédures (nombre)	4	Documents à l'export (nombre)	7
Délai (jours)	56	Délai (jours)	72	Délai à l'export (jours)	26
Coût (% du revenu par habitant)	26,4	Coût (% valeur du bien)	5,1	Coût à l'export (US\$ par conteneur)	584
Capital minimum (% du revenu par habitant)	0,0			Documents à l'import (nombre)	9
		Obtention de prêts (classement)	115	Délai à l'import (jours)	29
Octroi de licences (classement)	118	Indice de fiabilité des garanties (0–10)	5	Coût à l'import (US\$ par conteneur)	642
Procédures (nombre)	24	Étendue de l'information sur le crédit (0–6)	0		
Délai (jours)	217	Couverture du registre public (% des adultes)	0,0	Exécution des contrats (classement)	162
Coût (% du revenu par habitant)	106,3	Couverture du registre privé (% des adultes)	0,0	Procédures (nombre)	43
				Délai (jours)	591
Embauche des travailleurs (classement)	31	Protection des investisseurs (classement)	33	Coût (% de la créance)	110,3
Indice de difficulté de recruter (0–100)	11	Indice de divulgation de l'information (0–10)	5		
Indice de rigidité des horaires (0–100)	20	Indice mesurant la responsabilité des dirigeants (0–10)	5	Fermeture d'entreprise (classement)	97
Indice de difficulté de licencier (0–100)	0	Indice de facilité des poursuites intentées par les actionnaires (0–10)	8	Délai (années)	3,0
Indice de rigidité de l'emploi (0–100)	10	Indice de protection des investisseurs (0–10)	6,0	Coût (% de la valeur du patrimoine)	23
Coût des avantages extra-salariaux (% du salaire)	10			Taux de recouvrement (cents par dollar)	23,9
Coût de licenciement (semaines de salaire)	39	Paiement des taxes et impôts (classement)	79		
		Paievements (nombre par année)	33		
		Délai (heures par année)	206		
		Total à payer (% du bénéfice brut)	41,7		
PARAGUAY		Amérique latine et Caraïbes	RNB par habitant (US\$)	1 400	
Facilité de faire des affaires (classement)	103	Revenu intermédiaire inférieur	Population (m)	6,0	
Création d'entreprise	66	Transfert de propriété (classement)	55	Commerce transfrontalier (classement)	123
Procédures (nombre)	7	Procédures (nombre)	6	Documents à l'export (nombre)	9
Délai (jours)	35	Délai (jours)	46	Délai à l'export (jours)	35
Coût (% du revenu par habitant)	77,6	Coût (% valeur du bien)	3,5	Coût à l'export (US\$ par conteneur)	720
Capital minimum (% du revenu par habitant)	0,0			Documents à l'import (nombre)	10
		Obtention de prêts (classement)	48	Délai à l'import (jours)	33
Octroi de licences (classement)	98	Indice de fiabilité des garanties (0–10)	3	Coût à l'import (US\$ par conteneur)	900
Procédures (nombre)	13	Étendue de l'information sur le crédit (0–6)	6		
Délai (jours)	291	Couverture du registre public (% des adultes)	11,0	Exécution des contrats (classement)	105
Coût (% du revenu par habitant)	439,0	Couverture du registre privé (% des adultes)	48,7	Procédures (nombre)	38
				Délai (jours)	591
Embauche des travailleurs (classement)	173	Protection des investisseurs (classement)	51	Coût (% de la créance)	30,0
Indice de difficulté de recruter (0–100)	56	Indice de divulgation de l'information (0–10)	6		
Indice de rigidité des horaires (0–100)	60	Indice mesurant la responsabilité des dirigeants (0–10)	5	Fermeture d'entreprise (classement)	132
Indice de difficulté de licencier (0–100)	60	Indice de facilité des poursuites intentées par les actionnaires (0–10)	6	Délai (années)	3,9
Indice de rigidité de l'emploi (0–100)	59	Indice de protection des investisseurs (0–10)	5,7	Coût (% de la valeur du patrimoine)	9
Coût des avantages extra-salariaux (% du salaire)	17			Taux de recouvrement (cents par dollar)	14,6
Coût de licenciement (semaines de salaire)	113	Paiement des taxes et impôts (classement)	93		
		Paievements (nombre par année)	35		
		Délai (heures par année)	328		
		Total à payer (% du bénéfice brut)	35,3		
PAYS-BAS		OCDE: Revenu élevé	RNB par habitant (US\$)	42 670	
Facilité de faire des affaires (classement)	21	Revenu élevé	Population (m)	16,4	
Création d'entreprise	41	Transfert de propriété (classement)	22	Commerce transfrontalier (classement)	14
Procédures (nombre)	6	Procédures (nombre)	2	Documents à l'export (nombre)	4
Délai (jours)	10	Délai (jours)	5	Délai à l'export (jours)	6
Coût (% du revenu par habitant)	6,0	Coût (% valeur du bien)	6,2	Coût à l'export (US\$ par conteneur)	880
Capital minimum (% du revenu par habitant)	52,9			Documents à l'import (nombre)	5
		Obtention de prêts (classement)	13	Délai à l'import (jours)	6
Octroi de licences (classement)	84	Indice de fiabilité des garanties (0–10)	7	Coût à l'import (US\$ par conteneur)	1 005
Procédures (nombre)	18	Étendue de l'information sur le crédit (0–6)	5		
Délai (jours)	230	Couverture du registre public (% des adultes)	0,0	Exécution des contrats (classement)	36
Coût (% du revenu par habitant)	76,0	Couverture du registre privé (% des adultes)	78,1	Procédures (nombre)	25
				Délai (jours)	514
Embauche des travailleurs (classement)	92	Protection des investisseurs (classement)	98	Coût (% de la créance)	24,4
Indice de difficulté de recruter (0–100)	17	Indice de divulgation de l'information (0–10)	4		
Indice de rigidité des horaires (0–100)	40	Indice mesurant la responsabilité des dirigeants (0–10)	4	Fermeture d'entreprise (classement)	8
Indice de difficulté de licencier (0–100)	70	Indice de facilité des poursuites intentées par les actionnaires (0–10)	6	Délai (années)	1,1
Indice de rigidité de l'emploi (0–100)	42	Indice de protection des investisseurs (0–10)	4,7	Coût (% de la valeur du patrimoine)	4
Coût des avantages extra-salariaux (% du salaire)	18			Taux de recouvrement (cents par dollar)	86,7
Coût de licenciement (semaines de salaire)	17	Paiement des taxes et impôts (classement)	36		
		Paievements (nombre par année)	9		
		Délai (heures par année)	180		
		Total à payer (% du bénéfice brut)	43,4		

PÉROU

PÉROU		Amérique latine et Caraïbes		RNB par habitant (US\$)		2 920					
Facilité de faire des affaires (classement)		58		Revenu intermédiaire inférieur		Population (m)		28,4			
Création d'entreprise		102		Transfert de propriété (classement)		35		Commerce transfrontalier (classement)		71	
Procédures (nombre)		10		Procédures (nombre)		5		Documents à l'export (nombre)		7	
Délai (jours)		72		Délai (jours)		33		Délai à l'export (jours)		24	
Coût (% du revenu par habitant)		29,9		Coût (% valeur du bien)		3,3		Coût à l'export (US\$ par conteneur)		590	
Capital minimum (% du revenu par habitant)		0,0						Documents à l'import (nombre)		8	
				Obtention de prêts (classement)		36		Délai à l'import (jours)		31	
Octroi de licences (classement)		109		Indice de fiabilité des garanties (0–10)		4		Coût à l'import (US\$ par conteneur)		670	
Procédures (nombre)		21		Étendue de l'information sur le crédit (0–6)		6					
Délai (jours)		210		Couverture du registre public (% des adultes)		20,7		Exécution des contrats (classement)		119	
Coût (% du revenu par habitant)		165,0		Couverture du registre privé (% des adultes)		33,0		Procédures (nombre)		41	
								Délai (jours)		468	
Embauche des travailleurs (classement)		159		Protection des investisseurs (classement)		15		Coût (% de la créance)		35,7	
Indice de difficulté de recruter (0–100)		44		Indice de divulgation de l'information (0–10)		8					
Indice de rigidité des horaires (0–100)		60		Indice mesurant la responsabilité des dirigeants (0–10)		5		Fermeture d'entreprise (classement)		94	
Indice de difficulté de licencier (0–100)		60		Indice de facilité des poursuites intentées par les actionnaires (0–10)		7		Délai (années)		3,1	
Indice de rigidité de l'emploi (0–100)		55		Indice de protection des investisseurs (0–10)		6,7		Coût (% de la valeur du patrimoine)		7	
Coût des avantages extra-salariaux (% du salaire)		10						Taux de recouvrement (cents par dollar)		24,7	
Coût de licenciement (semaines de salaire)		52		Paiement des taxes et impôts (classement)		77					
				Paiements (nombre par année)		9					
				Délai (heures par année)		424					
				Total à payer (% du bénéfice brut)		41,5					

PHILIPPINES

PHILIPPINES		Extrême-Orient et Océanie		RNB par habitant (US\$)		1 420					
Facilité de faire des affaires (classement)		133		Revenu intermédiaire inférieur		Population (m)		84,6			
Création d'entreprise		144		Transfert de propriété (classement)		86		Commerce transfrontalier (classement)		57	
Procédures (nombre)		15		Procédures (nombre)		8		Documents à l'export (nombre)		8	
Délai (jours)		58		Délai (jours)		33		Délai à l'export (jours)		17	
Coût (% du revenu par habitant)		26,8		Coût (% valeur du bien)		4,2		Coût à l'export (US\$ par conteneur)		800	
Capital minimum (% du revenu par habitant)		6,9						Documents à l'import (nombre)		8	
				Obtention de prêts (classement)		97		Délai à l'import (jours)		18	
Octroi de licences (classement)		77		Indice de fiabilité des garanties (0–10)		3		Coût à l'import (US\$ par conteneur)		800	
Procédures (nombre)		21		Étendue de l'information sur le crédit (0–6)		3					
Délai (jours)		177		Couverture du registre public (% des adultes)		0,0		Exécution des contrats (classement)		113	
Coût (% du revenu par habitant)		75,9		Couverture du registre privé (% des adultes)		5,5		Procédures (nombre)		37	
								Délai (jours)		842	
Embauche des travailleurs (classement)		122		Protection des investisseurs (classement)		141		Coût (% de la créance)		26,0	
Indice de difficulté de recruter (0–100)		56		Indice de divulgation de l'information (0–10)		1					
Indice de rigidité des horaires (0–100)		20		Indice mesurant la responsabilité des dirigeants (0–10)		2		Fermeture d'entreprise (classement)		147	
Indice de difficulté de licencier (0–100)		30		Indice de facilité des poursuites intentées par les actionnaires (0–10)		8		Délai (années)		5,7	
Indice de rigidité de l'emploi (0–100)		35		Indice de protection des investisseurs (0–10)		3,7		Coût (% de la valeur du patrimoine)		38	
Coût des avantages extra-salariaux (% du salaire)		7						Taux de recouvrement (cents par dollar)		4,2	
Coût de licenciement (semaines de salaire)		91		Paiement des taxes et impôts (classement)		126					
				Paiements (nombre par année)		47					
				Délai (heures par année)		195					
				Total à payer (% du bénéfice brut)		52,8					

POLOGNE

POLOGNE		Europe de l'Est et Asie centrale		RNB par habitant (US\$)		8 190					
Facilité de faire des affaires (classement)		74		Revenu intermédiaire supérieur		Population (m)		38,1			
Création d'entreprise		129		Transfert de propriété (classement)		81		Commerce transfrontalier (classement)		40	
Procédures (nombre)		10		Procédures (nombre)		6		Documents à l'export (nombre)		5	
Délai (jours)		31		Délai (jours)		197		Délai à l'export (jours)		17	
Coût (% du revenu par habitant)		21,2		Coût (% valeur du bien)		0,5		Coût à l'export (US\$ par conteneur)		834	
Capital minimum (% du revenu par habitant)		196,8						Documents à l'import (nombre)		5	
				Obtention de prêts (classement)		68		Délai à l'import (jours)		27	
Octroi de licences (classement)		156		Indice de fiabilité des garanties (0–10)		4		Coût à l'import (US\$ par conteneur)		834	
Procédures (nombre)		30		Étendue de l'information sur le crédit (0–6)		4					
Délai (jours)		308		Couverture du registre public (% des adultes)		0,0		Exécution des contrats (classement)		68	
Coût (% du revenu par habitant)		159,8		Couverture du registre privé (% des adultes)		51,5		Procédures (nombre)		38	
								Délai (jours)		830	
Embauche des travailleurs (classement)		78		Protection des investisseurs (classement)		33		Coût (% de la créance)		10,0	
Indice de difficulté de recruter (0–100)		11		Indice de divulgation de l'information (0–10)		7					
Indice de rigidité des horaires (0–100)		60		Indice mesurant la responsabilité des dirigeants (0–10)		2		Fermeture d'entreprise (classement)		88	
Indice de difficulté de licencier (0–100)		40		Indice de facilité des poursuites intentées par les actionnaires (0–10)		9		Délai (années)		3,0	
Indice de rigidité de l'emploi (0–100)		37		Indice de protection des investisseurs (0–10)		6,0		Coût (% de la valeur du patrimoine)		22	
Coût des avantages extra-salariaux (% du salaire)		21						Taux de recouvrement (cents par dollar)		27,8	
Coût de licenciement (semaines de salaire)		13		Paiement des taxes et impôts (classement)		125					
				Paiements (nombre par année)		41					
				Délai (heures par année)		418					
				Total à payer (% du bénéfice brut)		38,4					

PORTO RICO		Amérique latine et Caraïbes		RNB par habitant (US\$)	14 371
Facilité de faire des affaires (classement)	28	Revenu élevé		Population (m)	3,9
Création d'entreprise	7	Transfert de propriété (classement)	117	Commerce transfrontalier (classement)	95
Procédures (nombre)	7	Procédures (nombre)	8	Documents à l'export (nombre)	7
Délai (jours)	7	Délai (jours)	194	Délai à l'export (jours)	15
Coût (% du revenu par habitant)	0,8	Coût (% valeur du bien)	1,4	Coût à l'export (US\$ par conteneur)	1 225
Capital minimum (% du revenu par habitant)	0,0			Documents à l'import (nombre)	10
		Obtention de prêts (classement)	26	Délai à l'import (jours)	16
Octroi de licences (classement)	135	Indice de fiabilité des garanties (0–10)	6	Coût à l'import (US\$ par conteneur)	1 225
Procédures (nombre)	22	Étendue de l'information sur le crédit (0–6)	5		
Délai (jours)	209	Couverture du registre public (% des adultes)	0,0	Exécution des contrats (classement)	88
Coût (% du revenu par habitant)	550,8	Couverture du registre privé (% des adultes)	62,0	Procédures (nombre)	41
				Délai (jours)	620
Embauche des travailleurs (classement)	32	Protection des investisseurs (classement)	12	Coût (% de la créance)	16,4
Indice de difficulté de recruter (0–100)	44	Indice de divulgation de l'information (0–10)	7		
Indice de rigidité des horaires (0–100)	0	Indice mesurant la responsabilité des dirigeants (0–10)	6	Fermeture d'entreprise (classement)	28
Indice de difficulté de licenciement (0–100)	20	Indice de facilité des poursuites intentées par les actionnaires (0–10)	8	Délai (années)	3,8
Indice de rigidité de l'emploi (0–100)	21	Indice de protection des investisseurs (0–10)	7,0	Coût (% de la valeur du patrimoine)	8
Coût des avantages extra-salariaux (% du salaire)	13			Taux de recouvrement (cents par dollar)	54,1
Coût de licenciement (semaines de salaire)	0	Paiement des taxes et impôts (classement)	39		
		Paielements (nombre par année)	16		
		Délai (heures par année)	140		
		Total à payer (% du bénéfice brut)	44,3		
PORTUGAL		OCDE: Revenu élevé		RNB par habitant (US\$)	18 100
Facilité de faire des affaires (classement)	37	Revenu élevé		Population (m)	10,6
Création d'entreprise	38	Transfert de propriété (classement)	65	Commerce transfrontalier (classement)	31
Procédures (nombre)	7	Procédures (nombre)	5	Documents à l'export (nombre)	6
Délai (jours)	7	Délai (jours)	42	Délai à l'export (jours)	16
Coût (% du revenu par habitant)	3,4	Coût (% valeur du bien)	7,4	Coût à l'export (US\$ par conteneur)	580
Capital minimum (% du revenu par habitant)	34,7			Documents à l'import (nombre)	7
		Obtention de prêts (classement)	68	Délai à l'import (jours)	16
Octroi de licences (classement)	112	Indice de fiabilité des garanties (0–10)	4	Coût à l'import (US\$ par conteneur)	994
Procédures (nombre)	20	Étendue de l'information sur le crédit (0–6)	4		
Délai (jours)	327	Couverture du registre public (% des adultes)	67,1	Exécution des contrats (classement)	49
Coût (% du revenu par habitant)	54,0	Couverture du registre privé (% des adultes)	11,3	Procédures (nombre)	35
				Délai (jours)	577
Embauche des travailleurs (classement)	157	Protection des investisseurs (classement)	33	Coût (% de la créance)	17,7
Indice de difficulté de recruter (0–100)	33	Indice de divulgation de l'information (0–10)	6		
Indice de rigidité des horaires (0–100)	60	Indice mesurant la responsabilité des dirigeants (0–10)	5	Fermeture d'entreprise (classement)	20
Indice de difficulté de licenciement (0–100)	50	Indice de facilité des poursuites intentées par les actionnaires (0–10)	7	Délai (années)	2,0
Indice de rigidité de l'emploi (0–100)	48	Indice de protection des investisseurs (0–10)	6,0	Coût (% de la valeur du patrimoine)	9
Coût des avantages extra-salariaux (% du salaire)	24			Taux de recouvrement (cents par dollar)	74,0
Coût de licenciement (semaines de salaire)	95	Paiement des taxes et impôts (classement)	66		
		Paielements (nombre par année)	8		
		Délai (heures par année)	328		
		Total à payer (% du bénéfice brut)	44,8		
RDP LAO		Extrême-Orient et Océanie		RNB par habitant (US\$)	500
Facilité de faire des affaires (classement)	164	Revenu faible		Population (m)	5,8
Création d'entreprise	78	Transfert de propriété (classement)	149	Commerce transfrontalier (classement)	158
Procédures (nombre)	8	Procédures (nombre)	9	Documents à l'export (nombre)	9
Délai (jours)	103	Délai (jours)	135	Délai à l'export (jours)	50
Coût (% du revenu par habitant)	16,5	Coût (% valeur du bien)	4,2	Coût à l'export (US\$ par conteneur)	1 750
Capital minimum (% du revenu par habitant)	0,0			Documents à l'import (nombre)	10
		Obtention de prêts (classement)	170	Délai à l'import (jours)	50
Octroi de licences (classement)	111	Indice de fiabilité des garanties (0–10)	2	Coût à l'import (US\$ par conteneur)	1 930
Procédures (nombre)	24	Étendue de l'information sur le crédit (0–6)	0		
Délai (jours)	172	Couverture du registre public (% des adultes)	0,0	Exécution des contrats (classement)	111
Coût (% du revenu par habitant)	202,4	Couverture du registre privé (% des adultes)	0,0	Procédures (nombre)	42
				Délai (jours)	443
Embauche des travailleurs (classement)	82	Protection des investisseurs (classement)	176	Coût (% de la créance)	31,6
Indice de difficulté de recruter (0–100)	11	Indice de divulgation de l'information (0–10)	0		
Indice de rigidité des horaires (0–100)	40	Indice mesurant la responsabilité des dirigeants (0–10)	3	Fermeture d'entreprise (classement)	178
Indice de difficulté de licenciement (0–100)	60	Indice de facilité des poursuites intentées par les actionnaires (0–10)	2	Délai (années)	AUCUN CAS
Indice de rigidité de l'emploi (0–100)	37	Indice de protection des investisseurs (0–10)	1,7	Coût (% de la valeur du patrimoine)	AUCUN CAS
Coût des avantages extra-salariaux (% du salaire)	5			Taux de recouvrement (cents par dollar)	0,0
Coût de licenciement (semaines de salaire)	19	Paiement des taxes et impôts (classement)	114		
		Paielements (nombre par année)	34		
		Délai (heures par année)	672		
		Total à payer (% du bénéfice brut)	35,5		

RÉPUBLIQUE CENTRAFRICAINE		Afrique Sub-saharienne		RNB par habitant (US\$)		360					
Facilité de faire des affaires (classement)		177		Revenu faible		Population (m)		4,1			
Création d'entreprise		139		Transfert de propriété (classement)		95		Commerce transfrontalier (classement)		172	
Procédures (nombre)		10		Procédures (nombre)		3		Documents à l'export (nombre)		8	
Délai (jours)		14		Délai (jours)		69		Délai à l'export (jours)		57	
Coût (% du revenu par habitant)		205,4		Coût (% valeur du bien)		11,7		Coût à l'export (US\$ par conteneur)		4 581	
Capital minimum (% du revenu par habitant)		531,2						Documents à l'import (nombre)		18	
				Obtention de prêts (classement)		115		Délai à l'import (jours)		66	
Octroi de licences (classement)		133		Indice de fiabilité des garanties (0–10)		3		Coût à l'import (US\$ par conteneur)		4 534	
Procédures (nombre)		21		Étendue de l'information sur le crédit (0–6)		2					
Délai (jours)		239		Couverture du registre public (% des adultes)		1,4		Exécution des contrats (classement)		169	
Coût (% du revenu par habitant)		288,3		Couverture du registre privé (% des adultes)		0,0		Procédures (nombre)		43	
								Délai (jours)		660	
Embauche des travailleurs (classement)		149		Protection des investisseurs (classement)		122		Coût (% de la créance)		82,0	
Indice de difficulté de recruter (0-100)		72		Indice de divulgation de l'information (0–10)		6					
Indice de rigidité des horaires (0-100)		60		Indice mesurant la responsabilité des dirigeants (0–10)		1		Fermeture d'entreprise (classement)		178	
Indice de difficulté de licencier (0-100)		50		Indice de facilité des poursuites intentées par les actionnaires (0–10)		5		Délai (années)		4,8	
Indice de rigidité de l'emploi (0-100)		61		Indice de protection des investisseurs (0–10)		4,0		Coût (% de la valeur du patrimoine)		76	
Coût des avantages extra-salariaux (% du salaire)		18						Taux de recouvrement (cents par dollar)		0,0	
Coût de licenciement (semaines de salaire)		22		Paiement des taxes et impôts (classement)		175					
				Paiements (nombre par année)		54					
				Délai (heures par année)		504					
				Total à payer (% du bénéfice brut)		203,8					
RÉPUBLIQUE DÉMOCRATIQUE DU CONGO		Afrique Sub-saharienne		RNB par habitant (US\$)		130					
Facilité de faire des affaires (classement)		178		Revenu faible		Population (m)		59,3			
Création d'entreprise		146		Transfert de propriété (classement)		141		Commerce transfrontalier (classement)		154	
Procédures (nombre)		13		Procédures (nombre)		8		Documents à l'export (nombre)		8	
Délai (jours)		155		Délai (jours)		57		Délai à l'export (jours)		46	
Coût (% du revenu par habitant)		487,2		Coût (% valeur du bien)		9,4		Coût à l'export (US\$ par conteneur)		2 307	
Capital minimum (% du revenu par habitant)		0,0						Documents à l'import (nombre)		9	
				Obtention de prêts (classement)		158		Délai à l'import (jours)		66	
Octroi de licences (classement)		138		Indice de fiabilité des garanties (0–10)		3		Coût à l'import (US\$ par conteneur)		2 183	
Procédures (nombre)		14		Étendue de l'information sur le crédit (0–6)		0					
Délai (jours)		322		Couverture du registre public (% des adultes)		0,0		Exécution des contrats (classement)		173	
Coût (% du revenu par habitant)		2 112,6		Couverture du registre privé (% des adultes)		0,0		Procédures (nombre)		43	
								Délai (jours)		685	
Embauche des travailleurs (classement)		171		Protection des investisseurs (classement)		147		Coût (% de la créance)		151,8	
Indice de difficulté de recruter (0-100)		72		Indice de divulgation de l'information (0–10)		3					
Indice de rigidité des horaires (0-100)		80		Indice mesurant la responsabilité des dirigeants (0–10)		3		Fermeture d'entreprise (classement)		150	
Indice de difficulté de licencier (0-100)		70		Indice de facilité des poursuites intentées par les actionnaires (0–10)		4		Délai (années)		5,2	
Indice de rigidité de l'emploi (0-100)		74		Indice de protection des investisseurs (0–10)		3,3		Coût (% de la valeur du patrimoine)		29	
Coût des avantages extra-salariaux (% du salaire)		7						Taux de recouvrement (cents par dollar)		2,9	
Coût de licenciement (semaines de salaire)		31		Paiement des taxes et impôts (classement)		149					
				Paiements (nombre par année)		32					
				Délai (heures par année)		308					
				Total à payer (% du bénéfice brut)		229,8					
RÉPUBLIQUE DOMINICAINE		Amérique latine et Caraïbes		RNB par habitant (US\$)		2 850					
Facilité de faire des affaires (classement)		99		Revenu intermédiaire inférieur		Population (m)		9,6			
Création d'entreprise		84		Transfert de propriété (classement)		106		Commerce transfrontalier (classement)		35	
Procédures (nombre)		9		Procédures (nombre)		7		Documents à l'export (nombre)		6	
Délai (jours)		22		Délai (jours)		60		Délai à l'export (jours)		12	
Coût (% du revenu par habitant)		31,1		Coût (% valeur du bien)		5,1		Coût à l'export (US\$ par conteneur)		815	
Capital minimum (% du revenu par habitant)		0,0						Documents à l'import (nombre)		7	
				Obtention de prêts (classement)		36		Délai à l'import (jours)		13	
Octroi de licences (classement)		74		Indice de fiabilité des garanties (0–10)		4		Coût à l'import (US\$ par conteneur)		1 015	
Procédures (nombre)		17		Étendue de l'information sur le crédit (0–6)		6					
Délai (jours)		214		Couverture du registre public (% des adultes)		13,3		Exécution des contrats (classement)		82	
Coût (% du revenu par habitant)		116,1		Couverture du registre privé (% des adultes)		35,4		Procédures (nombre)		34	
								Délai (jours)		460	
Embauche des travailleurs (classement)		106		Protection des investisseurs (classement)		122		Coût (% de la créance)		40,9	
Indice de difficulté de recruter (0-100)		56		Indice de divulgation de l'information (0–10)		5					
Indice de rigidité des horaires (0-100)		40		Indice mesurant la responsabilité des dirigeants (0–10)		0		Fermeture d'entreprise (classement)		142	
Indice de difficulté de licencier (0-100)		0		Indice de facilité des poursuites intentées par les actionnaires (0–10)		7		Délai (années)		3,5	
Indice de rigidité de l'emploi (0-100)		32		Indice de protection des investisseurs (0–10)		4,0		Coût (% de la valeur du patrimoine)		38	
Coût des avantages extra-salariaux (% du salaire)		14						Taux de recouvrement (cents par dollar)		8,4	
Coût de licenciement (semaines de salaire)		88		Paiement des taxes et impôts (classement)		139					
				Paiements (nombre par année)		74					
				Délai (heures par année)		286					
				Total à payer (% du bénéfice brut)		40,2					

RÉPUBLIQUE DU CONGO		Afrique Sub-saharienne		RNB par habitant (US\$)		927		
Facilité de faire des affaires (classement)		175	Revenu intermédiaire inférieur		Population (m)		4,1	
Création d'entreprise		154	Transfert de propriété (classement)		168	Commerce transfrontalier (classement)		171
Procédures (nombre)		10	Procédures (nombre)		7	Documents à l'export (nombre)		11
Délai (jours)		37	Délai (jours)		137	Délai à l'export (jours)		50
Coût (% du revenu par habitant)		150,1	Coût (% valeur du bien)		27,3	Coût à l'export (US\$ par conteneur)		2 201
Capital minimum (% du revenu par habitant)		206,3				Documents à l'import (nombre)		12
			Obtention de prêts (classement)		115	Délai à l'import (jours)		62
Octroi de licences (classement)		67	Indice de fiabilité des garanties (0–10)		3	Coût à l'import (US\$ par conteneur)		2 201
Procédures (nombre)		14	Étendue de l'information sur le crédit (0–6)		2			
Délai (jours)		169	Couverture du registre public (% des adultes)		2,4	Exécution des contrats (classement)		156
Coût (% du revenu par habitant)		565,9	Couverture du registre privé (% des adultes)		0,0	Procédures (nombre)		44
						Délai (jours)		560
Embauche des travailleurs (classement)		167	Protection des investisseurs (classement)		147	Coût (% de la créance)		53,2
Indice de difficulté de recruter (0-100)		78	Indice de divulgation de l'information (0–10)		6			
Indice de rigidité des horaires (0-100)		60	Indice mesurant la responsabilité des dirigeants (0–10)		1	Fermeture d'entreprise (classement)		110
Indice de difficulté de licencier (0-100)		70	Indice de facilité des poursuites intentées par les actionnaires (0–10)		3	Délai (années)		3,0
Indice de rigidité de l'emploi (0-100)		69	Indice de protection des investisseurs (0–10)		3,3	Coût (% de la valeur du patrimoine)		24
Coût des avantages extra-salariaux (% du salaire)		29				Taux de recouvrement (cents par dollar)		20,4
Coût de licenciement (semaines de salaire)		33	Paiement des taxes et impôts (classement)		176			
			Paiements (nombre par année)		89			
			Délai (heures par année)		606			
			Total à payer (% du bénéfice brut)		65,4			
RÉPUBLIQUE KIRGHIZE		Europe de l'Est et Asie centrale		RNB par habitant (US\$)		490		
Facilité de faire des affaires (classement)		94	Revenu faible		Population (m)		5,2	
Création d'entreprise		49	Transfert de propriété (classement)		16	Commerce transfrontalier (classement)		177
Procédures (nombre)		8	Procédures (nombre)		4	Documents à l'export (nombre)		13
Délai (jours)		21	Délai (jours)		4	Délai à l'export (jours)		64
Coût (% du revenu par habitant)		8,8	Coût (% valeur du bien)		4,1	Coût à l'export (US\$ par conteneur)		2 500
Capital minimum (% du revenu par habitant)		0,5				Documents à l'import (nombre)		13
			Obtention de prêts (classement)		68	Délai à l'import (jours)		75
Octroi de licences (classement)		152	Indice de fiabilité des garanties (0–10)		5	Coût à l'import (US\$ par conteneur)		2 450
Procédures (nombre)		20	Étendue de l'information sur le crédit (0–6)		3			
Délai (jours)		291	Couverture du registre public (% des adultes)		0,0	Exécution des contrats (classement)		32
Coût (% du revenu par habitant)		555,4	Couverture du registre privé (% des adultes)		1,6	Procédures (nombre)		39
						Délai (jours)		177
Embauche des travailleurs (classement)		74	Protection des investisseurs (classement)		33	Coût (% de la créance)		22,0
Indice de difficulté de recruter (0-100)		33	Indice de divulgation de l'information (0–10)		8			
Indice de rigidité des horaires (0-100)		40	Indice mesurant la responsabilité des dirigeants (0–10)		1	Fermeture d'entreprise (classement)		128
Indice de difficulté de licencier (0-100)		40	Indice de facilité des poursuites intentées par les actionnaires (0–10)		9	Délai (années)		4,0
Indice de rigidité de l'emploi (0-100)		38	Indice de protection des investisseurs (0–10)		6,0	Coût (% de la valeur du patrimoine)		15
Coût des avantages extra-salariaux (% du salaire)		21				Taux de recouvrement (cents par dollar)		15,6
Coût de licenciement (semaines de salaire)		17	Paiement des taxes et impôts (classement)		152			
			Paiements (nombre par année)		75			
			Délai (heures par année)		202			
			Total à payer (% du bénéfice brut)		61,4			
RÉPUBLIQUE TCHÈQUE		Europe de l'Est et Asie centrale		RNB par habitant (US\$)		12 680		
Facilité de faire des affaires (classement)		56	Revenu intermédiaire supérieur		Population (m)		10,2	
Création d'entreprise		91	Transfert de propriété (classement)		54	Commerce transfrontalier (classement)		30
Procédures (nombre)		10	Procédures (nombre)		4	Documents à l'export (nombre)		5
Délai (jours)		17	Délai (jours)		123	Délai à l'export (jours)		16
Coût (% du revenu par habitant)		10,6	Coût (% valeur du bien)		3,0	Coût à l'export (US\$ par conteneur)		775
Capital minimum (% du revenu par habitant)		34,9				Documents à l'import (nombre)		7
			Obtention de prêts (classement)		26	Délai à l'import (jours)		18
Octroi de licences (classement)		83	Indice de fiabilité des garanties (0–10)		6	Coût à l'import (US\$ par conteneur)		860
Procédures (nombre)		36	Étendue de l'information sur le crédit (0–6)		5			
Délai (jours)		180	Couverture du registre public (% des adultes)		4,2	Exécution des contrats (classement)		97
Coût (% du revenu par habitant)		18,5	Couverture du registre privé (% des adultes)		53,0	Procédures (nombre)		27
						Délai (jours)		820
Embauche des travailleurs (classement)		55	Protection des investisseurs (classement)		83	Coût (% de la créance)		33,0
Indice de difficulté de recruter (0-100)		33	Indice de divulgation de l'information (0–10)		2			
Indice de rigidité des horaires (0-100)		40	Indice mesurant la responsabilité des dirigeants (0–10)		5	Fermeture d'entreprise (classement)		108
Indice de difficulté de licencier (0-100)		20	Indice de facilité des poursuites intentées par les actionnaires (0–10)		8	Délai (années)		6,5
Indice de rigidité de l'emploi (0-100)		31	Indice de protection des investisseurs (0–10)		5,0	Coût (% de la valeur du patrimoine)		15
Coût des avantages extra-salariaux (% du salaire)		35				Taux de recouvrement (cents par dollar)		21,3
Coût de licenciement (semaines de salaire)		22	Paiement des taxes et impôts (classement)		113			
			Paiements (nombre par année)		12			
			Délai (heures par année)		930			
			Total à payer (% du bénéfice brut)		48,6			

ROUMANIE

ROUMANIE		Europe de l'Est et Asie centrale		RNB par habitant (US\$)		4 850					
Facilité de faire des affaires (classement)		48		Revenu intermédiaire supérieur		Population (m)		21,5			
Création d'entreprise		26		Transfert de propriété (classement)		123		Commerce transfrontalier (classement)		38	
Procédures (nombre)		6		Procédures (nombre)		8		Documents à l'export (nombre)		5	
Délai (jours)		14		Délai (jours)		150		Délai à l'export (jours)		12	
Coût (% du revenu par habitant)		4,7		Coût (% valeur du bien)		2,8		Coût à l'export (US\$ par conteneur)		1 075	
Capital minimum (% du revenu par habitant)		1,5						Documents à l'import (nombre)		6	
				Obtention de prêts (classement)		13		Délai à l'import (jours)		13	
Octroi de licences (classement)		90		Indice de fiabilité des garanties (0–10)		7		Coût à l'import (US\$ par conteneur)		1 075	
Procédures (nombre)		17		Étendue de l'information sur le crédit (0–6)		5					
Délai (jours)		243		Couverture du registre public (% des adultes)		4,1		Exécution des contrats (classement)		37	
Coût (% du revenu par habitant)		124,3		Couverture du registre privé (% des adultes)		10,9		Procédures (nombre)		32	
								Délai (jours)		537	
Embauche des travailleurs (classement)		145		Protection des investisseurs (classement)		33		Coût (% de la créance)		19,9	
Indice de difficulté de recruter (0–100)		78		Indice de divulgation de l'information (0–10)		9					
Indice de rigidité des horaires (0–100)		80		Indice mesurant la responsabilité des dirigeants (0–10)		5		Fermeture d'entreprise (classement)		81	
Indice de difficulté de licencier (0–100)		40		Indice de facilité des poursuites intentées par les actionnaires (0–10)		4		Délai (années)		3,3	
Indice de rigidité de l'emploi (0–100)		66		Indice de protection des investisseurs (0–10)		6,0		Coût (% de la valeur du patrimoine)		9	
Coût des avantages extra-salariaux (% du salaire)		31						Taux de recouvrement (cents par dollar)		28,9	
Coût de licenciement (semaines de salaire)		8		Paiement des taxes et impôts (classement)		134					
				Paiements (nombre par année)		96					
				Délai (heures par année)		202					
				Total à payer (% du bénéfice brut)		46,9					

ROYAUME-UNI

ROYAUME-UNI		OCDE: Revenu élevé		RNB par habitant (US\$)		40 180					
Facilité de faire des affaires (classement)		6		Revenu élevé		Population (m)		60,4			
Création d'entreprise		6		Transfert de propriété (classement)		19		Commerce transfrontalier (classement)		27	
Procédures (nombre)		6		Procédures (nombre)		2		Documents à l'export (nombre)		4	
Délai (jours)		13		Délai (jours)		21		Délai à l'export (jours)		13	
Coût (% du revenu par habitant)		0,8		Coût (% valeur du bien)		4,1		Coût à l'export (US\$ par conteneur)		940	
Capital minimum (% du revenu par habitant)		0,0						Documents à l'import (nombre)		4	
				Obtention de prêts (classement)		1		Délai à l'import (jours)		13	
Octroi de licences (classement)		54		Indice de fiabilité des garanties (0–10)		10		Coût à l'import (US\$ par conteneur)		1 267	
Procédures (nombre)		19		Étendue de l'information sur le crédit (0–6)		6					
Délai (jours)		144		Couverture du registre public (% des adultes)		0,0		Exécution des contrats (classement)		24	
Coût (% du revenu par habitant)		64,6		Couverture du registre privé (% des adultes)		84,6		Procédures (nombre)		30	
								Délai (jours)		404	
Embauche des travailleurs (classement)		21		Protection des investisseurs (classement)		9		Coût (% de la créance)		23,4	
Indice de difficulté de recruter (0–100)		11		Indice de divulgation de l'information (0–10)		10					
Indice de rigidité des horaires (0–100)		0		Indice mesurant la responsabilité des dirigeants (0–10)		7		Fermeture d'entreprise (classement)		10	
Indice de difficulté de licencier (0–100)		10		Indice de facilité des poursuites intentées par les actionnaires (0–10)		7		Délai (années)		1,0	
Indice de rigidité de l'emploi (0–100)		7		Indice de protection des investisseurs (0–10)		8,0		Coût (% de la valeur du patrimoine)		6	
Coût des avantages extra-salariaux (% du salaire)		11						Taux de recouvrement (cents par dollar)		84,6	
Coût de licenciement (semaines de salaire)		22		Paiement des taxes et impôts (classement)		12					
				Paiements (nombre par année)		8					
				Délai (heures par année)		105					
				Total à payer (% du bénéfice brut)		35,7					

RUSSIE

RUSSIE		Europe de l'Est et Asie centrale		RNB par habitant (US\$)		5 780					
Facilité de faire des affaires (classement)		106		Revenu intermédiaire supérieur		Population (m)		142,4			
Création d'entreprise		50		Transfert de propriété (classement)		45		Commerce transfrontalier (classement)		155	
Procédures (nombre)		8		Procédures (nombre)		6		Documents à l'export (nombre)		8	
Délai (jours)		29		Délai (jours)		52		Délai à l'export (jours)		36	
Coût (% du revenu par habitant)		3,7		Coût (% valeur du bien)		0,3		Coût à l'export (US\$ par conteneur)		2 050	
Capital minimum (% du revenu par habitant)		3,2						Documents à l'import (nombre)		13	
				Obtention de prêts (classement)		84		Délai à l'import (jours)		36	
Octroi de licences (classement)		177		Indice de fiabilité des garanties (0–10)		3		Coût à l'import (US\$ par conteneur)		2 050	
Procédures (nombre)		54		Étendue de l'information sur le crédit (0–6)		4					
Délai (jours)		704		Couverture du registre public (% des adultes)		0,0		Exécution des contrats (classement)		19	
Coût (% du revenu par habitant)		3 788,4		Couverture du registre privé (% des adultes)		4,4		Procédures (nombre)		37	
								Délai (jours)		281	
Embauche des travailleurs (classement)		101		Protection des investisseurs (classement)		83		Coût (% de la créance)		13,4	
Indice de difficulté de recruter (0–100)		33		Indice de divulgation de l'information (0–10)		6					
Indice de rigidité des horaires (0–100)		60		Indice mesurant la responsabilité des dirigeants (0–10)		2		Fermeture d'entreprise (classement)		80	
Indice de difficulté de licencier (0–100)		40		Indice de facilité des poursuites intentées par les actionnaires (0–10)		7		Délai (années)		3,8	
Indice de rigidité de l'emploi (0–100)		44		Indice de protection des investisseurs (0–10)		5,0		Coût (% de la valeur du patrimoine)		9	
Coût des avantages extra-salariaux (% du salaire)		31						Taux de recouvrement (cents par dollar)		29,0	
Coût de licenciement (semaines de salaire)		17		Paiement des taxes et impôts (classement)		130					
				Paiements (nombre par année)		22					
				Délai (heures par année)		448					
				Total à payer (% du bénéfice brut)		51,4					

RWANDA		Afrique Sub-saharienne		RNB par habitant (US\$)		250																	
Facilité de faire des affaires (classement)		150		Revenu faible		Population (m)		9,2															
Création d'entreprise		63		Transfert de propriété (classement)		137		Commerce transfrontalier (classement)		166													
Procédures (nombre)		9		Procédures (nombre)		5		Documents à l'export (nombre)		9													
Délai (jours)		16		Délai (jours)		371		Délai à l'export (jours)		47													
Coût (% du revenu par habitant)		171,5		Coût (% valeur du bien)		9,4		Coût à l'export (US\$ par conteneur)		2 975													
Capital minimum (% du revenu par habitant)		0,0						Documents à l'import (nombre)		9													
				Obtention de prêts (classement)		158		Délai à l'import (jours)		69													
Octroi de licences (classement)		124		Indice de fiabilité des garanties (0–10)		1		Coût à l'import (US\$ par conteneur)		4 970													
Procédures (nombre)		16		Étendue de l'information sur le crédit (0–6)		2																	
Délai (jours)		227		Couverture du registre public (% des adultes)		0,2		Exécution des contrats (classement)		44													
Coût (% du revenu par habitant)		822,1		Couverture du registre privé (% des adultes)		0,0		Procédures (nombre)		24													
								Délai (jours)		310													
Embauche des travailleurs (classement)		95		Protection des investisseurs (classement)		165		Coût (% de la créance)		78,7													
Indice de difficulté de recruter (0–100)		56		Indice de divulgation de l'information (0–10)		2																	
Indice de rigidité des horaires (0–100)		40		Indice mesurant la responsabilité des dirigeants (0–10)		5		Fermeture d'entreprise (classement)		178													
Indice de difficulté de licencier (0–100)		30		Indice de facilité des poursuites intentées par les actionnaires (0–10)		1		Délai (années)		AUCUN CAS													
Indice de rigidité de l'emploi (0–100)		42		Indice de protection des investisseurs (0–10)		2,7		Coût (% de la valeur du patrimoine)		AUCUN CAS													
Coût des avantages extra-salariaux (% du salaire)		5						Taux de recouvrement (cents par dollar)		0,0													
Coût de licenciement (semaines de salaire)		26		Paiement des taxes et impôts (classement)		50																	
				Paiements (nombre par année)		34																	
				Délai (heures par année)		168																	
				Total à payer (% du bénéfice brut)		33,8																	
ST. KITTS-ET-NEVIS				Amérique latine et Caraïbes				RNB par habitant (US\$)				8 840											
Facilité de faire des affaires (classement)				64				Revenu intermédiaire supérieur				Population (m)				0,0							
Création d'entreprise				79				Transfert de propriété (classement)				140				Commerce transfrontalier (classement)				22			
Procédures (nombre)				9				Procédures (nombre)				6				Documents à l'export (nombre)				6			
Délai (jours)				46				Délai (jours)				81				Délai à l'export (jours)				15			
Coût (% du revenu par habitant)				22,9				Coût (% valeur du bien)				13,3				Coût à l'export (US\$ par conteneur)				750			
Capital minimum (% du revenu par habitant)				0,0												Documents à l'import (nombre)				6			
								Obtention de prêts (classement)				115				Délai à l'import (jours)				17			
Octroi de licences (classement)				7				Indice de fiabilité des garanties (0–10)				5				Coût à l'import (US\$ par conteneur)				756			
Procédures (nombre)				14				Étendue de l'information sur le crédit (0–6)				0											
Délai (jours)				72				Couverture du registre public (% des adultes)				0,0				Exécution des contrats (classement)				117			
Coût (% du revenu par habitant)				14,0				Couverture du registre privé (% des adultes)				0,0				Procédures (nombre)				47			
																Délai (jours)				578			
Embauche des travailleurs (classement)				18				Protection des investisseurs (classement)				19				Coût (% de la créance)				20,5			
Indice de difficulté de recruter (0–100)				11				Indice de divulgation de l'information (0–10)				4											
Indice de rigidité des horaires (0–100)				20				Indice mesurant la responsabilité des dirigeants (0–10)				8				Fermeture d'entreprise (classement)				178			
Indice de difficulté de licencier (0–100)				20				Indice de facilité des poursuites intentées par les actionnaires (0–10)				7				Délai (années)				AUCUN CAS			
Indice de rigidité de l'emploi (0–100)				17				Indice de protection des investisseurs (0–10)				6,3				Coût (% de la valeur du patrimoine)				AUCUN CAS			
Coût des avantages extra-salariaux (% du salaire)				10												Taux de recouvrement (cents par dollar)				0,0			
Coût de licenciement (semaines de salaire)				8				Paiement des taxes et impôts (classement)				85											
								Paiements (nombre par année)				24											
								Délai (heures par année)				172											
								Total à payer (% du bénéfice brut)				52,6											
ST. VINCENT & GRENADINES				Amérique latine et Caraïbes				RNB par habitant (US\$)				3 930											
Facilité de faire des affaires (classement)				54				Revenu intermédiaire supérieur				Population (m)				0,1							
Création d'entreprise				32				Transfert de propriété (classement)				104				Commerce transfrontalier (classement)				75			
Procédures (nombre)				8				Procédures (nombre)				6				Documents à l'export (nombre)				6			
Délai (jours)				12				Délai (jours)				37				Délai à l'export (jours)				15			
Coût (% du revenu par habitant)				29,2				Coût (% valeur du bien)				11,9				Coût à l'export (US\$ par conteneur)				1 770			
Capital minimum (% du revenu par habitant)				0,0												Documents à l'import (nombre)				6			
								Obtention de prêts (classement)				84				Délai à l'import (jours)				16			
Octroi de licences (classement)				1				Indice de fiabilité des garanties (0–10)				7				Coût à l'import (US\$ par conteneur)				1 769			
Procédures (nombre)				11				Étendue de l'information sur le crédit (0–6)				0											
Délai (jours)				74				Couverture du registre public (% des adultes)				0,0				Exécution des contrats (classement)				108			
Coût (% du revenu par habitant)				9,2				Couverture du registre privé (% des adultes)				0,0				Procédures (nombre)				45			
																Délai (jours)				394			
Embauche des travailleurs (classement)				52				Protection des investisseurs (classement)				19				Coût (% de la créance)				30,3			
Indice de difficulté de recruter (0–100)				11				Indice de divulgation de l'information (0–10)				4											
Indice de rigidité des horaires (0–100)				20				Indice mesurant la responsabilité des dirigeants (0–10)				8				Fermeture d'entreprise (classement)				178			
Indice de difficulté de licencier (0–100)				20				Indice de facilité des poursuites intentées par les actionnaires (0–10)				7				Délai (années)				AUCUN CAS			
Indice de rigidité de l'emploi (0–100)				17				Indice de protection des investisseurs (0–10)				6,3				Coût (% de la valeur du patrimoine)				AUCUN CAS			
Coût des avantages extra-salariaux (% du salaire)				4												Taux de recouvrement (cents par dollar)				0,0			
Coût de licenciement (semaines de salaire)				54				Paiement des taxes et impôts (classement)				58											
								Paiements (nombre par année)				36											
								Délai (heures par année)				76											
								Total à payer (% du bénéfice brut)				45,0											

STE. LUCIE		Amérique latine et Caraïbes		RNB par habitant (US\$)	5 110
Facilité de faire des affaires (classement)	34	Revenu intermédiaire supérieur		Population (m)	0,2
Création d'entreprise	45	Transfert de propriété (classement)	51	Commerce transfrontalier (classement)	88
Procédures (nombre)	6	Procédures (nombre)	5	Documents à l'export (nombre)	5
Délai (jours)	40	Délai (jours)	20	Délai à l'export (jours)	18
Coût (% du revenu par habitant)	23,7	Coût (% valeur du bien)	7,4	Coût à l'export (US\$ par conteneur)	1 375
Capital minimum (% du revenu par habitant)	0,0			Documents à l'import (nombre)	8
Octroi de licences (classement)	13	Obtention de prêts (classement)	97	Délai à l'import (jours)	21
Procédures (nombre)	9	Indice de fiabilité des garanties (0–10)	6	Coût à l'import (US\$ par conteneur)	1 420
Délai (jours)	139	Étendue de l'information sur le crédit (0–6)	0		
Coût (% du revenu par habitant)	31,9	Couverture du registre public (% des adultes)	0,0	Exécution des contrats (classement)	161
		Couverture du registre privé (% des adultes)	0,0	Procédures (nombre)	47
Embauche des travailleurs (classement)	27	Protection des investisseurs (classement)	19	Délai (jours)	635
Indice de difficulté de recruter (0–100)	0	Indice de divulgation de l'information (0–10)	4	Coût (% de la créance)	37,3
Indice de rigidité des horaires (0–100)	20	Indice mesurant la responsabilité des dirigeants (0–10)	8		
Indice de difficulté de licenciement (0–100)	0	Indice de facilité des poursuites intentées par les actionnaires (0–10)	7	Fermeture d'entreprise (classement)	43
Indice de rigidité de l'emploi (0–100)	7	Indice de protection des investisseurs (0–10)	6,3	Délai (années)	2,0
Coût des avantages extra-salariaux (% du salaire)	5			Coût (% de la valeur du patrimoine)	9
Coût de licenciement (semaines de salaire)	56	Paiement des taxes et impôts (classement)	32	Taux de recouvrement (cents par dollar)	41,8
		Paievements (nombre par année)	32		
		Délai (heures par année)	71		
		Total à payer (% du bénéfice brut)	36,9		
SALOMON (ÎLES)		Extrême-Orient et Océanie		RNB par habitant (US\$)	680
Facilité de faire des affaires (classement)	79	Revenu faible		Population (m)	0,5
Création d'entreprise	85	Transfert de propriété (classement)	162	Commerce transfrontalier (classement)	74
Procédures (nombre)	7	Procédures (nombre)	10	Documents à l'export (nombre)	7
Délai (jours)	57	Délai (jours)	297	Délai à l'export (jours)	24
Coût (% du revenu par habitant)	58,9	Coût (% valeur du bien)	4,9	Coût à l'export (US\$ par conteneur)	1 056
Capital minimum (% du revenu par habitant)	0,0			Documents à l'import (nombre)	4
Octroi de licences (classement)	34	Obtention de prêts (classement)	135	Délai à l'import (jours)	21
Procédures (nombre)	12	Indice de fiabilité des garanties (0–10)	4	Coût à l'import (US\$ par conteneur)	1 238
Délai (jours)	62	Étendue de l'information sur le crédit (0–6)	0		
Coût (% du revenu par habitant)	518,0	Couverture du registre public (% des adultes)	0,0	Exécution des contrats (classement)	104
		Couverture du registre privé (% des adultes)	0,0	Procédures (nombre)	37
Embauche des travailleurs (classement)	47	Protection des investisseurs (classement)	51	Délai (jours)	455
Indice de difficulté de recruter (0–100)	11	Indice de divulgation de l'information (0–10)	3	Coût (% de la créance)	78,9
Indice de rigidité des horaires (0–100)	20	Indice mesurant la responsabilité des dirigeants (0–10)	7		
Indice de difficulté de licenciement (0–100)	20	Indice de facilité des poursuites intentées par les actionnaires (0–10)	7	Fermeture d'entreprise (classement)	101
Indice de rigidité de l'emploi (0–100)	17	Indice de protection des investisseurs (0–10)	5,7	Délai (années)	1,0
Coût des avantages extra-salariaux (% du salaire)	8			Coût (% de la valeur du patrimoine)	38
Coût de licenciement (semaines de salaire)	44	Paiement des taxes et impôts (classement)	26	Taux de recouvrement (cents par dollar)	23,3
		Paievements (nombre par année)	33		
		Délai (heures par année)	80		
		Total à payer (% du bénéfice brut)	32,6		
SAMOA		Extrême-Orient et Océanie		RNB par habitant (US\$)	2 270
Facilité de faire des affaires (classement)	61	Revenu intermédiaire inférieur		Population (m)	0,2
Création d'entreprise	104	Transfert de propriété (classement)	58	Commerce transfrontalier (classement)	108
Procédures (nombre)	9	Procédures (nombre)	5	Documents à l'export (nombre)	7
Délai (jours)	35	Délai (jours)	147	Délai à l'export (jours)	27
Coût (% du revenu par habitant)	41,3	Coût (% valeur du bien)	1,8	Coût à l'export (US\$ par conteneur)	1 010
Capital minimum (% du revenu par habitant)	0,0			Documents à l'import (nombre)	7
Octroi de licences (classement)	41	Obtention de prêts (classement)	135	Délai à l'import (jours)	31
Procédures (nombre)	18	Indice de fiabilité des garanties (0–10)	4	Coût à l'import (US\$ par conteneur)	1 375
Délai (jours)	88	Étendue de l'information sur le crédit (0–6)	0		
Coût (% du revenu par habitant)	95,4	Couverture du registre public (% des adultes)	0,0	Exécution des contrats (classement)	80
		Couverture du registre privé (% des adultes)	0,0	Procédures (nombre)	44
Embauche des travailleurs (classement)	15	Protection des investisseurs (classement)	19	Délai (jours)	455
Indice de difficulté de recruter (0–100)	11	Indice de divulgation de l'information (0–10)	5	Coût (% de la créance)	19,7
Indice de rigidité des horaires (0–100)	20	Indice mesurant la responsabilité des dirigeants (0–10)	6		
Indice de difficulté de licenciement (0–100)	0	Indice de facilité des poursuites intentées par les actionnaires (0–10)	8	Fermeture d'entreprise (classement)	129
Indice de rigidité de l'emploi (0–100)	10	Indice de protection des investisseurs (0–10)	6,3	Délai (années)	2,5
Coût des avantages extra-salariaux (% du salaire)	6			Coût (% de la valeur du patrimoine)	38
Coût de licenciement (semaines de salaire)	9	Paiement des taxes et impôts (classement)	53	Taux de recouvrement (cents par dollar)	15,2
		Paievements (nombre par année)	37		
		Délai (heures par année)	224		
		Total à payer (% du bénéfice brut)	19,8		

SÃO TOMÉ-ET-PRINCIPE		Afrique Sub-saharienne	RNB par habitant (US\$)	780	
Facilité de faire des affaires (classement)	163	Revenu faible	Population (m)	0,2	
Création d'entreprise	126	Transfert de propriété (classement)	146	Commerce transfrontalier (classement)	91
Procédures (nombre)	10	Procédures (nombre)	7	Documents à l'export (nombre)	8
Délai (jours)	144	Délai (jours)	62	Délai à l'export (jours)	27
Coût (% du revenu par habitant)	94,5	Coût (% valeur du bien)	12,6	Coût à l'export (US\$ par conteneur)	690
Capital minimum (% du revenu par habitant)	0,0			Documents à l'import (nombre)	9
		Obtention de prêts (classement)	115	Délai à l'import (jours)	29
Octroi de licences (classement)	113	Indice de fiabilité des garanties (0–10)	5	Coût à l'import (US\$ par conteneur)	577
Procédures (nombre)	13	Étendue de l'information sur le crédit (0–6)	0		
Délai (jours)	255	Couverture du registre public (% des adultes)	0,0	Exécution des contrats (classement)	115
Coût (% du revenu par habitant)	825,9	Couverture du registre privé (% des adultes)	0,0	Procédures (nombre)	43
				Délai (jours)	405
Embauche des travailleurs (classement)	176	Protection des investisseurs (classement)	122	Coût (% de la créance)	34,8
Indice de difficulté de recruter (0–100)	50	Indice de divulgation de l'information (0–10)	5		
Indice de rigidité des horaires (0–100)	80	Indice mesurant la responsabilité des dirigeants (0–10)	1	Fermeture d'entreprise (classement)	178
Indice de difficulté de licencier (0–100)	60	Indice de facilité des poursuites intentées par les actionnaires (0–10)	6	Délai (années)	AUCUN CAS
Indice de rigidité de l'emploi (0–100)	63	Indice de protection des investisseurs (0–10)	4,0	Coût (% de la valeur du patrimoine)	AUCUN CAS
Coût des avantages extra-salariaux (% du salaire)	6			Taux de recouvrement (cents par dollar)	0,0
Coût de licenciement (semaines de salaire)	91	Paiement des taxes et impôts (classement)	153		
		Paielements (nombre par année)	41		
		Délai (heures par année)	424		
		Total à payer (% du bénéfice brut)	51,0		

SÉNÉGAL		Afrique Sub-saharienne	RNB par habitant (US\$)	750	
Facilité de faire des affaires (classement)	162	Revenu faible	Population (m)	11,9	
Création d'entreprise	159	Transfert de propriété (classement)	155	Commerce transfrontalier (classement)	136
Procédures (nombre)	10	Procédures (nombre)	6	Documents à l'export (nombre)	11
Délai (jours)	58	Délai (jours)	114	Délai à l'export (jours)	20
Coût (% du revenu par habitant)	107,0	Coût (% valeur du bien)	19,5	Coût à l'export (US\$ par conteneur)	828
Capital minimum (% du revenu par habitant)	255,0			Documents à l'import (nombre)	11
		Obtention de prêts (classement)	135	Délai à l'import (jours)	26
Octroi de licences (classement)	64	Indice de fiabilité des garanties (0–10)	3	Coût à l'import (US\$ par conteneur)	1 720
Procédures (nombre)	14	Étendue de l'information sur le crédit (0–6)	1		
Délai (jours)	217	Couverture du registre public (% des adultes)	4,0	Exécution des contrats (classement)	148
Coût (% du revenu par habitant)	176,9	Couverture du registre privé (% des adultes)	0,0	Procédures (nombre)	44
				Délai (jours)	780
Embauche des travailleurs (classement)	160	Protection des investisseurs (classement)	158	Coût (% de la créance)	26,5
Indice de difficulté de recruter (0–100)	72	Indice de divulgation de l'information (0–10)	6		
Indice de rigidité des horaires (0–100)	60	Indice mesurant la responsabilité des dirigeants (0–10)	1	Fermeture d'entreprise (classement)	73
Indice de difficulté de licencier (0–100)	50	Indice de facilité des poursuites intentées par les actionnaires (0–10)	2	Délai (années)	3,0
Indice de rigidité de l'emploi (0–100)	61	Indice de protection des investisseurs (0–10)	3,0	Coût (% de la valeur du patrimoine)	7
Coût des avantages extra-salariaux (% du salaire)	21			Taux de recouvrement (cents par dollar)	32,4
Coût de licenciement (semaines de salaire)	38	Paiement des taxes et impôts (classement)	164		
		Paielements (nombre par année)	59		
		Délai (heures par année)	696		
		Total à payer (% du bénéfice brut)	46,0		

SERBIE		Europe de l'Est et Asie centrale	RNB par habitant (US\$)	3 910	
Facilité de faire des affaires (classement)	86	Revenu intermédiaire inférieur	Population (m)	10,2	
Création d'entreprise	90	Transfert de propriété (classement)	115	Commerce transfrontalier (classement)	58
Procédures (nombre)	11	Procédures (nombre)	6	Documents à l'export (nombre)	6
Délai (jours)	23	Délai (jours)	111	Délai à l'export (jours)	12
Coût (% du revenu par habitant)	8,9	Coût (% valeur du bien)	5,4	Coût à l'export (US\$ par conteneur)	1 240
Capital minimum (% du revenu par habitant)	8,0			Documents à l'import (nombre)	6
		Obtention de prêts (classement)	13	Délai à l'import (jours)	14
Octroi de licences (classement)	149	Indice de fiabilité des garanties (0–10)	7	Coût à l'import (US\$ par conteneur)	1 440
Procédures (nombre)	20	Étendue de l'information sur le crédit (0–6)	5		
Délai (jours)	204	Couverture du registre public (% des adultes)	0,1	Exécution des contrats (classement)	101
Coût (% du revenu par habitant)	2 713,1	Couverture du registre privé (% des adultes)	51,3	Procédures (nombre)	36
				Délai (jours)	635
Embauche des travailleurs (classement)	110	Protection des investisseurs (classement)	64	Coût (% de la créance)	28,4
Indice de difficulté de recruter (0–100)	67	Indice de divulgation de l'information (0–10)	7		
Indice de rigidité des horaires (0–100)	40	Indice mesurant la responsabilité des dirigeants (0–10)	6	Fermeture d'entreprise (classement)	103
Indice de difficulté de licencier (0–100)	30	Indice de facilité des poursuites intentées par les actionnaires (0–10)	3	Délai (années)	2,7
Indice de rigidité de l'emploi (0–100)	46	Indice de protection des investisseurs (0–10)	5,3	Coût (% de la valeur du patrimoine)	23
Coût des avantages extra-salariaux (% du salaire)	18			Taux de recouvrement (cents par dollar)	23,1
Coût de licenciement (semaines de salaire)	25	Paiement des taxes et impôts (classement)	121		
		Paielements (nombre par année)	66		
		Délai (heures par année)	279		
		Total à payer (% du bénéfice brut)	35,8		

SEYCHELLES

Facilité de faire des affaires (classement)		Revenu intermédiaire supérieur		RNB par habitant (US\$)	8 650
				Population (m)	0,1
Création d'entreprise	48	Transfert de propriété (classement)	50	Commerce transfrontalier (classement)	84
Procédures (nombre)	9	Procédures (nombre)	4	Documents à l'export (nombre)	6
Délai (jours)	38	Délai (jours)	33	Délai à l'export (jours)	17
Coût (% du revenu par habitant)	8,7	Coût (% valeur du bien)	7,0	Coût à l'export (US\$ par conteneur)	1 839
Capital minimum (% du revenu par habitant)	0,0			Documents à l'import (nombre)	5
		Obtention de prêts (classement)	158	Délai à l'import (jours)	19
Octroi de licences (classement)	51	Indice de fiabilité des garanties (0–10)	3	Coût à l'import (US\$ par conteneur)	1 839
Procédures (nombre)	19	Étendue de l'information sur le crédit (0–6)	0		
Délai (jours)	144	Couverture du registre public (% des adultes)	0,0	Exécution des contrats (classement)	66
Coût (% du revenu par habitant)	46,5	Couverture du registre privé (% des adultes)	0,0	Procédures (nombre)	38
				Délai (jours)	720
Embauche des travailleurs (classement)	97	Protection des investisseurs (classement)	51	Coût (% de la créance)	14,3
Indice de difficulté de recruter (0–100)	33	Indice de divulgation de l'information (0–10)	4		
Indice de rigidité des horaires (0–100)	20	Indice mesurant la responsabilité des dirigeants (0–10)	8	Fermeture d'entreprise (classement)	178
Indice de difficulté de licencier (0–100)	50	Indice de facilité des poursuites intentées par les actionnaires (0–10)	5	Délai (années)	AUCUN CAS
Indice de rigidité de l'emploi (0–100)	34	Indice de protection des investisseurs (0–10)	5,7	Coût (% de la valeur du patrimoine)	AUCUN CAS
Coût des avantages extra-salariaux (% du salaire)	25			Taux de recouvrement (cents par dollar)	0,0
Coût de licenciement (semaines de salaire)	39	Paiement des taxes et impôts (classement)	35		
		Paievements (nombre par année)	16		
		Délai (heures par année)	76		
		Total à payer (% du bénéfice brut)	48,4		

SIERRA LEONE

Facilité de faire des affaires (classement)		Revenu faible		RNB par habitant (US\$)	240
				Population (m)	5,6
Création d'entreprise	89	Transfert de propriété (classement)	172	Commerce transfrontalier (classement)	130
Procédures (nombre)	9	Procédures (nombre)	8	Documents à l'export (nombre)	8
Délai (jours)	26	Délai (jours)	235	Délai à l'export (jours)	31
Coût (% du revenu par habitant)	1 075,2	Coût (% valeur du bien)	14,9	Coût à l'export (US\$ par conteneur)	1 282
Capital minimum (% du revenu par habitant)	0,0			Documents à l'import (nombre)	7
		Obtention de prêts (classement)	115	Délai à l'import (jours)	34
Octroi de licences (classement)	151	Indice de fiabilité des garanties (0–10)	5	Coût à l'import (US\$ par conteneur)	1 242
Procédures (nombre)	47	Étendue de l'information sur le crédit (0–6)	0		
Délai (jours)	235	Couverture du registre public (% des adultes)	0,0	Exécution des contrats (classement)	140
Coût (% du revenu par habitant)	191,7	Couverture du registre privé (% des adultes)	0,0	Procédures (nombre)	40
				Délai (jours)	515
Embauche des travailleurs (classement)	169	Protection des investisseurs (classement)	98	Coût (% de la créance)	149,5
Indice de difficulté de recruter (0–100)	44	Indice de divulgation de l'information (0–10)	3		
Indice de rigidité des horaires (0–100)	60	Indice mesurant la responsabilité des dirigeants (0–10)	6	Fermeture d'entreprise (classement)	141
Indice de difficulté de licencier (0–100)	50	Indice de facilité des poursuites intentées par les actionnaires (0–10)	5	Délai (années)	2,6
Indice de rigidité de l'emploi (0–100)	51	Indice de protection des investisseurs (0–10)	4,7	Coût (% de la valeur du patrimoine)	42
Coût des avantages extra-salariaux (% du salaire)	10			Taux de recouvrement (cents par dollar)	8,5
Coût de licenciement (semaines de salaire)	189	Paiement des taxes et impôts (classement)	145		
		Paievements (nombre par année)	22		
		Délai (heures par année)	399		
		Total à payer (% du bénéfice brut)	233,5		

SINGAPOUR

Facilité de faire des affaires (classement)		Revenu élevé		RNB par habitant (US\$)	29 320
				Population (m)	4,4
Création d'entreprise	9	Transfert de propriété (classement)	13	Commerce transfrontalier (classement)	1
Procédures (nombre)	5	Procédures (nombre)	3	Documents à l'export (nombre)	4
Délai (jours)	5	Délai (jours)	9	Délai à l'export (jours)	5
Coût (% du revenu par habitant)	0,8	Coût (% valeur du bien)	2,8	Coût à l'export (US\$ par conteneur)	416
Capital minimum (% du revenu par habitant)	0,0			Documents à l'import (nombre)	4
		Obtention de prêts (classement)	7	Délai à l'import (jours)	3
Octroi de licences (classement)	5	Indice de fiabilité des garanties (0–10)	9	Coût à l'import (US\$ par conteneur)	367
Procédures (nombre)	11	Étendue de l'information sur le crédit (0–6)	4		
Délai (jours)	102	Couverture du registre public (% des adultes)	0,0	Exécution des contrats (classement)	4
Coût (% du revenu par habitant)	22,9	Couverture du registre privé (% des adultes)	42,7	Procédures (nombre)	22
				Délai (jours)	120
Embauche des travailleurs (classement)	1	Protection des investisseurs (classement)	2	Coût (% de la créance)	17,8
Indice de difficulté de recruter (0–100)	0	Indice de divulgation de l'information (0–10)	10		
Indice de rigidité des horaires (0–100)	0	Indice mesurant la responsabilité des dirigeants (0–10)	9	Fermeture d'entreprise (classement)	2
Indice de difficulté de licencier (0–100)	0	Indice de facilité des poursuites intentées par les actionnaires (0–10)	9	Délai (années)	0,8
Indice de rigidité de l'emploi (0–100)	0	Indice de protection des investisseurs (0–10)	9,3	Coût (% de la valeur du patrimoine)	1
Coût des avantages extra-salariaux (% du salaire)	13			Taux de recouvrement (cents par dollar)	91,3
Coût de licenciement (semaines de salaire)	4	Paiement des taxes et impôts (classement)	2		
		Paievements (nombre par année)	5		
		Délai (heures par année)	49		
		Total à payer (% du bénéfice brut)	23,2		

SLOVAQUIE		Europe de l'Est et Asie centrale		RNB par habitant (US\$)		9 870		
Facilité de faire des affaires (classement)		32	Revenu intermédiaire supérieur		Population (m)		5,4	
Création d'entreprise		72	Transfert de propriété (classement)		5	Commerce transfrontalier (classement)		90
Procédures (nombre)		9	Procédures (nombre)		3	Documents à l'export (nombre)		6
Délai (jours)		25	Délai (jours)		17	Délai à l'export (jours)		25
Coût (% du revenu par habitant)		4,2	Coût (% valeur du bien)		0,1	Coût à l'export (US\$ par conteneur)		1 015
Capital minimum (% du revenu par habitant)		34,1				Documents à l'import (nombre)		8
			Obtention de prêts (classement)		7	Délai à l'import (jours)		25
Octroi de licences (classement)		50	Indice de fiabilité des garanties (0–10)		9	Coût à l'import (US\$ par conteneur)		1 050
Procédures (nombre)		13	Étendue de l'information sur le crédit (0–6)		4			
Délai (jours)		287	Couverture du registre public (% des adultes)		1,2	Exécution des contrats (classement)		50
Coût (% du revenu par habitant)		14,9	Couverture du registre privé (% des adultes)		56,0	Procédures (nombre)		30
						Délai (jours)		565
Embauche des travailleurs (classement)		75	Protection des investisseurs (classement)		98	Coût (% de la créance)		25,7
Indice de difficulté de recruter (0–100)		17	Indice de divulgation de l'information (0–10)		3			
Indice de rigidité des horaires (0–100)		60	Indice mesurant la responsabilité des dirigeants (0–10)		4	Fermeture d'entreprise (classement)		36
Indice de difficulté de licencier (0–100)		30	Indice de facilité des poursuites intentées par les actionnaires (0–10)		7	Délai (années)		4,0
Indice de rigidité de l'emploi (0–100)		36	Indice de protection des investisseurs (0–10)		4,7	Coût (% de la valeur du patrimoine)		18
Coût des avantages extra-salariaux (% du salaire)		35				Taux de recouvrement (cents par dollar)		45,2
Coût de licenciement (semaines de salaire)		13	Paiement des taxes et impôts (classement)		122			
			Paielements (nombre par année)		31			
			Délai (heures par année)		344			
			Total à payer (% du bénéfice brut)		50,5			

SLOVÉNIE		Europe de l'Est et Asie centrale		RNB par habitant (US\$)		18 890		
Facilité de faire des affaires (classement)		55	Revenu élevé		Population (m)		2,0	
Création d'entreprise		120	Transfert de propriété (classement)		99	Commerce transfrontalier (classement)		69
Procédures (nombre)		9	Procédures (nombre)		6	Documents à l'export (nombre)		6
Délai (jours)		60	Délai (jours)		391	Délai à l'export (jours)		20
Coût (% du revenu par habitant)		8,5	Coût (% valeur du bien)		2,0	Coût à l'export (US\$ par conteneur)		971
Capital minimum (% du revenu par habitant)		49,8				Documents à l'import (nombre)		8
			Obtention de prêts (classement)		68	Délai à l'import (jours)		21
Octroi de licences (classement)		62	Indice de fiabilité des garanties (0–10)		6	Coût à l'import (US\$ par conteneur)		1 019
Procédures (nombre)		15	Étendue de l'information sur le crédit (0–6)		2			
Délai (jours)		208	Couverture du registre public (% des adultes)		2,5	Exécution des contrats (classement)		79
Coût (% du revenu par habitant)		113,9	Couverture du registre privé (% des adultes)		0,0	Procédures (nombre)		32
						Délai (jours)		1 350
Embauche des travailleurs (classement)		166	Protection des investisseurs (classement)		19	Coût (% de la créance)		18,6
Indice de difficulté de recruter (0–100)		78	Indice de divulgation de l'information (0–10)		3			
Indice de rigidité des horaires (0–100)		60	Indice mesurant la responsabilité des dirigeants (0–10)		8	Fermeture d'entreprise (classement)		34
Indice de difficulté de licencier (0–100)		50	Indice de facilité des poursuites intentées par les actionnaires (0–10)		8	Délai (années)		2,0
Indice de rigidité de l'emploi (0–100)		63	Indice de protection des investisseurs (0–10)		6,3	Coût (% de la valeur du patrimoine)		8
Coût des avantages extra-salariaux (% du salaire)		19				Taux de recouvrement (cents par dollar)		46,6
Coût de licenciement (semaines de salaire)		40	Paiement des taxes et impôts (classement)		63			
			Paielements (nombre par année)		22			
			Délai (heures par année)		260			
			Total à payer (% du bénéfice brut)		39,2			

SOUDAN		Afrique Sub-saharienne		RNB par habitant (US\$)		810		
Facilité de faire des affaires (classement)		143	Revenu faible		Population (m)		37,0	
Création d'entreprise		95	Transfert de propriété (classement)		32	Commerce transfrontalier (classement)		143
Procédures (nombre)		10	Procédures (nombre)		6	Documents à l'export (nombre)		7
Délai (jours)		39	Délai (jours)		9	Délai à l'export (jours)		39
Coût (% du revenu par habitant)		57,9	Coût (% valeur du bien)		3,2	Coût à l'export (US\$ par conteneur)		1 700
Capital minimum (% du revenu par habitant)		0,0				Documents à l'import (nombre)		7
			Obtention de prêts (classement)		135	Délai à l'import (jours)		54
Octroi de licences (classement)		131	Indice de fiabilité des garanties (0–10)		4	Coût à l'import (US\$ par conteneur)		2 300
Procédures (nombre)		19	Étendue de l'information sur le crédit (0–6)		0			
Délai (jours)		271	Couverture du registre public (% des adultes)		0,0	Exécution des contrats (classement)		143
Coût (% du revenu par habitant)		296,0	Couverture du registre privé (% des adultes)		0,0	Procédures (nombre)		53
						Délai (jours)		810
Embauche des travailleurs (classement)		140	Protection des investisseurs (classement)		141	Coût (% de la créance)		19,8
Indice de difficulté de recruter (0–100)		39	Indice de divulgation de l'information (0–10)		0			
Indice de rigidité des horaires (0–100)		20	Indice mesurant la responsabilité des dirigeants (0–10)		6	Fermeture d'entreprise (classement)		178
Indice de difficulté de licencier (0–100)		50	Indice de facilité des poursuites intentées par les actionnaires (0–10)		5	Délai (années)		AUCUN CAS
Indice de rigidité de l'emploi (0–100)		36	Indice de protection des investisseurs (0–10)		3,7	Coût (% de la valeur du patrimoine)		AUCUN CAS
Coût des avantages extra-salariaux (% du salaire)		17				Taux de recouvrement (cents par dollar)		0,0
Coût de licenciement (semaines de salaire)		118	Paiement des taxes et impôts (classement)		60			
			Paielements (nombre par année)		42			
			Délai (heures par année)		180			
			Total à payer (% du bénéfice brut)		31,6			

SRI LANKA

Facilité de faire des affaires (classement)		101	Asie du Sud	RNB par habitant (US\$)	1 300
			Revenu intermédiaire inférieur	Population (m)	19,8
Création d'entreprise		29	Transfert de propriété (classement)		134
Procédures (nombre)		5	Procédures (nombre)		8
Délai (jours)		39	Délai (jours)		83
Coût (% du revenu par habitant)		8,5	Coût (% valeur du bien)		5,1
Capital minimum (% du revenu par habitant)		0,0			
Octroi de licences (classement)		160	Obtention de prêts (classement)		97
Procédures (nombre)		22	Indice de fiabilité des garanties (0–10)		3
Délai (jours)		214	Étendue de l'information sur le crédit (0–6)		3
Coût (% du revenu par habitant)		1 929,0	Couverture du registre public (% des adultes)		0,0
			Couverture du registre privé (% des adultes)		2,9
Embauche des travailleurs (classement)		111	Protection des investisseurs (classement)		64
Indice de difficulté de recruter (0–100)		0	Indice de divulgation de l'information (0–10)		4
Indice de rigidité des horaires (0–100)		20	Indice mesurant la responsabilité des dirigeants (0–10)		5
Indice de difficulté de licencier (0–100)		60	Indice de facilité des poursuites intentées par les actionnaires (0–10)		7
Indice de rigidité de l'emploi (0–100)		27	Indice de protection des investisseurs (0–10)		5,3
Coût des avantages extra-salariaux (% du salaire)		15			
Coût de licenciement (semaines de salaire)		169	Paiement des taxes et impôts (classement)		158
			Paiements (nombre par année)		62
			Délai (heures par année)		256
			Total à payer (% du bénéfice brut)		63,7

SUÈDE

Facilité de faire des affaires (classement)		14	OCDE: Revenu élevé	RNB par habitant (US\$)	43 580
			Revenu élevé	Population (m)	9,0
Création d'entreprise		22	Transfert de propriété (classement)		7
Procédures (nombre)		3	Procédures (nombre)		1
Délai (jours)		15	Délai (jours)		2
Coût (% du revenu par habitant)		0,6	Coût (% valeur du bien)		3,0
Capital minimum (% du revenu par habitant)		31,1			
Octroi de licences (classement)		17	Obtention de prêts (classement)		36
Procédures (nombre)		8	Indice de fiabilité des garanties (0–10)		6
Délai (jours)		116	Étendue de l'information sur le crédit (0–6)		4
Coût (% du revenu par habitant)		106,4	Couverture du registre public (% des adultes)		0,0
			Couverture du registre privé (% des adultes)		100,0
Embauche des travailleurs (classement)		107	Protection des investisseurs (classement)		51
Indice de difficulté de recruter (0–100)		17	Indice de divulgation de l'information (0–10)		6
Indice de rigidité des horaires (0–100)		60	Indice mesurant la responsabilité des dirigeants (0–10)		4
Indice de difficulté de licencier (0–100)		40	Indice de facilité des poursuites intentées par les actionnaires (0–10)		7
Indice de rigidité de l'emploi (0–100)		39	Indice de protection des investisseurs (0–10)		5,7
Coût des avantages extra-salariaux (% du salaire)		32			
Coût de licenciement (semaines de salaire)		26	Paiement des taxes et impôts (classement)		42
			Paiements (nombre par année)		2
			Délai (heures par année)		122
			Total à payer (% du bénéfice brut)		54,5

SUISSE

Facilité de faire des affaires (classement)		16	OCDE: Revenu élevé	RNB par habitant (US\$)	57 230
			Revenu élevé	Population (m)	7,4
Création d'entreprise		35	Transfert de propriété (classement)		12
Procédures (nombre)		6	Procédures (nombre)		4
Délai (jours)		20	Délai (jours)		16
Coût (% du revenu par habitant)		2,1	Coût (% valeur du bien)		0,4
Capital minimum (% du revenu par habitant)		13,9			
Octroi de licences (classement)		29	Obtention de prêts (classement)		26
Procédures (nombre)		14	Indice de fiabilité des garanties (0–10)		6
Délai (jours)		154	Étendue de l'information sur le crédit (0–6)		5
Coût (% du revenu par habitant)		52,7	Couverture du registre public (% des adultes)		0,0
			Couverture du registre privé (% des adultes)		24,0
Embauche des travailleurs (classement)		20	Protection des investisseurs (classement)		158
Indice de difficulté de recruter (0–100)		0	Indice de divulgation de l'information (0–10)		0
Indice de rigidité des horaires (0–100)		40	Indice mesurant la responsabilité des dirigeants (0–10)		5
Indice de difficulté de licencier (0–100)		10	Indice de facilité des poursuites intentées par les actionnaires (0–10)		4
Indice de rigidité de l'emploi (0–100)		17	Indice de protection des investisseurs (0–10)		3,0
Coût des avantages extra-salariaux (% du salaire)		15			
Coût de licenciement (semaines de salaire)		13	Paiement des taxes et impôts (classement)		15
			Paiements (nombre par année)		24
			Délai (heures par année)		63
			Total à payer (% du bénéfice brut)		29,1

Commerce transfrontalier (classement)		60
Documents à l'export (nombre)		8
Délai à l'export (jours)		21
Coût à l'export (US\$ par conteneur)		810
Documents à l'import (nombre)		6
Délai à l'import (jours)		21
Coût à l'import (US\$ par conteneur)		844
Exécution des contrats (classement)		133
Procédures (nombre)		40
Délai (jours)		1 318
Coût (% de la créance)		22,8
Fermeture d'entreprise (classement)		39
Délai (années)		1,7
Coût (% de la valeur du patrimoine)		5
Taux de recouvrement (cents par dollar)		44,6

Commerce transfrontalier (classement)		6
Documents à l'export (nombre)		4
Délai à l'export (jours)		8
Coût à l'export (US\$ par conteneur)		561
Documents à l'import (nombre)		3
Délai à l'import (jours)		6
Coût à l'import (US\$ par conteneur)		619
Exécution des contrats (classement)		53
Procédures (nombre)		30
Délai (jours)		508
Coût (% de la créance)		31,3
Fermeture d'entreprise (classement)		19
Délai (années)		2,0
Coût (% de la valeur du patrimoine)		9
Taux de recouvrement (cents par dollar)		74,7

Commerce transfrontalier (classement)		37
Documents à l'export (nombre)		4
Délai à l'export (jours)		8
Coût à l'export (US\$ par conteneur)		1 238
Documents à l'import (nombre)		5
Délai à l'import (jours)		9
Coût à l'import (US\$ par conteneur)		1 333
Exécution des contrats (classement)		25
Procédures (nombre)		32
Délai (jours)		417
Coût (% de la créance)		21,2
Fermeture d'entreprise (classement)		33
Délai (années)		3,0
Coût (% de la valeur du patrimoine)		4
Taux de recouvrement (cents par dollar)		47,1

SURINAM		Amérique latine et Caraïbes		RNB par habitant (US\$)	3 200
Facilité de faire des affaires (classement)	142	Revenu intermédiaire inférieur		Population (m)	0,5
Création d'entreprise	163	Transfert de propriété (classement)	136	Commerce transfrontalier (classement)	86
Procédures (nombre)	13	Procédures (nombre)	4	Documents à l'export (nombre)	8
Délai (jours)	694	Délai (jours)	193	Délai à l'export (jours)	25
Coût (% du revenu par habitant)	141,8	Coût (% valeur du bien)	13,7	Coût à l'export (US\$ par conteneur)	905
Capital minimum (% du revenu par habitant)	1,1			Documents à l'import (nombre)	7
		Obtention de prêts (classement)	135	Délai à l'import (jours)	25
Octroi de licences (classement)	97	Indice de fiabilité des garanties (0–10)	4	Coût à l'import (US\$ par conteneur)	815
Procédures (nombre)	14	Étendue de l'information sur le crédit (0–6)	0		
Délai (jours)	431	Couverture du registre public (% des adultes)	0,0	Exécution des contrats (classement)	174
Coût (% du revenu par habitant)	158,0	Couverture du registre privé (% des adultes)	0,0	Procédures (nombre)	44
				Délai (jours)	1 715
Embauche des travailleurs (classement)	50	Protection des investisseurs (classement)	174	Coût (% de la créance)	37,1
Indice de difficulté de recruter (0–100)	0	Indice de divulgation de l'information (0–10)	2		
Indice de rigidité des horaires (0–100)	20	Indice mesurant la responsabilité des dirigeants (0–10)	0	Fermeture d'entreprise (classement)	145
Indice de difficulté de licenciement (0–100)	50	Indice de facilité des poursuites intentées par les actionnaires (0–10)	5	Délai (années)	5,0
Indice de rigidité de l'emploi (0–100)	23	Indice de protection des investisseurs (0–10)	2,3	Coût (% de la valeur du patrimoine)	30
Coût des avantages extra-salariaux (% du salaire)	0			Taux de recouvrement (cents par dollar)	7,4
Coût de licenciement (semaines de salaire)	26	Paiement des taxes et impôts (classement)	23		
		Paievements (nombre par année)	17		
		Délai (heures par année)	199		
		Total à payer (% du bénéfice brut)	27,9		
SWAZILAND		Afrique Sub-saharienne		RNB par habitant (US\$)	2 430
Facilité de faire des affaires (classement)	95	Revenu intermédiaire inférieur		Population (m)	1,1
Création d'entreprise	142	Transfert de propriété (classement)	142	Commerce transfrontalier (classement)	146
Procédures (nombre)	13	Procédures (nombre)	11	Documents à l'export (nombre)	9
Délai (jours)	61	Délai (jours)	46	Délai à l'export (jours)	21
Coût (% du revenu par habitant)	38,7	Coût (% valeur du bien)	7,1	Coût à l'export (US\$ par conteneur)	1 798
Capital minimum (% du revenu par habitant)	0,6			Documents à l'import (nombre)	11
		Obtention de prêts (classement)	36	Délai à l'import (jours)	34
Octroi de licences (classement)	19	Indice de fiabilité des garanties (0–10)	5	Coût à l'import (US\$ par conteneur)	1 820
Procédures (nombre)	13	Étendue de l'information sur le crédit (0–6)	5		
Délai (jours)	93	Couverture du registre public (% des adultes)	0,0	Exécution des contrats (classement)	129
Coût (% du revenu par habitant)	94,0	Couverture du registre privé (% des adultes)	37,6	Procédures (nombre)	40
				Délai (jours)	972
Embauche des travailleurs (classement)	51	Protection des investisseurs (classement)	175	Coût (% de la créance)	23,1
Indice de difficulté de recruter (0–100)	11	Indice de divulgation de l'information (0–10)	0		
Indice de rigidité des horaires (0–100)	20	Indice mesurant la responsabilité des dirigeants (0–10)	1	Fermeture d'entreprise (classement)	56
Indice de difficulté de licenciement (0–100)	20	Indice de facilité des poursuites intentées par les actionnaires (0–10)	5	Délai (années)	2,0
Indice de rigidité de l'emploi (0–100)	17	Indice de protection des investisseurs (0–10)	2,0	Coût (% de la valeur du patrimoine)	15
Coût des avantages extra-salariaux (% du salaire)	2			Taux de recouvrement (cents par dollar)	36,0
Coût de licenciement (semaines de salaire)	53	Paiement des taxes et impôts (classement)	40		
		Paievements (nombre par année)	33		
		Délai (heures par année)	104		
		Total à payer (% du bénéfice brut)	36,6		
SYRIE		Moyen Orient et Afrique du Nord		RNB par habitant (US\$)	1 570
Facilité de faire des affaires (classement)	137	Revenu intermédiaire inférieur		Population (m)	19,5
Création d'entreprise	169	Transfert de propriété (classement)	89	Commerce transfrontalier (classement)	127
Procédures (nombre)	13	Procédures (nombre)	4	Documents à l'export (nombre)	8
Délai (jours)	43	Délai (jours)	34	Délai à l'export (jours)	19
Coût (% du revenu par habitant)	55,7	Coût (% valeur du bien)	28,1	Coût à l'export (US\$ par conteneur)	1 300
Capital minimum (% du revenu par habitant)	3 673,3			Documents à l'import (nombre)	9
		Obtention de prêts (classement)	158	Délai à l'import (jours)	23
Octroi de licences (classement)	86	Indice de fiabilité des garanties (0–10)	3	Coût à l'import (US\$ par conteneur)	1 900
Procédures (nombre)	21	Étendue de l'information sur le crédit (0–6)	0		
Délai (jours)	128	Couverture du registre public (% des adultes)	0,0	Exécution des contrats (classement)	171
Coût (% du revenu par habitant)	258,5	Couverture du registre privé (% des adultes)	0,0	Procédures (nombre)	55
				Délai (jours)	872
Embauche des travailleurs (classement)	126	Protection des investisseurs (classement)	107	Coût (% de la créance)	29,3
Indice de difficulté de recruter (0–100)	22	Indice de divulgation de l'information (0–10)	6		
Indice de rigidité des horaires (0–100)	40	Indice mesurant la responsabilité des dirigeants (0–10)	5	Fermeture d'entreprise (classement)	77
Indice de difficulté de licenciement (0–100)	50	Indice de facilité des poursuites intentées par les actionnaires (0–10)	2	Délai (années)	4,1
Indice de rigidité de l'emploi (0–100)	37	Indice de protection des investisseurs (0–10)	4,3	Coût (% de la valeur du patrimoine)	9
Coût des avantages extra-salariaux (% du salaire)	17			Taux de recouvrement (cents par dollar)	30,8
Coût de licenciement (semaines de salaire)	80	Paiement des taxes et impôts (classement)	98		
		Paievements (nombre par année)	21		
		Délai (heures par année)	336		
		Total à payer (% du bénéfice brut)	46,7		

TADJIKISTAN

Facilité de faire des affaires (classement)		153	Europe de l'Est et Asie centrale	RNB par habitant (US\$)	390
			Revenu faible	Population (m)	6,6
Création d'entreprise		161	Transfert de propriété (classement)		43
Procédures (nombre)		13	Procédures (nombre)		6
Délai (jours)		49	Délai (jours)		37
Coût (% du revenu par habitant)		39,6	Coût (% valeur du bien)		1,9
Capital minimum (% du revenu par habitant)		311,0			
			Obtention de prêts (classement)		135
Octroi de licences (classement)		166	Indice de fiabilité des garanties (0–10)		4
Procédures (nombre)		32	Étendue de l'information sur le crédit (0–6)		0
Délai (jours)		191	Couverture du registre public (% des adultes)		0,0
Coût (% du revenu par habitant)		1 991,9	Couverture du registre privé (% des adultes)		0,0
			Protection des investisseurs (classement)		176
Embauche des travailleurs (classement)		125	Indice de divulgation de l'information (0–10)		0
Indice de difficulté de recruter (0–100)		33	Indice mesurant la responsabilité des dirigeants (0–10)		0
Indice de rigidité des horaires (0–100)		80	Indice de facilité des poursuites intentées par les actionnaires (0–10)		5
Indice de difficulté de licencier (0–100)		40	Indice de protection des investisseurs (0–10)		1,7
Indice de rigidité de l'emploi (0–100)		51			
Coût des avantages extra-salariaux (% du salaire)		25	Paiement des taxes et impôts (classement)		155
Coût de licenciement (semaines de salaire)		22	Paiements (nombre par année)		54
			Délai (heures par année)		224
			Total à payer (% du bénéfice brut)		82,2

TAIWAN, CHINE

Facilité de faire des affaires (classement)		50	Extrême-Orient et Océanie	RNB par habitant (US\$)	17 230
			Revenu élevé	Population (m)	22,8
Création d'entreprise		103	Transfert de propriété (classement)		24
Procédures (nombre)		8	Procédures (nombre)		3
Délai (jours)		48	Délai (jours)		5
Coût (% du revenu par habitant)		4,1	Coût (% valeur du bien)		6,2
Capital minimum (% du revenu par habitant)		178,4			
			Obtention de prêts (classement)		48
Octroi de licences (classement)		128	Indice de fiabilité des garanties (0–10)		4
Procédures (nombre)		30	Étendue de l'information sur le crédit (0–6)		5
Délai (jours)		198	Couverture du registre public (% des adultes)		0,0
Coût (% du revenu par habitant)		206,9	Couverture du registre privé (% des adultes)		67,1
			Protection des investisseurs (classement)		64
Embauche des travailleurs (classement)		148	Indice de divulgation de l'information (0–10)		7
Indice de difficulté de recruter (0–100)		67	Indice mesurant la responsabilité des dirigeants (0–10)		4
Indice de rigidité des horaires (0–100)		40	Indice de facilité des poursuites intentées par les actionnaires (0–10)		5
Indice de difficulté de licencier (0–100)		40	Indice de protection des investisseurs (0–10)		5,3
Indice de rigidité de l'emploi (0–100)		49			
Coût des avantages extra-salariaux (% du salaire)		13	Paiement des taxes et impôts (classement)		91
Coût de licenciement (semaines de salaire)		91	Paiements (nombre par année)		23
			Délai (heures par année)		340
			Total à payer (% du bénéfice brut)		40,6

TANZANIE

Facilité de faire des affaires (classement)		130	Afrique Sub-saharienne	RNB par habitant (US\$)	350
			Revenu faible	Population (m)	39,5
Création d'entreprise		95	Transfert de propriété (classement)		160
Procédures (nombre)		12	Procédures (nombre)		10
Délai (jours)		29	Délai (jours)		119
Coût (% du revenu par habitant)		47,1	Coût (% valeur du bien)		5,3
Capital minimum (% du revenu par habitant)		0,0			
			Obtention de prêts (classement)		115
Octroi de licences (classement)		170	Indice de fiabilité des garanties (0–10)		5
Procédures (nombre)		21	Étendue de l'information sur le crédit (0–6)		0
Délai (jours)		308	Couverture du registre public (% des adultes)		0,0
Coût (% du revenu par habitant)		2 365,5	Couverture du registre privé (% des adultes)		0,0
			Protection des investisseurs (classement)		83
Embauche des travailleurs (classement)		151	Indice de divulgation de l'information (0–10)		3
Indice de difficulté de recruter (0–100)		89	Indice mesurant la responsabilité des dirigeants (0–10)		4
Indice de rigidité des horaires (0–100)		40	Indice de facilité des poursuites intentées par les actionnaires (0–10)		8
Indice de difficulté de licencier (0–100)		60	Indice de protection des investisseurs (0–10)		5,0
Indice de rigidité de l'emploi (0–100)		63			
Coût des avantages extra-salariaux (% du salaire)		16	Paiement des taxes et impôts (classement)		104
Coût de licenciement (semaines de salaire)		32	Paiements (nombre par année)		48
			Délai (heures par année)		172
			Total à payer (% du bénéfice brut)		44,3

Commerce transfrontalier (classement)		176
Documents à l'export (nombre)		10
Délai à l'export (jours)		82
Coût à l'export (US\$ par conteneur)		3 000
Documents à l'import (nombre)		11
Délai à l'import (jours)		83
Coût à l'import (US\$ par conteneur)		4 500
Exécution des contrats (classement)		23
Procédures (nombre)		34
Délai (jours)		295
Coût (% de la créance)		20,5
Fermeture d'entreprise (classement)		99
Délai (années)		3,0
Coût (% de la valeur du patrimoine)		9
Taux de recouvrement (cents par dollar)		23,6

Commerce transfrontalier (classement)		29
Documents à l'export (nombre)		7
Délai à l'export (jours)		13
Coût à l'export (US\$ par conteneur)		747
Documents à l'import (nombre)		7
Délai à l'import (jours)		12
Coût à l'import (US\$ par conteneur)		747
Exécution des contrats (classement)		92
Procédures (nombre)		47
Délai (jours)		510
Coût (% de la créance)		17,4
Fermeture d'entreprise (classement)		13
Délai (années)		1,9
Coût (% de la valeur du patrimoine)		4
Taux de recouvrement (cents par dollar)		80,2

Commerce transfrontalier (classement)		100
Documents à l'export (nombre)		5
Délai à l'export (jours)		24
Coût à l'export (US\$ par conteneur)		1 212
Documents à l'import (nombre)		7
Délai à l'import (jours)		30
Coût à l'import (US\$ par conteneur)		1 425
Exécution des contrats (classement)		35
Procédures (nombre)		38
Délai (jours)		462
Coût (% de la créance)		14,3
Fermeture d'entreprise (classement)		109
Délai (années)		3,0
Coût (% de la valeur du patrimoine)		22
Taux de recouvrement (cents par dollar)		20,5

TCHAD		Afrique Sub-saharienne		RNB par habitant (US\$)		480	
Facilité de faire des affaires (classement)		Revenu faible		Population (m)		10,0	
Création d'entreprise	177	Transfert de propriété (classement)	123	Commerce transfrontalier (classement)	157		
Procédures (nombre)	19	Procédures (nombre)	6	Documents à l'export (nombre)	6		
Délai (jours)	75	Délai (jours)	44	Délai à l'export (jours)	78		
Coût (% du revenu par habitant)	188,8	Coût (% valeur du bien)	21,2	Coût à l'export (US\$ par conteneur)	4 867		
Capital minimum (% du revenu par habitant)	398,4			Documents à l'import (nombre)	9		
		Obtention de prêts (classement)	135	Délai à l'import (jours)	102		
Octroi de licences (classement)	68	Indice de fiabilité des garanties (0–10)	3	Coût à l'import (US\$ par conteneur)	5 520		
Procédures (nombre)	9	Étendue de l'information sur le crédit (0–6)	1				
Délai (jours)	181	Couverture du registre public (% des adultes)	0,2	Exécution des contrats (classement)	167		
Coût (% du revenu par habitant)	1 063,8	Couverture du registre privé (% des adultes)	0,0	Procédures (nombre)	41		
				Délai (jours)	743		
Embauche des travailleurs (classement)	135	Protection des investisseurs (classement)	122	Coût (% de la créance)	77,4		
Indice de difficulté de recruter (0–100)	39	Indice de divulgation de l'information (0–10)	6				
Indice de rigidité des horaires (0–100)	60	Indice mesurant la responsabilité des dirigeants (0–10)	1	Fermeture d'entreprise (classement)	178		
Indice de difficulté de licenciement (0–100)	40	Indice de facilité des poursuites intentées par les actionnaires (0–10)	5	Délai (années)	AUCUN CAS		
Indice de rigidité de l'emploi (0–100)	46	Indice de protection des investisseurs (0–10)	4,0	Coût (% de la valeur du patrimoine)	AUCUN CAS		
Coût des avantages extra-salariaux (% du salaire)	21			Taux de recouvrement (cents par dollar)	0,0		
Coût de licenciement (semaines de salaire)	36	Paiement des taxes et impôts (classement)	124				
		Paievements (nombre par année)	54				
		Délai (heures par année)	122				
		Total à payer (% du bénéfice brut)	63,7				
THAÏLANDE		Extrême-Orient et Océanie		RNB par habitant (US\$)		2 990	
Facilité de faire des affaires (classement)		Revenu intermédiaire inférieur		Population (m)		64,7	
Création d'entreprise	36	Transfert de propriété (classement)	20	Commerce transfrontalier (classement)	50		
Procédures (nombre)	8	Procédures (nombre)	2	Documents à l'export (nombre)	7		
Délai (jours)	33	Délai (jours)	2	Délai à l'export (jours)	17		
Coût (% du revenu par habitant)	5,6	Coût (% valeur du bien)	6,3	Coût à l'export (US\$ par conteneur)	615		
Capital minimum (% du revenu par habitant)	0,0			Documents à l'import (nombre)	9		
		Obtention de prêts (classement)	36	Délai à l'import (jours)	14		
Octroi de licences (classement)	12	Indice de fiabilité des garanties (0–10)	5	Coût à l'import (US\$ par conteneur)	786		
Procédures (nombre)	11	Étendue de l'information sur le crédit (0–6)	5				
Délai (jours)	156	Couverture du registre public (% des adultes)	0,0	Exécution des contrats (classement)	26		
Coût (% du revenu par habitant)	10,7	Couverture du registre privé (% des adultes)	27,9	Procédures (nombre)	35		
				Délai (jours)	479		
Embauche des travailleurs (classement)	49	Protection des investisseurs (classement)	33	Coût (% de la créance)	14,3		
Indice de difficulté de recruter (0–100)	33	Indice de divulgation de l'information (0–10)	10				
Indice de rigidité des horaires (0–100)	20	Indice mesurant la responsabilité des dirigeants (0–10)	2	Fermeture d'entreprise (classement)	44		
Indice de difficulté de licenciement (0–100)	0	Indice de facilité des poursuites intentées par les actionnaires (0–10)	6	Délai (années)	2,7		
Indice de rigidité de l'emploi (0–100)	18	Indice de protection des investisseurs (0–10)	6,0	Coût (% de la valeur du patrimoine)	36		
Coût des avantages extra-salariaux (% du salaire)	6			Taux de recouvrement (cents par dollar)	41,8		
Coût de licenciement (semaines de salaire)	54	Paiement des taxes et impôts (classement)	89				
		Paievements (nombre par année)	35				
		Délai (heures par année)	264				
		Total à payer (% du bénéfice brut)	37,7				
TIMOR-LESTE		Extrême-Orient et Océanie		RNB par habitant (US\$)		840	
Facilité de faire des affaires (classement)		Revenu faible		Population (m)		1,0	
Création d'entreprise	140	Transfert de propriété (classement)	178	Commerce transfrontalier (classement)	78		
Procédures (nombre)	9	Procédures (nombre)	AUCUN CAS	Documents à l'export (nombre)	6		
Délai (jours)	82	Délai (jours)	AUCUN CAS	Délai à l'export (jours)	25		
Coût (% du revenu par habitant)	11,9	Coût (% valeur du bien)	AUCUN CAS	Coût à l'export (US\$ par conteneur)	990		
Capital minimum (% du revenu par habitant)	595,2			Documents à l'import (nombre)	7		
		Obtention de prêts (classement)	170	Délai à l'import (jours)	26		
Octroi de licences (classement)	100	Indice de fiabilité des garanties (0–10)	2	Coût à l'import (US\$ par conteneur)	995		
Procédures (nombre)	22	Étendue de l'information sur le crédit (0–6)	0				
Délai (jours)	208	Couverture du registre public (% des adultes)	0,0	Exécution des contrats (classement)	178		
Coût (% du revenu par habitant)	113,1	Couverture du registre privé (% des adultes)	0,0	Procédures (nombre)	51		
				Délai (jours)	1 800		
Embauche des travailleurs (classement)	73	Protection des investisseurs (classement)	122	Coût (% de la créance)	163,2		
Indice de difficulté de recruter (0–100)	33	Indice de divulgation de l'information (0–10)	3				
Indice de rigidité des horaires (0–100)	20	Indice mesurant la responsabilité des dirigeants (0–10)	4	Fermeture d'entreprise (classement)	178		
Indice de difficulté de licenciement (0–100)	50	Indice de facilité des poursuites intentées par les actionnaires (0–10)	5	Délai (années)	AUCUN CAS		
Indice de rigidité de l'emploi (0–100)	34	Indice de protection des investisseurs (0–10)	4,0	Coût (% de la valeur du patrimoine)	AUCUN CAS		
Coût des avantages extra-salariaux (% du salaire)	0			Taux de recouvrement (cents par dollar)	0,0		
Coût de licenciement (semaines de salaire)	17	Paiement des taxes et impôts (classement)	62				
		Paievements (nombre par année)	15				
		Délai (heures par année)	640				
		Total à payer (% du bénéfice brut)	28,3				

TOGO		Afrique Sub-saharienne		RNB par habitant (US\$)	350
Facilité de faire des affaires (classement)	156	Revenu faible		Population (m)	6,3
Création d'entreprise	176	Transfert de propriété (classement)	150	Commerce transfrontalier (classement)	81
Procédures (nombre)	13	Procédures (nombre)	5	Documents à l'export (nombre)	6
Délai (jours)	53	Délai (jours)	295	Délai à l'export (jours)	24
Coût (% du revenu par habitant)	245,7	Coût (% valeur du bien)	13,9	Coût à l'export (US\$ par conteneur)	872
Capital minimum (% du revenu par habitant)	546,4			Documents à l'import (nombre)	8
		Obtention de prêts (classement)	135	Délai à l'import (jours)	29
Octroi de licences (classement)	143	Indice de fiabilité des garanties (0–10)	3	Coût à l'import (US\$ par conteneur)	894
Procédures (nombre)	15	Étendue de l'information sur le crédit (0–6)	1		
Délai (jours)	277	Couverture du registre public (% des adultes)	2,7	Exécution des contrats (classement)	153
Coût (% du revenu par habitant)	1 366,3	Couverture du registre privé (% des adultes)	0,0	Procédures (nombre)	41
				Délai (jours)	588
Embauche des travailleurs (classement)	146	Protection des investisseurs (classement)	138	Coût (% de la créance)	47,5
Indice de difficulté de recruter (0–100)	61	Indice de divulgation de l'information (0–10)	6		
Indice de rigidité des horaires (0–100)	60	Indice mesurant la responsabilité des dirigeants (0–10)	1	Fermeture d'entreprise (classement)	90
Indice de difficulté de licencier (0–100)	40	Indice de facilité des poursuites intentées par les actionnaires (0–10)	4	Délai (années)	3,0
Indice de rigidité de l'emploi (0–100)	54	Indice de protection des investisseurs (0–10)	3,7	Coût (% de la valeur du patrimoine)	15
Coût des avantages extra-salariaux (% du salaire)	25			Taux de recouvrement (cents par dollar)	26,3
Coût de licenciement (semaines de salaire)	36	Paiement des taxes et impôts (classement)	138		
		Paievements (nombre par année)	53		
		Délai (heures par année)	270		
		Total à payer (% du bénéfice brut)	48,2		
TONGA		Extrême-Orient et Océanie		RNB par habitant (US\$)	2 170
Facilité de faire des affaires (classement)	47	Revenu intermédiaire inférieur		Population (m)	0,1
Création d'entreprise	24	Transfert de propriété (classement)	106	Commerce transfrontalier (classement)	44
Procédures (nombre)	4	Procédures (nombre)	4	Documents à l'export (nombre)	7
Délai (jours)	32	Délai (jours)	108	Délai à l'export (jours)	19
Coût (% du revenu par habitant)	10,8	Coût (% valeur du bien)	10,2	Coût à l'export (US\$ par conteneur)	545
Capital minimum (% du revenu par habitant)	0,0			Documents à l'import (nombre)	6
		Obtention de prêts (classement)	158	Délai à l'import (jours)	25
Octroi de licences (classement)	30	Indice de fiabilité des garanties (0–10)	3	Coût à l'import (US\$ par conteneur)	620
Procédures (nombre)	14	Étendue de l'information sur le crédit (0–6)	0		
Délai (jours)	88	Couverture du registre public (% des adultes)	0,0	Exécution des contrats (classement)	58
Coût (% du revenu par habitant)	183,6	Couverture du registre privé (% des adultes)	0,0	Procédures (nombre)	37
				Délai (jours)	350
Embauche des travailleurs (classement)	4	Protection des investisseurs (classement)	98	Coût (% de la créance)	30,5
Indice de difficulté de recruter (0–100)	0	Indice de divulgation de l'information (0–10)	3		
Indice de rigidité des horaires (0–100)	20	Indice mesurant la responsabilité des dirigeants (0–10)	3	Fermeture d'entreprise (classement)	93
Indice de difficulté de licencier (0–100)	0	Indice de facilité des poursuites intentées par les actionnaires (0–10)	8	Délai (années)	2,7
Indice de rigidité de l'emploi (0–100)	7	Indice de protection des investisseurs (0–10)	4,7	Coût (% de la valeur du patrimoine)	22
Coût des avantages extra-salariaux (% du salaire)	0			Taux de recouvrement (cents par dollar)	25,3
Coût de licenciement (semaines de salaire)	0	Paiement des taxes et impôts (classement)	24		
		Paievements (nombre par année)	23		
		Délai (heures par année)	164		
		Total à payer (% du bénéfice brut)	25,0		
TRINITÉ-ET-TOBAGO		Amérique latine et Caraïbes		RNB par habitant (US\$)	13 340
Facilité de faire des affaires (classement)	67	Revenu intermédiaire supérieur		Population (m)	1,3
Création d'entreprise	40	Transfert de propriété (classement)	157	Commerce transfrontalier (classement)	49
Procédures (nombre)	9	Procédures (nombre)	8	Documents à l'export (nombre)	5
Délai (jours)	43	Délai (jours)	162	Délai à l'export (jours)	14
Coût (% du revenu par habitant)	0,9	Coût (% valeur du bien)	7,0	Coût à l'export (US\$ par conteneur)	693
Capital minimum (% du revenu par habitant)	0,0			Documents à l'import (nombre)	7
		Obtention de prêts (classement)	48	Délai à l'import (jours)	26
Octroi de licences (classement)	79	Indice de fiabilité des garanties (0–10)	5	Coût à l'import (US\$ par conteneur)	1 100
Procédures (nombre)	20	Étendue de l'information sur le crédit (0–6)	4		
Délai (jours)	261	Couverture du registre public (% des adultes)	0,0	Exécution des contrats (classement)	168
Coût (% du revenu par habitant)	5,9	Couverture du registre privé (% des adultes)	34,4	Procédures (nombre)	42
				Délai (jours)	1 340
Embauche des travailleurs (classement)	38	Protection des investisseurs (classement)	15	Coût (% de la créance)	33,5
Indice de difficulté de recruter (0–100)	0	Indice de divulgation de l'information (0–10)	4		
Indice de rigidité des horaires (0–100)	0	Indice mesurant la responsabilité des dirigeants (0–10)	9	Fermeture d'entreprise (classement)	178
Indice de difficulté de licencier (0–100)	20	Indice de facilité des poursuites intentées par les actionnaires (0–10)	7	Délai (années)	AUCUN CAS
Indice de rigidité de l'emploi (0–100)	7	Indice de protection des investisseurs (0–10)	6,7	Coût (% de la valeur du patrimoine)	AUCUN CAS
Coût des avantages extra-salariaux (% du salaire)	3			Taux de recouvrement (cents par dollar)	0,0
Coût de licenciement (semaines de salaire)	67	Paiement des taxes et impôts (classement)	45		
		Paievements (nombre par année)	40		
		Délai (heures par année)	114		
		Total à payer (% du bénéfice brut)	33,1		

TUNISIE		Moyen Orient et Afrique du Nord		RNB par habitant (US\$)		2 970		
Facilité de faire des affaires (classement)		88	Revenu intermédiaire inférieur		Population (m)		10,1	
Création d'entreprise		68	Transfert de propriété (classement)		66	Commerce transfrontalier (classement)		28
Procédures (nombre)		10	Procédures (nombre)		5	Documents à l'export (nombre)		5
Délai (jours)		11	Délai (jours)		49	Délai à l'export (jours)		17
Coût (% du revenu par habitant)		8,3	Coût (% valeur du bien)		6,1	Coût à l'export (US\$ par conteneur)		540
Capital minimum (% du revenu par habitant)		25,3				Documents à l'import (nombre)		7
			Obtention de prêts (classement)		97	Délai à l'import (jours)		22
Octroi de licences (classement)		96	Indice de fiabilité des garanties (0–10)		2	Coût à l'import (US\$ par conteneur)		810
Procédures (nombre)		20	Étendue de l'information sur le crédit (0–6)		4			
Délai (jours)		93	Couverture du registre public (% des adultes)		13,7	Exécution des contrats (classement)		80
Coût (% du revenu par habitant)		922,1	Couverture du registre privé (% des adultes)		0,0	Procédures (nombre)		39
						Délai (jours)		565
Embauche des travailleurs (classement)		113	Protection des investisseurs (classement)		147	Coût (% de la créance)		21,8
Indice de difficulté de recruter (0–100)		28	Indice de divulgation de l'information (0–10)		0			
Indice de rigidité des horaires (0–100)		40	Indice mesurant la responsabilité des dirigeants (0–10)		4	Fermeture d'entreprise (classement)		30
Indice de difficulté de licencier (0–100)		80	Indice de facilité des poursuites intentées par les actionnaires (0–10)		6	Délai (années)		1,3
Indice de rigidité de l'emploi (0–100)		49	Indice de protection des investisseurs (0–10)		3,3	Coût (% de la valeur du patrimoine)		7
Coût des avantages extra-salariaux (% du salaire)		22				Taux de recouvrement (cents par dollar)		51,5
Coût de licenciement (semaines de salaire)		17	Paiement des taxes et impôts (classement)		148			
			Paielements (nombre par année)		46			
			Délai (heures par année)		268			
			Total à payer (% du bénéfice brut)		61,0			

TURQUIE		Europe de l'Est et Asie centrale		RNB par habitant (US\$)		5 400		
Facilité de faire des affaires (classement)		57	Revenu intermédiaire supérieur		Population (m)		72,9	
Création d'entreprise		43	Transfert de propriété (classement)		31	Commerce transfrontalier (classement)		56
Procédures (nombre)		6	Procédures (nombre)		6	Documents à l'export (nombre)		7
Délai (jours)		6	Délai (jours)		6	Délai à l'export (jours)		14
Coût (% du revenu par habitant)		20,7	Coût (% valeur du bien)		3,1	Coût à l'export (US\$ par conteneur)		865
Capital minimum (% du revenu par habitant)		16,2				Documents à l'import (nombre)		8
			Obtention de prêts (classement)		68	Délai à l'import (jours)		15
Octroi de licences (classement)		128	Indice de fiabilité des garanties (0–10)		3	Coût à l'import (US\$ par conteneur)		1 013
Procédures (nombre)		25	Étendue de l'information sur le crédit (0–6)		5			
Délai (jours)		188	Couverture du registre public (% des adultes)		10,3	Exécution des contrats (classement)		34
Coût (% du revenu par habitant)		369,9	Couverture du registre privé (% des adultes)		2,7	Procédures (nombre)		36
						Délai (jours)		420
Embauche des travailleurs (classement)		136	Protection des investisseurs (classement)		64	Coût (% de la créance)		18,8
Indice de difficulté de recruter (0–100)		56	Indice de divulgation de l'information (0–10)		8			
Indice de rigidité des horaires (0–100)		40	Indice mesurant la responsabilité des dirigeants (0–10)		4	Fermeture d'entreprise (classement)		112
Indice de difficulté de licencier (0–100)		30	Indice de facilité des poursuites intentées par les actionnaires (0–10)		4	Délai (années)		3,3
Indice de rigidité de l'emploi (0–100)		42	Indice de protection des investisseurs (0–10)		5,3	Coût (% de la valeur du patrimoine)		15
Coût des avantages extra-salariaux (% du salaire)		22				Taux de recouvrement (cents par dollar)		20,3
Coût de licenciement (semaines de salaire)		95	Paiement des taxes et impôts (classement)		54			
			Paielements (nombre par année)		15			
			Délai (heures par année)		223			
			Total à payer (% du bénéfice brut)		45,1			

UKRAINE		Europe de l'Est et Asie centrale		RNB par habitant (US\$)		1 950		
Facilité de faire des affaires (classement)		139	Revenu intermédiaire inférieur		Population (m)		46,6	
Création d'entreprise		109	Transfert de propriété (classement)		138	Commerce transfrontalier (classement)		120
Procédures (nombre)		10	Procédures (nombre)		10	Documents à l'export (nombre)		6
Délai (jours)		27	Délai (jours)		93	Délai à l'export (jours)		31
Coût (% du revenu par habitant)		7,8	Coût (% valeur du bien)		3,3	Coût à l'export (US\$ par conteneur)		1 045
Capital minimum (% du revenu par habitant)		203,1				Documents à l'import (nombre)		10
			Obtention de prêts (classement)		68	Délai à l'import (jours)		39
Octroi de licences (classement)		174	Indice de fiabilité des garanties (0–10)		8	Coût à l'import (US\$ par conteneur)		1 065
Procédures (nombre)		29	Étendue de l'information sur le crédit (0–6)		0			
Délai (jours)		429	Couverture du registre public (% des adultes)		0,0	Exécution des contrats (classement)		46
Coût (% du revenu par habitant)		668,5	Couverture du registre privé (% des adultes)		0,0	Procédures (nombre)		30
						Délai (jours)		354
Embauche des travailleurs (classement)		102	Protection des investisseurs (classement)		141	Coût (% de la créance)		41,5
Indice de difficulté de recruter (0–100)		44	Indice de divulgation de l'information (0–10)		1			
Indice de rigidité des horaires (0–100)		60	Indice mesurant la responsabilité des dirigeants (0–10)		3	Fermeture d'entreprise (classement)		140
Indice de difficulté de licencier (0–100)		30	Indice de facilité des poursuites intentées par les actionnaires (0–10)		7	Délai (années)		2,9
Indice de rigidité de l'emploi (0–100)		45	Indice de protection des investisseurs (0–10)		3,7	Coût (% de la valeur du patrimoine)		42
Coût des avantages extra-salariaux (% du salaire)		38				Taux de recouvrement (cents par dollar)		9,1
Coût de licenciement (semaines de salaire)		13	Paiement des taxes et impôts (classement)		177			
			Paielements (nombre par année)		99			
			Délai (heures par année)		2 085			
			Total à payer (% du bénéfice brut)		57,3			

URUGUAY		Amérique latine et Caraïbes		RNB par habitant (US\$)		5 310					
Facilité de faire des affaires (classement)		98		Revenu intermédiaire supérieur		Population (m)		3,3			
Création d'entreprise		151		Transfert de propriété (classement)		139		Commerce transfrontalier (classement)		125	
Procédures (nombre)		11		Procédures (nombre)		8		Documents à l'export (nombre)		10	
Délai (jours)		44		Délai (jours)		66		Délai à l'export (jours)		24	
Coût (% du revenu par habitant)		46,0		Coût (% valeur du bien)		7,1		Coût à l'export (US\$ par conteneur)		925	
Capital minimum (% du revenu par habitant)		180,6						Documents à l'import (nombre)		10	
				Obtention de prêts (classement)		26		Délai à l'import (jours)		23	
Octroi de licences (classement)		137		Indice de fiabilité des garanties (0–10)		5		Coût à l'import (US\$ par conteneur)		1 180	
Procédures (nombre)		30		Étendue de l'information sur le crédit (0–6)		6					
Délai (jours)		234		Couverture du registre public (% des adultes)		14,1		Exécution des contrats (classement)		91	
Coût (% du revenu par habitant)		135,5		Couverture du registre privé (% des adultes)		93,8		Procédures (nombre)		40	
				Protection des investisseurs (classement)		83		Délai (jours)		720	
Embauche des travailleurs (classement)		72		Indice de divulgation de l'information (0–10)		3		Coût (% de la créance)		16,2	
Indice de difficulté de recruter (0–100)		33		Indice mesurant la responsabilité des dirigeants (0–10)		4		Fermeture d'entreprise (classement)		37	
Indice de rigidité des horaires (0–100)		60		Indice de facilité des poursuites intentées par les actionnaires (0–10)		8		Délai (années)		2,1	
Indice de difficulté de licencier (0–100)		0		Indice de protection des investisseurs (0–10)		5,0		Coût (% de la valeur du patrimoine)		7	
Indice de rigidité de l'emploi (0–100)		31						Taux de recouvrement (cents par dollar)		44,8	
Coût des avantages extra-salariaux (% du salaire)		6		Paiement des taxes et impôts (classement)		131					
Coût de licenciement (semaines de salaire)		31		Paievements (nombre par année)		53					
				Délai (heures par année)		304					
				Total à payer (% du bénéfice brut)		40,7					

VIETNAM		Extrême-Orient et Océanie		RNB par habitant (US\$)		690		
Facilité de faire des affaires (classement)		91	Revenu faible		Population (m)		84,1	
Création d'entreprise		97	Transfert de propriété (classement)		38	Commerce transfrontalier (classement)		63
Procédures (nombre)		11	Procédures (nombre)		4	Documents à l'export (nombre)		6
Délai (jours)		50	Délai (jours)		67	Délai à l'export (jours)		24
Coût (% du revenu par habitant)		20,0	Coût (% valeur du bien)		1,2	Coût à l'export (US\$ par conteneur)		669
Capital minimum (% du revenu par habitant)		0,0				Documents à l'import (nombre)		8
			Obtention de prêts (classement)		48	Délai à l'import (jours)		23
Octroi de licences (classement)		63	Indice de fiabilité des garanties (0–10)		6	Coût à l'import (US\$ par conteneur)		881
Procédures (nombre)		13	Étendue de l'information sur le crédit (0–6)		3			
Délai (jours)		194	Couverture du registre public (% des adultes)		9,2	Exécution des contrats (classement)		40
Coût (% du revenu par habitant)		373,6	Couverture du registre privé (% des adultes)		0,0	Procédures (nombre)		34
						Délai (jours)		295
Embauche des travailleurs (classement)		84	Protection des investisseurs (classement)		165	Coût (% de la créance)		31,0
Indice de difficulté de recruter (0–100)		0	Indice de divulgation de l'information (0–10)		6			
Indice de rigidité des horaires (0–100)		40	Indice mesurant la responsabilité des dirigeants (0–10)		0	Fermeture d'entreprise (classement)		121
Indice de difficulté de licencier (0–100)		40	Indice de facilité des poursuites intentées par les actionnaires (0–10)		2	Délai (années)		5,0
Indice de rigidité de l'emploi (0–100)		27	Indice de protection des investisseurs (0–10)		2,7	Coût (% de la valeur du patrimoine)		15
Coût des avantages extra-salariaux (% du salaire)		17				Taux de recouvrement (cents par dollar)		18,0
Coût de licenciement (semaines de salaire)		87	Paiement des taxes et impôts (classement)		128			
			Paiements (nombre par année)		32			
			Délai (heures par année)		1 050			
			Total à payer (% du bénéfice brut)		41,1			

YÉMEN		Moyen Orient et Afrique du Nord		RNB par habitant (US\$)		760		
Facilité de faire des affaires (classement)		113	Revenu faible		Population (m)		21,6	
Création d'entreprise		175	Transfert de propriété (classement)		44	Commerce transfrontalier (classement)		128
Procédures (nombre)		12	Procédures (nombre)		6	Documents à l'export (nombre)		6
Délai (jours)		63	Délai (jours)		21	Délai à l'export (jours)		33
Coût (% du revenu par habitant)		178,8	Coût (% valeur du bien)		3,9	Coût à l'export (US\$ par conteneur)		1 129
Capital minimum (% du revenu par habitant)		2 003,2				Documents à l'import (nombre)		9
			Obtention de prêts (classement)		158	Délai à l'import (jours)		31
Octroi de licences (classement)		35	Indice de fiabilité des garanties (0–10)		3	Coût à l'import (US\$ par conteneur)		1 475
Procédures (nombre)		13	Étendue de l'information sur le crédit (0–6)		0			
Délai (jours)		107	Couverture du registre public (% des adultes)		0,1	Exécution des contrats (classement)		41
Coût (% du revenu par habitant)		239,2	Couverture du registre privé (% des adultes)		0,0	Procédures (nombre)		37
						Délai (jours)		520
Embauche des travailleurs (classement)		63	Protection des investisseurs (classement)		122	Coût (% de la créance)		16,5
Indice de difficulté de recruter (0–100)		0	Indice de divulgation de l'information (0–10)		6			
Indice de rigidité des horaires (0–100)		60	Indice mesurant la responsabilité des dirigeants (0–10)		4	Fermeture d'entreprise (classement)		83
Indice de difficulté de licencier (0–100)		40	Indice de facilité des poursuites intentées par les actionnaires (0–10)		2	Délai (années)		3,0
Indice de rigidité de l'emploi (0–100)		33	Indice de protection des investisseurs (0–10)		4,0	Coût (% de la valeur du patrimoine)		8
Coût des avantages extra-salariaux (% du salaire)		9				Taux de recouvrement (cents par dollar)		28,6
Coût de licenciement (semaines de salaire)		17	Paiement des taxes et impôts (classement)		84			
			Paiements (nombre par année)		32			
			Délai (heures par année)		248			
			Total à payer (% du bénéfice brut)		41,4			

ZAMBIE		Afrique Sub-saharienne		RNB par habitant (US\$)		630		
Facilité de faire des affaires (classement)		116	Revenu faible		Population (m)		11,9	
Création d'entreprise		82	Transfert de propriété (classement)		125	Commerce transfrontalier (classement)		160
Procédures (nombre)		6	Procédures (nombre)		6	Documents à l'export (nombre)		8
Délai (jours)		33	Délai (jours)		70	Délai à l'export (jours)		53
Coût (% du revenu par habitant)		30,5	Coût (% valeur du bien)		9,6	Coût à l'export (US\$ par conteneur)		2 098
Capital minimum (% du revenu par habitant)		2,2				Documents à l'import (nombre)		11
			Obtention de prêts (classement)		97	Délai à l'import (jours)		64
Octroi de licences (classement)		148	Indice de fiabilité des garanties (0–10)		6	Coût à l'import (US\$ par conteneur)		2 840
Procédures (nombre)		17	Étendue de l'information sur le crédit (0–6)		0			
Délai (jours)		254	Couverture du registre public (% des adultes)		0,0	Exécution des contrats (classement)		86
Coût (% du revenu par habitant)		1 518,0	Couverture du registre privé (% des adultes)		0,0	Procédures (nombre)		35
						Délai (jours)		471
Embauche des travailleurs (classement)		121	Protection des investisseurs (classement)		64	Coût (% de la créance)		38,7
Indice de difficulté de recruter (0–100)		33	Indice de divulgation de l'information (0–10)		3			
Indice de rigidité des horaires (0–100)		40	Indice mesurant la responsabilité des dirigeants (0–10)		6	Fermeture d'entreprise (classement)		84
Indice de difficulté de licencier (0–100)		30	Indice de facilité des poursuites intentées par les actionnaires (0–10)		7	Délai (années)		2,7
Indice de rigidité de l'emploi (0–100)		34	Indice de protection des investisseurs (0–10)		5,3	Coût (% de la valeur du patrimoine)		9
Coût des avantages extra-salariaux (% du salaire)		9				Taux de recouvrement (cents par dollar)		28,4
Coût de licenciement (semaines de salaire)		178	Paiement des taxes et impôts (classement)		30			
			Paiements (nombre par année)		37			
			Délai (heures par année)		132			
			Total à payer (% du bénéfice brut)		16,1			

ZIMBABWE		Afrique Sub-saharienne	RNB par habitant (US\$)	325	
Facilité de faire des affaires (classement)	152	Revenu faible	Population (m)	13,1	
Création d'entreprise	143	Transfert de propriété (classement)	79	Commerce transfrontalier (classement)	169
Procédures (nombre)	10	Procédures (nombre)	4	Documents à l'export (nombre)	9
Délai (jours)	96	Délai (jours)	30	Délai à l'export (jours)	52
Coût (% du revenu par habitant)	21,3	Coût (% valeur du bien)	25,0	Coût à l'export (US\$ par conteneur)	1 879
Capital minimum (% du revenu par habitant)	54,6			Documents à l'import (nombre)	13
		Obtention de prêts (classement)	97	Délai à l'import (jours)	67
Octroi de licences (classement)	172	Indice de fiabilité des garanties (0–10)	6	Coût à l'import (US\$ par conteneur)	2 420
Procédures (nombre)	19	Étendue de l'information sur le crédit (0–6)	0		
Délai (jours)	952	Couverture du registre public (% des adultes)	0,0	Exécution des contrats (classement)	74
Coût (% du revenu par habitant)	11 799,0	Couverture du registre privé (% des adultes)	0,0	Procédures (nombre)	38
				Délai (jours)	410
Embauche des travailleurs (classement)	123	Protection des investisseurs (classement)	107	Coût (% de la créance)	32,0
Indice de difficulté de recruter (0–100)	0	Indice de divulgation de l'information (0–10)	8		
Indice de rigidité des horaires (0–100)	40	Indice mesurant la responsabilité des dirigeants (0–10)	1	Fermeture d'entreprise (classement)	151
Indice de difficulté de licencier (0–100)	60	Indice de facilité des poursuites intentées par les actionnaires (0–10)	4	Délai (années)	3,3
Indice de rigidité de l'emploi (0–100)	33	Indice de protection des investisseurs (0–10)	4,3	Coût (% de la valeur du patrimoine)	22
Coût des avantages extra-salariaux (% du salaire)	4			Taux de recouvrement (cents par dollar)	0,1
Coût de licenciement (semaines de salaire)	446	Paiement des taxes et impôts (classement)	144		
		Paievements (nombre par année)	52		
		Délai (heures par année)	256		
		Total à payer (% du bénéfice brut)	53,0		

Remerciements

Les coordonnées des partenaires locaux sont
accessibles à l'adresse suivante :
<http://www.doingbusiness.org>

Doing Business 2008 a été élaboré par une équipe dirigée par Simeon Djankov et Caralee McLiesh, sous la direction générale de Michael Klein. Svetlana Bagaudinova, Frédéric Bustelo, Allen Dennis, Penelope Fidas, Elena Gasol Ramos, Carolin Geginat, Sabine Hertveldt, Melissa Johns, Julien Levis, Janet Morris, Rita Ramalho, Sylvia Solf et Justin Yap ont dirigé l'ensemble des indicateurs. L'équipe se compose également de Mema Beye, Doina Cebotari, César Chaparro Yedro, Hania Dawood, Marie Delion, Jacqueline den Otter, Cemile Hacibeyoglu, Jamal Ibrahim Haidar, Benjamin Horne, Dahlia Khalifa, Adam Larson, Jean Michel Lobet, Oliver Lorenz, Dana Omran, Camille Ramos, Ivana Rossi, Rachel Shahidsaless, Umar Shavurov, Tea Trumbic, Caroline van Coppenolle, Adriana Vicentini, Maria-Eleni Vlachakou et Bryan Welsh. Karim Belayachi, Maya Choueiri, Alejandro Espinosa-Wang, Kjartan Fjeldsted, Palarp Jumpasut, Jana Matesova, Caroline Otonglo, Djasurbek Tessaev et Lior Ziv ont également apporté leur aide durant les mois précédant la publication.

Oliver Hart, Rafael La Porta et Andrei Shleifer ont apporté un appui académique au projet. Le projet Paiement des taxes et impôts a été mené en collaboration avec PricewaterhouseCoopers, dirigé par Robert Morris. Les projets Protection des investisseurs, Exécution des contrats et Transparence ont été menés en collaboration avec l'association Lex Mundi, dirigé par Carl Anduri et Sam Nolen. L'équipe de genre d'IFC, dirigée par Amanda

Ellis, a apporté des conseils sur l'analyse de la réglementation commerciale vis-à-vis les femmes.

Le rapport *Doing Business 2008* a été traduit par Ghada Attieh. La version française a été revue et corrigée par Teymour Abdel Aziz, Karim Belayachi, Mema Beye, Frédéric Bustelo, Maya Choueiri, Marie Delion et Caroline Van Coppenolle.

Alison Strong a révisé le manuscrit. Gerry Quinn a conçu le design du rapport et les graphes. Kim Bieler et Alexandra Quinn ont aidé à la mise en page du rapport. Le service en ligne de la banque de données Doing Business est géré par Graeme Littler, Felipe Escudero et Ramin Aliyev, sous la direction de Suzanne Smith.

Nous sommes très reconnaissants aux équipes pays et réseau du Groupe Banque mondiale ainsi qu'aux administrateurs du Groupe Banque mondiale pour leurs précieux commentaires et leurs révisions très utiles.

La publication du rapport a été rendue possible grâce à la généreuse contribution de plus de 5 000 avocats, comptables, juges, hommes et femmes d'affaires et fonctionnaires dans 178 économies. Sauf indication contraire, les citations figurant dans le rapport proviennent de partenaires locaux de Doing Business. Les noms des personnes ayant souhaité être citées de façon individuelle figurent ci-dessous. Leurs coordonnées sont diffusées sur le site Internet de Doing Business à l'adresse suivante : <http://www.doingbusiness.org>.

CONTRIBUTEURS MONDIAUX

ALLEN & OVERY LLP

APL LTD.

BAKER & MCKENZIE

CLEARY GOTTlieb STEEN & HAMILTON LLP

HAWKAMAH – THE INSTITUTE FOR CORPORATE GOVERNANCE

IUS LABORIS, ALLIANCE OF LABOR, EMPLOYMENT, BENEFITS AND PENSIONS LAW FIRMS

LAWYERS WITHOUT BORDERS

LEX MUNDI, ASSOCIATION OF INDEPENDENT LAW FIRMS

LOVELLS LLP

PRICEWATERHOUSECOOPERS

PRICEWATERHOUSECOOPERS LEGAL SERVICES

SDV INTERNATIONAL LOGISTICS

THE ADORA GROUP LTD (FREIGHTNET)

TOBOC INC.

CONTRIBUTEURS RÉGIONAUX

ABU-GHAZALEH LEGAL

ECOBank

FEDERACIÓN INTERAMERICANA DE LA INDUSTRIA DE LA CONSTRUCCIÓN

GLOBALINK TRANSPORTATION & LOGISTICS WORLDWIDE LLP

IKRP ROKAS & PARTNERS

UNIVERSITY OF SOUTH PACIFIC

TRANSUNION INTERNATIONAL

AFGHANISTAN

Rashid Ibrahim

A. F. FERGUSON & Co.

T. Ud-Din A. Mirza

A. F. FERGUSON & Co.

Habibullah Peerzada

ACCL INTERNATIONAL

Sargon Heinrich

ACCL INTERNATIONAL

Ehsan Sahar

AFGHAN CONTAINER
TRANSPORT Co.

M. Azam Kargar

AFGHAN TRANSIT COMPANY

Muslimul Haq

AFGHANISTAN BANKS
ASSOCIATION

Najibullah Amiri

AFGHANISTAN BANKS
ASSOCIATION

Ben Turnbull

AFGHANISTAN INTERNATIONAL
BANK

Saduddin Haziq

AFGHANISTAN INTERNATIONAL
BANK

Shahzad Haider

AFGHANISTAN INTERNATIONAL
BANK

Ellaha Salimi

AFGHANISTAN INTERNATIONAL
CHAMBER OF COMMERCE

Hamidullah Farooqi

AFGHANISTAN INTERNATIONAL
CHAMBER OF COMMERCE

Farzana Rashid Rahimi

AFGHANISTAN NATIONAL
DEVELOPMENT STRATEGY

Ziauddin Zia

AFGHANISTAN NATIONAL
DEVELOPMENT STRATEGYAbdul Salam Zahed
AISA

Naseem Akbar

AISA

Said Mubin Shah

AISA

Simran Kaur Lohnes

AISA

Khawaga Kakar

ASIAN DEVELOPMENT BANK

BEARINGPOINT

Tim Bisbee

CENTER FOR INTERNATIONAL
PRIVATE ENTERPRISE

Khalid Sekander

CONSULTANT

Khan Afzal

DA AFGHANISTAN BANK

Naser Shahalemi

GILBERT REAL ESTATE

Zahoor Malla

GLOBALINK TRANSPORTATION
& LOGISTICS WORLDWIDE LLP

Hosam Helal

IDLO

Wadir Safi

IDLO

Lorenzo Delesgues

INTEGRITY WATCH
AFGHANISTAN

Muhammed Jafar Khohistany

KABUL UNIVERSITY FACULTY
OF LAW AND POLITICAL
SCIENCES

Shahla Farid

KABUL UNIVERSITY FACULTY
OF LAW AND POLITICAL
SCIENCES

M. Wisal Khan

MANDVIWALLA & ZAFAR

Mehmood Y. Mandviwalla
MANDVIWALLA & ZAFARAbdul Rahman Watanwal
MBC CONSTRUCTIONAbdul Rahim Saeedi
MINISTRY OF COMMERCEZarmeena Njeem
PARLIAMENTKalimuddin Ghauri
PRICEWATERHOUSECOOPERSMirza Taqi Ud-Din Ahmad
PRICEWATERHOUSECOOPERSRichard Scarth
PROPERTY CONSULTING
AFGHANISTANInayetullah Zare
PYRAMID GEO-ENGINEERING
& CONSTRUCTION Co.Samir Satchu
ROSHANBahauddin Baha
SUPREME COURTA. Farid Barakzai
TNT GLOBAL EXPRESSGregory Hicks
US EMBASSYJohn F. Ewald III
USAID/BEARING POINTKevin O'Brien
USAID/BEARING POINTMartin Dinning
USAID/BEARING POINTMegan Asdorian
USAID/BEARING POINTWilliam E. Kosar
USAID/BEARING POINTAndre Hernandez
USAID/EMERGING MARKETS
GROUPGregory F. Maassen
USAID/EMERGING MARKETS
GROUPHabib Zikria
USAID/EMERGING MARKETS
GROUPNaeem Yassin
YASSIN CONSTRUCTION
Co., AFGHAN BUILDERS
ASSOCIATION

AFRIQUE DU SUD

Roelof Grové
ADAMS & ADAMSChris Todd
BOWMAN GILFILLAN, MEMBER
OF LEX MUNDIClaire Tucker
BOWMAN GILFILLAN, MEMBER
OF LEX MUNDIHeidi Bell
BOWMAN GILFILLAN, MEMBER
OF LEX MUNDIMatthew Bonner
BOWMAN GILFILLAN, MEMBER
OF LEX MUNDITim Gordon-Grant
BOWMAN GILFILLAN, MEMBER
OF LEX MUNDIUnathi Kondile
BOWMAN GILFILLAN, MEMBER
OF LEX MUNDIJacques van Wyk
CLIFFE DEKKERLlewellyn van Wyk
CSIRGabriel Meyer
DENEYS REITZSt Elmo Wilken
DENEYS REITZ

DEUTAIMEX INTERNATIONAL

Eamonn Quinn

EAMONN DAVID QUINN
ATTORNEYGretchen De Smit
EDWARD NATHAN
SONNENBERGS INC.Ross Alcock
EDWARD NATHAN
SONNENBERGS INC.

GOURMET PROVISIONS

KING IMPEX

MARI MONIQUE'S

ORMONDE IMPORT EXPORT
SERVICESMark Badenhorst
PRICEWATERHOUSECOOPERSPaul De Chalaïn
PRICEWATERHOUSECOOPERSSean Gilmour
PRICEWATERHOUSECOOPERSQ & N WEST EXPORT
TRADING HOUSEPeter Sands
SDVRalph Zulman
SUPREME COURT OF APPEAL
OF SOUTH AFRICAT.T.C. THE TRANSFER
COMPANY PTY. LTD.

THE BUREAU

Renee Kruger
WEBBER WENTZEL BOWENSAnastasia Vatalidis
WERKSMANS INC.

ZINCHEM

ALBANIE

Fiorilda Bregu
BOGA & ASSOCIATESRenata Leka
BOGA & ASSOCIATESSokol Elmazaj
BOGA & ASSOCIATESAndi Memi
HOXHA, MEMI & HOXHAShpati Hoxha
HOXHA, MEMI & HOXHAGeorgios K. Lemonis
IKRP ROKAS & PARTNERSSonila Dheri
IKRP ROKAS & PARTNERSGenci Krasniqi
KALO & ASSOCIATESJola Gjuzi
KALO & ASSOCIATESPerparim Kalo
KALO & ASSOCIATESVilma Gjyshi
KALO & ASSOCIATES

Jean-Pierre Vignoux

PRICEWATERHOUSECOOPERS

Laura Qorlaze

PRICEWATERHOUSECOOPERS

Loreta Peci

PRICEWATERHOUSECOOPERS

Albert Murati

SHEGA GROUP

Ilir Bejleri

SON - GROUP LTD.

Olsi Ibro

TBI LAW FIRM

Artur Asllani

TONUCCI & PARTNERS

ALGÉRIE

AFRICA MULTIPLE

Mourad Dubert
ARCHITECTMourad Terbaoui
ARCHITECTDjilali Hadjadj
ASSOCIATION ALGERIENNE
DE LUTTE CONTRE LA
CORRUPTION

Nabil Belloula

Tayeb Belloula
ATTORNEY-AT-LAW

Badredine Saadi

AX - CONSULT, AGENCE
D'ARCHITECTURE ET
D'URBANISMEBranka Achari-Djokic
BANK OF ALGERIAFares Ouzegdouch
BÉJAIA MEDITERRANEAN
TERMINALFériel Oulounis
CABINET D'AVOCATS SAMIR
HAMOUDANabiha Zerigui
CABINET D'AVOCATS SAMIR
HAMOUDASamir Hamouda
CABINET D'AVOCATS SAMIR
HAMOUDAAli Ait Amar
CABINET SATORMaya Sator
CABINET SATORMalik Elkettas
ELKETTAS INTERNATIONALTarik Zahzah
GHELLAL & MEKERBAArezki Djadour
GIDE LOYRETTE NOUEL,
MEMBER OF LEX MUNDISamy Laghouati
GIDE LOYRETTE NOUEL,
MEMBER OF LEX MUNDIRdha Halit
HADJ ALI AUDIT PRACTICEGerard Morin
LANDWELL & ASSOCIÉS -
PRICEWATERHOUSECOOPERSJérôme Le Hec
LANDWELL & ASSOCIÉS -
PRICEWATERHOUSECOOPERSMarc Veuillot
LANDWELL & ASSOCIÉS -
PRICEWATERHOUSECOOPERS

Michel Lecerf
LANDWELL & ASSOCIÉS -
PRICEWATERHOUSECOOPERS

Nora Djadoun
LANDWELL & ASSOCIÉS -
PRICEWATERHOUSECOOPERS
Khaled Goussanem
LAW FIRM GOUSSANEM &
ALOUI

Salima Aloui
LAW FIRM GOUSSANEM &
ALOUI

Ryad Chabouni
NSC

Hassan Yassine
THOMPSON & KNIGHT LLP

ALLEMAGNE

ALLEN & OVERY LLP

Werner M. Mues
C. B. H RECHTSANWÄLTE

Christoph Schauenburg
CLEARY GOTTlieb STEEN &
HAMILTON LLP

Daniel Panajotow
CLEARY GOTTlieb STEEN &
HAMILTON LLP

Frank Lohrmann
CLEARY GOTTlieb STEEN &
HAMILTON LLP

Gabriele Apfelbacher
CLEARY GOTTlieb STEEN &
HAMILTON LLP

Hanno Sperlich
CLEARY GOTTlieb STEEN &
HAMILTON LLP

Klaus Riehmer
CLEARY GOTTlieb STEEN &
HAMILTON LLP

Peter Polke
CLEARY GOTTlieb STEEN &
HAMILTON LLP

Robert Gutte
CLEARY GOTTlieb STEEN &
HAMILTON LLP

Tobias Tillmann
CLEARY GOTTlieb STEEN &
HAMILTON LLP

Werner Meier
CLEARY GOTTlieb STEEN &
HAMILTON LLP

Wiebke Holzapfel
CLEARY GOTTlieb STEEN &
HAMILTON LLP

Malte Hansen
CLEARY GOTTlieb STEEN &
HAMILTON LLP

Björn Gaul
CMS HASCHE SIGLE

Dieter Straub
CMS HASCHE SIGLE

Gerlind Wisskirchen
CMS HASCHE SIGLE

Manfred Heinrich
DEUTSCHE BUNDESBANK

Andre Jahn
DR. HÖK STIEGLMEIER &
PARTNER

Götz-Sebastian Hök
DR. HÖK STIEGLMEIER &
PARTNER

Jennifer Bierly
GASSNER STOCKMANN &
KOLLEGEN

Werner Geue
G-LOXX

Friedrich Tobias Schoene
HOGAN & HARTSON LLP

Klaus Günther
LINKLATERS OPPENHOFF &
RÄDLER

Silvanne Helle
LINKLATERS OPPENHOFF &
RÄDLER

Christian Pelz
NÖRR STIEFENHOFER LUTZ,
MEMBER OF LEX MUNDI

Klaus Berner
NÖRR STIEFENHOFER LUTZ,
MEMBER OF LEX MUNDI

Cornelia Marquardt
NORTON ROSE

Dirk Otto
NORTON ROSE

Peter Limmer
NOTARE DR. LIMMER & DR.
FRIEDERICH

Sigrun Erber-Faller
NOTARE ERBER-FALLER UND
VORAN

Dieter Endres
PRICEWATERHOUSECOOPERS
AG

Dirk Baumgardt
PRICEWATERHOUSECOOPERS
AG

Pia Dorfmueller
PRICEWATERHOUSECOOPERS
AG

Andreas Eckhardt
PRICEWATERHOUSECOOPERS
LEGAL SERVICES

Annekathren Werthmann-
Feldhues
PRICEWATERHOUSECOOPERS
LEGAL SERVICES

Carsten Witter
PRICEWATERHOUSECOOPERS
LEGAL SERVICES

Christoph Torwegge
PRICEWATERHOUSECOOPERS
LEGAL SERVICES

Dirk Stiller
PRICEWATERHOUSECOOPERS
LEGAL SERVICES

Isabella Niklas
PRICEWATERHOUSECOOPERS
LEGAL SERVICES

Kai Bandilla
PRICEWATERHOUSECOOPERS
LEGAL SERVICES

Kai Christian Jaenecke
PRICEWATERHOUSECOOPERS
LEGAL SERVICES

Malte Passarge
PRICEWATERHOUSECOOPERS
LEGAL SERVICES

Oliver Kunert
PRICEWATERHOUSECOOPERS
LEGAL SERVICES

Wulf Bach
SCHUFA

Holger Thomas
SJ BERWIN LLP

Wilhelm Zeddies
SURVEYING AUTHORITIES -
ADV c/o LGN

Henning Berger
WHITE & CASE

WIMEXAS LTD.

ANGOLA

Guilherme Santos Silva
ABREU ADVOGADOS

Miguel de Avillez Pereira
ABREU ADVOGADOS

Rita Maltez
ABREU ADVOGADOS

Alexandre Do Rêgo Pegado
ALEXANDRE PEGADO -
ESCRITÓRIO DE ADVOGADOS

Paulo Munginga
ALEXANDRE PEGADO -
ESCRITÓRIO DE ADVOGADOS

Ana Fernandes

Laurinda Prazeres
FARIA DE BASTOS, SEBASTIÃO
E LOPES - ADVOGADOS
ASSOCIADOS

Teresinha Lopes
FARIA DE BASTOS, SEBASTIÃO
E LOPES - ADVOGADOS
ASSOCIADOS

Fernando Barros

Sika Awoonor
GOODWORKS INTERNATIONAL
ANGOLA, LDA.

Lourdes Caposso Fernandes
Judith De Fatima Dos Santos
Lima
NATIONAL BANK OF ANGOLA

Pedro Calixto

Elisa Rangel Nunes
RANGEL, NUNES & TERESA

Alain Brachet
SDV AMI INTERNATIONAL
LOGISTICS

Aymeric Frisch
SDV AMI INTERNATIONAL
LOGISTICS

Guirec Malfait
SDV AMI INTERNATIONAL
LOGISTICS

TROPICOS E SERVICOS, LDA.

ANTIGUA-ET- BARBUDA

Eleanor R. Clark
CLARKE & CLARKE

Carden Conliffe Clarke
COMMODORE & ASSOCIATES

Vernon Edwards
FREIGHT FORWARDING &
DECONSOLIDATING

Ann Henry
HENRY & BURNETTE

Hesketh Williams
MINISTRY OF LABOR

Phillip Jr. Isaacs
OBM INTERNATIONAL,
ANTIGUA LTD.

Charles Walwyn
PRICEWATERHOUSECOOPERS

Neil Coates
PRICEWATERHOUSECOOPERS

Stacy Richards-Anjo
RICHARDS & CO.

Clare Roberts
ROBERTS & CO.

ARABIE SAOUDITE

ABOUD H. SAKLOU TRADING
EST.

Samer Pharaon
ABU-GHAZALEH LEGAL

Abdul Aziz Zaibag
AL - ZAIBAG CONSULTANTS

David K. Johnson
AL JURAIID & COMPANY /
PRICEWATERHOUSECOOPERS

Sami Al-Sarraj
AL JURAIID & COMPANY /
PRICEWATERHOUSECOOPERS

Soudki Zawaydeh
AL JURAIID & COMPANY /
PRICEWATERHOUSECOOPERS
LEGAL SERVICES

Jochen Hundt
AL-SOAIB LAW FIRM

Juergen Villmer
AL-SOAIB LAW FIRM

Mohammed Al-Soaib
AL-SOAIB LAW FIRM

George Sayen
BAKER & MCKENZIE LTD.

Nasser Alfaraj
BAKER & MCKENZIE LTD.

Amgad Husein
FULBRIGHT & JAWORSKI LLP

Anas Akel
FULBRIGHT & JAWORSKI LLP

Mohammed Al-Ghamdi
FULBRIGHT & JAWORSKI LLP

Majed Mohammed Garoub
LAW FIRM OF MAJED M.
GAROUB

Imad El-Dine Ghazi
LAW OFFICE OF HASSAN
MAHASSNI

Muntasir Osman
LAW OFFICE OF HASSAN
MAHASSNI

Adel Elsaid
PANALPINA

Prabakaran Ramasamy
PANALPINA

SAMTCO

Nabil Abdullah Al-Mubarak
SAUDI CREDIT BUREAU -
SIMAH

Fayez Al-Nemer
TALAL BIN NAIF AL-HARBI
LAW FIRM

Ali Abedi
THE ALLIANCE OF ABBAS
F. GHAZZAWI & CO. AND
HAMMAD & AL-MEHDAR

Faten Abbar
THE ALLIANCE OF ABBAS
F. GHAZZAWI & CO. AND
HAMMAD & AL-MEHDAR

Wisam Sindi
THE ALLIANCE OF ABBAS
F. GHAZZAWI & CO. AND
HAMMAD & AL-MEHDAR

Ebaish Zebar
THE LAW FIRM OF SALAH AL-
HEJAILANY

Abdullah Al-Hashim
THE LAW FIRM OF YOUSEF
AND MOHAMMED AL-JADDAN

Abou Bakr Gadour
TOBAN LAW FIRM

Muhammad Lotfi
TOBAN LAW FIRM

Sameh M. Toban
TOBAN LAW FIRM

ARGENTINE

Julian A. Collados
ACCOUNTANT

Agustín Marra
ALFARO ABOGADOS

Ana Candelaria Alonso Negre
ALFARO ABOGADOS

Carlos Alfaro
ALFARO ABOGADOS

Gisela Candurra
ALFARO ABOGADOS

Sebastián Rodrigo
ALFARO ABOGADOS

Soledad Matteozzi
ALFARO ABOGADOS

Teresa Noceto
ALFARO ABOGADOS

Federico Villarino
ÁLVAREZ PRADO & ASOCIADOS

Octavio Miguel Zenarruza
ÁLVAREZ PRADO & ASOCIADOS

C. Gustavo Ferrante
BRONS & SALAS ABOGADOS

Guillermo Pavan
BRONS & SALAS ABOGADOS

Lisandro A. Allende
BRONS & SALAS ABOGADOS

Pablo Grillo Ciocchini
BRONS & SALAS ABOGADOS

Carlos María Rotman
BRUCHOU, FERNANDEZ
MADERO, LOMBARDI &
MITRANI

Oscar Alberto del Río
CENTRAL BANK OF
ARGENTINA

Enrique Monsegur
CLIPPERS S.A.

Jorge Miranda
CLIPPERS S.A.

COMERCIAL DEL OESTE

Eduardo Corso

Pablo L. Cavallaro
ESTUDIO CAVALLARO
ABOGADOS

Mariano Carricart
FORNIELES LAW FIRM

Eduardo J. Viñales
FUNES DE RIOJA & ASOCIADOS,
MEMBER OF IUS LABORIS

Ignacio Funes de Rioja
FUNES DE RIOJA & ASOCIADOS,
MEMBER OF IUS LABORIS

Gonzalo Carlos Ballester
J.P.O'FARRELL ABOGADOS

Joaquín Emilio Zappa
J.P.O'FARRELL ABOGADOS

Santiago Varela
J.P.O'FARRELL ABOGADOS

Nicolás Dassen
JORGE & DASSEN ABOGADOS
- CONSULTORES

Alfredo Miguel O'Farrell
MARVAL, O'FARRELL &
MAIRAL, MEMBER OF LEX
MUNDI

Patricia Ruhman Seggiaro
MARVAL, O'FARRELL &
MAIRAL, MEMBER OF LEX
MUNDI

Santiago Laclau
MARVAL, O'FARRELL &
MAIRAL, MEMBER OF LEX
MUNDI

Sonia F. Salvatierra
MARVAL, O'FARRELL &
MAIRAL, MEMBER OF LEX
MUNDI

MATERIALES BENAVIDEZ S.R.L.

MISSIONLINE LOGISTICS S.A.

Agata Mendoza
MOLLARD, MENDOZA &
ASOCIADOS

Miguel P. Murray
MURRAY, D'ANDRÉ, ISASMENDI
& SIRITO DE ZAVALIA

Pablo Murray
MURRAY, D'ANDRÉ, ISASMENDI
& SIRITO DE ZAVALIA

Enrique Pugliano
ORGANIZACIÓN VERAZ S.A.,
IN AFFILIATION WITH EQUIFAX
INC.

Abraham Viera
PLANOSNET.COM CONSULTORIA
MUNICIPAL

Andrés M. Edelstein
PRICEWATERHOUSECOOPERS

Carlos D. Zima
PRICEWATERHOUSECOOPERS

Ignacio E. Rodriguez
PRICEWATERHOUSECOOPERS

Juan Manuel Magadan
PRICEWATERHOUSECOOPERS

Alejandro Vidal
PRICEWATERHOUSECOOPERS
LEGAL SERVICES

Azul García Duffy
PRICEWATERHOUSECOOPERS
LEGAL SERVICES

Hernán Gonzalo Cuenca
Martínez
PRICEWATERHOUSECOOPERS
LEGAL SERVICES

Julio Alberto Pueytrredon
PRICEWATERHOUSECOOPERS
LEGAL SERVICES

Montserrat García
PRICEWATERHOUSECOOPERS
LEGAL SERVICES

Pablo González del Solar
PRICEWATERHOUSECOOPERS
LEGAL SERVICES

Liliana Cecilia Segade
QUATTRINI, LAPRIDA &
ASOCIADOS

Adolfo Rouillon
THE WORLD BANK GROUP

Vanesa Balda
VITALE, MANOFF &
FEILBOGEN

ARMÉNIE

Artak Arzoyan
ACRA CREDIT REPORTING
CJSC

David Sargsyan
AMERIA CJSC

Karine Khachatryan
BEARINGPOINT

CENTRAL BANK OF ARMENIA
Shushan Doydoyan
FREEDOM OF INFORMATION,
CENTER OF ARMENIA

Rajiv Nagri
GLOBALINK TRANSPORTATION
& LOGISTICS WORLDWIDE LLP

Aram Poghosyan
GRANT THORNTON AMYOT

Hakob Tadevosyan
GRANT THORNTON AMYOT

Hakob Bagdasaryan

Gagik Galstyan
HORIZON 95

Mher Grigoryan
INECOBANK CJSC

Vardan Bezhanyan
INECOBANK CJSC

Karen Petrosyan
INVESTMENT LAW GROUP LLC

Vahe Kakoyan
INVESTMENT LAW GROUP LLC

Eduard Mesropyan
JINJ LTD.

Artur Tunyan
JUDICIAL REFORM PROJECT

Hayk Ghazazyan
KPMG

Tigran Sukiasyan
OSCE

Bela Gutidze
PRICEWATERHOUSECOOPERS

Jorge Intriago
PRICEWATERHOUSECOOPERS

Matthew Tallarovic
PRICEWATERHOUSECOOPERS

Rusa Sreseli
PRICEWATERHOUSECOOPERS

Sergi Kobakhidze
PRICEWATERHOUSECOOPERS

Hayk Sahakyan
STATE COMMITTEE OF THE
REAL PROPERTY CADASTRE

AUSTRALIE

Georgia Price
ALLENS ARTHUR ROBINSON

Michael Quinlan
ALLENS ARTHUR ROBINSON

Steven Fleming
ALLENS ARTHUR ROBINSON

Leon Zwier
ARNOLD BLOCH LEIBLER

AUSSIEROO

Matthew Allison
BAYCORP ADVANTAGE

Ian Humphreys
BLAKE DAWSON WALDRON

John Lobban
BLAKE DAWSON WALDRON

Mark Grdovich
BLAKE DAWSON WALDRON

Marcus Connor
CHANG, PISTILLI & SIMMONS

Mark Pistilli
CHANG, PISTILLI & SIMMONS

Doug Jones
CLAYTON UTZ, MEMBER OF
LEX MUNDI

Lucy Adamson
CLAYTON UTZ, MEMBER OF
LEX MUNDI

Nick Thomas
CLAYTON UTZ, MEMBER OF
LEX MUNDI

Owen Hayford
CLAYTON UTZ, MEMBER OF
LEX MUNDI

Paul James
CLAYTON UTZ, MEMBER OF
LEX MUNDI

Penny Grau
CLAYTON UTZ, MEMBER OF
LEX MUNDI

Ron Schaffer
CLAYTON UTZ, MEMBER OF
LEX MUNDI

Mitchell Mathas
DEACONS

Dean Schiller

Greg Channell
DEPARTMENT OF LANDS

Morgan Kelly
FERRIER HODGSON

Peter Walker
FERRIER HODGSON
IMPORT-EXPORT SERVICES
PTY. LTD.

Moving Imports and
Exports
Ann Previtera
PRICEWATERHOUSECOOPERS

Luke Sayers
PRICEWATERHOUSECOOPERS

Lynda Brumm
PRICEWATERHOUSECOOPERS

Tim Cox
PRICEWATERHOUSECOOPERS

Aaron Goonrey
PRICEWATERHOUSECOOPERS
LEGAL SERVICES

Andrew Wheeler
PRICEWATERHOUSECOOPERS
LEGAL SERVICES

Anna Dileo
PRICEWATERHOUSECOOPERS
LEGAL SERVICES

Mark Swan
PRICEWATERHOUSECOOPERS
LEGAL SERVICES

David Buda
RBHM COMMERCIAL LAWYERS

SDV PTY. LTD.

SWIRE SHIPPING LTD.

David Zwi
THOMSON PLAYFORD

John Martin
THOMSON PLAYFORD

Daniel Clough
VICTORIAN BAR

AUTRICHE

Irene Mandl
AUSTRIAN INSTITUTE FOR SME
RESEARCH

Andreas Hable
BINDER GRÖSSWANG
RECHTSANWÄLTE

Doris Buxbaum
BINDER GRÖSSWANG
RECHTSANWÄLTE

Tibor Fabian
BINDER GRÖSSWANG
RECHTSANWÄLTE

BIO-4 UMWELTECHNIK
GMBH

Alexander Klausner
BRAUNEIS KLAUSER PRÄNDL
RECHTSANWÄLTE GMBH

Gregor Maderbacher
BRAUNEIS KLAUSER PRÄNDL
RECHTSANWÄLTE GMBH

Angela Zaffalon
CERHA HEMPEL &
SPIEGELFELD HLAWATI,
MEMBER OF LEX MUNDI

Benedikt Spiegelfeld
CERHA HEMPEL &
SPIEGELFELD HLAWATI,
MEMBER OF LEX MUNDI

Hans Kristoferitsch
CERHA HEMPEL &
SPIEGELFELD HLAWATI,
MEMBER OF LEX MUNDI

Julian Feichtinger
CERHA HEMPEL &
SPIEGELFELD HLAWATI,
MEMBER OF LEX MUNDI

Harald E. Heschl
CONSUMER CREDIT
INFORMATION

Martin Eckel
E|N|W|C EISELSBERG
NATLACEN WALDERDORFF
CANCOLA RECHTSANWÄLTE
GMBH

Alexander Isola
GRAF & PITKOWITZ
RECHTSANWÄLTE GMBH

Ferdinand Graf
GRAF & PITKOWITZ
RECHTSANWÄLTE GMBH

Ruth Rosenkranz
GRAF & PITKOWITZ
RECHTSANWÄLTE GMBH

Rudolf Kaindl
KOEHLER, KAINDL, DUERR
& PARTNER, CIVIL LAW
NOTARIES

KRAUS & CO
WARENHANDELSGESELLSCHAFT
MBH

Andrea Schwartz
KUNZ SCHIMA WALLENTIN
RECHTSANWÄLTE KEG,
MEMBER OF IUS LABORIS

Birgit Vogt-Majarek
KUNZ SCHIMA WALLENTIN
RECHTSANWÄLTE KEG,
MEMBER OF IUS LABORIS

Georg Schima
KUNZ SCHIMA WALLENTIN
RECHTSANWÄLTE KEG,
MEMBER OF IUS LABORIS

Alfred Nepf
MINISTRY OF FINANCE

Wolfgang Messeritsch
NATIONAL BANK OF AUSTRIA

Gerhard Antentreiter
NOTARIAT DR. GERHARD
ANTENTREITER

Klaus Woschnak
NOTARY OFFICE DR.
WOSCHNAK

Ernst Biebl
PRICEWATERHOUSECOOPERS

Friedrich Roedler
PRICEWATERHOUSECOOPERS

Michael Podesser
PRICEWATERHOUSECOOPERS

Rudolf Krickl
PRICEWATERHOUSECOOPERS

Peter Madl
SCHÖNHERR RECHTSANWÄLTE
GMBH / ATTORNEYS-AT-LAW

Ulrike Langwallner
SCHÖNHERR RECHTSANWÄLTE
GMBH / ATTORNEYS-AT-LAW

Birgit Schneider
URBANEK LIND SCHMIED
REISCH RECHTSANWÄLTE OG

Ulla Reisch
URBANEK LIND SCHMIED
REISCH RECHTSANWÄLTE OG

Stephan Schmalzl
WALLNÖFER SCHMALZL-
RECHTSANWÄLTE

Lothar A. Wachter
WOLF THEISS

AZERBAÏDJAN

John Quinn
ACE FORWARDING CASPIAN

Zohrad Ismayilov
ASSOCIATION FOR ASSISTANCE
TO FREE ECONOMY

Azad Aliyev
ASSOCIATION OF SOCIAL
ECONOMIC RESEARCHES

Abbas Guliyev
BAKER & MCKENZIE - CIS,
LTD.

Aykan Asadov
BAKER & MCKENZIE - CIS,
LTD.

Gunduz Karimov
BAKER & MCKENZIE - CIS,
LTD.

Farhad Mirzayev
BM INTERNATIONAL LLC

Sahib Mammadov
CITIZENS' LABOUR RIGHTS
PROTECTION LEAGUE

Sabit A. Bagirov
ENTREPRENEURSHIP
DEVELOPMENT FOUNDATION

Anar Aliyev
IFC CORPORATE GOVERNANCE
PROJECT

Eldar Adilzade
IFC CORPORATE GOVERNANCE
PROJECT

Kamil Valiyev

Kamil Mammadov
MAMMADOV & PARTNERS
LAW FIRM

Maksud Mirzoyev
MCDONALD'S AZERBAIJAN
LLC

Benjamin Paine
MCGRIGORS BAKU LTD.

Sabina Gulmaliyeva
MCGRIGORS BAKU LTD.

Mehriban Efendiyeva
MICHAEL WILSON & PARTNERS
LTD.

Aiyar Mammadyarov
NATIONAL BANK OF
AZERBAIJAN

Emin Huseynov
NATIONAL BANK OF
AZERBAIJAN

Rufat Aslanli
NATIONAL BANK OF
AZERBAIJAN

Roman Alloyarov
OMNI LAW FIRM

Arif Guliyev
PRICEWATERHOUSECOOPERS

Jeyhun Huseynzada
PRICEWATERHOUSECOOPERS

Movlan Pashayev
PRICEWATERHOUSECOOPERS

Vugar Mammadov
PRICEWATERHOUSECOOPERS

Ingilab Ahmadov
PUBLIC FINANCE MONITORING
CENTER

Emma Silyayeva
SALANS

Vagif Ahmadov
SALANS

Yusif Aghayev
TRANSPARENCY
INTERNATIONAL

Faig Huseynov
UNIBANK

Samir Balayev
UNIBANK

BANGLADESH

Badrul Ahsan
A. QASEM & Co. /
PRICEWATERHOUSECOOPERS

Sohel Kasem
A. QASEM & Co. /
PRICEWATERHOUSECOOPERS

Zainul Abedin
A. QASEM & Co. /
PRICEWATERHOUSECOOPERS

ABM DRESS

Mirza Quamrul Hasan
ADVISER'S LEGAL ALLIANCE

Banasree Barua
AIR LINK LTD.

Clifford Gonsalves
AIR LINK LTD.

M. Iqbal Ali
AIR LINK LTD.

Monoranjana Guha
AIR LINK LTD.

Md. Ayub Chowdhury
AYUB & MAHMOOD
CHARTERED ACCOUNTANTS

Md. Abdullah
BANGLADESH BANK, HEAD
OFFICE DHAKA

Ariful Islam
BHUIYAN ISLAM & ZAIDI

BIN ALI TRADING EST.

Q.M. Mahtab-Uz Zaman
BRAC UNIVERSITY

Mahfuz-ul-Haque Seelym
CONTEMPLUS REAL ESTATE

MD. Nurul Amin
DEVELOPMENT
CONSTRUCTIONS LTD.

Saady Amin
DEVELOPMENT
CONSTRUCTIONS LTD.

Ferdous Ara Begum
DHAKA CHAMBER OF
COMMERCE AND INDUSTRY
(DCCI)

Badrud Doulah
DOULAH & DOULAH
ADVOCATES

Nasirud Doulah
DOULAH & DOULAH
ADVOCATES

Shamsud Doulah
DOULAH & DOULAH
ADVOCATES

Karishma Jahan
DR. KAMAL HOSSAIN &
ASSOCIATES

Sharif Bhuiyan
DR. KAMAL HOSSAIN &
ASSOCIATES

Quazi Reza-Ul Hoque
ERGO LEGAL COUNSELS

Md. Halim Bepari
HALIM LAW ASSOCIATE

Aneek Haque
HAQUE & ASSOCIATES

HUATEX IMPORT EXPORT CO.
LTD.

Khairul Alam Chowdhury
HUQ AND CO.

Margub Kabir
HUQ AND CO.

Rabeya Jamali
HUQ AND CO.

Rafique-ul Huq
HUQ AND CO.

INDEX CORPORATION LTD.

Munir Uddin Ahamed
INTEGRATED TRANSPORTATION
SERVICES LTD., AGENT OF
PANALPINA

Rezaur Rahman Rizon
INTEGRATED TRANSPORTATION
SERVICES LTD., AGENT OF
PANALPINA

Asm Abdur Razzaque
LEE, KHAN & PARTNERS

Mohammad Zeeshan Hyder
LEE, KHAN & PARTNERS

Moksadul Islam
LEGAL STEPS

Md. Mehedi Hasan
MGH GROUP

Abdul Mannan
MINISTRY OF COMMERCE

PROACTIVE

Quazi Reza-Ul Hoque

Omar Sadat
SADAT SARWAT AND
ASSOCIATES

C.R. Mazumder
SAHA MAZUMDER & Co.
CHARTERED ACCOUNTANTS

SIKDER BUYING LTD.

Mirza Quamrul Hasan
SQUARE PHARMACEUTICALS
LTD.

Tareq Hasan Siddiqui
SQUARE PHARMACEUTICALS
LTD.

SYED ASSOCIATES

Mohammed Asaduzzaman
SYED ISHTIAQ AHMED &
ASSOCIATES

Syed Afzal Hasan Uddin
SYED ISHTIAQ AHMED &
ASSOCIATES

Md. Shafiu Alam
THE HONGKONG AND
SHANGHAI BANKING
CORPORATION LTD.

Sheher Imam Chowdhury
THE HONGKONG AND
SHANGHAI BANKING
CORPORATION LTD.

Amir-Ul Islam
THE LAW ASSOCIATES,
MEMBER OF LEX MUNDI

Shamsul Hasan
THE LAW ASSOCIATES,
MEMBER OF LEX MUNDI

Habibur Rahman
THE LAW COUNSEL

Imran Siddiq
THE LAW COUNSEL

RATNADWIP FOODS LIMITED

V-TEAC GARMENTS PVT. LTD.

BELGIQUE

ALLEN & OVERY LLP

ALMALUX S. A.

Fannia Polet
ALTUIS

Kurt Grillet
ALTUIS

Tom Vantroyen
ALTUIS

William Timmermans
ALTUIS

Carl Meyntjens
ASHURST

David Du Pont
ASHURST

Alexis Lemmerling
BERQUIN NOTAIRES

Dominique Mougenot
COMMERCIAL COURT MONS

COUR DE CASSATION

Conny Grenson
EUBELIUS ATTORNEYS

Stephan Legein
FEDERAL PUBLIC SERVICE
FINANCE

Dirt Lindemans
LIEDEKERKE WOLTERS
WAELEBROECK KIRKPATRICK,
MEMBER OF LEX MUNDI

Frank Judo
LIEDEKERKE WOLTERS
WAELEBROECK KIRKPATRICK,
MEMBER OF LEX MUNDI

Christian Willems
LOYENS

Suzy Vande Wiele
LOYENS

Hubert André-Dumont
McGUIRE WOODS
KAZAKHSTAN LLP, MEMBER OF
LEX MUNDI

MEDICCLEANAIR

Didier Muraille
NATIONAL BANK OF BELGIUM

Thomas Hürner
NATIONAL BANK OF BELGIUM

Robert Meunier
NOTARY

POLIGOODS INTERNATIONAL
S.A.

Amaury Della Faille
PRICEWATERHOUSECOOPERS

Bart Vanham
PRICEWATERHOUSECOOPERS

Frank Dierckx
PRICEWATERHOUSECOOPERS

Frédéric Souchon
PRICEWATERHOUSECOOPERS

Katrien Schillemans
PRICEWATERHOUSECOOPERS

Koen Cooreman
PRICEWATERHOUSECOOPERS

Luc Legon
PRICEWATERHOUSECOOPERS

Roel Verhulst
PRICEWATERHOUSECOOPERS

Sabrina Otten
PRICEWATERHOUSECOOPERS

Sibylle Vandenberghe
PRICEWATERHOUSECOOPERS

Yves Voeten
PRICEWATERHOUSECOOPERS

Bart Vanstaen
PRICEWATERHOUSECOOPERS
LEGAL SERVICES

Dirk Van Strijthem
PRICEWATERHOUSECOOPERS
LEGAL SERVICES

Karin Winters
PRICEWATERHOUSECOOPERS
LEGAL SERVICES

Axel Maeterlinck
SIMONT BRAUN

Sandrine Hirsch
SIMONT BRAUN

Pierrette Fraisse
SPF FINANCES - AGDP

Steven de Schrijver
VAN BAELE & BELLIS

Thierry Bosly
WHITE & CASE

BELIZE

Emil Arguelles
ARGUELLES & Co.

Saidi M. Vaccaro
ARGUELLES & Co.

Tania Moody
BARROW & WILLIAMS

Patricia Rodriguez
BELIZE COMPANIES AND
CORPORATE AFFAIRS REGISTRY

Fred Lumor
FRED LUMOR & Co.

Reynaldo F. Magana
FRONTIER INTERNATIONAL
BUSINESS SERVICES LTD.

Gian C. Gandhi
INTERNATIONAL FINANCIAL
SERVICES COMMISSION

C. Phillip Waight
WAIGHT & ASSOCIATES

Carlton Young
YOUNG'S ENGINEERING
CONSULTANCY LTD.

BÉNIN

Philippe Nadaud
BANQUE DE L'HABITAT DU
BÉNIN

Charles Ki-Zerbo
BCEAO

Alice Codjia-Sohouenou
CABINET AGBANTOU SAIDOU

Saidou Agbantou
CABINET AGBANTOU SAIDOU

Victoire Agbanrin-Elisha
CABINET D'AVOCAT
AGBANRIN-ELISHA

Rafikou Alabi
CABINET ME ALABI

Agnès A. Campbell
CAMPBELL & ASSOCIÉS

Eurydice Adjovi
CONTINENTAL BANK - BÉNIN

Cyrille Laleye
ECO BANK - BENIN

Veronique Akankossi
Deguenon
ETUDE ME VERONIQUE
AKANKOSI DEGUENON

Adeline Messou
FIDAFRICA /
PRICEWATERHOUSECOOPERS

Dominique Taty
FIDAFRICA /
PRICEWATERHOUSECOOPERS

Evelyn M'Bassidgé
FIDAFRICA /
PRICEWATERHOUSECOOPERS

Fousséni Traoré
FIDAFRICA /
PRICEWATERHOUSECOOPERS

Jean Claude Gnamien
FIDAFRICA /
PRICEWATERHOUSECOOPERS

Luc-M. C. Gnacadja
IMOTEPH

Didier Sterlingot
SDV - SAGA

Zakari Djibril Sambaou

BHOUTAN

Karma Thinlay
ANTI-CORRUPTION
COMMISSION, ROYAL
GOVERNMENT OF BHUTAN

Neten Zangmo
ANTI-CORRUPTION
COMMISSION, ROYAL
GOVERNMENT OF BHUTAN

Phub Tshering
BHUTAN CHAMBER OF
COMMERCE & INDUSTRY

Namgay Dorji
BHUTAN DEVELOPMENT
FINANCE CORPORATION LTD.

Ugyen Namgyal
BHUTAN DEVELOPMENT
FINANCE CORPORATION LTD.

Leki Dorji Norbu
BHUTAN ENGINEERING
COMPANY PVT. LTD.

Sonam Penjore
BHUTAN NATIONAL BANK

Prakash Rasaily
CITY LEGAL UNIT

N.B. Gurung
DHL

Lhundub Dorji
EAST - WEST CONSTRUCTION

S.N. Muruli
GYELSA - TEWA REAL ESTATE
DEVELOPER (GRED)

Tshering Tobgey
GYELSA -TEWA REAL ESTATE
DEVELOPER (GRED)

Kincho Dorjee
LEKO PACKERS

Ugen Takchhu
MINISTRY OF AGRICULTURE

Sonam Tshering
MINISTRY OF FINANCE

Sonam Wangchuk
MINISTRY OF FINANCE

Tashi Wangmo
MINISTRY OF LABOR &
HUMAN RESOURCES

Karma Tshering
MINISTRY OF TRADE &
INDUSTRY

Kiazang Tahgyal
MINISTRY OF TRADE &
INDUSTRY

Rinzin Dorji
MINISTRY OF TRADE &
INDUSTRY

Ugyen Dorji
MINISTRY OF TRADE &
INDUSTRY

Susan Collier
ORRICK, HERRINGTON
& SUTCLIFFE (LAWYERS
WITHOUT BORDERS)

Tshering Wangchuk
ROYAL COURT OF JUSTICE

Damcho Dorji
ROYAL GOVERNMENT OF
BHUTAN

Eden Dema
ROYAL MONETARY AUTHORITY
OF BHUTAN

Dophu Dorji
ROYAL SECURITIES EXCHANGE
OF BHUTAN LTD.

Tashi Yezer
ROYAL SECURITIES EXCHANGE
OF BHUTAN LTD.

Ugyen Dorji
THIMPHU CITY CO.

Pema Tashi
XPS

Karma Lotey
YANGPHEL ADVENTURE
TRAVEL

BIÉLORUSSIE

ASSTRA

Alexander Botian
BOROVTSOV & SALEI LAW
OFFICES

Marina Dymovich
BOROVTSOV & SALEI LAW
OFFICES

Vladimir G. Biruk
CAPITAL LTD.

Aliaksandr Danilevich
DANILEVICH

Antonina Ivanova
DICSА INTERNATIONAL
GROUP OF LAWYERS

Olga Polozova
DICSА INTERNATIONAL
GROUP OF LAWYERS

Oleg Gvozhd
GVOZD, LAKIZO & PARTNERS
LLC

Sergei Oditsov
GVOZD, LAKIZO & PARTNERS
LLC

Ivan Alievich
MIKHEL & PARTNERS

Konstantin Mikhel
MIKHEL & PARTNERS

Alexandr Ignatov
NATIONAL BANK OF THE
REPUBLIC OF BELARUS

Igor Dankov
PRICewaterHOUSECOOPERS

Jorge Intriago
PRICewaterHOUSECOOPERS

Maxim Korsheniuk
PRICewaterHOUSECOOPERS

Ron J. Barden
PRICewaterHOUSECOOPERS

Evgeniya Motina
THE INSTITUTE OF STATE
AND LAW OF THE NATIONAL
ACADEMY OF SCIENCE OF
BELARUS

Alexander Vasilevsky
VALEX CONSULT

Sergey Strelchik
VALEX CONSULT

BOLIVIE

Carolina Aguirre Urioste
BUFETE AGUIRRE SOC. CIV.

Fernando Aguirre
BUFETE AGUIRRE SOC. CIV.

Carola Ayaroa Mantilla

Ariel Morales Vasquez
C.R. & F. ROJAS, MEMBER OF
LEX MUNDI

Carlos Ferreira
C.R. & F. ROJAS, MEMBER OF
LEX MUNDI

Diego Rojas
C.R. & F. ROJAS, MEMBER OF
LEX MUNDI

Fernando Rojas
C.R. & F. ROJAS, MEMBER OF
LEX MUNDI

Manfredo Kempff
C.R. & F. ROJAS, MEMBER OF
LEX MUNDI

Sandra Salinas
C.R. & F. ROJAS, MEMBER OF
LEX MUNDI

Edith Loza
COLLEGE OF ARCHITECTS

Jose Gamboa
COLLEGE OF ARCHITECTS

Adrián Barrenechea
Bazoberry
CRIALES, URCULLO &
ANTEZANA

Oscar Antonio Plaza Ponte
ENTIDAD DE SERVICIOS DE
INFORMACIÓN ENSERBIC S.A.

Gonzalo Mendieta Romero
ESTUDIO DE ABOGADOS
MENIETA ROMERO &
ASOCIADOS

Francisco Bollini Roca
GUEVARA & GUTIÉRREZ S.C.

Jorge Luis Inchauste
GUEVARA & GUTIÉRREZ S.C.

Primitivo Gutiérrez
GUEVARA & GUTIÉRREZ S.C.

Alejandro Peláez Kay
INDACOCHEA & ASOCIADOS

Mariana Pereira Nava
INDACOCHEA & ASOCIADOS

Carlos Alberto Iacia
PRICewaterHOUSECOOPERS

Evany Oliveira
PRICewaterHOUSECOOPERS

Roberto Viscafé Ureña
PRICewaterHOUSECOOPERS

A. Mauricio Torrico Galindo
QUINTANILLA & SORIA, SOC.
CIV.

Julio Quintanilla Quiroga
QUINTANILLA & SORIA, SOC.
CIV.

Ramiro Guevara

Ana Carola Guzman Gonzales
SALAZAR, SALAZAR &
ASOCIADOS

Sergio Salazar-Machicado
SALAZAR, SALAZAR &
ASOCIADOS

Enrique F. Hurtado
SUPERINTENDENCIA DE
BANCOS Y ENTIDADES
FINANCIERAS

Soraya Quiroga Berazain
SUPERINTENDENCIA DE
BANCOS Y ENTIDADES
FINANCIERAS

BOSNIE-HERZÉGOVINE

Adnan Kulenović

Branko Marić
BRANKO MARIĆ LAW OFFICE

Nusmir Huskic
BRANKO MARIĆ LAW OFFICE

Daniela Terzic
DLA PIPER WEISS - TESSBACH

Edisa Peštek
DLA PIPER WEISS - TESSBACH

Nedzida Salihovic-Whalen
DLA PIPER WEISS - TESSBACH

Emmanuel Koenig

Mira Todorovic-Symeonidis
IKRP ROKAS & PARTNERS

Petros Doukas
IKRP ROKAS & PARTNERS

Vildana Mandalovic
IKRP ROKAS & PARTNERS

Hasib Salkić
INTERSPED

Nikola M. Janković
LANSKY, GANZGER & PARTNER
D.O.O.

Emir Kovačević
LAW OFFICE OF EMIR
KOVAČEVIĆ

Muhidin Karšić
LAW OFFICE OF EMIR
KOVAČEVIĆ

Mehmed Spaho
LAW OFFICE SPAHO

Bojana Tkalcic-Djulich
LAWYERS' OFFICE BOJANA
TKALCIC-DJULIC & OLODAR
PREBANIC

Senada Havic
LRC CREDIT BUREAU

Mark Davidson

Sabina Bucu
PRICewaterHOUSECOOPERS

Sandra Djuragic
PRICewaterHOUSECOOPERS

Boris Divjak
TI-BOSNIA AND HERZEGOVINA

BOTSWANA

Akheel Jinabhai

Chazha Kgalemang
ARMSTRONGS ATTORNEYS,
MEMBER OF LEX MUNDI

Sipho Ziga
ARMSTRONGS ATTORNEYS,
MEMBER OF LEX MUNDI

Wandipa Tshambani
ARMSTRONGS ATTORNEYS,
MEMBER OF LEX MUNDI

Edward W. Fashole-Luke II
LUKE & ASSOCIATES

Mmatshipi Motsepe
MANICA AFRICA PTY. LTD.

Diba M. Diba
MINCHIN & KELLY

Kwadwo Osei-Ofei
OSEI-OFEI SWABI & CO.

Anura Suren Perera
PRICewaterHOUSECOOPERS

Uttum Corea
PRICewaterHOUSECOOPERS

Vincent Galeromelo
TRANSUNION ITC

Alfred Ngowi
UNIVERSITY OF BOTSWANA

BRÉSIL

Camilla Sisti
ARAÚJO E POLICASTRO
ADVOGADOS

Esther Jerussalmy
ARAÚJO E POLICASTRO
ADVOGADOS

BIROEX EXPORT IMPORT LTDA

Rodrigo Matos
CARGO LOGISTICS

Andréa Pitthan Françolin
DE VIVO WHITAKER E CASTRO
ADVOGADOS

Walter Abrahão Nimir Junior
DE VIVO WHITAKER E CASTRO
ADVOGADOS

Daniel Valle
DEMAREST E ALMEIDA,
MEMBER OF LEX MUNDI

Thiago Giantomassi
DEMAREST E ALMEIDA,
MEMBER OF LEX MUNDI

Eliane Ribeiro Gago
DUARTE GARCIA, CASELLI
GUIMARÃES E TERRA
ADVOGADOS

José Ricardo dos Santos Luz
Júnior

DUARTE GARCIA, CASELLI
GUIMARÃES E TERRA
ADVOGADOS

Fernanda Cirne Montorfano
ESCRITORIO DE ADVOCACIA
GOUVÊA VIEIRA

Pedro Vitor Araujo da Costa
ESCRITORIO DE ADVOCACIA
GOUVÊA VIEIRA

Rafael Frota Indio do Brasil
Ferraz
ESCRITORIO DE ADVOCACIA
GOUVÊA VIEIRA

Andrea Acerbi
FELSBERG, PEDRETTI,
MANNRICH E AIDAR
ADVOGADOS E CONSULTORES
LEGAIS

Thomas Benes Felsberg
FELSBERG, PEDRETTI,
MANNRICH E AIDAR
ADVOGADOS E CONSULTORES
LEGAIS

Beatriz Ryoko Yamashita
FISCHER & FORSTER
ADVOGADOS

Susan Christina Forster
FISCHER & FORSTER
ADVOGADOS

Gilberto Beleza
IAB

Cláudia Iaconelli Alves da
Silva
IFC

Alessandra Souza
LOESER E PORTELA
ADVOGADOS,
PRICewaterHOUSECOOPERS
LEGAL SERVICES

Durval Portela
LOESER E PORTELA
ADVOGADOS,
PRICewaterHOUSECOOPERS
LEGAL SERVICES

Enrique Tello Hadad
LOESER E PORTELA
ADVOGADOS,
PRICewaterHOUSECOOPERS
LEGAL SERVICES

Fernando Loeser
LOESER E PORTELA
ADVOGADOS,
PRICewaterHOUSECOOPERS
LEGAL SERVICES

Richard Blanchet
LOESER E PORTELA
ADVOGADOS,
PRICewaterHOUSECOOPERS
LEGAL SERVICES

Rita Nader
LOESER E PORTELA
ADVOGADOS,
PRICewaterHOUSECOOPERS
LEGAL SERVICES

Samira Gouvea
LOESER E PORTELA
ADVOGADOS,
PRICewaterHOUSECOOPERS
LEGAL SERVICES

Thelma Eliza Gatuzzo
LOESER E PORTELA
ADVOGADOS,
PRICewaterHOUSECOOPERS
LEGAL SERVICES

Manoel I. T. Monteiro

Cássio Mesquita Barros
MESQUITA BARROS
ADVOGADOS, MEMBER OF IUS
LABORIS

Nadia Demoliner Lacerda
MESQUITA BARROS
ADVOGADOS, MEMBER OF IUS
LABORIS

Eduardo Augusto Mattar
PINHEIRO GUIMARÃES -
ADVOGADOS

Adriana Grizante de Almeida
PRICewaterHOUSECOOPERS

Carlos Alberto Iacia
PRICEWATERHOUSECOOPERS

Elidie P. Bifano
PRICEWATERHOUSECOOPERS

Evany Oliveira
PRICEWATERHOUSECOOPERS

Michelle Giraldo Lacerda
PRICEWATERHOUSECOOPERS

R. MOLA COMERCIO E
SERVICOS LTDA.

Ricardo Loureiro
SERASA S.A.

Renato Berger
TOZZINI FREIRE ADVOGADOS

Rodrigo Souza Mendes de
Araujo
TOZZINI FREIRE ADVOGADOS

Ana Beatriz Fett Dixon
VEIRANO ADVOGADOS

Diogo Fries
VEIRANO ADVOGADOS

Eduardo Guimarães
Wanderley
VEIRANO ADVOGADOS

Gabriela Weirich Mottin
VEIRANO ADVOGADOS

Gilberto Deon Corrêa Junior
VEIRANO ADVOGADOS

Guilherme Rizzo Amaral
VEIRANO ADVOGADOS

Itiberê de Oliveira Castellano
Rodrigues
VEIRANO ADVOGADOS

José Wahle
VEIRANO ADVOGADOS

Lúcia Carvalhal Sica
VEIRANO ADVOGADOS

Marcos Tiraboschi
VEIRANO ADVOGADOS

Maria Fernanda Pecora
VEIRANO ADVOGADOS

Pedro Maciel
VEIRANO ADVOGADOS

Roberta Feiten Silva
VEIRANO ADVOGADOS

Sergio Bronstein
VEIRANO ADVOGADOS

Vanessa Felício
VEIRANO ADVOGADOS

Flavia Bailone Marcilio
VEIRANO ADVOGADOS

ASSOCIADOS

Andrea Oricchio Kirsh
VISEU CUNHA ORICCHIO

ADVOGADOS

Verônica Madureira Pereira
VISEU CUNHA ORICCHIO

ADVOGADOS

WORLD LINE FREIGHT
FORWARDER LTDA

BULGARIE

A.M.G - ANNA FAKLIEVA

Darina Palova
ACCESS TO INFORMATION
PROGRAMME

Gergana Jouleva
ACCESS TO INFORMATION
PROGRAMME

Ralitzka Katzarska
ACCESS TO INFORMATION
PROGRAMME

Dessislava Loukarova
ARSOV, NATCHEV, GANEVA

Vladimir Natchev
ARSOV, NATCHEV, GANEVA

Jordan Manahilov
BULGARIAN NATIONAL BANK

Kalina Tchakarova
DJINGOV, GOUGINSKI,
KYUTCHUKOV & VELICHKOV

Lilia Kisseva
DJINGOV, GOUGINSKI,
KYUTCHUKOV & VELICHKOV

Ralitsa Gougleva
DJINGOV, GOUGINSKI,
KYUTCHUKOV & VELICHKOV

Alexander Georgiev
DOBREV, KINKIN &
LYUTSKANOV

Iassen Hristev
DOBREV, KINKIN &
LYUTSKANOV

Katerina Gramatikova
DOBREV, KINKIN &
LYUTSKANOV

Plamen Georgiev
ECONOMOU INTERNATIONAL
SHIPPING AGENCY

Darina Oresharova
EXPERIAN-SCOREX BULGARIA

FRESHUP COSMETICS

Georgi Stoilov

Bogdan Drenski
GEORGIEV, TODOROV & Co.

Dimitar Danailov
GEORGIEV, TODOROV & Co.

Gerdana Popova
GEORGIEV, TODOROV & Co.

Yordanka Panchovska
GEORGIEV, TODOROV & Co.

Daniela Dzabarova
IKRP ROKAS & PARTNERS

Emil Enev
IKRP ROKAS & PARTNERS

Angel Kalaidjiev
KALAJDIEV, GEORGIEV &
MINCHEV

Hristina Kirilova
KAMBOUROV & PARTNERS

Margarita Stoyanova
KAMBOUROV & PARTNERS

Nikolay Bandakov
KAMBOUROV & PARTNERS

Stefan Tzakov
KAMBOUROV & PARTNERS

Albena Grozeva
LANDWELL,
PRICEWATERHOUSECOOPERS

LEGAL SERVICES

Angel Panayotov
LANDWELL,
PRICEWATERHOUSECOOPERS

LEGAL SERVICES

Borislav Dimitrov
LANDWELL,
PRICEWATERHOUSECOOPERS

LEGAL SERVICES

Galina Bunkova
LANDWELL,
PRICEWATERHOUSECOOPERS

LEGAL SERVICES

Georgy Georgiev
LANDWELL,
PRICEWATERHOUSECOOPERS

LEGAL SERVICES

Ilya Komarevski
LANDWELL,
PRICEWATERHOUSECOOPERS
LEGAL SERVICES

Lora Kapelovska
LANDWELL,
PRICEWATERHOUSECOOPERS

LEGAL SERVICES

Maria Urmanova
LANDWELL,
PRICEWATERHOUSECOOPERS

LEGAL SERVICES

Peter Takov
LANDWELL,
PRICEWATERHOUSECOOPERS

LEGAL SERVICES

Vesselin Dinkov
LANDWELL,
PRICEWATERHOUSECOOPERS

LEGAL SERVICES

Dimitar Ivanov
LANDWELL,
PRICEWATERHOUSECOOPERS

LEGAL SERVICES

Ivan Markov
LIC - PENKOV, MARKOV &
PARTNERS

Svetlin Adrianov
LIC - PENKOV, MARKOV &
PARTNERS

Vladimir Penkov
LIC - PENKOV, MARKOV &
PARTNERS

Laura Thomas
LM LEGAL SERVICES LTD.

Julian Spassov
MCGREGOR & PARTNERS

Totyu Mladenov
MINISTRY OF LABOR & SOCIAL
POLICY

Nikolay Kiskinov

Anelia Tatarova
PRICEWATERHOUSECOOPERS

Ginka Iskrova
PRICEWATERHOUSECOOPERS

Irina Tsvetkova
PRICEWATERHOUSECOOPERS

Marieta Getcheva
PRICEWATERHOUSECOOPERS

Mina Kapsazova
PRICEWATERHOUSECOOPERS

Stephan Z. Kyutchukov

Anastassia Dyulgerova
STOEVA, KUYUMDJIEVA &
VITLIEMOV

Borislava Pokrass
STOEVA, KUYUMDJIEVA &
VITLIEMOV

Irina Stoeva
STOEVA, KUYUMDJIEVA &
VITLIEMOV

Nevena Radlova
STOEVA, KUYUMDJIEVA &
VITLIEMOV

Pavel Vitliemov
STOEVA, KUYUMDJIEVA &
VITLIEMOV

Stella Bozova
STOEVA, KUYUMDJIEVA &
VITLIEMOV

Svilen Todorov
TODOROV & DOYKOVA LAW
FIRM

Miroslav Varnaliev
UNIMASTERS LOGISTICS PLC.

Nikolai Bozhilov
UNIMASTERS LOGISTICS PLC.

Yabor Kambourov

BURKINA FASO

Wango Pierce Sawadogo
AAED - AGENCE
D'ARCHITECTURE,
D'ENGINEERING ET DE DESIGN

Serge Damiba
ARCHI CONSULT

Vincent Armand Kobiane
ARDI - ARCHITECTES
CONSEILS

Alphonse K. Nombre
ASSEMBLEE NATIONALE

Barterlé Mathieu Some

Gilles Corneille Yaméogo
BARREAU DU BURKINA FASO

Marie Ouedraogo
BARREAU DU BURKINA FASO

Hamadé Ouedraogo
BÂTIR S.A.R.L.

Charles Ki-Zerbo
BCEAO

Birika Jean Claude Bonzi

Bouba Yaguibou

Bernardin Dabire
CABINET BERNARDIN DABIRE

Barthélémy Kere
CABINET D'AVOCATS
BARTHÉLEMY KERE

Benewende S. Sankara
CABINET MAITRE SANKARA

Seydou Roger Yamba
CABINET MAITRE SANKARA

Anna T. Ouattara-Sory
CABINET ME PAULIN
SALAMBÉRE

Evelyne Mandessi Bell
CABINET OUEDRAOGO &
BONKOUNGOU

Bernardin M. T. Sagnon
CABINET SAGNON-ZAGRE

Dieudonne Bonkounougou

Eddie Koimboiko

Farima Diarra
ADELINE MESSOU
FIDAFRICA /
PRICEWATERHOUSECOOPERS

Dominique Taty
FIDAFRICA /
PRICEWATERHOUSECOOPERS

Evelyne M'Bassidgé
FIDAFRICA /
PRICEWATERHOUSECOOPERS

Fousséni Traoré
FIDAFRICA /
PRICEWATERHOUSECOOPERS

Jean Claude Gnamien
FIDAFRICA /
PRICEWATERHOUSECOOPERS

Fortune Bicaba
COLETTE LEFEBVRE
INSPECTION DU TRAVAIL

Fati Balma Congo
MINISTERE DES FINANCES ET
DU BUDGET

N. Henri Ouedraogo
MINISTERE DES FINANCES ET
DU BUDGET

MINISTÈRE DE L'HABITAT

Messan Lawson

Moussa Sogodogo

Denis Dawende
OFFICE NOTARIAL ME JEAN
CELESTIN ZOURE

Jean Celestin Zoure
OFFICE NOTARIAL ME JEAN
CELESTIN ZOURE

Theophane Noel Zoure
OFFICE NOTARIAL ME JEAN
CELESTIN ZOURE

Oumarou Ouedraogo

Ousmane Prosper Zoungrana

Blaise Sondo
RESEAU NATIONAL DE LUTTE
ANTI-CORRUPTION (RENLAC)

Yemdaogo Maxime Nikiema
RESEAU NATIONAL DE LUTTE
ANTI-CORRUPTION (RENLAC)

Rene Bonou
SAFTRANS (SOCIETE
D'AFFRETEMENT ET DE
TRANSIT)

Hamidou Savadogo
SCM - JUSTICE & LIBERTE
CABINET D'AVOCATS

Jean de Dieu Some
SDV

Sibila Francois Yameogo
BUREAU D'ETUDES L'ESPACE

YAGUIBOU & YANOGO

BURUNDI

Audace Bireha
APF CONSEILS

Déogratias Nzemba
ATTORNEY-AT-LAW

Emmanuel Niyonkuru
BANQUE DE LA RÉPUBLIQUE
DU BURUNDI

Tharcisse Ntakiyica
BARREAU DU BURUNDI

Anatole Miburo
CABINET ANATOLE MIBURO

Gabriel Sinarinzi
CABINET MEGABRIEL
SINARINZI

Gaspard Rwasoni
CABINET RWASONI

Willy Rubeya
CABINET WILLY RUBEYA

Benjamin Rufagari
DELOITTE & TOUCHE

Jean De Dieu Basabakwinshi
IMATCO

Bonaventure Nicimpaye
INTERCONTACT SERVICES, S.A.

Rodrigue Majambere
INTERCONTACT SERVICES, S.A.

Clémence Rwamo
MINISTÈRE DE LA JUSTICE

Laurent Nzeyimana
PRESIDENT DU CONSEIL
D'ARBITRAGE CEBAC

Jean Anastase Hicuburundi
PRESIDENT DU TRIBUNAL DE
COMMERCE

Prosper Niyoyankana

Salvatore Sindayihebura

BRUNEI

ARKITEK IBRAHIM

ATTORNEY GENERAL'S
CHAMBERSNuralia Abdul Rahim
BRUNEI INTERNATIONAL
FINANCIAL CENTRE, MINISTRY
OF FINANCEDanny Chua
BRUNEI TRANSPORTING
COMPANYColin Ong
DR. COLIN ONG LEGAL
SERVICESTeck Guan Lim
ERNST & YOUNGKelvin Lim
K. LIM & CO.Alimin Hj Kalong
LANDS DEPARTMENT,
MINISTRY OF DEVELOPMENTMichael Guan
LEE CORPORATEHOUSE
ASSOCIATESNancy Lai
LEE CORPORATEHOUSE
ASSOCIATESNorman Jalil
MUNICIPAL DEPARTMENT,
BANDAR SERI BEGAWANCaroline Chong
THE HONGKONG AND
SHANGHAI BANKING
CORPORATION LTD.Rosdi Amin Yaakub
THE HONGKONG AND
SHANGHAI BANKING
CORPORATION LTD.Syed Alwi Alkaff
THE HONGKONG AND
SHANGHAI BANKING
CORPORATION LTD.Yu Kwang Lim
THE HONGKONG AND
SHANGHAI BANKING
CORPORATION LTD.Yew Choh Lee
Y.C. LEE & LEE ADVOCATES &
SOLICITORS**CAMBODGE**Hans Hwang
ARBITRATION COUNCIL
FOUNDATIONMegan Reeve
ARBITRATION COUNCIL
FOUNDATIONNimmith Men
ARBITRATION COUNCIL
FOUNDATIONSok Lor
ARBITRATION COUNCIL
FOUNDATIONNaryth H. Hem
B.N.G. - ADVOCATES &
SOLICITORSSocheata Seng
B.N.G. - ADVOCATES &
SOLICITORSVannarith Siv
B.N.G. - ADVOCATES &
SOLICITORSBrennan Coleman
DFDL MEKONG LAW GROUPLouis-Martin Desautels
DFDL MEKONG LAW GROUPTayseng Ly
DFDL MEKONG LAW GROUPChhung Kong
DIRKSEN FLIPSE DORAN & LESamvutheary Mao
DIRKSEN FLIPSE DORAN & LEHam Phea
EVER PEACE CONSULTANTPises Mao
HR INC.Samyith Seng
HR INC.Chee Cheong Low
KPMG CAMBODIA LTD.Sovann Bun
KPMG CAMBODIA LTD.Jean Loi
PRICEWATERHOUSECOOPERSNgov Chong
PRICEWATERHOUSECOOPERSMichael Tan
RAF INTERNATIONAL
FORWARDING INC.Song Khun
RAF INTERNATIONAL
FORWARDING INC.Denora Sarin
SARIN & ASSOCIATESSorya Sin
SHA TRANSPORT EXPRESS
CO. LTD.**CAMEROUN**Jean Aimet Kounga
ABENG LAW FIRMJulius Ngu Tabe Achu
ACHU AND FON-NDIKUM LAW
FIRM

Augustin Mbami

Achu Julius
AVOCATCaroline Idrissou-Belingar
BEAC - HEADQUARTERSPaul Marie Djamen
BICECPierre Bertin Simbafo
BICECHenri Pierre Job
CABINET D'AVOCATS HENRI
JOBEmmanuel Ekobo
CABINET EKOBOLucas Florent Essomba
CABINET ESSOMBA &
ASSOCIÉSIsabelle Fomukong
CABINET FOMUKONGAriane Marceau-Cotte
CABINET MAÎTRE MARIE
ANDRÉE NGWEMarie-Andrée Ngwe
CABINET MAÎTRE MARIE
ANDRÉE NGWEPatrice Guy Njoya
CABINET MAÎTRE MARIE
ANDRÉE NGWESerge Jokung
CABINET MAÎTRE MARIE
ANDRÉE NGWESimon Pierre Nemba
CABINET MAÎTRE MARIE
ANDRÉE NGWECharles Tchunte
CABINET NYEMBJacques Nyem
CABINET NYEMBLaurent Dongmo
CABINET PAUL JINGDaniel Fourier
ECOBANK - CAMEROOND. Etah Akoh
ETAH-NAN & C SOCIÉTÉ
D'AVOCATS, BARRISTERS &
SOLICITORSBerangere Monin
FIDAFRICA /
PRICEWATERHOUSECOOPERSDominique Taty
FIDAFRICA /
PRICEWATERHOUSECOOPERSIsidore Baudouin Ndzana
FIDAFRICA /
PRICEWATERHOUSECOOPERSJacques Chareyre
FIDAFRICA /
PRICEWATERHOUSECOOPERSNadine Tinen Tchanguom
FIDAFRICA /
PRICEWATERHOUSECOOPERSPierre Roger Ngangwou
FIDAFRICA /
PRICEWATERHOUSECOOPERSHenry Feh
Ivo Dogo Tamfu
HENRY, SAMUELSON & CO.

Jacqueline Moussinga

David Boyo
JING & PARTNERSPaul Jing
JING & PARTNERSKumfa Jude Kwenyui
JURIS CONSUL LAW FIRM

Marceau Cotte

Aimé Ndock Len
M & N LAW FIRM, CABINET
D'AVOCATSHermine Frédérique
Mbendang Essanguy
M & N LAW FIRM, CABINET
D'AVOCATSJean Michel Mbok Biomla
M & N LAW FIRM, CABINET
D'AVOCATSAngoh Angoh Jacob
NICO HALLE & CO. LAW FIRM

Rebecca Enonchong

Jean Paul Ngalle Miano
SCP NGALLE-MIANO, BEKIMA-
NDJAM & EKANERoland Abeng
THE ABENG LAW FIRM

UNIQUE INVESTMENT LTD.

CANADAABH IMPORTERS
BENNETT FLEET INC.Anne Glover
BLAKE, CASSELS & GRAYDON,
MEMBER OF LEX MUNDIPamela S. Hughes
BLAKE, CASSELS & GRAYDON,
MEMBER OF LEX MUNDIPaul Schabas
BLAKE, CASSELS & GRAYDON,
MEMBER OF LEX MUNDIPierre Gemson
BLAKE, CASSELS & GRAYDON,
MEMBER OF LEX MUNDITony Wong
BLAKE, CASSELS & GRAYDON,
MEMBER OF LEX MUNDIAlfred Page
BORDEN LADNER GERVAIS LLPFrancis Allen
BORDEN LADNER GERVAIS LLP

CARAVAN TRADE

David G. Ellis
CB RICHARD ELLISBhavin Ganatra
COMAGE CONTAINER LINESJoshua Kochath
COMAGE CONTAINER LINESHarris M. Rosen
FOGLER RUBINOFF

FRASER EXPORT

FREIGHTPLUS GROUP OF
COMPANIESDavid Bish
GOODMANS LLPJay A. Carfagnini
GOODMANS LLPGROUPE ROUSSEAU
CONSTRUCTION INC.John Craig
HEENAN BLAIKIE LLP,
MEMBER OF IUS LABORISJonathan Rabinovitch
HEENAN BLAIKIE LLP,
MEMBER OF IUS LABORIS

Vittorio Maio

INDUSTRY CANADA

Gian Fortuna
KENAIDAN CONTRACTING LTD.Wayne W. Fedun
MACLEOD DIXONAndrew Kent
MCMILLAN BINCH
MENDELSON

MLG ENTERPRISES LTD.

Allan Coleman
OSLER, HOSKIN & HARCOURT
LLPDamian Rigolo
OSLER, HOSKIN & HARCOURT
LLPMarc Wasserman
OSLER, HOSKIN & HARCOURT
LLPRod Davidge
OSLER, HOSKIN & HARCOURT
LLPSusan Clifford
OSLER, HOSKIN & HARCOURT
LLPMatthew Marcus
PRICEWATERHOUSECOOPERSMichael S. Bondy
PRICEWATERHOUSECOOPERS

SDV

SHOPPERS WEBMART

SPIRITS OF THE CREEK LTD.

Steven Golick

Colin L. Campbell
SUPERIOR COURT OF JUSTICE
OF ONTARIO

VELMO INTERNATIONAL INC.

CAP-VERTJosé Manuel Pinto Monteiro
ADVOGADOS &
JURISCONSULTOSEldetrudes Pires Neves
ARAÚJO, NEVES, SANTOS
& MIRANDA, ADVOGADOS
ASSOCIADOSJoao M. A. Mendes
AUDITECRicardo G. Pereira
BDO CAPEAUDITAna Denise Lima Barber
CWV & ADVOGADOSCarlos Veiga
CWV & ADVOGADOSElsa Tavares
CWV & ADVOGADOSVera Andrade
CWV & ADVOGADOSVasco Carvalho Oliveira
Ramos

ENGIC

Ilídio Cruz
GABINETE DE ADVOCACIA
CONSULTORIA E
PROCURADORIA JURIDICA

Jorge Teixeira

Maria de Fatima Lopes Varela

João Dono
MARIA JOÃO DE NOVAIS
ADVOGADOS - MIRANDA
ALLIANCEArmando J.F. Rodrigues
PRICEWATERHOUSECOOPERSHermínio Afonso
PRICEWATERHOUSECOOPERSTito Lívio Santos Oliveira
RamosTito Lívio Santos Oliveira
Ramos**CHILI**

Adriana Salias

Alvaro Rosenblut
ALBAGLI ZALIASNIK
ABOGADOSCamilo Cortés
ALESSANDRI & COMPAÑIAFernando Jamarne
ALESSANDRI & COMPAÑIALeón Larrain
BAKER & MCKENZIE (CRUZAT,
ORTÚZAR Y MACKENNA
LTDA.)Miguel Capo Valdez
BESALCO S.A.Cristian Garcia-Huidobro
BOLETIN COMERCIAL

Carlos Torres

Claudio Rivera
CAREY Y CIA LTDA.María Agnes Salah
CAREY Y CIA LTDA.Mariana Castro
CAREY Y CIA LTDA.

Pedro Pablo Gutierrez CAREY Y CÍA LTDA.	ANWAN INTERNATIONAL TRADE Co., LTD.	FIT PRECISION MOLD Co., LTD.	Linfei Liu JUN HE LAW OFFICE, MEMBER OF LEX MUNDI	Philip Gilligan PIKO LEATHER GOODS Co., LTD.
Alfonso Reymond Larrain CHADWICK & ALDUNATE ABOGADOS	Crystal Zang ASIA CONNECT CONSULTANTS	FORESIGHT TECHNOLOGY (SHENZHEN) Co., LTD.	Shyian Zhang JUN HE LAW OFFICE, MEMBER OF LEX MUNDI	Kian Heong Hew PINSENT MASONS
Aldo Molinari CLARO & CÍA., ABOGADOS, MEMBER OF LEX MUNDI	ASIA IMP & EXP Co., LTD.	FORTUNA TECHNOLOGY Co., LTD.	Yan Guo JUN HE LAW OFFICE, MEMBER OF LEX MUNDI	Lin Luo PINSENT MASONS
Alex van Weezel CLARO & CÍA., ABOGADOS, MEMBER OF LEX MUNDI	Alexander Gong BAKER & MCKENZIE	FOSHAN YINGGELONG SANITARY WARE Co., LTD.	Yu Qin JUNYI LAW OFFICE	Cassie Wong PRICEWATERHOUSECOOPERS
Felipe Ossa CLARO & CÍA., ABOGADOS, MEMBER OF LEX MUNDI	Rico Chan BAKER & MCKENZIE	FUAN CITY LONGHE ELECTRICAL MACHINERY Co., LTD.	KAIER INVESTMENT LTD.	Celia Wang PRICEWATERHOUSECOOPERS
Nicolás Luco CLARO & CÍA., ABOGADOS, MEMBER OF LEX MUNDI	BEIJING DONGXING KAIYUAN TEXTILE Co., LTD.	FUJIAN HAIDING GLOBAL FOODS INDUSTRY Co., LTD.	KANGZHOU ARTS & CRAFTS	Rex Chan PRICEWATERHOUSECOOPERS
Edmundo Rojas García CONSERVADOR DE BIENES RAÍCES DE SANTIAGO	Fengli Zhang BEIJING HUANZHONG & PARTNERS	FUJIAN WESTERN GULF SEAFOOD Co., LTD.	Raymond Ng KENNETH C C MAN & Co.	PUJIANG JIAMEI CRAFTS & TEXTILES Co., LTD.
Luis Maldonado Croquevielle CONSERVADOR DE BIENES RAÍCES DE SANTIAGO	Xuehua Wang BEIJING HUANZHONG & PARTNERS	FUTON (SHENZHEN) ADHESIVE PRODUCTS Co., LTD.	KESTAR ELECTRONIC Co., LTD.	PUYANG ISAAC GROUP
Luis Felipe Vergara Maldonado CONSERVADOR DE BIENES RAÍCES DE SANTIAGO	BEIJING SHUNXING TRADEMARK Co., LTD.	FUYILAI HARDWARE FURNITURE FACTORY	KINDER INDUSTRY & TRADE Co., LTD.	Shoulong Mao RENMIN UNIVERSITY OF CHINA
Silvio Figari Napoli DATABUSINESS	BEKOH TECHNOLOGIES LTD.	GAOYAO RONGXING HARDWARE MANUFACTORY Co., LTD.	Yi Zhang KING & WOOD PRC LAWYERS	RISING AUTO PARTS
Cristián S. Eyzaguirre EYZAGUIRRE & CÍA.	Candas Lee BURKE, FUNG & LI SOLICITORS	Jessie Tang GLOBAL STAR LOGISTICS Co. LTD.	Barry Cheung KPMG HUAZHEN	RUNHONG ENTERPRISE Co., LTD.
Ricardo Riesco EYZAGUIRRE & CÍA.	Tommy Li BURKE, FUNG & LI SOLICITORS	Leo Ge GLOBAL STAR LOGISTICS Co. LTD.	Bolivia Cheung KPMG HUAZHEN	SANSEN TECHNOLOGY Co., LTD.
Jimena Bronfman GUERRERO, OLIVOS, NOVOA Y ERRÁZURIZ	CANADIAN EXHIBITIONS GROUP Co., LTD.	GLOBIZ CORPORATION	Chris Long KPMG HUAZHEN	SDA
Juan Pablo Gonzalez M. GUERRERO, OLIVOS, NOVOA Y ERRÁZURIZ	CHENGDU SHARE BUILDING MATERIAL Co., LTD.	GOBERY TRADING Co., LTD.	Kui Lu LIFECARE INSTRUMENTS Co., LTD.	Berry Lin SDV LTD.
Sebastián Yunge GUERRERO, OLIVOS, NOVOA Y ERRÁZURIZ	CHINA NET COMMUNICATION SHANGHAI BRANCH	GUANGBO HANDCRAFTS Co., LTD.	LOVELLS	SHANGHAI ELECTRICAL POWER Co. LTD.
Didier Lara PRICEWATERHOUSECOOPERS	CHINA TYCENTRE VEHICLES LTD.	GUANGZHOU YUFA CARPET Co., LTD.	LUQUAN SUPPLY AND MARKETING Co., LTD.	SHANGHAI GREENLAND INTERNATIONAL TRADE Co., LTD.
Miguel Massone PRICEWATERHOUSECOOPERS	CHONGQING YOUNG GIFT Co. LTD.	HAINAN HOWARD TOWN EXPORT & IMPORT TRADING Co., LTD.	MERLIN CONSUMABLE Co. LTD.	SHANGHAI HAI CHENG ECONOMY & TRADE DEVELOPMENT Co., LTD.
Myriam Retamal PRICEWATERHOUSECOOPERS	CHUNXIAO TOY FACTORY	HAINING XINGGUANGYUAN LIGHTING Co., LTD.	NANJING BAIGUAN GLASS HANDIWORK Co., LTD.	SHANGHAI MUNICIPAL GOVERNMENT
Osvaldo Villagra PRICEWATERHOUSECOOPERS	CIXI HUAHENG RUBBER & PLASTIC FACTORY	HAIYAN PUGUANG LIGHTING Co., LTD.	NANJING TEXTILE Co.	Jammy Qian SHANGHAI S&J FORWARDING Co. LTD.
Juan Mesías PRICEWATERHOUSECOOPERS LEGAL SERVICES	CIXI WOLEE BEARING Co., LTD.	HANZHONG INDUSTRIAL LTD.	NANTONG XINBANG CHEMICAL Co., LTD.	SHENYANG SANYUAN OIL- FILLER MANUFACTURING Co., LTD.
Leticia Acosta Aguirre REDLINES GROUP	Eu Jin Chua CLIFFORD CHANCE	HARVEST INTERNATIONAL GROUP Co., LTD.	NEUMEK SHANGHAI CORPORATION	SHENZHEN BOSSTON MANUFACTURER Co., LTD.
Sofia Dias SDV S.A.	DALIAN SPARKIN APPAREL INC.	HEBEI ANPING HENGMAO METAL PRODUCTS WIRE MESH FACTORY	NEW BENEFIT HARDWARE Co., LTD.	SHENZHEN FANVIL ELECTRONICS Co., LTD.
Héctor Carrasco Reyes SUPERINTENDENCIA DE BANCOS E INSTITUCIONES FINANCIERAS	DANYA OPTOELECTRONIC TECH., LTD.	HEBEI RISING CHEMICAL Co., LTD.	NEW OLYMPIC TRADING Co.	SHENZHEN LAHOODE BUSINESS Co., LTD.
Enrique Benitez Urrutia URRUTIA & CÍA	Beiheng Ren DEHENG LAW OFFICES	HEBEI SEAWELL IMPORT & EXPORT Co., LTD.	Han Shen NEW YORK UNIVERSITY	SHENZHEN SHENGCHENG INDUSTRIAL Co., LTD.
Jorge Benitez Urrutia URRUTIA & CÍA	He Jun DEHENG LAW OFFICES	HEBEI XINGSHUO SAW Co., LTD.	NINGBO C&T TEK Co., LTD.	SHENZHEN SOLARTYCOON TECHNOLOGY Co., LTD.
Xavier Guijón	Kejun Guo DEHENG LAW OFFICES	HENAN HARVEST CHEM Co., LTD.	NINGBO FLIGHT RIGGING & TOOL Co., LTD.	SHENZHEN SUBOR ELECTRIC TECHNOLOGY Co., LTD.
CHINE	Li Wang DEHENG LAW OFFICES	HONGKONG HUIKE TECHNOLOGY LTD.	NINGBO LIFTSTAR MATERIAL TRANSPORT EQUIPMENT FACTORY	SHENZHEN WENKUI STATIONERY CORPORATION
ADD XD IMP & EXP Co., LTD.	Rue Qiu DEHENG LAW OFFICES	HUNAN O.E.D CASTING & FORGING Co., LTD.	NINGBO NEW CENTURY IMPORT & EXPORT Co., LTD. SIX OPERATION DEPT.	SHENZHEN ZHUANGZHENG ELECTRONIC TECHNOLOGY Co., LTD.
AMICO PIPELINE Co., LTD.	Yichi Zhang DEHENG LAW OFFICES	HUNAN O.E.D. Co., LTD.	NINGBO NGYC (NINGGANG PERMANENT MAGNETIC) MATERIAL Co., LTD.	SICHUAN METALS & MINERALS IMPORT & EXPORT CORP.
AMOY PAINTINGS INTERNATIONAL	DNIYA ORNAMENTS Co., LTD.	HUNBEAR INDUSTRY TRADE Co., LTD.	NINGBO ZHONGBIN FASTENER MFG.Co., LTD.	SINCOHEREN
	DONGGUAN ASNY CRAFT FACTORY	Lihong Wang IFC	Cevla Zhou O'MELVENY & MYERS LLP	STONE INDUSTRIAL Co., LTD.
	DONGGUAN LITONG HARDWARE MANUFACTORY	INNOVATION MEDICAL INSTRUMENT Co., LTD.	Lawrence Sussman O'MELVENY & MYERS LLP	TIGERDOG TRADING
	DONGGUAN WEBBER FURNITURE Co., LTD.	JIANGSU FEICHI Co., LTD.	Randolph Perry ORRICK, HERRINGTON & SUTCLIFFE LLP	TW FURNITURE
	EASY COUNT ELECTRONIC Co., LTD.	JIANGYIN MINGZHU EXPORT & IMPORT Co., LTD.	Zhang Hongsheng PEOPLE'S BANK OF CHINA	UMEDISC
	ENERFINE HIGH TECHNOLOGY LTD.	Jie Chen JUN HE LAW OFFICE, MEMBER OF LEX MUNDI		VENUS HOLDINGS HK Co., LTD.
	ENXUN DIGITAL TECHNOLOGY Co., LTD.			

Henry Tsang
VINNER HEALTH PRODUCTS
Co., LTD.

VOGUE INDUSTRIES Co., LTD.
WAFANGDIAN YUSHI ENERGY
Co., LTD.

WAYNEX INTERNATIONAL
TRADE Co., LTD.

WEIHAI JUCHENG TEXTILE
Co., LTD.

WUHAN FIBERPON
TECHNOLOGY Co., LTD.

XIAMEN ALL CARBON
CORPORATION

XIAMEN NINGSHENG INDUSTRY
& TRADE Co., LTD.

XIAMEN ZHANLU INDUSTRY &
TRADE Co., LTD.

XINGHUA HONGTAI STAINLESS
STEEL WIRE ROPE Co., LTD.

XINZHENG CHENGXIN CARBON
Co., LTD.

YANZHOU XI'ER KANGTAI
PHARMACEUTICAL Co., LTD.

Yi Fu LTD.

YIWU DANNASI TRADE Co.,
LTD.

YIWU FENGCHENG
COMMODITY Co., LTD.

YIWU GAUGE ARTS & CRAFTS
Co., LTD.

YIWU HOLLYTOWN IMPORT &
EXPORT Co., LTD.

YIWU HOLLYTOWN PRINTER
CONSUMABLES Co., LTD.

YUANFENG TEXTILES Co., LTD.

ZHEJIANG MAIGELA
ACCESSORY Co., LTD.

ZHEJIANG RUIPU TITANIUM
INDUSTRY Co., LTD.

ZHEJIANG WUYI ZONGHENG
TOOLS Co., LTD.

ZHENGZHOU ANCAI
REFRACTORY Co., LTD.

ZHENGZHOU GREAT WALL
HEAVY INDUSTRY MACHINERY
Co., LTD.

ZHENGZHOU SANHUI TRADING
Co., LTD.

ZHONGYI INTERNATIONAL
TRADE INFORMATION LTD.Co.

ZHUJI JUNMA IMPORT &
EXPORT Co., LTD.

ZIBO SANFENG CHEMICAL
INDUSTRY Co., LTD.

CISJORDANIE ET GAZA

Haytham L. Al-Zu'bi
AL-ZU'BI LAW OFFICE,
ADVOCATES & LEGAL
CONSULTANTS

Nada Atrash
ARCHITECTURE & DESIGN

Karim Shehadeh
ATTORNEY-AT-LAW

Hashem M. Khaleel
BDO NATIONAL BROTHERS

Khalil Ansara
CHEMONICS INTERNATIONAL

Hiba Hussein
HUSSEINI & HUSSEINI

Mohamed Khader
LAUSANNE TRADING
CONSULTANTS

MUHAMMAD NASSAR STONE

Farouq Zaiter
PADICO

Ali Faroun
PALESTINIAN MONETARY
AUTHORITY

Nancy Malki
PANORAMA

Riyad Maliki

Sharhabeel Al-Zaeem
SHARHABEEL AL-ZAEEM AND
ASSOCIATES

Sami Shehadeh
SHEHADEH LAW OFFICE

TAMMAM TRADE

Fadi Kattan
TRANSJORDANIAN
ENGINEERING LTD.

COLOMBIE

Jorge Lara Urbaneja
BAKER & MCKENZIE
(RAISBECK, LARA, RODRIGUEZ
& RUEDA)

Carlos Fradique-Méndez
BRIGARD & URRUTIA, MEMBER
OF LEX MUNDI

Carolina Arciniegas Parga
BRIGARD & URRUTIA, MEMBER
OF LEX MUNDI

Cristina Lloreda
BRIGARD & URRUTIA, MEMBER
OF LEX MUNDI

Juan Carlos Perez
BRIGARD & URRUTIA, MEMBER
OF LEX MUNDI

Pablo Barraquer-Uprimny
BRIGARD & URRUTIA, MEMBER
OF LEX MUNDI

Ana Maria Quintero
CÁMARA COLOMBIANA DE LA
CONSTRUCCIÓN

Beatriz Uribe Botero
CÁMARA COLOMBIANA DE LA
CONSTRUCCIÓN

Viviana Hernández Grajales
CÁMARA COLOMBIANA DE LA
CONSTRUCCIÓN

Dario Cárdenas
CÁRDENAS & CÁRDENAS

Gabriela Mancero
CAVELIER ABOGADOS

Julia Uribe
CAVELIER ABOGADOS

Claudia Vargas
Mauricio Angulo
COMPUTEC - DATA CRÉDITO

Alessandra Laureiro
GÓMEZ-PINZÓN ABOGADOS

Felipe Sandoval Villamil
GÓMEZ-PINZÓN ABOGADOS

Juan Manuel Ruiz
GÓMEZ-PINZÓN ABOGADOS

Juan Sebastian Torres
GÓMEZ-PINZÓN ABOGADOS

Patricia Arrázola Bustillo
GÓMEZ-PINZÓN ABOGADOS

Paula Samper Salazar
GÓMEZ-PINZÓN ABOGADOS

Guillermo Bayona

Clara Inés Gómez
JOSÉ LLOREDA CAMACHO
& Co.

Felipe Valencia
JOSÉ LLOREDA CAMACHO
& Co.

Gustavo Tamayo
JOSÉ LLOREDA CAMACHO
& Co.

Jinna Pastrana
JOSÉ LLOREDA CAMACHO
& Co.

Juan Carlos Ruiz
JOSÉ LLOREDA CAMACHO
& Co.

Juliana Bazzani Botero
JOSÉ LLOREDA CAMACHO
& Co.

Lorena Diaz
JOSÉ LLOREDA CAMACHO
& Co.

Manuel Muñoz
JOSÉ LLOREDA CAMACHO
& Co.

Santiago Gutiérrez
JOSÉ LLOREDA CAMACHO
& Co.

LATINTRADEX, INC.

María Helena Díaz Méndez

Mario Ramirez Lozano

Nacira Lamprea

Luis E. Nieto
NIETO & CHALELA

Felipe Arbouin Gómez
PINILLA GONZÁLEZ & PRIETO
ABOGADOS

Eliana Bernal Castro
PRICEWATERHOUSECOOPERS

Adriana Hincapié
PRICEWATERHOUSECOOPERS
LEGAL SERVICES

Andrés Millán Pineda
PRICEWATERHOUSECOOPERS
LEGAL SERVICES

Daniel Cardoso
PRICEWATERHOUSECOOPERS
LEGAL SERVICES

Diego Vega
PRICEWATERHOUSECOOPERS
LEGAL SERVICES

Juan Becerra
PRICEWATERHOUSECOOPERS
LEGAL SERVICES

Santiago Lopez
PRICEWATERHOUSECOOPERS
LEGAL SERVICES

Wilson Herrera
PRICEWATERHOUSECOOPERS
LEGAL SERVICES

Ana Giraldo
PRIETO & CARRIZOSA S.A.

Felipe Cuberos
PRIETO & CARRIZOSA S.A.

Margarita María Núñez
PRIETO & CARRIZOSA S.A.

QUASAR SUCESORES & LTDA.

Raul Alberto Suarez
REPRESENTACIONES GC & LS
C.I. COLOMBIA LTDA.

Carlos Umaña
RIGARD & URRUTIA, MEMBER
OF LEX MUNDI

Carlos Urrutia
RIGARD & URRUTIA, MEMBER
OF LEX MUNDI

José Francisco Mafla Ruiz
RIGARD & URRUTIA, MEMBER
OF LEX MUNDI

Julio Ortiz
RIGARD & URRUTIA, MEMBER
OF LEX MUNDI

Grace Sandoval
SOCIEDAD PORTUARIA
REGIONAL DE CARTAGENA

Gustavo Florez
SOCIEDAD PORTUARIA
REGIONAL DE CARTAGENA
TERMOCUPLAS S.A.

COMORES

Said Ibrahim Mourad
ANCIEN MAGISTRAT

Ahamada Mahamoudou
AVOCAT À LA COUR

Hassani Assoumani
C.V.P. - BIOCOM

Zainaba Mohamed
FONDS D'APPUI AU
DÉVELOPPEMENT
COMMUNAUTAIRE

Mohamed Abdallah Halifa
GROUPE HASSANATI SOILIHI
- GROUPE HASOIL

Youssef Yahaya
IMPOTS DE LA GRANDE
COMORE

Ali Mohamed Choybou
PALAIS DE LA JUSTICE

Aboubakar Abdou
PRESIDENT DE L'ÎLE
AUTONOME DE LA GRANDE
COMORE

Haroussi Idrissa
TRIBUNAL DE PREMIERE
INSTANCE DE MORONI

Mohamed Salipi
TRIBUNAL DE PREMIERE
INSTANCE DE MORONI

CORÉE

Hye Jeong Lee
AHNSE LAW OFFICES

Sung Whan Lee
AHNSE LAW OFFICES

Eui Jong Chung
BAE, KIM & LEE

Jeong Seo
DAEJEON DISTRICT COURT

Eun Joo Shin
EVT (EASTERN VIDEO TECH.)
Co., LTD.

Jung Myung Lee
HWANG MOK PARK P.C.,
MEMBER OF LEX MUNDI

Sang Il Park
HWANG MOK PARK P.C.,
MEMBER OF LEX MUNDI

Ae-Ryun Rho
KIM & CHANG

C.W. Hyun
KIM & CHANG

Hi-Taek Shin
KIM & CHANG

J.T. Park
KIM & CHANG

Jin-Ho Song
KIM & CHANG

Mia Kim
KIM & CHANG

KT & C Co., LTD.

Hyun Tae Kim
LEE & KO

Kyu Wha Lee
LEE & KO

Yong Seok An
LEE & KO

MJ Co., LTD.

Office of the Peoples Lawyer
Cheol Kim

SAMIL
PRICEWATERHOUSECOOPERS

Han-Jun Chon
SAMIL
PRICEWATERHOUSECOOPERS

Jin-Young Lee
SAMIL
PRICEWATERHOUSECOOPERS

Lionel Darrieutort
SDV

B.H. Nam
SEOHAN INDUSTRIES Co.

Wonhyung Kim
YOON YANG KIM SHIN & YU

Young Su Shin
YOON YANG KIM SHIN & YU

Sung Jin Kim
YULCHON

Won-Il Sohn
YULCHON

Young-Cheol Jeong
YULCHON

YULCHON

COSTA RICA

Andrea Saenz
AGUILAR CASTILLO LOVE

John Aguilar
AGUILAR CASTILLO LOVE

Silvia Chacon
ALFREDO FOURNIER &
ASOCIADOS

Roger Petersen
ALLIANCE LAW GROUP, SRL

Vicente Lines
ARIAS & MUÑOZ

Gastón Certad
BATALLA & ASOCIADOS

Luis Manuel Castro
BLP ABOGADOS

Neftali Garro
BLP ABOGADOS

Eduardo Calderón-Odio
BUFETE FACIO & CAÑAS,
MEMBER OF IUS LABORIS &
LEX MUNDI

Federico Solís
BUFETE FACIO & CAÑAS,
MEMBER OF IUS LABORIS &
LEX MUNDI

Giselle Solís
BUFETE FACIO & CAÑAS,
MEMBER OF IUS LABORIS &
LEX MUNDI

Jaime Molina
CÁMARA COSTARRICENSE DE
LA CONSTRUCCIÓN

Stanley Villegas
DECISA

Alejandro Bettoni Traube
DONINELLI & DONINELLI
- ASESORES JURÍDICOS
ASOCIADOS

Jaime Ordoñez
ESTUDIOS PARA EL FUTURO

FACIO & CAÑAS, MEMBER OF
LEX MUNDI

Daniel de LaGarza
J. DE CANO ESTUDIO LEGAL

Felix Pecou
JAPDEVA

Carlos Arrea
LEX COUNSEL

Cecilia Naranjo
LEX COUNSEL

Luis Sibaja
LEX COUNSEL

Miguel Ruiz Herrera
LEX COUNSEL

Rodrigo Zapata
LEX COUNSEL

Ivannia Méndez Rodríguez
OLLER ABOGADOS

Pedro Oller
OLLER ABOGADOS

Alejandro Antillon
PACHECO COTO

Carlos Barrantes
PRICewaterhouseCOOPERS

Katherine Monge
PRICewaterhouseCOOPERS

Marianela Vargas
PRICewaterhouseCOOPERS

Ramon Ortega
PRICewaterhouseCOOPERS

V. Andrés Gómez
PRICewaterhouseCOOPERS

Adriana Calero
PRICewaterhouseCOOPERS
LEGAL SERVICES

Ingrid Jiménez Godoy
PRICewaterhouseCOOPERS
LEGAL SERVICES

Luis Diego Barahona
PRICewaterhouseCOOPERS
LEGAL SERVICES

Carmen Gamboa
QUIROS & ASOCIADOS,
ABOGADOS Y NOTARIOS

Jose Luis Salinas
SCGMT ARQUITECTURA Y
DISEÑO

Rosemary Escalante
SCOTIABANK

Eduardo Montoya Solano
SUPERINTENDENCIA GENERAL
DE ENTIDADES FINANCIERAS

CÔTE D'IVOIRE

Charles Ki-Zerbo
BCEAO

Hawa Kone
BCEAO

Yaya Sissoko
BCEAO

BNETD

Kouame Klemet
CABINET JEAN-FRANÇOIS
CHAUVEAU

Seyanne Grogas
CABINET JEAN-FRANÇOIS
CHAUVEAU

Zinda Sawadogo
CABINET JEAN-FRANÇOIS
CHAUVEAU

CABINET KOUASSI ET ASSOCIÉS

César Asman
CABINET N'GOAN, ASMAN &
ASSOCIÉS

Georges N'Goan
CABINET N'GOAN, ASMAN &
ASSOCIÉS

Jacques Raphaël Kouassi
CABINET N'GOAN, ASMAN &
ASSOCIÉS

Nadia Vanie
CABINET N'GOAN, ASMAN &
ASSOCIÉS

Athanase Raux
CABINET RAUX ET ASSOCIÉS

Antoine Niamien
CHAMBRE DES NOTAIRES DE
CÔTE D'IVOIRE

Guillaume Koffi
CONSEIL NATIONAL DE
L'ORDRE DES ARCHITECTES

Jacque Otro
CONSEIL NATIONAL DE
L'ORDRE DES ARCHITECTES

COTAM

Jean-Pierre Elisha
ELISHA & ASSOCIÉS

Nathalie Assou
ELISHA & ASSOCIÉS

Dorothee K. Dreesen
ETUDE MAITRE DREESEN

Serge Roux
ETUDE MAITRE ROUX

Adeline Messou
FIDAFRICA /
PRICewaterhouseCOOPERS

Dominique Taty
FIDAFRICA /
PRICewaterhouseCOOPERS

Evelyne M'Bassidgé
FIDAFRICA /
PRICewaterhouseCOOPERS

Fousséni Traoré
FIDAFRICA /
PRICewaterhouseCOOPERS

Jean Claude Gnamien
FIDAFRICA /
PRICewaterhouseCOOPERS

Herman Kouao

Joachim Bile-Aka

Landry Baguy

SABKA

Abbé Yao
SCPA DOGUÉ-ABBÉ YAO &
ASSOCIÉS

Arsène Dable
SCPA DOGUÉ-ABBÉ YAO &
ASSOCIÉS

Seydou Zerbo
SCPA DOGUÉ-ABBÉ YAO &
ASSOCIÉS

Dogbémin Gérard Kone
SCPA NAMBEYA - DOGBEMIN
& ASSOCIÉS

Guillaume Dufaux
SDV

Jerome Beseme
SDV

Bertrand Fleury
SDV - SAGA CI

SIMAT

CROATIE

Ludovic Coquillet
AGS D.O.O.

Luka Tadić-Čolić
BABIĆ & PARTNERS

Tin Dolički
BOGDANOVIĆ, DOLIČKI &
PARTNERI

Belinda Čačić
ČAČIĆ & PARTNERS

Hrvoje Čipčić-Bragadin
ČIPČIĆ-BRAGADIN

Gregor Famira
CMS ZAGREB

Ivana Mucić
CMS ZAGREB

Jasmina Crnalić
CMS ZAGREB

Marija Mušec
CMS ZAGREB

Zoran Tasić
CMS ZAGREB

Djuro Sessa
COUNTY COURT IN ZAGREB

Zoran Bohaček
CROATIAN BANKING
ASSOCIATION

Dean Balint

Emir Bahtijarević
DIVJAK, TOPIĆ &
BAHTIJAREVIĆ, MEMBER OF
SEE LEGAL

Ivana Zovko
DIVJAK, TOPIĆ &
BAHTIJAREVIĆ, MEMBER OF
SEE LEGAL

Saša Divjak
DIVJAK, TOPIĆ &
BAHTIJAREVIĆ, MEMBER OF
SEE LEGAL

Eugen Zdravec
EUGEN ZADRAVEC LAW FIRM

Irina Jelčić
HANŽEKOVIĆ, RADAKOVIĆ &
PARTNERS, MEMBER OF LEX
MUNDI

Marijan Hanžeković
HANŽEKOVIĆ, RADAKOVIĆ &
PARTNERS, MEMBER OF LEX
MUNDI

Andrea August
HITRO.HR

Lidija Hanžek
HROK

Branimir Iveković
IVEKOVIĆ & VIDAN

Hrvoje Vidan
IVEKOVIĆ & VIDAN

Stefanija Čukman
JURIĆ LAW OFFICES

Nikola Klaić
KLAJČ & KLAJČ

Marija Haramija
KORPER & HARAMIJA

Goranka Šumonja Laktić
LAKTIĆ & PARTNERS

Mate Lovrić
LAKTIĆ & PARTNERS

Mladen Dragičević
LAW OFFICE DRAGIČEVIĆ

Snježana Premus Baltić
LAW OFFICE DRAGIČEVIĆ

Zvonko Nogolica
LAW OFFICES NOGOLICA

Andrej Bolfek
LEKO & PARTNERS

Krešimir Ljubić
LEKO & PARTNERS

Manuela Špoljarić
LEKO & PARTNERS

Miroslav Leko
LEKO & PARTNERS

Martina Mladina Kavurić
MAMIĆ REBERSKI & PARTNERS

Vladimir Mamić
MAMIĆ REBERSKI & PARTNERS

Gordan Marović
MAROVIĆ & PARTNERS

Andrej Matijevich
MATIJEVICH LAW OFFICE

Tamiko R. Franklin
MATIJEVICH LAW OFFICES

Miroljub Macesic
Dragomir Modrušan

MODRUŠAN & FILIPČIĆ

Željka Filipčić
MODRUŠAN & FILIPČIĆ

Martina Kalamiza
ODVJETNIČKO DRUŠTVO
LAKTIĆ & PARTNERI

Nataša Owens
OWENS AND HOUŠKA

Petar Petrić
PETRIĆ LAW OFFICE

Ivan Gjurgjan
POROBIJA & POROBIJA LAW
FIRM

Margita Kiš-Kapetanović
POROBIJA & POROBIJA LAW
FIRM

Sanja Porobija
POROBIJA & POROBIJA LAW
FIRM

Don Markušić
PRICewaterhouseCOOPERS

Gordan Rotkvić
PRICewaterhouseCOOPERS

Iain McGuire
PRICewaterhouseCOOPERS

Ivo Bijelić
PRICewaterhouseCOOPERS

Lana Brlek
PRICewaterhouseCOOPERS

Ronald Pusić
PRICewaterhouseCOOPERS

Sanja Jurković
PRICewaterhouseCOOPERS

Filip Sulić
PRICewaterhouseCOOPERS
LEGAL SERVICES

Jelena Madir
PRIVREDNA BANKA ZAGREB

Gordon Kunštek
ŠAVORIĆ & PARTNERS

Marijana Jelić
ŠAVORIĆ & PARTNERS

Ana Sihtar
SIHTAR ATTORNEYS AT LAW

Natko Bilić
STUDIO 3LHD

Zorislav Petrović
TI-CROATIA

Tin Matić
TIN MATIĆ LAW OFFICE

TRANSADRIA

Mario Stefanić
TRANSADRIA

Irena Tušak-Miletić
TUŠAK-MILETIĆ & PARTNERS

Zoran Vujasin
VUJASIN LAW OFFICE

Tomislava Furčić
VUKIĆ, JELUSIĆ, ŠULIMA,
STANKOVIĆ, JURCAN & JABUKA

Mladen Vukmir
VUKMIR LAW OFFICE

Tomislav Nagy
VUKMIR LAW OFFICE

Bojan Fras
ŽURIĆ I PARTNERI

DANEMARK

Jeppe Jørgensen
BECH-BRUUN LAW FIRM

Ole Borch
BECH-BRUUN LAW FIRM

Pia Justesen
BECH-BRUUN LAW FIRM

Heidi Hoelgaard
EXPERIAN NORTHERN EUROPE

Jan Hoej Soerensen
EXPERIAN NORTHERN EUROPE

Alice Folker
GORRISSSEN FEDERSPIEL
KIERKEGAARD

Jonas Bøgelund
GORRISSSEN FEDERSPIEL
KIERKEGAARD

Niels Bang Sørensen
GORRISSSEN FEDERSPIEL
KIERKEGAARD

Jesper Trommer Volf

Mogens Ebeling
JONAS BRUUN

Søren Plomgaard
JONAS BRUUN

Jens Steen Jensen
KROMANN REUMERT, MEMBER
OF LEX MUNDI

Jørgen B. Jepsen
KROMANN REUMERT, MEMBER
OF LEX MUNDI

Kim Trensrow
KROMANN REUMERT, MEMBER
OF LEX MUNDI

Peter Honoré
KROMANN REUMERT, MEMBER
OF LEX MUNDI

Susanne Madsen
KROMANN REUMERT, MEMBER
OF LEX MUNDI

Susanne Schjolin Larsen
KROMANN REUMERT, MEMBER
OF LEX MUNDI

Knud Villemoes Hansen
NATIONAL SURVEY AND
CADASTRE - DENMARK/KORT
& MATRIKELSTYRELSEN

Elsebeth Aaes-Jørgensen
NORRBOM VINDING, MEMBER
OF IUS LABORIS

Thomas Bech Olsen
PANALPINA WORLD
TRANSPORT

Peter Bang
Claus Kaare Pedersen
PHILIP & PARTNERE

Eivind Einersen
PHILIP & PARTNERE

Jens Hjortskov
PHILIP & PARTNERE

Ann Kell
PRICEWATERHOUSECOOPERS

Arne J. Gehring
PRICEWATERHOUSECOOPERS

Jan Huusmann Christensen
PRICEWATERHOUSECOOPERS

Karin L. Nielsen
PRICEWATERHOUSECOOPERS

Mona Lorentsen
PRICEWATERHOUSECOOPERS

Torben Wolsted
PRICEWATERHOUSECOOPERS

DJIBOUTI

Wabat Daoud
AVOCAT À LA COUR

Rahma Abdi Abdillahi
BANQUE CENTRALE DE
DJIBOUTI

Ibrahim Mohamed Omar
CABINET D'EXPERTISE
COMPTABLE ET D'AUDIT

Félix Emok N'Dolo
CHD GROUP

Koran Ahmed Aouled
CONSEIL SUPÉRIEUR DE LA
MAGISTRATURE

Abdallah Mohamed Kamil
ETUDE NOTARIALE

Lantosoa Hurfin Ralaiarinosa
GROUPEMENT COSMEZZ
DJIBOUTI S. A.

Mohamed Omar Mohamed
Mourad Farah

Jean Phillippe Delarue
SOCIÉTÉ MARITIME L. SAVON
& RIES

Jerome Passicos
SOCIÉTÉ MARITIME L. SAVON
& RIES

Luc Deruyser
SOCIÉTÉ MARITIME L. SAVON
& RIES

Oubah Mohamed Omar
SOCIÉTÉ MARITIME L. SAVON
& RIES

DOMINIQUE

Kathy Buffong
ATTORNEY GENERAL'S
CHAMBERS

Mrs. Carrette
Kerry George
C I S ENTERPRISES LTD.

Linda Singletary
C I S ENTERPRISES LTD.

Francine Royt
DE FREITAS DE FREITAS &
BARON

Leah Shillingford
DOMINICA AMALGAMATED
WORKERS UNION

Caryl Paul
DOMINICA COCONUT
PRODUCTS LTD.

Alex Phillip
HOUSE OF ASSEMBLY
ISSA TRADING LTD.

J. Gildon Richards
J. GILDON RICHARDS
CHAMBERS

Alick C. Lawrence
LAWRENCE ALICK C.
CHAMBERS

Laurina Vidal
LAWRENCE ALICK C.
CHAMBERS

Severin McKenzie
MCKENZIE ARCHITECTURAL &
CONSTRUCTION SERVICES INC.

Richard Peterkin
PRICEWATERHOUSECOOPERS

Singoalla Blomqvist-Williams

Ruby Joseph

Kirtiste Augustus
WATERFRONT AND ALIED
WORKERS UNION

ÉGYPTE

Ahmed Abdel Warith
AAW CONSULTING ENGINEERS

Nahed Saad
AAW CONSULTING ENGINEERS

Badr Abd El Khalek
ABU-GHAZALEH LEGAL

Mohamed Elwany
ABU-GHAZALEH LEGAL

Mohamed Hussein
ABU-GHAZALEH LEGAL

Yasser Yousry
ABU-GHAZALEH LEGAL

Tarek El-Marsafawy
ADEL KAMEL & ASSOCIATES

Greiss Youssef
AFIFI AIR CARGO

Abdel Aal Aly
AFIFI WORLD TRANSPORT

Mostafa Mostafa
AL KAMEL LAW OFFICE

Cairo International Trade
Co.

Zeinab Saieed Gohar
CENTRAL BANK OF EGYPT

Ashraf Gamal El-Din
EGYPTIAN INSTITUTE OF
DIRECTORS

EL BAHRAIN TOURS

ELKARNAK FOR EXPORT &
TRADING

ELSEWEDY UNITED INDUSTRIES
Co.

Hassan Fahmy
GENERAL AUTHORITY FOR
INVESTMENT "GAFI"

Ibrahim Mustafa Ibrahim
Abdel Khalek
GENERAL AUTHORITY FOR
INVESTMENT "GAFI"

Mustafa Ali
GENERAL AUTHORITY FOR
INVESTMENT "GAFI"

Salama Fares
GENERAL AUTHORITY FOR
INVESTMENT "GAFI"

Ahmed Abou Ali
HASSOUNA & ABOU ALI LAW
FIRM

HATCO
Ashraf Elibrachy
IBRACHY LAW FIRM

INFOCAST ME

ISLAND GROUP

Amr Mohamed Hosny
KARIM ADEL LAW OFFICE

Ibrahim Daker
KARIM ADEL LAW OFFICE

Karim Adel Kamel Ghobrial
KARIM ADEL LAW OFFICE

Ramez Mounir Abdel-Nour
KARIM ADEL LAW OFFICE

KENOZ EL SHAREK

KESHAWY EXPORT &
MARKETING

Hend Abdel Ghany
MENA ASSOCIATES,
MEMBER OF AMERELLER
RECHTSANWÄLTE

Ingy Rasekh
MENA ASSOCIATES,
MEMBER OF AMERELLER
RECHTSANWÄLTE

Amr Elmonayer
MINISTRY OF FINANCE

Ashraf El Arabi
MINISTRY OF FINANCE

Hussein Mahmoud Gaafar El
Gebaly

MINISTRY OF HOUSING,
UTILITIES & URBAN
DEVELOPMENT

Mona Zobaa
MINISTRY OF INVESTMENT

Mohamed El Homosany
MINISTRY OF JUSTICE

Eman Zakaria
MINISTRY OF MANPOWER &
MIGRATION

Emad Hassan
MINISTRY OF STATE
FOR ADMINISTRATIVE
DEVELOPMENT

MODERN AGRICULTURAL EST.

Ashraf Nadohoury
NADOURY & NAHAS LAW
OFFICES

George Samy
NADOURY & NAHAS LAW
OFFICES

Intsar Khairy
NADOURY & NAHAS LAW
OFFICES

Mohamed El-Labboudy
NADOURY & NAHAS LAW
OFFICES

Samir Gharib
OFFICE OF THE MINISTER
OF STATE FOR LOCAL
DEVELOPMENT

PORT SAID STAR

Mohamed Fahim
PRICEWATERHOUSECOOPERS /
MANSOUR & Co.

Sherif Mansour
PRICEWATERHOUSECOOPERS /
MANSOUR & Co.

Girgis Abd El-Shahid
SARWAT A. SHAHID LAW FIRM
SARWAT GROUP

Mohamed Serry
SERRY LAW OFFICE

Adel Hanna
SHALAKANY LAW OFFICE,
MEMBER OF LEX MUNDI

Dina Salah
SHALAKANY LAW OFFICE,
MEMBER OF LEX MUNDI

Emad El Shalakany
SHALAKANY LAW OFFICE,
MEMBER OF LEX MUNDI

Mona Zulficar
SHALAKANY LAW OFFICE,
MEMBER OF LEX MUNDI

Shereen Zaky
SHALAKANY LAW OFFICE,
MEMBER OF LEX MUNDI

TEGARA NET

Omneia Helmy
THE EGYPTIAN CENTER FOR
ECONOMIC STUDIES

Yaser Gamaluddin Hamam
THE EGYPTIAN LAW FIRM

Ahmed Ibrahim
TROWERS & HAMLINS

Tim Armsby
TROWERS & HAMLINS

UNITED FOR EXPORT

EL SALVADOR

Mónica Guadalupe Pineda
Machuca
ACZALAW

Francisco José Barrientos
AGUILAR CASTILLO LOVE

Miguel Angel
ALE CARGO S.A. DE C.V.

Roberta Gallardo de
Cromeyer
ARIAS & MUÑOZ

Irene Arrieta de Díaz Nuila
ARRIETA BUSTAMANTE

Karla Maley Guzmán
Martinez
ARRIETA BUSTAMANTE

Lilliam Arrieta Carsana
ARRIETA BUSTAMANTE

Monica Hernandez
ARRIETA BUSTAMANTE

Giovanni Rosales
BENDEK & ASOCIADOS

Carlos Oviedo
CONSORTIUM CENTRO
AMÉRICA ABOGADOS

Ricardo Cevallos
CONSORTIUM CENTRO
AMÉRICA ABOGADOS

Porfirio Diaz Fuentes
DLM & ASOCIADOS

Maria Martha Delgado Molina
ESPINO NIETO & ASOCIADOS,
MEMBER OF IUS LABORIS

Pedro Alejandro Mendoza
ESPINO NIETO & ASOCIADOS,
MEMBER OF IUS LABORIS

Francisco Armando Arias
Rivera
F.A. ARIAS & MUÑOZ

Juan Carlos Herrera
F.A. ARIAS & MUÑOZ

Walter Chávez Velasco
GOLD SERVICE / MSI

Mauricio Melhado
GOLD SERVICE / MSI

Ana Patricia Portillo Reyes
GUANDIQUE SEGOVIA
QUINTANILLA

Manuel Telles Suvillaga
LEXINCORP

Luis Ninez

Ramon Ortega
PRICEWATERHOUSECOOPERS,
S.A. DE C.V.

Adonay Rosales
PRICEWATERHOUSECOOPERS,
S.A. DE C.V.

Carlos Roberto Alfaro
PRICEWATERHOUSECOOPERS,
S.A. DE C.V.

Ernesto Hempe
PRICEWATERHOUSECOOPERS,
S.A. DE C.V.

Laura Duran De Jimenez
PROCREDITO - TRANSUNION
CENTRAL AMERICA

Antonio R. Mendez Lloret
ROMERO PINEDA &
ASOCIADOS, MEMBER OF LEX
MUNDI

Luis Medina
RUSCONI, VALDEZ, MEDINA &
ASOCIADOS

Mario Enrique Sáenz
SÁENZ & ASOCIADOS

Thelma Dino Lizama de
Osorio
SUPERINTENDENCIA DEL
SISTEMA FINANCIERO

Mauricio Antonio Urrutia
SUPERINTENDENCIA DEL
SISTEMA FINANCIERO

ÉMIRATS ARABES UNIS

Tarek Diab
ABU-GHAZALEH LEGAL

ADRIATIC TRADING
ESTABLISHMENT

Akhila Basith
AFRIDI & ANGELL, MEMBER OF
LEX MUNDI

James Bowden
AFRIDI & ANGELL, MEMBER OF
LEX MUNDI

Jiries Saadeh
AFRIDI & ANGELL, MEMBER OF
LEX MUNDI

Shahram Safai
AFRIDI & ANGELL, MEMBER OF
LEX MUNDI

Shahid M. Khan
AL ROKEN & ASSOCIATES

Ishraga Abutaha
AL SUWAIDI & Co.

Suneer Kumar
AL SUWAIDI & Co.

Mohammed Kawasami
AL TAMIMI & Co.

Sydene Helwick
AL TAMIMI & CO.
ALLEN & OVERY LLP
Theresa Abrefa
BERRYMAN'S LACE MAWER
Saeed Abdulla Al Hamiz
CENTRAL BANK OF THE UAE
Jassim Ali
DEPARTMENT OF ECONOMIC
DEVELOPMENT – DUBAI
Laila Bu Abdulla
DEPARTMENT OF ECONOMIC
DEVELOPMENT – DUBAI
DOLPHIN MANUFACTURING
LTD.
Ahmed Abdul Raheem
Mahmoud
EMIRATES ADVOCATES
GENERAL ENTERPRISES CO.
Rania Youssef
HABIB AL MULLA & CO.
Walid Karam
HABIB AL MULLA & CO.
Essa Al Zarooni
HILAL & ASSOCIATES
Henrik Petersen
MAERSK KANOO LLC
Dean Rolfe
PRICEWATERHOUSECOOPERS
Hunter Fullarton
PRICEWATERHOUSECOOPERS
Salvatore Ruocco
PRICEWATERHOUSECOOPERS
Ehab Lamie
SHALAKANY LAW OFFICE,
MEMBER OF LEX MUNDI
Yasser Omar
SHALAKANY LAW OFFICE,
MEMBER OF LEX MUNDI
Blaise Amikat
TRIUM LOGISTICS LLC
Jennifer Bibbings
TROWERS & HAMLINS
Samer Hamzeh
TROWERS & HAMLINS
ÉQUATEUR
Jorge Eduardo Fernández
Perdomo
ACREDITA BURÓ DE
INFORMACIÓN CREDITICIA S.A.
ALPROJANSA
Patricia Ponce
BUSTAMANTE Y BUSTAMANTE
Patricio Carrion
CONSTRUCTORA NARANJO &
ORDOÑEZ
Andrés Tobar
CORPORACIÓN
LATINOAMERICANA PARA EL
DESARROLLO
Daniel Pino Arroba
Xavier Amador Pino
ESTUDIO JURIDICO AMADOR
Lucía Cordero-Ledergerber
FALCONI PUIG ABOGADOS
Fernando Del Pozo Contreras
GALLEGOS, VALAREZO &
NEIRA
Juan Carlos Gallegos Happel
GALLEGOS, VALAREZO &
NIERA

MACIAS HURTADO & MACIAS
Fernando Redin
NOTARIA VIGESIMO CUARTA
Diego Cabezas-Klaere
ORTEGA MOREIRA & ORTEGA
TRUJILLO
Fernando Coral
PANALPINA
Jorge Paz
PAZ HOROWITZ
Leopoldo González R.
PAZ HOROWITZ
Xavier Sisa
PAZ HOROWITZ
Juan Manuel Marchán
PÉREZ, BUSTAMANTE Y PONCE,
MEMBER OF LEX MUNDI
Sandra Reed
PÉREZ, BUSTAMANTE Y PONCE,
MEMBER OF LEX MUNDI
Christof Baer
PRICEWATERHOUSECOOPERS
Luciano Almeida
PRICEWATERHOUSECOOPERS
Pablo Aguirre
PRICEWATERHOUSECOOPERS
Rodrigo Jijón
Myriam Rosales
SUPERINTENDENCIA DE
BANCOS Y SEGUROS DEL
ECUADOR
ESPAGNE
ALLEN & OVERY
Ana Armijo
ASHURST
Cristina Calvo
ASHURST
Ismail Fernandezanton
ASHURST
Juan Alonso
ASHURST
Nagore Corral
ASHURST
Alejandro Valls
BAKER & MCKENZIE
María Gracia Rubio
BAKER & MCKENZIE
Rossanna D'Onza
BAKER & MCKENZIE
Alfonso Benavides
CLIFFORD CHANCE
Carlos Vérguez Muñoz
CLIFFORD CHANCE
Guillermo Rodrigo
CLIFFORD CHANCE
Mercedes Olábarri
CLIFFORD CHANCE
Nazaret Clemente
CLIFFORD CHANCE
Juan Manuel Pardiñas Aranda
EQUIFAX IBERICA
Alberto Pimentá
GARRIGUES
Antonio Fernández
GARRIGUES
Antonio Merchan
GARRIGUES
Daniel Parejo Ballesteros
GARRIGUES

Fernando Vives
GARRIGUES
Gabriel Solís Pablos
GARRIGUES
Isabel Martínez de Salas
GARRIGUES
José Manuel Mateo
GARRIGUES
Lorenzo Clemente Naranjo
GARRIGUES
Agustín Del Río Galeote
GÓMEZ-ACEBO & POMBO
ABOGADOS
Cristina Soler
GÓMEZ-ACEBO & POMBO
ABOGADOS
Daniel Marín
GÓMEZ-ACEBO & POMBO
ABOGADOS
Fernando de la Puente Alfaro
INTERNATIONAL RELATIONS
Carlos Valls
IURIS VALLS ABOGADOS
Eusebio Pujol
IURIS VALLS ABOGADOS
Agustín Bou
JAUSAS
JOHN COALEY PLANT SL
Antonio Sanchez
LANDWELL,
PRICEWATERHOUSECOOPERS
LEGAL SERVICES
Ernesto Benito
LANDWELL,
PRICEWATERHOUSECOOPERS
LEGAL SERVICES
Jaime Espejo
LANDWELL,
PRICEWATERHOUSECOOPERS
LEGAL SERVICES
Javier García Camacho
LANDWELL,
PRICEWATERHOUSECOOPERS
LEGAL SERVICES
Juan Vazquez
LANDWELL,
PRICEWATERHOUSECOOPERS
LEGAL SERVICES
Julio Ichaso
LANDWELL,
PRICEWATERHOUSECOOPERS
LEGAL SERVICES
Sara Gutierrez
LANDWELL,
PRICEWATERHOUSECOOPERS
LEGAL SERVICES
Jaume Cornudella
LANDWELL, ABOGADOS Y
ASESORES FISCALES
María Davila
LANDWELL, ABOGADOS Y
ASESORES FISCALES
Siro Arias
LANDWELL, ABOGADOS Y
ASESORES FISCALES
Ana Gómez
MONEREO, MEYER &
MARINEL-LO
Ana Sacristán
MONEREO, MEYER &
MARINEL-LO
Andrés Monereo Velasco
MONEREO, MEYER &
MARINEL-LO

Juan Soravilla
MONEREO, MEYER &
MARINEL-LO
Mónica Regaño Aguirre
MONEREO, MEYER &
MARINEL-LO
Philipp von Wolffersdorff
MONEREO, MEYER &
MARINEL-LO
Sönke Schlaich
MONEREO, MEYER &
MARINEL-LO
MUNICIPALITY OF LEGANÉS
Juan Bolás Alfonso
NOTARIADO
Iván Delgado González
PÉREZ - LLORCA
Pedro Pérez-Llorca Zamora
PÉREZ - LLORCA
Roser Ràfols
ROCA JUYENT LAWYERS
Iñigo Sagardoy
SAGARDOY ABOGADOS,
MEMBER OF IUS LABORIS
Pilar Salinas Rincón
SÁNCHEZ PINTADO, NÚÑEZ &
ASOCIADOS
Alberto Núñez-Lagos
Burguera
URÍA & MENÉNDEZ, MEMBER
OF LEX MUNDI
Alejandro Ferreres Comella
URÍA & MENÉNDEZ, MEMBER
OF LEX MUNDI
Ariadna Cambronero Ginés
URÍA & MENÉNDEZ, MEMBER
OF LEX MUNDI
Cristina Ayo Ferrándiz
URÍA & MENÉNDEZ, MEMBER
OF LEX MUNDI
Valentin Meriono Lopez
VALENTIN MERINO
ARQUITECTOS, SL.
ESTONIE
Maris Tudre
CENTRE OF REGISTERS &
INFORMATION SYSTEMS
Sirje Rogova
CENTRE OF REGISTERS &
INFORMATION SYSTEMS
Ants Ratas
CF & S AGENTIDE AS
Andres Juss
ESTONIAN LAND BOARD
Andres Vinkel
HANSALAW OFFICES
Igor Kostjuk
HOUGH, HÜBNER, HÜTT &
PARTNERS
Indrek Link
HOUGH, HÜBNER, HÜTT &
PARTNERS
Veiko Meos
KREDIDIINFO A.S.
Aet Bergmann
LAW OFFICE LUIGA MODY
HÄÄL BORENIUS
Jaan Lindmäe
LAW OFFICE TARK & CO.
Olger Marjak
LAW OFFICE TARK & CO.

Ermo Kosk
LEPIK & LUHÄÄR LAWIN,
MEMBER OF LEX MUNDI
Maarja Torga
LEPIK & LUHÄÄR LAWIN,
MEMBER OF LEX MUNDI
Marko Mehilane
LEPIK & LUHÄÄR LAWIN,
MEMBER OF LEX MUNDI
Rajar Miller
LEX TAL LAW OFFICE
Karolina Ullman
MAQS LAW FIRM
Veikko Toomere
MAQS LAW FIRM
METAPRINT LTD.
Aare Kurist
PRICEWATERHOUSECOOPERS
Villi Tõntson
PRICEWATERHOUSECOOPERS
Cameron Greaves
PRICEWATERHOUSECOOPERS
Heili Haabu
RAIDL & PARTNERS, MEMBER
OF IUS LABORIS
Karin Madisson
SORAINEN LAW OFFICES
STATISTICAL OFFICE OF
ESTONIA
Kilvar Kessler
TARK & CO.
Risto Hübner
TARK & CO.
Vesse Vöhma
ÉTATS-UNIS
BELLAGIO FOODS, LLC
BEMEX INTERNATIONAL
CENTERLOAD
Steven Horowitz
CLEARY GOTTlieb STEEN &
HAMILTON LLP
Arthur Kohn
CLEARY GOTTlieb STEEN &
HAMILTON LLP
Christopher Hale
CLEARY GOTTlieb STEEN &
HAMILTON LLP
David Webb
CLEARY GOTTlieb STEEN &
HAMILTON LLP
Desmond Eppel
CLEARY GOTTlieb STEEN &
HAMILTON LLP
Fiana Kwasnik
CLEARY GOTTlieb STEEN &
HAMILTON LLP
Lindsee P. Granfield
CLEARY GOTTlieb STEEN &
HAMILTON LLP
Luke A. Barefoot
CLEARY GOTTlieb STEEN &
HAMILTON LLP
Michael Lazerwitz
CLEARY GOTTlieb STEEN &
HAMILTON LLP
Nathaniel Stankard
CLEARY GOTTlieb STEEN &
HAMILTON LLP
Richard Conza
CLEARY GOTTlieb STEEN &
HAMILTON LLP

Sandra Rocks
CLEARY GOTTlieb STEEN &
HAMILTON LLP

Sarah Ten Siethoff
CLEARY GOTTlieb STEEN &
HAMILTON LLP

Sean O'Neal
CLEARY GOTTlieb STEEN &
HAMILTON LLP

Victor Chiu
CLEARY GOTTlieb STEEN &
HAMILTON LLP

David Newberg
COLLIER, HALPERN, NEWBERG,
NOLLETTI, & BOCK

DEE'S DESIGNS

Donald Bernstein
HARMONY IMPORTS

Imke Ratschko
IMKE RATSCHKO PLC.

JACOB CLOTHING COMPANY,
INC.

Karen Wagner
MWTI GLOBAL TRADE

My Chi To
NYS DEPARTMENT OF STATE

Azniv Ksachikyan
ORRICK, HERRINGTON &
SUTCLIFFE LLP

Rhea Saini
ORRICK, HERRINGTON &
SUTCLIFFE LLP

Sam Miller
ORRICK, HERRINGTON &
SUTCLIFFE LLP

OUTLET SEASON LLC.

PANALPINA INC.

PARKER'S WINE BROKERAGE

Kelly J. Murray
PRICewaterHOUSECOOPERS

Penny Vaughn
PRICewaterHOUSECOOPERS

Robert Morris
PRICewaterHOUSECOOPERS

Stephen Anderson
PRICewaterHOUSECOOPERS

RACH EXPORTS, INC.

Samuel Nolen
RICHARDS, LAYTON & FINGER,
P.A., MEMBER OF LEX MUNDI

ROBINSON IMPORT EXPORT
Co.

Benjamin E. Gehrt
SEYFARTH SHAW LLP, MEMBER
OF IUS LABORIS

Bradford L. Livingston
SEYFARTH SHAW LLP, MEMBER
OF IUS LABORIS

Joshua L. Ditelberg
SEYFARTH SHAW LLP, MEMBER
OF IUS LABORIS

David Snyder
SNYDER & SNYDER, LLP

Frederick Turner
SNYDER & SNYDER, LLP

THE GEAR SPOT

TRANSUnion

Stephen Raslavich
UNITED STATES BANKRUPTCY
COURT

ETHIOPIE

Amsale Tsehaye
AMSALE TSEHAYE &
ASSOCIATES LAW OFFICE

Bekure Assefa
BEKURE ASSEFA LAW OFFICE

Berhane Ghebray
BERHANE GHEBRAY &
ASSOCIATES

Nega Getahun
CITY ADMINISTRATION OF
ADDIS ABABA

Jennifer Gohlke
GE FOUNDATION

Solomon Gizaw
HST & Co.

Woldegabriel Naizghi
HST & Co.

Shimelise Eshete
MIDROC CONSTRUCTION PLC

Wondimeneh Asrat
NATIONAL BANK OF ETHIOPIA

Getachew Kebede
PACKFORD INTERNATIONAL

Andrew Giddings
SHEARMAN & STERLING LLP

Tadesse Kiros
TADESSE, GETACHEW & ABATE
LAW OFFICE

Teshome G.M. Bokan
TGMB LAW OFFICE

FIDJI

Ramesh Prasad Lal
CARPENTERS SHIPPING

Paul McDonnell
CROMPTONS SOLICITORS

Delores Elliott
DATABUREAU, BAYCORP
ADVANTAGE

Litiana Morris
HOWARDS LAWYERS

William Wylie Clarke
HOWARDS LAWYERS

Fapna Vithal
LATEEF & LATEEF

John Apted
MUNRO LEYS NOTARIES
PUBLIC

Nehla Basawaiya
MUNRO LEYS NOTARIES
PUBLIC

Richard Naidu
MUNRO LEYS NOTARIES
PUBLIC

Shelvin Singh
PARSHOTAM & Co.

Chirk Yam
PRICewaterHOUSECOOPERS

Eddielin Almonte
PRICewaterHOUSECOOPERS

Jenny Seeto
PRICewaterHOUSECOOPERS

Narotam Solanki
PRICewaterHOUSECOOPERS

FINLANDE

Claudio Busi
CASTRÉN & SNELLMAN
ATTORNEYS LTD.

Jenni Hupli
CASTRÉN & SNELLMAN
ATTORNEYS LTD.

Lasse Luukkainen
CASTRÉN & SNELLMAN
ATTORNEYS LTD.

Pekka Jaatinen
CASTRÉN & SNELLMAN
ATTORNEYS LTD.

Sami Rautiainen
CASTRÉN & SNELLMAN
ATTORNEYS LTD.

Johanna Haltia-Tapio
HANNES SNELLMAN,
ATTORNEYS-AT-LAW LTD.

Patrik Lindfors
HANNES SNELLMAN,
ATTORNEYS-AT-LAW LTD.

Saini Siitarinen
HANNES SNELLMAN,
ATTORNEYS-AT-LAW LTD.

Sarah Tähkälä
HANNES SNELLMAN,
ATTORNEYS-AT-LAW LTD.

Jyrki Mustonen
HEDMAN OSBORNE CLARKE

Timo Tammelin
MEGA TREND NORDICA OY

Mikko Mali
Sakari Kauppinen
NATIONAL BOARD OF PATENTS
& REGISTRATION

Tuomas Lukkarinen
NATIONAL LAND SURVEY OF
FINLAND

Mikko Reinikainen
PRICewaterHOUSECOOPERS
LEGAL SERVICES

Minna Oksa
PRICewaterHOUSECOOPERS
LEGAL SERVICES

Sannna Väänänen
PRICewaterHOUSECOOPERS
LEGAL SERVICES

Tero Malmivaara
PRICewaterHOUSECOOPERS
LEGAL SERVICES

Tuija Hartikainen
PRICewaterHOUSECOOPERS
LEGAL SERVICES

Ilkka Kajas
PRICewaterHOUSECOOPERS
OY - SVH

Jetta Hyvärinen-Kari
PRICewaterHOUSECOOPERS
OY - SVH

Maarit Pokkinen
PRICewaterHOUSECOOPERS
OY - SVH

Risto Löf
PRICewaterHOUSECOOPERS
OY - SVH

Vesa-Pekka Nuotio
PRICewaterHOUSECOOPERS
OY - SVH

Bernt Juthstrom
ROSCHEER ATTORNEYS LTD.,
MEMBER OF IUS LABORIS &
LEX MUNDI

Carita Wallgren
ROSCHEER ATTORNEYS LTD.,
MEMBER OF IUS LABORIS &
LEX MUNDI

Gunnar Westerlund
ROSCHEER ATTORNEYS LTD.,
MEMBER OF IUS LABORIS &
LEX MUNDI

Johannes Frände
ROSCHEER ATTORNEYS LTD.,
MEMBER OF IUS LABORIS &
LEX MUNDI

Manne Airaksinen
ROSCHEER ATTORNEYS LTD.,
MEMBER OF IUS LABORIS &
LEX MUNDI

Micaela Thorström
ROSCHEER ATTORNEYS LTD.,
MEMBER OF IUS LABORIS &
LEX MUNDI

Olav Hermanson
ROSCHEER ATTORNEYS LTD.,
MEMBER OF IUS LABORIS &
LEX MUNDI

Sini Soini
ROSCHEER ATTORNEYS LTD.,
MEMBER OF IUS LABORIS &
LEX MUNDI

Tiina Hakri
ROSCHEER ATTORNEYS LTD.,
MEMBER OF IUS LABORIS &
LEX MUNDI

Wilhelm Guthwert
ROSCHEER ATTORNEYS LTD.,
MEMBER OF IUS LABORIS &
LEX MUNDI

Timo Laukkanen
STATISTICS FINLAND

Juuso Jokela
SUOMEN ASIAKASTIETO OY
- FINSKA

Ari Eklund
TRANSCONTAINER

Leila Mustanoja
TRANSPARENCY
INTERNATIONAL SUOMI -
FINLAND

FRANCE

Alain Moreau
ALLEN & OVERY LLP

Andrew Booth
ANDREW BOOTH ARCHITECT

Annie Sauve
BANQUE DE FRANCE

Benoit Fauvelet
BANQUE DE FRANCE

Sylvie Ghesquiere
BANQUE DE FRANCE

Frédérique Chiffot Bourgeois
BAR OF PARIS

Daniel Arthur Laprès
CABINET D'AVOCATS

Gerard Kaeufing
CABINET DE NOTAIRE

Florence Grillier
CABINET TAJ

CHAMBRE SYNDICALE DES
IMPORTATEURS FRANCAIS DE
FRUITS ET LEGUMES (CSIF)

Hugues Pouzin
CONFÉDÉRATION
FRANÇAISE DU COMMERCE
INTERENTREPRISES (CGI)

Raymond Gianni
CURTIS, MALLET-PREVOST,
COLT & MOSLE LLP

Frédéric Roussel
FONTAINE, ROUSSEL &
ASSOCIÉS

Bertrand Barrier
GIDE LOYRETTE NOUËL,
MEMBER OF LEX MUNDI

Philippe Xavier-Bender
GIDE LOYRETTE NOUËL,
MEMBER OF LEX MUNDI

Ludovic Couturier
INSTITUT DE DROIT
INTERNATIONAL DES
TRANSPORTS (IDIT)

Michel Gout
INSTITUT DE DROIT
INTERNATIONAL DES
TRANSPORTS (IDIT)

Jacques Pourciel

Marc Jobert
JOBERT & ASSOCIÉS

Carol Khoury
JONES DAY

Jean-Louis Martin
JONES DAY

Nicolas de Germay
KROLL TALBOT HUGHES

Arnaud Chastel
LANDWELL & ASSOCIÉS -
PRICewaterHOUSECOOPERS

Aurelie Ange
LANDWELL & ASSOCIÉS -
PRICewaterHOUSECOOPERS

Jennifer Juvénal
LANDWELL & ASSOCIÉS -
PRICewaterHOUSECOOPERS

Laure Poindessault-Bernard
LANDWELL & ASSOCIÉS -
PRICewaterHOUSECOOPERS

Renaud Jouffroy
LANDWELL & ASSOCIÉS -
PRICewaterHOUSECOOPERS

Benoit Le Bars
LANDWELL & ASSOCIÉS -
PRICewaterHOUSECOOPERS
LEGAL SERVICES

Bruno Thomas
LANDWELL & ASSOCIÉS -
PRICewaterHOUSECOOPERS
LEGAL SERVICES

Jean-Philippe Dom
LANDWELL & ASSOCIÉS -
PRICewaterHOUSECOOPERS
LEGAL SERVICES

Olivier Gorand
Xavier-Philippe Gruwez
SAINT GEORGES AVOCATS

Ann Creelman
VATIER & ASSOCIÉS

Isabelle Smith Monnerville
VAUGHAN AVOCATS

Jean Gerard Eveillard
CABINET EVEILLARD

GABON

Thierry Ngomo
ARCHIPro INTERNATIONAL

Celestin Mba Ndong
ATTORNEY-AT-LAW

Jean Raymond Zassi-Mikala
AVOCAT À LA COUR

Itchola Mano Alade
AVOCATE

Ntoutoume Lubin
AVOCATE

Caroline Idrissou-Belingar
BEAC - HEADQUARTERS

François Nguema Ebane
CABINET ATELIER 5A

Y.A. Adetona
CABINET FIDEXCE S. A. R. L.

Ruben Mindonga
CABINET ME ANGUIER

Josette Olendo
CABINET OLENDO

Cherif Agbanrin

César Apollinaire Ondo Mve
COUR D'APPEL JUDICIAIRE DE
LIBREVILLE

Charles Adenet
FIDAFRICA /
PRICewaterHOUSECOOPERS

Pélagie Massamba Mouckocko
FIDAFRICA /
PRICewaterHOUSECOOPERS

Christophe A Relongoue
FIDAFRICA /
PRICewaterHOUSECOOPERS
LEGAL SERVICES

Hugues Boguikouma

Marcel Owono

Marie Clarisse Avore Bekale

Mirielle Moundakou Mapicka

Olivier N'zahou

François Coron
PANALPINA S.A.

Gianni Ardizzone
PANALPINA S.A.

Pierre-flavien Mendoume-Ba-
N'naning

Reine Sylvie Tsonga

Roland Matsiendi

Zita Eurydice Ndogui

GAMBIE

Amie Bensouda
AMIE BENSOU DA & CO.

Victoria Andrews
AMIE BENSOU DA & CO.

Emmanuel E. Chime
CHIME CHAMBERS

Alpha Amadou Barry
DELOITTE, MEMBER OF
DELOITTE TOUCHE TOHMATSU

Cherno Alieu Jallow
DELOITTE, MEMBER OF
DELOITTE TOUCHE TOHMATSU

Jatta Lamin
DELOITTE, MEMBER OF
DELOITTE TOUCHE TOHMATSU

Joseph Sarre
GAMBIA ARCHITECTURAL AND
PLANNING CONSULTANTS

Hawa Sisay-Sabally
HAWA SISAY-SABALLY

Ida Denise Drameh
IDA D. DRAMEH & ASSOCIATES

Amie Joof-Conteh
KUNNI BOY CHAMBERS

Mary Abdoulie Samba-
Christensen
LEGAL PRACTITIONER

Rodolphe K. Akoto
MAERSK LTD.

Darcy White
PRICewaterHOUSECOOPERS

Gideon Ayi-owoo
PRICewaterHOUSECOOPERS

Thomas Murega
PRICewaterHOUSECOOPERS

Soul Joof

Pa MM Njie
TRUST BANK LTD.

GÉORGIE

Aieti Kukava
ALLIANCE GROUP HOLDING

David Giorgadze
ASSOCIATION FOR PROTECTION
OF LANDOWNERS RIGHTS
(APLR)

Avto Namicheishvili
BEGIASHVILI & CO.

Giorgi Begiashvili
BEGIASHVILI & CO.

Jaba Mamulashvili
BEGIASHVILI & CO.

Zaza Bibilashvili
BGI LEGAL

BOOZ ALLEN HAMILTON

Joseph Salukvadze
CADASTRE AND LAND
REGISTER PROJECT

Sandro Amashukeli
CHEMONICS

Maka Khitsishvili
D & G HOLDING LTD.

Avto Svadnize
DLA PIPER GVINADZE &
PARTNERS LP

Ted Jonas
DLA PIPER GVINADZE &
PARTNERS LP

David Kakabadze
GEORGIAN LEGAL
PARTNERSHIP

Gia Kurtskalia
Vazha Chopikashvili
IPRSC IMMOVABLE PROPERTY
REGISTRATION SERVICE
CENTER

Ivan Khokhlov

Mariam Gabunia

Merab Barbakadze

Natalia Babakishvili
MGALOBlishVILI, KIPIANI,
DZIDZIGURI (MKD) LAW FIRM

Lika Chanturia
NATIONAL AGENCY OF PUBLIC
REGISTRY

Bela Gutidze
PRICewaterHOUSECOOPERS

Courtney Fowler
PRICewaterHOUSECOOPERS

Matthew Tallarovic
PRICewaterHOUSECOOPERS

Sergi Kobakhidze
PRICewaterHOUSECOOPERS

David Arsenashvili
TBILISI TITLE COMPANY LTD.

Lela Shatirishvili
TBILISI TITLE COMPANY LTD.

Levan Gotua
THE OFFICE OF THE STATE
MINISTER ON REFORMS
COORDINATION

D. Lelashvili
USAID BUSINESS CLIMATE
REFORM PROJECT

Olin McGill
USAID BUSINESS CLIMATE
REFORM PROJECT

Tato Urjumelashvili
USAID BUSINESS CLIMATE
REFORM PROJECT

Temur Bolotashvili
USAID BUSINESS CLIMATE
REFORM PROJECT

Vakhtang Lejava

GHANA

Kojo Bentsi-Enchill
BENTSI-ENCHILL & LETSA,
MEMBER OF LEX MUNDI

Rosa Kudoadzi
BENTSI-ENCHILL & LETSA,
MEMBER OF LEX MUNDI

Reginald Bannerman
BRUCE-LYLE BANNERMAN &
THOMPSON

Dorothy Kingsley Nyinah
COMMERCIAL DIVISION, HIGH
COURT

Eric Wiafe
DONY ENGINEERING

Kwasi Poku
DONY ENGINEERING

Morgan Asiedu
ECOBANK - GHANA

Adwoah Asamoah Addo
FUGAR & CO.

Seth Agyapong-Mensah
FUGAR & CO.

William Edem Fugar
FUGAR & CO.

Fredrick Koranteng Ohene
GHANA AUDIT SERVICE

John Robert Jenkins
GOLDEN JUBILEE TERMINAL

Kingsford Otoo
GOLDEN JUBILEE TERMINAL

Benjamin
H & G ARCHITECTS AND
CONSULTANTS

Alfred Walter Addy
H & G ARCHITECTS AND
CONSULTANTS

C.N.K Boateng
H & G ARCHITECTS AND
CONSULTANTS

David A. Hesse
HESSE & HESSE

Wilfred Anim-Odame
LAND VALUATION BOARD

Kenneth D. Laryea
LARYEA, LARYEA & CO. P. C.

Larry Adjetye
LAW TRUST COMPANY

Lackson Agbeko Legah
LOGISTICS @ LEGACY LTD.

Woodsworth Odame Larbi
MINISTRY OF LANDS,
FORESTRY & MINES

N. O. Odotei

Darcy White
PRICewaterHOUSECOOPERS

Gideon Ayi-owoo
PRICewaterHOUSECOOPERS

Kelvin Abdallah
PRICewaterHOUSECOOPERS

Thomas Murega
PRICewaterHOUSECOOPERS

Robert Agbozo
REINDORF CHAMBERS

Adwoa Yarney
SAAH & CO.

Cynthia Jumu
SAAH & CO.

Jacob Saah
SAAH & CO.

Nene Amegatcher
SAM OKUDZETO & ASSOCIATES

Sam Okudzeto
SAM OKUDZETO & ASSOCIATES

Emmanuel Dorsu
TOWN AND COUNTRY
PLANNING DEPT

GRÈCE

Constantinos Klissouras
ANAGNOSTOPOULOS BAZINAS
FIFIS

Georgios B. Bazinas
ANAGNOSTOPOULOS BAZINAS
FIFIS

Panos Koromantzos
BAHAS, GRAMATIDIS &
PARTNERS

Charalampos Skordakis

Margarita Flerianou
ECONOMOU INTERNATIONAL
SHIPPING AGENCIES

Dimitris E. Paraskevas
ELIAS PARASKEVAS ATTORNEYS
1933

Antonios Tsavdaridis
IKRP ROKAS & PARTNERS

Dimitra Rachouti
IKRP ROKAS & PARTNERS

Evi Martinovits
IKRP ROKAS & PARTNERS

Veronica Deleti
KARATZAS & PARTNERS

Andreas Bagias
KELEMENIS & CO.

Athanassia Papantoniou
KELEMENIS & CO.

Polykarpos Adamidis
KELEMENIS & CO.

Yannis Kelemenis
KELEMENIS & CO.

Dimitrios Kremalis
KREMALIS LAW FIRM, MEMBER
OF IUS LABORIS

Chryssiis Poulakou
KYRIAKIDES GEORGOPOULOS
& DANILOLOS ISSAIAS, MEMBER
OF SEE LEGAL

Effie G. Mitsopoulou
KYRIAKIDES GEORGOPOULOS
& DANILOLOS ISSAIAS, MEMBER
OF SEE LEGAL

Ioanna Argyraki
KYRIAKIDES GEORGOPOULOS
& DANILOLOS ISSAIAS, MEMBER
OF SEE LEGAL

Leonidas Georgopoulos
KYRIAKIDES GEORGOPOULOS
& DANILOLOS ISSAIAS, MEMBER
OF SEE LEGAL

Vicky Xourafa
KYRIAKIDES GEORGOPOULOS
& DANILOLOS ISSAIAS, MEMBER
OF SEE LEGAL

Antigoni Tsirou
M & P BERNITSAS LAW
OFFICES

Christina Vlachtsis
M & P BERNITSAS LAW
OFFICES

Katia Papantonopoulou
M & P BERNITSAS LAW
OFFICES

Yannis Kourniotis
M & P BERNITSAS LAW
OFFICES

M. B. D. A. (MEDITERRANEAN
BUSINESS DEVELOPMENT
AGENCY)

Ioanna Argyraki
KYRIAKIDES GEORGOPOULOS
& DANILOLOS ISSAIAS, MEMBER
OF SEE LEGAL

Leonidas Georgopoulos
KYRIAKIDES GEORGOPOULOS
& DANILOLOS ISSAIAS, MEMBER
OF SEE LEGAL

Vicky Xourafa
KYRIAKIDES GEORGOPOULOS
& DANILOLOS ISSAIAS, MEMBER
OF SEE LEGAL

Antigoni Tsirou
M & P BERNITSAS LAW
OFFICES

Christina Vlachtsis
M & P BERNITSAS LAW
OFFICES

Katia Papantonopoulou
M & P BERNITSAS LAW
OFFICES

Yannis Kourniotis
M & P BERNITSAS LAW
OFFICES

M. B. D. A. (MEDITERRANEAN
BUSINESS DEVELOPMENT
AGENCY)

Alexandros Sakipis
PRICewaterHOUSECOOPERS

Antigoni Gkara
PRICewaterHOUSECOOPERS

Freddy Yatracou
PRICewaterHOUSECOOPERS

Mary Psylla
PRICewaterHOUSECOOPERS

Olga Koromilia
PRICewaterHOUSECOOPERS
LEGAL SERVICES

Stella Danelaki
PRICewaterHOUSECOOPERS
LEGAL SERVICES

Vassiliki Tsigarida
PRICewaterHOUSECOOPERS
LEGAL SERVICES

Ennie Dodou
SARANTITIS LAW FIRM

Theodora D. Karagiorgou
T.J.KOUTALIDIS LAW OFFICE

Helen Dikonimaki
TEIRESIAS S. A. INTERBANKING
INFORMATION SYSTEMS

Nicholas Kontizas
ZEPOS & YANNOPOULOS,
MEMBER OF LEX MUNDI

Vassiliki G. Lazarakou
ZEPOS & YANNOPOULOS,
MEMBER OF LEX MUNDI

GRENADINE

C/O SUPREME COURT
REGISTRY

Dickon Mitchell
GRANT JOSEPH & CO.,
MEMBER OF LEX MUNDI

Niel Noel
HENRY HUDSON - PHILLIPS
& CO.

Thaddus Charles
INLAND REVENUE
DEPARTMENT

Andrew DeBourg
LABOUR DEPARTMENT

Cyrus Griffith
LABOUR DEPARTMENT

Trevor St. Bernard
LEWIS & RENWICK

Claudia Francis
PRICEWATERHOUSECOOPERS

Yvonne Gellineau
PRICEWATERHOUSECOOPERS

David Sinclair
SINCLAIR ENTERPRISES LTD.

Phinsley St. Louis
ST. LOUIS SERVICE

Roselyn Wilkinson
WILKINSON, WILKINSON &
WILKINSON

GUATEMALA

Ruby María Asturias Castillo
ACZALAW

Juan Gilberto Ortega
Cifuentes
AGENCIA DE ADUANAS
LOGISTICS

Luis Enrique Gaytán
Menéndez
AGENCIA DE ADUANAS
LOGISTICS

Juan Carlos Castillo Chacón
AGUILAR CASTILLO LOVE

Agustín Buezo
ARROW CARGO

Julio Artemio Juárez Moran
ASOCIACIÓN DE
TRANSPORTISTAS
INTERNACIONALES (ATTI)

María del Pilar Bonilla
BONILLA, MONTANO,
TORIELLO & BARRIOS

Guillermo Lopez-Cordero
BUFETE LOPEZ CORDERO

Enrique Maldonado
CÁMARA GUATEMALTECA DE
LA CONSTRUCCIÓN

Marco Tulio Reyna
CÁMARA GUATEMALTECA DE
LA CONSTRUCCIÓN

Paola van der Beek de
Andrino
CÁMARA GUATEMALTECA DE
LA CONSTRUCCIÓN

Alfonso Carrillo
CARRILLO & ASOCIADOS

Isabel Coma Martin de
Samayoa
CARRILLO & ASOCIADOS

Rodrigo Callejas Aquino
CARRILLO & ASOCIADOS

Carlos Neftali Mendez
Ramirez
CENTRAL ALMACENADORES
S.A.

Juan Francisco Toruño
Rodriguez
CONSOLIDADOS 807 S.A.

Karla de Mata
CPS LOGISTICS

Marco Antonio Martinez
CPS LOGISTICS

Allan F. Unfried
DHL

Mario Adolfo Búcaro Flores
DÍAZ - DURAN & ASOCIADOS

Jorge Mario Mendoza
Sandoval
FEDEX

Jaime Godinez
INTERCAPITALES, S.A.

Ana Alfaro
MAYORA & MAYORA, MEMBER
OF LEX MUNDI

Sandra Castillo
MAYORA & MAYORA, MEMBER
OF LEX MUNDI

Michael Daniels Toriello

Luis Pedro Cazali Leal
PALACIOS & ASOCIADOS

Roberto Ozaeta
PRICEWATERHOUSE COOPERS
LEGAL SERVICES

Alejandro Fernandez de
Castro
PRICEWATERHOUSECOOPERS

Edgar Mendoza
PRICEWATERHOUSECOOPERS

Erik Coy
PRICEWATERHOUSECOOPERS

Samuel Elías
PRICEWATERHOUSECOOPERS

Walter Saldana
PRICEWATERHOUSECOOPERS

Ramon Ortega
PRICEWATERHOUSECOOPERS

José Cerezo
PRICEWATERHOUSECOOPERS
LEGAL SERVICES

Rodolfo Fuentes
PROTECTORA DE CRÉDITO
COMERCIAL

Arabella Castro Quiñones
REGISTRADORA GENERAL DE
LA PROPIEDAD

Ricardo Lopez Reina

Alfredo Rodríguez Mahuad
RODRIGUEZ, CASTELLANOS,
SOLARES & AGUILAR, S.C.
-CONSORTIUM LEGAL-

Elias Arriaza
RODRIGUEZ, CASTELLANOS,
SOLARES & AGUILAR, S.C.
-CONSORTIUM LEGAL-

Jorge Martínez Sanche
RODRIGUEZ, CASTELLANOS,
SOLARES & AGUILAR, S.C.
-CONSORTIUM LEGAL-

Mario R. Archila
RODRIGUEZ, CASTELLANOS,
SOLARES & AGUILAR, S.C.
-CONSORTIUM LEGAL-

Juan Jegerlehner
SARAVIA & MUÑOZ

María de los Angeles Barillas
Buchhalter
SARAVIA & MUÑOZ

Salvador A. Saravia Castillo
SARAVIA & MUÑOZ

José Rubén Castaneda Romero
SERVICIOS URGENTES S.A.

Ana Lucía Alvarado Kepfler
SOLOSA - UPS EXPRESS

Andres Porras Castillo
TRANSUNION GUATEMALA,
S.A.

Estuardo Enrique Echeverría
Nova
UNIDAD DE CDR Y
CONTROL DE LA CALIDAD,
SUPERINTENDENCIA DE
BANCOS

GUINÉE

Ahmadou Diallo

Oumar Dabo
ARCHI

Bajirt Berete
BANQUE CENTRALE - B.C.R.G.

Cheick Mohamed Tidjane
Sylla
BANQUE CENTRALE - B.C.R.G.

Ibrahima Sory Sow
BANQUE CENTRALE - B.C.R.G.

Alpha Bakar Barry
CABINET KARAMOKO ALPHA
BARRY

Raffi Raja
CABINET KOÛMY

Alpha Camara
CABINET OUSMANE CAMARA

Christian Sow
CABINET SOW

Lansana Kaba
CARID

ECOBANK - GUINEA

Dominique Taty
FIDAFRICA /
PRICEWATERHOUSECOOPERS

Famouros Kourouma
HYPERDYNAMICS CORP

Mountaga Sylla
IFES

Djibril Kouyate
JURIFIS CONSULT GUINEE

Ibrahima Diakite
LANDNET

Yansane Soumah
MANQUAPAS

Guy Piam
NIMBA CONSEIL

Raoul Mouthe
NIMBA CONSEIL

OFFICE DE PROMOTION DES
INVESTISSEMENTS PRIVÉS

Alpha Sampil
PRICEWATERHOUSECOOPERS

Mohamed Lahlou
PRICEWATERHOUSECOOPERS

Safiattou Kalissa
PRICEWATERHOUSECOOPERS

Boubacar Barry
SCP D'AVOCATS "JURIFIS
CONSULT GUINEE"

Mohamed Camara
SOCOPAO

Olivier Buquet
SOCOPAO

Aliou Barry
STATVIEW INTERNATIONAL

Gerard Coker
UNDP

GUINÉE ÉQUATORIALE

Mariam Laine
AIRFREIGHT

Antonio-Pascual Oko Ebobo
ATTORNEY-AT-LAW

Francisco Javier Mbe Ngomo
ATTORNEY-AT-LAW

Honorio Ndong Obama
ATTORNEY-AT-LAW

Jose-Antonio Lluch Ondo
Matojo
ATTORNEY-AT-LAW

Solador-Ondo Ncume Oye
ATTORNEY-AT-LAW

Caroline Idrissou-Belingar
BEAC - HEADQUARTERS

Benoit Kanyandekme
BK ARCHITECTS SL

Diosdado Nchama
C/O MINISTERIO DE MINAS,
INDUSTRIA Y ENERGIA

Vicente-Nse Ondo-Mitogo
CORTE SUPREMA DE JUSTICIA

Augustin Chicampo Barila
DISTRICT JUDGE

Dominique Taty
FIDAFRICA /
PRICEWATERHOUSECOOPERS

Jacques Chareyre
FIDAFRICA /
PRICEWATERHOUSECOOPERS

Sébastien Lechène
FIDAFRICA /
PRICEWATERHOUSECOOPERS

Ponciano Mbomio Nvo
GABINETE JURIDICO

Heidi Johansen
GLOBALTRANS

Jenaro Obuno Ela
MINISTERIO DE HACIENDA Y
PRESUPUESTO

Reginaldo Egido Panades
MINISTERIO DE JUSTICIA,
CULTO E INSTITUCIONES
PENITENCIARIAS

Pedro Nsue Ela Eyang
NOTARY

Paulino Mbo Obama
OFICINA DE ESTUDIOS -
ATEG

Franck Mamelin
PANALPINA TRANSPORTES
- MUNDIALES GUINEA
ECUATORIAL S. A. R. L.

GUINÉE-BISSAU

Adelaide Mesa D'Almeida
ATTORNEY-AT-LAW

Miguel Mango
AUDI - CONTA LDA

Charles Ki-Zerbo
BCEAO

Jaló Pires
MINISTERIO DA JUSTICA

Octavio Gomez
OCTÁVIO LOPES ADVOGADOS
- MIRANDA ALLIANCE

Octávio Lopes
OCTÁVIO LOPES ADVOGADOS
- MIRANDA ALLIANCE

João Daniel Vaz Jr.
TRANSVAZ, LDA

GUYANE

Cliffon Mortimer Llewelyn
John
ATTORNEY-AT-LAW

Mark Waldron
ATTORNEY-AT-LAW

Roger Yearwood
BRITTON, HAMILTON &
ADAMS

Josephine Whitehead
CAMERON & SHEPHERD

Germene Stewart
CENTRAL HOUSING &
PLANNING AUTHORITY

Raphael Trotman
CHAPMAN & TROTMAN

Colin Murray
COASTAL CONSTRUCTION
SERVICES

Desmond Correia
CORREIA & CORREIA LTD.

Carol Paul
DEEDS REGISTRY, LAW COURTS

Garry Ramlochan

Godwin F. McPherson

K.A. Juman-Yessi
GUYANA OLYMPIC
ASSOCIATION

C.A. Nigel Hughes
HUGHES, FIELDS & STOBY

Harinarine Singh
INTEGRITY COMMISSION

Chris Fernandes
JOHN FERNANDES LTD.

Juman Yessi

Kashir Khan

Ashton Chase
LAW OFFICE OF ASHTON
CHASE

William Sampson
LINCOLN CHAMBERS &
ASSOCIATES

Leslie Sobers

Lucia Loretta Desir

Edward Luckhoo
LUCKHOO & LUCKHOO

Gidel Thomsides
NATIONAL SHIPPING
CORPORATION LTD.

Gary Holder
ORIN HINDS & ASSOCIATES
ARCH. LTD.

Christopher Ram
RAM & McRAE

Rakesh Latchana
RAM & McRAE

Troy Williams
RAM & McRAE

Narendra Singh
REGISTRAR

Nigel Niles
ROBIN M.S. STOBY, S.C.

Robin Stoby
ROBIN M.S. STOBY, S.C.

R.N. Poonai

Rexford Jackson
SINGH, DOODNATH LAW
FIRM

HAITI

Marc Kinson Antoine
A.I. SHIPPING INTERNATIONAL

Hamelkart Ataya
ABU-GHAZALEH LEGAL

Leon Saint -Louis
AVOCAT

Margarette Sanon
BANQUE DE LA REPUBLIQUE
D'HAITI

Jean Erick Alexis
BANQUE DE LA RÉPUBLIQUE
D'HAÏTI

Marc Hebert Ignace
BANQUE DE LA RÉPUBLIQUE
D'HAÏTI

Robinson Charles
BANQUE DE LA RÉPUBLIQUE
D'HAÏTI

Adele Decastro
BROWN LEGAL GROUP

Gemma Anglade
BROWN LEGAL GROUP

Jean Baptiste Brown
BROWN LEGAL GROUP

Steve Christian Brown
BROWN LEGAL GROUP

Christian De Lespinasse
CABINET DE LESPINASSE

Jean Gerard Eveillard
CABINET EVEILLARD

Enerlio Gassant
CABINET GASSANT

Eneland Jabouin
CABINET JABOUIN REGIS
DESCARDES

Robert Laforest
CABINET LAFOREST

Louis Gary Lissade
CABINET LISSADE

Salim Succar
CABINET LISSADE

Claudette Belfont
CABINET PIERRE DELVA

Jean Frederic Sales
CABINET SALES

Pierre Brierre
COMPTABLE

Diggan d'Adesky
D'ADESKY IMPORT EXPORT
S.A.

Emile Giordani

Garry Lhérisson

Gilbert Giordani

Raoul Celestin
LES ENTREPRISES
COMMERCIALES JOSEPH
NADAL S.A.

Martine Chevalier

Joseph Palliant
ORDRE DES COMPTABLES
PROFESSIONNELS AGREE
D'HAÏTI

Edmonde Suplice Beauzile
PARLIAMENT

Youri Latortue
PARLIAMENT

Paul Emile Simon

Rigaud Duplan

Amos Durosier
ULLC

Kareen T. Laplanche
UN HABITAT

Jean Vandal
VANDAL & VANDAL

HONDURAS

Adolfo Pineda Padilla

Enrique Rodriguez Burchard
AGUILAR CASTILLO LOVE

Dino Rietti
ARQUITECNIC

Carmen Chevez
COMISION NACIONAL DE
BANCOS Y SEGUROS

Janeth Castañeda
CROPA PANALPINA
TEGUCIGALPA

Jose Conrado Osorio
McCormick
GRUPO MCCOS

Juan Carlos Mejía Cotto
INSTITUTO DE LA PROPIEDAD

Jose Ramon Paz
J.R. PAZ & ASOCIADOS

José Rafael Rivera Ferrari

Allan Elvir
LEXINCORP

Maria del Carmen Jovel
PRICewaterhouseCOOPERS

Ramón E. Morales
PRICewaterhouseCOOPERS

Ramon Ortega
PRICewaterhouseCOOPERS

Marysabel Maldonado
PRICewaterhouseCOOPERS
LEGAL SERVICES

Milton Rivera
PRICewaterhouseCOOPERS
LEGAL SERVICES

Victor Garcia
PRICewaterhouseCOOPERS
LEGAL SERVICES

Ramon Discua

Stephen Daniels

Roberto Manuel Zacarías
Urrutia
ZACARÍAS & ASOCIADOS

HONG KONG, CHINE

Simon Smith
ALLENS ARTHUR ROBINSON

Tommy Li
BURKE, FUNG & LI SOLICITORS

Andrew Dale
COUDERT BROTHERS IN
ASSOCIATION WITH ORRICK,
HERRINGTON & SUTCLIFFE

Billy Wong
COUDERT BROTHERS IN
ASSOCIATION WITH ORRICK,
HERRINGTON & SUTCLIFFE

David Lawrence
DEACONS

EXCELLENCE INTERNATIONAL

Philip Smart
FACULTY OF LAW -
UNIVERSITY OF HONG KONG

Roderick John Sutton
FERRIER HODGSON LIMITED

David Hooi
FINANCIAL SECRETARY'S
OFFICE

Matthew Mui
FINANCIAL SECRETARY'S
OFFICE

GARMENT

Richard Tollan
JOHNSON STOKES & MASTER,
MEMBER OF LEX MUNDI

Patrick Fontaine
LINKLATERS

Martinal Quan
METOPRO ASSOCIATES
LIMITED

Leonard Ng
ORRICK, HERRINGTON &
SUTCLIFFE LLP

Mimi Sze
ORRICK, HERRINGTON &
SUTCLIFFE LLP

Agatha Chan
PRICewaterhouseCOOPERS

Rod Houn Lee
PRICewaterhouseCOOPERS

Raymond Wong
PRICewaterhouseCOOPERS
LEGAL SERVICES

Raymond Wong
JOHNSON, STOKES & MASTER,
MEMBER OF LEX MUNDI

RICH TIEM ENTERPRISE LTD.

Bertrand Guez
SDV LTD.

Simon Kai
SDV LTD.

Thomas Duplan
SDV LTD.

William Chong
SDV LTD.

Chi May Kwok
SQUIRE, SANDERS & DEMPSEY

Nicholas Chan
SQUIRE, SANDERS & DEMPSEY

Sara Tong
TEMPLE CHAMBERS

Stephen Briscoe

Albert P.C. Chan
THE HONG KONG
POLYTECHNIC UNIVERSITY

Alex Chan
THE LAND REGISTRY OF HONG
KONG

Lawrence Tsong Tsong
TRANSUNION LTD.

Charles D. Booth
UNIVERSITY OF HAWAII

Keith Man Kei Ho
WILKINSON & GRIST

HONGRIE

Zsuzsanna Cseri
BÁRD, CSERI & PARTNERS
LAW FIRM

György Fehér
BELLÁK & PARTNERS LAW
OFFICE, MEMBER OF IUS
LABORIS

Judit Nagy
BELLÁK & PARTNERS LAW
OFFICE, MEMBER OF IUS
LABORIS

Zoltán Gvenge
BELLÁK & PARTNERS LAW
OFFICE, MEMBER OF IUS
LABORIS

BERINGER ALLEN & OVERY
IRODA

Pethő Ádám
BISZ CENTRAL CREDIT
INFORMATION LTD.

Anna Gáspár
BUILD-ECON LTD.

Tamás Saád
BUILD-ECON LTD.

Zoltan Krausz
BUILD-ECON LTD.

Judit Bókai
DR BÓKAI NOTARY OFFICE

Ádám Tóth
DR. TÓTH & DR. GÁSPÁR
KÖZJEGYZŐI IRODA

Mark Balastay
FUTUREAL HOLDING CO.

IFS LTD.

Péter Bárdos
LAW FIRM DR. PÉTER AND
RITA BÁRDOS

Rita Bárdos
LAW FIRM DR. PÉTER AND
RITA BÁRDOS

Csaba Pigler
NAGY ÉS TRÓCSÁNYI LAW
OFFICE, MEMBER OF LEX
MUNDI

Péter Berethalmi
NAGY ÉS TRÓCSÁNYI LAW
OFFICE, MEMBER OF LEX
MUNDI

Viktória Szilágyi
NAGY ÉS TRÓCSÁNYI LAW
OFFICE, MEMBER OF LEX
MUNDI

Christopher Noblet
PARTOS & NOBLET LOVELLS

Andrea Kocziha
PRICewaterhouseCOOPERS
KFT

Dora Mathe
PRICewaterhouseCOOPERS
KFT

Gabriella Erdos
PRICewaterhouseCOOPERS
KFT

Norbert Izer
PRICewaterhouseCOOPERS
KFT

Russell Lambert
PRICewaterhouseCOOPERS
KFT

Tibor Torok
PRICewaterhouseCOOPERS
KFT

Dóra Horváth
RÉTI, ANTALL &
MADL LANDWELL,
PRICewaterhouseCOOPERS
LEGAL SERVICES

Gabor Eisenbacher
RÉTI, ANTALL &
MADL LANDWELL,
PRICewaterhouseCOOPERS
LEGAL SERVICES

László Réti
RÉTI, ANTALL &
MADL LANDWELL,
PRICewaterhouseCOOPERS
LEGAL SERVICES

László Szűcs
RÉTI, ANTALL &
MADL LANDWELL,
PRICewaterhouseCOOPERS
LEGAL SERVICES

Péter Mezei
RÉTI, ANTALL &
MADL LANDWELL,
PRICewaterhouseCOOPERS
LEGAL SERVICES

László Réti
RÉTI, ANTALL &
MADL LANDWELL,
PRICewaterhouseCOOPERS
LEGAL SERVICES

László Réti
RÉTI, ANTALL &
MADL LANDWELL,
PRICewaterhouseCOOPERS
LEGAL SERVICES

László Réti
RÉTI, ANTALL &
MADL LANDWELL,
PRICewaterhouseCOOPERS
LEGAL SERVICES

László Réti
RÉTI, ANTALL &
MADL LANDWELL,
PRICewaterhouseCOOPERS
LEGAL SERVICES

László Réti
RÉTI, ANTALL &
MADL LANDWELL,
PRICewaterhouseCOOPERS
LEGAL SERVICES

László Réti
RÉTI, ANTALL &
MADL LANDWELL,
PRICewaterhouseCOOPERS
LEGAL SERVICES

László Réti
RÉTI, ANTALL &
MADL LANDWELL,
PRICewaterhouseCOOPERS
LEGAL SERVICES

László Réti
RÉTI, ANTALL &
MADL LANDWELL,
PRICewaterhouseCOOPERS
LEGAL SERVICES

László Réti
RÉTI, ANTALL &
MADL LANDWELL,
PRICewaterhouseCOOPERS
LEGAL SERVICES

Zoltán Várszegi
RÉTI, ANTALL &
MADL LANDWELL,
PRICewaterhouseCOOPERS
LEGAL SERVICES

Ágnes Szent-Ivány
SÁNDOR SZEGEDI SZENT-IVÁNY
& KOMÁROMI

SZARVASI ÁLTALANOS
INFORMATIKAI KFT

András Szecskay
SZECSKAY - ATTORNEYS-AT-
LAW

Hedi Bozsonyik
SZECSKAY - ATTORNEYS-AT-
LAW

Sándor Németh
SZECSKAY - ATTORNEYS-AT-
LAW

Vera Várkonyi

INDE

3 GLOBAL SERVICES

A - 1 ELECTRICALS

A K EXPORTS

AAR PEE INDUSTRIES

ADWORKS

AJAY ENTERPRISES

ALLY EXIM

AMARCHAND & MANGALDAS
& SURESH A. SHROFF & CO.,
MEMBER OF LEX MUNDI

AMEES TRADING & SERVICES
PVT. LTD.

AMMAN ENTRPRISES

AM-TECH ENGINEERING
SERVICES

ANANT INDUSTRIES

ANUJ WOOLLENS PVT. LTD.

ARCATA TRADE-LINKS PVT.
LTD.

ASIATIC COLOURCHEM
INDUSTRIES LTD.

B&G COMBINES

BABY BOOM

BARTRONICS INDIA LTD.

BASUNDHARA OVERSEAS

BHASIN INTERNATIONAL

BLUE BLENDS INDIA LTD.

BOHRA RUBBER PVT. LTD.

BOKSI INTERNATIONAL

CANAR EXPORTS

Harminder Chawla
CHAWLA & CO.

Neti Paul
CHAWLA & CO.

Rudra Srivastava
CHAWLA & CO.

CHONAR ENTERPRISES

CLORIWAT WATER PURIFIER
PVT. LTD.

Rajendranath Bharati
CONCORDE ZOOM

Harshala Chandorkar
CREDIT INFORMATION BUREAU
LTD.

DAKSHIN KREATIONS PVT.
LTD.

DERIKA INTERNATIONAL

Vijay G. Kalantri
DIGHI PORT LTD.

DOSS TRADERS

Anand Nivas
DRAGON EXPRESS FREIGHT
PVT. LTD.

Vijayadas Saji
DRAGON EXPRESS FREIGHT
PVT. LTD.

EASTERN MEDIKIT LTD.

ELAM STONES

EMERALD INTERNATIONAL

ESHYL SERVICES

EXCEL ENTERPRISES

Vinod T
EXPEDITORS INTERNATIONAL
PVT. LTD.

FERROCRAFTS

FLEX INDUSTRIES LTD.

Ajay Khatlawala
FOX MANDAL

Anuja Trivedi
FOX MANDAL

Radhika Sankaran
FOX MANDAL

Santanu Roy
FOX MANDAL

Shreyas Patel
FOX MANDAL

Siddharth Seshan
FOX MANDAL

Som Mandal
FOX MANDAL

G.P. SYSTEMS

GAFOOR EXPORTS

GAMZEN PLAST PVT. LTD.

GANAPATI UDYOG

GAYATRI INTERNATIONAL
TRADING CO.

GAYATRI POLYMERS &
GEOSYNTHETICS.

GIVE IMPEX

GNA UDYOG LTD.

GRORICH HORIVERT PVT. LTD.

HARSH IMPEX

INDUSINOIMPEX

Abhishek Saket

INFINI JURIDIQUE

Aparna Tripathy
INFINI JURIDIQUE

Manish Madhukar
INFINI JURIDIQUE

INNOVATIVE ECO-CARE PVT.
LTD.

J. J. EXPORTS

Nitin Potdar
J. SAGAR ASSOCIATES,
ADVOCATES & SOLICITORS

Dheep Kumar
JBS SHIPPING & MARINE
CONSULTANTS

JKG SERVICES

JOHN FABRIX

Anuradha Sharma
KACHWAHA & PARTNERS

Sumeet Kachwaha
KACHWAHA & PARTNERS

Vasanth Rajasekaran
KACHWAHA & PARTNERS

KALKI INTERNATIONAL

C.V. Ganesh
KARTHIK DIESEL SALES &
SERVICE

Koshy G. George
KARTHIK DIESEL SALES &
SERVICE

KAVJESS EXPORT IMPORT
TRADING COMPANY

Aashii Yadav
KESAR DASS B & ASSOCIATES

Sumant Batra
KESAR DASS B & ASSOCIATES

Nitin Sharma
KESAR DASS B. & ASSOCIATES

KHYATI ENTERPRISES

KISSAN IRON WORKS

KNIGHT TRADING CO.

Mukesh Kumar
KNM & PARTNERS, LAW
OFFICES

Vijay Nair
KNM & PARTNERS, LAW
OFFICES

Vipender Mann
KNM & PARTNERS, LAW
OFFICES

KUNAL EXPORTS

LAXMI COMPUGRAPHICS PVT.
LTD.

LEELARAM EXPORTS PVT. LTD.

Ramesh K.K.
LEEMIK LOGISTICS PVT. LTD.

Shrishail Kittad
LEGASIS SERVICES PVT. LTD.

Suhas Tuljapurkar
LEGASIS SERVICES PVT. LTD.

LEO CIRCUIT BOARDS PVT.
LTD.

Mangesh Jadhav
LG ELECTRONICS I P LTD.

Dara Mehta
LITTLE & CO.

Rajas Kasbekar
LITTLE & CO.

M/S ANGEL CREATIONS INC.

M/S GLOBE EXPORTS

M/S P.C. MERCHANDISE

M/S RAHUL CRAFTS

M/S REGENCY EXPORTS

M/S SUSHRUT MOLDS & DIES

M/S VISHAL WOOLLEN MILLS

M/S VIVY FASHIONS

M/S WELDONE TEXTILES

MAERSK PVT. LTD.

MAGNUS SPERANZA

MALANI GEMS & JEWELS

MANGAL EXPORTS

MARIAN MARKETING

MAZTECH INTERNATIONAL

MEKATRONICS PRODUCTS
PVT. LTD.

MESHA PARADISE

Satish Murti
MURTI & MURTI
INTERLATIONAL LAW FIRM

NAREN ELECTRONICS AND
SERVICES

NEO MULTIMEDIAN

NEVITAD DISTILLERS PVT.
LTD.

NEW FIBRE GLASS INDUSTRIES

NEWRAMA

NINE INTERNATIONAL

OASIS ENTERPRISES

Murli Nagrani

PAN LINER CLEARING &
FORWARDING AGENCY

PARAGON INDUSTRIES

PARAM OVERSEAS

Parveen Kumar

PARNAMI OVERSEAS LOGISTICS
PVT. LTD.

PARTNERSHIP

PATSONS INDIA

PONMANI KNITTING CO.

PORTOWORLD

PREETI WOOLLENS

PREMAA TEXTILES

Amit Agarwal
PRICEWATERHOUSECOOPERS

Nityanand Gupta
PRICEWATERHOUSECOOPERS

R. Muralidharan
PRICEWATERHOUSECOOPERS

Rahul Garg
PRICEWATERHOUSECOOPERS

Ravi Prakash
PRICEWATERHOUSECOOPERS

Richa Agarwal
PRICEWATERHOUSECOOPERS

Rohini Aggarawal
PRICEWATERHOUSECOOPERS

Sandhya Vishal
PRICEWATERHOUSECOOPERS

Jawahar Kothari
PROFOUND OUTSOURCING
SOLUTIONS PVT. LTD.

Vir Gandhi
PROFOUND OUTSOURCING
SOLUTIONS PVT. LTD.

PROMAX CORPORATION

QG EXPORTS

R. K. INDUSTRIES

RAHUL EXPORTS

RAJ GHARANA GEMS

RAJA EXPORTS

RELIABLE TEXTILE

RELIABLE TRANS & IMPEX
SERVICES PVT. LTD.

RSN CONSULTANCY &
EXPORTS

SAAVI AGRO MUSHROOMS

SARIT EXPORTS CONSORTIUM

SAURASHTRA SOLID
INDUSTRIES PVT. LTD.

SEVEN STARS SANSPAREIL

Oommen George
SGSL SHIPPING & LOGISTICS
PVT. LTD.

SHACHI ENGINEERING PVT.
LTD.

SHREE MATHA EXPORTS

SHRI ABINAYA MERCANTILES
PVT. LTD.

SHRI RAMDEV EXPORTS

SHRI SAI EXPORTS

Dipak Rao
SINGHANIA & PARTNERS,
SOLICITORS & ADVOCATES

Manju Mohotra
SINGHANIA & PARTNERS,
SOLICITORS & ADVOCATES

Ravinder Singhania
SINGHANIA & PARTNERS,
SOLICITORS & ADVOCATES

SMGL CORPORATION

SOUNDHARYA ENTERPRISES

SPACE GRANITE AND MARBLES

Anant Jhunjhunwala
SPACE INTERNATIONAL

SPARK PERIPHERAL
TECHNOLOGIES

SPARTAN TRENDS INC.

SRINARAYANAS GARMENTS
PVT. LTD.

SSGRANDSON GROUP CO.

SSKS INFOTECH

SUKIRTI OVERSEAS

SURAJ ENTERPRISES

T.S. CLASSIQUE

TEXTILE MACHINERY MFG CO.

TMG AGRO SOLUTIONS PVT.
LTD.

Anand Prasad
TRILEGAL

Kaviraj Singh
TRUSTMAN & CO.

TULJA INTERNATIONAL

UNIWORLD TRADING CO.

VAIBRANT BIOFUELS

Balachandran I
VARUNAPRIYA

VETRI INTERNATIONAL

Vinay Gupta
VINAY K GUPTA & CO.

VSS ASSOCIATES

ZEDD TRADE

ZEBRA HOSIERIES

ZEUS EXIM

INDONESIE

Andre Panggabean
ALI BUDIARDJO, NUGROHO,
REKSODIPUTRO, MEMBER OF
LEX MUNDI

Ayik Gunadi
ALI BUDIARDJO, NUGROHO,
REKSODIPUTRO, MEMBER OF
LEX MUNDI

Ernst G. Tehuteru
ALI BUDIARDJO, NUGROHO,
REKSODIPUTRO, MEMBER OF
LEX MUNDI

Ferry P. Madian
ALI BUDIARDJO, NUGROHO,
REKSODIPUTRO, MEMBER OF
LEX MUNDI

Hamud M. Balfas
ALI BUDIARDJO, NUGROHO,
REKSODIPUTRO, MEMBER OF
LEX MUNDI

Indra Setiawan
ALI BUDIARDJO, NUGROHO,
REKSODIPUTRO, MEMBER OF
LEX MUNDI

Kevin Omar Sidharta
ALI BUDIARDJO, NUGROHO,
REKSODIPUTRO, MEMBER OF
LEX MUNDI

Nafis Adwani
ALI BUDIARDJO, NUGROHO,
REKSODIPUTRO, MEMBER OF
LEX MUNDI

BAKRIE NIAGA TEHNIK

BANK OF INDONESIA

Hartono Parbudi
BIRO KREDIT

Ahmad Fadli
BRIGITTA I. RAHAYOE &
SYAMSUDDIN

Brigitta I. Rahayoe
BRIGITTA I. RAHAYOE &
SYAMSUDDIN

Rick Beckmann
BRIGITTA I. RAHAYOE &
SYAMSUDDIN

BUANA ELEKTRONIK

CV. JAVANUSA FURNI

ELHA INTERIOR

FORTUNE ENTERPRISE

Alexander Nainggolan
HADROMI & PARTNERS

Iqbal Hadromi
HADROMI & PARTNERS

Andre Rahadian
HANAFIAH PONGGAWA &
PARTNERS

Fabian Buddy Pascoal
HANAFIAH PONGGAWA &
PARTNERS

Iswahjudi A. Karim
KARIMSYAH LAW FIRM

Karen Mills
KARIMSYAH LAW FIRM

Gatot Sanyoto
KUSNANDAR & CO.

Winita E. Kusnandar
KUSNANDAR & CO.

Galinar Kartakusuma
MAKARIM & TAIRA S.

Jenny Budiman
MAKARIM & TAIRA S.

Rika Hardaini
MAKARIM & TAIRA S.

MINE AND HERS
INTERNATIONAL

Almer Apon
PT BUANA MAS CITRA
LESTARI

PT KARYA MULIA

PT NOMINASI CHANDRA
WISATA

Ray Headifen
PT PRIMA WAHANA CARAKA /
PRICEWATERHOUSECOOPERS

Robertus Winarto
PT PRIMA WAHANA CARAKA /
PRICEWATERHOUSECOOPERS

Yuni Triuningsih
PT PRIMA WAHANA CARAKA /
PRICEWATERHOUSECOOPERS

PT RUBY PRIVATINDO

PT TEMPO INTI MEDIA Tbk.

Arfidee Dwi Saraswati
SSEK INDONESIA LEGAL
CONSULTANTS

Darrell R. Johnson
SSEK INDONESIA LEGAL
CONSULTANTS

Ira A. Eddymurthy
SSEK INDONESIA LEGAL
CONSULTANTS

TAGAYA FLORINDO
INTERNATIONAL

Bambang Soelaksono
THE SMERU RESEARCH
INSTITUTE

Gatot Triprasetyo
WIDYAWAN & PARTNERS

YICHENG INTERNATIONAL

IRAN

Behzad Feizi
AGAHAH & CO.

ALVAND SAYAN
INTERNATIONAL TRADING
CO, LTD.

Babak Namazi
ATIEH ASSOCIATES

Faraz Naji
ATIEH ASSOCIATES

Parisa Mazaheri
ATIEH ASSOCIATES

ATIEH INTERNATIONAL
TRANSPORT CO.

Jamal Seifi
DR. JAMAL SEIFI &
ASSOCIATES

Mir Shabbiz Shaf'ee
DR. JAMAL SEIFI &
ASSOCIATES

FGR Co.

Reza Askari
FOREIGN LEGAL AFFAIRS
GROUP

Behrooz Akhlaghi
INTERNATIONAL LAW OFFICE
OF DR.BEHROOZ AKHLAGHI &
ASSOCIATES

Akbar Hendizadeh
IRAN COUNSELORS

Pejman Eshtehardi
IRAN COUNSELORS

Rouzbeh Hazrati
IRAN COUNSELORS
KTSCO

Mahmoud Ebadi Tabrizi
M. EBADI TABRIZI &
ASSOCIATES

Yahya Rayegani
MBSR LAW OFFICE

NEJAT STEEL Co.

Nader Sheybani
SHEYBANI & ASSOCIATES

Cyrus Shafizadeh
TAVAKOLI & SHAHABI

Mostafa Shahabi
TAVAKOLI & SHAHABI

Mozaffar Mohammadian
TEEMA BAR INTERNATIONAL
TRANSPORT

IRAQ

Ahmad Al Jannabi

Husam Addin Hatim
AL FADHAA CO. LTD.

Florian Amereller
AMERELLER RECHTSANWÄLTE

Stephan Jäger
AMERELLER RECHTSANWÄLTE

Farquod Al-Salman
F. H. AL-SALMAN & Co.

Ahmed Abboud Al-Janabi
MENA ASSOCIATES

Hadeel Al Janabi

Hadeel Salih Abboud Al-
Janabi
MENA ASSOCIATES

Hussein A. H. Damirji
THE NEW IRAQ LAW FIRM

IRLANDE

Niav Ohiggins
ARTHUR COX, MEMBER OF LEX
MUNDI

John Doyle
DILLON EUSTACE

Niamh Loughran
DILLON EUSTACE

Barry O'Neill
EUGENE F. COLLINS
SOLICITORS

Gavin Doherty
EUGENE F. COLLINS
SOLICITORS

Gavin Simons
EUGENE F. COLLINS
SOLICITORS

Sinead Power
IRISH CREDIT BUREAU

Colm Walsh
IRISH INTERNATIONAL
FREIGHT ASSOCIATION

Garrett Breen
LANDWELL,
PRICEWATERHOUSECOOPERS
LEGAL SERVICES

Alan Browning
LK SHIELDS SOLICITORS,
MEMBER OF IUS LABORIS

Eoin Cunneen
LK SHIELDS SOLICITORS,
MEMBER OF IUS LABORIS

Fiona Thornton
LK SHIELDS SOLICITORS,
MEMBER OF IUS LABORIS

Gillian Dully
LK SHIELDS SOLICITORS,
MEMBER OF IUS LABORIS

Ian Lavelle
LK SHIELDS SOLICITORS,
MEMBER OF IUS LABORIS

Jonathan Cullen
LK SHIELDS SOLICITORS,
MEMBER OF IUS LABORIS

Richard Curran
LK SHIELDS SOLICITORS,
MEMBER OF IUS LABORIS

Judith Riordan
MASON HAYES & CURRAN

Maurice Phelan
MASON HAYES & CURRAN

Micheál Grace
MASON HAYES & CURRAN

Will Carmody
MASON HAYES & CURRAN

Georgina Kabemba
MATHESON ORMSBY PRENTICE

Paul Glenfeld
MATHESON ORMSBY PRENTICE

Colm Kelly
PRICEWATERHOUSECOOPERS

Gavan Neary
PRICEWATERHOUSECOOPERS

Margaret Masterson
PRICEWATERHOUSECOOPERS

Brendan Sharkey
REDDY CHARLTON MCKNIGHT

Elaine McGrath
REDDY CHARLTON MCKNIGHT

Maev Valsh
REDDY CHARLTON MCKNIGHT

ISLANDE

BBA LEGAL

Eyvindur Sólness

Skuli Th. Fjeldsted
FJELDSTED, BLÖNDAL &
FJELDSTED

Fridgeir Sigurdsson

Sigrun Helga Johannsdottir
FULLTINGI LEGAL SERVICES

Bergþór Þormóðsson
ISTAK

Erlingur E. Jónasson
ISTAK

Ragna Matthíasdóttir
ISTAK

Johanna A. Jónsdóttir

Kristján Pálsson

JÓNAR TRANSPORT

Reynir Haraldsson

JÓNAR TRANSPORT

Edda Andradóttir

JURIS LAW OFFICE

Jóhannes R. Jóhannsson

JURIS LAW OFFICE

Stefán A. Svansson

JURIS LAW OFFICE

Björg Arnardóttir
LÁNSTRAUST LTD/ CREDITINFO
GROUP

Erlendur Gíslason
LOGOS, MEMBER OF LEX
MUNDI

Gunnar Sturluson
LOGOS, MEMBER OF LEX
MUNDI

Elin Arnadóttir
PRICEWATERHOUSECOOPERS
HF.

Ásta Kristjánsdóttir
PRICEWATERHOUSECOOPERS
LEGAL SERVICES

Elisabet Guðbjörnsdóttir
PRICEWATERHOUSECOOPERS
LEGAL SERVICES

Steinþor Haraldsson
RÍKISSKATTSTJÓRI

Vala Valtýsdóttir
TAXIS ATTORNEYS

Margrét Hauksdóttir
THE LAND REGISTRY OF
ICELAND

ISRAËL

A. MOSKOVITS & SONS LTD.

Gideon Koren
BEN ZVI KOREN & CO. LAW
OFFICES

Daniel Singerman
BUSINESS DATA ISRAEL +
PERSONAL CHECK

Jakob Melcer Adv.
E. S. SHIMRON, I. MOLHO,
PERSKY & CO.

Dina Brown
ELCHANAN LANDAU LAW
OFFICES

June Dilevsky
ISRAEL SECURITIES
AUTHORITY

Gerry Seligman
KESSELMAN & KESSELMAN

Koby Cohen
KESSELMAN & KESSELMAN

Lior Crystal
KESSELMAN & KESSELMAN

Vered Kirshner
KESSELMAN & KESSELMAN

Zeev Katz
KESSELMAN & KESSELMAN

Clifford Davis
S. HOROWITZ & Co., MEMBER
OF LEX MUNDI

Michelle Liberman
S. HOROWITZ & Co., MEMBER
OF LEX MUNDI

Ofer Bar-On
SHAVIT BAR-ON GAL-ON TZIN
NOV YAGUR, LAW OFFICES

Ron Ben-Menachem
WEIL, GOTSHAL & MANGES
LLP

Aaron Jaffe
YIGAL ARNON & Co.

Paul Baris
YIGAL ARNON & Co.

Ronen Bar-Even
ZEEV WEISS LAW OFFICES

ITALIE

Giovanni Izzo
ABBATESCIANNI STUDIO
LEGALE E TRIBUTARIO

Alessandro Caridi

Gennaro Cassiani
ARCHITECT

Carlo Bruno
ASHURST

Paola Flora
ASHURST

Vincenzo Giannantonio
ASHURST

Maria Pia Ascenzo
BANK OF ITALY

Bill Harrison-Cripps

Fabrizio Colonna
CAMOZZI BONISSONI
VARRENTI & ASSOCIATI

Marco Ettorre
CAMOZZI BONISSONI
VARRENTI & ASSOCIATI

Pier Andrea Fré Torelli
Massini
CARABBA & PARTNERS

Alessandra Palladini
CLEARY GOTTlieb STEEN &
HAMILTON LLP

Alessandro Pellegrini
CLEARY GOTTlieb STEEN &
HAMILTON LLP

Benedetta Vannini
CLEARY GOTTlieb STEEN &
HAMILTON LLP

Claudio Di Falco
CLEARY GOTTlieb STEEN &
HAMILTON LLP

Giovanni B. Sandicchi
CLEARY GOTTlieb STEEN &
HAMILTON LLP

Patrizia Masselli
CLEARY GOTTlieb STEEN &
HAMILTON LLP

Roberto Bonsignore
CLEARY GOTTlieb STEEN &
HAMILTON LLP

Tommaso Ariani
CLEARY GOTTlieb STEEN &
HAMILTON LLP

CRIF S. P.A.

Giuseppe Antonio Recchia
FACULTY OF LAW -
UNIVERSITY OF FOGGIA

Madia D'Onghia
FACULTY OF LAW -
UNIVERSITY OF FOGGIA

Valentina Pasquarella
FACULTY OF LAW -
UNIVERSITY OF FOGGIA

Francesco Nuzzolo

Mattia Colonnelli de Gasperi
FRESHFIELDS BRUCKHAUS
DERINGER

Stefano Macchi di Cellere
JONES DAY

KLAMFLEXEUROPE S.R.L.

Angelo Zambelli
LABLAW STUDIO LEGALE -
FAILLA, ROTONDI & ZAMBELLI

Vincenzo Fabrizio Giglio
LABLAW STUDIO LEGALE -
FAILLA, ROTONDI & ZAMBELLI

LORAN LTD.

Silvio Tersilla
LOVELLS

Marco Vozzi

Giancarlo Laurini
NOTAIO GIANCARLO LAURINI

Mario Miccoli
NOTAIO MICCOLI

Paolo Pasqualis
NOTARY

Sergio Calderara
NUNZIANTE MAGRONE

Giorgio Cherubini
PIROLA PENNUTO ZEI
ASSOCIATI

Chiara Tufarelli
RISTUCCIA & TUFARELLI

Gaia Silvi
RISTUCCIA & TUFARELLI

Luca Tufarelli
RISTUCCIA & TUFARELLI
Marianna Ristuccia
RISTUCCIA & TUFARELLI
Luigi Brunetti
SDV
Piervincenzo Spasaro
SPASARO DE MARTINIS LAW
FIRM

Fabrizio Mariotti
STUDIO LEGALE BELTRAMO

Susanna Beltramo
STUDIO LEGALE BELTRAMO

Federico Guasti
STUDIO LEGALE GUASTI

Giuseppe Ramondelli
STUDIO LEGALE NOTARILE
DI FABIO RAMONDELLI
CANTAMAGLI

Lamberto Schiona
STUDIO LEGALE SCHIONA

Paolo Pedrazzoli
STUDIO NOTAIO PEDRAZZOLI

Emanuele Ferrari
STUDIO NOTARILE FERRARI

Fabrizio Acerbis
TLS /
PRICewaterhouseCOOPERS

Filippo Zucchinelli
TLS /
PRICewaterhouseCOOPERS
LEGAL SERVICES

Gaetano Arnò
TLS /
PRICewaterhouseCOOPERS
LEGAL SERVICES

Paola Barazzetta
TLS /
PRICewaterhouseCOOPERS
LEGAL SERVICES

Salvatore Cuzzocrea
TLS /
PRICewaterhouseCOOPERS
LEGAL SERVICES

Valeria Morossini
TOFFOLETTO E SOCI LAW
FIRM, MEMBER OF IUS LABORIS

Paolo Fergola
UNIVERSITY OF TURIN

Maria Grazia Medici
VERUSIO E COSMELLI STUDIO
LEGALE

JAMAÏQUE

Nicole Foga
FOGA DALEY & Co.

GLOBAL TRADING

Herbert Winston Grant
GRANT, STEWART, PHILLIPS
& Co.

Karen Wilson
Noel Mcken
KIER CONSTRUCTION LTD.

Alicia P. Hussey
MYERS, FLETCHER & GORDON,
MEMBER OF LEX MUNDI

Corrine N. Henry
MYERS, FLETCHER & GORDON,
MEMBER OF LEX MUNDI

Dave García
MYERS, FLETCHER & GORDON,
MEMBER OF LEX MUNDI

Hilary Reid
MYERS, FLETCHER & GORDON,
MEMBER OF LEX MUNDI

Lisa Russell
MYERS, FLETCHER & GORDON,
MEMBER OF LEX MUNDI

Malaica Wong
MYERS, FLETCHER & GORDON,
MEMBER OF LEX MUNDI

Sandra Minott-Phillips
MYERS, FLETCHER & GORDON,
MEMBER OF LEX MUNDI

Lorna Phillips
NICHOLSON PHILLIPS,
ATTORNEYS-AT-LAW

Arlene Burton
PRICewaterhouseCOOPERS

Eric Crawford
PRICewaterhouseCOOPERS

Michael Hall
PRICewaterhouseCOOPERS

Viveen Morrison
PRICewaterhouseCOOPERS

Sekeywi Carruthers
SEKEYWI CARRUTHERS &
ASSOCIATES

Humphrey Taylor
TAYLOR CONSTRUCTION LTD.

JAPON

Mijo Fujita
ADACHI, HENDERSON,
MIYATAKE & FUJITA

Toshio Miyatake
ADACHI, HENDERSON,
MIYATAKE & FUJITA

Hideki Thurgood Kano
ANDERSON MORI &
TOMOTSUNE

Michi Yamagami
ANDERSON MORI &
TOMOTSUNE

Yoshimasa Furuta
ANDERSON MORI &
TOMOTSUNE

Shinichiro Abe
BINGHAM MCCUTCHEN
MURASE, SAKAI & MIMURA
FOREIGN LAW JOINT
ENTERPRISE

Yoshihito Shibata
BINGHAM MCCUTCHEN
MURASE, SAKAI & MIMURA
FOREIGN LAW JOINT
ENTERPRISE

CREDIT INFORMATION CENTER
CORP.

Tamotsu Hatasawa
HATASAWA & WAKAI LAW
FIRM

HEALTH FOOD
HEARTLAND COMPANY LTD.

Toshio Taikoji
KAJIMA CORPORATION

Soichiro Fujiwara
MORI HAMADA &
MATSUMOTO

Tohru Motobayashi
MORI HAMADA &
MATSUMOTO

Kenji Utsumi
NAGASHIMA OHNO &
TSUNEMATSU

Eri Sugihara
NISHIMURA & PARTNERS

Kazuhiro Yanagida
NISHIMURA & PARTNERS

Michihiro Mori
NISHIMURA & PARTNERS

Takafumi Nihei
NISHIMURA & PARTNERS

Takanobu Takehara
NISHIMURA & PARTNERS

Yutaro Kawabata
NISHIMURA & PARTNERS

Susumi Kawaguchi
OBAYASHI CORPORATION

Kosei Watanabe
O'MELVENY & MYERS
GAIKOKUHO KYODOJIGYO
HORITSUJIMUSHO

Azniv Ksachikyan
ORRICK, HERRINGTON &
SUTCLIFFE LLP

Laurent Develle
ORRICK, HERRINGTON &
SUTCLIFFE LLP

Naomasa Nakagawa
ORRICK, HERRINGTON &
SUTCLIFFE LLP

Shuhei Tsudo
ORRICK, HERRINGTON &
SUTCLIFFE LLP

Nobuaki Matsuoka
OSAKA INTERNATIONAL LAW
OFFICES

Hiroyuki Suzuki
PRICewaterhouseCOOPERS /
ZEIRISHI-HOJIN CHUOAoyama

Kotaku Kimu
PRICewaterhouseCOOPERS /
ZEIRISHI-HOJIN CHUOAoyama

Shigeru Hasegawa
PRICewaterhouseCOOPERS /
ZEIRISHI-HOJIN CHUOAoyama

TOKYO TRADING Co. LTD.

Kenichi Kojima
USHIJIMA & PARTNERS

JORDANIE

Maher Melhem
ABU-GHAZALEH
PROFESSIONAL CONSULTING
(AGPC)

Mohammed Quttaineh
ABU-GHAZALEH
PROFESSIONAL CONSULTING
(AGPC)

Bassam Abu-Rumman
ALI SHARIF ZU'BI, ADVOCATES
& LEGAL CONSULTANTS,
MEMBER OF LEX MUNDI

Iyad Zawaideh
ALI SHARIF ZU'BI, ADVOCATES
& LEGAL CONSULTANTS,
MEMBER OF LEX MUNDI

Saleh Abdelati
ALI SHARIF ZU'BI, ADVOCATES
& LEGAL CONSULTANTS,
MEMBER OF LEX MUNDI

Omar Aljazy
ALJAZY & Co. ADVOCATES &
LEGAL CONSULTANTS

Sabri Al Khassib
AMMAN CHAMBER OF
COMMERCE

Chaled Abu-Gharbieh
ARCH EPE, ENTERPRISE
BUSINESS SOLUTIONS

Francis Bawab
BAWAB & Co. /
PRICewaterhouseCOOPERS

Stephan Stephan
BAWAB & Co. /
PRICewaterhouseCOOPERS

Zeina Jaradat
BAWAB & Co. /
PRICewaterhouseCOOPERS

Arafat Alfayoumi
CENTRAL BANK OF JORDAN

George Hazboun

Tariq Hammouri
HAMMOURI & PARTNERS

Waddah Rawashdeh
HAMMOURI & PARTNERS

Wafa Aranki
IFC

Eman M. Al-Dabbas
INTERNATIONAL BUSINESS
LEGAL ASSOCIATES

Firas Malhas
INTERNATIONAL BUSINESS
LEGAL ASSOCIATES

Basel Kawar
KAWAR TRANSPORT &
TRANSIT KARGO

Akram Obeidat
KHALIFEH & PARTNERS

Khalid Nazer
KHALIFEH & PARTNERS

Tamara Al-Banna
KHALIFEH & PARTNERS

Ibrahim Abunameh
LAW & ARBITRATION CENTRE

Michael Dabit
MICHAEL T. DABIT &
ASSOCIATES

MUFIDA ART MOSAIC

OMQ AL BIHAR EST.

Azzam Zalloum
ZALLOUM & LASWI LAW FIRM

Rasha Laswi
ZALLOUM & LASWI LAW FIRM

KAZAKHSTAN

Semion Issyk
AEQUITAS LAW FIRM

Nursultan Kassenov
ARISTAN PROPERTY ADVISERS

Amy Clark
ASSISTANCE, LLC LAW FIRM

Maria Lensky
ASSISTANCE, LLC LAW FIRM

Tair Kultelev
ASSISTANCE, LLC LAW FIRM

Zhaniya Ussen
ASSISTANCE, LLC LAW FIRM

Anara Shaikenova
BUSINESS ENVIRONMENT
IMPROVEMENT PROJECT (BY
PRAGMA CORPORATION)

Kelly Seibold
BUSINESS ENVIRONMENT
IMPROVEMENT PROJECT (BY
PRAGMA CORPORATION)

Almaz Dosserbekov
DENTON WILDE SAPTE

Thomas Johnson
DENTON WILDE SAPTE

Timur Khasanov-Batirov
DERBES BREWERY, SUBSIDIARY
OF BBH

Anvar Akhmedov
FIRST CREDIT BUREAU

Pasha Karim
GLOBALINK TRANSPORTATION
& LOGISTICS WORLDWIDE LLP

Sabina Barayeva
JS VENTURE INVESTMENT
FUND JSC

Elvis Roberts
M & M LOGISTICS

Irina Chen
M & M LOGISTICS

Oleg Gnoev
M & M LOGISTICS

Ruslan Murzashev
MCGUIRE WOODS
KAZAKHSTAN LLP, MEMBER OF
LEX MUNDI

Vsevolod Markov
MCGUIRE WOODS
KAZAKHSTAN LLP, MEMBER OF
LEX MUNDI

Asel Umysheva
MICHAEL WILSON & PARTNERS
LTD.

Michael S. Dark
MICHAEL WILSON & PARTNERS
LTD.

Yekaterina V. Kim
MICHAEL WILSON & PARTNERS
LTD.

Abdulkhamid Muminov
PRICewaterhouseCOOPERS

Aliya Utegaliyeva
PRICewaterhouseCOOPERS

Bakhytzhana Kadyrov
PRICewaterhouseCOOPERS

Bob Jurik
PRICewaterhouseCOOPERS

Courtney Fowler
PRICewaterhouseCOOPERS

Elena Kaeva
PRICewaterhouseCOOPERS

Ilyas Jumambaev
PRICewaterhouseCOOPERS

Natalya Revenko
PRICewaterhouseCOOPERS

Dina Kali
PRICewaterhouseCOOPERS
LEGAL SERVICES

Karina Iliusizova
PRICewaterhouseCOOPERS
LEGAL SERVICES

Sergey Kalashnikov
PRICewaterhouseCOOPERS
LEGAL SERVICES

Dina Khakimzhanova
SALANS

Kanat Skakov
SALANS

Yuliya Mitrofanskaya
SALANS

George Akoto
AKOTO & COMPANY
ADVOCATES

Washington Muthamia
ALEXANDRIA FREIGHT
FORWARDERS LTD.

Sonal Sejpal
ANJARWALLA & KHANNA
ADVOCATES

Andrew Mwaura
B. M. MUSAU & Co.
ADVOCATES

Benjamin Musau
B. M. MUSAU & Co.
ADVOCATES

Micky Matheka
B. M. MUSAU & Co.
ADVOCATES

Morris Kimuli
B. M. MUSAU & Co.
ADVOCATES

Muthoni Murage
B. M. MUSAU & Co.
ADVOCATES

Onesmus Nzuki
B. M. MUSAU & Co.
ADVOCATES

Victor Ayieko
B. M. MUSAU & Co.
ADVOCATES

BOBCARE MEDICAL SYSTEMS
LTD.

Fiona Fox
CHUNGA ASSOCIATES

Judy Mwangi
CHUNGA ASSOCIATES

Wachira Ndege
CREDIT REFERENCE BUREAU
AFRICA LTD.

Martin Simiyu
INTERAFRIKA CONSULT

William Maema
ISEME, KAMAU & MAEMA
ADVOCATES

Peter Gachuhi
KAPLAN & STRATTON

KAZURI TREASURES LTD.

Jacqueline Wanjiku
KENYA REVENUE AUTHORITY

George Kigathi
KIGATHI & ASSOCIATES

Jinaro Kibet
OCHIENG, ONYANGO, KIBET
& OHAGA

Tom Onyango
OCHIENG, ONYANGO, KIBET
& OHAGA

Daniel Ngumy
PRICEWATERHOUSECOOPERS

David Tarimo
PRICEWATERHOUSECOOPERS

Dipak Shah
PRICEWATERHOUSECOOPERS

Gavin McEwen
PRICEWATERHOUSECOOPERS

Meenal Shah
PRICEWATERHOUSECOOPERS

Rishit Shah
PRICEWATERHOUSECOOPERS

Adrian Dearing
PRICEWATERHOUSECOOPERS
LEGAL SERVICES

Russell Eastaugh
PRICEWATERHOUSECOOPERS
LEGAL SERVICES

Francis Gichuhi
PRISM DESIGNS AFRICA

Luke Kenei
SIGNON FREIGHT LTD.

Meshack Kipturgo
SIGNON FREIGHT LTD.
VOIPKENYA INTERNATIONAL

Deepen Shah
WALKER KONTOS ADVOCATES

KIRIBATI

Batira Tekanito

Lawrence Muller
BETIO CITY COUNCIL

Batira Tekarmito
DEVELOPMENT BANK OF
KIRIBATI

Romano Reo
LAND MANAGEMENT DIVISION

Kenneth Barden
MINISTRY OF FINANCE

Matereta Raiman
MINISTRY OF FINANCE &
ECONOMIC DEVELOPMENT

OFFICE OF THE PEOPLE'S
LAWYER

Aomoro Amten
TAOABA & AMTEN

KOWEÏT

Abdullah Al-Ayoub
ABDULLAH KH. AL-AYOUB &
ASSOCIATES, MEMBER OF LEX
MUNDI

Jasmin Paurus Kohina
ABDULLAH KH. AL-AYOUB &
ASSOCIATES, MEMBER OF LEX
MUNDI

Sunil Jose
ABU-GHAZALEH LEGAL

Ghina W. Malek
AL KHEBRA LEGAL
CONSULTANTS & LAWYERS

Mohammed H. Al-Dallal
AL KHEBRA LEGAL
CONSULTANTS & LAWYERS

Mary Carmel Byrne
AL MARKAZ LAW FIRM

Roupen Avsharian
AL MARKAZ LAW FIRM

Hossam Abdullah
AL SARRAF & AL RUWAYEH

Sam Habbas
AL SARRAF & AL RUWAYEH

Ihab Abbas
AL-FAHAD & Co, DELOITTE &
TOUCHE

Tim Bullock
AL-FAHAD & Co, DELOITTE &
TOUCHE

Reema Ali
ALI & PARTNERS

Amal Abdallah
AL-SALEH & PARTNERS

Nazih Abdul Hameed
AL-SALEH & PARTNERS

CREDIT INFORMATION
NETWORK

Khaled F. Al Hendi
JUSTICE PALACE - COURT OF
APPEAL

Rola A. Dashti
KUWAIT ECONOMIC SOCIETY

Salah Al-Shammari
KUWAIT OIL Co.

Wayne Fidyk
MASHOR ADVOCATES & LEGAL
CONSULTANTS

Ahmad A.T. Al-Melaifi
NATIONAL ASSEMBLY

PACKAGING AND PLASTIC
INDUSTRIES Co. (KSC)

Mazen A. Khoursheed
PPIC

Labeed Abdal
THE LAW FIRM OF LABEED
ABDAL

Lina A. Adlouni
THE LAW OFFICE OF AL-ESSA
& PARTNERS

Omar Hamad Yousuf Al-Essa
THE LAW OFFICE OF AL-ESSA
& PARTNERS

Mishari M. Al-Ghazali
THE LAW OFFICES OF MISHARI
AL-GHAZALI

Rawan M. Al-Ghazali
THE LAW OFFICES OF MISHARI
AL-GHAZALI

Yousuf M. Al-Ali
THE LAW OFFICES OF MISHARI
AL-GHAZALI

UNION INTERNATIONAL CARGO
GROUP

LESOTHO

Lindiwe Sephomolo
ASSOCIATION OF LESOTHO
EMPLOYERS AND BUSINESS

Theodore Ntlatlapa
DNT ARCHITECTS

HARLEY & MORRIS

MEI & MEI ATTORNEYS INC.

Peter Sands
SDV

Thuso Green
SECHABA CONSULTANTS

Tiisetso Sello-Mafatle
SELLO - MAFATLE CHAMBERS

Dudzile Seamatha
SHEERAN & ASSOCIATES

Marorisang Thekiso
SHEERAN & ASSOCIATES

Mathias Matshe
SHEERAN & ASSOCIATES

Molunngoa Lekhotsa
SHEERAN & ASSOCIATES

Denis Molyneaux
WEBBER NEWDIGATE

LETTONIE

Edijs Poga
BALTMANE & BITĀNS -
ATTORNEYS-AT-LAW

Maris Vainovskis
BALTMANE & BITĀNS -
ATTORNEYS-AT-LAW

Ludmila Kornijenko
BLUEGER & PLAUDE

Andris Ignatenko
ESTMA SIA

Zane Stalberga - Markvarte
HANSA LAW OFFICES

Janis Loze

Daiga Zivtiņa
KLAVINS & SLAIDINS, MEMBER
OF LEX MUNDI

Filip Klavins
KLAVINS & SLAIDINS, MEMBER
OF LEX MUNDI

Mikus Buls
KLAVINS & SLAIDINS, MEMBER
OF LEX MUNDI

Sarmis Spilbergs
KLAVINS & SLAIDINS, MEMBER
OF LEX MUNDI

Andis Čonka
LATVIJAS BANKA

LAW OFFICES BLUEGER &
PLAUDE

Aigars Gozitis
LEJINS, TORGANS & PARTNERS,
MEMBER OF IUS LABORIS

Aldis Gobzems
LEJINS, TORGANS & PARTNERS,
MEMBER OF IUS LABORIS

Dace Silava-Tomsone
LEJINS, TORGANS & PARTNERS,
MEMBER OF IUS LABORIS

Elina Bedanova
LEJINS, TORGANS & PARTNERS,
MEMBER OF IUS LABORIS

Maija Volkova
LEJINS, TORGANS & PARTNERS,
MEMBER OF IUS LABORIS

Ilze Bukaldere
LIEPA, SKOPIŅA/ BORENIUS

Indrikis Liepa
LIEPA, SKOPIŅA/ BORENIUS

Inese Rendeniece
LOZE, GRUNTE & CERS

Aija Klavinska
PRICEWATERHOUSECOOPERS

Gunita Puzule
PRICEWATERHOUSECOOPERS

Zlata Elksnina-Zascirinska
PRICEWATERHOUSECOOPERS

Cameron Greaves
PRICEWATERHOUSECOOPERS

Ilze Abika
SKUDRA & UDRIS LAW
OFFICES

Agris Repss
SORAINEN LAW OFFICES

Andis Burkevics
SORAINEN LAW OFFICES

Brigita Terauda
SORAINEN LAW OFFICES

Ilmars Naglis
SORAINEN LAW OFFICES

Vilmars Vanags

LIBAN

Samir Ali Ahmad
AA ARCHITECTS
Hamelkart Ataya
ABU-GHAZALEH LEGAL

Albert Laham

Chadia El Meouchi
BADRI AND SALIM EL
MEOUCHI LAW FIRM, MEMBER
OF INTERLEGES

Christel Salem
BADRI AND SALIM EL
MEOUCHI LAW FIRM, MEMBER
OF INTERLEGES

Fady Ghanem
BADRI AND SALIM EL
MEOUCHI LAW FIRM, MEMBER
OF INTERLEGES

Greta Habib
BADRI AND SALIM EL
MEOUCHI LAW FIRM, MEMBER
OF INTERLEGES

Jihad Rizkallah
BADRI AND SALIM EL
MEOUCHI LAW FIRM, MEMBER
OF INTERLEGES

Mazen Rasamny
BADRI AND SALIM EL
MEOUCHI LAW FIRM, MEMBER
OF INTERLEGES

Theodore De Mar Youssef
BADRI AND SALIM EL
MEOUCHI LAW FIRM, MEMBER
OF INTERLEGES

Jean Baroudi
BAROUDI & ASSOCIATES

Najib Choucair
CENTRAL BANK OF LEBANON

Albert Nasr
CHAMBER OF COMMERCE,
INDUSTRY & AGRICULTURE OF
BEIRUT

Aline Dantziguian
CHAMBER OF COMMERCE,
INDUSTRY & AGRICULTURE OF
BEIRUT

CHEZ PIERRE

Georges Jureidini
COSERV SARL - PANALPINA
AGENTS

Rachad Medawar
EL KHOURY LAW FIRM

ELECTRICITÉ DU LIBAN

George Jabre
GEORGE JABRE & ASSOCIATES

Joseph Safar
HAYEK GROUP

Eddy Maghariki
HYAM G. MALLAT LAW FIRM

Georges Mallat
HYAM G. MALLAT LAW FIRM

Nabil Mallat
HYAM G. MALLAT LAW FIRM

Fady Jamaledine
JAMALEDDINE LAW FIRM

Georges Kadige
KADIGE & KADIGE LAW FIRM

LIBREX GROUP

Bernard Choueiri
MINISTRY OF JUSTICE

Fadi Moghaizel
MOGHAIZEL LAW FIRM,
MEMBER OF LEX MUNDI

Zeina Abi Chahine
NABIL ABDEL-MALEK LAW
OFFICES

Mario Mohanna
PATRIMOINE CONSEIL SARL

Bassel Habiby
PRICEWATERHOUSECOOPERS

Camille C. Sifri
PRICEWATERHOUSECOOPERS

Ramzi George
PRICEWATERHOUSECOOPERS
Wadih Abounasr
PRICEWATERHOUSECOOPERS
Toufic Nehme
Nady Tyan
TYAN & ZGHEIB LAW FIRM

LITUANIE

ASSTRA UAB
Kazimieras Ramonas
BANK OF LITHUANIA
Audrius Žybas
BERNOTAS & DOMINAS
GLIMSTEDT
Kim Bartholdy
DSV TRANSPORT UAB
Petras Baltusevicius
DSV TRANSPORT UAB
Sergej Markevic
DSV TRANSPORT UAB
Jonas Kiauleikis
FOIGT & PARTNERS / REGIJA
BORENIUS
Andrius Bogdanovicius
INFOBANKAS UAB
Giedre Domkute -
Lukauskienė
LAW FIRM AAA BALTIC
SERVICE COMPANY
Asta Rušinskaitė
LAW FIRM BERNOTAS &
DOMINAS GLIMSTEDT
Ernesta Zutauteite
LAW FIRM FORESTA
Tomas Mieliauskas
LAW FIRM FORESTA
Dovilė Burgienė
LAW FIRM LIDEIKA,
PETRAUSKAS, VALIŪNAS IR
PARTNERIAI LAWIN, MEMBER
OF LEX MUNDI
Ieva Butenienė
LAW FIRM LIDEIKA,
PETRAUSKAS, VALIŪNAS IR
PARTNERIAI LAWIN, MEMBER
OF LEX MUNDI
Indrė Jonaitytė
LAW FIRM LIDEIKA,
PETRAUSKAS, VALIŪNAS IR
PARTNERIAI LAWIN, MEMBER
OF LEX MUNDI
Laimonas Skibarka
LAW FIRM LIDEIKA,
PETRAUSKAS, VALIŪNAS IR
PARTNERIAI LAWIN, MEMBER
OF LEX MUNDI
Mindaugas Kiškis
LAW FIRM LIDEIKA,
PETRAUSKAS, VALIŪNAS IR
PARTNERIAI LAWIN, MEMBER
OF LEX MUNDI
Ramūnas Petravičius
LAW FIRM LIDEIKA,
PETRAUSKAS, VALIŪNAS IR
PARTNERIAI LAWIN, MEMBER
OF LEX MUNDI
Rolandas Galvėnas
LAW FIRM LIDEIKA,
PETRAUSKAS, VALIŪNAS IR
PARTNERIAI LAWIN, MEMBER
OF LEX MUNDI
Rolandas Valiunas
LAW FIRM LIDEIKA,
PETRAUSKAS, VALIŪNAS IR

PARTNERIAI LAWIN, MEMBER
OF LEX MUNDI
Darius Zabiela
LAW FIRM ZABIELA,
ZABIELAITE & PARTNERS
Linās Margevicius
Dmitrij Dolgin
NORCOUS & PARTNERS,
MEMBER OF IUS LABORIS
Leva Dosinaite
NORCOUS & PARTNERS,
MEMBER OF IUS LABORIS
Rimantas Simaitis
NORCOUS & PARTNERS,
MEMBER OF IUS LABORIS
Žilvinas Kvietkus
NORCOUS & PARTNERS,
MEMBER OF IUS LABORIS
Cameron Greaves
PricewaterhouseCoopers
Kristina Bartuseviciene
PRICEWATERHOUSECOOPERS
Robert Rajpold
PRICEWATERHOUSECOOPERS
Vilius Kolelis
PRICEWATERHOUSECOOPERS
Renata Beržanskienė
SORAINEN LAW OFFICES
Tomas Davidonis
SORAINEN LAW OFFICES
Viktorija Kapustinskaja
SORAINEN LAW OFFICES
Aidas Petrosius
STATE ENTERPRISE CENTRE OF
REGISTERS

MACÉDOINE

Vladimir Vasilevski
BETASPED INTERNATIONAL
FREIGHT FORWARDING
Jovan Andonovski
CENTRAL REGISTRY OF THE
REPUBLIC OF MACEDONIA
Kosta Gligorievski
CENTRAL REGISTRY OF THE
REPUBLIC OF MACEDONIA
Nikola Dinevski
CENTRAL REGISTRY OF THE
REPUBLIC OF MACEDONIA
Emmanuel Koenig
Benita Beleskova
IKRP ROKAS & PARTNERS
Theodoros Giannitsakis
IKRP ROKAS & PARTNERS
Valentina Jovanovska Vasileva
IKRP ROKAS & PARTNERS
Violeta Angelova Gerovska
IKRP ROKAS & PARTNERS
Dejan Knezovic
LAW OFFICE KNEZOVIC &
ASSOCIATES
Valentin Pepeljuginoski
LAW OFFICE PEPELJUGOSKI
Tatjana Popovski Buloski
LAW OFFICE POLENAK
Slavica Trckova
LAW OFFICE TRCKOVA
Aleksandra Donevska
LAWYERS ANTEVSKI
Katerina Jordanova
LAWYERS ANTEVSKI

Zlatko Antevski
LAWYERS ANTEVSKI
Nena Ivanovska
MACEDONIAN COURT
MODERNIZATION PROJECT
MAKSTONE
Biljana Cakmakova
MENS LEGIS CAKMAKOVA
ADVOCATES
Eva Veljanovska
MENS LEGIS CAKMAKOVA
ADVOCATES
Ljubica Ruben
MENS LEGIS CAKMAKOVA
ADVOCATES
Pavlinka Dameska
MENS LEGIS CAKMAKOVA
ADVOCATES
Valerjan Monevski
MONEVSKI LAW FIRM
Frosina Celeska
NATIONAL BANK OF THE
REPUBLIC OF MACEDONIA
Zlatko Nikolovski
NOTARY CHAMBER OF R. OF
MACEDONIA
Kristijan Polenak
POLENAK LAW OFFICE
Bob Savic
PRICEWATERHOUSECOOPERS
Goce Mojsoski
PRICEWATERHOUSECOOPERS
Vesna Paunkoska
Zoran Cvetanoski
STATE AUTHORITY FOR
GEODETIC WORKS

MADAGASCAR

Aine Rakotondrazaka
Andrianaiivo Harisoa
André Randranto
ANCIEN BÂTONNIER
Njiva Razanatsoa
BANQUE CENTRALE
Lalaina Rakotoarisoa
BUREAU INDÉPENDANT ANTI-
CORRUPTION
Rene Ramarozatovo
BUREAU INDÉPENDANT ANTI-
CORRUPTION
Jean Marcel Razafimahenina
CABINET DELTA AUDIT
DELOITTE
Hanta Radilofe
CABINET FÉLICIEN RADILOFE
CABINET HK JURIFISC.
Fidèle Armand Rakotonirina
CABINET MAZARS FIVOARANA
Natacha Adrianjakamanarivo
CABINET MAZARS FIVOARANA
Volamiora Andriamaritafika
CABINET MAZARS FIVOARANA
Isabelle Gachie
CENTRE D'INFORMATION
TECHNIQUE ET ÉCONOMIQUE
Sahondra Rasoarisoa
DELTA AUDIT DELOITTE
John Hargreaves
ECONOMIC DEVELOPMENT
BOARD
Philippe Buffier
ESPACE INGÉNIERIE

Ami Ravelomanana
FIDAFRICA /
PRICEWATERHOUSECOOPERS
Dominique Taty
FIDAFRICA /
PRICEWATERHOUSECOOPERS
Jacques Chareyre
FIDAFRICA /
PRICEWATERHOUSECOOPERS
William Randrianarivelo
FIDAFRICA /
PRICEWATERHOUSECOOPERS
Lalao Andriamanga
GUICHET UNIQUE DES
INVESTISSEMENTS ET DU
DEVELOPPEMENT DES
ENTREPRISES (GUIDE)
Sahondra Rabenarivo
KEYSERLINGK - RABENARIVO
ASSOCIÉS
Lanto Ralison
Laingoniaina
Ramarimbahoaka
MADAGASCAR CONSEIL
INTERNATIONAL
Raphaël Jakoba
MADAGASCAR CONSEIL
INTERNATIONAL
Anthony Rabibisoa
MAERSK LOGISTICS S.A.
Pascaline Rasamoelarisoa
Florent Andriamahavonjy
TRANSPARENCY
INTERNATIONAL - INITIATIVE
MADAGASCAR
Harimahefa Andriamantsoa
TRIBUNAL DE PREMIÈRE
INSTANCE

MALAISIE

ARMEIRA TECHNOLOGIES
SDN. BHD.
Dinesh Ratnarajah
AZMAN, DAVIDSON & CO.
Zuhaidi Mohd Shahari
AZMI & ASSOCIATES
BANK NEGARA
BRILLIANT SOLUTIONS
Tze Keong Chung
CTOS SDN BHD
LEE HWA FURNITURE
INDUSTRY SDN. BHD.
LIDA PLASTICS SDN. BHD.
Loganath Sabapathy
LOGAN SABAPATHY & CO.
Tharinder Singh
LOGAN SABAPATHY & CO.
Chuan Keat Khoo
PRICEWATERHOUSECOOPERS
Peter Wee
PRICEWATERHOUSECOOPERS
Theresa Lim
PRICEWATERHOUSECOOPERS
Wee Leng Lee
PRICEWATERHOUSECOOPERS
Melina Yong
RASLAN - LOONG
S.G. EMAS SDN BHD.
Geeta Kaur
SDV SDN BHD
Michel Barbesier
SDV SDN BHD

Tan Kee Beng
SDV SDN BHD
Chong Wah Wong
SKRINE & CO., MEMBER OF
LEX MUNDI
Koon Huan Lim
SKRINE & CO., MEMBER OF
LEX MUNDI
Kumar Kanagasabai
SKRINE & CO., MEMBER OF
LEX MUNDI
Liew Wei Ling
SKRINE & CO., MEMBER OF
LEX MUNDI
Hong Yun Chang
TAY & PARTNERS
Christopher Lee
WONG & PARTNERS
Zain Azlan
ZAIN & CO.

MALAWI

Godwin Mwale
2PS CARGO CO.
Richard Chakana
2PS CARGO CO.
Edward Kaluwa
COMBINE CARGO
A. Rashid Jakhura
FARGO GROUP OF COMPANIES
Chimwenwe Kalua
GOLDEN & LAW
Dannie J. Kamwaza
KAMWAZA DESIGN
PARTNERSHIP
Alfred Majamanda
MBENDERA & NKHONO
ASSOCIATES
Modesai Msisha
NYIRENDA & MSISHA LAW
OFFICES
Jim Ghobede
PRICEWATERHOUSECOOPERS
Kevin M. Carpenter
PRICEWATERHOUSECOOPERS
Misheck Msiska
PRICEWATERHOUSECOOPERS
Andrews Katuya
SAVJANI & CO.
Davis Njobvu
SAVJANI & CO.
Duncan Singano
SAVJANI & CO.
Krishna Savjani
SAVJANI & CO.
Roseline Gramani
SAVJANI & CO.
John Dean
SDV LTD.
Joseph Chavula
SDV LTD.
Samuel Tembenu
TEMBENU, MASUMBU & CO.
Marshal Chilenga
TF & PARTNERS
Bernard Ndau
THE WORLD BANK
Arthur Msowoya
WILSON & MORGAN
D.A. Raval
WILSON & MORGAN

MALDIVES

Mohamed Hameed
ANTRAC PVT. LTD.

Ahmed Murad
MAZLAN & MURAD LAW ASSOCIATES

Hussain Siraj
MINISTRY OF HIGHER EDUCATION, EMPLOYMENT & SOCIAL SECURITY

Ibrahim Naem
MONETARY AUTHORITY

Nadiya Hassan

Shaaheen Hameed
PREMIER CHAMBERS

Jatindra Bhatray
PRICEWATERHOUSECOOPERS

Sriyani Perera
PRICEWATERHOUSECOOPERS

RED LEAF PVT. LTD.

Dheena Hussain
SHAH, HUSSAIN & CO. BARRISTERS & ATTORNEYS

Fizan Shah
SHAH, HUSSAIN & CO. BARRISTERS & ATTORNEYS

Shuaib M. Shah
SHAH, HUSSAIN & CO. BARRISTERS & ATTORNEYS

MALI

Malick Badara Sow
ATELIER D'ARCHITECTURE ET D'URBANISME

Baya Berthé

Charles Ki-Zerbo
BCEAO

Ibrahima Makanguile
CABINET I. MAKANGUILE

Aboubacar S Diarra
CABINET LEXIS CONSEILS

Mahamane I. Cisse
CABINET LEXIS CONSEILS

Mamadou Moustapha Sow
CABINET SOW & COLLABORATEURS

Madhou Traore
CENTRE NATIONAL DE PROMOTION DES INVESTISSEMENTS - CNPI

EcoBank - MALI

Alassane Diallo
ETUDE DE MAITRE ALASSANE DIALLO

Adeline Messou
FIDAFRICA / PRICEWATERHOUSECOOPERS

Dominique Taty
FIDAFRICA / PRICEWATERHOUSECOOPERS

Evelyne M'Bassidgé
FIDAFRICA / PRICEWATERHOUSECOOPERS

Fousséni Traoré
FIDAFRICA / PRICEWATERHOUSECOOPERS

Jean Claude Gnamien
FIDAFRICA / PRICEWATERHOUSECOOPERS

Aida Niare Toure
JURIFIS CONSULT MALI

Mamaidou Kanda Keita

Ahmadou Toure
OFFICE NOTARIAL AHMADOU TOURE, NOTAIRE A BAMAKO

Amadou Camara
SCP CAMARA TRAORÉ

Djeneba Diop
SCP D'AVOCAT DIOP-DIALLO

Diop Mohamed Abdoulaye
SDV

MAROC

AGENCE MED S.A.R.L.

Mehdi Kettani
ALI KETTANI LAW OFFICE

Amin Hajji
AMIN HAJJI & ASSOCIÉS ASSOCIATION D'AVOCATS

Myriam Emmanuelle Bennani
AMIN HAJJI & ASSOCIÉS ASSOCIATION D'AVOCATS

BANK AL-MAGHRIB

Azeddine Kabaj
BARREAU DE CASABLANCA

Rachid Benzakour
CABINET D'AVOCATS BENSACOUR, LAHBABI

Younes Anibar
CABINET YOUNES ANIBAR

Anis Mahfoud
CMS BUREAU FRANCIS LEFEBVRE

Abdessalam Abouddar
COMMISSION LUTTE CONTRE LA CORRUPTION

Aziz Aboulouafa
GLOBEX MARITIME CO.

Bouchaib Labkiri
GLOBEXLINE SARL

Azeddine Kettani
KETTANI LAW FIRM

Nadia Kettani
KETTANI LAW FIRM

Rita Kettani
KETTANI LAW FIRM

Marc Veuillot
LANDWELL & ASSOCIÉS - PRICEWATERHOUSECOOPERS

Michel Lecerf
LANDWELL & ASSOCIÉS - PRICEWATERHOUSECOOPERS

Nora Djadoun
LANDWELL & ASSOCIÉS - PRICEWATERHOUSECOOPERS

LAPIRAMA GROUP INTERNATIONAL

Maria Belafia

Ahmed Bouhourrou
MINISTÈRE DE L'EMPLOI ET DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE

Nawal Jellouli
MINISTRY OF FINANCE & PRIVATISATION

Hicham Naciri
NACIRI & ASSOCIÉS - GIDE LOYRETTE NOUËL, MEMBER OF LEX MUNDI

Richard Cantin
NACIRI & ASSOCIÉS - GIDE LOYRETTE NOUËL, MEMBER OF LEX MUNDI

Azzine Nekmouche
ORDRE DES ARCHITECTES DE CASABLANCA

Rachid Senhaji
ORDRE DES ARCHITECTES DE CASABLANCA

Réda Oulamine
OULAMINE LAW GROUP

Azzedine Akesbi
TRANSPARENCY MAROC

Houcine Sefrioui
UINL - IIHN

MARSHALL (ÎLES)

Anthony Tomlinson
BECA INTERNATIONAL CONSULTANTS LTD.

Philip A. Okney
LAND REGISTRATION ADMINISTRATION AUTHORITY

Philip Welch
MICRONESIAN SHIPPING AGENCIES INC.

Kenneth Barden
MINISTRY OF FINANCE

Jerry Kramer
PACIFIC INTERNATIONAL, INC.

MAURICE (ÎLE)

ARTISCO INTERNATIONAL

Yandraduth Googoolye
BANK OF MAURITIUS

Ajay Bhurtun
BANYMANDHUB BOOLELL CHAMBERS

Urmila Boolell
BANYMANDHUB BOOLELL CHAMBERS

Vishwanee Boodhonnee
BANYMANDHUB BOOLELL CHAMBERS

Andre Robert
BENOIT CHAMBERS

Rishi Pursem
BENOIT CHAMBERS

Thierry Chellen
BENOIT CHAMBERS

Iqbal Rajahbalee
BLC CHAMBERS

D. Chinien
COMPANIES DIVISION

Marc Daruty de Granpre
DARUTY DE GRANDPRE ARCHITECTS ASSOCIATES LTD.

FAREFAT ENTERPRISE LTD.

Gavin Glover
GLOVER & GLOVER CHAMBERS

Catherine de Rosnay
LEGIS & PARTNERS

Robert Ferrat
LEGIS & PARTNERS

Jean Phillip Chan See
MAERSK LTD.

Parikshat Teeluck
MAERSK LTD.

Reza Subraty
MAERSK LTD.

Thierry Koenig
MAIGROT KOENIG

NAND-MDI GROUP LTD.

André Bonieux
PRICEWATERHOUSECOOPERS

Didier Lenette
PRICEWATERHOUSECOOPERS

Ram L. Roy
PRICEWATERHOUSECOOPERS

Ramesh Doma
PRICEWATERHOUSECOOPERS

Robert Bigaignon
PRICEWATERHOUSECOOPERS

Damien Mamet
PRICEWATERHOUSECOOPERS LEGAL SERVICES

Fabien de Marassé Enouf
PRICEWATERHOUSECOOPERS LEGAL SERVICES

PRIMECOM LTD.

Ramdas Mootanah
PROFESSIONAL ARCHITECTS COUNCIL

Devianttee Sobarun
REGISTRAR-GENERAL'S DEPARTMENT (GOVERNMENT)

MAURITANIE

Ahmed Cheikhsidiye

Aliou Sall
ASSURIM

Ahmed Ould Radhi
BANQUE CENTRALE DE MAURITANIE

Tidiane BAL
BSD & ASSOCIÉS

Youssoupha Diallo
BSD & ASSOCIÉS

Mohamedou Ould Hacen
BUREAU TASMIM

Ahmed Salem Ould Bouhoubeyni
CABINET BOUHOUBEYNI

Cheikani Jules

Yarba Ould Ahmed Saleh
CABINET ME SIDIYA

Cheikh Sall
ETUDE HADY MAOULOUVDVALL

Maouloud Vall El Hady Seyid
ETUDE HADY MAOULOUVDVALL

Dominique Taty
FIDAFRICA / PRICEWATERHOUSECOOPERS

Raymond Any
FIDAFRICA / PRICEWATERHOUSECOOPERS

Adama Demba Diop
MEMBRE DU CONSEIL CONSTITUTIONNEL

Brahim Ould Daddah
PRIVATE PRACTICE

Hamdi Ould Mahjoub
PRIVATE PRACTICE

Mine Ould Abdoullah
PRIVATE PRACTICE

Salimou Ould Bouhoubeyni
SMPN

Adou Ould Bahbana
TRIBUNAL COMMERCIAL

Mustafa Ould Bilal
TRIBUNAL COMMERCIAL

Zakaria Thiam
TRIBUNAL COMMERCIAL

MEXIQUE

Oscar O. Cano
ADEATH LOGISTICS S.A DE C.V.

Mariano Enriquez-Mejia
BAKER & MCKENZIE

Juan Francisco Torres Landa
Ruffo

BARRERA, SIQUEIROS Y TORRES
LANDA

Juan José López de Silanes
Molina

BASHAM, RINGE Y CORREA,
MEMBER OF IUS LABORIS

Monica Schiaffino Pérez
BASHAM, RINGE Y CORREA,
MEMBER OF IUS LABORIS

Oscar de La Vega
BASHAM, RINGE Y CORREA,
MEMBER OF IUS LABORIS

Eduardo Revilla
CALVO, GONZÁLEZ LUNA,
MORENO Y REVILLA, S.C

Enrique Nort
COMISION NACIONAL DE BANCARIA Y DE VALORES

Isis Anaya
ECONOMIC DEVELOPMENT MINISTRY / FEDERAL DISTRICT DEPARTMENT

EXPORTIM, INC.

Alberto Avila
FEDERATION OF INTERAMERICAN CONSTRUCTION INDUSTRY (FIIC)

Pablo Alvarez Trevino
FEDERATION OF INTERAMERICAN CONSTRUCTION INDUSTRY (FIIC)

Alberto Saracho Martínez
FUNDACIÓN IDEA

Diego Canales
FUNDACIÓN IDEA

Arturo Perdomo
GALICIA Y ROBLES, S.C.

Héctor Kuri
GALICIA Y ROBLES, S.C.

Karla Baez
GALICIA Y ROBLES, S.C.

Manuel Galicia
GALICIA Y ROBLES, S.C.

Ana Tatiana Ortega Robles
GOODRICH, RIQUELME Y ASOCIADOS, MEMBER OF LEX MUNDI

Eugenia González Rivas
GOODRICH, RIQUELME Y ASOCIADOS, MEMBER OF LEX MUNDI

Jorge Sanchez
GOODRICH, RIQUELME Y ASOCIADOS, MEMBER OF LEX MUNDI

Julio Flores Luna
GOODRICH, RIQUELME Y ASOCIADOS, MEMBER OF LEX MUNDI

Teresa de Lourdes Gómez
Neri

GOODRICH, RIQUELME Y ASOCIADOS, MEMBER OF LEX MUNDI

Hector Munez
Gerardo Lozano Alarcón
HOLLAND & KNIGHT-
GALLÁSTEGUI Y LOZANO, S.C.

Juan Pablo Guerrero
Amaparán
INSTITUTO FEDERAL DE
ACCESO A LA INFORMACIÓN
PÚBLICA (IFAI)

Alberto Balderas
JAUREGUI, NAVARRETE Y
NADER, S.C.

Hans Goebel
JAUREGUI, NAVARRETE Y
NADER, S.C.

Yves Hayaux-du-Tilly
JAUREGUI, NAVARRETE Y
NADER, S.C.

Frida Alonso
MEXICAN CONSTRUCTION
CHAMBER (CMIC)

Cristina Sánchez-Urtiz
MIRANDA & ESTAVILLO, S.C.

Guillermo Picarchic
PMC & ASOCIADOS

Carlos Montemayor
PRICEWATERHOUSECOOPERS

Marco Nava
PRICEWATERHOUSECOOPERS

Salvador Esquivel Bernal
PRICEWATERHOUSECOOPERS

Yolanda Jaramillo
PRICEWATERHOUSECOOPERS

Adriana Lopez
PRICEWATERHOUSECOOPERS
LEGAL SERVICES

Alonso Montes
PRICEWATERHOUSECOOPERS
LEGAL SERVICES

Alvaro Gonzalez
PRICEWATERHOUSECOOPERS
LEGAL SERVICES

Fernando Santamaria
PRICEWATERHOUSECOOPERS
LEGAL SERVICES

Gabriel I. Aguilar
PRICEWATERHOUSECOOPERS
LEGAL SERVICES

Marcela Crespo
PRICEWATERHOUSECOOPERS
LEGAL SERVICES

Mario Alberto Rocha
PRICEWATERHOUSECOOPERS
LEGAL SERVICES

Wendolin Sanchez
PRICEWATERHOUSECOOPERS
LEGAL SERVICES

Carlos Sánchez-Mejorada y
Velasco
SÁNCHEZ-MEJORADA Y
ASOCIADOS

Eduardo Solares
SOLARES & RUIZ QUINTANA,
S.C.

Wayne Bricknell
E - CAD PROJECT
MANAGEMENT

Anna H. Mendiola
FSM DEVELOPMENT BANK

Andrea S. Hillyer
INDEPENDENT

Kenneth Barden
MINISTRY OF FINANCE

Eric Emeka Akamigbo
POHNPEI STATE GOVERNMENT

Salomon Saimon
POHNPEI STATE GOVERNMENT

Stephen V. Finnen
STEPHEN FINNEN'S LAW
CORPORATION

Stephen V. Finnen
STEPHEN FINNEN'S LAW
CORPORATION

Stephen V. Finnen
STEPHEN FINNEN'S LAW
CORPORATION

Stephen V. Finnen
STEPHEN FINNEN'S LAW
CORPORATION

Stephen V. Finnen
STEPHEN FINNEN'S LAW
CORPORATION

Stephen V. Finnen
STEPHEN FINNEN'S LAW
CORPORATION

Stephen V. Finnen
STEPHEN FINNEN'S LAW
CORPORATION

Stephen V. Finnen
STEPHEN FINNEN'S LAW
CORPORATION

Stephen V. Finnen
STEPHEN FINNEN'S LAW
CORPORATION

Stephen V. Finnen
STEPHEN FINNEN'S LAW
CORPORATION

Stephen V. Finnen
STEPHEN FINNEN'S LAW
CORPORATION

Stephen V. Finnen
STEPHEN FINNEN'S LAW
CORPORATION

Stephen V. Finnen
STEPHEN FINNEN'S LAW
CORPORATION

Stephen V. Finnen
STEPHEN FINNEN'S LAW
CORPORATION

Stephen V. Finnen
STEPHEN FINNEN'S LAW
CORPORATION

Stephen V. Finnen
STEPHEN FINNEN'S LAW
CORPORATION

Stephen V. Finnen
STEPHEN FINNEN'S LAW
CORPORATION

Stephen V. Finnen
STEPHEN FINNEN'S LAW
CORPORATION

Stephen V. Finnen
STEPHEN FINNEN'S LAW
CORPORATION

Stephen V. Finnen
STEPHEN FINNEN'S LAW
CORPORATION

Stephen V. Finnen
STEPHEN FINNEN'S LAW
CORPORATION

Stephen V. Finnen
STEPHEN FINNEN'S LAW
CORPORATION

Stephen V. Finnen
STEPHEN FINNEN'S LAW
CORPORATION

Stephen V. Finnen
STEPHEN FINNEN'S LAW
CORPORATION

Stephen V. Finnen
STEPHEN FINNEN'S LAW
CORPORATION

Stephen V. Finnen
STEPHEN FINNEN'S LAW
CORPORATION

Stephen V. Finnen
STEPHEN FINNEN'S LAW
CORPORATION

Stephen V. Finnen
STEPHEN FINNEN'S LAW
CORPORATION

Stephen V. Finnen
STEPHEN FINNEN'S LAW
CORPORATION

Stephen V. Finnen
STEPHEN FINNEN'S LAW
CORPORATION

Stephen V. Finnen
STEPHEN FINNEN'S LAW
CORPORATION

Stephen V. Finnen
STEPHEN FINNEN'S LAW
CORPORATION

Stephen V. Finnen
STEPHEN FINNEN'S LAW
CORPORATION

Stephen V. Finnen
STEPHEN FINNEN'S LAW
CORPORATION

Stephen V. Finnen
STEPHEN FINNEN'S LAW
CORPORATION

Stephen V. Finnen
STEPHEN FINNEN'S LAW
CORPORATION

Stephen V. Finnen
STEPHEN FINNEN'S LAW
CORPORATION

Stephen V. Finnen
STEPHEN FINNEN'S LAW
CORPORATION

Stephen V. Finnen
STEPHEN FINNEN'S LAW
CORPORATION

Stephen V. Finnen
STEPHEN FINNEN'S LAW
CORPORATION

Stephen V. Finnen
STEPHEN FINNEN'S LAW
CORPORATION

Stephen V. Finnen
STEPHEN FINNEN'S LAW
CORPORATION

Stephen V. Finnen
STEPHEN FINNEN'S LAW
CORPORATION

Stephen V. Finnen
STEPHEN FINNEN'S LAW
CORPORATION

Stephen V. Finnen
STEPHEN FINNEN'S LAW
CORPORATION

Stephen V. Finnen
STEPHEN FINNEN'S LAW
CORPORATION

Stephen V. Finnen
STEPHEN FINNEN'S LAW
CORPORATION

Stephen V. Finnen
STEPHEN FINNEN'S LAW
CORPORATION

Mariana Stratan
TURCAN & TURCAN

Octavian Cazac
TURCAN & TURCAN

Roger Gladei
TURCAN & TURCAN

Evgeniy Untilo
UNION OF EMPLOYERS IN
BUILDING AND CONSTRUCTION
MATERIALS INDUSTRY

Georghu Calugharu
UNION OF EMPLOYERS IN
BUILDING AND CONSTRUCTION
MATERIALS INDUSTRY

Georghu Calugharu
UNION OF EMPLOYERS IN
BUILDING AND CONSTRUCTION
MATERIALS INDUSTRY

Georghu Calugharu
UNION OF EMPLOYERS IN
BUILDING AND CONSTRUCTION
MATERIALS INDUSTRY

Georghu Calugharu
UNION OF EMPLOYERS IN
BUILDING AND CONSTRUCTION
MATERIALS INDUSTRY

Georghu Calugharu
UNION OF EMPLOYERS IN
BUILDING AND CONSTRUCTION
MATERIALS INDUSTRY

Georghu Calugharu
UNION OF EMPLOYERS IN
BUILDING AND CONSTRUCTION
MATERIALS INDUSTRY

Georghu Calugharu
UNION OF EMPLOYERS IN
BUILDING AND CONSTRUCTION
MATERIALS INDUSTRY

Georghu Calugharu
UNION OF EMPLOYERS IN
BUILDING AND CONSTRUCTION
MATERIALS INDUSTRY

Georghu Calugharu
UNION OF EMPLOYERS IN
BUILDING AND CONSTRUCTION
MATERIALS INDUSTRY

Georghu Calugharu
UNION OF EMPLOYERS IN
BUILDING AND CONSTRUCTION
MATERIALS INDUSTRY

Georghu Calugharu
UNION OF EMPLOYERS IN
BUILDING AND CONSTRUCTION
MATERIALS INDUSTRY

Georghu Calugharu
UNION OF EMPLOYERS IN
BUILDING AND CONSTRUCTION
MATERIALS INDUSTRY

Georghu Calugharu
UNION OF EMPLOYERS IN
BUILDING AND CONSTRUCTION
MATERIALS INDUSTRY

Georghu Calugharu
UNION OF EMPLOYERS IN
BUILDING AND CONSTRUCTION
MATERIALS INDUSTRY

Georghu Calugharu
UNION OF EMPLOYERS IN
BUILDING AND CONSTRUCTION
MATERIALS INDUSTRY

Georghu Calugharu
UNION OF EMPLOYERS IN
BUILDING AND CONSTRUCTION
MATERIALS INDUSTRY

Georghu Calugharu
UNION OF EMPLOYERS IN
BUILDING AND CONSTRUCTION
MATERIALS INDUSTRY

Georghu Calugharu
UNION OF EMPLOYERS IN
BUILDING AND CONSTRUCTION
MATERIALS INDUSTRY

Georghu Calugharu
UNION OF EMPLOYERS IN
BUILDING AND CONSTRUCTION
MATERIALS INDUSTRY

Georghu Calugharu
UNION OF EMPLOYERS IN
BUILDING AND CONSTRUCTION
MATERIALS INDUSTRY

Georghu Calugharu
UNION OF EMPLOYERS IN
BUILDING AND CONSTRUCTION
MATERIALS INDUSTRY

Georghu Calugharu
UNION OF EMPLOYERS IN
BUILDING AND CONSTRUCTION
MATERIALS INDUSTRY

Georghu Calugharu
UNION OF EMPLOYERS IN
BUILDING AND CONSTRUCTION
MATERIALS INDUSTRY

Georghu Calugharu
UNION OF EMPLOYERS IN
BUILDING AND CONSTRUCTION
MATERIALS INDUSTRY

Georghu Calugharu
UNION OF EMPLOYERS IN
BUILDING AND CONSTRUCTION
MATERIALS INDUSTRY

Georghu Calugharu
UNION OF EMPLOYERS IN
BUILDING AND CONSTRUCTION
MATERIALS INDUSTRY

Georghu Calugharu
UNION OF EMPLOYERS IN
BUILDING AND CONSTRUCTION
MATERIALS INDUSTRY

Georghu Calugharu
UNION OF EMPLOYERS IN
BUILDING AND CONSTRUCTION
MATERIALS INDUSTRY

Georghu Calugharu
UNION OF EMPLOYERS IN
BUILDING AND CONSTRUCTION
MATERIALS INDUSTRY

Georghu Calugharu
UNION OF EMPLOYERS IN
BUILDING AND CONSTRUCTION
MATERIALS INDUSTRY

Georghu Calugharu
UNION OF EMPLOYERS IN
BUILDING AND CONSTRUCTION
MATERIALS INDUSTRY

Georghu Calugharu
UNION OF EMPLOYERS IN
BUILDING AND CONSTRUCTION
MATERIALS INDUSTRY

Georghu Calugharu
UNION OF EMPLOYERS IN
BUILDING AND CONSTRUCTION
MATERIALS INDUSTRY

Georghu Calugharu
UNION OF EMPLOYERS IN
BUILDING AND CONSTRUCTION
MATERIALS INDUSTRY

Georghu Calugharu
UNION OF EMPLOYERS IN
BUILDING AND CONSTRUCTION
MATERIALS INDUSTRY

Georghu Calugharu
UNION OF EMPLOYERS IN
BUILDING AND CONSTRUCTION
MATERIALS INDUSTRY

Ana Krsmanovic
INSTITUTE FOR STRATEGIC
STUDIES AND PROGNOSSES

Jelena Ilincić
KASTRATOVIC LAW OFFICE

Radoš Kastratović
KASTRATOVIC LAW OFFICE

Vasilije Bosković
LAW FIRM BOSKOVIĆ

Nikola Martinović
LAW FIRM MARTINOVIĆ

Sasha Vujacić
LAW OFFICE VUJACIĆ

Zorica Peshić
LAW OFFICE VUJACIĆ

MBA OFFICE MANAGER

Mike Ahern
ANA KARANIKIĆ
MONTENEGRIN UNION OF
EMPLOYERS

Biljana Banovic
MONTENEGRIN UNION OF
EMPLOYERS

Branislav Begovic
MONTENEGRIN UNION OF
EMPLOYERS

Budimir Raičković
MONTENEGRIN UNION OF
EMPLOYERS

Jovan Boljevic
MONTENEGRIN UNION OF
EMPLOYERS

Mark Crowford
OPPORTUNITY BANK

Milena Roncević
PRELEVIĆ LAW FIRM

Aleksandar Miljković
PRICEWATERHOUSECOOPERS

Jovana Ilić
PRICEWATERHOUSECOOPERS

Nenad M. Novaković
PRIVATE PRACTICE

Emilio R. Nhamissitane
ADVOGADO

Alexandra Carvalho
BANCO DE MOÇAMBIQUE

Anastacia Chamusse
BANCO DE MOÇAMBIQUE

Eugénio Luis
BANCO DE MOÇAMBIQUE

Carlos de Sousa e Brito
CARLOS DE SOUSA E BRITO &
ASSOCIADOS

Carlos Schwalbach
MARCELO MOSSE
CENTER FOR PUBLIC
INTEGRITY

Auxílio Eugénio Nhabanga
FERNANDA LOPES &
ASSOCIADOS - ADVOGADOS

Lara Narcy
H. GAMITO, COUTO,
GONÇALVES PEREIRA
E CASTELO BRANCO &
ASSOCIADOS

Pedro Couto
H. GAMITO, COUTO,
GONÇALVES PEREIRA
E CASTELO BRANCO &
ASSOCIADOS

Isabel Garcia
SILVIA GARCIA ADVOGADOS &
CONSULTORES

Isabel Garcia
SILVIA GARCIA ADVOGADOS &
CONSULTORES

Isabel Garcia
SILVIA GARCIA ADVOGADOS &
CONSULTORES

Isabel Garcia
SILVIA GARCIA ADVOGADOS &
CONSULTORES

Isabel Garcia
SILVIA GARCIA ADVOGADOS &
CONSULTORES

Isabel Garcia
SILVIA GARCIA ADVOGADOS &
CONSULTORES

Isabel Garcia
SILVIA GARCIA ADVOGADOS &
CONSULTORES

Isabel Garcia
SILVIA GARCIA ADVOGADOS &
CONSULTORES

Isabel Garcia
SILVIA GARCIA ADVOGADOS &
CONSULTORES

Isabel Garcia
SILVIA GARCIA ADVOGADOS &
CONSULTORES

Isabel Garcia
SILVIA GARCIA ADVOGADOS &
CONSULTORES

Isabel Garcia
SILVIA GARCIA ADVOGADOS &
CONSULTORES

Isabel Garcia
SILVIA GARCIA ADVOGADOS &
CONSULTORES

Telmo Ferreira
H. GAMITO, COUTO,
GONÇALVES PEREIRA
E CASTELO BRANCO &
ASSOCIADOS

Jose Forjaz
JOSE FORJAZ ARQUITECTOS

Katia Tourais
JENNIFER GARVEY
KPMG AUDITORES E
CONSULTORES

MAGIN LDA

Adrian Frey
MOZLEGAL LDA

Vânia Mahotas
MOZLEGAL LDA

Manuel Didier Malunga
NATIONAL DIRECTORATE OF
REGISTRY AND NOTARIES

António Veloso
PIMENTA, DIONÍSIO E
ASSOCIADOS

Firza Sadek
PIMENTA, DIONÍSIO E
ASSOCIADOS

Nipul Govan
PIMENTA, DIONÍSIO E
ASSOCIADOS

Paulo Pimenta
PIMENTA, DIONÍSIO E
ASSOCIADOS

João Martins
PRICEWATERHOUSECOOPERS

Malaika Ribeiro
PRICEWATERHOUSECOOPERS

Rufino Lucas
EDUARDO CALÚ
SAL & CALDEIRA -
ADVOGADOS E CONSULTORES,
LDA

Edoardo Calú
SAL & CALDEIRA -
ADVOGADOS E CONSULTORES,
LDA

Edoardo Calú
SAL & CALDEIRA -
ADVOGADOS E CONSULTORES,
LDA

Edoardo Calú
SAL & CALDEIRA -
ADVOGADOS E CONSULTORES,
LDA

Edoardo Calú
SAL & CALDEIRA -
ADVOGADOS E CONSULTORES,
LDA

Edoardo Calú
SAL & CALDEIRA -
ADVOGADOS E CONSULTORES,
LDA

Edoardo Calú
SAL & CALDEIRA -
ADVOGADOS E CONSULTORES,
LDA

Edoardo Calú
SAL & CALDEIRA -
ADVOGADOS E CONSULTORES,
LDA

Edoardo Calú
SAL & CALDEIRA -
ADVOGADOS E CONSULTORES,
LDA

Edoardo Calú
SAL & CALDEIRA -
ADVOGADOS E CONSULTORES,
LDA

Edoardo Calú
SAL & CALDEIRA -
ADVOGADOS E CONSULTORES,
LDA

Edoardo Calú
SAL & CALDEIRA -
ADVOGADOS E CONSULTORES,
LDA

Edoardo Calú
SAL & CALDEIRA -
ADVOGADOS E CONSULTORES,
LDA

Edoardo Calú
SAL & CALDEIRA -
ADVOGADOS E CONSULTORES,
LDA

Edoardo Calú
SAL & CALDEIRA -
ADVOGADOS E CONSULTORES,
LDA

Edoardo Calú
SAL & CALDEIRA -
ADVOGADOS E CONSULTORES,
LDA

Edoardo Calú
SAL & CALDEIRA -
ADVOGADOS E CONSULTORES,
LDA

Edoardo Calú
SAL & CALDEIRA -
ADVOGADOS E CONSULTORES,
LDA

Edoardo Calú
SAL & CALDEIRA -
ADVOGADOS E CONSULTORES,
LDA

Edoardo Calú
SAL & CALDEIRA -
ADVOGADOS E CONSULTORES,
LDA

Edoardo Calú
SAL & CALDEIRA -
ADVOGADOS E CONSULTORES,
LDA

Edoardo Calú
SAL & CALDEIRA -
ADVOGADOS E CONSULTORES,
LDA

Edoardo Calú
SAL & CALDEIRA -
ADVOGADOS E CONSULTORES,
LDA

Edoardo Calú
SAL & CALDEIRA -
ADVOGADOS E CONSULTORES,
LDA

Edoardo Calú
SAL & CALDEIRA -
ADVOGADOS E CONSULTORES,
LDA

Edoardo Calú
SAL & CALDEIRA -
ADVOGADOS E CONSULTORES,
LDA

Edoardo Calú
SAL & CALDEIRA -
ADVOGADOS E CONSULTORES,
LDA

Hanno D. Bossau
H.D. BOSSAU & CO.

Herman Charl Kinghorn
KINGHORN ASSOCIATES

Josias Andries Agenbach
KOEP & PARTNERS

Peter Frank Koep
KOEP & PARTNERS

Renate Williamson
KOEP & PARTNERS

Richard Traugott Diethelm
Mueller
KOEP & PARTNERS

Willem Carel Kotze
KOEP & PARTNERS

Onesmus Hanapho
NAMIBIA POWER (NAMPOWER)

Ockhuizen Welbert
NAMIBIA WATER
CORPORATION (NAMWATER)

Carina Oberholzer
PRICEWATERHOUSECOOPERS

Dennis Hyman
PRICEWATERHOUSECOOPERS

Erika Shikusinde
PRICEWATERHOUSECOOPERS

Gerald Riedel
PRICEWATERHOUSECOOPERS

Hennie Gous
PRICEWATERHOUSECOOPERS

Mark Badenhorst
PRICEWATERHOUSECOOPERS

Marius van Breda
TRANSUNION ITC

NÉPAL

Parshuram Koirala
ADVOCATE

Prem Shanker Shrestha
CREDIT INFORMATION BUREAU
LTD.

Madan Krishna Sharma
CSC & Co. /
PRICEWATERHOUSECOOPERS

INTERNATIONAL TRADING
CONCERN

Megharaj Pokharel
LEGAL RESEARCH ASSOCIATES

Sajjan B. S. Thapa
LEGAL RESEARCH ASSOCIATES

Matrika Niraula
NIRLAULA LAW CHAMBER &
Co.

Anup Upreti
PIONEER LAW ASSOCIATES

Bharat Raj Upreti
PIONEER LAW ASSOCIATES

Bijaya Mishra
PRADHAN & ASSOCIATES

Devendra Pradhan
PRADHAN & ASSOCIATES

Ramji Shrestha
PRADHAN & ASSOCIATES

Ram Chandra Subedi
G.D Udas
REGISTRAR OF COMPANIES

Ashok Man Kapali
SHANGRI-LA FREIGHT PVT.
LTD.

Jagat B. Khadka
SHANGRI-LA FREIGHT PVT.
LTD.

Anil Kumar Sinha
SINHA - VERMA LAW CONCERN

Maresh Kumar Thapa
SINHA - VERMA LAW CONCERN

TRINETRA BUSINESS CONCERN
PVT. LTD.

NICARAGUA

Minerva Adriana Bellorin
Rodríguez
ACZALAW

Aida Maria Herdocia
Carlos Salinas
ALVARADO Y ASOCIADOS,
MEMBER OF LEX MUNDI

Gloria Maria de Alvarado
ALVARADO Y ASOCIADOS,
MEMBER OF LEX MUNDI

José Aníbal Olivas Cajina
ALVARADO Y ASOCIADOS,
MEMBER OF LEX MUNDI

Edgard Torres Mendieta
ARIAS & MUÑOZ

Gustavo Adolfo Vargas
ARIAS & MUÑOZ

Roberto Argüello
Villavicencio
ARIAS & MUÑOZ

BENDAÑA & BENDAÑA

Bruno Vidaurre
CAMARA NICARAGÜENSE DE
LA CONSTRUCCIÓN

Fabiola Miranda
CAMARA NICARAGÜENSE DE
LA CONSTRUCCIÓN

Humberto Carrión
CARRIÓN, SOMARRIBA &
ASOCIADOS

Jorge Molina Lacayo
CETREX

Alfonso Sandino Granera
CONSORTIUM - TABOADA &
ASOCIADOS

Rodrigo Taboada Rodríguez
CONSORTIUM - TABOADA &
ASOCIADOS

Edgard Torres

Eduardo Garcia Herdocia

Ana Teresa Rizo Briseño
F.A. ARIAS & MUÑOZ

Bertha Argüello de Rizo
F.A. ARIAS & MUÑOZ

Francisco Ortega
FRANCISCO ORTEGA &
ASOCIADOS

Gerardo Gonzalez
FRANCISCO ORTEGA &
ASOCIADOS

Yali Molina Palacios
PALACIOS, MOLINA, Y
ASOCIADOS

Alejandro Fernandez de
Castro
PRICEWATERHOUSECOOPERS

Andrea Paniagua
PRICEWATERHOUSECOOPERS

David Urcuyo Báez
PRICEWATERHOUSECOOPERS

Edgar Mendoza
PRICEWATERHOUSECOOPERS

Mariana Martinez
PRICEWATERHOUSECOOPERS

Martha Solorzano
PRICEWATERHOUSECOOPERS

Ruth Huete
PRICEWATERHOUSECOOPERS

Sergio Noguera
PRICEWATERHOUSECOOPERS

Ramon Ortega
PRICEWATERHOUSECOOPERS

Sergio David Corrales
Montenegro

Arnulfo Somarriba
TRANSUNION

NIGER

Charles Ki-Zerbo
BCEAO

Yayé Mounkaïla
CABINET D'AVOCATS
MOUNKAILA-NIANDOU

Bernar-Oliver Kouaovi
CABINET KOUAOVI

Diallo Rayanattou Loutou
CABINET LOUTOU -
ARCHITECTES

Kharim Arzika
CONSERVATION FONCIÈRE
ECOBANK - NIGER

Marc Le Bihan
ETUDE D'AVOCATS - MARC LE
BIHAN & COLLABORATEURS

Idrissa Tchernaka
ETUDE D'AVOCATS MARC LE
BIHAN & COLLABORATEURS

Souley I. Hammi
ETUDE D'AVOCATS MARC LE
BIHAN & COLLABORATEURS

Aïssatou Djibo
ETUDE DE ME DJIBO AÏSSATOU

Haoua Diaouga
ETUDE DE ME DJIBO AÏSSATOU

Adeline Messou
FIDAFRICA /
PRICEWATERHOUSECOOPERS

Dominique Taty
FIDAFRICA /
PRICEWATERHOUSECOOPERS

Evelyn M'Bassidgé
FIDAFRICA /
PRICEWATERHOUSECOOPERS

Fousséni Traoré
FIDAFRICA /
PRICEWATERHOUSECOOPERS

Jean Claude Gnamien
FIDAFRICA /
PRICEWATERHOUSECOOPERS

Marc Lebihan

Sahabi Oumarou
THEMIS INTERNATIONAL
CONSULTANTS

NIGÉRIA

Samuel Etuk
IST ATTORNEYS

Olaleye Adebisi
ADEBIYI & ASSOCIATES

Gboalan Agboluaje
AELEX, LEGAL PRACTITIONERS
& ARBITRATORS

Oluseyi Abiodun Akinwunmi
AKINWUNMI & BUSARI, LEGAL
PRACTITIONERS (A & B)

Ayodeji Olomojobi
ALUKO & OYEBODE

Barbara Akpotaire
ALUKO & OYEBODE

Gbenga Oyeboade
ALUKO & OYEBODE

Kofo Dosekun
ALUKO & OYEBODE

Oludare Senbore
ALUKO & OYEBODE

Adedapo Omole
ASSET CARE LTD.

Adeshina Oluwaji
BASE4 INVESTMENT (NIG.)
LTD.

Olaniyi Ogunwole
BASE4 INVESTMENT (NIG.)
LTD.

Dozie Okwuosah
CENTRAL BANK OF NIGERIA

Anse Agu Ezetah
CHIEF LAW AGU EZETAH
& Co.

Benson Olumekun
CLAY & POTTERS

Barr. N.U. Chianakwalam
CORPORATE AFFAIRS
COMMISSION

Churchill Williams
CORPORATE AFFAIRS
COMMISSION

Dennis Ekumankama
CORPORATE AFFAIRS
COMMISSION

Adenike laoye
ECOBANK - NIGERIA

Adamu M. Usman
F.O. AKINRELE & Co.

Ike Mweje
FEDERAL INLAND REVENUE
SERVICE

Temple Iheanacho
FEDERAL INLAND REVENUE
SERVICE

Olufemi Sunmonu
FEMI SUNMONU &
ASSOCIATES, SOLICITORS

Abraham Oyakhukime
FIRST & FIRST INTERNATIONAL
AGENCIES

Fred Onuobia
G. ELIAS & Co. SOLICITORS
AND ADVOCATES

Catherine Kadennyeka
Masinde
IFC

Nouma Dione-Mbaye
IFC

Joanna Kata-Blackman

Sulaimon Alabi Yusuf
LAGOS STATE PHYSICAL
PLANNING & DEVELOPMENT
AUTHORITY

Benjamin Ikheloah
NIGERIAN INVESTMENT
PROMOTION COMMISSION

Patrick Okonjo
OKONJO, ODIAWA & EBIE

Titilola Olateju
OKONJO, ODIAWA & EBIE

Henrietta Onaga
PRICEWATERHOUSECOOPERS

Ken Aitken
PRICEWATERHOUSECOOPERS

Chiedu J. Ebie
PUNUKA ATTORNEYS &
SOLICITORS

Mathias Okojie
PUNUKA ATTORNEYS &
SOLICITORS

Okorie Kalu
PUNUKA ATTORNEYS &
SOLICITORS

Tochukwu Onyike
PUNUKA ATTORNEYS &
SOLICITORS

Babajide Ogundipe
SOFUNDE, OSAKWE, OGUNDIPE
& BELGORE

Aniekan Ukpanah
UDO UDOMA & BELO-OSAGIE

Daniel Agbor
UDO UDOMA & BELO-OSAGIE

Oyinda Ehiwere
UDO UDOMA & BELO-OSAGIE

Sandra Nyada
UDO UDOMA & BELO-OSAGIE

Tunde Osasona
WHITESTONE WORLDWIDE
LTD.

NORVÈGE

AARDAL MEKANISKE
VERKSTED A/S

Amund Fougner
ADVOKATFIRMAET HJORT DA,
MEMBER OF IUS LABORIS

Anita Wirak
ADVOKATFIRMAET HJORT DA,
MEMBER OF IUS LABORIS

Bente Løvik Ulven
ADVOKATFIRMAET HJORT DA,
MEMBER OF IUS LABORIS

Christian Nyvold
ADVOKATFIRMAET HJORT DA,
MEMBER OF IUS LABORIS

Kaja Moen Welo
ADVOKATFIRMAET HJORT DA,
MEMBER OF IUS LABORIS

Mads Fuglesang
ADVOKATFIRMAET SELMER
D.A.

Svein Sulland
ADVOKATFIRMAET SELMER
D.A.

Christel Spannow

Stein Fagerhaug
DALAN ADVOKATFIRMA DA

Vegard Sivertsen
DELOITTE, MEMBER OF
DELOITTE TOUCHE TOHMATSU

Johan Ratvik
DLA PIPER NORWAY DA

Espen Trædal

Ole Kristian Olsby
HOMBLE OLSBY
ADVOKATFIRMA AS

JÓNAR TRANSPORT

Karl Erik Nedregotten

Anne Ulset Sande
KVALE & Co. ADVOKATFIRMA
ANS

Helge Onsrud
NORWEGIAN MAPPING
AUTHORITY, CADASTRE AND
LAND REGISTRY, CENTRE
FOR PROPERTY RIGHTS AND
DEVELOPMENT

Magnar Danielsen
NORWEGIAN MAPPING
AUTHORITY, CADASTRE AND
LAND REGISTRY, CENTRE
FOR PROPERTY RIGHTS AND
DEVELOPMENT

OSLO KOMMUNE

Knut Ekern
PRICEWATERHOUSECOOPERS

Morten Beck
PRICEWATERHOUSECOOPERS

Odd Hylland
PRICEWATERHOUSECOOPERS

Tove Ihle-Hansen
PRICEWATERHOUSECOOPERS

Bård Ivar. Koppang
PRICEWATERHOUSECOOPERS
LEGAL SERVICES

Christel Spannow
PRICEWATERHOUSECOOPERS
LEGAL SERVICES

Carl Arthur Christiansen
RAEDER ADVOKATFIRMA

Finn Rime
RIME ADVOKATFIRMA DA

Niels R. Kiaer
RIME ADVOKATFIRMA DA

Claus R. Flinder
SIMONSEN ADVOKATFIRMA DA

Berit Stokke
THOMMESSEN KREFTING
GREVE LUND AS, MEMBER OF
LEX MUNDI

Jorgen Lund
THOMMESSEN KREFTING
GREVE LUND AS, MEMBER OF
LEX MUNDI

Stig Berge
THOMMESSEN KREFTING
GREVE LUND AS, MEMBER OF
LEX MUNDI

Thomas Nordgård
VOGT & WIIG AS

Jan Backer
WIKBORG, REIN & Co.

Simen Smeby Lium
WIKBORG, REIN & Co.

Tore Lerheim
WIKBORG, REIN & Co.

NOUVELLE- ZÉLANDE

Anna Cowie
ANDERSON CREAGH LAI

Jeffrey Lai
ANDERSON CREAGH LAI

Matthew Allison
BAYCORP ADVANTAGE

Murray Tingey
BELL GULLY

Rob Townner
BELL GULLY

Russell Lawn
BUILDLaw - KUMEU-HUAPAI
LAW CENTRE

Douglas Alderslade
CHAPMAN TRIPP

Geoff Bevan
CHAPMAN TRIPP

Jim Roberts
HESKETH HENRY LAWYERS

Michael McLean Toepfer
HESKETH HENRY LAWYERS

Richard Wilson
JACKSON RUSSELL

Robert Muir
LAND INFORMATION NEW
ZEALAND

LOWNDES ASSOCIATES -
CORPORATE AND COMMERCIAL
LAW SPECIALISTS

John Cuthbertson
PRICEWATERHOUSECOOPERS

Kevin Best
PRICEWATERHOUSECOOPERS

Wanita Lala
PRICEWATERHOUSECOOPERS

John Powell
RUSSELL McVEAGH

SDV

Jania Baigent
SIMPSON GRIERSON, MEMBER
OF LEX MUNDI

Andrew Matthews
SIMPSON GRIERSON, MEMBER
OF LEX MUNDI

Ben Upton
SIMPSON GRIERSON, MEMBER
OF LEX MUNDI

Shelley Cave
SIMPSON GRIERSON, MEMBER
OF LEX MUNDI

WORLD OF WALLS LTD.

OMAN

Ali Adam Mohd. Sulaiman

Ala'a Eldin Mohammed
ABU-GHAZALEH LEGAL

Sunil Jose
ABU-GHAZALEH LEGAL

John Alasdair Jeffrey
AL ALAWI, MANSOOR JAMAL
& Co.

Mansoor Jamal Malik
AL ALAWI, MANSOOR JAMAL
& Co.

Zubaida Fakir Mohamed Al
Balushi

BANKING SURVEILLANCE
DEPARTMENT

Adam Mohammed Adam
DR. TARIQ AL BUSAIDI LEGAL
CONSULTANCY BUREAU

Ahmad Attahir
DR. TARIQ AL BUSAIDI LEGAL
CONSULTANCY BUREAU

M.O. Baidab
DR. TARIQ AL BUSAIDI LEGAL
CONSULTANCY BUREAU

Sowsan Al Mnsoury
DR. TARIQ AL BUSAIDI LEGAL
CONSULTANCY BUREAU

Hamad M. Al-Sharji

Mohammed Al Shahri
MOHAMMED AL SHAHRI &
ASSOCIATES

Mohsin Al Haddad
MOHSIN AL HADDAD & AMUR
AL KIYUMI & PARTNERS

Naveen K. Amin

Jeff Todd
PRICEWATERHOUSECOOPERS

Paul Suddaby
PRICEWATERHOUSECOOPERS

Pushpa Malani
PRICEWATERHOUSECOOPERS

Subha Mohan
SAID AL SHAHRY LAW OFFICE

Christopher Knight
TROWERS & HAMLINS

Majid Al Toky
TROWERS & HAMLINS

Sean Angle
TROWERS & HAMLINS

UGANDA

David F.K. Mpanga
A.F. MPANGA ADVOCATES

Alan Shonubi

Henry Muguzi
ANTI CORRUPTION COALITION
UGANDA

Robert Kiggundu
ARCH FORUM LTD.

Georgina Kugonza
ATTORNEY-AT-LAW

Cornelius Mukibi
C. MUKIBI SENTAMU & Co.

F.M.S Gonda-Ntende
HIGH COURT OF UGANDA
COMMERCIAL DIVISION

Geoffrey Kiryabwire
HIGH COURT OF UGANDA
COMMERCIAL DIVISION

Kenneth Kakuru
KAKURU & Co. ADVOCATES

Charles Kalu Kalumiya
KAMPALA ASSOCIATED
ADVOCATES

Ronald Tusingwire
KAMPALA ASSOCIATED
ADVOCATES

John Fisher Kanyemibwa
KATEERA & KAGUMIRE
ADVOCATES

Sim Katende
KATENDE, SSEMPEBWA & Co.
ADVOCATES

Muzamiru Kibeedi
KIBEEDI & Co.

Kiryowa Kiwanuka
KIWANUKA & KARUGIRE
ADVOCATES

Bernard Bamwine
KWESIGABO, BAMWINE &
WALUBIRI ADVOCATES

Phillip Karugaba
MMAKS ADVOCATES

Rachel Musoke
MMAKS ADVOCATES

Walugembe Christopher
MMAKS ADVOCATES

Masembe Kanyerezi
MUGERWA & MASEMBE
ADVOCATES

Godfrey Zziwa
MUWANGUZI, ZZIWA & MUSISI
ADVOCATES

Timur Khasanov-Batirov
DERBES BREWERY, SUBSIDIARY
OF BBH

Jimmy M Muyanjanja
MUYANJANJA & ASSOCIATES

Ali Sengendo
MWEBE, SEBAGGALA & Co.

Alex Rezida
NANGWALA, REZIDA & Co.
ADVOCATES

Peter Mulira

Milton Turyaguma
P.M. CONSULT LDT.

Jalia Kangave
PRICEWATERHOUSECOOPERS

Osborne Wanyoike
PRICEWATERHOUSECOOPERS

Paul Frobisher Mugambwa
PRICEWATERHOUSECOOPERS

Plaxeda Namirimu
PRICEWATERHOUSECOOPERS

Robinah Lutaaya
PRICEWATERHOUSECOOPERS

Russell Eastaugh
PRICEWATERHOUSECOOPERS
LEGAL SERVICES

Charles Mwebembezi
SDV TRANSAMI LTD.

Clare de Wet
SDV TRANSAMI LTD.

Fatuma Nabulime
SDV TRANSAMI LTD.

Nicholas Ecimu
SEBALU & LULE ADVOCATES
AND LEGAL CONSULTANTS

Parbat Siyani
SEYANI BROTHERS & Co. (U)
LTD

Ezekiel Tuma
SHONUBI, MUSOKE & Co.
ADVOCATES

OUZBÉKISTAN

Vera Ni
ANGLESEY FOOD

Zafar Khashimov
ANGLESEY FOOD

Petros Tsakanyan
AZIZOV & PARTNERS

Alisher Inoyatov
BERAD GROUP Co.

Mals Akhmedov
BIZNES ADVOKATLIK SERVISI

Abduaziz Azizov
BOOZ ALLEN HAMILTON

Jamol Askarov
CHADBOURNE & PARKE LLP

Sitora Babadjanova
CHADBOURNE & PARKE LLP

Alisher Shaikhov
CHAMBER OF COMMERCE &
INDUSTRY OF THE REPUBLIC
OF UZBEKISTAN

Bekhzod Abdurazzakov
DENTON WILDE SAPTE

Irina Gosteva
DENTON WILDE SAPTE

Mouborak Kambarova
DENTON WILDE SAPTE

Natalya Apukhtina
DENTON WILDE SAPTE

Timur Khasanov-Batirov
DERBES BREWERY, SUBSIDIARY
OF BBH

Khalid Farooq
GLOBALINK TRANSPORTATION
& LOGISTICS WORLDWIDE LLP

Ravshan Rakhmanov
GRATA LAW FIRM

Umid Aripdjanov
GRATA LAW FIRM

Nodir Rasulov
GRAVAMEN FIDELIS & FIDES
LLP

Edwin Hyde
IDOLEC PTY. LTD.

Nizomiddin Shakhabutdinov
LAW FIRM LEGES ADVOKAT

Alexander Samborsky
NATIONAL CENTRE OF
GEODESY & CARTOGRAPHY

Abdulkhamid Muminov
PRICEWATERHOUSECOOPERS

Akmal Rustamov
PRICEWATERHOUSECOOPERS

Altat Tapia
PRICEWATERHOUSECOOPERS

Elena Kaeva
PRICEWATERHOUSECOOPERS

Hairullah Akramhodjaev
PRICEWATERHOUSECOOPERS

Vsevolod Payevkiy
UZBEKISTAN - SME PROJECT

PAKISTAN

Rashid Ibrahim
A. F. FERGUSON & Co.

T. Ud-Din A. Mirza
A. F. FERGUSON & Co.

ABDULLAH ENTERPRISES

Cyril Almeida
ABRAHAM & SARWANA

Farooq Abdullah
ABRAHAM & SARWANA

Jawad A. Sarwana
ABRAHAM & SARWANA

Khalid Habibullah
ABRAHAM & SARWANA

Vaqar Hussain
ABRAHAM & SARWANA

Zaki Ahmed
ABRAHAM & SARWANA

ACMC LOGISTICS

ADAM FABRICS PVT. LTD.

AL-HADI INDUSTRIES PVT.
LTD.

AMIR SONS

APEX INTERNATIONAL

Mohammed Ayaz
APLL PRIVATE LTD.

AROMA SURGICAL CO.

ASH TRADERS INTERNATIONAL

ATARA TARPULIN & TEXTILE
INDUSTRIES

Farooq Akhtar
AZAM CHAUDHRY LAW
ASSOCIATES

Maria Jamshaid
AZAM CHAUDHRY LAW
ASSOCIATES

Mohammad Qasim Qureshi
AZAM CHAUDHRY LAW
ASSOCIATES

Nadia A. Chaudhry
AZAM CHAUDHRY LAW
ASSOCIATES

AZGARD-9 LTD.

BIN QUTAB CARGO
INTERNATIONAL PVT. LTD.

BRIGHT TRADE AND
INDUSTRIES

BUNKER LOGISTICS

COMMERCE INTERNATIONAL

CROWN MOVERS WORLDWIDE

CROWN TRADING COMPANY

Tariq Nasim Jan
DATACHECK PVT. LTD.

Javed Vohra
FAIR BROTHERS
INTERNATIONAL

GANKKY ENTERPRISES

GEMOLOGICA

Ali Adnan Ibrahim
GEORGETOWN UNIVERSITY
LAW CENTER

Shahzad Rasool
GLOBALINK TRANSPORTATION
& LOGISTICS WORLDWIDE LLP

GOLF & SPORTS

GREENFIELDS INTERNATIONAL

Ghulam Haider Shamsi
HAIDER SHAMSI & Co.,
CHARTERED ACCOUNTANTS

IMAGE GARMENTS PVT. LTD.

IVON TRADING COMPANY

JIMPEX INC.

Kairas Kabraji
KABRAJI & TALIBUDDIN

Faisal Daudpota
KHALID DAUDPOTA & Co.

Shumail Ahmad Butt
M/S BUTT & SOHAIL LLP,
ATTORNEYS AT LAW

Huma Shah
M/S SHEIKH SHAH RANA &
IJAZ

Mehmood Y. Mandviwalla
MANDVIWALLA & ZAFAR

MARGALA ENTERPRISES

N. S. CHEMICALS

PROLINE CORPORATION

Abdul Rahman
QAMAR ABBAS & Co.

Abdul Razzaq
QAMAR ABBAS & Co.

Arif Khan
QAMAR ABBAS & Co.

Ikram Fayaz
QAMAR ABBAS & Co.

Tariq Mahmood
RAAZIQ INTERNATIONAL

Javaid Basini
RANGOONWALA GROUP OF Co.

Shahid Mughal
RANGOONWALA GROUP OF Co.

Tariq Rangoonwala
RANGOONWALA GROUP OF Co.

REHAN'S CHRIST
INTERNATIONAL PVT. LTD.

SAHIL FREIGHT PAKISTAN
PVT. LTD.

Sami U. Zafar
SAMI ZAFAR & Co.,
ADVOCATES AND LEGAL
CONSULTANTS

SHAMIM & SHAMS CO.

Ali Jafar Abidi
STATE BANK OF PAKISTAN
THE KARACHI TANNERY PVT.
LTD.

TRADE VALLEY

Sajjad Raza
TRANSOCEAN SHIPPING
AGENCIES

ZEESHAN ENTERPRISES

PALAU

Kenneth Barden
MINISTRY OF FINANCE

Erin E. Johnson
OFFICE OF THE ATTORNEY
GENERAL

Frederick W. Reynolds
OFFICE OF THE ATTORNEY
GENERAL

Jeffrey L. Beattie
OFFICE OF THE ATTORNEY
GENERAL

David Shadel
THE LAW OFFICE OF KIRK AND
SHADEL

Cristina Castro
WESTERN CAROLINE TRADING
Co.

William L. Ridpath

PANAMA

Yadira Moreno
AGUILAR CASTILLO LOVE

Alejandro Alemán
ALFARO, FERRER & RAMÍREZ

Alfredo Ramírez Jr.
ALFARO, FERRER & RAMÍREZ

Enna Ferrer
ALFARO, FERRER & RAMÍREZ

Jorge R. González
ARIAS, ALEMÁN & MORA

José Miguel Navarrete
AROSEMENA NORIEGA &
CONTRERAS, MEMBER OF IUS
LABORIS AND LEX MUNDI

Julio Cesar Contreras III
AROSEMENA NORIEGA &
CONTRERAS, MEMBER OF IUS
LABORIS AND LEX MUNDI

Ramon Valdes
AROSEMENA NORIEGA &
CONTRERAS, MEMBER OF IUS
LABORIS AND LEX MUNDI

Shanina J. Contreras
AROSEMENA NORIEGA &
CONTRERAS, MEMBER OF IUS
LABORIS AND LEX MUNDI

Luz María Salamina
ASOCIACIÓN PANAMEÑA DE
CRÉDITO

Maria Lourdes Chanis
CAPAC

Michael Fernandez
CAPAC

Ricardo Eskildsen Morales
ESKILDSSEN & ESKILDSSEN

Jorge Garrido
GARRIDO & GARRIDO

Mayra Obando
GARRIDO & GARRIDO

Luis Chalhoub
ICAZA, GONZALEZ-RUIZ &
ALEMAN

Ramon Varela
MORGAN & MORGAN

Ivette Elisa Martínez Saenz
PATTON, MORENO & ASVAT

Angel Dapena
PRICewaterhouseCOOPERS

Francisco Barrios
PRICewaterhouseCOOPERS

Jazmin J. Solis
PRICewaterhouseCOOPERS

Ricardo Madrid
PRICewaterhouseCOOPERS

Ramon Ortega
PRICewaterhouseCOOPERS

Erick Muñoz
SUCRE ARIAS & REYES

PAPOUASIE- NOUVELLE-GUINÉE

Tyson Boboro
ALLENS ARTHUR ROBINSON

Vincent Bull
ALLENS ARTHUR ROBINSON

Richard Flynn
BLAKE DAWSON WALDRON

David Caradus
PRICewaterhouseCOOPERS

Esther Kendino
PRICewaterhouseCOOPERS

Thomas Taberia
PRICewaterhouseCOOPERS

Gaudi Kidu
STRUCOTON ARCHITECTS, LTD.

PARAGUAY

Hugo T. Berkemeyer
BERKEMEYER, ATTORNEYS &
COUNSELORS

Luis Breuer
BERKEMEYER, ATTORNEYS &
COUNSELORS

Maria Antonia Gwynn
BERKEMEYER, ATTORNEYS &
COUNSELORS

Maria Gloria Triguís González
BERKEMEYER, ATTORNEYS &
COUNSELORS

Angela Schaefer de Sosa
ESCRIBANA PÚBLICA

Nestor Loizaga
FERRERE ABOGADOS

Roberto Moreno Rodríguez
Alcala
MORENO RUFFINELLI &
ASOCIADOS

Esteban Burt
PERONI, SOSA, TELLECHEA,
BURT & NARVAJA, MEMBER OF
LEX MUNDI

Jorge Gomez
PRICewaterhouseCOOPERS

Karina Lozano
PRICewaterhouseCOOPERS

Larisa Guillen
PRICewaterhouseCOOPERS

Leonardo Decarlina
PRICewaterhouseCOOPERS

Nadia Gorostiaga
PRICewaterhouseCOOPERS

Ruben Taboada
PRICewaterhouseCOOPERS

Santiago Jure Domaniczky
PROGRAMA UMBRAL FAE

Maria Debattisti
SERVIMEX SACI

Néstor Gamarra
SERVIMEX SACI

Julio Gonzalez C.
SUPERINTENDENCIA DE
BANCOS - BCP

Adriana Casati
VOUGA & OLMEDO ABOGADOS

Perla Alderete
VOUGA & OLMEDO ABOGADOS

PAYS-BAS

ALLEN & OVERY LLP

Annekarien van de Velde
BAKER & MCKENZIE
AMSTERDAM N.V.

Karin W.M. Bodewes
BAKER & MCKENZIE
AMSTERDAM N.V.

Piet Schroeder
BAKER & MCKENZIE
AMSTERDAM N.V.

Hylde Wiarda
BRONSGEEST DEUR
ADVOCATEN, MEMBER OF IUS
LABORIS

Paul van der Molen
CADASTRE, LAND REGISTRY
AND MAPPING AGENCY

Jan Willem Schenk
CMS DERKS STAR BUSMANN

Jellienke Stamhuis
DE BRAUW BLACKSTONE
WESTBROEK

Margriet de Boer
DE BRAUW BLACKSTONE
WESTBROEK

Mark G. Rebergen
DE BRAUW BLACKSTONE
WESTBROEK

Sijmen de Ranitz
DE BRAUW BLACKSTONE
WESTBROEK

Stefan Sagel
DE BRAUW BLACKSTONE
WESTBROEK

Arjan Enneman
EXPATAX BV

GLOBE ITC

Glenn C. Haulussy
HAULUSSY THE LAW COMPANY

Els Van der Riet
HOUTHOFF BURUMA LAWYERS,
CIVIL NOTARIES, TAX
ADVISERS

Henri Bentfort van
Valkenburg
HOUTHOFF BURUMA LAWYERS,
CIVIL NOTARIES, TAX
ADVISERS

Jaap Koster
HOUTHOFF BURUMA LAWYERS,
CIVIL NOTARIES, TAX
ADVISERS

Rolf de Weijs
HOUTHOFF BURUMA LAWYERS,
CIVIL NOTARIES, TAX
ADVISERS

Rutger Schimmelpenninck
HOUTHOFF BURUMA LAWYERS,
CIVIL NOTARIES, TAX
ADVISERS

Michiel Wesseling
HOUTHOFF BURUMA N. V.,
MEMBER OF LEX MUNDI

Marcel Willems
KENNEDY VAN DER LAAN

Jaap Jan Trommel
NAUTA DUTILH ATTORNEYS

Jeroen Holland
NAUTA DUTILH ATTORNEYS

Martijn Molenaar
NAUTA DUTILH ATTORNEYS

Richard Bakker
OCEAN - TRANS
INTERNATIONAL BV

A.G.M. Hoogeveen
PRICewaterhouseCOOPERS
BELASTINGADVISEURS N.V.

Fons Hoogeveen
PRICewaterhouseCOOPERS
BELASTINGADVISEURS N.V.

Jan Bezem
PRICewaterhouseCOOPERS
BELASTINGADVISEURS N.V.

Ralf Pieters
PRICewaterhouseCOOPERS
BELASTINGADVISEURS N.V.

Remco Van Der Linden
PRICewaterhouseCOOPERS
BELASTINGADVISEURS N.V.

Robert Van Galen

Robert Schrage
ROYAL NETHERLANDS
NOTARIAL ORGANIZATION

Hugo Reumkens
VAN DOORNE N.V.

Liane van de Vrugt
VÉDÉVÉ LEGAL B.V.

PÉROU

Fernando M. Ramos
BARRIOS FUENTES GALLO
ABOGADOS

Luis Fuentes
BARRIOS FUENTES GALLO
ABOGADOS

Rafael Lengua
BENITES, DE LAS CASAS,
FORNO & UGAZ ABOGADOS

Carlos Vegas Quintana
CAMARA PERUANA DE LA
CONSTRUCCION

Herles Loayza Casimiro
CAMARA PERUANA DE LA
CONSTRUCCION

Rafael Junco
CAMARA PERUANA DE LA
CONSTRUCCION

Alfonso Alvarez Calderón
ESTUDIO ALVAREZ CALDERON

Marcos Antonio Alarcón Piana
ESTUDIO ECHECOPAR

Anabelí González
Estudio Ferrero
Abogados
Gisella Domecq
ESTUDIO OLAECHEA, MEMBER
OF LEX MUNDI

Jesús Matos
ESTUDIO OLAECHEA, MEMBER
OF LEX MUNDI

José Antonio Olaechea
ESTUDIO OLAECHEA, MEMBER
OF LEX MUNDI

José Antonio Valdez
ESTUDIO OLAECHEA, MEMBER
OF LEX MUNDI

Lucianna Polar Figari
ESTUDIO OLAECHEA, MEMBER
OF LEX MUNDI

Manuel Villa-García
ESTUDIO OLAECHEA, MEMBER
OF LEX MUNDI

Martin Serkovic
ESTUDIO OLAECHEA, MEMBER
OF LEX MUNDI

Guillermo Auler
FORSYTH & ARBE ABOGADOS
LIBIAK CORP.

Jimmy Atunga Rios
M. A. V. LOGISTICA Y
TRANSPORTE S.A.

MARISOL NIETO CARBAJAL

Donato Hernán Carpio Velez
NOTARY OFFICE OF DONATO
HERNAN CARPIO VELEZ

Alonso Rey Bustamante
PAYET, REY, CAUVI ABOGADOS

Raul Lozano-Merino
PEÑA, LOZANO, FAURA &
ASOCIADOS

PERUVIAN ARTS & CRAFTS DE
JAIME ZAPATA ESPINOZA

Diego Sanchez
PRICEWATERHOUSECOOPERS

Humberto Allemant
PRICEWATERHOUSECOOPERS

Javier de La Vega
PRICEWATERHOUSECOOPERS

Walter Aguirre
PRICEWATERHOUSECOOPERS
LEGAL SERVICES

Hugo Silva
RODRIGO, ELÍAS, MEDRANO
ABOGADOS

Pedro Grados Smith
SUPERINTENDENCY OF
BANKING, INSURANCE &
PRIVATE PENSION FUND
ADMINISTRATOR

PHILIPPINES

ACE ANAREM INTERNATIONAL
TRADING, INC.

Emérico O. de Guzman
ANGARA ABELLO CONCEPCION
REGALA & CRUZ LAW OFFICES
(ACCRALAW)

Gilberto Gallos
ANGARA ABELLO CONCEPCION
REGALA & CRUZ LAW OFFICES
(ACCRALAW)

Lilia E. Lising
BANCO DE ORO

Villanueva
BANCO DE ORO

Manuel Battallones
BAP CREDIT BUREAU
FAST-TRACT FREIGHT, INC.

Alan Ortiz
FOLLOSCO MORALLOS &
HERCE

Jesúsito G. Morillos
FOLLOSCO MORALLOS &
HERCE

Rachel P. Follosco
FOLLOSCO MORALLOS &
HERCE

Antonio T. Bote
INTERNATIONAL
CONSOLIDATOR PHILIPPINES,
INC.

Erich H. Lingad
INTERNATIONAL
CONSOLIDATOR PHILIPPINES,
INC.

Juana M. Dela Cruz
INTERNATIONAL
CONSOLIDATOR PHILIPPINES,
INC.

Hermínio Liwanag
JIMENEZ GONZALES LIWANAG
BELLO VALDEZ CALUYA &
FERNANDEZ

Lory Anne McMullin
JIMENEZ GONZALES LIWANAG
BELLO VALDEZ CALUYA &
FERNANDEZ

Ma. Melva Valdez
JIMENEZ GONZALES LIWANAG
BELLO VALDEZ CALUYA &
FERNANDEZ

Maria Cristina Hernandez
JIMENEZ GONZALES LIWANAG
BELLO VALDEZ CALUYA &
FERNANDEZ

Melva Valdez
JIMENEZ GONZALES LIWANAG
BELLO VALDEZ CALUYA &
FERNANDEZ

Myla Gloria Amboy
JIMENEZ GONZALES LIWANAG
BELLO VALDEZ CALUYA &
FERNANDEZ

Victoria Limkico
JIMENEZ GONZALES LIWANAG
BELLO VALDEZ CALUYA &
FERNANDEZ

Rufo C. Venus
METROPOLITAN BANK &
TRUST CO.

Freddie Naagas
OOCL LOGISTICS

Gwen Grecia-de Vera
PJS LAW

Alexander B. Cabrera
PRICEWATERHOUSECOOPERS /
ISLA LIPANA & Co.

Elmer R. Mitra, Jr.
PRICEWATERHOUSECOOPERS /
ISLA LIPANA & Co.

Genevieve M. Limbo
PRICEWATERHOUSECOOPERS /
ISLA LIPANA & Co.

Tammy H. Lipana
PRICEWATERHOUSECOOPERS /
ISLA LIPANA & Co.

Zayber B. Protacio
PRICEWATERHOUSECOOPERS /
ISLA LIPANA & Co.

Joseph Omar A. Castillo
PUYAT JACINTO SANTOS LAW
OFFICE

Roy Enrico C. Santos
PUYAT JACINTO SANTOS LAW
OFFICE

Janice Kae Ramirez
QUASHA ANCHETA PENA &
NOLASCO

Redentor C. Zapata
QUASHA ANCHETA PENA &
NOLASCO

Gil Roberto Zerrudo
QUISUMBING TORRES,
MEMBER FIRM OF BAKER AND
MCKENZIE

Kenneth Chua
QUISUMBING TORRES,
MEMBER FIRM OF BAKER AND
MCKENZIE

Rachelle Diaz
QUISUMBING TORRES,
MEMBER FIRM OF BAKER AND
MCKENZIE

Connie G. Chu
ROMULO, MABANTA,
BUENAVENTURA, SAYOC & DE
LOS ANGELES, MEMBER OF LEX
MUNDI

Jazmin Banal
ROMULO, MABANTA,
BUENAVENTURA, SAYOC & DE
LOS ANGELES, MEMBER OF LEX
MUNDI

Joseph Donato Bernedo
ROMULO, MABANTA,
BUENAVENTURA, SAYOC & DE
LOS ANGELES, MEMBER OF LEX
MUNDI

Ricardo J. Romulo
ROMULO, MABANTA,
BUENAVENTURA, SAYOC & DE
LOS ANGELES, MEMBER OF LEX
MUNDI

ROVET INTERNATIONAL
ENTERPRISE
Rusvie Cadiz
RV FREIGHT ABD SERVICES

Jean Caillard
SDV, INC.

Roland Bay
SDV, INC.

Nicanor N. Padilla
SIGUION REYNA MONTECILLO
& ONGSLAKO

Rafael Khan
SIGUION REYNA MONTECILLO
& ONGSLAKO

SILVERAXIS INC.

Cecile M.E. Caro
SYCIP SALAZAR HERNANDEZ &
GATMAITAN

Emmanuel C. Paras
SYCIP SALAZAR HERNANDEZ &
GATMAITAN

UNI-PRESIDENT CORPORATION

POLOGNE

ALLEN & OVERY A. PĘDZICH
SP.K.

Bartłomiej Raczkowski
BARTŁOMIEJ RACZKOWSKI
KANCELARIA PRAWA PRACY,
MEMBER OF IUS LABORIS

Aleksander Borowicz
BIURO INFORMACJI
KREDYTOWEJ

Zbigniew Skórczyński
CHADBOURNE & PARKE LLP

Jan Niadzinski
DSV

Ewelina Stobiecka
E/N/W/C ATTORNEY AT LAW

Ewa Wiśniewska

Anna Sowinska
GIDE LOYRETTE NOUËL
POLSKA

Barbara Mycka
GIDE LOYRETTE NOUËL
POLSKA

Dariusz Tokarczuk
GIDE LOYRETTE NOUËL
POLSKA

Ewa Auleytner
GIDE LOYRETTE NOUËL
POLSKA

Grzegorz Banasiuk
GIDE LOYRETTE NOUËL
POLSKA

Marta Karmińska
GIDE LOYRETTE NOUËL
POLSKA

Michał Kocur
GIDE LOYRETTE NOUËL
POLSKA

Piotr Sadownik
GIDE LOYRETTE NOUËL
POLSKA

Sylvia Petrovskaya
GIDE LOYRETTE NOUËL
POLSKA

IWS

Dariusz Wojciech Rządowski
KANCELARIA NOTARIALNA S.C.

Tomasz Brudkowski
KOCHANŃSKI, BRUDKOWSKI &
PARTNERS

Dagmara Lipka-Chudzik
MAGNUSSON

Aneta Laskownicka
MINISTRY OF JUSTICE

Jarosław Wysocki
MINISTRY OF JUSTICE

Maksymilian Norwa
MINISTRY OF JUSTICE

Dominika Rogon
NIKIEL & ZACHARZEWSKI LAW
OFFICE

Dariusz Okolski
OKOLSKI LAW OFFICE

PANALPINA

Iwona Smith
PRICEWATERHOUSECOOPERS

Magdalena Smigrocka
PRICEWATERHOUSECOOPERS

Piotr Kaim
PRICEWATERHOUSECOOPERS

Anna Maria Puksztó
SALANS

Monika Czekalowska
SOLTYSIŃSKI KAWECKI &
SZŁĘZAK, MEMBER OF IUS
LABORIS

Tamasz Kanski
SOLTYSIŃSKI KAWECKI &
SZŁĘZAK, MEMBER OF IUS
LABORIS

Fidala Jarosław
TOKARCZUK, JĘDRZEJCZYK,
WSPÓLNICY. KANCELARIA
PRAWNA GIDE LOYRETTE
NOUËL POLSKA

Rafał Dziedzic
TOKARCZUK, JĘDRZEJCZYK,
WSPÓLNICY. KANCELARIA
PRAWNA GIDE LOYRETTE
NOUËL POLSKA

VANTIS

Ewa Butkiewicz
WARDYŃSKI & PARTNERS,
MEMBER OF LEX MUNDI

Weronika Pelc
WARDYŃSKI & PARTNERS,
MEMBER OF LEX MUNDI

Lech Giliciński
WHITE & CASE W.
DANIŁOWICZ, W. JURCEWICZ I
WSPÓLNICY SP. K.

Barbara van der Mei
WIERZBOWSKI EVERSHERDS,
MEMBER OF EVERSHERDS
INTERNATIONAL LTD..

Ewa Łachowska - Brol
WIERZBOWSKI EVERSHERDS,
MEMBER OF EVERSHERDS
INTERNATIONAL LTD..

PORTO RICO

Alberto Lastra

Camilo Almeyda

Juan Carlos Fortuno Fas
FORTUNO & FORTUNO FAS,
C. S. P.

Myrna I. Lozada-Guzmán
GOLDMAN ANTONETTI &
CÓRDOVA

Thelma Rivera
GOLDMAN ANTONETTI &
CÓRDOVA

Javier Sánchez

Antonio Arias
McCONNELL VALDÉS

Antonio Escudero-Viera
McCONNELL VALDÉS

Jorge Ruiz Montilla
McCONNELL VALDÉS

Victor Rodriguez
MULTITRANSPORT & MARINE
Co.

Grisselle Lebron
PRICEWATERHOUSECOOPERS

Victor Rodriguez
PRICEWATERHOUSECOOPERS

Keila Ortega
RALPH VALLONE JR., LAW
OFFICES

Ralph Vallone
RALPH VALLONE JR., LAW
OFFICES

Myriam E. Matos-Bermudez
SOSA LLORENS, CRUZ NERIS &
ASSOCIATES

James Arroyo
TRANSUNION DE PUERTO
RICO

PORTUGAL

Acácio Pita Negrão
ABREU & MARQUES, VINHAS E
ASSOCIADOS

Paulo Lowndes Marques
ABREU & MARQUES, VINHAS E
ASSOCIADOS

Carmo Sousa Machado
ABREU ADVOGADOS

David Salgado Areias
ABREU ADVOGADOS

Duarte de Athayde
ABREU ADVOGADOS

Francisco Patrício
ABREU ADVOGADOS

Marta de Oliveira Pinto
Trindade
ABREU ADVOGADOS

Miguel de Avillez Pereira
ABREU ADVOGADOS

Patricia Perestrelo
ABREU ADVOGADOS

Pedro Sousa Uva
ABREU ADVOGADOS

Rita Maltez
ABREU ADVOGADOS

Rui Peixoto Duarte
ABREU ADVOGADOS

Manuel Silveira Botelho
ANTÓNIO FRUTUOSO DE MELO
E ASSOCIADOS - SOCIEDADE DE
ADVOGADOS, R. L.

João Cadete de Matos
BANCO DE PORTUGAL

Manuel P. Barrocas
BARROCAS & ALVES PEREIRA

Paula Alcântara Feliciano
BARROS, SOBRAL, G. GOMES &
ASSOCIADOS

Sónia Gonçalves Anjo
BARROS, SOBRAL, G. GOMES &
ASSOCIADOS

Mark Bekker
BEKKER LOGISTICA

Carlos de Sousa e Brito
CARLOS DE SOUSA E BRITO &
ASSOCIADOS

João Pereira Marques
CARLOS DE SOUSA E BRITO &
ASSOCIADOS

Susana Rua
CARLOS DE SOUSA E BRITO &
ASSOCIADOS

Fernando Marta
CREDINFORMACOES

António Luís Pereira
Figueiredo
DIRECTORATE GENERAL OF
REGISTRY & NOTARY CIVIL
SERVICE

Filomena Rosa
DIRECTORATE GENERAL OF
REGISTRY & NOTARY CIVIL
SERVICE

João Moucheira
DIRECTORATE GENERAL OF
REGISTRY & NOTARY CIVIL
SERVICE

Susana Cebola
DIRECTORATE GENERAL OF
REGISTRY & NOTARY CIVIL
SERVICE

Inês Setil
GABINETE DE POLÍTICA
LEGISLATIVA E PLANEAMENTO,
MINISTERIO DA JUSTIÇA

Daniel Parejo Ballesteros
GARRIGUES

Diogo Leónidas Rocha
GARRIGUES

Isabel Martinez de Salas
GARRIGUES

Miguel Marques dos Santos
GARRIGUES

Sara Gonçalves
GARRIGUES

Pedro de Almeida Cabral
MINISTÉRIO DA JUSTIÇA

Ana Margarida Maia
MIRANDA CORREIA
AMENDOEIRA & ASSOCIADOS

Rui Amendoeira
MIRANDA CORREIA
AMENDOEIRA & ASSOCIADOS

Susana Braz
MIRANDA CORREIA
AMENDOEIRA & ASSOCIADOS
MONDEGO TRADING, LDA

Filipa Arantes Pedroso
MORAIS LEITÃO, GALVÃO
TELES, SOARES DA SILVA &
ASSOCIADOS, MEMBER OF LEX
MUNDI

Madalena Pizarro
MORAIS LEITÃO, GALVÃO
TELES, SOARES DA SILVA &
ASSOCIADOS, MEMBER OF LEX
MUNDI

Rui Patrício
MORAIS LEITÃO, GALVÃO
TELES, SOARES DA SILVA &
ASSOCIADOS, MEMBER OF LEX
MUNDI

MOUTEIRA GUERREIRO, ROSA
AMARAL & ASSOCIADOS
- SOCIEDADE DE ADVOGADOS
R.L.

Jorge Pedro Lopes
POLYTECHNIC INSTITUTE OF
BRAGANÇA

John Duggan
PRICewaterhouseCOOPERS

Jorge Figueiredo
PRICewaterhouseCOOPERS

Lisa Helena Vaz
PRICewaterhouseCOOPERS

Marta Elisa Machado
PRICewaterhouseCOOPERS

Rita Marques
PRICewaterhouseCOOPERS

Michel Boutrand
SDV

César Sá Esteves
SIMMONS & SIMMONS

Maria Valente
SIMMONS & SIMMONS

TERRA PARALELA

Maria Manuel Leitão Marques
UCMA

Paulo Henriques
UCMA

RDP LAO

Nokeo Mounivong
BANK OF THE LAO PDR,
BANKS AND FINANCIAL
INSTITUTIONS SUPERVISION
DEPARTMENT

Phonxay Southiphong
DESIGN GROUP Co LTD.

Maligna Saignavongs
LAO BAR ASSOCIATION

One-Sy Boutsivongsakd
LAO NATIONAL CHAMBER OF
COMMERCE AND INDUSTRY

Grant Follet
DFDL MEKONG LAW GROUP

Ketsana Phommachanh
MINISTRY OF JUSTICE,
LAW RESEARCH AND
INTERNATIONAL COOPERATION
INSTITUTE

Janist Aphornratana
PRICewaterhouseCOOPERS

Pradthanaadt
Ratanatanunpong
PRICewaterhouseCOOPERS

Richard Irwin
PRICewaterhouseCOOPERS

Supanan Promphiphat
PRICewaterhouseCOOPERS

Thavorn Rujivanarom
PRICewaterhouseCOOPERS

Xaynari Chanthala
PRICewaterhouseCOOPERS

Daodeuane Duangdara
PRICewaterhouseCOOPERS
LEGAL SERVICES

Intong Oudom
SENEUDOM TRADING Co.
LTD.

Khampheng Vongkhanty
SOCIÉTÉ MIXTE DE
TRANSPORT Co., LTD.

VASCO LTD.

RÉPUBLIQUE CENTRAFRICAINE

Caroline Idrissou-Belingar
BEAC - HEADQUARTERS

Jean Baptiste Nouganga
BUREAU COMPTABLE FISCAL
- CABINET NOUGANGA

Marie-Edith Douzima-Lawson
CABINET DOUZIMA &
MINISTÈRE DE LA FONCTION
PUBLIQUE

Gabriel Houndoni
CLUB OHADA

Symphorien Bandiba
CLUB OHADA

Serge Médard Missamou
CLUB OHADA

Jean Noel Bangue
COUR D'APPEL DE BANGUI

Jean-Noël Bangue
COUR D'APPEL DE BANGUI

Maurice Dibert- Dollet
MINISTÈRE DE LA JUSTICE

RÉPUBLIQUE DÉMOCRATIQUE DU CONGO

Louman Mpooy
CABINET MPOY - LOUMAN &
ASSOCIÉS

Regis De Oliveira
AGETRAF S.A.R.L.

Yves Debiesme
AGETRAF S.A.R.L.

Amisi Herady
ANAPI

Thierry Mutombo Kalonji
ANAPI

Roger Masamba Makela
AVOCAT, DOYEN DE FACULTÉ

Caroline Idrissou-Belingar
BEAC - HEADQUARTERS

Victor Créspel Musafiri
CABINET D'AVOCAT JCC & A

Andre Malangu Muabila
CABINET FAMILLE

Christie Madudu Sulubika
CABINET G.B. MOKA NGOLO &
ASSOCIÉS

Francis Lugunda Lubamba
CABINET LUGUNDA LUBAMBA

Siku Beya
CABINET LUGUNDA LUBAMBA

Marius Tshieuy
CABINET MBAKI ET ASSOCIÉS

Tanayi Mbuy-Mbiye
CABINET MBUY-MBIYE &
ASSOCIÉS

Louman Mpooy
CABINET MPOY - LOUMAN &
ASSOCIÉS

Jacques Munday
CABINET NTOTO ET NSWAL

Toto Wa Kinkela
CABINET TOTO

EcoBANK - CONGO, DEM. REP.

Dominique Taty
FIDAFRICA /
PRICewaterhouseCOOPERS

Jolivet Thomas
FIDAFRICA /
PRICewaterhouseCOOPERS

G. Le Dourain

Gaston Kalambay Lumpungu

David Guarnieri
PRICewaterhouseCOOPERS
LEGAL SERVICES

Léon wa Kinkela
TOTO & ASSOCIÉS CABINET
D'AVOCATS

Mukoko Aloni
UNIVERSITÉ DE KINSHASA

RÉPUBLIQUE DOMINICAINE

Raúl De Moya
ARQUITECTURA &
PLANIFICACIÓN

Pablo Gonzalez Tapia
BIAGGI & MESSINA

Maria Portes
CASTILLO Y CASTILLO

Xavier Marra Martínez
DHIMES & MARRA

Fabio Guzmán-Ariza
GUZMÁN ARIZA

Claudia Roca
HEADRICK RIZIK ALVAREZ &
FERNANDEZ

Claudia Taveras
HEADRICK RIZIK ALVAREZ &
FERNANDEZ

Mary Fernández Rodriguez
HEADRICK RIZIK ALVAREZ &
FERNANDEZ

Sarah de León
HEADRICK RIZIK ALVAREZ &
FERNANDEZ

Wilfredo Senior
HEADRICK RIZIK ALVAREZ &
FERNANDEZ

Carlos Hernández
INSTITUTO DE ESTUDIOS DEL
TRABAJO

Philippe Lescuras
PANALPINA

Luis R. Pellerano
PELLERANO & HERRERA,
MEMBER OF LEX MUNDI

Alejandro Fernandez de
Castro
PRICewaterhouseCOOPERS

Andrea Paniagua
PRICewaterhouseCOOPERS

Caroline Bono
PRICewaterhouseCOOPERS

Juan Tejada
PRICewaterhouseCOOPERS

Julio Pinedo
PRICewaterhouseCOOPERS

Ramon Ortega
PRICewaterhouseCOOPERS

SUPERINTENDENCIA DE
BANCOS

Wendy Sánchez
TRANSUNION

Ana Isabel Caceres
TRONCOSO Y CACERES

Juan Manuel Caceres
TRONCOSO Y CACERES

ÉRYTHRÉE

Akberom Tedla

Ataklti H. Mariam

Fessahaie Habte
ATTORNEY-AT-LAW AND
LEGAL CONSULTANT

Berhane Gila-Michael
BERHANE GILA-MICHAEL
LAW FIRM

Michael Joseph
ERNST & YOUNG EAST AFRICA

Isac Tesfazion

Kebreab Habte Michael
Tekeste Mesghenna
MTD ENTERPRISES PLC

Tadesse Beraki

RÉPUBLIQUE DU CONGO

Daniel Bolletot
BUREAU VERITAS

Jean-Claude Marc
BUREAU VERITAS

Claude Coelho
CABINET D'AVOCATS CLAUDE
COELHO

Mathias Essereke
CABINET D'AVOCATS CLAUDE
COELHO

Muzembe Mpungu Marius
CABINET D'AVOCATS CLAUDE
COELHO

Francis Sassa
CABINET D'AVOCATS JEAN
PETRO

Jean Petro
CABINET D'AVOCATS JEAN
PETRO

Thierry Mamimoue
CABINET D'AVOCATS JEAN
PETRO

Jean-Philippe Esseau
CABINET ESSEAU
Ludovic Désiré Essou
CABINET ESSOU
Françoise Mbongo
CABINET MBONGO
David Bourion
FIDAFRICA /
PRICEWATERHOUSECOOPERS
Dominique Taty
FIDAFRICA /
PRICEWATERHOUSECOOPERS
Emmanuel Le Bras
FIDAFRICA /
PRICEWATERHOUSECOOPERS
Moïse Kokolo
FIDAFRICA /
PRICEWATERHOUSECOOPERS
Prosper Bizitou
FIDAFRICA /
PRICEWATERHOUSECOOPERS

RÉPUBLIQUE KIRGHIZE

Kamila Mateeva
AMERICAN UNIVERSITY -
CENTRAL ASIA
Larisa Janibekova
ANEL COMPANY LTD.
Asel Kenenbaeva
ATTORNEY-AT-LAW
Barno Marazykova
ATTORNEY-AT-LAW
Meerim Nurkamilova
ATTORNEY-AT-LAW
Akjoltoy Elebesova
CREDIT INFORMATION BUREAU
ISHENIM
Galina Kucherayvaya
DEMIR KYRGYZ
INTERNATIONAL BANK
Anastasiya Shloeva
GLOBALINK TRANSPORTATION
& LOGISTICS WORLDWIDE LLP
Azim Usmanov
GRATA LAW FIRM
Bakay Junushov
ICAP INVESTMENT
Gulnara Ahmatova
INTERNATIONAL BUSINESS
COUNCIL
Natalia Dolinskaya
INTERNATIONAL BUSINESS
COUNCIL
Talay Asylbekov
INTERNATIONAL BUSINESS
COUNCIL
Aijana Bekkulieva
KALIKOVA & ASSOCIATES LAW
FIRM
Gulnara Kalikova
KALIKOVA & ASSOCIATES LAW
FIRM
Marina Lim
KALIKOVA & ASSOCIATES LAW
FIRM
Nurbek Chonbashev
KALIKOVA & ASSOCIATES LAW
FIRM
Ulan Tilenbaev
KALIKOVA & ASSOCIATES LAW
FIRM
Rakhman Asylbekov
KYRGYZ GRIPPO STROI

Kwang Young Choi
KYRGYZ INVESTMENT AND
CREDIT BANK
Shabdan Tagaev
KYRGYZ INVESTMENT AND
CREDIT BANK
Mirulan Jamshitov
Abdulkhamid Muminov
PRICEWATERHOUSECOOPERS
Almas Nakipov
PRICEWATERHOUSECOOPERS
Bakhytzhon Kadyrov
PRICEWATERHOUSECOOPERS
Bob Jurik
PRICEWATERHOUSECOOPERS
Courtney Fowler
PRICEWATERHOUSECOOPERS
Elena Kaeva
PRICEWATERHOUSECOOPERS
Saltanat Ismailova
PRICEWATERHOUSECOOPERS

RÉPUBLIQUE TCHÈQUE

ALLEN & OVERY, PRAHA
ADVOKÁTNÍ KANCELÁŘ
Jan Spáčil
AMBRUZ & DARK
ADVOKÁTI, V.O.S.
PRICEWATERHOUSECOOPERS
LEGAL SERVICES
Jiří Markvart
AMBRUZ & DARK
ADVOKÁTI, V.O.S.
PRICEWATERHOUSECOOPERS
LEGAL SERVICES
Kateřina Vysloužilová
AMBRUZ & DARK
ADVOKÁTI, V.O.S.
PRICEWATERHOUSECOOPERS
LEGAL SERVICES
Klara Valentova
AMBRUZ & DARK
ADVOKÁTI, V.O.S.
PRICEWATERHOUSECOOPERS
LEGAL SERVICES
Ludvik Juricka
AMBRUZ & DARK
ADVOKÁTI, V.O.S.
PRICEWATERHOUSECOOPERS
LEGAL SERVICES
Marketa Penazova
AMBRUZ & DARK
ADVOKÁTI, V.O.S.
PRICEWATERHOUSECOOPERS
LEGAL SERVICES
Martin Bohuslav
AMBRUZ & DARK
ADVOKÁTI, V.O.S.
PRICEWATERHOUSECOOPERS
LEGAL SERVICES
Michal Hrnčíř
AMBRUZ & DARK
ADVOKÁTI, V.O.S.
PRICEWATERHOUSECOOPERS
LEGAL SERVICES
Vladimír Ambruz
AMBRUZ & DARK
ADVOKÁTI, V.O.S.
PRICEWATERHOUSECOOPERS
LEGAL SERVICES
Tomáš Zlámál
ATELIÉR ZLÁMAL
Cosmin Anghel
BADEA ASOCIATII IN
ASSOCIATION WITH CLIFFORD
CHANCE

Petr Kucera
CCB - CZECH BANKING
CREDIT BUREAU
Stanislav Myslíl
CERMAK HOREJS MYSLIL A
SPOL.
Tomas Richter
CLIFFORD CHANCE LLP/
INSTITUTE OF ECONOMIC
STUDIES, FACULTY OF
SOCIAL SCIENCES, CHARLES
UNIVERSITY
Jarmila Musilova
Jörg Nürnberger
DLA PIPER
EXIM CONSULTING
Vít Horáček
GLATZOVÁ & CO. LAW
OFFICES PRAGUE
Roman Grönes
GLEISS LUTZ
Athanasios Pantazopoulos
IKRP ROKAS & PARTNERS &
DR. A. PANTAZOPOULOS
Jan Slaby
KARL HEINZ DIETRICH S.R.O.
Ludík Vrána
LINKLATERS
Petr Mestánek
LINKLATERS
Růžena Trojánková
LINKLATERS
Lenka Petráková
OZIVENÍ
Robert Sgariboldi
PANALPINA S.R.O.
Gabriela Hájková
PETERKA & PARTNERS
Jiří Černý
PETERKA & PARTNERS
Martin Šip
PETERKA & PARTNERS
Pavla Prikrylova
PETERKA & PARTNERS
David Musil
PRICEWATERHOUSECOOPERS
Lenka Mrázová
PRICEWATERHOUSECOOPERS
Stephen B. Booth
PRICEWATERHOUSECOOPERS
Irena Dolezelova
PROCHÁZKA RANDL KUBR,
MEMBER OF IUS LABORIS &
LEX MUNDI
Jarmila Hanzalova
PROCHÁZKA RANDL KUBR,
MEMBER OF IUS LABORIS &
LEX MUNDI
Natasa Randlová
PROCHÁZKA RANDL KUBR,
MEMBER OF IUS LABORIS &
LEX MUNDI
Sarka Jandova
PROCHÁZKA RANDL KUBR,
MEMBER OF IUS LABORIS &
LEX MUNDI
Tereza Řihošková
PROCHÁZKA RANDL KUBR,
MEMBER OF IUS LABORIS &
LEX MUNDI
Jana Pavlasova
SQUIRE, SANDERS & DEMPSEY,
V.O.S. ADVOKÁTNÍ KANCELÁŘ

Zdenek Rosický
SQUIRE, SANDERS & DEMPSEY,
V.O.S. ADVOKÁTNÍ KANCELÁŘ
Markéta Zachová
VEJMEJKA & WÜNSCH V.O.S.
ROUMANIE
ADOS TRADING
ALSUNMARINE & GENERAL
TRADING SRL
David Stabb
ANGHEL STABB & PARTNERS
Adriana Puscas
BABIUC SULICA
PROTOPOPESCU VONICA
Dorin Coza
BABIUC SULICA
PROTOPOPESCU VONICA
Veronica Grunznicki
BABIUC SULICA
PROTOPOPESCU VONICA
Cosmin Anghel
BADEA ASOCIATII IN
ASSOCIATION WITH CLIFFORD
CHANCE
Daniel Badea
BADEA ASOCIATII IN
ASSOCIATION WITH CLIFFORD
CHANCE
Radu Ropota
BADEA ASOCIATII IN
ASSOCIATION WITH CLIFFORD
CHANCE
BETON DE NICE
BREAK BULK SERVICES SRL
CARPATICA INVEST SRL
Carmen Medar
D & B DAVID SI BAIAS S.C.A.,
PRICEWATERHOUSECOOPERS
LEGAL SERVICES
Catalin Alexandru
D & B DAVID SI BAIAS S.C.A.,
PRICEWATERHOUSECOOPERS
LEGAL SERVICES
Emanuel Bancila
D & B DAVID SI BAIAS S.C.A.,
PRICEWATERHOUSECOOPERS
LEGAL SERVICES
Sorin David
D & B DAVID SI BAIAS S.C.A.,
PRICEWATERHOUSECOOPERS
LEGAL SERVICES
KARMAN SRL
Neil McGregor
MCGREGOR & PARTNERS
S.C.A.
Dominic Morega
MUȘAT & ASOCIATII
Gelu Titus Maravela
MUȘAT & ASOCIATII
Ileana Sovaila
MUȘAT & ASOCIATII
Iulian Iosif
MUȘAT & ASOCIATII
Marius Pătrășcanu
MUȘAT & ASOCIATII
Ion Dragulin
NATIONAL BANK OF ROMANIA
Dumitru Viorel Manescu
NATIONAL UNION OF
ROMANIAN NOTARIES
Tatiana Urimescu
NATIONAL UNION OF
ROMANIAN NOTARIES

Adriana Gaspar
NESTOR NESTOR DICULESCU
KINGSTON PETERSEN, MEMBER
OF IUS LABORIS, OF LEX
MUNDI & OF SEE LEGAL
Diana Emanuela Precup
NESTOR NESTOR DICULESCU
KINGSTON PETERSEN, MEMBER
OF IUS LABORIS, OF LEX
MUNDI & OF SEE LEGAL
Laura-Adina Duca
NESTOR NESTOR DICULESCU
KINGSTON PETERSEN, MEMBER
OF IUS LABORIS, OF LEX
MUNDI & OF SEE LEGAL
Manuela M. Nestor
NESTOR NESTOR DICULESCU
KINGSTON PETERSEN, MEMBER
OF IUS LABORIS, OF LEX
MUNDI & OF SEE LEGAL
PATELA SERV COM SRL
Anda Rojanschi
PRICEWATERHOUSE COOPERS
LEGAL SERVICES
Adriana Radu
PRICEWATERHOUSECOOPERS
Alex Massaci
PRICEWATERHOUSECOOPERS
Alina Manescu
PRICEWATERHOUSECOOPERS
Alina Rafaila
PRICEWATERHOUSECOOPERS
Cristina Clujescu
PRICEWATERHOUSECOOPERS
Inga Tigai
PRICEWATERHOUSECOOPERS
Irina Hirjoaba
PRICEWATERHOUSECOOPERS
Irina Preoteasa
PRICEWATERHOUSECOOPERS
Mihai Vintu
PRICEWATERHOUSECOOPERS
Mirela Birlodeanu
PRICEWATERHOUSECOOPERS
Oana Manuceanu
PRICEWATERHOUSECOOPERS
Raluca Mocanu
PRICEWATERHOUSECOOPERS
Rene Bijvoet
PRICEWATERHOUSECOOPERS
Anamaria Corbescu
SALANS
Cosmin Bonea
SALANS
Cristian Mocanu
SALANS
Obie L. Moore
SALANS
Perry V. Zizzi
SALANS
Raluca Radu
SALANS
Tiberiu Csaki
SALANS
Andrei Săvescu
SĂVESCU SI ASOCIATII
Alina Badea
SCA MUSAT & ASOCIATII
Serban Epure
Alexandra Sova
SOVA & PARTNERS

Eugen Pop
SOVA & PARTNERS

Iuliana Negoita
SOVA & PARTNERS

Radu Cernov
SOVA & PARTNERS

Cristiana Stoica
STOICA & ASOCIATII
ATTORNEYS-AT-LAW

Razvan Dinca
STOICA & ASOCIATII
ATTORNEYS-AT-LAW

Sorin Corneliu Stratula
STRATULA TOMOSOIU
MOCANU

Crenguta Leaua
TANASESCU, LEAUA, CADAR &
ASOCIATII

Gina Gheorghe
TANASESCU, LEAUA, CADAR &
ASOCIATII

Anca Danilescu
ZAMFIRESCU RACOȚI PREDOIU
LAW PARTNERSHIP

Nicolae Hariuc
ZAMFIRESCU RACOȚI PREDOIU
LAW PARTNERSHIP

ROYAUME-UNI

AERONA (AIR & SEA)
CUSTOMS CLEARING AGENTS
LTD.

ALLEN & OVERY LLP

Andrew Wilson
ANDREW WILSON & CO.

Simon Cookson
ASHURST

Bernadette Faulkner
CLEARY GOTTlieb STEEN &
HAMILTON LLP

Shreya Damodaran
CLEARY GOTTlieb STEEN &
HAMILTON LLP

T.A.R. Curran
CLEARY GOTTlieb STEEN &
HAMILTON LLP

Techia Braveboy
CLEARY GOTTlieb STEEN &
HAMILTON LLP

COMPANIES HOUSE

David Crosthwaite
DAVIS LANGDON LLP

Katherine Ashton
DEBEVOISE & PLIMPTON LLP

Michael Steiner
DENTON WILDE SAPTE

EXPERIAN LTD.

FARMLEA LTD.

Gregory A. Campbell

Jon Atkey
HER MAJESTY'S LAND
REGISTRY

IDC INTERNATIONAL
DEVELOPMENT CORPORATION
TM

INTERPOWER INTERNATIONAL
LTD.

JAMES P. SIM & CO. LTD.

Lyndon Norley
KIRKLAND & ELLIS LLP

Richard Lister
LEWIS SILKIN SOLICITORS,
MEMBER OF IUS LABORIS

MODELESQUE

NORTHERN DAIRY SUPPLIES
LTD.

OLIVEX LTD.

Becky Borman
PRICEWATERHOUSECOOPERS

John Whiting
PRICEWATERHOUSECOOPERS

Neville Howlett
PRICEWATERHOUSECOOPERS

Nick Francis
PRICEWATERHOUSECOOPERS

Richard Collier-Keywood
PRICEWATERHOUSECOOPERS

Anjali Raman
PRICEWATERHOUSECOOPERS
LEGAL SERVICES

Ian Carson
PRICEWATERHOUSECOOPERS
LEGAL SERVICES

Kelly Griffiths
PRICEWATERHOUSECOOPERS
LEGAL SERVICES

Leon Flavell
PRICEWATERHOUSECOOPERS
LEGAL SERVICES

Nistha Jeram-Dave
PRICEWATERHOUSECOOPERS
LEGAL SERVICES

Penny Bruce
PRICEWATERHOUSECOOPERS
LEGAL SERVICES

Barry Mordsley
SALANS

Amar Madhani
SIMMONS & SIMMONS

Charles Mayo
SIMMONS & SIMMONS

Hannah Botham
SIMMONS & SIMMONS

Helen Gorty
SIMMONS & SIMMONS

Nick Benwell
SIMMONS & SIMMONS

Lynn Hiestand
SKADDEN, ARPS, SLATE,
MEAGHER & FLOM

SKYMART WORLDWIDE

Christopher Mallon
WEIL, GOTSHAL & MANGES

Emma Malkin
WEIL, GOTSHAL & MANGES

Katherine Stones
WEIL, GOTSHAL & MANGES

Sally Willcock
WEIL, GOTSHAL & MANGES

RUSSIE

ALLEN & OVERY LEGAL
SERVICES

Arsen Ayupov
ALRUD LAW FIRM

Lyudmila Merzlikina
ALRUD LAW FIRM

Irina Strizhakova
ANDREAS NEOCLEOUS & CO.,
LEGAL CONSULTANTS

Andrey Zhdanov
BAKER & MCKENZIE - CIS,
LTD.

Evgeny Reyzman
BAKER & MCKENZIE - CIS,
LTD.

Julia Borozdna
BAKER & MCKENZIE - CIS,
LTD.

Valery Getmanenko
BAKER & MCKENZIE - CIS,
LTD.

Dmitry Tarasov
BESEDIN AVAKOV TARASOV &
PARTNERS

Dmitry I. Melnikov
CLEARY GOTTlieb STEEN &
HAMILTON LLP

Scott Senecal
CLEARY GOTTlieb STEEN &
HAMILTON LLP

Yulia Solomakhina
CLEARY GOTTlieb STEEN &
HAMILTON LLP

David Lasfargue
ESPRO REAL ESTATE

Maria Gorban
GIDE LOYRETTE NOUEL,
MEMBER OF LEX MUNDI

Gulmira McHale
Dmitry Kurochkin
HERBERT SMITH CIS LLP

Marat Agabalyan
HERBERT SMITH CIS LLP

Oksana Ulyanova
HERBERT SMITH CIS LLP

Tatyana Fokina
HERBERT SMITH CIS LLP

Vladimir Melnikov
HERBERT SMITH CIS LLP

Igor Artemiev
Dimitry Kafanov
INMAR LEGAL CO., LTD.

JSC ORTON

Alyona Kozyreva
MACLEOD DIXON

Igor Porokhin
MAGNUSSON

QAO PIGMENT

Natalia Agafonova
ORRICK (CIS) LLC

Ekaterina Chernova
ORRICK, HERRINGTON &
SUTCLIFFE LLP

Olga Anisimova
ORRICK, HERRINGTON &
SUTCLIFFE LLP

Evgeniy Gouk
PRICEWATERHOUSECOOPERS
LEGAL SERVICES

Gennady Odarich
PRICEWATERHOUSECOOPERS
LEGAL SERVICES

Konstantin Lapshin
PRICEWATERHOUSECOOPERS
LEGAL SERVICES

Maxim Kandyba
PRICEWATERHOUSECOOPERS
LEGAL SERVICES

Maxim Kuznechenkov
PRICEWATERHOUSECOOPERS
LEGAL SERVICES

Anastasia Malashkevich
PRICEWATERHOUSECOOPERS
RUSSIA B.V.

Andrey Shpak
PRICEWATERHOUSECOOPERS
RUSSIA B.V.

Evgenia Shuplesova
PRICEWATERHOUSECOOPERS
RUSSIA B.V.

Steven Snaith
PRICEWATERHOUSECOOPERS
RUSSIA B.V.

Elena Subocheva
RUSSIN & VECCHI, LLC

Tatiana Ponomareva

Stanislav Sheverdyayev
TRANSPARENCY
INTERNATIONAL RUSSIA

Marlena Hurley
TRANSUNION CRIF DECISION
SOLUTION

RWANDA

André Verbruggen

José Habimana
BANQUE COMMERCIALE DU
RWANDA

Donatien Mucyo
BARREAU DE KIGALI

Minette Mutoni
BARREAU DE KIGALI

François Bikolimana
CABINET AUGECO SARL

Isaïe Mhayimana
CABINET D'AVOCATS
MHAYIMANA

Christian Joseph Ndongera
CABINET HAGUMA

Jean Haguma
CABINET HAGUMA

Alain Kabeja
CONSULTANT

Celestin Kaberuka
ELECTROGAZ

Frederic Mutagwera

JB Nyibizi

Joseph Munyankindi

Benjamin Ntaganira
KAMANZI, NTAGANIRA &
ASSOCIATES

Désiré Kamanzi
KAMANZI, NTAGANIRA &
ASSOCIATES

Léopold Munderere

Marcellin Kamanzi

Olivier Nduhungirehe
MEMBRE DE LA CELLULE
DE REFORME DU DROIT DES
AFFAIRES

Angélique Kantengwa
NATIONAL BANK OF RWANDA

Pothin Muvara

Annie Kairaba-Kyambadde
RWANDA INITIATIVE FOR
SUSTAINABLE DEVELOPMENT /
LANDNET

Jean Havugimana
RWANDA REVENUE
AUTHORITY

Pierre Célestin Bumbakare
RWANDA REVENUE
AUTHORITY

Rodolphe Kembukuswa
SDV

Suzanne Iyakaremye
SDV

Jean Marie Vianney
Mugemana
SOCIÉTÉ CEREDÉ S.A.R.L.

Theophile Kazaneza

Jean Claude Nsengiyumva
TRIBUNAL DE GRANDE
INSTANCE DE NYARUGENGE

Richard Mugisha
TRUST LAW CHAMBERS

Emmanuel Abijuru
UNION DES BANQUES
POPULAIRES DU RWANDA

Eric Nsengimana
WORLD FREIGHT S.A.R.L.

SAINT-KITTS-ET-NEVIS

Marcella Liburd
BRYANT & LIBURD

Anastacia Saunders
CARIBTRANS

Dahlia Joseph
DANIEL BRANTLEY &
ASSOCIATES

L. Everette Martin
EASTERN CARIBBEAN CENTRAL
BANK, SECURITIES EXCHANGE

HIGH COURT REGISTRAR

Michella Adrien
MICHELLA ADRIEN LAW
OFFICE

Nicholas Brisbane
N. BRISBANE & ASSOCIATES

Charles Walwyn
PRICEWATERHOUSECOOPERS

Neil Coates
PRICEWATERHOUSECOOPERS

Vernon S. Veira
VERNON S. VEIRA &
ASSOCIATES

Kamesha Graham
WALWYN LAW

SAINT-VINCENT-ET-LES-GRENADINES

Arthur Williams

Agnes E. Cato
CATO & CATO

Mira E. Commissioning
EQUITY CHAMBERS

HIGH COURT REGISTRAR

Kay Bacchus-Browne
KAY BACCHUS - BROWNE
CHAMBERS

Bernadine Dublin
LABOUR DEPARTMENT

Douglas L.A. Williams
LAW FIRM OF PHILLIPS &
WILLIAMS

Moulton Mayers
MOULTON MAYERS
ARCHITECTS

Nicole Sylvester
O. R. SYLVESTER & CO.

Richard Peterkin
PRICEWATERHOUSECOOPERS

SAINTE LUCIE

Gillian Vidal-Jules
ATTORNEY GENERAL'S
CHAMBERS

Bradley Paul
BRADLEY PAUL ASSOCIATES

Carol J. Gedeon
CHANCERY CHAMBERS

Thaddeus M. Antoine
FRANCIS & ANTOINE

Andie A. Wilkie
GORDON, GORDON & CO.

Leandra Gabrielle Verneuil
GORDON, GORDON & CO.

Mary Juliana Charles
GORDON, GORDON & CO.

HIGH COURT REGISTRAR

Mac Stephen Aubertin

Kimberly Roheman
McNAMARA & CO.

Candace Cadasse Polius
NICHOLAS JOHN & CO.

Peterson D. Francis
PETERSON D. FRANCIS
WORLDWIDE SHIPPING &
CUSTOMS SERVICES LTD.

Richard Peterkin
PRICewaterHOUSECOOPERS
PROCUREMENT SERVICES
INTERNATIONAL

SALOMON (ÎLES)

DEPARTMENT OF FINANCE AND
TREASURY

James Apaniai
JAMES APANIAI LAWYERS

Phillip Tagini
MONASH UNIVERSITY

Don Boykin
PACIFIC ARCHITECTS, LTD.

Gregory Joseph Sojnocki
PRICewaterHOUSECOOPERS

John Sullivan
SOL - LAW

Zarja Cibej

SAMOA

Murray Drake
DRAKE & CO.

Lawrie Burich
L. BURICH - BUILDING
CONTRACTORS

Arthur R. Penn
LESA MA PENN

Patea Malo Setefano
MINISTRY OF NATURAL
RESOURCES & ENVIRONMENT

Shan Shiraz Ali Usman
TRADEPAC MARKETING LTD.

SÃO TOMÉ-ET-PRINCIPE

André Aureliano Aragão
ANDRÉ AURELIANO ARAGÃO
ADVOGADO

Agostinho Q.S.A. Fernandes
DIRECTORATE OF TAXES

Frederico da Glória

Kiluange Tiny
JURISTEP

Edmar Carvalho
MIRANDA CORREIA
AMENDOEIRA & ASSOCIADOS

SÉNÉGAL

Fallou Dieye
APIX - AGENCE CHARGÉE
DE LA PROMOTION DE
L'INVESTISSEMENT ET DES
GRANDS TRAVAUX

Rita Da Costa Fall
APIX - AGENCE CHARGÉE
DE LA PROMOTION DE
L'INVESTISSEMENT ET DES
GRANDS TRAVAUX

Fodé Diop
ART INGÉNIERIE AFRIQUE

Charles Ki-Zerbo
BCEAO

Cheikh Fall
CABINET D'AVOCAT

Khaled Abou El Houda
CABINET KANJO KOITA

Daniel Sedar Senghor
ETUDE DE ME SEDAR SENGHOR

Ibrahima Mbodj
ETUDE ME IBRAHIMA MBODJ

Ndjaye Mbodj
ETUDE ME IBRAHIMA MBODJ

Dominique Taty
FIDAFRICA /
PRICewaterHOUSECOOPERS

Mahi Kane
FIDAFRICA /
PRICewaterHOUSECOOPERS

Matthias Hubert
FIDAFRICA /
PRICewaterHOUSECOOPERS

Pierre Michaux
FIDAFRICA /
PRICewaterHOUSECOOPERS
LEGAL SERVICES

Mamadou Seck
FORUM CIVIL, SECTION
SÉNÉGALAISE DE
TRANSPARENCY
INTERNATIONAL

Gilberto de Barros

Jean Paul Didier Thibault
MINISTÈRE DE LA JUSTICE

Oumy Kalsoum Gaye

Rita Dacosta Fall

Michèle Renous
S.G.B.S.

Mamadou Mbaye
SCP MAME ADAMA GUEYE &
ASSOCIÉS

Mame Adama Gueye
SCP MAME ADAMA GUEYE &
ASSOCIÉS

Magatte Dabo
TRANSFRET DAKAR

SERBIE

Rade Bačković
ASSOCIATION OF SERBIAN
BANKS

BIRO-MARKETING

Mirko Kovac
BOJOVIC & DASIC,
PRICewaterHOUSECOOPERS
LEGAL SERVICES

Snezana Minic
BOJOVIC & DASIC,
PRICewaterHOUSECOOPERS
LEGAL SERVICES

Zorana Nikolic
BOJOVIC & DASIC,
PRICewaterHOUSECOOPERS
LEGAL SERVICES

Dimitrije Nikolic
CARGO TEAM

Miodrag Milosavljevic
FUND FOR AN OPEN SOCIETY,
SERBIA

Drazen Turuljija
GIDE LOYRETTE NOUËL,
MEMBER OF LEX MUNDI

Sandra Simic
GIDE LOYRETTE NOUËL,
MEMBER OF LEX MUNDI

HARRISON SOLICITORS

Petar Stojanovic
JOKSOVIC, STOJANOVIC &
PARTNERS

Dubravka Kosic
KOSIC & SUTTI

Igor Oljagic
KOSIC & SUTTI

Marko Repic
KOSIC & SUTTI

Marija Kostic
LAW OFFICES JANKOVIC,
POPOVIC & MITIC

Nataša Cvetičanin
LAW OFFICES JANKOVIC,
POPOVIC & MITIC

Nikola Janković
LAW OFFICES JANKOVIC,
POPOVIC & MITIC

Lidija Djerić

Mike Ahern

Ana Stankovic
MORAVČEVIC, VOJNOVIĆ
& ZDRAVKOVIĆ O.A.D. U
SARADNJI SA SCHÖNHERR

Jasna Milosavljevic
MORAVČEVIC, VOJNOVIĆ
& ZDRAVKOVIĆ O.A.D. U
SARADNJI SA SCHÖNHERR

Relja Zdravkovic
MORAVČEVIC, VOJNOVIĆ
& ZDRAVKOVIĆ O.A.D. U
SARADNJI SA SCHÖNHERR

NATIONAL BANK OF SERBIA
AND MONTENEGRO

Durdje Ninkovic
NINKOVIC LAW OFFICE

Ivan Krsikapa
NINKOVIC LAW OFFICE

Olga Serb Gretic
NINKOVIC LAW OFFICE

Aleksandar Dimitrov
PRICA & PARTNERS LAW
OFFICE

Ana Calic
PRICA & PARTNERS LAW
OFFICE

Jelena Edelman
PRICA & PARTNERS LAW
OFFICE

Mihajlo Prica
PRICA & PARTNERS LAW
OFFICE

Aleksandar Miljković
PRICewaterHOUSECOOPERS

Jelena Djokić
PRICewaterHOUSECOOPERS

Jovana Ilić
PRICewaterHOUSECOOPERS

Beba Miletic
WOLF THEISS

Bojana Bregovic
WOLF THEISS

Vidak Kovacevic
WOLF THEISS

Zorana Nikolic

Miloš Živković
ŽIVKOVIĆ & SAMARDŽIĆ LAW
OFFICE

Nebojša Samardžić
ŽIVKOVIĆ & SAMARDŽIĆ LAW
OFFICE

SEYCHELLES

Serge Rouillon
ATTORNEY-AT-LAW

France Gonzalves Bonte

Shelton M. Jolicoeur
INTERNATIONAL LAW &
CORPORATE SERVICES (PTY)
LTD.

Hughes N. Adam
LAND MARINE LIMITED

Alex Ellenberger
LOCUS ARCHITECTURE PTY.
LTD.

Leslie Boniface
MINISTRY OF EMPLOYMENT
AND SOCIAL AFFAIRS

Marie-Pierre Lloyd
MINISTRY OF EMPLOYMENT
AND SOCIAL AFFAIRS

Conrad Lablache
PARDIWALLA TWOMEY
LABLACHE

Bernard L. Pool
POOL & PATEL

SIERRA LEONE

Amy Wright

Susan Sisty
BASMA & MACAULAY

EcoBank - SIERRA LEONE

Darcy White
PRICewaterHOUSECOOPERS

George Kwatia
PRICewaterHOUSECOOPERS

Gideon Ayi-owoo
PRICewaterHOUSECOOPERS

Kelvin Abdallah
PRICewaterHOUSECOOPERS

Thomas Murega
PRICewaterHOUSECOOPERS

Mariama Dumbuya
RENNER THOMAS & CO.

Centus Macauley Esq.
ROBERTS & PARTNERS

Emmanuel Roberts
ROBERTS & PARTNERS

Lornard Taylor
ROBERTS & PARTNERS

Mohamed Bangura
ROBERTS & PARTNERS

SADUKIA INVESTMENT MINING
GROUP
SHIPPING AGENCIES LTD.

Corneleius Max-Williams
SHIPPING AGENCIES LTD.

Susna Sisay
SISAY & ASSOCIATE

Rowland Wright
WRIGHT & Co. BARRISTERS &
SOLICITORS

SINGAPOUR

Angela Lim
BAKER & MCKENZIE, WONG
& LEOW

BLUE OCEANS VENTURE PTE.
LTD.

CALEDONIAN COMMODITY
TRADING PTE. LTD.

CITY DEVELOPMENTS LTD.

Nish Shetty
CLIFFORD CHANCE WONG
PTE. LTD.

Philip Rapp
CLIFFORD CHANCE WONG
PTE. LTD.

Mark Rowley
CREDIT BUREAU (SINGAPORE)
PTE LTD.

Chi Duan Gooi
DONALDSON & BURKINSHAW,
MEMBER OF LEX MUNDI

May Ching Ida Han
DONALDSON & BURKINSHAW,
MEMBER OF LEX MUNDI

Manoj Sandrasegara
DREW NAPIER

Sushil Nair
DREW NAPIER

GLOBAL TRADE WELL
SINGAPORE

Audrey Ng
KELVIN CHIA PARTNERSHIP

KEPPEL LAND INTERNATIONAL
LTD.

KONG HWA CHAN TRADING
PTE. LTD.

Shi-Chien Chia
MINISTRY OF INDUSTRY &
TRADE

Lui Hai Tan
MINISTRY OF TRADE &
INDUSTRY

Hui Jia Ang
PRICewaterHOUSECOOPERS

Paula Eastwood
PRICewaterHOUSECOOPERS

QBB (PTE) LTD.

Nanda Kumar
RAJAH & TANN

Patrick Ang
RAJAH & TANN

Airinn Loh
SCHENKER PTE. LTD.

Andrew Seah
SCHENKER PTE. LTD.

Cyril Dumon
SDV INTERNATIONAL
LOGISTICS

SERVICE POINT

SHOOK LIN & BOK (IN JOINT
VENTURE WITH ALLEN &
OVERY)

Chia Shi Chien
SINGAPORE LAND AUTHORITY

Siu Ing Teng
SINGAPORE LAND AUTHORITY

Han Li Toh
SUBORDINATE COURTS

Kannan Ramesh
TAN KOK QUAN PARTNERSHIP

Kit Min Chye
TAN PENG CHIN LLC

Shen Yi Thio
TSMP LAW CORPORATION

Wan Sin Import & Export Agencies

Beng Hong Ong
WONG TAN & MOLLY LIM LLC

Cynthia Tan
WONG TAN & MOLLY LIM LLC

Yik Wee Liew
WONGPARTNERSHIP

SLOVAQUIE

Allen & Overy Bratislava, S.R.O.

Andrea Jezerska
ČECHOVÁ & PARTNERS,
MEMBER OF LEX MUNDI

Jana Borska
ČECHOVÁ & PARTNERS,
MEMBER OF LEX MUNDI

Katarína Čechová
ČECHOVÁ & PARTNERS,
MEMBER OF LEX MUNDI

Michal Zeman
ČECHOVÁ & PARTNERS,
MEMBER OF LEX MUNDI

Tomáš Mareta
ČECHOVÁ & PARTNERS,
MEMBER OF LEX MUNDI

Zuzana Gaalová
ČECHOVÁ & PARTNERS,
MEMBER OF LEX MUNDI

Jana Brezinova
DEDÁK & PARTNERS

Tomáš Kamenec
DEDÁK & PARTNERS

Viktor Mišík
DEDÁK & PARTNERS

Michaela Špetková
GEODESY, CARTOGRAPHY AND
CADASTRE AUTHORITY OF THE
SLOVAK REPUBLIC

Roman Turok-Hetes
NATIONAL BANK OF SLOVAKIA

PANALPINA WELTTRANSPORT
GmbH

Pavel Nechala
PAVEL NECHALA & CO.

Kristína Rúsková
PETERKA & PARTNERS

Lenka Očkaiková
PETERKA & PARTNERS

Ondřej Dušek
PETERKA & PARTNERS

Přemysl Marek
PETERKA & PARTNERS

Viera Gregorova
PETERKA & PARTNERS

Marcela Adamcova
PRICewaterhouseCOOPERS

Radmila Benkova
PRICewaterhouseCOOPERS

Todd Bradshaw
PRICewaterhouseCOOPERS

Clare Vernon
PRICewaterhouseCOOPERS
LEGAL SERVICES

Peter Mateja
PRICewaterhouseCOOPERS
LEGAL SERVICES

Zuzana Dragúnová-Valerová
PRICewaterhouseCOOPERS
LEGAL SERVICES

Jaroslav Škubal
PROCHÁZKA RANDL KUBR,
MEMBER OF IUS LABORIS &
LEX MUNDI

Peter Varga
PROCHÁZKA RANDL KUBR,
MEMBER OF IUS LABORIS &
LEX MUNDI

Michal Luknár
SQUIRE SANDERS S.R.O.

Jan Korecky
ULC ČARNOGURSKÝ S.R.O.

Martin Javorcek
ULC ČARNOGURSKÝ S.R.O.

Dagmar Zukalová
ZUKALOVÁ COUNSELORS-AT-LAW

SLOVÉNIE

Nataša Božovič
BANK OF SLOVENIA

Domen Neffat
COLJA, ROJS & PARTNERJI

Saša Strahinič
COLJA, ROJS & PARTNERJI

Drago Kos
COMMISSION FOR THE
PREVENTION OF CORRUPTION

Barbara Kozarić
DELOITTE & TOUCHE

EXPORT CENTER

Andrej Jarkovič
JANEŽIČ & JARKOVIČ
ATTORNEYS-AT-LAW & PATENT
ATTORNEYS

Aleksandra Jemc
LAW OFFICE JADEK & Pensa

Pavle Pensa
LAW OFFICE JADEK & Pensa

Renata Šterbenc Štrus
LAW OFFICE JADEK & Pensa

Srečo Jadek
LAW OFFICE JADEK & Pensa

Urša Penca
LAW OFFICE JADEK & Pensa

Miha Velkavrh
Matjaz Nahtigal
ODVETNIKI ŠELIH &
PARTNERJI

Mia Kalas
ODVETNIKI ŠELIH &
PARTNERJI

Danijel Kerševan
PANALPINA WELTTRANSPORT
GmbH

Alan Maher
PRICewaterhouseCOOPERS

Anka Pogacnik
PRICewaterhouseCOOPERS

Beta Stembal
PRICewaterhouseCOOPERS

Crtoimir Borec
PRICewaterhouseCOOPERS

Janos Kelemen
PRICewaterhouseCOOPERS

Klemen Mir
PRICewaterhouseCOOPERS

Laura Thomson
PRICewaterhouseCOOPERS

Rada Djukic
PRICewaterhouseCOOPERS

Špela Repič
PRICewaterhouseCOOPERS

Jani Sorsak
SCHÖNHERR RECHTSANWÄLTE
GmbH / ATTORNEYS-AT-LAW

Matthias Wahl
SCHÖNHERR RECHTSANWÄLTE
GmbH / ATTORNEYS-AT-LAW

Tomaz Petrovic
SCHÖNHERR RECHTSANWÄLTE
GmbH / ATTORNEYS-AT-LAW

Vid Kobe
SCHÖNHERR RECHTSANWÄLTE
GmbH / ATTORNEYS-AT-LAW

Natasa Pipan Nahtigal
ŠELIH & PARTNERJI, MEMBER
OF SEE LEGAL

Božena Lipej
SURVEYING & MAPPING
AUTHORITY

SOUDAN

Mohamed A.M. Osman
DARKA FOR TRADING &
SERVICES Co. LTD.

Abdel Gadir Warsama
DR. ABDEL GADIR WARSAMA
GHALIB & ASSOCIATES LEGAL
FIRM

Mohamed Adam
DR. ADAM & ASSOCIATES

Osman Mekki Osman
HOUSE OF LEGAL
CONSULTANCIES & SERVICES
LTD.

Abdullah Abozaid
LAW OFFICE OF ABDULLAH A.
ABOZAIID

Ashraf A.H. El Neil
MAHMOUD ELSHEIKH OMER &
ASSOCIATES ADVOCATES

Hind Akasha Aboulela Hamid
MAHMOUD ELSHEIKH OMER &
ASSOCIATES ADVOCATES

Shireen Mohamed Hussein
Ehmady
MAHMOUD ELSHEIKH OMER &
ASSOCIATES ADVOCATES

Tariq Mohmoud Elsheikh
Omer
MAHMOUD ELSHEIKH OMER &
ASSOCIATES ADVOCATES

Omer Abdel Ati
OMER ABDEL ATI SOLICITORS

SRI LANKA

CAPITAL REACH HOLDINGS LTD.

CLARION INTERNATIONAL LTD.

N.P.H. Amarasena
CREDIT INFORMATION BUREAU

Dharshika Herath Gunarathna
Savantha De Saram
D.L. & F. De SARAM

Amalka Batepola
F.J. & G. De SARAM, MEMBER
OF LEX MUNDI

Ayomi Aluwihare-Gunawardene
F.J. & G. De SARAM, MEMBER
OF LEX MUNDI

Inoka Jayawardhana
F.J. & G. De SARAM, MEMBER
OF LEX MUNDI

Laksara Marapana
F.J. & G. De SARAM, MEMBER
OF LEX MUNDI

Priyanthi Guneratne
F.J. & G. De SARAM, MEMBER
OF LEX MUNDI

Shehara Varia
F.J. & G. De SARAM, MEMBER
OF LEX MUNDI

Tudor Jayasuriya
F.J. & G. De SARAM, MEMBER
OF LEX MUNDI

John Wilson Jr.
JOHN WILSON PARTNERS

Amila Fernando
JULIUS & CREASY

J.M. Swaminathan
JULIUS & CREASY

Kishani Jayasooriya
JULIUS & CREASY

Menaka Balendra
JULIUS & CREASY

Neluka Seneviratne
JULIUS & CREASY

Priya Sivagananathan
JULIUS & CREASY

Santushi Perera
JULIUS & CREASY

Shane Silva
JULIUS & CREASY

Shashi Wethasinghe
JULIUS & CREASY

Tilak Wimalagunaratne
JULIUS & CREASY

Kumudhini Jayasinghe
MICROTEC COMPUTER
SYSTEMS

Asiri Perera
MIT CARGO (PVT) LTD.

Jagath Perera
MIT CARGO (PVT) LTD.

Noamal Goonewardena
NITHYA PARTNERS

Paul Ratnayeke
PAUL RATNAYEKE ASSOCIATES

Daya Weeraratne
PRICewaterhouseCOOPERS

Mahes Jayadevan
PRICewaterhouseCOOPERS

Shamila Wijeratne

Chandrani Suriyaarachchi
SUDATH PERERA ASSOCIATES

Charmalie Weerasekera
SUDATH PERERA ASSOCIATES

Kumudika Gammanpila
SUDATH PERERA ASSOCIATES

Sudath Perera
SUDATH PERERA ASSOCIATES

TEXCO

Ramani Muttettuwegama
TICHURELVAM ASSOCIATES

Sithie Tiruchelvam
TIRUCHELVAM ASSOCIATES

SUÈDE

Kjell Olsson
ADVOKATFIRMAN LINDAHL

Olof Hallberg
ADVOKATFIRMAN LINDAHL

Pernilla Carrington
ADVOKATFIRMAN LINDAHL

Dain Nevenen
ADVOKATFIRMAN VINGE K.B.

Jenny Dangre
ADVOKATFIRMAN VINGE K.B.

Robert Wikholm
ADVOKATFIRMAN VINGE K.B.

Carl Östring

Lars Hartzell
ELMZELL ADVOKATBYRÅ AB,
MEMBER OF IUS LABORIS

Karl-Arne Olsson
GÄRDE WESSLAU
ADVOKATBYRÅ

Petter Holm
GÄRDE WESSLAU
ADVOKATBYRÅ

Bengt Kjellson
LANTMÄTERIET

Johann Lannering
MAGNUSSEN WAHLIN QVIST
STANBROOK

Christoffer Monell
MANNHEIMER SWARTLING
ADVOKATBYRÅ

Henric Diefke
MANNHEIMER SWARTLING
ADVOKATBYRÅ

Jesper Kuschel
MANNHEIMER SWARTLING
ADVOKATBYRÅ

Åsa Winblad
MAQS LAW FIRM

Mats Berter
MAQS LAW FIRM

PANALPINA AB

Hedda Lapidus
PRICewaterhouseCOOPERS

Hedda Stiernstedt
PRICewaterhouseCOOPERS

Roger Gavelin
PRICewaterhouseCOOPERS

Odd Swarting
SETTERWALLS ADVOKATBYRÅ

TIL TRADING

UC AB

Jesper Schönbeck
VINGE KB, ADVOKATFIRMAN,
MEMBER OF LEX MUNDI

Lars-Olof Svensson
WISTRAND ADVOKATBYRÅ

SUISSE

Peter R. Altenburger
ALTENBURGER

Philippe de Salis
BOREL & BARBEY

Andrea Molino
BRUNONI MOLINO MOTTIS
ADAMI

Mauro Cavadini
BRUNONI MOLINO MOTTIS
ADAMI

CHAMBER OF COMMERCE OF
CANTON DE VAUD

Ueli Huber
HOMBURGER

Bernhard G. Burkard
NOTARIAT BERNHARD
BURKARD

Michel Merlotti
NOTARY & CONSULTANT

Claire Le Fort
PESTALOZZI LACHENAL PATRY,
MEMBER OF LEX MUNDI

Jakob Hoehn
PESTALOZZI LACHENAL PATRY,
MEMBER OF LEX MUNDI

Michael Kramer
PESTALOZZI LACHENAL PATRY,
MEMBER OF LEX MUNDI

Oliver Widmer
PESTALOZZI LACHENAL PATRY,
MEMBER OF LEX MUNDI

Robert Furter
PESTALOZZI LACHENAL PATRY,
MEMBER OF LEX MUNDI

Sandra Habermacher
PESTALOZZI LACHENAL PATRY,
MEMBER OF LEX MUNDI

Urs Klöti
PESTALOZZI LACHENAL PATRY,
MEMBER OF LEX MUNDI

Pierre Natural
PIERRE NATURAL, NOTAIRE

Andrin Waldburger
PRICewaterHOUSECOOPERS
Daniel Schmitz
PRICewaterHOUSECOOPERS

Robert P. Desax
PRICewaterHOUSECOOPERS

SBI GRUPPE DER
SCHWEIZERISCHEN
BAUINDUSTRIE

Daniel Steudler
SWISSTOPO, DIRECTORATE FOR
CADASTRAL SURVEYING

Suzanne Eckert
WENGER PLATTNER

SURINAM

Anoeschka Debipersad
A. E. DEBIPERSAD &
ASSOCIATES

Angèle J. Karg
BDO ABRAHAMSAIJMANN &
PARTNERS

Anouschka Nabibaks
BDO ABRAHAMSAIJMANN &
PARTNERS

Consuelo-Andrea Denz
BDO ABRAHAMSAIJMANN &
PARTNERS

G. Clide Cambridge
HANDELS-, KREDIET-
EN INDUSTRIE BANK
(HAKRINBANK) N.V.

Jos STEEMAN SHIPPING N.V.

Johan Kastelein
KDV ARCHITECTS

Stanley Marica
LAW FIRM MARICA

Jennifer van Dijk-Silos
LAW FIRM VAN DIJK-SILOS

Radjen Soerdjbalie
NOTARIAAT R.A. SOERDJBALIE

SWAZILAND

Bradford Mark Walker
BRAD WALKER ARCHITECTS

C.J. Littler
C.J. LITTLER & Co.

Mangaliso Magagula
MAGAGULA & HLOPHE

Phumlile Tina Khoza
MUNICIPAL COUNCIL OF
MANZINI

Andrew Linsey
PRICewaterHOUSECOOPERS

Paul Lewis
PRICewaterHOUSECOOPERS

Theo Mason
PRICewaterHOUSECOOPERS

José Rodrigues
RODRIGUES & ASSOCIATES

Service Magagula
Shadrack Mnisi
SHARP FREIGHT SWD PTY. LTD.

Vincent Galeromeloe
TRANSUNION ITC

Veli Dlamini

SYRIE

Kanaan Al-Ahmar
AL-AHMAR & PARTNERS

Bisher Al-Houssami
AL-ISRAA INTERNATIONAL
FREIGHT FORWARDERS

Ali Ezzo Rhebani
ATTORNEY-AT-LAW

AUDITING CONSULTING
ACCOUNTING CENTER

Mouazza Al Ashhab
AUDITING CONSULTING
ACCOUNTING CENTER

Karam I. Bechara
BANK AUDI

Abdul Raouf Hamwi
CIVIL ENGINEERING OFFICE

Jacques El-Hakim
HAKIM LAW FIRM

Lina el-Hakim
HAKIM LAW FIRM

Youssef el-Hakim
HAKIM LAW FIRM

Mazen Ibrahim
IBRAHIM & ALOUSY LAW FIRM

Rana Habbal
IBRAHIM & ALOUSY LAW FIRM

Joumana Jabbour
Fadi Kardous
KARDOUS LAW OFFICE

Fady Kardous
KARDOUS LAW OFFICE

Mazen N. Khaddour
LAW OFFICE OF M.
KHADDOUR & ASSOCIATES

Nasim Awad
LEGALITY - LAWYERS &
CONSULTANTS

Anas Ghazi
LEGALITY LAW OFFICE

Basmah Hafez
MINISTRY OF FINANCE

Mohamad Khodhar Alsaïd
Ahmad
MINISTRY OF FINANCE

Osama Karawani

Raed Karawani
Housam Safadi
SAFADI BUREAU

Antoun Joubran
SYRIAN ARAB CONSULTANTS
LAW OFFICE

Gabriel Oussi
SYRIAN ARAB CONSULTANTS
LAW OFFICE

Hussein Khaddour
SYRIAN LEGAL BUREAU

Nabil Sukkar
THE SYRIAN CONSULTING
BUREAU

Faten Tibi
UNDP

Moussa Mitry
UNIVERSITY OF DAMASCUS /
LOUKA & MITRY LAW OFFICE

TADJIKISTAN

Bakhtiyor Abdulhamidov
AKHMEDOV, AZIZOV &
ABDULHAMIDOV ATTORNEYS

Shavkat Akhmedov
AKHMEDOV, AZIZOV &
ABDULHAMIDOV ATTORNEYS

Mansur Rakhimnazarov
CJSC "LEX"

Dilshod Kholmatov

Jienschokh Bukhoriev
IFC

MINISTRY OF LABOR & SOCIAL
PROTECTION

Natalya Ryashentseva
PRAGMA CORPORATION

Nigina Salibaeva
PRAGMA CORPORATION

Abdulkhamid Muminov
PRICewaterHOUSECOOPERS

Aliya Utegaliyeva
PRICewaterHOUSECOOPERS

Bakhytzhon Kadyrov
PRICewaterHOUSECOOPERS

Courtney Fowler
PRICewaterHOUSECOOPERS

Elena Kaeva
PRICewaterHOUSECOOPERS

Ilyas Jumambaev
PRICewaterHOUSECOOPERS

Natalya Revenko
PRICewaterHOUSECOOPERS

Sergi Kobakhidze
PRICewaterHOUSECOOPERS

Andrea Mario Dall'Olio
TAJIKISTAN BEE - SME POLICY
PROJECT

Djasurbek Teshae
TAJIKISTAN BEE - SME POLICY
PROJECT

Madina Nurmatova
TAJIKISTAN BEE - SME POLICY
PROJECT

Tolib Alimatov

TAIWAN, CHINE

Zue Min Hwang
ASIA WORLD ENGINEERING &
CONSTRUCTION Co.

CHAOH-SHINN ENTERPRISE
Co., LTD.

C.F. Tsai
DEEP & FAR, ATTORNEYS-
AT-LAW

EVERAISE SUPPLIER TRADE
Co., LTD.

Chun-Yih Cheng
FORMOSA TRANSNATIONAL,
ATTORNEYS-AT-LAW

John Chen
FORMOSA TRANSNATIONAL,
ATTORNEYS-AT-LAW

Yuling Hsu
FORMOSA TRANSNATIONAL,
ATTORNEYS-AT-LAW

Jeffrey Lin
JOINT CREDIT INFORMATION
CENTER

Julie Chu
JONES DAY

Jennifer Lin
LCS & PARTNERS

Margaret Huang
LCS & PARTNERS

Rich Lin
LCS & PARTNERS

Victor Chang
LCS & PARTNERS

NIKEN AUTOMOTIVE
ACCESSORIES Co., LTD.

Andrew Yeh
PANALPINA LTD.

Shing-Ping Liu
PRICewaterHOUSECOOPERS

Wen-Hong Kao
PRICewaterHOUSECOOPERS

Eric Tsai
PUHUA & ASSOCIATES,
PRICewaterHOUSECOOPERS
LEGAL SERVICES

Ross Yang
PUHUA & ASSOCIATES,
PRICewaterHOUSECOOPERS
LEGAL SERVICES

Catherine Liu
SDV LTD.

Robert Hsu
SDV LTD.

SUM-GAIN BIOMEDICAL
SYSTEM Co., LTD.

Edgar Chen
TSAR & TSAI LAW FIRM,
MEMBER OF LEX MUNDI

Josh Fan
TSAR & TSAI LAW FIRM,
MEMBER OF LEX MUNDI

Hui-ling Chen
WINKLER PARTNERS

Lloyd Roberts
WINKLER PARTNERS

YEONG UONG ENTERPRISE Co.

YOUNG-G CORPORATION

TANZANIE

Angelo Mapunda
FK LAW CHAMBERS

Krista van Winkelhof
FK LAW CHAMBERS

Vincent Mhina
FK LAW CHAMBERS

Bernard m. Luanda
HIGH COURT OF TANZANIA
COMMERCIAL DIVISION

Eliamani G. Mbise
HIGH COURT OF TANZANIA
COMMERCIAL DIVISION

Johnson Jasson
JOHNSON JASSON &
ASSOCIATES ADVOCATES

Leopold Thomas Kalunga
KALUNGA & Co. ADVOCATES

Gilbert Nyatanyi
MKONO & Co.

Ngwaru Maghembe
MKONO & Co.

Nimrod Mkono
MKONO & Co.

Patrick Ache
MKONO & Co.

Shivani Patel
MKONO & Co.

Steven de Backer
MKONO & Co.

Wilbert B. Kapinga
MKONO & Co.

Duncan Owen
PHATISA - INNOVATIVE
FINANCIAL SOLUTIONS

David Tarimo
PRICewaterHOUSECOOPERS

Rishit Shah
PRICewaterHOUSECOOPERS

Conrad Nyukuri
PRICewaterHOUSECOOPERS
LEGAL SERVICES

Shabani Mwatawala
PSM ARCHITECTS

Alex Nguluma
REX ATTORNEYS

Charles R.B. Rwechungura
REX ATTORNEYS

Farija Ghikas
REX ATTORNEYS

Sinare Zaharan
REX ATTORNEYS

Frederick Ringo
RINGO & ASSOCIATES,
MEMBER OF THE AFRICA
LEGAL NETWORK

Mugftafa Tharoo
RINGO & ASSOCIATES,
MEMBER OF THE AFRICA
LEGAL NETWORK

Gilbert Marilhet
SHARBATHO

Mohamed H. Sumar
SUMAR VARMA ASSOCIATES

TCHAD

Caroline Idrissou-Belinger
BEAC - HEADQUARTERS

Thomas Dingamgoto
CABINET THOMAS
DINGAMGOTO

Naramadji Mekonné
CLERC D'HUISSIER DE JUSTICE

N'Doningar Djimasna
FACULTÉ DE DROIT,
UNIVERSITÉ DE N'DJAMENA

Dominique Taty
FIDAFRICA /
PRICEWATERHOUSECOOPERS

Karine Lasne
FIDAFRICA /
PRICEWATERHOUSECOOPERS

Nadine Tinen Tchanguom
FIDAFRICA /
PRICEWATERHOUSECOOPERS

Nicolas Ronzié
FIDAFRICA /
PRICEWATERHOUSECOOPERS

Gérard Leclaire
INGÉNIERIE & ARCHITECTURE

Sobdibé Zoua

LAW FIRM SCPP

Narcisse Madjiyore Dongar

Béehir Madet
OFFICE NOTARIAL

Abdelkerim Ahmat
SDV

THAÏLANDE

ALLEN & OVERY Co., LTD.

Suwat Kerdphon
DEPARTMENT OF LANDS

EXIM DECCORNER COMPANY
LTD.

Steven Miller
JOHNSON STOKES & MASTER,
MEMBER OF LEX MUNDI

KANOKSINPINYO Co., LTD.

Niwat Kanjanapumin
NATIONAL CREDIT BUREAU
Co. LTD.

Pornsaran Sangsatra
PANALPINA

Janist Aphornratana
PRICEWATERHOUSECOOPERS

Ornjira Tangwongyodying
PRICEWATERHOUSECOOPERS

Pauline Manzano
PRICEWATERHOUSECOOPERS

Seetha Gopalakrishnan
PRICEWATERHOUSECOOPERS

Thavorn Rujivanarom
PRICEWATERHOUSECOOPERS

SALOM ELECTRIC Co., LTD.

Chalee Chantanayingyong
SECURITIES & EXCHANGE
COMMISSION

Picharn Sukparangsee
SIAM CITY LAW OFFICES LTD.

Vira Kammee
SIAM CITY LAW OFFICES LTD.
SPL NewEr@ LTD.

Thamnu Vasinonta
THAI CONTRACTORS
ASSOCIATION

Alongkorn Tongmee
TILLEKE & GIBBINS
INTERNATIONAL LTD., MEMBER
OF LEX MUNDI

Chusert Supasitthumrong
TILLEKE & GIBBINS
INTERNATIONAL LTD., MEMBER
OF LEX MUNDI

Cynthia M. Pornavalai
TILLEKE & GIBBINS
INTERNATIONAL LTD., MEMBER
OF LEX MUNDI

Dussadee Rattanopas
TILLEKE & GIBBINS
INTERNATIONAL LTD., MEMBER
OF LEX MUNDI

John Fotiadis
TILLEKE & GIBBINS
INTERNATIONAL LTD., MEMBER
OF LEX MUNDI

Michael Ramirez
TILLEKE & GIBBINS
INTERNATIONAL LTD., MEMBER
OF LEX MUNDI

Pimvimol Vipamaneerut
TILLEKE & GIBBINS
INTERNATIONAL LTD., MEMBER
OF LEX MUNDI

Piyanuj Ratprasatporn
TILLEKE & GIBBINS
INTERNATIONAL LTD., MEMBER
OF LEX MUNDI

Harold K. Vickery Jr.
VICKERY & WORACHAI LTD.

Chinnavat Chinsangaram
WHITE & CASE

Sakchai Limsiriponthong
WHITE & CASE

TIMOR-LESTE

Ulderico Fernandes
ALFANDEGA

Aderito LCA de Araujo
ARCHTIMOR ENGINEERING
CONSULTANT

Gina Corte Real
BUSINESS REGISTRATION UNIT,
DIRECTORATE OF COMMERCE
CONSULTORIA DE LEI

Hugo Nogueira Campanico
CRA TIMOR

Miguel Correia Martins
CRA TIMOR

Pedro Sousa
DEPARTMENT OF LAND AND
PROPERTY, MINISTRY OF
JUSTICE

Cornelio Pacheco
JVK INTERNATIONAL MOVERS

Jose Pedro Camoes
LBH-TL

Colin Heartwell
MINISTRY OF DEVELOPMENT

Jackson Lay
PALM SPRING ESTATES

Felismino Garcia Cardoso
PROSECUTOR'S OFFICE, UN
COMPOUND

Flavio Lorza
PROSECUTOR'S OFFICE, UN
COMPOUND

Pedro Andrade
PUBLIC DEFENDER

Cherryden Mazarado
ROCKY CONSTRUCTIONS

Rafael Ribeiro
SDV

Roberto Monteiro
SDV

Francisco Soares
SERVIÇO DO IMPOSTO DE
TIMOR LESTE

Marcia Dawes
SHEARMAN & STERLING LLP

Tjia Soh Siang
TJIA & TCHAI ASSOCIATES

Maria das Dores Gomes
TRIBUNAL DISTRIAL DE DILI

Rui Gomes
UNDP

Eusebio Guterres
UNIDO BUSINESS
REGULATORY CONSULTANT

Candido Conceicao
USAID

Vital dos Santos
VSP - VITAL DOS SANTOS &
PARTNERS

TOGO

Adjoavi Assogbavi-Gbedey

Romain Dansou
AGENCE EPAUC NOUVELLE

Coffi Alexis Aqueroburu
AQUEREBURU AND PARTNERS
CABINET D'AVOCATS

N'Sarma Mabiba Douti
ASSEMBLÉE NATIONALE

Foli Doe-Bruce
AUDEP INTERNATIONAL

Charles Ki-Zerbo
BCEAO

Bleounou Komlan

Denis Cordel
BOLLORE DTI - SDV

Jean-Marie Adenka
CABINET ADENKA

Tiburce Monnou
CABINET AKAPO

Kodjo John Kokou
CABINET D'AVOCATS JOHN
KOKOU

Messan Raphael Ekoue
Hagbonon
CENTRE D'ETUDES
D'ARCHITECTURE ET
D'URBANISME

Kodko Cephas Keoula
CHAMBRE DE COMMERCE ET
D'INDUSTRIE DU TOGO (CCIT)

Samuel Sanwogou
CHAMBRE DE COMMERCE ET
D'INDUSTRIE DU TOGO (CCIT)

Adzewoda Ametsiagbe
DIRECTION GÉNÉRALE DE
L'URBANISME ET DE L'HABITAT

Doe-Bruce Adama Ruben
ECOBank - TOGO

Adeline Messou
FIDAFRICA /
PRICEWATERHOUSECOOPERS

Dominique Taty
FIDAFRICA /
PRICEWATERHOUSECOOPERS

Evelyne M'Bassidgé
FIDAFRICA /
PRICEWATERHOUSECOOPERS

Fousséni Traoré
FIDAFRICA /
PRICEWATERHOUSECOOPERS

Jean Claude Gnamien
FIDAFRICA /
PRICEWATERHOUSECOOPERS

Firmin Kwami Dzonoukou

Amessi Midiohouan
FISC CONSEIL - CABINET DE
CONSEIL FISCAL

Franklin Koffi Gbedey
ENGINEER

Galolo Soedjede

Koffi Yao-Gackpo

Da-Blece Afoda-Sebou
ORDRE NATIONAL DES
ARCHITECTES DU TOGO
(ONAT)

Adjémida Douato Soedjedje
SAFECO

Atchroe Leonard Johnson
SCP AQUEREBURU &
PARTNERS

Darius Atsoo
SCP MARTIAL AKAKPO,
SOCIÉTÉ D'AVOCATS

Martial Akakpo
SCP MARTIAL AKAKPO,
SOCIÉTÉ D'AVOCATS

Sonhay Gbati

Yentroudjoa Kantati
TRIBUNAL DE 1ERE INSTANCE
DE LOME

Sronvie Yavoi
TRIBUNAL DU TRAVAIL

TONGA

Inoke Afu
DATELINE SHIPPING & TRAVEL
LTD.

Don Jacobson
MINISTRY OF FINANCE

Nailasikau Halatuituia

Tomasi Fakahua
SIONE TOMASI NAITE
FAKAHUA LAW OFFICE

Diana Warner
SKIP'S CUSTOM JOINERY LTD.

Tony Ford
SUPREME COURT

Lee Miller
WASTE MANAGEMENT LTD.

TRINITÉ-ET-TOBAGO

Ronald Patience
CARGO CONSOLIDATORS
AGENCY LTD.

Mark Ramkerrysingh
FITZWILLIAM STONE FURNESS
- SMITH & MORGAN

Alvaro Montenegro
HSMDDT LTD.

Stephen A. Singh
LEX CARRIBBEAN

Celeste Mohammed
M. HAMEL-SMITH & Co.,
MEMBER OF LEX MUNDI

Helen Ross
M. HAMEL-SMITH & Co.,
MEMBER OF LEX MUNDI

Jonathan Walker
M. HAMEL-SMITH & Co.,
MEMBER OF LEX MUNDI

Keomi Lourenco
M. HAMEL-SMITH & Co.,
MEMBER OF LEX MUNDI

Myrna Robinson-Walters
M. HAMEL-SMITH & Co.,
MEMBER OF LEX MUNDI

Nicole Ferreira-Aaron
M. HAMEL-SMITH & Co.,
MEMBER OF LEX MUNDI

Rena M. Mahadeo
M. HAMEL-SMITH & Co.,
MEMBER OF LEX MUNDI

Stacy-Lee Daniell
M. HAMEL-SMITH & Co.,
MEMBER OF LEX MUNDI

Deborah Ragoonath
PRICEWATERHOUSECOOPERS

Peter Inglefield
PRICEWATERHOUSECOOPERS

Ramdath Dave Rampersad
R.D. RAMPERSAD & Co.

Steve Beckles
R.D. RAMPERSAD & Co.

S. I. PRIMUS & SONS LTD.

Ramesh Lutchman
TRANSUNION

TRINITY CHAMBERS

Thomas Johnson
YORK UNIVERSITY, OSGOOD
HALL LAW SCHOOL

TUNISIE

Samir Abdelly
ABDELLY & ASSOCIÉS

Mourad Abdelmoula
ABDELMOULA & ASSOCIÉS

Salma Chaari
ABDELMOULA & ASSOCIÉS

Monèm Achour
ACHOUR & ASSOCIATES

Mohamed Moncef Barouni
ACR

Adly Bellagha
ADLY BELLAGHA &
ASSOCIATES

Elyès Ben Mansour
AVOCATS CONSEILS ASSOCIÉS

Faiza Feki
CENTRAL BANK OF TUNISIA

Abderrahmen Fendri
CONSEIL AUDIT FORMATION
CAF SARL

Mabrouk Maalaoui
CONSEIL AUDIT FORMATION
CAF SARL

Abdelmalek Dahmani
DAHMANI TRANSIT
INTERNATIONAL

Abdelfatah Benahji
FERCHIOU & ASSOCIÉS
MEZIOU KNANI

Noureddine Ferchou
FERCHIOU & ASSOCIÉS
MEZIOU KNANI

Amel Ferchichi
GIDE LOYRETTE NOUËL,
MEMBER OF LEX MUNDI

Amina Larbi
GIDE LOYRETTE NOUËL,
MEMBER OF LEX MUNDI

Imed Tanazefi
GIDE LOYRETTE NOUËL,
MEMBER OF LEX MUNDI

Kamel Ben Salah
GIDE LOYRETTE NOUËL,
MEMBER OF LEX MUNDI

Sami Kallel
KALLEL & ASSOCIATES

Faouzi Mili
MILI AND ASSOCIATES

Rafika Ben Aissa Bouslama
MINISTÈRE DE LA JUSTICE

Rachid Tmar
PRICEWATERHOUSECOOPERS
LEGAL SERVICES

Eric Douay
SDV

Wessam Ben Mahmoud

TURQUIE

Rüçhan Derici
3E DANIŞMANLIK LTD. ŞTİ.

Özlem Özgür Meriç
ABU-GHAZALEH LEGAL

Orhan Yavuz Mavioğlu
ALKAN DENİZ MAVIOĞLU
DILMEN LAW OFFICE

AsROYAL

BARIYER MAKİNA KALIP SAN.
VE TİC. LTD. ŞTİ.

Erim Bener
BENER LAW OFFICE, MEMBER
OF IUS LABORIS

Serkan Pamukkale
BİRSEL LAW OFFICES
BOLERO SOCKS

Ahmet İlker Doğan
ÇAKMAK AVUKATLIK BÜROSU

Ceren Kartarı
ÇAKMAK AVUKATLIK BÜROSU

Naz Bandik
ÇAKMAK AVUKATLIK BÜROSU

Şebnem Önder
ÇAKMAK AVUKATLIK BÜROSU

Rifat Günay
CENTRAL BANK OF THE
REPUBLIC OF TURKEY

Aylin Yontar
CERRAHOĞLU LAW FIRM

Banu Mert
CERRAHOĞLU LAW FIRM

Begüm Ertabak
CERRAHOĞLU LAW FIRM

M. Fadlullah Cerrahoğlu
CERRAHOĞLU LAW FIRM

Müjdem Aksoy
CERRAHOĞLU LAW FIRM

Onur Gülsaran
CERRAHOĞLU LAW FIRM

Zeynephan Oğuz
CERRAHOĞLU LAW FIRM

Devrim Çukur
ÇUKUR & YILMAZ

Ebru Tuygen
DELOITTE & TOUCHE

Ekin Vukçuoğlu Özgülsen
DELOITTE & TOUCHE

Hayati Arman Gezer
DELOITTE & TOUCHE

Hülya Yılmaz
DELOITTE & TOUCHE

Sait Gözüm
DELOITTE & TOUCHE

Ufuk Söğütüoğlu
DELOITTE & TOUCHE

Emine Devres
DEVRES LAW OFFICE

ERDEMLER OTOMOTİV SAN. VE
TİC. LTD. ŞTİ.

Egemen Karaduman
ERNST & YOUNG TURKEY

Feridun Güngör
ERNST & YOUNG TURKEY

İhsan Akar
ERNST & YOUNG TURKEY

Mustafa Çamlıca
ERNST & YOUNG TURKEY

Sadık Ferik
ERNST & YOUNG TURKEY

HIMERPA A.Ş.

Alaattin Özyürek
INVESTMENT SUPPORT AND
PROMOTION AGENCY OF
TURKEY

Alpaslan Hamdi Kuzucuoğlu
İSTANBUL METROPOLITAN
MUNICIPALITY

JOHN'S COFFEE

Bülent Yiğit
KADIKÖY 25. NOTERİ

KEKİK TARIM LTD.

KINETİK BIOMEDİKAL TEK.
SAG. SAN. VE TİC. LTD. ŞTİ.

Başak Diclehan
KPMG

Fikret Çetinkaya
KPMG

Murat Emirhanoglu
KPMG

Kazım Derman
KREDİT KAYIT BUREAU

Yilmaz Nalçakar
MED SHIPPING LOGISTICS
TRANSPORT & TRADE LTD.
CORPORATION

Bilge Saltan
MEHMET GÜN & Co.

Melike Akan
MEHMET GÜN & Co.

Şebnem Işık
MEHMET GÜN & Co.

Yegan Üreyen
MEHMET GÜN & Co.

Sadık Yamaç
MINISTRY OF PUBLIC WORKS
& SETTLEMENT OF TURKEY

NILPAR LTD. ŞTİ.

Ufuk Üçkardeşler
NORM YAPI DENETİM ŞİRKETİ

Noyan Goksu

Elvan Aziz Bikmen
PAKSOY & Co.

Selin Barlak
PAKSOY & Co.

Ferhat Pekin
PEKİN & BAYAR LAW FIRM

Ceyda Tapsın
PEKİN & PEKİN, MEMBER OF
LEX MUNDI, MEMBER OF SEE
LEGAL

Elif Evren Catana
PEKİN & PEKİN, MEMBER OF
LEX MUNDI, MEMBER OF SEE
LEGAL

Fethi Pekin
PEKİN & PEKİN, MEMBER OF
LEX MUNDI, MEMBER OF SEE
LEGAL

Gökben Erdem Dirican
PEKİN & PEKİN, MEMBER OF
LEX MUNDI, MEMBER OF SEE
LEGAL

Hande Hamevi
PEKİN & PEKİN, MEMBER OF
LEX MUNDI, MEMBER OF SEE
LEGAL

Koray Altunordu
PEKİN & PEKİN, MEMBER OF
LEX MUNDI, MEMBER OF SEE
LEGAL

Şehnaz Güngör
PEKİN & PEKİN, MEMBER OF
LEX MUNDI, MEMBER OF SEE
LEGAL

Sezin Gruner
PEKİN & PEKİN, MEMBER OF
LEX MUNDI, MEMBER OF SEE
LEGAL

Şükran Kızılot
PEKİN & PEKİN, MEMBER OF
LEX MUNDI, MEMBER OF SEE
LEGAL

Zeynep Akın
PEKİN & PEKİN, MEMBER OF
LEX MUNDI, MEMBER OF SEE
LEGAL

Adnan Nas
PRICEWATERHOUSECOOPERS

Ekin Altıntaş
PRICEWATERHOUSECOOPERS

Esin Ertek
PRICEWATERHOUSECOOPERS

Faruk Sabuncu
PRICEWATERHOUSECOOPERS

H.Bariş Yalçın
PRICEWATERHOUSECOOPERS

Benek Gvenilir Erdemir
PRICEWATERHOUSECOOPERS
LEGAL SERVICES

Burcu Tüzcu
PRICEWATERHOUSECOOPERS
LEGAL SERVICES

Çağrı Şahin Biber
PRICEWATERHOUSECOOPERS
LEGAL SERVICES

Ebru Yetişkin
PRICEWATERHOUSECOOPERS
LEGAL SERVICES

Güzel Yıldırım
PRICEWATERHOUSECOOPERS
LEGAL SERVICES

Nilgün Sendar
PRICEWATERHOUSECOOPERS
LEGAL SERVICES

Nilgün Şimşek
PRICEWATERHOUSECOOPERS
LEGAL SERVICES

SALKIM TARIM URUNLERİ SAN.
VE TİC. LTD. ŞTİ.

Selim Sarıbrahimoglu
SARIİBRAHİMOĞLU LAW
OFFICE

Luc Fourcade
SDV - HOROZ LOGISTICS

Serap Zuvın
SERAP ZUVIN LAW OFFICES
SUMERMAN INTERNATIONAL

Aylin Tarlan
TARLAN & PEKYALCIN LAW
OFFICE

Derya Baksi Pekyalçın
TARLAN & PEKYALCIN LAW
OFFICE

TEKTRON DİŞ TİC. LTD. ŞTİ.

Ertaç Öner
THE CHAMBER OF ARCHITECTS
OF TURKEY

TORSAN AUTOMOTIVE
TURKISH INDUSTRIALISTS' AND
BUSINESSMEN'S ASSOCIATION
(TUSIAD)

Esin Taylan
TURUNÇ & SAVAŞÇIN

Noyan Turunç
TURUNÇ & SAVAŞÇIN

Selen Egeli Semiz
TURUNÇ & SAVAŞÇIN

Simhan Savaşçın Başaran
TURUNÇ & SAVAŞÇIN

UNİMET METAL SAN. TİC.
LTD. ŞTİ.

Mustafa Alper
YASED - INTERNATIONAL
INVESTORS ASSOCIATION

UKRAINE

Sergej Vladimirovich Stepovoj
ABSOLUT SV

Dmytro Korbut
ANDREAS NEOCLEOUS & Co.,
LEGAL CONSULTANTS

Andrey Astapov
ASTAPOV LAWYERS

Olga Romanenko
ASTAPOV LAWYERS

INTERNATIONAL LAW GROUP

Tatyana Kuzmenko
ASTAPOV LAWYERS

INTERNATIONAL LAW GROUP

Yevgeniy Karpov
ASTAPOV LAWYERS

INTERNATIONAL LAW GROUP

Anna Putintseva
CHADBOURNE & PARKE LLP

Sergiy Onishchenko
CHADBOURNE & PARKE LLP

Sergiy Zhaka
CHADBOURNE & PARKE LLP

Konstantin Gribov
DLA PIPER UKRAINE LLC

Olena Bilozor
DLA PIPER UKRAINE LLC

Dmitry Martynenko

Zeeshan Wani
GLOBALINK TRANSPORTATION
& LOGISTICS WORLDWIDE LLP

Sasha Androschuk
GRISCHENKO & PARTNERS

Savva P. Poliakov
GRISCHENKO & PARTNERS

Olexiy V. Pokotylo
HANNES SNELLMAN,
ATTORNEYS-AT-LAW LTD.

Volodymyr Kuzminsky
HANNES SNELLMAN,
ATTORNEYS-AT-LAW LTD.

Florentin Blanc
IFC

Sanjar Ibragimov
IFC

Lyubomyr Drozdovskyy
ILYASHEV & PARTNERS

Maksym Kopeychikov
ILYASHEV & PARTNERS

Mariya Danchenko
KONNOV & SOZANOVSKY

Natalia Dotsenko-Belous
KONNOV & SOZANOVSKY

Olexiy Yanov
LAW FIRM IP & C. CONSULT

Olga Serbul
LAW FIRM IP & C. CONSULT

Oleg Y. Alyoshin
OOO IF "IMAGE"

Igor Dankov
PRICEWATERHOUSECOOPERS

Jorge Intriago
PRICEWATERHOUSECOOPERS

Maxim Korsheniuk
PRICEWATERHOUSECOOPERS

Ron J. Barden
PRICEWATERHOUSECOOPERS

Slavyana Kamburova
PRICEWATERHOUSECOOPERS

Adrian Opaits
PRICEWATERHOUSECOOPERS
LEGAL SERVICES

Ivan Yurchenko
PRICEWATERHOUSECOOPERS
LEGAL SERVICES

Kateryna Kokot
PRICEWATERHOUSECOOPERS
LEGAL SERVICES

Olga Melnychenko
PRICEWATERHOUSECOOPERS
LEGAL SERVICES

Yuriy Sorochynskiy
PRICEWATERHOUSECOOPERS
LEGAL SERVICES

Oleksandr Padalka
SHEVCHENKO DIDKOVSKIY &
PARTNERS

Tatiana Buchko
SHEVCHENKO DIDKOVSKIY &
PARTNERS

Markian B. Silecky
THE SILECKY FIRM

Maryana Yarmolenko
THE SILECKY FIRM

Olena Brodovska
VASIL KISIL & PARTNERS

Valeriy Lukinov
VENISSA LTD.

URUGUAY

César I. Aroztegui
AROTEGUI & ASOCIADOS /
BRONS & SALAS

Luis Baccino
AROTEGUI & ASOCIADOS /
BRONS & SALAS

Marcelo Femenías Vidal
BADO, KUSTER, ZERBINO &
RACHETTI

Richard Iturria
BADO, KUSTER, ZERBINO &
RACHETTI

Laura Barreix
BANCO DE LA REPUBLICA
ORIENTAL DEL URUGUAY

Milton Cohen
BANCO DE LA REPUBLICA
ORIENTAL DEL URUGUAY

Luz Calvo de Gross
CALVO-LOPARDO-PRATS &
ASOCIADOS

Matilde Milicevic Santana
CLEARING DE INFORMES

Ricardo Mezzera
ESTUDIO DR. MEZZERA

Alma Kubachek
ESTUDIO JURIDICO NOTARIAL
DE ALMA KUBACHEK

Flavia Gatti
FERRERE ABOGADOS

Verónica Raffo
FERRERE ABOGADOS

Diego Galante
GALANTE & MARTINS

Alejandro Miller Artola
GUYER & REGULES, MEMBER
OF LEX MUNDI

Alvaro Tarabal
GUYER & REGULES, MEMBER
OF LEX MUNDI

Carlos Brandes
GUYER & REGULES, MEMBER
OF LEX MUNDI

Corina Bove
GUYER & REGULES, MEMBER
OF LEX MUNDI

Patricia Regules
GUYER & REGULES, MEMBER
OF LEX MUNDI

Jorge de Vita
JORGE DE VITA STUDIO

Juan Federico Fischer
LVM ATTORNEYS AT LAW

Martin Prats Croci
Ricardo Olivera-García
OLIVERA & DELPIAZZO

Alfredo Inciarte Blanco
PEREZ DEL CASTILLO,
NAVARRO, INCIARTE, GARI

Eliana Sartori
PRICEWATERHOUSECOOPERS

Leonardo Decarlini
PRICEWATERHOUSECOOPERS

Maria Noel Vidal
PRICEWATERHOUSECOOPERS

Sergio Franco
PRICEWATERHOUSECOOPERS

Sylvia Diaz
PRICEWATERHOUSECOOPERS

Nelson Alfredo Gonzales
SDV S.A.

Andrea Medina
SHAW, FAGET Y
ASOCIADOS LTD.,
PRICEWATERHOUSECOOPERS
LEGAL SERVICES

Dolores Storace
SHAW, FAGET Y
ASOCIADOS LTD.,
PRICEWATERHOUSECOOPERS
LEGAL SERVICES

Sebastian Arcia
SHAW, FAGET Y
ASOCIADOS LTD.,
PRICEWATERHOUSECOOPERS
LEGAL SERVICES

Ariel Imken
SUPERINTENDENCIA
DE INSTITUCIONES DE

INTERMEDIACIÓN FINANCIERA
- BANCO CENTRAL DEL
URUGUAY

Gerardo Vinales
VINOLES STUDIO

VANUATU

Mark Stafford
BDO BARRETT AND PARTNERS

Christopher Dawson
DAWSON BUILDERS

John Malcolm
NATIONAL BANK OF VANUATU

Dani Yawa
PACIFIC LAWYERS

Arthur Victor Faerua
SCHOOL OF LAW, UNIVERSITY
OF THE SOUTH PACIFIC

Silas Charles Hakwa
SILAS CHARLES HAKWA &
ASSOCIATES

VENEZUELA

Carlos Velandía Sanchez
ASOCIACIÓN VENEZOLANA
DE DERECHO REGISTRAL
"AVEDER"

Alfonso Porras
BAKER & MCKENZIE

Carlos Plaza
BAKER & MCKENZIE

Lubín Chacón
BENSON, PEREZ MATOS,
ANTAKLY & WATTS

Eduardo Porcarelli
CONAPRI

Melissa Puga
CONAPRI

Mercedes Briceño
CONAPRI

Arturo De Sola Lander
DE SOLA PATE & BROWN,
ABOGADOS - CONSULTORES

John R. Pate
DE SOLA PATE & BROWN,
ABOGADOS - CONSULTORES

Thomas J. Pate Páez
DE SOLA PATE & BROWN,
ABOGADOS - CONSULTORES

Luis Fernando Miranda
ESPIÑEIRA, SHELTON
Y ASOCIADOS /
PRICEWATERHOUSECOOPERS

Ruben Gotberg
ESPIÑEIRA, SHELTON
Y ASOCIADOS /
PRICEWATERHOUSECOOPERS

Francisco Gámez Arcaya
GÁMEZ & VERA, ABOGADOS

Carlos Dominguez
HOET PELAEZ CASTILLO &
DUQUE, MEMBER OF LEX
MUNDI

Fernando Pelaez-Pier
HOET PELAEZ CASTILLO &
DUQUE, MEMBER OF LEX
MUNDI

Hector Garcia Corredor
HOET PELAEZ CASTILLO &
DUQUE, MEMBER OF LEX
MUNDI

John Tucker
HOET PELAEZ CASTILLO &
DUQUE, MEMBER OF LEX
MUNDI

Jorge Acedo-Prato
HOET PELAEZ CASTILLO &
DUQUE, MEMBER OF LEX
MUNDI

María Paola Donghia Inciarte
HOET PELAEZ CASTILLO &
DUQUE, MEMBER OF LEX
MUNDI

Bruno Paredes
LOGISTIKA TSM

Pedro Mendoza
MENDOZA DAVILA TOLEDO

Pedro Azpurua
PACK ENGENIEROS C.A.

Alex Grossmann
PANALPINA

Alejandro Giolito
PRICEWATERHOUSECOOPERS
LEGAL SERVICES

Bernardo Pisani
RODRIGUEZ & MENDOZA

Enrique Itriago
RODRIGUEZ & MENDOZA

Servio T. Altuve Jr.
SERVIO T. ALTUVE R. &
ASOCIADOS

Francisco Aleman Planchart
TINOCO, TRAVIESO,
PLANCHART & NUÑEZ

Jeanette Villalta Rivas
VENEZUELAN CHAMBER OF
CONSTRUCTION

VIETNAM

My Linh Dao
BAKER & MCKENZIE

Yee Chung Seck
BAKER & MCKENZIE

Trang Vu
CREDIT INFORMATION CENTRE
- STATE BANK OF VIETNAM

Isabelle Robineau
DFDL MEKONG LAW GROUP

Nasir PKM Abdul
FLÉCHEUX, NGO & ASSOCIÉS

Bernadette Fahy
GIDE LOYRETTE NOUËL,
MEMBER OF LEX MUNDI

Jesse Lieberman
GIDE LOYRETTE NOUËL,
MEMBER OF LEX MUNDI

Le Thuy Lan
GIDE LOYRETTE NOUËL,
MEMBER OF LEX MUNDI

Nghiem Thi Bang Tam
GIDE LOYRETTE NOUËL,
MEMBER OF LEX MUNDI

Nguyen Thi Thu Huyen
GIDE LOYRETTE NOUËL,
MEMBER OF LEX MUNDI

Nicolas Audier
GIDE LOYRETTE NOUËL,
MEMBER OF LEX MUNDI

Thi Bang Tam Nghiem
GIDE LOYRETTE NOUËL,
MEMBER OF LEX MUNDI

Thi Hoang Trinh Ngo
GIDE LOYRETTE NOUËL,
MEMBER OF LEX MUNDI

HIGH POINTS CITY Co. LTD.

HOAI TRUNG TEA COMPANY

Dang The Duc
INDOCHINE COUNSEL

Khanh Quang Lai
INDOCHINE COUNSEL

Le Thuy Huy Nguyen
INDOCHINE COUNSEL

Vu Anh Phan
INDOCHINE COUNSEL

Hoang Anh Nguyen
JOHNSON STOKES & MASTER,
MEMBER OF LEX MUNDI

Pham Thu Hien
JOHNSON STOKES & MASTER,
MEMBER OF LEX MUNDI

LEONIS Co., LTD.

Phuc Le Hong
LUATVIET - ADVOCATES &
SOLICITORS

Konrad Hull
LUCY WAYNE & ASSOCIATES

MYDANG TOURIST & TRADING
Co., LTD.

NGAN LONG Co. LTD.

David Fitzgerald
PRICEWATERHOUSECOOPERS

Dinh Thi Quynh Van
PRICEWATERHOUSECOOPERS

Do Thi Thu Ha
PRICEWATERHOUSECOOPERS

Nguyen Thu Thuy Vo
SDV

THAI HA GRANITE LTD.

Viet D. Phan
TRAN H.N. & ASSOCIATES

Van Anh Nguyen
VIETBID LAW FIRM

VIETNAM NATURAL STONES
CORPORATION

VINACRAFT Co.

Pham Nghiem Xuan Bac
VISION & ASSOCIATES

Tien Ngoc Luu
VISION & ASSOCIATES

YÉMEN

Louai Al-Meqbali
ABDALLA AL-MEQBALI &
ASSOCIATES

Abdalla Al-Meqbali
ABDALLA AL-MEQBELI &
ASSOCIATES

Abdalla Qusai
ABDALLA AL-MEQBELI &
ASSOCIATES

ASSAYAD FISHERMAN Co.

Khaled Al Buraihi
KHALED AL BURAIHI FOR
ADVOCACY & LEGAL SERVICES

Mohamed Taha Hamood Al-
Hashimi
MOHAMED TAHA HAMOOD
& Co.

TAHA HUSEIN ALHOTYBE

ZAMBIE

BARCLAYS BANK

Robin Durairajah
CHIBESAKUNDA & Co.

Kanti Patel
CHRISTOPHER, RUSSELL COOK
& Co.

Solly Patel
CHRISTOPHER, RUSSELL COOK
& Co.

Deborah Bwalya
CORPUS GLOBE ADVOCATES

Elias Chipimo
CORPUS GLOBE ADVOCATES

Harriet Kapampa Kapekele
CORPUS GLOBE ADVOCATES

Chewe K. Bwalya
D.H. KEMP & Co.

Henry Musonda
KIRAN & MUSONDA
ASSOCIATES LTD.P591

Marjorie Grace Mwenda
M. G. JOHNSON-MWENDA
& Co.

Chipo Munkombwe
PRICEWATERHOUSECOOPERS

James Harley
PRICEWATERHOUSECOOPERS

Jyoti Mistry
PRICEWATERHOUSECOOPERS

ZIMBABWE

Innocent Chagonda
ATHERSTONE & COOK

Beloved Dhlakama
BYRON VENTURAS & PARTNERS

Chris Venturas
BYRON VENTURAS & PARTNERS

Christos Venturas
BYRON VENTURAS & PARTNERS

Simplisius Chihambakwe
CHIHAMBAKWE, MUTIZWA &
PARTNERS

Erle Koomets

Peter Lloyd
GILL, GODLONTON & GERRANS

Harry Kantor
KANTOR & IMMERMAN

Paul Fraser
LOFTY & FRASER

David Masaya
PRICEWATERHOUSECOOPERS

Manuel Lopes
PRICEWATERHOUSECOOPERS

Ostern Mutero
SAWYER & MKUSHI

Stenford Moyo
SCANLEN & HOLDERNESS

Richard Beattie
THE STONE/ BEATTIE STUDIO

Vanani Nyangulu
V.S. NYANGULU & ASSOCIATES